JANVIER—DÉCEMBRE 1923 — TOMES XXVIII ET XXIX

REVUE DE HONGRIE

SEIZIÈME ANNÉE

DIRECTEUR-GÉRANT :

GUILLAUME DE HUSZÁR



BUDAPEST
IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM
MCMXXIII

SEIZIÈME ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-HUITIEME TOME

JANVIER–JUIN 1923

Livraison du 15 janvier :

Livraison du 15 février :

Livraison du 15 mars:

Livraison du 15 avril:

Livraison du 15 mai—15 juin:

ALEXANDRE WEKERLE

(1)

C'est à moi qu'échut l'honneur de prononcer à l'Académie hongroise le discours commémoratif consacré à la mémoire de feu Alexandre Wekerle, membre du comité de direction et membre honoraire de notre Académie.

La tâche n'est pas sans présenter des difficultés. Je dois, d'une part, esquisser l'activité d'un grand homme d'Etat qui, par l'assainissement de nos finances, parvint à élever notre pays à un si haut degré du bien-être économique auquel il n'a jamais encore atteint, mais sans omettre, d'autre part, qu'il dut assister à la fin de ses jours à la déperdition de ce bien-être, à l'anéantissement de l'œuvre de ses efforts.

Et pourtant, au lieu de me décourager, l'espoir d'un meilleur avenir a guidé ma plume. J'y fus encouragé par l'enseignement qui se dégage de ce chapitre de l'histoire de notre pays où mon héros a joué son rôle. Nous y voyons comment un grand homme d'Etat se prend pour mener à bonne fin une tâche gigantesque, celle de tirer le pays du désarroi économique, en lui assurant, par la suite, un état de prospérité qu'à l'époque de son millénaire, il pouvait, de juste titre, se considérer heureux et respecté par l'aréopage des nations européennes.

Dès l'aube de la restauration du régime constitutionnel, la vie nationale hongroise, secouant sa torpeur, s'adonne à une activité toute fiévreuse. La nature semble avoir participé à ce renouveau; dans les années 1867 et 1868, elle nous prodigua d'abondantes moissons. Grâce à un heureux hasard, nos bonnes récoltes se vendent à des prix exceptionnellement avantageux. L'argent afflue dans notre pays.

L'attention du marché étranger se tourne vers nous. On découvre un pays riche en produits naturels; on apprend que le principe du libre échange y est adopté dans la vie économique et on se convainc que les circonstances y sont très favorables à l'esprit d'entreprise. La vie économique prend du coup son élan: des établissements industriels de toutes sortes, des compagnies de chemin de fer et de navigation et des institutions de crédit se fondent comme à l'envi.

L'esprit d'entreprise du public et de l'Etat ne fait qu'augmenter par la suite. Cette activité fébrile et portée à outrance devait inévitablement amener une crise. La première, celle de 1869, n'est que passagère; elle sert de mémento aux gens d'affaires. Cependant, l'esprit d'entreprise prend un nouvel essor, qui est encore stimulé par le renouveau de la vie économique allemande, dû au rançon de guerre français et à l'instauration de l'unité nationale germanique. Mais la crise différée éclate en 1873; elle entraîne la ruine de nombreuses entreprises. Pour se faire une idée de l'étendue de la crise, il suffit de mentionner que les pertes subies sur les papiers cotés à la Bourse de Budapest atteignent le chiffre de 53·3 millions de florins austro-hongrois, par rapport aux cours de 1872.

Le contre-coup fâcheux du débâcle économique se fait sentir dans les finances de l'Etat. En 1868 et 1869, le bilan des finances de l'Etat se soldait par l'équilibre, voire même par un excédent. Les constructions ferroviaires, la régularisation du cours du Danube, les travaux d'aménagement de la capitale et les vastes constructions entreprises à Fiume nécessitent de grandes sommes. Le ministre des finances Lónyay effectue l'emprunt ferroviaire de 85 millions de florins; en 1870, a eu lieu l'émission de l'emprunt sur lots, destiné à couvrir les frais des travaux communaux de Budapest; en 1871, on fait l'emprunt en argent de 30 millions; en 1873, celui de 54 millions de florins et en 1874, le fameux emprunt de 153 millions. Ces événements ont pour effet de culbuter le bilan de l'Etat. En 1870, déjà un manque de 26·6 millions de florins s'accuse et les budgets des années suivantes se bouclent tous par un déficit. Une inquiétude constante préside aux séances de la commission parlementaire du Budget. La Chambre, en vue d'assainir les finances,

délègue une commission composée de 21 membres; celle-ci, à son tour procède à l'élection d'un comité de gestion de 9 membres. Les plus éminents hommes d'Etat du pays: Antoine Csengery, Melchior Lónyay, Coloman Tisza, Coloman Széll, Paul Sennyey, Charles Kerkápoly, Louis Horváth et Paul Somssich délibèrent en soixante-cinq séances successives sur la situation financière. Le résultat de leur enquête fut soumis à la Chambre, sous forme de rapport de la commission des 21. La Chambre en saisit le ministère et l'acte va se perdre définitivement dans une archive quelconque, documentant ainsi que, chez nous, les commissions parlementaires — en matière administrative — ne parviennent jamais à donner des résultats satisfaisants.

Les débats de la commission des 21 furent cependant riches en enseignements. Ils contribuèrent notamment à établir la conviction générale que la plus importante question à résoudre de la politique hongroise devait être, pour le moment, l'assainissement des finances; il fut prouvé que les partis multiples de la Chambre n'étaient plus à même de servir les intérêts du pays et l'idée de la fusion des partis s'imposait.

Ce changement radical de la politique hongroise s'était opéré lors des débats du budget de l'année 1875. Les débats s'ouvrent le 27 janvier. Ce fut le 3 février que Coloman Tisza prononça son discours mémorable, dans lequel il a préconisé la nécessité impérieuse de l'assainissement de nos finances, tout en invitant la Chambre à écarter momentanément toute discussion ayant trait aux débats juridiques concernant le rapport qu'il y a entre l'Autriche et la Hongrie.

Après ce discours, les événements prennent un cours rapide. La Chambre vote le budget le 11 février. Le nouveau cabinet se constitue le 8 mai, présidé par le baron Béla Wenckheim et comprenant les ministres Coloman Tisza et Coloman Széll. La fusion du parti de Deák avec celui du centre-gauche donne lieu à la naissance du parti libéral qui, après les élections générales de l'été de la même année, rentre vainqueur à la Chambre, avec la majorité écrasante de 330 députés. Sur ces entrefaites, Tisza est nommé premier ministre, le 20 octobre.

Le ministre des Finances, Coloman Széll entreprend incontinent les opérations nécessaires pour mettre en ordre le budget; mais après s'être rendu compte que le fait de l'occupation de la Bosnie allait enrayer ses projets, il démissionna en 1878. Son successeur, le comte Szapáry, ayant vainement lutté pendant neuf ans contre le déficit qui, au cours de son ministère, avait atteint le chiffre de 147 millions de florins, se retira, le 17 février 1887, définitivement découragé de l'insuccès de ses efforts.

Le portefeuille des Finances est de nouveau vacant et, selon le témoignage du bilan des recettes, le déficit s'était élevé, depuis 1867, à 310 millions de florins.

Après treize années de gouvernement, Coloman Tisza se trouve donc dans la même situation qu'à l'aube de son avènement au pouvoir, lors de la fusion des partis: l'équilibre des finances est profondément ébranlé et c'est en vain qu'il cherche, dans le parti dont il est le chef, un homme politique auquel il puisse confier le ministère des Finances.

Faute d'expédients, il se charge lui-même du portefeuille vacant. Mais, par bonheur, il découvre, au sein du brave personnel du ministère des Finances, l'homme providentiel, Alexandre Wekerle qui, ayant acquis l'expérience de l'administration financière dans les différents services du ministère, joint à la pratique une connaissance approfondie des théories de l'économie politique et qui, doué d'un coup d'œil supérieur, est appelé d'avance aux travaux d'organisation de large envergure. Il se l'adjoint en qualité de secrétaire d'Etat, et s'étant rendu compte de ses qualités d'orateur, dont celui-ci fit preuve à la Chambre, il le fait nommer ministre, le 9 avril 1889.

Dès son avènement, Wekerle met fin à la politique de l'hésitation et des tâtonnements, toujours en quête d'expédients. Il a son projet mûrement réfléchi, porteur de toutes les garanties du succès. Coloman Tisza soumet à la Chambre le budget de 1888. Il établit avec Wekerle un programme financier embrassant une période de trois années, qui prévoit, pour l'année 1890, un budget d'Etat en complet équilibre, sans déficit.

Et quand Wekerle, en qualité de ministre des Finances, soumet à la Chambre, le 15 octobre 1889, le budget de 1890,

bien qu'un déficit de 400.000 florins s'accuse encore, celui-ci, d'après les données du bilan des recettes, figure en vérité sur le compte d'un excédent de 52 millions.

L'équilibre des finances est donc rétabli et cet état de consolidation financière va durer jusqu'au commencement de la guerre mondiale, car les successeurs de Wekerle, Ladislas Lukács, Jean Teleszky et Alexandre Popovics, ses collaborateurs et amis à la fois, ne font que continuer l'œuvre commencée par lui.

La réforme des finances et celle du régime des contributions du pays se rattache au nom de Wekerle. Durant son premier ministère, il a transformé les impôts de consommation et inauguré le système de la dévolution des impôts de consommation. Après avoir procédé au rachat des droits dits « régaliens » des débits de boissons, il instaura le bureau fiscal desdits débits et, enfin, il a entamé la réforme de l'administration fiscale. Durant son second ministère, il a définitivement résolu la question des impôts directs; il introduit l'impôt sur le revenu, base du système d'imposition moderne et s'attaque à la solution du problème ardu des droits et taxes.

Ses procédés budgétaires peuvent aussi servir de modèle. Il mit fin à l'abus qui s'était implanté sous le ministère de Szapáry et qui consistait dans l'incorporation, sur le compte des recettes ordinaires, des sommes réalisées sur les rentes émises annuellement pour l'amortissement des dettes publiques. Il prit également des mesures de précaution dans l'allocation des recettes budgétaires; notamment les recettes allouées, bien que dépassant celles du budget du dernier exercice clos, furent toujours calculées plus bas que la somme des revenus effectivement réalisables, afin que les montants ainsi établis ne puissent servir de base aux prétentions croissantes des différents portefeuilles. Ces sommes en sus des prévisions budgétaires furent affectées à l'accroissement des fonds de réserve en vue de couvrir les allocations supplémentaires et débours extraordinaires.

Tout en s'efforçant à rétablir l'équilibre des finances, l'activité de Wekerle ne fut pas absorbée par des questions d'ordre purement fiscal; elle s'étendait sur tout le domaine de l'économie. Il était du nombre des hommes d'Etat qui

affirment que l'équilibre des finances n'est que le corollaire du bien-être économique général.

Sa conception économique, en harmonie avec ses principes politiques, s'était inspirée du plus pur libéralisme. Il admettait les principes de la liberté industrielle et du libre échange comme bases de la vie économique. La tâche suprême de l'Etat — selon lui — était d'écarter tout obstacle susceptible d'entraver le développement du pays. Toutefois, il tint compte du fait que les questions d'ordre spécialement national de la vie économique hongroise imposent une ingérence gouvernementale plus prononcée qu'à n'importe quel autre Etat de l'Europe. Il savait que chez nous l'esprit d'entreprise manque d'initiative; dans ces circonstances, le théoricien de la politique sociale le plus libéral est forcé de convenir que l'Etat doit se réserver le rôle d'inspirer et de soutenir l'entreprise privée, sur toute l'étendue du domaine de la vie économique.

Wekerle, en sa qualité de ministre des Finances, était toujours prêt à céder, aux ministres du Commerce et de l'Agriculture, un contingent toujours croissant des recettes ordinaires du budget affecté à servir de mise de fonds en d'investissements économiques. Les dépenses du portefeuille de l'Agriculture montent, en 1888, à 24 millions, en 1894 à 48 millions et en 1906 ils atteignent le chiffre de 63 millions de couronnes. En ce qui concerne la vie industrielle, il était d'avis que l'Etat devait fournir des facilités aux branches de l'industrie non défendues par des douanes prohibitives. Il présidait lui-même le Conseil suprême de l'industrie, où les questions ayant trait au développement de l'industrie nationale furent toujours traitées conformément à ses intentions.

La plus importante de ses œuvres fut — dans le domaine de l'économie — la stabilisation du cours du change. Depuis les guerres napoléoniennes, la monarchie avait été constamment aux prises avec le change déprécié. Ce fut à grand'peine que le pays parvint, vers 1840, à se tirer du mauvais pas où la dévalvation de 1811 l'avait précipité; mais les désordres politiques de 1848, suivis de la guerre de Crimée en 1854, de la guerre d'Italie en 1859 et de celle de la Prusse en 1866 ont eu pour effet de boulever-

ser l'équilibre financier, et d'enrayer toute activité commerciale.

Les conséquences fâcheuses de l'instabilité de l'étalon se firent sentir sur tout le domaine de la vie économique; cependant, on hésitait encore à préconiser la nécessité de la stabilisation du change, vu que cette opération devait avoir pour base l'adoption de l'étalon d'or, et le métal faisait défaut dans la monarchie, et mieux encore par la raison que la valeur monétaire devait être établie en communauté avec l'Autriche et il n'y avait personne qui prît l'initiative des pourparlers y relatifs.

C'est à Wekerle que revient le mérite de s'être attaqué à cette tâche difficile et de l'avoir menée à bonne fin. Son premier pas dans cette voie fut de rétablir l'équilibre des finances du pays, et le second, d'avoir su mettre à profit la période d'accalmie qui régnait alors dans la politique européenne, moment propice pour entreprendre une transaction de cette envergure, nécessitant le concours du marché mondial.

Wekerle avait d'abord tiré au net la question si les finances et l'état économique du pays permettaient à celui-ci d'envisager la prompte acquisition des fonds en or requis (environ 700 millions de florins). L'encaisse d'Etat de 58 millions du temps de Szapáry, avait atteint, en 1890, le chiffre de 106 millions; il y avait donc de fonds considérables à disposition, pouvant être affectés à l'acquisition de l'or. A l'époque de la conversion effectuée en 1888, la demande en crédit du pays, en voie de consolidation financière, lui fut si obligeamment accordée, qu'il y avait tout lieu d'espérer que la transaction en question s'opérerait aussi sans difficulté. En face du doute, émis surtout de la part autrichienne et alléguant que le marché étranger n'était pas disposé à livrer à la monarchie l'or nécessaire à la consolidation de son change, Wekerle envoya des délégués spéciaux chargés de sonder le marché de Londres et leurs rapports dissipèrent entièrement les appréhensions suscitées de ce chef.

Il eut soin, en outre, à ce que le public, surtout en Autriche, où les préparatifs de l'entreprise financière tendant à solution dudit problème furent envisagés avec méfiance,

fût constamment renseigné par l'organe très répandu de la presse viennoise, la *Neue Freie Presse.* Il était en bonnes termes avec l'éditeur-propriétaire de ce journal, Benedict, dont la voix faisait autorité en matière économique, et tout particulièrement dans les questions relatives au change. Wekerle eut avec lui de fréquentes entrevues au sujet de la réforme à introduire; Benedict s'était chargé de lui préparer le terrain, en faisant une propagande efficace, par voie de la large publicité de son journal.

Il eut d'ailleurs la chance de trouver, au sein du gouvernement autrichien, un collaborateur bien intentionné et un jurisconsulte de renom dans la personne du ministre Steinbach, et d'éminents experts en affaires de crédit, comme le chef de section Nirbauer et le docteur Gruber, conseiller ministériel. Assuré de leur concours, il se sentait de force à attaquer la réforme.

Il soumit donc, suffisamment documenté, ses plans de réforme, au conseil des ministres, en date du 15 janvier 1891; il obtint par la suite l'adhésion du roi, et enfin il saisit la Chambre des projets de lois relatifs, à la séance du 14 mai de l'an 1892.

Cependant des difficultés surgirent en Autriche, soulevées d'une part par l'extrême importance de la question elle-même et, d'autre part, par l'état chaotique de la politique autrichienne, caractérisé par les luttes acharnées qui mettaient constamment aux prises les différents partis. Le cabinet Taaffe était aux abois, et les Tchèques, les cléricaux et les antisémites unirent leurs efforts pour hâter sa chute; le gouvernement se méfiait aussi de l'attitude équivoque des Polonais: bref, il semblait que les partis politiques divergents étaient en voie de former un gouvernement de coalition. Toutefois, les projets de loi, après avoir passé, dans l'intervalle d'un mois, par les commissions parlementaires compétentes, furent votés par le Conseil d'Etat.

En Hongrie, les débats furent menés sans accroc, et la loi sur la stabilisation du change entra en vigueur en 1892. L'application pratique de la loi fut l'œuvre de Wekerle et de son successeur, le ministre Lukács.

En 1903, la réforme se trouvait être en un état si avancé que le gouvernement fut à même, le 31 mars de la

même année, à inscrire aux débats le projet de loi concernant la reprise des versements en espèces. La loi y relative n'a pas été votée, à cause de la crise parlementaire qui sévissait alors en Autriche.

Mais si la clef de voûte n'y put pas être posée, l'œuvre monumentale de la stabilisation du change fut achevée, conformément aux plans conçus et établis par Wekerle. Le système monétaire basé sur la couronne et l'étalon d'or furent introduits. La disparité de notre change cessa du coup. Les billets de banque acquirent la valeur de la monnaie or, ce qui nous valut la confiance du marché étranger. Au surplus, aux yeux des spécialistes en sciences économiques, notre système financier devait servir d'exemple à ce que, soutenu par des mesures d'Etat conformes, on peut parvenir à stabiliser la valeur de l'argent, lors même que les billets de banque se cotent à cours forcé.

Hélas! le grand monument de la régularisation du change est aujourd'hui tombé en ruines. Sa chute est l'œuvre de la guerre mondiale. « Il n'y a pas de système monétaire — dit Knapp dans son ouvrage réputé sur *La théorie de l'argent* — qui puisse résister à un tel choc. Là, où les relations commerciales en usage sont supprimées, où les Etats se trouvent réduits — quittes à se voir submergés — à recourir aux moyens extrêmes, là toutes les conditions d'un système monétaire stabilisé font défaut. »

Et de fait, ces constatations s'appliquent rigoureusement à l'époque que nous traversons. Il n'y a ni paix solide, ni détente aucune, ni relations amicales entre nations, ni confiance mutuelle, ni entrain au travail . . . A l'heure qu'il est, nous ne saurions répondre à ceux qui s'enquièrent de l'époque où notre change aura recouvré sa stabilité, qu'en nous servant des paroles, peu connues du grand public, de l'ancien ministre des Finances, M. Roland Hegedüs, affirmant que « nos arrières petit-fils y assisteront » . . .

Nous manquerions à notre tâche, qui est de résumer en quelques mots l'activité économique de Wekerle, en omettant de mentionner ce qu'il a fait pour notre capitale.

Les capitales prennent en général un développement beaucoup plus rapide que les autres villes, par le fait que le gouvernement, la législation et le souverain y siègent;

par contre, elles exigent un appareil administratif plus dispendieux, un budget plus nourri, partant des sacrifices financiers considérables. Il s'ensuit donc qu'un homme d'Etat, chargé de fonctions gouvernementales, doit, dans l'intérêt du pays même, veiller à ce que les affaires de la capitale soient bien gérées, à ce que ses finances soient en bon ordre, en un mot à ce qu'elle prospère. L'exemple de la ville de Paris, prodigieusement embellie par les avenues et boulevards dont Napoléon III l'a dotée, nous montre ce qu'une capitale peut gagner à une sage intervention gouvernementale.

C'est à deux grands hommes d'Etat aux larges vues que notre capitale doit son état de développement actuel, notamment aux premiers ministres Jules Andrássy et Alexandre Wekerle. Le premier a racheté le privilège du pont suspendu, prohibant la construction d'autres ponts sur le territoire de la capitale; il a procédé à l'aménagement des quais du Danube; il établit les traces de la grande Avenue dénommée d'après lui; il créa le Conseil des travaux publics et réunit les deux parties, Bude et Pest, jursqu'alors séparées, de la capitale, nommée désormais Budapest.

Lorsque Wekerle fut nommé, en 1892, premier ministre, il devint en même temps président du Conseil des travaux publics, en vertu de la loi régissant ladite institution. Il prit au sérieux cette tâche qui lui fut impartie, en présidant constamment les séances du Conseil. Il suivait en outre avec intérêt la marche des constructions communales et s'était rendu compte, par la suite, que l'Etat devait s'assurer le rôle d'influer sur le programme des constructions de la capitale.

Partant de ce principe, il régla d'abord la question des casernes. Après de longs pourparlers avec les autorités compétentes, il parvint à s'assurer l'adhésion du haut commandement militaire à ce que les casernes, se trouvant dans les quartiers populeux de la ville, fussent cédées à la ville, et se chargea de procurer, dans la banlieue, l'emplacement nécessaire aux nouvelles casernes. C'est ainsi que la disparition de l'énorme bâtisse encombrante, connue sous le nom de « Neugebäude », donna lieu à la naissance de la magnifigue Place de la Liberté, bordée des palais somptueux de la Banque austro-hongroise, de la Bourse, de la Caisse

d'épargne postale et de la Société de navigation Adria. La caserne Charles fut aménagée en Hôtel de ville; la caserne Joseph disparaît de la rue Verbőczy, enfin l'ancien emplacement de la caserne Florian embrasse actuellement les établissements métallurgiques de la Société Ganz.

On avait procédé, au fur et à mesure, aux périphéries de la ville, à la construction de nouvelles casernes et bâtiments annexes, dont sept sur la rive droite et dix sur la gauche. Ce sont de vastes édifices qui, rien que par la vie pétulente menée par les masses y logées, assurent forcément un large développement aux quartiers respectifs.

La construction des ponts Elisabeth et François-Joseph a considérablement relevé les quartiers avoisinants. Les environs de ces deux ponts prirent peu à peu un tout autre aspect par l'aménagement des nouvelles voies d'accès y aboutissant.

Parallèlement à la construction du pont Elisabeth, disparaissent tour à tour l'ancien Hôtel de ville, avec sa tour servant de poste d'observation aux pompiers; la place et la rue de l'Hôtel de ville; les places de la Rose, de St-Sébastien et celle des Pécheurs. L'ancien bâtiment de la Cour suprême disparaît aussi à son tour. On procède ensuite à l'élargissement de la rue de Hatvan, aujourd'hui rue Louis Kossuth, et l'ancienne Cité se trouve du coup rajeunie par nombre de palais modernes qui tranchent sur l'air de vétusté que ce quartier a conservé jusqu'à cette époque.

La construction du pont François-Joseph change l'aspect de la banlieue de la Palude (Lágymányos) et de Kelenföld. A l'emplacement des anciens bains de boue (Sáros-fürdő), s'élève le somptueux palais de l'hôtel St-Gérard et les établissements thermaux y annexés; sur les terrains vagues de la Palude se dressent, comme par miracle, les bâtiments multiples de l'Université des Sciences Techniques et les grandes fabriques de la régie des tabacs. De beaux immeubles locatifs peuplent le long de la route de Fehérvár, dénommé récemment d'après le gouverneur de la Hongrie: « Horthy Miklós út »; bref, ce coin délaissé de l'ancien Bude se voit, du jour au lendemain, transformé en un quartier mouvementé, plein de vie.

La convention passée en 1908 avec l'archiduc Joseph,

aux termes de laquelle l'île Ste Marguerite, propriété de la maison archiducale, avait été confiée à la gérence du Conseil des travanx publics, fut aussi d'un heureux effet, car sur les terrains obtenus en échange, s'étendant sur la rive gauche des deux côtés du pont Marguerite et cédés à une société de constructions immobilières (S. A. Palatinus), tout un quartier neuf, formé de beaux palais s'élève avec une rapidité prodigieuse.

A la même époque, des faveurs accordées, à l'égard de l'impôt, à certains secteurs lents à se développer des quartiers Léopold et François, servent d'émulation à l'entreprise. Le résultat ne tarde pas à s'accuser: les constructions se multiplent dans ces quartiers.

En 1908, Wekerle procède à la fondation d'une cité ouvrière, à Kispest, aux confins immédiats de la capitale. Cette œuvre était appelée à résoudre deux problèmes. Elle devait démontrer comment les grandes entreprises industrielles (l'Etat lui-même, à Budapest, est du nombre) devaient s'y prendre pour assurer le bien-être de leurs ouvriers, en résolvant le problème des logements, d'une si haute portée sociale. Et il parvint, du même coup, à décongestionner — sous ce rapport — la capitale elle-même. Le nombre des maisons ouvrières s'élevait, en 1916, au nombre de 915, comprenant 8000 appartements et abritant 22.000 âmes.

Cette partie de Kispest est connue sous le nom de Cité Wekerle; par contre, la capitale, pour laquelle Wekerle s'est tant dépensé, ne possède encore ni place, ni rue quelconques qui porte son nom.

Au cours des débats parlementaires de ses projets et propositions, Wekerle s'était bientôt acquis une popularité et une considération croissantes. On lui roconnaissait, au fur et à mesure, de rares qualités d'homme politique et d'Etat. Sa courtoisie et sa pondérence exemplaires, son assiduité au travail, la justesse de son coup d'œil et l'étendue de ses connaissances sur tout le domaine des affaires publiques ne faisaient que justifier la confiance et l'estime dont il jouissait. Il était à la fois orateur remarquable et débatteur de première force. Il sut toujours éviter les tirades à effet; ses discours étaient caractérisés par la contexture magistrale des arguments à l'appui de sa thèse, et poids de ceux-ci

suppléait à toute emphase. Ses exposés, qui prenaient souvent l'ampleur d'un discours, et dans lesquels il submergeait son auditoire sous un flux de chiffres, au lieu d'ennuyer, eurent l'effet de captiver l'attention de toute la Chambre, où ils étaient toujours très applaudis. A cela s'ajoute le ton et les procédés courtois dont il usait en vue de concilier les opinions divergentes, parvenant ainsi à se ménager des compromis tant sur le domaine de la politique intérieure qu'en maintes affaires en commune avec l'Autriche, voire même dans ses rapports avec le souverain lui-même.

Il est donc naturel que chaque fois que la situation politique présentait des difficultés, le roi, s'inspirant de la voix de l'opinion publique, s'était adressé à Wekerle, homme d'Etat capable de mener d'une main sûre, dans les circonstances les plus critiques, la barque de l'Etat.

Le premier des grands problèmes qu'il parvint à résoudre fut la question politique des cultes.

Cette question fut, dans toute son étendue, mise à l'ordre du jour lors des débats sur le budget de 1893. Pendant quinze jours, les débats roulèrent sur un arrêté du comte Csáky, réglant la question des baptêmes. La Chambre finit, dans sa séance du 31 mai, par adopter à l'unanimité la motion de Daniel Irányi, présentée, en cette occasion-là, pour la 23ième fois et invitant le gouvernement de soumettre à la Chambre, au plus bref délai, un projet de loi sur la liberté de l'exercice religieux et sur l'égalité des cultes.

Ce renvoi auquel il fallait donner suite, fit éclater une crise au sein du ministère Szapáry. Le président du Conseil était prêt à adhérer à l'instauration du mariage civil facultatif, tandis que les ministres Csáky, Szilágyi et Wekerle étaient résolûment du parti de ceux qui exigeaient le mariage civil obligatoire. Ne parvenant pas à trancher le différend, le comte Szapáry donne sa démission, le 6 novembre 1892, et le roi charge Wekerle de former le nouveau cabinet.

Dès les débuts du nouveau cabinet, Wekerle informe la Chambre, le 21 novembre 1892, qu'en possession de l'adhésion du souverain, il est autorisé à déclarer que le projet de loi sur le droit matrimonial allait être basé sur le principe du mariage civil obligatoire.

Les circonstances politiques étaient favorables à cette

réforme. Le conseil des ministres, présidé par Wekerle, comprenait parmi ses membres les hommes politiques les plus éminents du pays, entre autres Désiré Szilágyi, le comte Albin Csáky et Charles Hieronymi, constituant, ce qu'on était convenu d'appeler « le grand cabinet ». Leur état-major se composait des secrétaires d'Etat Ladislas Lukács, Etienne Teleszky, Albert Berzeviczy et le comte Jules Andrássy, noms qui faisaient autorité tant en matière politique qu'en rapport à leurs ressorts respectifs, tous membres attitrés du parti libéral. Celui-ci, en majorité dans la Chambre, se trouve encore renforcé par les suffrages de la fraction majoritaire du parti de l'indépendance. L'issue favorable du vote décicif se trouve donc assurée d'avance.

Le ministre de la Justice, Désiré Szilágyi élabore les projets de loi y relatifs, au nombre de cinq.

Le projet de loi sur le mariage civil obligatoire fut voté par la Chambre, le 12 avril 1894, à une grande majorité de voix. La Chambre des magnats le rejette, le 10 mai, par 139 voix contre 118, donc à une majorité de 21 voix seulement. La Chambre, dans sa séance du 21 mai, l'adopte de nouveau à la même majorité de voix et le renvoie à la Chambre des magnats.

Alexandre de Matlekovits.

(Suite et fin au prochain numéro.)

LA TCHÉCO-SLOVAQUIE, LA GRANDE ROUMANIE, LA YOUGOSLAVIE

que seraient-elles sans la signature des traités de minorités ?

Les Etats de la Petite Entente voudraient faire accroire à tout le monde que les grandes puissances n'auraient certainement pas pu gagner la guerre sans leur concours et que le regroupement de l'Europe Orientale est exclusivement leur œuvre.

Le peuple hongrois a toujours passé pour un peuple de jugement équitable. Nous n'avons nullement le désir de mettre en doute que les Serbes ont lutté héroïquement pour leur patrie. L'attitude des Roumains dans la guerre mondiale ne saurait déjà être évaluée sur le même plan, attendu qu'ils se sont rendus coupables de trahison et que leurs aptitudes militaires n'ont guère mérité l'admiration de l'Entente. Les Tchèques se sont distingués comme les disciples fidèles d'Ephialte, ce qui peut avoir porté des avantages momentanés, avantages qui ne méritent cependant pas une récompense aussi généreuse qu'ils ont reçue de la part des puissances victorieuses.

Il n'est pas généralement connu que la délimitation des nouvelles frontières des pays de la Petite Entente se trouve en rapport intime avec les traités de minorités que les gouvernements de ces pays se sont vus forcés de signer et qu'ils se sont engagés à respecter. Aujourd'hui, quelques-uns d'entre eux feignent de plaisanter au sujet de l'importance de ces traités, en déclarant qu'ils ne les auraient acceptés que sous la réserve que les dispositions y contenues ne porteraient aucune atteinte à leurs droits de souveraineté. Cette attitude ne correspond nullement à celle qu'ils avaient

adoptée avant la signature de ces traités, vu qu'ils s'étaient donné toutes les peines du monde pour se soustraire à l'obligation de les accepter. Ils durent s'exécuter finalement sans pouvoir poser des conditions. Il ne sera pas sans intérêt de jeter un peu de lumière sur quelques détails historiques de cette question.

1. *Résumé historique.* Nous voudrions faire ressortir tout d'abord que les cinq grandes puissances, en imposant ces traités à la Pologne, à la Tchéco-Slovaquie, à la Roumanie, à la Serbie, à la Grèce, ainsi qu'à l'Autriche, à la Hongrie et à la Bulgarie, n'ont aucunement lancé un *novum historicum.* En laissant de côté la Hongrie, l'Autriche et la Grèce dont la situation internationale doit être envisagée sous un angle différent, signalons que, dans la période du dernier siècle, les puissances de l'Entente se sont toujours prévalues du droit de régler la protection des minorités dans les pays orientaux, s'il s'agissait de la création de nouveaux Etats aux Balkans et en Asie Mineure, ou si le territoire d'un des Etats existants devait être élargi. Ce règlement comprenait les questions ethniques, religieuses, linguistiques, incorporées dans des traités spéciaux. C'est ce qui eut lieu en Moldavie et Valachie, lors de la Conférence de Constantinople en 1856 et en 1858; à la Conférence de Paris, en 1863, lorsque les îles ioniennes furent jointes à la Grèce; en 1878, lors du Congrès de Berlin par rapport à la Roumanie, à la Serbie et à la Bulgarie; en 1856 et 1878 par rapport à la Turquie.

Dans son ouvrage volumineux sur *L'histoire de la Conférence de la Paix à Paris*, M. Temperley signale que la Conférence de Paris, en inspirant et imposant ces traités, a marché sur les brisées des conférences . . . qui la précédaient. Elle n'a que suivi la politique adoptée par la jurisprudence du dernier siècle. Les hommes d'Etat de Paris n'ont fait que continuer le même travail qui fut entrepris par leurs précurseurs lors des grandes conférences mondiales. C'est pourquoi il estime que ce travail sera susceptible de produire des résultats permanents d'une portée autrement importante que celle qui reviendrait à des entreprises nouvelles n'ayant pas encore été mises à l'épreuve du temps.

Vaines illusions! Les conférences du passé n'ont jusqu'ici jamais pu produire des conditions et des résultats d'une

durée quelconque. Nous espérons que, sous peu, peut-être le monde civilisé entier exprimera le désir que les dispositions de ces traités de minorités puissent devenir superflues et perdre leur validité, non parce qu'il n'y aura pas de minorités, mais par suite de la révision du traité de Trianon. Tout ce qui persistera, dans la conscience des peuples, sera de considérer les grandes puissances, dans toutes les questions d'importance mondiale, comme les arbitres du monde, ou si l'on veut, comme l'autorité suprême.

Pendant le dernier siècle, les grandes puissances n'ont reconnu, aux Balkans, aucun Etat nouveau qui se refusait à appliquer certains principes de l'administration gouvernementale approuvés par tous les Etats civilisés. Nul n'ignore que, dans le passé, certains pays se sont chargés du protectorat de certaines églises. Ainsi la France de celui de l'église catholique en Asie Mineure, la Russie de l'église orthodoxe. Lors des Congrès de Paris et de Berlin, les questions d'église furent placées sous la garantie jointe et solidaire des grandes puissances. Les traités, en vertu desquels des mahométans furent soumis à la domination d'un Etat chrétien, statuaient une garantie solidaire de toutes les grandes puissances pour leur protection, qui devait être égale à celle qu'on accordait aux ressortissants chrétiens. Il en fut de même quant aux juifs.

En 1913, lorsque survint le traité de Bucarest, les Etats balkaniques s'efforcèrent de se débarrasser de la tutelle des grandes puissances.

La Conférence de Paix à Paris de 1919—20 devait cependant respecter les anciens usages, d'autant plus qu'il s'agissait et d'un démembrement nouveau de la Turquie, et d'un partage de la Monarchie en faveur de nouveaux Etats qui n'avaient même pas pu démontrer leur viabilité. Les grandes puissances ayant gagné la guerre étaient désireuses d'utiliser la victoire d'après leur manière de voir.

2. *L'attitude de l'Entente.* Plaçons-nous au point de vue de l'Entente. Les hautes puissances alliées étaient d'avis et, en partie, le sont encore que ce partage était juste. Elles reconnaissent cependant que la justice et la sagesse politiques exigent également que les peuples soumis, contre leur volonté, à un joug étranger et hostile, soient munis de garanties susceptibles de leur assurer un traitement humain de la part

des nouveaux gouvernements auxquels elles ont mis le pied à l'étrier.

Aussitôt que la question des nouvelles frontières était soulevée, les grandes puissances furent d'accord que le plébiscite ne serait pas un sûr moyen de déterminer, si un territoire devait relever de telle ou telle jurisdiction. Impossible d'harmoniser les vœux de toutes les fractions intéressées pour que les frontières politiques puissent être identiques avec les frontières ethnographiques. Aussi me suis-je efforcé à diverses reprises, pendant les négociations de notre paix, à convaincre notre délégation que les puissances alliées et associées ne nous accorderaient pas le plébiscite. D'après l'avis de l'Entente, concordant avec le nôtre, il serait impossible de séparer les Polonais et Allemands de Posen et de la Prussie Orientale; les Polonais et Ukrainiens de Galicie; les Hongrois, Roumains et Allemands de Transylvanie; les Slovaques, Hongrois et Allemands des comitats septentrionaux de l'ancienne Hongrie; les Roumains, Hongrois, Serbes et Allemands de la Bácska et du Bánát, sans que des enclaves minoritaires n'y subsistassent et que les désirs de telle ou telle autre minorité nationale ne restassent inassouvis. Malheureusement, on n'a pas fait découler de justes conséquences des bonnes prémisses.

Lorsque le partage politique fut décidé, les nouvelles agglomérations firent la promesse aux grandes puissances qu'elles accorderaient une constitution démocratique à leurs populations. C'est pourquoi elles s'empressèrent de déclarer qu'il leur était odieux d'être encombrées par des conditions qu'elles ne sauraient jamais accepter de leur propre gré, argument qui, du reste, ne fut point goûté par les grandes puissances. Il se peut qu'elles supposaient, qu'à l'époque moderne dans laquelle nous vivons, non seulement les Etats autocrates, mais aussi les pays tout bonnement démocratiques ne pourraient nullement être soumis à un scrutin sérieux au point de vue de la question minoritaire, étant donné que la tyrannie des divergences de race et les passions déclenchées par l'opinion publique risquent de dégénérer en des tentatives d'oppression les plus atroces.

3. *Les motifs qui ont conduit à la conlusion des traités de minorités.* L'Hérodote de l'histoire moderne attribuera sans

doute aux démarches anglo-américaines que l'attention générale des puissances alliées fut appelée, vers la fin du mois d'avril 1919, sur la question des nationalités minoritaires. Hélas! ce ne sont pas les revendications magyares qui en furent la cause, mais la question des juifs en Pologne. Les grandes puissances estimaient que cette question était d'une importance primordiale. En outre, il y avait certaines conditions d'ordre économique qui, dans l'opinion des grandes puissanses, pouvaient être plus facilement imposées aux pays de la Petite Entente avant la signature des traités de paix que plus tard, lorsque ceux-ci auraient déjà liquidé leur butin.

Attendu cependant qu'il n'y avait plus lieu, avant la conclusion du traité de Versailles, de faire signer des traités spéciaux par les Polonais et les Tchéco-Slovaques, l'article 93 fut incorporé dans le texte du traité de Versailles. Le voici: « La Pologne agrée l'insertion dans un traité avec les principales puissances alliées et associées des dispositions que ces puissances jugeront nécessaires pour protéger en Pologne les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion.

La Pologne agrée également l'insertion dans un traité avec les principales puissances alliées et associées des dispositions que ces puissances jugeront nécessaires pour protéger la liberté du transit et un régime équitable pour le commerce des autres nations.»

Le 14 mai 1919, le texte du traité polonais était prêt et fut immédiatement communiqué au gouvernement de Varsovie et à M. Paderewski, alors président de la République de Pologne. Ce traité servait aussi de base aux autres. Ensuite les grandes puissances se mirent à en donner connaissance aux autres Etats de l'Europe Orientale. M. Paderewski et le gouvernement polonais protestèrent vivement contre les conditions projetées. La Bohême qui s'était emparée, sans coup férir, des comitats septentrionaux de la Hongrie, grâce à l'idiosyncrasie criminelle du comte Károlyi, n'osa pas faire des objections, pour ne pas gâter sa bonne fortune. Les Roumains et les Serbes firent des rémonstrances sérieuses. Leur cas était différent de celui des Tchèques et des Polonais: ce n'étaient pas de nouveaux Etats. Les grandes puissances tenaient cependant à l'acceptation intégrale de

ces conditions, parce que le territoire de tous les deux Etats s'était énormément accru par suite de la paix.

4. *La conférence du 31 mai 1919; le discours du président Wilson.* Conjointement avec le traité de St-Germain, la première séance plénière des grandes puissances et des délégués de la Petite Entente eut lieu le 31 mai 1919. Bien que la presse fût exclue de cette conférence, il transpira néanmoins que, sous la présidence de M. Bratianu, les petites puissances avaient fait une démonstration contre les conditions leur imposées par les grandes puissances. Elles déclarèrent surtout qu'elles étaient prêtes à accepter toute condition ou tout principe de droit que les membres de la Société des Nations voudraient considérer comme obligatoires pour eux-mêmes, mais qu'ils ne sauraient tolérer une intervention étrangère qui ne s'appliquerait qu'à elles seules. A cette époque, les membres de la Société des Nations avaient déjà refusé d'inscrire un article au texte du Pacte de la Société, engageant tous les membres à l'observation absolue de la liberté de religion. A cet endroit M. Bratianu souleva ouvertement la question: comment, à quel titre le groupe des petites nations pouvait être obligé à respecter un article dont la Société des Nations, elle, ne voulait rien entendre?

L'atmosphère était surchargée de matières explosives. Sur ces entrefaites, le président Wilson se décida à faire une déclaration précise. Nous reproduisons quelques passages de cette déclaration pouvant passer pour un discours et qui nous semblent des plus importants. Le président Wilson qu'on ne saurait soupçonner d'être un ami des Hongrois, déclara que les grandes puissances, ayant gagné la guerre, ne sauraient donner leur adhésion aux rectifications des frontières que si elles pouvaient accepter vis-à-vis de leurs démocraties la responsabilité que les droits des nationalités minoritaires seraient sauvegardés par des traités respectifs. « Nous désirons un accord pacifique — disait-il — avec « nos ennemis; nous voudrions éliminer tous les éléments « qui seraient propres à mettre la paix en danger et nous nous « aspirons à ce que les territoires en question soient équi- « tablement partagés, suivant le caractère ethnographique et « racial des peuples qui y habitent. Les sacrifices principaux « furent à la charge des grandes puissances, et si celles-ci

« n'avaient pas bien travaillé, nous ne serions pas ici pour « régler ces questions avec vous. Il nous est impossible « d'ignorer que se seront les forces continentales et mari- « times des grandes puissances qui, en dernière analyse, garan- « tiront la stabilité de la paix. Dans ces circonstances, est-il « injuste et déraisonnable que les grandes puissances puissent « dire à leurs alliés, non comme des dictateurs, mais comme « des amis : Nous ne sommes pas en mesure de garantir des « rectifications de frontières que nous ne saurions reconnaître « comme justes et nous ne pouvons tolérer des éléments pou- « vant faire péricliter la cause de la paix mondiale ? Rien « n'est plus susceptible de mettre la paix en danger que le « traitement que vous pourriez peut-être accorder à vos mi- « norités nationales. Est-ce que l'attitude des grandes puis- « sances, en exigeant certaines garanties, peut être qualifiée « d'injuste, si elles se déclarent prêtes à leur tour à garantir « la paix mondiale ? . . . La Roumanie, la Tchéco-Slovaquie, « la Serbie semblent supposer que si les traités de paix « n'étaient pas respectés, les Etats-Unis d'Amérique enverraient « leurs armées et leurs forces maritimes pour qu'ils le soient... « *J'attire l'attention de M. Bratianu sur le fait qu'il ne doit « pas oublier qu'il a demandé des puissances alliées l'attri- « bution de territoires très étendus à la Roumanie en vertu « de notre victoire et que, par conséquent, nous avons le droit « de dire : Si nous accédons à ces transferts de souveraineté, « nous avons certainement le droit d'exiger, qu'à son tour, il « nous donne certaines garanties de paix.* Je prie mes amis « MM. Kramarz, Trumbic et Bratianu de me croire que, si nous « sommes d'opinion que les mots contenus dans le texte « des traités qu'ils voudraient en voir éliminer doivent res- « ter, cela ne veut pas dire que nous voudrions leur impo- « ser des conditions déraisonnables... Si nous acceptions le « projet de la délégation tchéco-slovaque et yougoslovaque (?), « que ces clauses devraient d'abord être discutées à fond par « les puissances alliées et les divers délégués, le cas pourrait « se produire qu'après la conclusion de la Conférence, les « groupes divers décideraient entre eux ce qu'on devrait « considérer comme base de la paix future. Ce serait évidem- « ment un plan dangereux etc... *La sanction de la paix y est « fixée là où se trouve le maximum de force.* »

Les passages précités ne constituent que des fragments du discours de M. Wilson, fragments qui cependant laissent entrevoir l'enchaînement de ses idées. Ils mettent hors de doute que *les grandes puissances* dont Wilson s'est fait le porte-parole, — à cette occasion du moins — *n'avaient donné leur adhésion aux rectifications de frontières qu'à condition que les traités concernant les droits de minorités seraient signés et ratifiés.* Les grandes puissances ont placé ces traités sous la garantie de la Société des Nations, de sorte que ladite Société n'a pas — il est vrai — le droit d'intervenir dans les affaires internes des Etats interessés, mais elle a bien le droit de veiller à ce que ces conditions soient remplies rigoureusement.

5. *Réflexions.* Les traités susmentionnés ne sauraient être appliqués qu'aux nouveaux Etats et à ceux qui se sont considérablement agrandis aux dépens des soi-disant vaincus. Ils ne pourraient, par exemple, être appliqués à l'Allemagne. Ni à la Hongrie, à vrai dire. Si la Hongrie a été quand même comprise dans la catégorie des Etats devant subir le régime des traités des minorités, c'est que l'opinion prévalait à Paris, qu'en vertu du traité de paix, la Hongrie devait être considérée comme un nouvel Etat. Ce point de vue est exact par rapport à l'Autriche qui n'a pas vécu une existence individuelle avant 1918. La Bulgarie y fut aussi comprise, bien qu'elle ait perdu de son territoire par suite de la paix: cependant on ne voulut pas faire une exception à son égard. La Grèce avait eu son territoire considérablement arrondi par la paix: les conditions concernant les minorités nationales semblent donc pleinement justifiées à son endroit. La Serbie avait protesté surtout, parce que, dans l'exposé des motifs du traité, il est dit « que la Serbie avait bénéficié d'une grande extension de son territoire depuis le début de 1913 . . . » D'après la manière de voir des Serbes, le traité de Bucarest avait été conclu sans le concours des grandes puissances; or, on ne pouvait leur imposer des conditions de ce chef ultérieurement!

Il nous serait impossible de relever tous les détails ayant trait à la signature des traités. Nous ne voulons que faire ressortir *qu'en vertu de ces traités, la Société des Nations a, en effet, le droit de s'occuper constamment de cette question et de contrôler la sauvegarde des intérêts minoritaires en pra-*

tique. Si elle ne le faisait pas, elle se rendrait coupable d'une omission sérieuse et c'est à nous qu'il incombe d'y attirer son attention sans cesse. En faisant ceci, on ne saurait nous accuser de vouloir menacer la paix mondiale, comme la propagande tchèque voudrait le faire accroire. La paix est menacée par ceux qui nous ont imposé le traité de paix absurde. *Le règlement de la question des nationalités serait propre à atténuer les rigueurs de la situation. Tout véritable ami de la paix devrait donc s'efforcer de faire en sorte que ces atténuations puissent avoir lieu sans délai et d'une façon aussi efficace que possible.*

ERNEST LUDWIG.

ITALIENS ET HONGROIS

La guerre mondiale avait opposé les Italiens aux Hongrois. Mais dès que l'armistice mit fin aux hostilités, ces deux nations n'ont pas tardé à renouer leurs anciennes relations cordiales. Nous n'entendons pas parler de la bonne volonté avec laquelle M. le marquis Della Torretta a secondé la cause hongroise lors de la conférence de Venise, convoquée en octobre 1921 au sujet du Burgenland, mais nous pensons au nouveau rapprochement qui s'est effectué dans l'âme des deux peuples. En Italie et en Hongrie, l'opinion publique et la presse se sont empressées de traiter l'adversaire d'hier avec la même amitié sincère qui les avait animées avant la guerre. En automne 1922, lorsque l'Union interparlementaire tenait ses séances à Vienne, ses membres italiens firent une visite corporative dans la capitale hongroise. Plus tard, les citoyens de Budapest s'acquittèrent d'une dette de cœur envers le colonel Romanelli qui, durant le règne de Béla Kun, avait, comme chef de la mission interalliée à Budapest, sauvé la vie à un grand nombre de Hongrois d'élite, menacés par la terreur bolchévique. L'offre d'une épée d'honneur, ainsi que les fêtes célébrées en hommage du vaillant officier devaient en même temps témoigner de la forte sympathie que le peuple hongrois nourrit envers la nation italienne. Récemment, les membres proéminents du *Circolo degli Studii economici di Trieste,* venus à Budapest, pour se renseigner sur notre situation actuelle, ont été accueillis de la manière la plus affectueuse. On peut dire qu'en Hongrie l'amitié traditionnelle pour les Italiens est tout à fait rétablie et les déclarations que M. Mussolini a bien voulu faire en faveur de la Hongrie, ainsi que sa disposition à résoudre promptement le pro-

blème de Fiume et de notre accès à l'Adriatique n'ont fait qu'accroître ces sympathies.

Nous apprenons par les commentaires des journaux étrangers que ces faits et ces manifestations ont donné lieu à des malentendus. Pourtant, nos bonnes relations avec les Italiens s'expliquent tout naturellement; il n'y aucune cause pour s'en inquiéter, ni pour flairer une alliance secrète ou des projets mystérieux. Il suffit de se rendre compte des rapports que l'un et l'autre pays ont eus dans le passé.

L'amitié ethnique entre les nations hongroise et italienne est à peu près millénnaire et basée sur des fondements très solides: l'*histoire* et la *géographie*. L'un ou l'autre des ces facteurs agit déjà avec une force suffisante pour rapprocher les intérêts et les sentiments de ces deux peuples anciens, même s'ils restent privés du voisinage direct.

Les relations entre la Hongrie et les peuples si longtemps désunis de l'Italie datent de l'an 1000 de l'ère chrétienne, donc d'une époque où notre vie nationale s'est organisée en adoptant les coutumes de la civilisation occidentale. C'est alors que le pape Sylvestre II avait envoyé la «sainte couronne» au plus jeune fils de l'Eglise romaine, au premier souverain hongrois qui s'est fait sacrer roi et qui, en propageant le christianisme dans son royaume, avait mérité le titre apostolique. Canonisé, il est inscrit dans l'histoire comme Saint Etienne.

Accompagnant l'envoi de la couronne, ainsi que plus tard, beaucoup de prêtres, de moines et de chevaliers sont venus en Hongrie. Parmi ceux-ci il faut signaler le prélat Gregorio, abbé de l'église San-Georgio Maggiore à Venise qui, en récompense de son activité missionnaire en Hongrie, reçut de Saint Etienne le diocèse de Csanád, dont il fut le premier évêque. Sa mémoire est perpétuée par le cap de Promontor, portant son nom, d'où les païens révoltés l'ont précipité dans les flots du Danube. La piété hongroise se souvient avec ferveur de ce saint martyr qui fut également canonisé.

On peut dire qu'en général les Hongrois ont été acquis à la civilisation chrétienne plutôt par l'intermédiaire des Italiens que des Allemands. Dans leur vie religieuse, ils ne se sont pas tournés vers la foi schismatique de leurs voisins

orientaux, mais vers la Sainte Eglise de Rome, ce qui a facilité aux Italiens émigrants le séjour en Hongrie. Cette immigration devait être considérable ; la preuve en est qu'il existe en Hongrie beaucoup de villages hongrois dénommés *Olaszi,* c'est-à-dire *Italien*, ainsi qu'un grand nombre de familles hongroises très anciennes de nom italien. Et parmi les proverbes italiens figure aussi celui-ci : « andar á Buda » avec la signification « s'en aller très loin, pour ne plus revoir l'Italie ».

Le deuxième roi de la Hongrie, Pierre (1033) était Vénitien de naissance et, les temps qui suivaient, nos souverains de la dynastie Árpád entretenaient un commerce fréquent avec les princes italiens. La mère du dernier roi de la maison d'Árpád, André III, était la petite-fille d'un des marquis d'Este. Après la mort d'André III, la nation avait élevé sur le trône un Italien, Charles Martell, en vertu de sa descendance d'une mère hongroise, et lorsque, peu après, ce roi décéda, son fils Charles Robert (1308) fut sacré roi moyennant la sainte couronne d'Etienne.

La maison royale napolitaine d'Anjou avait, en dehors de Charles Robert, issu de la branche cadette, donné à la nation hongroise un autre de ses rois les plus illustres : *Louis le Grand*, qui réussit à faire de la Hongrie une puissance formidable, respectée jusqu'aux confins les plus éloignés de l'Europe centrale. C'est en chantant les louanges de son règne victorieux que notre grand Petőfi avait écrit :

Dans les ondes des mers hongroises tombent
Les étoiles filantes du Nord, de l'Est, du Sud . . .

Même de nos jours, la poésie hongroise n'a cessé de glorifier cette époque brillante de chevalerie. Les deux guerres napolitaines (1347 et 1350), entreprises par Louis le Grand, ont sûrement créé des relations militaires et économiques entre Hongrois et Italiens. Un siècle plus tard, ces rapports se manifestèrent par le caractère italien de la cour brillante du roi Mathias Corvin (1458—1490), une cour renommée dans toute l'Europe par l'œuvre des savants et des artistes de la Renaissance, que l'amour des lettres, la munificence du souverain avaient attirés dans sa résidence. A cette époque, les princes d'Italie rivalisaient de zèle en engageant des

mercenaires et des chefs militaires hongrois pour leur service.

La défaite de Mohács (1526) et l'invasion turque qui s'étendit aux deux tiers du royaume, porta un coup sensible aux relations hongro-italiennes. Durant le règne de la maison des Habsbourg, le contact entre Italiens et Hongrois devint moins intense. Pourtant, même à cette époque, beaucoup de familles italiennes s'établirent sur le sol hongrois. Parmi celles-ci se distingua surtout le général Joseph *Guadagni*, qui adopta le nom de *Gvadányi* et se transforma en poète lyrique hongrois populaire fort estimé.

*

La lutte simultanée des Italiens et des Hongrois pour leur affranchissement durant la période de 1847—1867, finit par resserrer encore l'ancienne amitié cordiale qui existait entre les deux peuples. Lorsqu'en 1849 les héros de la révolution hongroise furent vaincus par l'intervention de l'armée russe, un grand nombre de combattants magyars chercha et trouva un asyle en Italie et n'hésita pas à joindre les troupes de Garibaldi, pour combattre plus tard, en une légion spéciale, les soldats de l'empereur d'Autriche. En 1860, dans les *mille de Marsala,* Garibaldi put enrôler beaucoup de Hongrois; parmi ceux-ci se trouvait le général Etienne Türr, auquel était confié le commandement militaire de la ville de Nâples, arrachée aux Bourbons. Un jeune colonel hongrois, Louis Tüköry, mourut sur le champs d'honneur près de la Porta Termini de Palermo quand cette ville fut conquise. Son corps est enterré à Palermo, au cloître San-Domenico; une grande caserne et un beau boulevard portent son nom en mémoire de son héroïsme.

La guerre d'indépendance finie, l'amitié des deux peuples s'accentua encore davantage. Les Italiens choyaient les Hongrois qui, eux aussi, témoignaient à leur égard, en toute occasion, les mêmes sentiments affectueux. Louis Kossuth jouissait à Turin de l'hospitalité italienne, entouré d'une vénération générale jusqu'à sa mort, survenue en 1894. On peut dire que, même au moment où la guerre éclata entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, il n'y avait aucun antagonisme entre le peuple italien et le peuple hongrois. Il suffit, à cet

égard, de renvoyer au fait que l'Etat hongrois n'avait jamais essayé de toucher au caractère italien de la ville de Fiume, où la langue de l'administration restait l'italienne, bien que les travaux dans le port et le développement de l'industrie y eussent attiré une nombreuse population hongroise.

Pour la Hongrie, ce fut une question vitale de combattre aux côtés de ses fidèles alliés, dans la guerre mondiale. Mais, même sur les champs de bataille, Italiens et Hongrois ne perdirent pas la conscience de leur amitié antique ; celle-ci se manifesta, entre autres, par le traitement chevaleresque dont on fit, de part et d'autre, bénéficier aux prisonniers de guerre. A preuve cette inscription que porte le monument élevé dans la vallée creusée par l'Isonzo :

« *Ci gisent les ossements des héros italiens et hongrois tombés dans la lutte fratricide.* »

Cet abrégé historique, quoique négligeant les détails, est pourtant assez explicite pour faire comprendre l'amitié traditionnelle qui unit les peuples italien et hongrois. Ajoutons encore que les Hongrois, formant une nation pas grande, mais vaillante, sont cernés de Tchèques, de Russes, de Roumains, de Serbes, de Croates, de Slovènes, tous animés de sentiments hostiles ; c'est donc poussée par ses intérêts vitaux que la Hongrie devait déjà se sentir attirée vers le peuple italien.

*

Mais géographiquement aussi, ces deux nations ont besoin l'une de l'autre et doivent s'entr'aider.

En examinant du point de vue politique les territoires des deux pays, nous apercevons que la ligne d'extension de l'Italie tend vers l'Orient, dans la direction de la péninsule des Balkans ; plutôt vers la Dalmatie que vers la Croatie. Le but naturel est le *mare amarissimo* du poète d'Annunzio : l'Adriatique, dont l'Italie doit s'assurer la possession. La côte de cette mer est habitée par les peuples yougoslaves qui, en se fiant à la protection russe, furent les adversaires historiques de la Hongrie, qui les séparait de leurs amis russes.

Nous ne voulons pas traiter ici la question, en quoi les intérêts des Hongrois et des Yougoslaves étaient si

opposés que tout essai de réconciliation eût été inutile. Le fait est que les Slaves méridionaux se trouvent dans une situation défavorable même après l'organisation forcée du royaume yougoslave. Cet Etat nouveau est décentralisé tant au point de vue géographique qu'ethnique. Il se compose d'énergies nationales tendant à la séparation, voire même à la dissolution. D'autre part, sa rude politique balkanisante lui a valu l'hostilité de la Hongrie nationalement plus unie, qui lui paraît dangereuse par le voisinage géographique, et dans l'Occident, celle de l'Italie, grande puissance comptant plus de 40 millions d'âmes. On peut y ajouter encore la Bulgarie. Donc un peuple désuni, comptant tout au plus 14 millions d'âmes, et déchiré en outre par des dissensions intérieures, se trouve enclavé entre trois peuples unis, comptant 54 millions d'âmes, et parmi lesquels le plus grand, c'est-à-dire celui d'Italie, ne pourra se sentir en sécurité absolue — dans l'avenir — sans la possession exclusive de la Dalmatie et de l'Adriatique.

Les paix dictées à Paris ont donc créé, dans ce coin du monde aussi, un état de choses qui, par des raisons géographiques et ethniques, ne saurait être durable. Surtout si nous tenons encore compte des intérêts de la Roumanie; pour elle aussi il est d'une importance capitale qu'un anneau slave ne se renoue autour d'elle pour cerner ses frontières. La sphère des intérêts anti-yougoslaves se trouve donc s'agrandie par la présence de 16 millions de Roumains, ce qui fait en tout 70 millions d'âmes, groupées autour d'une grande puissance qui devra tôt ou tard mettre en sûreté les fruits de sa victoire.

L'origine véritable de la sympathie politique des peuples hongrois et italien se trouve par conséquent dans leur situation géographique et ethnique. Et cet état de choses n'est pas du tout passager; il est *permanent*. On peut essayer de l'embellir, de se tirer d'affaire par des traités équivoques, comme ceux de Rapallo et de San Margherita ou de Prague, mais quoiqu'on fasse, cette situation renaîtra toujours la même.

L'autre raison décisive des sympathies hongro-italiennes réside dans l'identité des *intérêts économiques*. Ceux-ci sont, avant tout, d'une importance capitale pour l'Italie. L'agran-

dissement du territoire italien résultant de la guerre n'a pas apporté une consolidation économique qui fût proportionnée à l'accroissement de la population. A la vue de la diminution du trafic, dans les ports de Fiume et de Trieste, on peut facilement se faire une idée des dommages énormes que le peuple italien doit subir du fait que son commerce avec les Austro-Allemands, les Hongrois-Croates-Roumains avait été coupé par le nouvel Etat de Yougoslavie. Sous ce rapport, la ligature des artères économiques de la Hongrie se fait surtout sentir, parce que ce pays a été auparavant, dans l'Europe centrale, un chef-lieu d'entrepôt du commerce en blés, en farines et en bois, même les blés de la Roumanie et de la Russie ayant passé par la Hongrie. Actuellement, de grands navires américains débarquent, sur les quais de Venise, le froment d'Argentine de moindre qualité et plus cher que le blé hongrois on roumain, tandis que les vins d'Italie, ainsi que ses fruits ont perdu les marchés dans l'Europe centrale.

Les traités dictés à Paris ont excellé à embrouiller ce que la Nature avait bien arrangé. Après l'Italie, c'est la Hongrie qui souffre le plus de ces conséquences économiques désastreuses, nées de l'ignorance et de la malveillance des auteurs de « la paix ». Le rétablissement de l'ancien trafic aiderait non seulement ces deux pays, mais permettrait aussi à la Hongrie — disposant des voies du Danube et d'un excellent réseau de chemins de fer, — d'effectuer le commerce de transit, vers l'Italie, des matières premières produites en Pologne, en Russie et en Roumanie.

Voici les causes pourquoi l'Italie a déjà deux fois fait échouer, par sa protestation énergique, la réalisation du « corridor » tchéco-yougoslave, voici les motifs pourquoi la politique italienne ne cesse d'exiger à Belgrade le rétablissement le la circulation commerciale entravée.

On voit donc qu'en dehors des anciens liens historiques d'ordre sentimental, ce sont encore des raisons importantes d'ordre géographique et ethnique, mais surtout d'ordre économique qui subsistent entre l'Italie et la Hongrie. La politique italienne le sait bien et ne manque pas de tirer les conséquences de cet état de choses, tandis que la Hongrie, mutilée par le traité de Trianon et en proie à la

pire détresse, doit se contenter de l'espoir platonique que les nécessités de la vie internationale lui apporteront quelque soulagement.

Il résulte de tout cela que l'amitié italo-hongroise n'appartient pas au domaine des combinaisons politiques passagères, qu'elle n'est point basée sur les fondements peu solides de conventions équivoques, mais qu'elle repose sur la communauté permanente des intérêts vitaux des deux pays et qui sera toujours plus forte que les stipulations des traités conclus selon l'opportunité du moment. Cette communauté des intérêts persistera toujours, quels que puissent être les changements politiques qui surviendront, et la situation européenne pourra se présenter telle qu'elle voudra, elle forcera toujours ces deux peuples à *se ranger l'un du côté de l'autre.*

GEJZA KENEDY.

UN FRANÇAIS CONTRE LA PETITE ENTENTE[1]

Dans ce livre, M. F. Jean-Desthieux [2] attaque vivement la Petite Entente et, en premier lieu, M. Benès.

Il y expose que M. Benès induisit en erreur la Conférence de la Paix en lui faisant croire que les Tchèques et les Slovaques sont les deux branches d'une même nation ayant une civilisation et une langue identiques. Car, d'après les savants impartiaux, les Slovaques ne sont *point* Tchèques, et la dénomination tchéco-slovaque est une chose arbitraire, inventée pour avoir un prétexte d'annexer la Slovaquie à la Bohême.

Notre auteur développe ensuite *que les Tchèques traitent la Slovaquie comme une colonie.* Ils l'exploitent matériellement; un défenseur des Tchèques — le ministre Dr. L. Stobar — a reconnu lui-même [3] que «la plupart des Tchèques viennent en Slovaquie comme dans un pays conquis et veulent en tirer le plus grand profit possible aux dépens des Slovaques».

De plus, malgré la convention de Pittsburg, [4] les Tchèques les oppriment et dans leur langue et dans la pra-

[1] *La paix n'est pas faite, la Petite Entente,* par *F. Jean-Desthieux.* Editions Bossard, Paris. (6 francs.)

[2] M. F. Jean-Desthieux s'est déjà, avant la guerre, distingué par ses ouvrages. Parmi les livres parus de lui, citons : *L'évolution régionaliste, Produire, Les Crânes bourrés, Le Carnaval des Peuples, La Guerre et l'Amour, Les Lauriers en Poussière, La Croisade pour l'Art, Le Roman d'un Poète, Les Dessous de la Petite Entente,* etc.

[3] Dans son exposé du 4 août 1919.

[4] Cette convention, faite en mai 1918, *et signée même de M. Masaryk,* avait établi que «la Slovaquie aura et sa propre administration et *son Parlement,* et que la langue slovaque y sera la langue officielle».

On sait que les Slovaques ont, *à plusieurs reprises, dénoncé,* depuis, cette convention, *en raison de l'oppression de leurs compatriotes par les Tchèques.* (Voyez les résolutions du 30 janvier et du 27 février 1921 à Brooklyn ; celle du 5 février 1921 à New-York-City ; celle du 22 février 1921 à Bayonne, etc.)

tique de leur religion, en voulant les « tchéquiser » à tout prix. « Pendant les dix siècles que nous vivions avec les Hongrois, — disent les Slovaques dans leur plainte adressée aux Grandes Puissances — nous avons conservé notre civilisation propre, notre langue et notre religion. Dix années d'esclavage tchèque nivelleront tout cela. »

L'hérésie de Huss est propagée de force en Slovaquie; les soldats et les employés tchèques se moquent de la piété du peuple slovaque; beaucoup de statues de saints ont été mutilées, nombre d'églises profanées. Ces actes ont tellement indigné la population que le ministre pour Slovaquie s'est vu obligé de « conjurer — dans son exposé du 4 août 1919 — les Tchèques qu'ils n'offensent plus les sentiments religieux des Slovaques ».

Selon M. Jean-Desthieux, *tout ce qui se passe actuellement en Slovaquie est analogue à ce que nous venons de voir en Irlande où l'Angleterre elle-même a dû finir par céder.* Alors, que feront les Tchèques? Notre auteur est d'avis que la Bohême disparaîtra « avant que le duel des Tchèques avec les Slovaques ait pris fin ». Et M. Jacques Bainville pense de même en disant, dans *La Revue Universelle, que l'Etat tchéco-slovaque,— selon même de vrais patriotes tchèques, — est appelé à s'écrouler tôt ou tard, car il ne représente ni une unité ethnographique, ni une unité historique, géographique ou économique.* Et M. Bainville fait ressortir que *si l'Autriche-Hongrie devait être démembrée, la Tchéco-Slovaquie doit subir le même sort, puisque les Tchèques, qui sont en minorité, veulent y dominer les autres peuples.*

Cependant — continue-t-il — « tandis que l'ancienne monarchie disposait, pour rallier les différents peuples, de liens tels que la dynastie, l'armée et la religion, la République tchéco-slovaque en est privée ». Il constate « que l'armée tchèque est haïe des Slovaques, et que l'indifférence religieuse et le hussitisme qui règnent en Bohême, sont en train d'aliéner les Slovaques et même les Moraves, quoique ces derniers soient Tchèques ». Et M. Bainville trouve que la Slovaquie étant trop faible pour former un Etat complètement indépendant, *elle est forcée à s'orienter, en raison de sa situation géographique, vers la Hongrie,* et non vers la Bohême, de laquelle elle est séparée par des montagnes.

C'est vers la Hongrie que coulent la plupart des rivières de Slovaquie, c'est à la Hongrie que les Slovaques sont attachés par leurs intérêts les plus vitaux. Et M. Bainville est d'avis que si la Slovaquie reste annexée à la Bohême, cela la ruinera inévitablement.

On sait qu'aux revendications émanant des chefs des députés slovaques, le gouvernement de Prague a répondu qu'elles n'étaient pas justifiées et que la majorité des Slovaques était contente de leur domination. Mais si c'est ainsi, — dit M. Jean-Desthieux — pourquoi les Tchèques ne veulent pas faire un plébiscite en Slovaquie? *Et pourquoi ont-ils, aux élections de 1920, mis obstacle à ce que les Slovaques pussent librement voter?*

Quant à la Yougoslavie, notre auteur cite une déclaration de M. Take Jonesco où celui-ci exposait que, sans alliés, le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes ne serait pas en état de jouer son rôle, qui est de barrer « aux gens du Nord » la route de l'Adriatique et de Constantinople. Cependant, voyons, est-ce aux gens du Nord que la Yougoslavie veut barrer la route? Il paraît que c'est plutôt à l'Italie. Et, d'après M. Jean-Desthieux, *c'est cette considération, — et, en outre, le danger albanais — qui a dû porter les Yougoslaves à s'allier avec la Bohême.*

En ce qui concerne la Roumanie, notre auteur relate l'idée de ces hommes politiques hongrois qui croyaient que la Hongrie devrait conclure une alliance avec elle, vu que le danger slave la menace également. Cependant, — dit-il — « les documents qu'il a pu réunir ne lui permettent point de croire — au moins, dans le prochain avenir — à la possibilité d'un rapprochement roumano-magyar, précisément parce que la haine des Hongrois atteint en Roumanie un développement incroyable ».

En en venant à la Hongrie, M. Jean-Desthieux met en relief qu'elle « a été châtiée durement au profit de peuples qui n'ont ni son histoire ni son courage, de peuples sans âme et qu'on découvre sans honneur ni parole, doués de cupidité et de duplicité, peu dignes de confiance ou de sympathie ».

Il démontre qu'en octobre 1921, — lors du retour du roi Charles IV, *et même après son départ pour l'île Madère —*

la Bohême « s'obstinait à vouloir envahir militairement la Hongrie ».

Notre auteur croit que notre pays reste toujours un objet de convoitise pour certains des Etats successeurs. Mais dans le cas où la guerre se rallumerait à cause d'eux, la France y serait entraînée inévitablement. Or, il ne veut pas cela, il ne veut pas que des Français meurent *« pour le malin plaisir » de M. Benès et compagnie.*

Selon lui, M. Poincaré se trompe quand il croit que la Petite Entente pourrait servir, vis-à-vis de l'Allemagne, de contrepoids à la France. *La Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie ne sont pas assez fortes pour cela ;* (1) *et déjà la Tchéco-Slovaquie fait de l'œil à l'Allemagne, bien qu'elle ait été créée pour la combattre.*

Nous recommandons cet excellent livre de M. Jean-Desthieux à l'attention des auteurs du traité de Trianon.

C'est un Français qui leur y parle ; c'est un Français qui y désapprouve leur politique. Ils y verront, une fois de plus, que c'est sur de faux renseignements qu'ils ont édifié leur paix, renseignements auxquels ils se sont fiés sans les contrôler. Est-ce qu'ils se refuseront, par *vanité,* à reconnaître leur erreur ?

T.

(1) D'après le *Daily Telegraph,* (15 octobre 1921), *aucun des Etats de la Petite Entente n'est vraiment homogène.* Les Tchèques sont en minorité en Tchéco-Slovaquie ; la Roumanie a absorbé — reste à voir si elle le pourra digérer — un trop grand nombre de Magyars ; les Serbes, qui appartiennent à l'Eglise orientale, sont reliés aux Croates *catholiques* et aux Slovènes, et qui ne sont pas d'ailleurs Serbes.

3*

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'Ententille continue à prodiguer ses efforts néfastes en vue de discréditer la Hongrie. Ce ne sont pas les millions de soldats levés, en vertu du service obligatoire, dont disposent la Tchéco-Slovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie qui, armés de toutes pièces, menacent la paix de l'Europe centrale, non! ce sont les 35.000 mercenaires composant l'armée hongroise qui, même en manquant des choses recquises qui sont décisives en fait d'armature, tels que canons à grande portée, obus aux gaz asphyxiants, aéroplanes, etc. sont tout prêts à se jeter sur leurs voisins. Formant un anneau qui cerne la Hongrie affaiblie, les armées tchèques, yougoslaves et roumaines ne tarderaient pas à être dévorées jusqu'au dernier homme . . . En entendant les cris d'alarme dont l'agile service de presse de la Petite Entente ne cesse d'inquiéter l'opinion publique, on ne peut que se demander quelle est l'origine de ces accès de peur atroce? Personne ne sera assez dupe pour croire que les puissances de l'Ententille craignent une attaque de la part de la Hongrie, amoindrie au tiers de sa population et de son territoire, privée de toutes ses ressources et complètement désarmée par un contrôle rigoureux. Si l'émoi était toutefois réel à Prague, à Belgrade, à Bucarest, il ne s'expliquerait que par l'anxiété de ne pouvoir garder la proie attrapée; non qu'on redouterait une intervention armée de la part de la Hongrie dont la faiblesse est évidente, mais à cause du mécontentement prononcé des minorités subjuguées qui, dans leur ensemble, sont plus nombreuses que la population indigène. Est-ce que ces minorités, détachées du corps vivant de la Hongrie et transférées au nom de leur propre souveraineté nationale aux Etats successeurs, seraient en effet si récalcitrantes que de violentes résistences, sinon des révoltes seraient à appréhender?

L'époque des mitrailleuses n'est guère propice aux rebelles, si juste que soit leur cause. Les gouvernements de l'Ententille, forts de leurs armées, ne sont donc pas en peine des révolutions. Si, pourtant, ils s'acharnent à feindre la peur et à accuser la Hongrie d'intentions belliqueuses, c'est pour masquer leur propres projets. Depuis que la Hongrie fait partie de la Société des Nations, on ne peut risquer une attaque directe, sans s'exposer à des protestations efficaces. Donc, pour atteindre le but, on a recours à des subterfuges. Lors de la

conférence de Marienbad où les ministres tchèques et yougoslaves tombèrent d'accord sur les procédés à suivre par leurs agents de presse, les calomnies contre la Hongrie abondent, et on ne méprise aucun moyen pour soulever contre nous l'opinion publique de l'étranger. Cette campagne est menée sous l'égide des hommes d'Etat tchèques, experts en pareille matière, ainsi qu'à l'aide de l'«émigration octobriste» hongroise qui, de Vienne, inonde l'Europe de ses pamphlets contre le régime actuel de la Hongrie. Dans l'opinion des Tchèques, ce régime a le défaut impardonnable de s'efforcer de parvenir à la consolidation du pays, pour y faire régner la prospérité; il faut donc à tout prix le renverser afin que les aspirations de l'impérialisme tchèque ne se heurtent plus à l'obstacle qui les sépare de leurs alliés slaves. Faisant pleuvoir la manne gouvernementale, les Tchèques prêtent la main aux chefs de l'émigration hongroise de Vienne, et espèrent que ces messieurs ne manqueront pas, une fois au pouvoir en Hongrie, de faire le jeu du gouvernement tchèque qui, obéi de ces émigrants rentrés et rehabilités, dirigerait ainsi à son gré les affaires hongroises. C'est surtout à la royauté qu'on en veut à Prague. En abolissant le prestige de la sainte couronne d'Etienne, on croit aussi en finir une fois pour toutes avec l'idée «des pays de la sainte couronne». On verrait donc d'un œil favorable la résurrection de la «république populaire» instituée par le «Conseil national» du comte Michel Károlyi, sans se soucier de ce que ce régime a fini par dégénérer en bolchevisme. C'est sans doute en se fiant à des promesses reçues que l'Ententille est d'avis que l'avènement des émigrants octobristes tuerait les aspirations irrédentistes et réconcilierait nos nationaux, vivant au delà des nouvelles frontières, avec les maîtres nouveaux, si pénible que soit à supporter le joug étranger.

Après avoir fait agir leur service de presse en avant-garde, les Etats de la Petite Entente frappèrent un grand coup: ils ont dénoncé la Hongrie, auprès du Conseil des Ambassadeurs, de préparer la guerre et s'arrogèrent le droit d'intervenir dans nos affaires intérieures. Le projet de loi concernant l'ordre publique, en délibération devant l'Assemblée nationale, sert de prétexte à ces démarches qu'ils motivent en outre par leurs imputations que notre pays n'est pas encore désarmé. Quant à l'état de notre armement, nous croyons que les grandes puissances qui entretiennent des missions diplomatiques à Budapest, sont suffisamment informées par les rapports de leur représentants attitrés, certaimement aussi alertes que les agents secrets de l'Ententille.

Certes, le projet de loi concernant l'ordre publique, qui entend frapper les tentatives éventuelles de subversion socialiste on bolcheviste, n'a pas trouvé un accueil favorable auprès de certains partis politiques. Pourtant, tous les chefs des groupes oppositionnels se sont empressés de protester, avec la dernière énergie, contre toute ingérence dans nos affaires intérieures; plutôt que de marcher de front avec nos ennemis extérieurs, ils vont tolérer en passivité le vote du projet de loi en question. La diplomatie tchèque qui croyait, par

ses menées, accélerer la chute des hommes au pouvoir, n'aura fait que les renforcer dans leur position.

Les organes officieux de Yougoslavie n'ont pas manqué de seconder avec zèle la propagande de la presse tchèque, en débitant des calomnies contre la Hongrie, bien que la situation politique du royaume S. H. S. offre assez de sujets à discuter. Vers la fin décembre 1922, la scouptchina a été dissoute, malgré la protestation orageuse des partis oppositionnels, agrandis encore par le groupe des démocrates qui, auparavant, avait soutenu le bloc gouvernemental. Il est vrai que la situation était si précaire que le gouvernement, qui se composait exlusivement des radicaux, ne devait trouver d'autre issue que de renouveler la législative, considérant que la scouptchina, par suite de l'absentation du bloc croate, ainsi que du parti communiste, n'était plus qu'un parlement croupion. Les nouvelles élections auront lieu le 18 mars ; la scouptchina est convoquée pour le 16 avril, mais ne comptera que 313 membres au lieu des 419 mandataires anciens. Les Croates, les Esclavons enverront 66 députés, le Banat, la Bácska et le Baranya éliront 34 membres au nouveau parlement, mais il est à craindre que les minorités hongroises et allemandes n'en restent exclues. On se souvient que lors des élections dans l'assemblée constituante qui, dans la suite, s'est transformée en parlement provisoire, les citoyens de race hongroise ou allemande étaient privés du droit de vote. Les préludes de l'agitation électorale se signalent déjà par leur caractère oppositionnel très prononcé.

Pour les fêtes de Noël, le ministre roumain des Affaires étrangères, M. Duca, a accordé des interviews aux représentants de la presse parisienne que les journaux français ont eu la bonté de publier. Il a affirmé solennellement que la Roumanie se trouvait sur la voie d'une consolidation tout à fait assurée. En même temps, M. Victorien Antonesco, ministre plénipotentiaire de Roumanie à Paris, a négocié avec le gouvernement français les conditions d'un emprunt de 100 millions francs (français) que la Roumanie voudrait obtenir, mais des difficultés ont surgi nécessitant l'intervention personnelle du ministre des Finances, M. Vintilla Bratianu. Le gouvernement français a l'intention d'émettre cet emprunt à la Bourse, mais ne voudrait pas risquer l'argent des citoyens français — qui en ont perdu assez en Russie —, on exige donc une garantie nationale sérieuse. Mais tous les revenus que la Roumanie peut lever sur les droits d'exportation, sont déjà engagés à l'amortisation du soi-disant « emprunt de consolidation » que l'Angleterre a liquidé, et pour l'éventualité où ces revenus seraient insuffisants, l'Etat roumain devait concéder le droit de priorité en faveur des créanciers anglais.

Quelques journaux roumains au service des partis oppositionnels ont saisi cette occasion pour éventer les grandes pertes que le fisc roumain subit en conséquence de cette transaction. L'emprunt anglais en question impose à l'Etat roumain une dette de 1750 millions de lei, mais il a fourni aux financiers favorisés du parti libéral le moyen de s'enrichir, en achetant les bons du Trésor roumain que l'Etat n'avait

pu rembourser et qui avaient baissé à 25—30 %. Après la réalisation de l'emprunt anglais, ces bons ont été échangés, au cours de 60 %, contre des obligations, de sorte que les banquiers et leurs clients participant à cette affaire ont empoché un gain de plusieurs milliards de lei.

Tandis que les partisans influents du gouvernement s'enrichissent, le royaume se précipite vers la ruine. La réforme de la propriété rurale, en train d'exécution, a fait naître une telle incertitude qu'à peine 40 % de la terre labourable ont été mises en culture, parce que le propriétaire actuel ne sait pas qui jouira de la récolte, lui ou bien le nouveau propriétaire, en faveur duquel le sol sera exproprié. En fait de froment, c'est à peine qu'on espère pouvoir satisfaire aux exigences de la consommation intérieure, on craint que même la semaille ne manque, en aucun cas il n'y aura pas d'excédent à exporter. Où donc prendra-t-on l'argent dont le fisc ne peut se passer? Au dire des journaux roumains, les caisses de l'Etat sont vides. Du moins, ce dernier tarde à rembourser ses fournisseurs. La papeterie de Busteni vient d'inviter ses actionnaires à élever de 11 millions lei le capital de la société anonyme, considérant que l'Etat ne lui a pas remboursé son dû et qu'elle manque du nécessaire pour pouvoir continuer à fonctionner. Il en est de même des Mines de charbon de Petrozsény qui sont contraintes d'élever de 140 millions lei le capital de la société. L'Etat n'a pas remboursé ses dettes à l'Usine de wagons d'Arad, ni aux Forges de Resicza; les grandes entreprises minières ou industrielles tombées sous le régime roumain lors de l'annexion de la Transylvanie, ne peuvent continuer l'exploitation qu'en ayant recours aux banques usurières qui leur prennent 30% d'intérêt.

Le chancelier d'Autriche a enfin trouvé un moment de loisir pour rendre la visite que le comte Bethlen lui avait faite après la conférence de Gênes à Vienne. Si cette entrevue entre le prélat Seypel et le chef du gouvernement hongrois s'est fait attendre, du moins elle semble avoir été préparée avec une habileté vraiment rare. Cela expliquerait en même temps comment les hommes d'Etat intéressés sont parvenus, au bout de conversations relativement assez courtes, à tomber d'accord sur la foule respectable des questions pendantes entre l'Autriche et la Hongrie. Les deux Etats ayant formé le noyau de l'ancienne monarchie de la dynastie des Habsbourg, avaient eu tant de possessions communes, tant de relations pécuniaires qui maintenant restent à liquider qu'il faut prévoir que leur règlement ne s'effectuerait pas toujours sans se heurter à de sérieux obstacles. Nous apprécions donc l'avantage précieux qu'offre la décision des deux gouvernements de soumettre à l'arbitrage de juges neutres ou bien au Tribunal international de la Haye tont différend entre l'Autriche et la Hongrie qu'on ne saurait trancher à l'amiable. Cet expédient fort simple et pourtant ingénieux d'éliminer tout ce que notre passé commun pouvait recéler en fait de discordance, facilitera à l'avenir le rétablissement des relations amicales troublées par suite de la malencontreuse annexion du « Burgenland ». Un vif commerce dont profiteront les populations de l'un et de l'autre pays, la satisfaction

de pouvoir échanger facilement leurs produits agraires et industriels et de compléter ainsi les besoins économiques, ne manqueront pas d'apaiser tout sentiment d'amertume qui aurait pu subsister après l'issue funeste de la guerre. Nos anciens liens d'amitié pourront se reserrer d'autant plus facilement que, frappés par les mêmes malheurs, menacés des mêmes ennemis, nous avons aussi les mêmes intérêts sacrés à sauvegarder.

P. S.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

A l'occasion du centenaire de Petőfi.

Le 1er janvier, il y a eu cent ans que naquit Alexandre Petőfi, le poète hongrois universellement connu.

L'étranger cultivé s'associe à la Hongrie pour célébrer ce poète de génie. (1) Le 23 de ce mois, c'est dans la grande salle de la Sorbonne qu'on en commémorera le centenaire ; et le comité qui, grâce à M. J. de Bonnefon, fut constitué à cet effet, comprend les personnalités des plus brillantes du monde littéraire de France, ainsi la baronne de Baye ; la comtesse de Noailles ; Mlle Hélène Picard ; MM. Jean Cocteau, Francis de Croisset, F. Jean Desthieux, Fernand Gregh, Charles Le Goffic, Edmond Haraucourt, Francis Jammes, Jean Richepin, Jean et Jérôme Tharaud, etc.

Cette fête — et qui s'annonce comme un grand succès — nous fait souvenir de celle qui eut lieu, il y a trent-huit ans, à Budapest, devant la statue de Petőfi, et au cours de laquelle François Coppée rendit hommage au génie de notre poète.

Ce fut pendant l'exposition de 1885. A l'occasion de celle-ci, quarante écrivains et savants français sont venus à Budapest, à la tête desquels se trouvaient Coppée, Ferdinand de Lesseps, Massenet et Delibes.

Le 10 août, le Théâtre National donna, en leur honneur, le *Luthier de Crémone*, par Coppée, ainsi que le *Mariage forcé*, et l'Opéra repré-

(1) On sait que Petőfi fut traduit dans la plupart des langues étrangères. Sir John Bowring, Butler, Löw, Fuller l'ont traduit en anglais ; Sayous, Marceline Desbordes-Valmore, Dozon, Jean de Bonnefon, P. Régnier etc., en français ; Cassone, Vitali etc., en italien ; A. Dux, Kertbeny, Hartmann, L. Neugebauer, Teniers, Sturm, Schnitzer etc., en allemand ; Schildström, en suédois ; Sabowski, en polonais. Lors de l'inauguration de sa statue, la reine de Roumanie — Carmen Sylva — a envoyé une couronne. C'est un autre grand Hongrois, le musicien Reményi, qui a recueilli, en donnant des concerts, la plupart des fonds nécessaires pour lui élever, à Budapest, une statue.

senta, le lendemain, *Coppélia,* de Delibes, et le dernier acte de *Hérodiade,* de Massenet.

Enfin, le 12 août, nos hôtes français se rendirent devant la statue de Petőfi, élevée au bord du Danube, près de la place où Prosper Mérimée débarqua autrefois, en arrivant à Budapest. On remarqua que, pour donner plus de solennité à la fête, ils étaient tous en habit. Une garde d'honneur, formée de jeunes gens en grande tenue, les précédait ; et quand, conduits par Coppée et Lesseps, ils arrivèrent devant la statue, une immense acclamation s'éleva de la foule, tandis que, des fenêtres, on agita des mouchoirs vers ces Français qui ont tenu à rendre hommage à notre poète national.

C'est Ferdinand de Lesseps, membre de l'Académie Française, le génial constructeur du canal de Suez, qui prit le premier la parole, en faisant ressortir que Petőfi était non seulement un grand poète, mais un ardent patriote qui, s'étant engagé, pendant la guerre d'indépendance de 1848—49, sacrifia sa vie pour la patrie.

Puis, François Coppée récita, d'une voix portant au loin, le poème intitulé *A Petőfi* qu'il avait écrit pour cette occasion, et dont nous extrayons les strophes suivantes :

Comme en quittant la bonne et généreuse hôtesse
Qui lui fit place au feu dans la froide saison,
Un pauvre voyageur, pris soudain de tristesse,
Baise au front longuement l'enfant de la maison ;

Ainsi nous, les Français, hôtes de la Hongrie,
Vers toi, des fleurs en main, nous sommes accourus,
Soldat-poète, ô fils si cher à la patrie,
Qui pour elle chantas et pour elle mourus !

Oh ! brûler de génie et périr à la guerre !
Se dresser en airain et mourir sans tombeau !...
Mais je ne te plains pas et t'envie, ô mon frère !
Nul sort plus que le tien n'est héroïque et beau.

Le public écoutait, dans un silence religieux, le grand poète, et dont la diction révéla toutes les beautés de la langue française.

Et lorsque cessèrent les applaudissements frénétiques, au moment où il descendit de la tribune, M. François Pulszky, directeur du Musée National Hongrois, rappela, en remerciant Coppée, ainsi que les Français présents, d'avoir apporté leur hommage à Petőfi, que celui-ci fut un des propagateurs les plus fervents de la poésie française. Tout le monde connaît — dit-il — son poème célèbre : *A Béranger ;* on l'apprend dans les écoles hongroises ; et s'il voyait

cette fête, il serait heureux d'être célébré par les fils de la France, dont il apprit et aimait la langue.

Au pied de la statue de Petőfi, nos illustres hôtes déposèrent alors une superbe couronne dont le ruban portait ces mots :

Les amis français de la Hongrie à Petőfi.

Pendant que le public chantait, enthousiasmé, d'abord, la Marseillaise, ensuite l'Hymne hongrois, Coppée et Ferdinand de Lesseps donnèrent l'accolade à M. Pulszky.

Puis, François Coppée, ému, étendit les bras vers la statue de Petőfi, pour la saluer encore une fois. C'est après cette belle journée qu'il écrivit : « Notre réception à Budapest est pour moi un souvenir inoubliable. Pour la première fois depuis la guerre de 1870, nous sentions une nation poussée vers nous par un grand courant de sympathie . . . Bien des fois, nous avons senti monter à nos yeux des larmes de reconnaissance et de joie. »

Dr. Béla de Téglás.

NOTES ÉCONOMIQUES

Au seuil de la nouvelle année, jetons un coup d'œil en arrière. Depuis longtemps, nous nous disons que l'avenir sera meilleur que les temps durs que nous venons de passer .péniblement. Il y a un an, c'est avec le même espoir que nous nous efforcions de stimuler nos nerfs détendus ; voyons maintenant si nous avions des raisons d'espérer. Car, s'il y a une chose qui puisse nous rendre optimiste, en augmentant nos forces de résistance, c'est certainement la conscience d'avoir pu faire des progrès dans la voie de la discipline de soi, de l'ordre public et du travail méthodique.

A l'étranger, quand on se met à causer de la Hongrie, on ne manque pas parler de *consolidation*.

Il serait intéressant d'examiner si les autres pays ont vraiment une situation si bien consolidée, et de les comparer, à ce point de vue, à la Hongrie, mais faisons abstraction de cela et bornons-nous seulement à notre pays. Or, il est évident que la condition principale de toute consolidation sociale et économique dépend de ce que le pouvoir central soit fort et, par conséquent, respecté de tous. Beaucoup d'étrangers croient que cela n'est pas ainsi chez nous, et cette opinion erronée se reflète dans l'animosité qui accueille nos initiatives, nos désirs, voire les plus simples manifestations de nos aspirations. Elle se reflète, en outre, dans la cote de notre monnaie et, en général, dans les avis qu'on émet au sujet de notre pays et — ce qui est le plus important — dans les décisions qu'on prend à notre égard.

Pourtant, on peut dire sans exagérer que, dans ces derniers temps, le grand mécanisme dont tout Etat a besoin pour bien fonctionner, obéit d'une façon visiblement plus parfaite à cette volonté centrale que représente le gouvernement. Nous devons donc nous demander : la force du pouvoir central anrait-elle d'autres critères, plus importants encore ? Car si elle n'en a pas, nous devons constater deux choses : 1° que l'année passée marque, à cet égard, une amélioration considérable ; 2° que ce fait important n'a pas été assez pris en considération ou, plutôt, ne fut apprécié point du tout à l'étranger. Et si ceux qui ont le plus de parti pris contre nous, objecteraient que même s'il en est ainsi, cela ne suffit pas, parce que, à leurs yeux, seul un gouvernement ayant non pas de 90%, mais 100% de force et d'autorité.

représente une vraie consolidation, nous leur répondrions que c'est, en effet, vers ce but que nous tendons et que nous nous en sommes déjà approchés beaucoup, car notre pouvoir central ne saurait être comparé, à ce point de vue, à celui d'il y a deux ans, ni même à celui de l'année dernière, — ce qui constitue un progrès *indéniable*.

Du point de vue de la consolidation économique, c'est en premier lieu notre budget d'Etat qui doit nous intéresser. Le fait est que, l'année passée, on n'en put pas établir les cadres d'avance et que le bilan de 1922 — auquel on travaille actuellement — se soldera par un déficit d'environ 50 milliards. Cependant, nous demandons aux gens impartiaux s'il est possible de faire un budget d'Etat normal alors que le cours de la couronne change tout le temps et si l'on pourrait sérieusement parler de faire des économies à l'heure présente où personne ne sait en Hongrie combien vaut l'argent qu'il gagne et dont la valeur peut baisser d'un jour à l'autre. Notre plus grand mal vient de ce que la couronne est en proie à une spéculation internationale qui vit du bouleversement de l'ordre de l'Europe centrale, en en profitant, sans pitié, partout où elle peut exploiter la situation. Or, tant que la Bourse de Zurich — le plus souvent, dans l'intérêt de la spéculation — se refusera à prendre connaissance de nos efforts tendant à améliorer nos finances, et aussi longtemps qu'elle appréciera défavorablement notre monnaie à propos des incidents insignifiants, c'est en vain que nous nous efforcerons d'éliminer le déficit, car une baisse à Zurich pourra rendre vains tous nos calculs.

Pourtant, au point de vue de la consolidation financière, nous sommes arrivés, l'année dernière, a des résultats palpables.

Les lois fiscales que l'Assemblée Nationale vota, l'été dernier, réformèrent grandement notre système d'impôts, en les simplifiant là où seuls les spécialistes pouvaient s'y connaître. Le plus essentiel dans ces réformes est le fait qu'on réussit à élever l'impôt foncier à la parité de blé en le rendant, de cette façon, indépendant des fluctuations de la valeur de la couronne, ce qui constitue un succès politique inattendu pour le ministre des Finances. Et si, d'une part, le capital industriel et commercial se plaint — avec raison — des disproportions de la répartition des charges publiques, on ne peut dénier, d'autre part, l'importance de cette réforme qui consiste en ce que les agriculteurs ne pourront plus profiter des avantages temporaires d'une baisse éventuelle de la couronne.

Quant à notre politique économique, elle offrit, l'année passée, moins de résultats tangibles ; et ce n'est point notre faute si les liens économiques ne furent pas resserrés entre la Hongrie et les Etats successeurs. Pourtant, on peut enregistrer certain progrès même sur ce terrain, car nous avons conclu un traité de commerce avec l'Autriche, et peut-être les négociations économiques ouvertes, à la fin de 1922, avec la Tchéco-Slovaquie auront-elles aussi quelque résultat. On a l'impression que l'attitude des Etats successeurs de l'Est est devenue beaucoup plus amicale à notre égard qu'elle ne l'a été l'année dernière, et vu que nous avons de plus en plus besoin les uns des autres, le

moment est arrivé d'entamer des négociations sur les questions économiques les plus importantes qui nous intéressent réciproquement. Nous sommes presque sûrs qu'à la fin de cette année, nous pourrons rendre compte de résultats positifs à ce sujet.

Au cours de 1922, le nouveau tarif douanier hongrois fut mis au point, et cet événement a beaucoup d'importance. Le nouveau tarif, qui sera prochainement soumis à l'Assemblée Nationale, a une tendance marquée à défendre la production nationale ; il se conforme, par là, à la situation changée du pays. Et comme le gouvernement fit sienne, déjà dans son programme de 1921, cette tendance, elle porta des fruits : sous son influence, quelques-unes de nos industries — et, principalement, l'industrie textile — prirent un essor réjouissant.

Il est difficile d'établir si, au point de vue social, l'année dernière nous a apporté quelque amélioration, et si oui, dans quelle mesure.

Les employés de l'Etat hongrois sont toujours dans une situation désespérée. Pour résoudre ce problème, tout le monde est d'avis que l'Etat devrait congédier les fonctionnaires dont il n'a plus besoin, en raison de la mutilation du pays, ce qui permettrait de rétribuer convenablement ceux qu'il maintiendrait en service. Toutefois, la chose n'est simple qu'au point de vue théorique, puisqu'on ne saurait renvoyer les employés superflus — et qui sont nombreux — que dans le cas où ils pourraient se placer dans la vie économique et, pour cela, il faudrait que le commerce et l'industrie hongrois se trouvassent dans un état prospère. Or, tant que cette condition préalable ne sera pas remplie, l'Etat devra toujours prendre en considération s'il serait juste d'ôter à ces gens le pain bien maigre qu'il leur donne, puisque cette mesure pourrait susciter de nouvelles convulsions sociales.

En ce qui concerne les salaires d'ouvriers, ils font, d'après nos statistiques, 400 à 500% de plus qu'il y a un an, tandis que, en raison de la baisse de la couronne et de la hausse des prix, lesquels tendent à s'élever au niveau de ceux de l'étranger, la vie est devenue chez nous, en moyenne, trois fois plus chère qu'au début de 1922. On peut donc constater que, l'année dernière, la situation de la classe ouvrière hongroise s'améliora considérablement, quoiqu'elle soit toujours bien inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. Quant aux prolétaires ruraux, ils sont dans une situation moins favorable ; toute l'agriculture hongroise se ressent, d'ailleurs, des conséquences de la récolte trop médiocre de 1922.

Faute de place, nous ne pouvons poursuivre ces considérations, bien que nous ayons encore beaucoup à dire. Le tableau ci-dessus ne serait complet que si l'on y ajoutait les données concernant l'accroissement du rendement des ouvriers et de leur goût au travail, ainsi que celles relatives à l'amélioration de la circulation par chemin de fer, et si l'on avait un graphique qui indiquerait dans quelle mesure se fortifia chez nous la confiance dans l'avenir du pays.

Toujours est-il que le tableau général de notre situation est assez encourageante, bien qu'elle montre des taches sombres. Ce qui importe,

c'est que, après avoir réussi à faire quelques pas en avant, nous ne soyons pas rejetés — et poussés au désespoir — par la myopie et la malveillance de la politique mondiale et par le parti-pris méchant de certains intérêts.

*

Le calme de la vie politique et économique fut troublé, aux fêtes de Noël, par la réapparition du fantôme des réparations. On parlait de tels chiffres que, s'ils étaient exacts, signifieraient la ruine complète de notre pays. Quoique nous ne soyons pas trop optimistes à ce sujet, nous n'avons pu croire à ces chiffres, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, nous ne pouvons croire que la décision à prendre sur les dédommagements exigés de nous s'inspire de cette politique d'une vue courte frisant la cécité qui fit, depuis trois ans, tant de misères au monde. Et puis, on ne pourrait supposer que les représentants diplomatiques en Hongrie de l'Entente ne vissent pas clairement notre situation et qu'ils n'en informassent pas leurs gouvernements, avec le souci scrupuleux qu'exige ce grave problème de la solution duquel dépend l'existence même de notre pays. Il faut donc supposer qu'ils aient renseigné leurs gouvernements que le ministre hongrois des Finances était, malgré ses efforts héroïques, dans l'impossibilité de remettre en équilibre le Budget — car, quoiqu'on ait renoncé, depuis la guerre, en Hongrie, aux exigences de la culture européenne, on ne pourrait plus réduire les dépenses de l'Etat et augmenter les charges publiques déjà insupportables ; et que notre balance commerciale accuse un déficit de 50 milliards, lequel ne pourra être éliminé dans un proche avenir.

Il faut aussi supposer que les diplomates en question aient pris contact avec les diverses classes sociales, pour se rendre compte de leur situation ; qu'ils aient pu constater que nos juges, nos professeurs, nos intellectuels, enfin la plupart de la classe moyenne vivent, par suite de la défaite et de la mutilation du pays, dans une misère noire ; que le niveau d'existence de nos ouvriers a de beaucoup baissé ; que nos populations rurales ne possédant pas de terre végètent misérablement. Et l'on doit présumer qu'ils aient envoyé à leurs chancelleries des tableaux exacts montrant l'appauvrissement de nos établissements financiers et de nos entreprises industrielles, ainsi que les pertes de capital subies par eux à cause de la dépréciation de la couronne, et en raison desquelles, *sans capitaux étrangers, nos industries se trouvent dans l'impossibilité de produire davantage ;* des tableaux qui auront aussi détruit les illusions de ceux qui pensaient que la Hongrie pourrait facilement payer les réparations avec l'excédent de sa production agricole. Et si, dans leurs rapports, ces diplomates ont fait mention de la diminution attristante de la consommation de viande et de pain en Hongrie, de la misère de nos populations laborieuses qui n'ont pas assez d'argent pour faire venir de médecin ; des ravages croissants de la tuberculose, etc., eh bien ! s'ils ont renseigné de tout cela l'Entente, — et qui pourrait le mettre en doute ? — il serait peut-être superflu de développer que nous avons déjà assez payé avec

les trois quarts de nos territoires et avec ce que l'occupation roumaine nous a enlevé. Car si tout cela est ainsi — et pourrait-on en soutenir le contraire ? — la question des « réparations » se trouve réduite à ceci : la civilisation européenne a-t-elle besoin de nous ou non ? C'est à cette question que doivent répondre ceux qui sont appelés à prendre une décision à cet égard.

*

Nous venons d'enterrer M. le baron Manfred Weiss, vice-président de l'Union des Grandes Industries de Hongrie. Les nécrologues disent qu'il était le héros du travail hongrois, que l'éclat d'un romantisme tout particulier entourait. Beaucoup croyaient — et sérieusement — que sa main changeait en or tout à ce qu'il touchait, faisant fructifier largement les idées qu'il trouvait réalisables. Mais, indépendamment de ce romantisme dont l'imagination des foules l'environnait, on peut dire qu'il était d'une importance faisant presque époque, car tout ce qu'il créa était de grand style et d'une envergure extraordinaire. C'est lui qui transplanta, le premier en Hongrie, et la méthode de production et les formes du capitalisme occidental. Quoique admiré de beaucoup de gens, M. Manfred Weiss, dont l'activité était gigantesque, ne put cependant éviter la haine. On l'accusa même, sur son lit de mort, d'avoir manqué de patriotisme, cet homme qui, bien qu'énergique et des plus optimistes, désespéra, à l'avènement de la terreur rouge, non tant de son sort, que plutôt de celui du pays. (1) Car, même après la confiscation de ses usines, il aurait pu aller à l'étranger où, à un seul mot de lui, des millions eussent été à sa disposition afin de faire sortir du sol de nouveaux établissements industriels. Donc, ce n'est pas sa ruine individuelle qui le jeta dans les bras du désespoir, mais l'écroulement de la patrie ; dans un accès de mélancolie, il crut alors que le pays n'avait plus besoin de cette force créatrice qu'il personnifiait à un degré si haut. Ceux qui travaillaient avec lui savent cela très bien ; et un de ses collaborateurs — et de ses amis — avait raison de dire, dans le discours qu'il prononça à ses funérailles, que la mort de M. le baron Weiss était une perte particulièrement cruelle à l'heure présente où la Hongrie avait si besoin de son génie fécond.

Ajoutons que ce grand homme d'action avait beaucoup de cœur. Il était bon ; il était simple et cordial et toujours fidèle à ses amis.

Dr. Ks.

(1) On sait qu'après le coup d'Etat communiste, M. le baron Manfred Weiss tenta de se suicider.

Rédacteur en chef et gérant :
G. DE HUSZÁR.

LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

Presque en même temps que la grande guerre fut déclenchée, on se mit à agiter la question: qui était responsable de ce fléau plongeant toute l'humanité dans un malheur infini? Comme si, du premier moment, les dirigeants des peuples avaient déjà songé à ce que, tôt ou tard, et quelle que puisse être l'issue de la grande lutte, ils devraient rendre compte s'ils avaient essayé tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter la calamité imminente. Surtout nos adversaires s'efforcèrent, dès le début, de charger de toutes les responsabilités les puissances centrales, et ne négligèrent rien pour convaincre le monde que ce furent ces dernières qui ont voulu, prémédité et préparé la guerre.

Aujourd'hui, lorsque les esprits commencent, même dans le camp de nos ex-adversaires, à s'apaiser peu à peu et que la passion doit de plus en plus céder le pas à un examen réfléchi des faits, le temps semble être indiqué pour traiter la question des responsabilités en toute objectivité et en tout repos; il ne sera donc peut-être pas sans intérêt, si en jetant la lumière sur les antécédents de la guerre, nous tâcherons de dévoiler les véritables causes qui aboutirent à ce conflit inévitable.

En cherchant à établir quels sont les auteurs de la guerre, c'est tout d'abord une autre question qui se pose devant l'observateur impartial, à savoir, est-il permis, en général, d'admettre, à cet égard, la responsabilité individuelle de certains hommes politiques ou même la responsabilité collective de certaines nations? Peut-on admettre que, de nos jours, l'ascendant d'un seul individu — si

haut qu'il soit placé et quel que soit le crédit dont il jouit — puisse être assez fort pour lancer une nation, contre sa volonté nettement exprimée, dans une entreprise aussi vaste qu'est une guerre moderne? Et peut-on supposer que, de nos jours, où le peuple influe dans une si large mesure sur ses destinées, il y ait une volonté individuelle assez forte pour s'emparer entièrement des affaires du pays et leur imprimer, en n'obéissant qu'à sa propre inspiration, la direction jugée la seule juste par elle?

Réflexion faite, nous sommes obligés de répondre négativement à cette question. En étudiant l'histoire, nous arrivons à la conclusion que, plus nous remontons le passé, plus les événements sont dominés par la volonté de certains individus supérieurs, plus l'histoire prend un caractère individuel. Dans la mesure où nous nous approchons des temps présents, c'est-à-dire de l'époque de la domination des idées générales et de la souveraineté du peuple: les efforts indivuels sont condamnés à jouer un rôle toujours plus insignifiant et tendent à s'effacer de plus en plus devant la volonté des grandes masses. On peut suivre pas à pas, au cours des siècles, cette diminution graduelle de l'influence de la volonté individuelle qui caractérisait l'histoire de l'antiquité, jusqu'à notre époque moderne, caractérisée par l'effacement presque complet de la personnalité devant l'emprise de l'opinion publique, expression de la volonté du peuple. La transition est à peu près marquée par l'espace de temps qui sépare la fin du moyen-âge du commencement de l'époque moderne, temps où certaines idées s'emparent déjà des masses, les agitent même, mais celles-ci n'étant pas encore assez disciplinées ni organisées, y dépensent inutilement leurs énergies, à moins que quelque grande individualité surgissant ne mette sa volonté au service de ces idées — qui, entendons-nous bien, ne sont pas les siennes propres, mais les idées dominantes de l'époque — et ne s'efforce à assurer leur victoire, tout en cherchant, en même temps, à faire valoir ses visées personnelles. C'est ainsi qu'un Richelieu, un Wallenstein, un Gustave Adolphe sont portés, pour un certain temps, à la tête des événements mondiaux, pour servir une idée qui ne vient pas d'eux, dont ils ne sont que l'expression et l'instrument, ou bien à laquelle ils

accèdent tout simplement pour atteindre ainsi leurs buts individuels. En tout cas, ce n'est point eux qui sont les promoteurs de cette idée, tandis qu'un Alexandre le Grand, un Jules César sont en mesure de mettre toute la force de leur peuple au service de leurs propres fins. Nous voyons donc qu'aux temps les plus reculés, c'est l'individualité qui joue un rôle prépondérant dans l'histoire : tandis qu'à mesure que l'humanité se développe intellectuellement, c'est l'idée dominante trouvant son expression dans la volonté du peuple qui acquiert une portée de plus en plus décisive ; néanmoins, longtemps encore, celle-ci n'arrive à se faire valoir qu'à condition qu'une personnalité indiquée se mette à son service, tandis que, de nos jours, c'est presque exclusivement l'idée dominante elle-même qui détermine l'histoire, et l'action de l'individualité s'efface de plus en plus. Aujourd'hui, c'est l'idée qui fait naître l'homme et non pas l'homme qui fait naître l'idée. Ou bien, peut-on affirmer que ce n'est que la personnalité d'un Bismarck qui a créé l'unité allemande, et s'il n'avait pas vécu, l'Allemagne languirait encore aujourd'hui dans ces idées de particularisme auxquelles elle fut arrachée par les événements du premier quart du siècle passé ? N'approchons-nous pas plus de la vérité en soutenant plutôt que ce fut l'idée de l'unité allemande qui plaça Bismark à la tête des affaires, et qu'il ne fut que l'instrument de cette idée, dont son génie a sans doute avancé la réalisation, mais qui n'aurait pas manqué de triompher, tôt ou tard, même sans son concours ?

A notre époque où la collectivité prend une part de plus en plus active à l'exercice du pouvoir gouvernemental, on peut dire à bon droit que l'individu ne joue qu'un rôle secondaire. Ce qui contribue à cet état de choses, c'est le caractère général de la civilisation de nos jours ; cette civilisation élève l'individu à un degré intellectuel inégalé jusqu'à présent, mais elle agit en même temps d'une façon nivelante sur lui et, par là, entrave le développement d'hommes vraiment supérieurs. En effet, n'est-il pas frappant que, malgré l'immensité de ses dimensions, la guerre mondiale n'ait fait surgir aucune personnalité marquante, qui eût été capable de se rendre maître de la situation, tout en la subordonnant à ses propres buts ? Parmi les dirigeants

que la grande lutte a porté à la tête des peuples, nous trouvons, de part et d'autre, plus d'un homme d'une force de volonté et d'une énergie respectables, excellent même dans son métier, mais, parmi les nombreux millions qui furent impliqués dans la guerre, il ne s'est trouvé aucune individualité assez puissante pour s'emparer, d'une main de fer, de la direction des affaires, en les subordonnant à sa volonté et en les mettant au service de ses idées. On ne saurait supposer que ce manque frappant de génies ne soit qu'une œuvre du hasard ; il est bien plus probable que notre époque, précisément parce qu'elle est celle de la culture générale, n'est propre ni à produire des talents exceptionnels, ni à créer le milieu où ceux-ci pourraient réussir.

Si nous acceptons la thèse que seules des personnalités d'une supériorité écrasante sont en mesure de susciter volontairement des événements de la portée de la guerre mondiale qui vient de se dérouler, et si nous y opposons le fait que ni avant, ni pendant cette guerre, aucune individualité d'une telle envergure n'est surgie : alors on ne saurait taxer d'erronée la conclusion non plus que, dans ces circonstances, nul ne pourrait être chargé d'une responsabilité personnelle, dans n'importe quel camp que nous cherchions les coupables.

Cette constatation faite, il ne nous reste plus qu'à nous occuper de la seconde question, à savoir cette responsabilité peut-elle être imputée à tout un peuple, à une nation entière ?

C'est un fait que, durant les dix ou quinze ans qui précédèrent la guerre, l'atmosphère politique était déjà tendue et surchargée de matières explosives et que ceux qui y vivaient appréhendaient depuis longtemps que la conflagration ne devînt, tôt ou tard, inévitable. Pour employer un terme banal, l'air sentait, depuis longtemps déjà, la poudre. Notre tâche consiste donc à soumettre à un examen impartial les causes de cette tension et à rechercher si certains peuples n'y ont pas contribué consciemment ou dans une mesure particulière ; si, de ce chef, ils ne pourraient pas être chargés d'une responsabilité spéciale et, dans ce dernier cas, quels furent les motifs auxquels ils obéirent en orientant leur politique vers une pente aussi dangereuse. Il est indéniable qu'en

étudiant la politique internationale des années qui précédèrent la guerre, nous recueillons l'impression que certaines nations, sans y viser directement, n'ont pas moins manqué de préparer cette catastrophe ou, du moins, de l'escompter comme un fait inévitable et favorable à leurs buts. Et, en effet, la guerre de Libye, d'un caractère colonial et, par conséquent, ne touchant aux intérêts européens qu'indirectement, à peine éclatée entre l'Italie et la Turquie, elle mit le feu à la poudrière, en provoquant une série incessante d'explosions qui finirent par allumer un océan de flammes et par ensanglanter l'univers.

Mais quelles raisons poussèrent donc certaines nations à s'armer dans une mesure toujours croissante pour la grande lutte qu'elles prévoyaient, à s'armer jusqu'à ce qu'elles finirent par perdre l'empire sur le monstre engendré par elles-mêmes? L'observateur superficiel trouve facilement à répondre à cette question, en relevant certains faits frappants. Ainsi il peut relever l'idée de la revanche qui couvait inassouvie au fond de l'âme de la nation française depuis près d'un demi-siècle; l'instinct qui poussait les Allemands à l'expansion et à l'agrandissement de leur puissance; la situation gênée de la Russie, qui devait éblouir son peuple par le mirage d'une guerre de proie promettant un succès matériel et moral, tout en détournant son attention de l'état funeste des affaires internes du pays auxquelles le tsarisme mourant — parce que suranné — était incapable de porter remède; les traditions sentimentales et nationales de l'Italie; les rêves de la Roumanie, de la Serbie, de la Bulgarie qui entendaient devenir des grandes puissances, et, à tous ces facteurs positifs, il peut opposer l'instinct de conservation de la Grande-Bretagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie; instinct qui devait se manifester, conformément à la force respective de ces Etats, dans une politique agressive chez le premier et dans une politique défensive chez les deux derniers.

Voici, en vérité, toute une série de raisons dont chacune, à elle seule, paraît au premier abord suffisante pour avoir suscité la guerre. Mais si ces raisons étaient vraiment si décisives, pourquoi n'ont-elles pas provoqué longtemps déjà, un conflit armé? En effet, ces surfaces de

friction n'étaient pas de date récente; les idées qui les avaient produites, les tendances auxquelles elles devaient leur naissance, agitaient déjà depuis des dizaines d'années l'âme des nations en question. Le peuple français nourrissait depuis quarante-trois ans le désir ardent de reconquérir l'Alsace-Lorraine; les aspirations de l'Allemagne à une hégémonie mondiale pesaient depuis une trentaine d'années sur les autres Etats européens; de même, le système tsariste se mourait déjà depuis un trentaine d'années d'une lente agonie; l'idée de l'irrédentisme dominait depuis un siècle l'opinion publique de l'Italie; les jeunes Etats balkaniques, enserrés entre des frontières trop étroites, cherchaient déjà, depuis des dizaines d'années, une soupape de sûreté pour le surplus de leur énergie juvénile; et, en ce qui concerne, enfin, la politique défensive de la Grande-Bretagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, politique qui découlait de leur instinct de conservation: il va sans dire que celui-ci était aussi ancien que l'existence même de ces puissances. Le fait que tant de matières combustibles accumulées ne prirent pas feu, il y a longtemps déjà, bien qu'elles eussent largement contribuer à allumer l'incendie, s'explique précisément par la raison que les motifs énumérés plus haut, tout en étant profondément ancrés dans l'âme des peuples, n'étaient pas, à eux seuls, assez puissants pour susciter un mouvement mondial; tout au plus aboutirent-ils à des conflits d'un caractère local. Les origines de la grande guerre doivent donc être cherchées ailleurs; dans un antagonisme beaucoup plus grand, beaucoup plus grave, et qui devait servir de cadre à tous les autres motifs de moindre portée.

En cherchant à établir la véritable cause de la guerre, qu'il me soit permis de me servir d'un exemple emprunté à la nature. Il n'est peut-être pas trop risqué de prétendre que, de même que les individus sont composés d'un grand nombre d'atomes qui, tous, vivent aussi leur vie individuelle, de même les communautés humaines, composées d'une foule d'individus, ne forment qu' une autre individualité, plus vaste, vivant, elle aussi, sa vie particulière, conforme aux règles déterminées par la nature et dans les bornes prescrites par celle-ci, c'est-à-dire qu'elle naît, sedéveloppe, vieillit et meurt comme tout autre individu. Et de même que, sur un espace de terrain limité,

il n'y a qu'un seul arbre qui puisse s'épanouir dans toute son ampleur et que si le hasard sème les graines trop près les unes des autres, les arbres qui en naîtront engageront avec le temps une lutte à vie et à mort pour s'assurer l'air, l'humidité, le soleil et les aliments nécessaires à leur vie, lutte qui ne prend fin que lorsque le plus fort parviendra à supplanter le plus faible: de même le terrain limité de notre continent ne peut assurer les possibilités de développement qu'à un nombre limité de peuples-individus d'une force également limitée.

Tant que la haute culture n'était, même en Europe, que l'apanage de quelques nations privilégiées, celles-ci ne s'apercevaient guère de l'état limité du champ d'action dont elles disposaient pour se développer et se faire valoir. Si leur évolution était entravée, de certains côtés, par la contre-pression d'un peuple-individu étranger d'une vitalité et d'un degré de civilisation égalant la leur, elles pouvaient toujours se développer librement dans un autre sens, ou du moins assurer leur influence sur des nations moins avancées en les enveloppant, pour ainsi dire, de l'éclat de leur civilisation supérieure et en les attirant ainsi dans leur orbite. Mais, à mesure qu'au cours du XIXième siècle, la civilisation devint de plus en plus générale et qu'elle éleva l'un après l'autre, les peuples européens à un niveau de culture toujours plus haut, tout en éveillant dans une proportion toujours grandissante leur conscience nationale: les possibilités d'expansion des peuples-individus se limitèrent et les manifestations de leur force expansive rencontrèrent d'autant plus d'obstacles toujours plus solides et plus nombreux. Et, en dernière analyse, c'est dans cette limitation, donc dans une cause physique qu'il faut chercher les véritables motifs de l'atmosphère tendue des dernières dizaines d'années qui précédèrent la guerre; ce fut elle qui suscita l'instinct primitif de la conservation chez les nations et qui poussa celles-ci, à la lutte pour les conditions d'existence. Cette lutte, longtemps inconsciente, se manifesta ouvertement et prit des proportions gigantesques, lorsque le peuple-individu anglo-saxon, au faîte de sa puissance et de son développement, se trouva soudain vis-à-vis du rival allemand d'une vitalité, d'une ténacité et d'une force d'expansion égales à la sienne, mais dont l'essor était singulière-

ment rapide. Notre continent s'était montré trop étroit pour le développement simultané de deux peuples-individus aussi puissants, de même que, dans l'antiquité, le monde connu d'alors était incapable d'entretenir Rome et Carthage à la fois, et que l'une de ces deux cités devait être anéantie. Et l'émulation entre les deux géants auxquels l'espace était devenu trop étroit, la lutte à outrance pour l'air, pour la nourriture, pour le soleil, en un mot, la lutte pour l'existence s'engage... C'est dans la concurrence vitale de ces deux peuples qu'on trouve les ressorts plus ou moins secrets de la politique internationale des dernières dizaines d'années; c'est autour de cet antagonisme d'une envergure immense que se groupent, en y adaptant leurs visées, les autres nations; et le conflit mondial n'en est que le dernier acte. Les acteurs principaux sont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, tous les autres ne jouent que des rôles secondaires dans le grand drame. Ce n'est qu'à l'ultime phase de la lutte, lorsque arrive le moment du règlement violent des comptes que les autres nations jugent opportun de faire valoir leurs visées individuelles. Ce n'est qu'alors que le tsarisme russe trouve le moment venu pour restaurer, par une guerre de conquête, son prestige miné et pour prolonger ainsi, pour quelque temps, son agonie. Il y est poussé par l'Angleterre qui voit en lui un allié. Pour atteindre ce but, tous les ressorts de la diplomatie russe entrent en jeu pour inciter contre l'Autriche-Hongrie la nation serbe qui guette déjà depuis des années le moment propice pour réaliser, avec la permission de son puissant protecteur, son rêve de grande puissance. Ce n'est qu'alors que se fraye une voie l'ardent désir longtemps réprimé du peuple français de venger la blessure causée par Bismarck et Moltke. Ce n'est qu'alors que l'irrédentisme italien, roumain et bulgare brise les fers qui jusque là entravaient la liberté de ses mouvements, ce n'est qu'alors qu'il ose ouvertement proclamer ses buts. Ce n'est qu'alors que s'accomplit, comme par enchantement, l'émancipation de toutes les forces jusque-là latentes. Et, au fond de tous ces conflits d'intérêts, se dresse, mettant tout en ombre par ses proportions énormes, la concurrence vitale, tragique et inévitable, des deux colosses de peuples. Voilà où réside la véritable cause du malheur, car si cette lutte eût pu être évitée, tous les autres différends auraient pu rester,

jusqu'à un temps indéfini, dans l'état latent où ils se trouvaient auparavant.

Mais peut-on rendre un peuple responsable de ce qu'il veut vivre et se développer? Peut-on imputer à crime à une nation si elle s'efforce à se garantir les conditions de son existence? Et s'il en est ainsi, peut-on charger de la responsabilité n'importe quel peuple, puisque vainqueur ou vaincu, il n'agit que sous l'empire de la même contrainte irrésistible? La catastrophe devait se produire, parce que ses motifs se trouvaient en dehors de la sphère d'action des hommes et qu'on ne pouvait les supprimer. La constatation de ce fait contient la réponse à la question des responsabilités.

Comte Émeric Csáky.

ALEXANDRE WEKERLE

(Fin.) (2)

Wekerle entre dès lors en lice, pour assurer le sort du projet de loi. Les adversaires de celui-ci se prévalaient des rumeurs mises en circulation sur l'attitude soi-disant récalcitrante que le souverain aurait observée dans cette affaire. Wekerle, pour faire situation nette, tâche de se prémunir de l'adhésion formelle du souverain. Il se rend, le 29 mai, à Vienne pour obtenir que le roi pourvoie, sans retard, aux trois sièges vacants de la Chambre des magnats; que la Couronne témoigne ouvertement en faveur des projets de loi en question, et enfin que le nombre des membres de la Chambre des magnats fût augmenté en proportion, au cas qu'elle se refusât de nouvau à voter les projets lui renvoyés. N'ayant pu obtenir l'adhésion du roi à la dernière de ses demandes, Wekerle donna sa démission, le 1er juin.

La nouvelle de la démission suscite l'émotion publique à Budapest. Une foule énorme acclame le premier ministre, rentrant de Vienne, au soir du 2 juin, l'accompagne, au milieu de chaleureuses ovations, jusqu'au cercle libéral, où les membres du parti déclarent à l'unanimité qu'il est inadmissible, sous un régime constitutionnel, que le gouvernement démissionne, rien que pour n'avoir pas rallié les suffrages de la Chambre des magnats. L'opinion publique du pays entier se prononce en faveur de Wekerle et nombre de municipalités, celle de la capitale en chef, lui confèrent le titre de citoyen d'honneur.

Vu ces circonstances et en raison de l'attitude du comte Khuen-Hédérváry, qui ne se prêtait à la réorganisation du cabinet qu'à condition qu'on maintînt dans leur intégrité, les projets de loi sur les cultes, ce fut encore

Wekerle que le roi chargea de former le nouveau cabinet dans lequel le baron Roland Eötvös avait pris la succession du ministre Albin Csáky.

Après avoir présenté son nouveau cabinet à la Chambre, à la séance de 12 juin, Wekerle fit la déclaration suivante : « Sa Majesté partage les vues de son governement au sujet de la nécessité politique des projets de loi sur les cultes et que, considéré l'état politique du pays, il est du plus haut intérêt gouvernemental que lesdits projets acquissent force de loi, dans le délai le plus court ». Les trois sièges vacants ayant été remplis entre temps, la Chambre des magnats procéda au vote du projet de loi sur le mariage civil obligatoire. Il fut adopté par 128 voix contre 124, donc à une majorité de quatre voix.

La glace était rompue. Ayant plusieurs fois fait la navette, les projets subséquents attendaient leur tour d'être sanctionnés par les deux législations. Les projets sur l'état civil obligatoire et celui réglant la religion des enfants ayant été votés par les deux Chambres, Wekerle se rend, le 25 octobre, à Vienne, afin de les faire sanctionner par le souverain et de hâter ainsi l'adoption des deux derniers projets de loi, dont l'un avait trait à la liberté de l'exercice religieux et l'autre à la religion israélite.

Cependant, la sanction des lois soumises au souverain, n'eut lieu que le 9 décembre. Dès lors, Wekerle dut se rendre à l'évidence que la bonne entente qui devait régner entre le souverain et son premier ministre, condition première d'un bon gouvernement, venait d'être troublée. Il se rendit compte que, pendant les débats sur les projets de lois en question, beaucoup d'influences s'étaient fait valoir à l'intérieur du pays et qui furent renforcées, à la suite, par celles venant de l'étranger, en vue d'impressionner le souverain. Il savait, de source certaine, que la coalition parlementaire ad hoc du gouvernement et de la fraction majoritaire du parti de l'indépendance a produit un effet fâcheux en haut lieu, et qu'on y a pris en mauvaise part la grande pompe déployée lors de l'enterrement de Louis Kossuth. Enfin, il devait se rendre compte de d'appréhension suscitée par la tournée triomphale de François Kossuth, rentrant de l'Italie et préconisant les grandes idées de l'indépendance

nationale, sous l'égide du nom illustre de son père. Quoiqu'on ne le rendît pas responsable de ces faits, il se sentait cependant enveloppé d'une atmosphère glaciale et il prit le décision de se retirer de l'arène politique.

Il donna sa démission le 21 décembre. Le 13 janvier de l'an suivant, Désiré Bánffy, président de la Chambre, fut nommé premier ministre. Les deux derniers projets de loi réglant la question des cultes furent, jusqu'à la fin de la même année, votés et sanctionnés, de sorte que les lois visant l'achèvement de la réforme politique des cultes furent enfin codifiées et acquirent force de loi. Et, bien qu'un parti politique, fondé par le comte Ferdinand Zichy et le chanoine Jean Molnár, se fût constitué en vue d'obtenir la revision immédiate de ces lois, elles continuent invariablement à être en vigueur. Quant à Wekerle, il se retire, conformément à sa résolution, de la vie politique. En 1896, il est nommé président du Haut Tribunal Administratif et il ne quitte cette charge qu'en avril de 1906, date à laquelle il fut de nouveau appelé au gouvernement, pour tirer le pays de la situation critique où il se trouvait alors.

C'est à cette époque que les longs pourparlers entre le gouvernement Fejérváry et les chefs des partis coalisés aboutirent enfin à un accord, aux termes duquel un ministère devait être constitué, comprenant, à part les ministres de l'armée territoriale et des affaires croates, trois membres du parti de l'indépendance, trois autres du parti dit du Compromis de 1867, présidé par un homme politique du même groupe. Le gouvernement ainsi constitué prendrait à charge d'effectuer les engagements contractés dans l'accord susvisé. Les affaires en étant là, le roi, à la proposition de Fejérváry et avec l'assentiment unanime des chefs de la coalition, nomma, le 8 avril, Wekerle président du Conseil.

La tâche qu'il avait assumée était des plus ardues. Lui, homme d'Etat s'inspirant des principes du Compromis de 67, était tenu — tout en se prévalant de l'appui des chefs du parti de l'indépendence ainsi que de la fraction majoritaire du même parti — de gouverner dans le sens du Compromis de 1867.

Il s'ensuit que le pacte servant de base au gouvernement coalisé a écarté les principales exigences du parti de

l'indépendance, notamment toutes celles ayant trait à la langue de commandement et de service de l'armée. Le gouvernement était en outre tenu de respecter les conventions de commerce internationales, conclues entre temps, se bornant à les revêtir de sa sanction, au fur et à mesure des événements. Enfin, sa sphère d'activité sur le domaine des affaires en commun avec l'Autriche était aussi des plus restreintes. La tâche de concilier — même sur un terrain aussi limité — les principes du Compromis de 67 avec les visées des indépendants, demandait donc la plus grande circonspection.

Et de fait, le régime de la communauté douanière avec l'Autriche n'avait point subi de changements notables. Des modifications d'ordre purement formel furent portées en conquête. Les termes tels que « union douanière conclue avec l'Autriche » furent remplacés par ceux de « traités de commerce passés avec l'Autriche » ; les ci-devant tarifs de la communauté douanière autrichienne-hongroise figurèrent désormais comme ceux de la Hongrie autonome, avec la restriction cependant, qu'ils ne seront pas appliqués envers l'Autriche. Enfin les traités internationaux devaient, à l'avenir, être signés de la part hongroise aussi et accompagnés d'un texte hongrois.

En dépit de ses résolutions antérieures, la majorité du parti de l'indépendance dut à la fin consentir à une augmenation de 2% de la quote-part des dépenses communes, fixée au taux proportionnel de 36·4, contre celui de 34·4, en vigueur jusqu'à cette époque. L'état économique du pays, la situation plus favorable des finances, et à plus forte raison, les avantages réalisés par les procédés dévolutifs, instaurés lors de la réorganisation récente des impôts de consommation eurent pour effet d'enrayer toute tentative visant la réduction du taux de la quote-part. Il importe encore d'ajouter, qu'au cours des débats sur le compromis périodique réglant les affaires communes, la prorogation du privilège de la Banque d'Etat figurait aussi à l'ordre du jour. Or, les membres du parti de l'indépendance avaient grand intérêt à ce que le privilège, qui devait expirer en 1911, ne fut pas prorogé, pour s'assurer ainsi main libre quant aux décisions ultérieures qui allaient s'imposer à ce

sujet. C'est en prévision de ces éventualités et en compensation des « concessions » obtenues dans l'affaire de la Banque d'Etat qu'ils souscrivirent à l'augmentation du taux de la quote-part.

Trois années s'écoulèrent, durant lesquelles le gouvernement coalisé, soutenu par la majorité du parti de l'indépendance, parvenait à se maintenir sans incidents notables. Mais, à la fin, les extrémistes, sous l'instigation de Justh et de Holló, firent sécession, et las des compromis incessants que la coalition avec le parti gouvernemental leur avait imposés, ils déclenchèrent un mouvement intransigeant, visant l'avènement de l'indépendance nationale, but primitif du parti. Leur mouvement s'accrut en force, lorsque la Banque austro-hongroise présente, en date du 21 décembre 1908, sa demande en prorogation, son privilège allant expirer à la fin de l'an 1911. Fidèle à son programme, le parti de l'indépendance exige l'instauration d'une banque d'émission autonome hongroise. Cette question ayant partagé le gouvernement lui-même, Wekerle soumet sa démission au souverain, le 26 avril 1909. Il expose au roi que le gouvernement ne serait plus en état de faire face aux événements, à moins qu'il ne fût porteur de concessions, soit au sujet des questions militaires, soit en se qui concernait la reprise des versements en espèce.

Sur ces entrefaites Justh prononce à Makó, le 8 novembre 1909, son fameux discours-programme devant ses électeurs : les membres du parti de l'indépendance l'y accompagnent en foule. Il y trace la nouvelle route à suivre et proclame la lutte pour la Banque nationale. A la proposition de Holló, la question fut soumise à la conférence du parti, réunie le 11 novembre et présidée par François Kossuth. Le vote fut favorable aux partisans de la Banque autonome ; ils remportèrent 120 voix contre 70. La scission du parti s'accomplit. La minorité se groupe autour de François Kossuth et le député Justh est constitué chef de la majorité.

Les événements ayant pris ce cours, Wekerle émet de nouveau ses appréhensions et, en raison du changement survenu dans le groupement des partis parlementaires, se déclare incapable de mener les affaires. Le roi écoute, tour

à tour, Tisza, Andrássy, Lukács, Khuen-Héderváry, mais ne parvient pas à trouver une solution. Un incident, survenu au cours des débats sur la demande des douzièmes provisoires — soumise à la Chambre le 17 décembre — vint à hâter les événements. Dans la séance du 22 décembre, Holló présente une motion à la Chambre, invitant celle-ci à soumettre une adresse ad hoc au souverain, lui demandant l'établissement de la Banque autonome hongroise. La Chambre adopte la motion, par 133 voix contre 99. Wekerle, mis en minorité en pleine Chambre, réitère sa demande en démission, laquelle fut enfin acceptée.

Wekerle se retire entièrement de la vie politique et se livre à la gestion de ses domaines, à Dános. Il est spectateur éloigné des conflits politiques qui se succèdent sous les ministères Héderváry, Lukács et Tisza. Il garde cette même attitude durant les trois premières années de la guerre.

C'est le 20 août de l'an 1917 qu'il réapparaît dans l'arène politique, acceptant, cette fois-ci, pour la troisième fois, la charge de premier ministre.

Il mène les affaires du pays durant 14 mois, en de circonstances exceptionnellement graves. La guerre, dont on n'entrevoit par la fin, pèse de plus en plus sur le pays. La politique économique de l'Entente ne fait qu'accroître encore les misères de l'alimentation et influe même sur la formation des prix. Le gouvernement, à part sa charge de pourvoir à tous les besoins de l'armée, est aux prises avec les difficultés toujours croissantes de l'approvisionnement de la population civile du pays. Le renchérissement général nécessite des mesures gouvernementales de plus en plus radicales. La pénurie en logements prend des proportions angoissantes. En dehors des soucis des affaires intérieures, le gouvernement est constamment préoccupé par le tour que prennent les événements de la politique extérieure. L'administration de la Pologne, de la Serbie et de la Roumanie occupées constitue une charge également lourde. Nous concluons ensuite la paix avec la Russie, l'Ukraine, la Finlande et la Roumanie; les intérêts économiques du pays devaient y être sauvegardés. Enfin, conformément aux vues du souverain, la réforme électorale, à l'ordre du jour depuis 1905, dut enfin être sanctionnée par voie législative, après

avoir été remaniée et étayée à de larges bases. Elle constitua, sous cette forme, l'article de loi XVII de l'an 1918. Mais par suite des événements ultérieurs, cette loi n'était pas entrée en vigueur et se trouve encore être sur le papier.

On poursuivait, en outre, des négociations au sujet d'un traité de commerce à conclure avec l'Allemagne. Le principe fondamental dont on s'était inspiré fut, qu'à l'instar des puissances alliées, qui se proposaient de maintenir, après la conclusion de la paix, les mesures coërcitives prises antérieurement vis-à-vis des puissances centrales, pour les étendre ensuite sur tout le domaine de la vie économique, les puissances centrales devaient à leur tour se coaliser pour faire face au danger d'une guerre économique internationale. Les pourparlers y relatifs furent entamés à l'île S[te] Marguerite, à Budapest, et furent poursuivis à Salzbourg, jusqu'à la fin d'octobre de 1918. Le but était de nouer des relations économiques solides, par l'accord réciproque de faveurs douanières, et d'opposer ainsi, en matière économique, un front unique aux menées hostiles des pays étrangers.

Cependant la nécessité d'une paix hâtée s'imposait de plus en plus, car dès le mois d'août de 1918, l'issue de la guerre n'était plus problématique. La supériorité des forces ennemies, due à l'entrée en action des troupes américaines et l'augmentation constante de l'effectif de l'aviation et des tanks, finirent par ébranler le front occidental allemand. Sur le front de Macédoine, une forte offensive allait se déclancher; sur celui d'Italie, on constatait les symptômes d'une lassitude qui allait en croissant. Enfin, le blocus enrayant tout effort en vue d'assurer la régularité du service d'approvisionnement des troupes éparses, la crise de l'alimentation passait à l'état aigu.

Tout le monde aspirait à la paix. Wekerle, de concert avec les chefs des différents partis, avec Tisza, Apponyi et Andrássy, cherche à entamer des négociations de paix. A l'effet de hâter celle-ci, le ministre des Affaires étrangères, Burián, envoie une adresse aux Etats-Unis de l'Amérique, au nom de la monarchie austro-hongroise.

La situation se trouve être aggravée par le mouvement des nationalités, qui va en augmentant, au fur et à mesure

des événements. Les Tchèques réclament la Slovaquie hongroise; les Yougoslaves exigent Laibach, la Croatie et la Dalmatie. Enfin toutes les nationalités, disséminées aux quatre coins de la monarchie, proclament leurs droits à l'autonomie, se prévalant des principes préconisés par Wilson. A l'intérieur, Michel Károlyi et son parti exigent une paix immédiate.

Au milieu de l'agitation croissante, Wekerle préside conciliabule sur conciliabule, tantôt à Budapest, tantôt à Vienne. Il se rend compte que la coopération harmonique de tous les partis réunis pourrait seul sauver le pays. Il lance le mot d'ordre de la concentration des forces et il s'efforce désespérément d'y atteindre. Ces démarches suprêmes demeurent cependant sans résultat. Enfin, guidé par la supposition que c'est sa personne elle-même qui sert d'obstacle à la solution, il soumet sa démission au souverain. Après avoir écouté plusieurs hommes politiques et ne voyant aucune autre issue à la situation, le roi ne fait pas droit à la démission et déclare, en date du 15 octobre, avoir pleine confiance en Wekerle, tout en le priant de garder ses fonctions.

Cette date, d'ailleurs, fait époque dans l'histoire. Ce fut ce jour que le roi-empereur se décida à réformer la monarchie, en la dotant, par voie d'octroi solennel, d'une nouvelle constitution, basée sur le principe du fédéralisme. Il y eut, ce jour là, séance du Conseil suprême de la Couronne, présidée par l'empereur. (Wekerle n'avait pas pu y prendre part.) L'empereur exposa, dans un résumé approfondi, la situation générale. On était en présence d'un état de choses chaotique, abrogeant les pouvoirs de la Couronne. La Bohème venait de se dérober à l'influence du gouvernement centraliste. Un parti décisif s'imposait pour obvier au danger d'une désagrégation complète, à la veille des négociations de paix. Il fit part de sa résolution de proclamer un manifeste, instaurant la nouvelle constitution fédéraliste de l'Autriche. Bien tard dans l'après-midi, Wekerle parvient à s'entendre, en présence du souverain, avec le premier ministre autrichien, Huszarek, au sujet des mesures à prendre simultanément par les deux gouvernements. Quant à lui, il allait prononcer une déclaration à la Chambre, au nom du gouvernement hongrois. Il ne s'oppose pas au manifeste adressé aux

peuples de l'Autriche, sous réserve qu'on y fasse entrer une formule portant sauvegarde à l'intégrité des pays réunis sous la Sainte Couronne hongroise.

Conformément aux arrangements pris, on proclama en Autriche, en date du 16 octobre, le manifeste qui devait amener la désagrégation complète de l'empire d'Autriche. Le même jour, Wekerle fit, à la Chambre hongroise, sa déclaration, invitant celle-ci à procéder, d'ores et déjà, à la réorganisation de nos institutions politiques, économiques et militaires, à base de l'indépendance nationale et sous le régime de l'union réduite uniquement à la personne du souverain, rompant définitivement avec la communauté dualiste qui régissait, jusqu'à cette époque, la monarchie austro-hongroise. « Ecartons tout sujet propre à nous diviser — ajouta-t-il — oublions les dissentiments nés des anciennes luttes, supprimons les susceptibilités personnelles. Unissons toutes nos forces pour être à même, non seulement de proclamer la Hongrie indépendante, mais de travailler efficacement à la réalisation de nos aspirations nationales.

Le 21 octobre, Wekerle assiste déjà à Vienne — à une conférence réunissant les deux gouvernements — à l'élaboration d'un projet de loi sur l'union personnelle. Pendant ce temps, Károlyi et son parti poursuivent leur campagne contre le gouvernement en tenant en ébullition l'opinion publique.

La chambre entame, sur ces entrefaites, les débats sur l'indemnité fiscale.

C'est au milieu d'un calme apparent que s'ouvre la séance du 23 octobre. Apponyi démontre, avec son éloquence connue, la nécessité de la concentration des partis. Aladár Balla, qui prend la parole après lui, s'attaque avec véhémence au gouvernement. Pendant qu'il parle, la nouvelle se répand subitement que le couple royal, se rendant à Debreczen, pour assister à l'inauguration de l'Université, y a été accueilli aux sons, très impopulaires en Hongrie, de l'hymne officiel de la maison d'Autriche, joué par l'orchestre militaire. La consternation est générale. Le président de la Chambre, Charles Szász, suspend la séance. Après la réouverture, il condamne, du haut du siège présidentiel et de concert avec le gouvernement, cet acte d'indélicatesse, sous

réserve de la confirmation des nouvelles y relatives. C'est au milieu de l'agitation croissante que Balla continue son discours. Tout à coup Károlyi lui remet une feuille. Il en donne lecture et informe la Chambre que les soldats croates du 79e d'infanterie, à Fiume, ont livré assaut à la caserne des honvéds; désarment les troupes hongroises; occupent les établissements de la régie des tabacs et le palais du tribunal; arrêtent le procureur d'Etat Bálint et relâchent enfin les détenus italiens. Un grand vacarme éclate à ces nouvelles. La séance est de nouveau suspendue.

Le président du Conseil se retire pour délibérer avec les chefs des partis, au nombre desquels se trouvent Apponyi, Andrássy, Tisza et Vázsonyi. Károlyi ne paraît qu'après s'être fait longtemps attendre. Après une conférence prolongée, à la réouverture de la séance, Wekerle se lève et prononce les paroles suivantes:

« Les circonstances s'aggravent de minute en minute. La seule condition de conjurer la catastrophe qui nous menace, c'est d'unir incontinent toutes les forces nationales. M'inspirant des nécessités de l'heure actuelle, je me rendrai demain auprès de sa Majesté en lui déclarant que je ne me sens plus de force de mener les affaires et je conseillerai en même temps à sa Majesté de procéder immédiatement à la constitution d'un cabinet où, à part les partis politiques de la Chambre, les forces nationales du pays entier soient représentées. »

Le lendemain, le 24 octobre, Wekerle soumet sa démission au roi, en séjour alors à Gödöllő. Elle est acceptée sur-le-champ. Dès lors, les événements se précipitent. Huit jours après c'est le débâcle, la révolution, puis la soi-disant république des conseils et enfin la paix dictée du Trianon.

Et maintenant, mutilés, économiquent ruinés et moralement affaiblis, ce n'est qu'avec découragement que nous pouvons envisager l'avenir.

Mais en jetant un coup d'œil rétrospectif sur l'époque où Wekerle, aidé de ses brillantes qualités, parvint à enrayer le dépérissement économique du pays, tout en lui procurant, au fur et à mesure, prospérité et bien-être, nous devons nous rendre compte que le salut de notre pays réside dans la concorde et dans la persévérance, et en tout premier

lieu dans le travail lui-même. C'est le seul travail qui assure notre avenir.

Qu'il me soit permis, en terminant, de me servir d'une phrase de Wekerle, tirée d'un de ses traités économiques, écrit en 1901, où il constate que « La raison du prompt épanouissement économique de la Hongrie réside dans le travail prodigieusement assidu auquel elle s'était livrée. »

Travaillons.

Alexandre de Matlekovits.

L'ORIENTATION DE NOTRE POLITIQUE EXTÉRIEURE

I. *Roumanie.*

Dans l'ancienne monarchie austro-hongroise, il n'y avait pas de politique extrérieure magyare.

Luttant, pendant un demi-siècle, pour faire valoir l'esprit du Compromis de 1867, c'est à peine si nous avons réussi — bien difficilement — à obtenir quelques concessions militaires, mais nous ne pouvions guère y penser dans les affaires extérieures où l'esprit autrichien de la *Gesammt-Monarchie* régnait d'une façon absolue.

Cette situation restait inchangée même alors que le poste du ministre des Affaires étrangères était rempli par un Hongrois. Dans ces conditions, notre opinion publique ne s'intéressait que bien rarement aux affaires extérieures; quant aux gouvernements, cette indifférence était plutôt pour leur plaire, parce que, ainsi, ils ne se sentaient pas obligés de prendre la responsabilité de choses dont on décidait souvent à leur insu. Le goût et l'intérêt aux affaires étrangères s'émoussèrent donc peu à peu chez nous; et lorsque, après l'assassinat de Sarajevo, le comte Tisza mit tout en œuvre pour éviter la guerre, ses efforts furent vains, parce que la situation d'alors, et qui s'était faite sans nous, rendit impossible toute solution pacifique.

Maintenant que, par suite du démembrement de l'ancienne monarchie austro-hongroise, notre pays est obligé de faire une politique extérieure indépendante, examinons quelles en sont les possibilités. J'ajoute que je ne les envisage qu'au point de vue d'un observateur analysant les choses à la lumière de la logique; j'admets donc que je pourrais arriver — peut-être — à d'autres conclusions si j'avais les renseignements que possède seul le gouvernement. Les considérations ci-dessous ne s'appuyeront, par conséquent, que sur des

documents fournis par la logique, sur la combinaison des problèmes européens, qu'ils soient de nature ethnique, économique ou sociale, et sur les leçons de l'histoire.

Les auteurs du traité de paix de Trianon ne se sont pas contentés seulement de la mutilation de notre pays; ils ont complété leur œuvre de destruction en nous rendant la vie impossible. Si l'Entente avait pris un peu plus au sérieux les principes wilsoniens, elle aurait pu faire la paix sans nous ôter les conditions de la vie et du développement. Dans son excellent livre, et sur la carte y jointe, M. Tisseyre, le député hongrophile connu, indique comment il aurait fallu agir pour cela. La Conférence de la Paix — dit-il — aurait dû nous laisser: 1° la partie du Nord qui comprend Pozsony, les territoires de langue hongroise, les gisements de minerai de Gömör, ainsi que Kassa et les départements ruthènes lesquels ne sont point contents de leur transfert à la Bohême; 2° une partie de l'Est et du Sud-Est, et dans ce but, il eût fallu fixer la frontière au delà de la voie ferrée de Szatmárnémeti—Arad—Temesvár, à 30 ou à 35 kilomètres à l'est de celle-ci, par quoi nous aurions pu garder les Hongrois y habitant; 3° toute la Hongrie Occidentale, ainsi qu'une portion des territoires annexés à la Yougoslavie; de cette façon, tout en causant à la Hongrie des blessures sanglantes et douloureuses, on aurait pu trouver, avec un peu de bonne volonté, une solution plus juste et, en même temps, plus accomodée aux exigences de la vie économique. Cela nous aurait permis de travailler, loin de toute aventure irrédentiste, à remettre sur pied notre pays et à poursuivre une politique démocratique. *Mais c'est justement cela qu'on n'a pas voulu;* on n'a pas voulu que le calme se rétablît chez nous et que la Hongrie se relevât économiquement; on a eu, au contraire, pour but d'y créer une atmosphère de haine où la nation même la plus pondérée perdrait la tête et dans laquelle les problèmes sociaux, loin de pouvoir être résolus, s'envenimassent de plus et plus. Afin de nous mettre dans l'impossibilité d'orienter notre politique extérieure vers l'un des Etats successeurs, on a arraché des grands lambeaux purement hongrois de la chair de Hongrie pour les jeter en pâture à nos voisins et pour empêcher ainsi tout rapprochement

amical. Nos ennemis l'ont donc sur tous les points emporté à la Conférence de la paix; et quand nous aurions eu des Talleyrand ou des Bismarck, il leur eût été difficile d'y défendre nos intérêts.

Dans la situation que le traité de paix nous fit, nous avions deux tâches de politique extérieure à remplir. Premièrement, nous devions nous efforcer de briser le cercle de fer forgé autour de nous. Dans ce but, il nous aurait fallu nouer des relations avec l'un des Etats successeurs afin de sortir de notre isolement, de satisfaire quelque peu nos aspirations d'expansion économique et de contrebalancer les mesures hostiles que nos autres voisins avaient prises contre nous; et si cela avait réussi, la Hongrie aurait pu espérer — soit par la voie diplomatique, soit par une autre voie — la réparation partielle des injustices du traité de Trianon. Ensuite, nous devions tâcher de trouver — soit par l'intermédiaire d'un des Etats successeurs, soit directement — une telle amie parmi les grandes puissances qui nous protégeât auprès de l'Entente et qui prît énergiquement notre parti en cas de complications probables.

Voyons d'abord, du point de vue de la première combinaison, la Tchéco-Slovaquie. Si elle devenait notre amie, cela exigerait de nous de sacrifices économiques considérables et ne nous rendrait que très peu de services; il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation de l'industrie tchèque pour s'en convaincre. Outre cela, parmi tous les Etats successeurs — y compris même la Pologne — c'est la Tchéco-Slovaquie qui semble être la moins consolidée; d'une construction artificielle, elle hérita de tous les maux de l'Autriche question de nationalités insoluble, structure économique disproportionnée, problèmes économiques et de religion extrêmement compliqués, voisins implacables, etc. Dans ces circonstances, la Bohême ne nous offrirait d'avantages que dans le cas où, passant à une politique plus raisonnable, elle nous ferait des concessions territoriales propres à nous dédommager, au moins en partie, des injustices commises envers nous, — nous pensons au Csallóköz, à Komárom, à Gömör, aux départements ruthènes, — mais, selon toute probabilité, les Tchèques ne feront cela que si l'on les y force.

Le fait est que, jusqu'aujourd'hui, ils ne se sont pas montrés enclins à s'assurer notre amitié par des sacrifices quelconques. Ils savent d'ailleurs qu'ils ne pourraient compter sur nous dans le conflit qui les opposera, tôt ou tard, à l'Allemagne — et même peut-être à la Pologne; voilà pourquoi ils cherchent à faire échec à tous nos efforts de relèvement et, en agissant ainsi, ils restent fidèles à l'esprit du traité de Trianon. On sait que c'est la Bohême qui eut l'idée de créer la Petite Entente n'ayant pour but que d'anéantir la Hongrie. Toutes les conventions conclues, depuis 1919, entre les Etats successeurs, furent dictées par la jalousie et la haine qui remplirent le cabinet de Prague contre nous. C'est sur la proposition de celui-ci que la Yougoslavie, la Roumanie et la Bohême ont passé, en 1921, un accord aux termes duquel si l'une d'elles était attaquée par la Hongrie, les autres interviendraient militairement; et l'on ne croit guère se tromper en affirmant que la tentative que les Etats successeurs ont faite, l'autre jour, afin de s'immiscer dans nos affaires intérieures, était due à M. Benes.

Pour ce qui est de la Yougoslavie, bien qu'elle ait une armée plus forte que la Bohême, elle aurait cependant un grand intérêt à pratiquer une politique de réconciliation envers nous, vu l'antagonisme où elle se trouve vis-à-vis de l'Italie, antagonisme qui pourrait vite dégénérer en conflit. Pour se rapprocher de nous, elle n'aurait pas à faire de grands sacrifices, puisque personne ne pense plus chez nous à remettre en question la Croatie; mais, malgré cela, elle n'a jusque-là rien fait pour gagner notre amitié. Au contraire, c'est elle qui poursuit, à l'égard de nous, la politique d'exclusion économique la plus âpre, en démontrant, par là, qu'il est plus facile de ravir — poussé par un impérialisme effréné et au mépris du droit et de l'équité — des territoires à son voisin, que de pratiquer, pour garder au moins une partie de ceux-ci, une politique sage, conciliante et prévoyante. Et comme la Yougoslavie s'était ralliée de toute son âme à la politique anti-hongroise de la Bohême, il est compréhensible que notre pays n'ait montré, jusqu'ici, que peu de zèle pour se rapprocher d'elle.

Quant à la Roumaine, la situation intérieure n'en est

pas meilleure que celle de la Bohême. Le problème de Transylvanie, — où, outre les 2 millions de Hongrois, il y a encore les Roumains qui sont également mécontents, — semble insoluble; il en va de même de la Bessarabie. Au point de vue de la politique extérieure, c'est la Roumanie qui se trouve, parmi les Etats successeurs, dans la position la plus défavorable, attendu qu'elle est placée parmi trois pays hostiles: la Hongrie, la Russie, la Bulgarie. Il n'est pas douteux que la Russie saisira la première occasion pour reprendre la Bessarabie; cela arrivera inévitablement, quelle que soit la forme du gouvernement, soviétique, socialiste — comme du temps de Kerensky — ou tzariste. Et il n'est pas difficile de prévoir si, en cas de victoire, elle se contenterait de la Bessarabie ou si elle voudrait étendre la main sur la Bukowine aussi.

Si la Russie attaquait la Roumanie, celle-ci ne pourrait compter sur ses protecteurs actuels. L'Angleterre verrait de bon œil que les aspirations russes se tournassent, au lieu de l'Asie, vers la Roumanie; en ce qui concerne la France, toute son attention étant fixée sur le Rhin, elle ne pourrait venir en aide aux Roumains; même, en cas d'une tension anglo-française, elle ferait tout pour se raccommoder avec la Russie. Et comme la Bohême et la Yougoslavie n'ont aucun intérêt à combattre la Russie, la Roumanie ne saurait compter que sur la Pologne. Tout devrait donc la porter à se réconcilier avec nous, afin de s'assurer notre neutralité au cas où elle aurait la guerre avec les Russes. Sa situation dans la politique extérieure, ainsi que le problème de Transylvanie lui prescrivent également cette orientation: et si elle se raccommodait avec nous, elle y gagnerait économiquement aussi, la production hongroise et roumaine étant destinées, par la nature, à se compléter mutuellement.

Cependant, les Roumains ne semblent pas encore être pénétrés de ces idées. Il paraît, au contraire, qu'ils penchent, avec les Tchèques, à trancher par la violence la question hongroise. C'est ce qui les a poussés à se rallier à la Petite Entente; c'est ce qui les empêche de voir le danger qui les guette du côté de Nord-Est. Depuis leur promenade militaire à Budapest, — qu'ils finirent en emportant un énorme butin, — jusqu'à leur démarche de l'autre jour, et laquelle

était fondée sur de vains prétextes, les Roumains ne firent jamais preuve de sentiments équitables envers nous; et, au point de vue commercial, ils cherchaient trop souvent à nous faire des difficultés.

J'ai le sentiment que, dans une certaine mesure, nous sommes aussi responsables de cette situation, car nous avons manqué l'occasion d'amener la Roumanie à la considération des points de vue développés plus haut et de la convaincre, par là, qu'une amitié hongro-roumaine, fondée sur des bases raisonnables, lui serait beaucoup plus profitable que les armées de tous les Etats successeurs.

Dans ces circonstances, il paraît que nous ne saurions plus nous appuyer sur aucun de nos voisins pour contrecarrer les efforts de la Petite Entente.

Par conséquent, la Hongrie doit s'orienter ailleurs.

II. *Italie.*

Peut-être les dirigeants de notre politique extérieure pourront-ils éviter, avec beaucoup de prudence et d'adresse, que les Etats successeurs, remplis de haine envers nous, ne se jettent pas sur notre pays, mais, comme on l'a vu plus haut, il n'est guère probable que nous puissions avoir, dans le prochain avenir, d'intimes relations avec eux.

Quant à l'Autriche, elle ne représente qu'une station d'expériences pour la Société des Nations, sur laquelle l'Entente essaye la bonté de son cœur et les principes wilsoniens. Bien que naguère le chancelier Seipel fût cordialement reçu à Budapest, il ne faut pas oublier que l'Autriche s'engagea de plusieurs façons envers la Bohême, et cela au moment même où, profitant de ce que nous étions désarmés, elle nous arracha une partie de la Hongrie occidentale. Nous ne pouvons donc guère compter sur elle, car même quand elle le voudrait, sa situation dépendante l'empêcherait de se mettre sérieusement de nos côtés.

Au point de vue de l'orientation de notre politique extérieure, hélas! il ne peut s'agir actuellement de l'Allemagne. Entre elle et nous, il n'y a pas d'antagonisme politique. Nous saurions nous entendre même sur la Hongrie occidentale qui, en cas d'un conflit européen, deviendrait,

probablement, un problème hongro-allemand. Et l'antagonisme polono-allemand ne mettrait pas non plus d'obstacle à ce que nous nous orientions vers l'Allemagne, puisque notre amitié traditionnelle pour la Pologne est plutôt *unilatérale*, car la Pologne officielle saisit avec ostentation toute occasion pour montrer son indifférence envers nous, en affirmant, en même temps, la sympathie qu'elle a pour la Roumanie, ce qui est compréhensible d'ailleurs, les deux pays ayant un ennemi commun : la Russie.

Aucun problème de la politique extérieure ne nous sépare donc de l'Allemagne ; par contre, nous avons pour elle des sympathies signées, pendant la guerre, d'un océan de sang ; en outre, la communauté des malheurs qui se sont abattus sur elle et nous, n'a servi qu'à notre rapprochement mutuel. Et cependant, si grand que soit le rôle des sympathies réciproques dans les alliances, la Hongrie ne pourrait penser à s'orienter actuellement vers l'Allemagne, car cela ne pourrait l'aider à réaliser ses buts nationaux. (Nous reparlerons des possibilités d'une orientation vers l'Allemagne à propos de la Russie.)

En ce qui concerne l'Angleterre, nous n'avons rien à espérer d'elle. Notre pays pourra y trouver quelques amis dans le parlement ; peut-être, à propos des réparations, le gouvernement anglais dira-t-il quelques mots en notre faveur ; on peut même admettre qu'il s'élèvera aussi contre quelques injustices trop évidentes, comme, par exemple, la tentative de la Petite Entente de s'immiscer, à tout prix, dans nos affaires intérieures ; mais, tant que la situation européenne restera telle qu'elle est, les Anglais ne feront pas probablement autre chose pour nous. On sait même que, après la défaite des Grecs, les Anglais avaient voulu faire créer, contre la Turquie, une coalition *roumano-serbe ;* aussi longtemps donc qu'ils auront besoin, contre les Turcs, des Serbes et des Roumains, la Hongrie ne pourra guère compter sur leur concours pour obtenir une révision du traité de Trianon. (Tout cela peut naturellement changer d'un jour à l'autre.)

Quant à la France, nous saurions encore moins compter sur elle. Les dirigeants de nos Affaires étrangères font très bien d'éviter toute occasion qui pourrait nous opposer

à cette puissance très forte, très rancunière et réalisant ses buts politiques par le feu et le fer, mais, sur une sympathie active de la part de la France, nous ne pouvons pas compter. Les pays dont la politique jalouse est prête à fondre sur la Hongrie pour l'étrangler si elle s'apprête à faire le moindre mouvement, sont pour la plupart des créatures de la France et, actuellement, elle est encore attachée par des liens politiques trop nombreux à ces Etats vassaux, — liens qui gagnent en importance en raison du refroidissement de ses rapports avec l'Angleterre — pour qu'elle s'empresse de réparer les torts commis, avec son concours, à notre égard.

Dr. Maximilien Fenyő.

(La fin au prochain numéro.)

LA SITUATION INTERNATIONALE DU MONTÉNÉGRO

Dans l'ivresse d'une victoire attendue avec plus ou moins de conviction, les pays de l'Entente, grisés par les événements dépassant de bien loin leurs espoirs, édictèrent des traités qui bouleversèrent l'Europe centrale et les Balkans, en se rendant coupables des pires injustices et de spoliations odieuses. Viciant sciemment les fameux principes, au nom desquels ils soulevèrent et organisèrent pour la guerre les trois quarts du monde, les Alliés adoptèrent ces mêmes procédés qu'ils reprochaient aux autres et, pis encore, ils en inventèrent de nouveaux, jusqu'alors inconnus dans les annales de l'humanité civilisée.

Tel est précisément le cas de l'injustice criante commise à l'égard du benjamin « allié », le Monténégro.

Ce fut durant la guerre qu'on décida de simplifier la carte des Balkans en effaçant le minuscule royaume séculaire. Les documents secrets de la diplomatie tzariste (documents encore inédits), prouvent que, durant les pourparlers italo-anglais, engagés en vue de l'entrée en guerre de l'Italie (mars 1915), la France et l'Angleterre vendaient en marchandant le Monténégro. Remarquons-le bien : cela se passait à l'époque où ce petit pays, croyant aux promesses fallacieuses des Alliés, soutenait, au prix de sacrifices surhumains, une lutte inégale « pour le triomphe du principe sacré de la liberté des petits et opprimés ».

Vint l'invasion austro-hongroise et l'exil en France. L'Entente fit alors des efforts remarquables pour détruire le « colossal » Monténégro. Des cerveaux « puissants » préparèrent longuement, au Quai d'Orsay, les subterfuges dialec-

tiques pour justifier, le moment venu, l'élimination *de jure* de ce gênant « allié », vendu depuis longtemps, et des célèbres généraux étudiaient avec soin les préparatifs militaires pour l'anéantissement *de facto* de ce pauvre condamné. La diplomatie de M. Clemenceau, très accessible au chant des sirènes belgradiennes, attendait, toute hérissée, aux Conférences de la Paix que quelqu'un osât nommer le Monténégro . . . Et des dizaines de millions de francs alimentaient la presse et préparaient l'opinion publique.

Mais, dans ces sortes d'affaires, les préparatifs ne sont jamais suffisants et il arrive toujours des imprévus et des inconnus. Aussi cette affaire échoua-t-elle à cause de quelques incidents, parmi lesquels on doit compter celui qu'occasionna la résistance du peuple monténégrin à se soumettre à ces savantes intrigues. Il n'y a pas lieu d'étudier ici les causes de cet échec, qu'il nous suffise de constater que l'Entente lâcha brusquement de son étreinte « amoureuse » le malheureux pays et, comme gênée d'avoir été surprise en flagrant délit, n'acheva pas la victime.

De là, au point de vue international, une situation ridicule et dangereuse. En effet, demandez aux hommes d'Etat alliés si le Monténégro existe au pont de vue juridique et international. Ils vous répondront avec candeur, à la manière des amoureux qui effeuillent les pétales d'une marguerite: « un peu, beaucoup, pas du tout, un peu . . . . . ». Réellement, ils ne peuvent vous répondre, car ils ne le savent pas. Et comment pourraient-ils le savoir, quand, malgré le fait accompli de l'occupation forcée, la situation de droit est rendue, par les erreurs de l'Entente elle-même, aussi embrouillée et aussi compliquée que répondre revient, pour l'Entente et ses hommes d'Etat, à se condamner eux-mêmes. Voyons. Chacun sait aujourd'hui que le Congrès de Berlin (pour ne citer que les traités d'un passé peu lointain) affirma et confirma l'existence de l'Etat monténégrin. Son éventuelle disparition de la famille européenne devrait donc, elle aussi, être sanctionnée par un aréopage international. Et cela non seulement n'a jamais eu lieu, mais le Conseil suprême de Paris a décidé (en janvier 1919) que « les représentants du Monténégro seront convoqués, lorsque la situation intérieure de ce pays sera éclaircie » (inutile de dire que ce Conseil fit tout

son possible pour que, durant la Conférence, cette situation ne s'éclaircisse pas du tout).

En outre, l'Entente victorieuse, se leurrant d'un vain espoir, laissait le peuple monténégrin se débattre entre les mains de ses bourraux, persuadée que la victime succombera bientôt et qu'eux, les Alliés, n'auront qu'à enregistrer son suicide. Cette façon d'agir dont l'Entente chercherait vainement un précédent chez les alliés de ses ennemis d'hier, détermina les vainqueurs à ne pas mentionner le Monténégro dans les traités, signés après l'armistice en France. De cette sorte, *aucun* instrument diplomatique ne lie le Monténégro, ni ne compromet sa situation juridique internationale. Effectivement donc, cet Etat existe et même, théoriquement, il se trouve en état de guerre avec les pays centraux et leurs ex-alliés.

Les Alliés, de leur côté, sont mis par ce curieux état de choses dans une situation . . . digne de leurs hommes d'Etat. Ils ne peuvent toucher à la question monténégrine, car il faudrait la porter devant une conférence internationale, ce qui veut dire qu'ils consentiraient à dévoiler devant l'opinion publique mondiale toute la misère de leurs procédés; ils ne peuvent, d'autre part, retourner en arrière et corriger leurs évidentes erreurs, car ils manquent de moyens pour arracher la victime aux Serbiens.

Et, pourtant, l'Entente est consciente du péril que présente cette triste alternative. Elle sait, par exemple, que le danger des surprises que les habitants du Monténégro peuvent susciter, est latent, et que quelques-unes des Puissances alliées pourraient être tentées, d'un moment à l'autre, de se servir de cette question, restée indécise, pour renverser bien des projets difficilement établis et encore à peine mis en pratique.

Cependant, il ne reste à la France et à l'Angleterre qu'une seule voie à suivre: se taire! Elles le font de leur mieux et tâchent aussi de faire taire ceux qui montrent des velléités pour en reparler.

En attendant, les représentants consulaires du Monténégro continuent à fonctionner, comme par le passé, dans un grand nombre de pays; les passeports monténégrins sont reconnus par les autorités de presque tous les Etats: le

gouvernement du royaume de Monténégro communique avec les autres gouvernements, et Tchitchérine demande à la Conférence de Gênes: « où est le Monténégro?!... »

En somme, nous pourrions répondre à la question si, internationalement, le Monténégro existe, bien qu'on veuille l'avoir tué, à la manière de Galilée: *« e pur si muove! »*

Paul Popovitch.

LA HONGRIE ET L'HYGIÈNE INTERNATIONALE

A Son Exc. M. le comte **Albert Apponyi**,
président de la Société des Affaires Étrangères.
Hommage respectueux.

La valeur intrinsèque d'une nation par rapport aux autres dépend du degré de sa civilisation ou, pour nous servir d'un terme technique, de la pesanteur spécifique de sa culture intellectuelle. Cependant, en cherchant à définir les critères de cette culture, il ne suffit pas de mettre en balance ni une susceptibilité d'un bon aloi, ni une bonne volonté manifeste, ni même un enthousiasme bruyant; il s'agit plutôt de savoir distinguer d'entre les différents facteurs intellectuels et de se montrer capable de les adapter à son génie national en se les assimilant à ses propres besoins. Mais ce qui décide en dernier ressort, c'est l'aptitude de traduire dans la réalité les applications pratiques d'une branche quelconque de la science et, surtout, la faculté de parvenir à des résultats scientifiques nouveaux en se servant des valeurs intellectuelles assimilées ou même, d'y arriver de sa propre initiative, si ces dernières venaient à manquer.

Durant un millénaire, la Hongrie, jouant le rôle de tampon entre l'Orient et l'Occident, en état de guerre presque permanent, s'est montrée capable, non seulement d'approprier et d'assimiler les produits de la civilisation occidentale, mais elle sut aussi les adapter aux besoins de la vie pratique, autant que cela paraissait désirable ou nécessaire, et en dépit de sa situation constamment précaire, elle sut prendre l'initiative même, sous bien des rapports.

Si les créateurs inconsidérés du malheureux traité de Trianon s'étaient seulement douté du crime qu'ils ont

commis envers l'humanité entière en déchirant la Hongrie, en la frustrant de ses frontières géographiques et ethnologiques naturelles, ils n'auraient pas tracé d'une main légère, sur la carte, des frontières divisant non seulement des rues et des maisons, mais jusqu'à des chambres à coucher, de sorte que les époux y habitant, le soir venu, s'en vont regagner dans de différents pays leur lit respectif. S'ils s'étaient tant soit peu douté de l'extrême importance qu'ont les frontières tracées par la nature sous le rapport de la civilisation, ils n'auraient pas promis que les commissions de délimitation répareraient, en quelque sorte, les torts que la Hongrie a subis du chef de la spoliation de ses frontières naturelles. Car où que les commissions auraient porté — ce qu'elles ont d'ailleurs négligé de faire — les nouvelles frontières, des lignes tracées à travers champs ne sauraient constituer, du fait, de frontières définitives.

Que la Hongrie s'est montrée, à un haut degré, capable — au milieu de circonstances toujours graves — de s'assimiler les bienfaits de la civilisation, tout en les faisant valoir dans la pratique avec un succès merveilleux, c'est surtout visible dans le domaine de l'hygiène publique. Notre pays rendit — sous ce rapport — de services signalés au progrès général, soit qu'il enrayât, dans leur marche, les maladies épidémiques venant de l'Orient, soit qu'en les combattant efficacement, il parvînt à en réduire le danger à de telles proportions que les nations cultivées de l'Occident ne furent presque point atteintes du fléau qui semblait menacer de ruine le monde entier.

Voici quelques données sur les grandes épidémies connues par l'histoire.

La première épidémie de choléra des années 1817 à 1823, qui part de la Russie, nous atteint en 1823 et s'étend ensuite sur l'Europe entière, faisant partout d'immenses ravages. C'est la première grande épidémie dont nous avons eu à souffrir et que nous avons combattue en même temps avec tous les moyens connus par la science médicale de cette époque. La deuxième épidémie de choléra (de 1826 à 1832) venant des bords du Gange et gagnant par la suite la Russie et la Pologne, nous atteint au mois de juillet de l'an 1831. Grâce aux mesures prises, telles que la défense

par la propreté générale, la surveillance de l'alimentation, l'inhumation des cadavres dans des fosses à chaux, l'épidémie perd de sa vigueur et ne s'étend pas vers l'Occident. Il est vrai qu'en 1832, de navires hollandais s'en vont transplanter le fléau en Amérique, d'où la contagion regagne l'Europe, à travers l'Espagne, mais elle ne s'étend pas au-delà de l'Allemagne.

La troisième grande épidémie de choléra dure de 1846 à 1855. Elle prend ses origines en Perse, se propage dans la Mésopotamie, dans le Caucase, dans l'Arménie, dans l'Orenbourg et en Sibérie. En 1848, elle atteint l'Allemagne et, en 1849, l'Angleterre même. Grâce à de sérieuses mesures de prophylaxie, nous arrivons à confiner le mal à nos frontières. Toutefois, la contagion pénétra chez nous en 1848, implantée par l'armée russe envahissant notre pays. Malgré le trouble où nous jeta la révolution et réduits uniquement à nos seules forces, nous parvenons néanmoins à avoir raison du mal terrible, et lorsque l'épidémie recommence à sévir dans les pays environnants et nous atteint en 1854, nous l'enrayons si radicalement que nos voisins d'Occident en restent indemnes.

La quatrième épidémie qui remplit l'époque de 1863 à 1873 et dont le foyer fut aux Indes, atteint en 1865 la Turquie et la Russie pour nous gagner peu après. Elle attaque ensuite l'Autriche par le Sud. D'ici elle se propage dans les pays occidentaux où l'on s'efforce vainement à lui opposer une résistance.

La cinquième épidémie venant de Bombay, envahit l'Egypte et le Soudan, gagne la France et l'Italie, ainsi que d'autres pays méditerranéens. Elle nous atteint du côté de l'Italie en 1886, mais ne pénètre point au-delà de nos frontières. Il en fut de même des deux épidémies suivantes, dont la première a duré de 1892 à 1896, et la seconde de 1902 à 1907. Celle-ci, arrêtée à nos frontières en 1906, avait épargné, elle aussi, les pays occidentaux.

Lors de la deuxième grande épidémie, en 1832, on prit chez nous les mesures prophylactiques suivantes: *a)* surveillance rigoureuse des frontières, *b)* augmentation du nombre des établissements de quarantaine, avec réclusion obligatoire de 28 jours, *c)* des médicins sont envoyés dans tous les

coins du pays pour instruire le peuple sur les mesures prophylactiques individuelles, surtout en ce qui concerne la propreté et l'alimentation, *d)* ceux-ci organisent en même temps, dans chaque commune, la défense publique, *e)* le gouvernement envoie, aux lieux menacés, des commissaires spéciaux revêtus de plein pouvoir; notamment François Ürményi est envoyé à Fiume, le comte Antoine Majláth, préfet de Zemplén, aux frontières de Galicie, et le comte Sigismond Perényi, dans les comitats de Bereg et de Mármaros et en Transylvanie.

Ils suspendent les foires, ferment les écoles et les églises, prohibent les cérémonies d'enterrement et les pèlerinages, ainsi que tout rassemblement public; ils envoient partout des médecins spéciaux qui, de concert avec les autorités, veillent à ce que les mesures prescrites, propres à combattre les dangers résultant de l'extension que venait de prendre le mouvement commercial, soient rigoureusement observées. Ainsi ils annihilent les vivres, font brûler les vêtements suspects ou usagés et font soumettre à l'action du soufre les valises et effets des voyageurs venant des parages suspectés. Bien qu'on parvînt à confiner le fléau à nos frontières occidentales et septentrionales, en quoi les masses congrument instruites du peuple furent d'un précieux secours, une nouvelle épidémie vint à éclater à Presbourg, aux années 1866 et 1867, y implantée par l'armée autrichienne, ainsi qu'à Győr, où la contagion fut introduite par des équipes ouvrières venant de l'Istrie et de la Carinthie, employées aux ouvrages de canalisation. On réussit cependant à localiser le mal dès son début.

A cette époque, les commissaires d'Etat furent remplacés par des inspecteurs sanitaires, tous médecins de leur état et délégués par le ministre de l'Intérieur.

Lors de la réapparition du choléra, en 1892, dans les provinces danubiennes et quand le mal eût bientôt atteint la ville de Budapest même, ou instaura aux frontières de l'Est et de l'Ouest — en correction aux anciennes mesures auxquelles les perfectiones requises furent pourtant apportées entre temps — quarante-huit nouvelles stations d'observation, autant de laboratoires conformément aménagés. Grâce à ces mesures, on ne compte à Budapest que 889 cas de maladie,

dont 499 mortels. A Vienne, à la même époque, les cas mortels atteignent le chiffre de 270.000. L'an suivant, un vagabond venant de la Galicie implante le mal à Szatmár-Németi, d'où il suit le cours du Szamos et de la Tisza, atteint la Transylvanie, prend de plus grandes proportions à Győr, et finit par sévir en 53 comitats, soit dans 650 communes. Le nombre des malades monte à 6753, avec 3773 cas mortels. Cependant, le mal n'atteint pas les pays occidentaux ; nous les en avons préservés.

Les grandes épidémies de peste, qui nous ont relativement moins souvent atteints que celles du choléra, accusent les mêmes symptômes du point de vu historique. Je ne parle point ici — bien entendu — des épidémies des temps anciens, ni de celles du moyen-âge, car en ces temps-là on n'était point encore à même de les combattre scientifiquement. Il en résulte, pour ne citer qu'un exemple, que rien qu'au XIVe siècle (de 1356 à 1450), on relève 250 millions de cas mortels constatés. Mais quelques années plus tard, lorsque l'épidémie commence de nouveau à sévir, nous n'avons plus recours — pour la combattre — aux moyens dont on usait encore dans ces époques de superstition où l'on brulait sur le bûcher les gens réputés sorciers, ce qui se faisait encore en France dans ces temps-là. Par contre, chez nous, on interdit tout rapport avec les malades et on enfouit les victimes, loin des endroits habités, dans de fosses pleines de chaux vive. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, nous avons recours, entre autres, à des cordons sanitaires très rigoureux. Lorsque plus tard, en 1813, la peste se déclare aux environs de Brassó, nous parvenons promptement à la localiser, grâce aux mesures énergiques, prises dès le début du mal.

En vue de combattre la fièvre typhoïde, nous procédons à l'adduction, dans les grands centres d'habitation, d'une eau saine et pure, ce qui a pour effet de réduire en 1905, à Budapest, la mortalité à 1·59%, par rapport au pourcentage de 4·62, établi antérieurement. A la même époque, le pourcentage de la mortalité accuse à St-Pétersbourg 13·30, à Madrid 3·50, à Rome 3·59. Dans les autres pays de l'Occident, le pourcentage est inférieur au nôtre.

En ce qui concerne la variole, peu après le succès des recherches de Jenner, nous introduisons chez nous, dès

l'année 1799, le procédé de l'inoculation vaccinique, de sorte qu'en 1804, elle est déjà généralement répandue, en 1842 elle devient obligatoire; cependant cette mesure n'acquit force de loi que par l'article de loi XIV de l'an 1876. Le progrès réalisé sur ce domaine s'accuse par les données suivantes: en 1873 le nombre des victimes est de 5707, en 1907 nous ne comptons que 146 cas et depuis lors on ne relève que quelques cas sporadiques.

Je n'entends pas m'étendre ici sur des détails concernant le travail civilisateur que la Hongrie a déployé en enrayant d'autres épidémies venant de l'Orient, entre autres celle de la peste bovine orientale, ainsi que sur les résultats obtenus dans la lutte contre la tuberculose et les maladies vénériques. Cependant rien que les faits susmentionnés suffisent à démontrer la vérité que la Hongrie ne saurait — comme elle l'avait fait dans le passé — satisfaire à sa mission civilisatrice qu'en possession de ses frontières naturelles. Mutilée, réduite à ses frontières actuelles, tracées au hasard, loin de se maintenir à son niveau d'autrefois, elle se voit dans l'impossibilité même d'y aspirer. Quant à la culture des Tchèques, des Roumains et des Serbes, par qui nous avons été évincés, elle est encore tellement primitive qu'il se passera peut-être plus d'un siècle jusqu'à ce que ces peuples se soient haussés à un niveau intellectuel auquel nous avons déjà atteint il y a plusieurs siècles et ils mettront bien du temps à s'approprier les connaissances scientifiques que nous avons depuis longtemps mises en pratique.

Il est hors de doute que ce n'est pas uniquement la guerre et ses conséquences qui ont amené notre dépérissement: l'amoindrissement de nos énergiques physiques et de nos forces morales. Le développement du trafic mondial, à l'instar des artères d'un organisme vivant, recèle, en cas d'épidémies — qui viennent pour la plupart de l'Orient — un danger imminent, nous menaçant au même degré que le monde entier civilisé. Je sais pertinamment que, pendant la grande guerre récente, les épidémies mentionnées ci-dessus ont aussi menacé de sévir, et je sais par expérience personnelle que ce n'est que grâce à la vaccine et autres procédés d'inoculation qu'on était parvenu à les localiser, cependant

je suis profondément convaincu que ces mesures, prises en elles-mêmes, ne seront pas de l'efficacité voulue au cas d'épidémies plus graves et que force sera d'user des moyens de la prophylaxie générale, tels que l'endoctrinement obligatoire du peuple sur les mesures à observer, l'établissement de quarantaines et d'hôpitaux spéciaux bien aménagés sur les frontières et la mise en pratique de tous les procédés connus de la désinfection. Il importe d'ajouter que toutes ces mesures ne deviennent vraiment efficaces qu'au cas où les foules auxquelles on les applique sont assez cultivées pour en comprendre l'importance et faciliter, en collaborateurs éclairés, la besogne des autorités. Et celles-ci ne sont en état de suffire à leur tâche que si des frontières naturelles viennent à délimiter nettement les zones de leur champ d'activité dans cette guerre intentée contre le fléau.

Je crois avoir suffisamment démontré le bien-fondé de ma thèse première, à savoir que l'importance du rôle civilisateur de la Hongrie est due à ce qu'elle s'était constituée un des champions de l'hygiène internationale, non seulement en transplantant et s'assimilant les préceptes et doctrines respectifs de la science, mais qui plus est, en les développant et les appliquant dans le domaine de la vie pratique.

En ce qui concerne la seconde partie de ma thèse, traitant de notre spontanéité sous le rapport du mouvement intellectuel, la preuve la plus éclatante en est le rôle d'initiateur que la science hongroise a su prendre dans les efforts tendant à donner une extension internationale à la question de l'hygiène publique.

Il y a une quarantaine d'années, des savants hongrois faisant autorité en la matière — entre autres le professeur Fodor — ont soutenu que quelque parfaits que soient les établissements et institutions hygiéniques d'un pays quelconque, il ne pourra faire œuvre qui vaille, tant que, sous ce rapport, les autres pays ne l'auront pas égalé ou qu'ils lui restent inférieurs.

Il y a bien longtemps que nous nous sommes rendu compte que la civilisation, si elle ne va pas de pair avec les institutions hygiéniques appropriées, constitue un danger pour l'humanité, et un de nos anciens ministres de l'instruction publique, Tréfort, a préconisé, il y a bien des années,

« que seul un peuple sain peut aspirer à la prospérité et à la liberté ». Nos facteurs compétents s'étaient bien rendu compte que l'hygiène publique ne doit pas être envisagée en question d'ordre local, car ne peuvent être combattues efficacement — par des mesures hygiéniques — tant les épidémies que les contagions telles que la tuberculose et les maladies vénériques, si — l'extension des moyens de communication prise en considération — celles-ci viennent, des pays environnants ou même éloignés, à contaminer de nouveau les pays qui étaient parvenus à s'en immuniser.

Le fait qu'en Hongrie on avait déjà préconisé ces mesures il y a plusieurs dizaines d'années, constitue une preuve évidente de spontanéité, et ce d'autant plus, que les nations civilisées de l'Occident ne viennent que tout récemment à accéder à ces vérités. Même en passant sous silence le fait que c'est à un Hongrois — au docteur Semmelweis — que le monde doit l'invention du procédé de combattre la fièvre puerpérale, et que ce fut lui qui mit à de nouvelles bases la science chirurgicale, nous devons mentionner nos vastes institutions pour la protection de l'enfance, vrais modèles du genre, tout en relevant le fait que c'est la Hongrie qui a introduit l'hygiène dans les écoles, par la création d'un corps enseignant spécial, celui des médecins scolaires et des professeurs d'hygiène (dans les écoles moyennes), à l'initiative du professeur Fodor, en 1885, donc à une époque où de semblables institutions étaient encore inconnues dans l'Europe entière, hormis la Suède, où cependant les attributions des médecins scolaires se bornaient au contrôle de l'enseignement de la gymnastique. Au surplus, la Hongrie ne s'est pas contentée de proclamer la nécessité de l'organisation internationale de l'hygiène publique, mais elle en a indiqué la voie et les moyens dans de remarquables essais scientifiques.

Je me bornerai ici à constater qu'un médecin hongrois fut le premier et le seul jusqu'à l'heure actuelle, à démontrer que l'organisation mondiale de l'hygiène publique ne pourrait être réalisée qu'à condition que chaque mesure d'Etat y relative acquît force de vie dans les pays respectifs. Et le seul moyen d'y atteindre, c'est de ne point considérer l'hygiène publique uniquement du point de vue scienti-

fique et philantropique, mais de l'étayer exclusivemement sur les bases solides de l'économie politique.

La nouvelle doctrine résultant de l'union de la science de l'hygiène publique avec celle de l'économie politique n'en sera que plus robuste et elle s'inspirera du principe que tous les biens produits par l'homme doivent servir l'homme lui-même, créateur et consommateur à la fois de toute production économique, au rebours de l'ancien point de vue économique n'envisageant les biens produits qu'en valeurs absolues.

La source même du travail humain, la santé humaine sera la base de la théorie et de la pratique de l'économie politique. La capacité et l'intensité du travail seront régies par leur condition primordiale, la santé même, et ces nouveaux procédés feront naître une nouvelle science, celle de l'hygiène économique, autrement dit l'économie humaine.

C'est de ce point de vue que la Hongrie doit être considérée comme l'un des champions de la civilisation. Que les créateurs du traité de paix de Trianon n'envisagent la question que de ce côté — nous passons cette fois sous silence tous les autres — et ils devront se rendre compte du crime énorme dont ils sont coupables pour avoir démembré notre pays, car en livrant nos plus chères contrées à de peuples d'une moindre culture, ils nous ont condamnés à un dépérissement économique et à une déchéance morale et intellectuelle.

Ont-ils la conscience de leur crime? Ont-ils une conscience?

EDMOND TUSZKAY.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Conformément aux dispositions du traité de Trianon, la Hongrie a depuis longtemps désarmé. A telle enseigne qu'elle ne soutient qu'une toute petite armée de 35.000 hommes, composée de mercenaires, qui suffit à peine pour maintenir la sécurité et l'ordre publics. Parmi les Etats successeurs, la Tchécoslovaquie dispose d'un effectif de paix comptant 150.000 hommes, la Yougoslavie d'un effectif de 140.000 hommes, et la Roumanie tient 210.000 hommes sous les armes. Il y a trois ans, l'effectif de paix de ces Etats ne s'élevait qu'à un total de 257.000 hommes. Leur force armée en présence a donc à peu près doublé. En mobilisant les différentes classes (la Tchécoslovaquie 43, la Yougoslavie 32 et la Roumanie 27), les puissances de l'Ententille disposent d'un total de 6,400.000 hommes, tandis que la population entière de la Hongrie ne dépasse pas les 8 millions d'âmes. La Hongrie dépense pour son armée 3682 millions couronnes (au change actuel 7,364.000 francs); sous ce même titre dépensent: la Tchécoslovaquie 280.806 millions couronnes, la Yougoslavie 28.175 millions couronnes et la Roumanie 30.000 millions couronnes. Si les Hongrois poussaient des cris d'alarme à cause des forces formidables qui cernent leur patrie, tout le monde le comprendrait. Mais, noblement, nous avons gardé le silence. Cependant, c'est le service de presse des Etats de la Petite Entente qui ne tarit point sur des insinuations hostiles contre nous, alléguant que la Hongrie ne fait que de s'armer, de se préparer à la guerre et de menacer les frontières de ses voisins. L'Agence roumaine Rador mit le comble à ces fausses accusations en lançant la nouvelle que de nombreures troupes hongroises étaient concentrées près de la frontière roumaine, et que des incidents sanglants y étaient provoqués par des gardes hongroises armées. Et bien que le gouvernement hongrois n'eût pas tardé à opposer un démenti très formel à ces bruits tendancieux, et qu'à Paris le Quai d'Orsay fît publier spontanément, par l'Agence Havas, un communiqué portant que les rapports envoyés par la Commission de Contrôle ainsi que par la Légation de France à Budapest ne continssent rien qui laisserait présumer de pareilles contraventions, la campagne dans la presse de l'Ententille n'en continua

pas moins de plus belle, jusqu'à annoncer une démarche auprès du gouvernement hongrois.

Cette démarche eut, en effet, lieu, dans les formes d'un conseil amical de la part des grandes puissances et avec moins d'urbanité de la part des réprésentants de la Petite Entente. Grâce à une indiscrétion qui avait fait parvenir la note verbale de ces derniers à la presse étrangère quelques minutes avant que ladite note pût être remise, les représentants des grandes puissances saisirent l'occasion de souligner publiquement le caractère tout à fait amical de leur démarche. Cependant, ce qui importait davantage à la Hongrie, c'était l'acceptation de son offre de faire faire une investigation sur les lieux par les délégués de la Commission de Contrôle interalliée. Ceux-ci — officiers français, anglais, italiens et japonais, — après avoir inspecté les villes où seraient amassées les troupes nombreuses, ainsi que les coins de la frontière roumaine qu'on disait le théâtre des pétrendus incidents sanglants et des transgressions armées, ne manquèrent pas d'établir que les assertions avancées contre la Hongrie étaient dénuées de tout fondement.

Après ces constatations de source authentique, force fut aux accusateurs de battre en retraite. D'autant plus qu'au parlement roumain on avait saisi cette occasion pour accabler le gouvernement Bratianu de reproches amers d'avoir inutilement semé l'inquiétude dans le pays. Les députés de l'opposition fournirent des preuves que les bruits répandus dans la presse gouvernementale : les nouvelles alarmantes sur la concentration menaçante de troupes hongroises, sur les coups de feu échangés à la frontière dans les environs d'Arad, sur les mouvements de bandes signalés dans la Dobroudja, que tout cela n'était que des fictions inventées dans le but de s'en servir de prétexte pour des préparatifs militaires et une mobilisation partielle, nécessitée pour parer aux troubles éventuels qu'on craignit dans les provinces annexées où se manifeste un mécontentement général de la population autochtone.

Mais bien que les membres du gouvernement roumain dussent se rendre à l'évidence de la fausseté des cris d'alarme lancés par l'agence Rador et des rapports imaginaires de certains organes paraissant à la frontière hongroise-roumaine, les menées dans la presse inspirée par l'Ententille et les préparatifs belliqueux de la Roumanie ne discontinuèrent point. Ces complications attiraient même l'attention de la presse des Etats occidentaux et la loyauté des journaux français, anglais et américains n'hésitait pas à déclarer que ce n'était pas la Hongrie qui voulait attaquer ses voisins, mais, au contraire, que c'est l'Ententille qui voudrait créer un noveau fait accompli, à l'instar de celui créé en 1919. Ces voix de l'opinion publique étrangère demandaient aux grandes puissances d'empêcher toute tentative dans ce sens. Il va sans dire que les hommes politiques et l'opinion publique en Hongrie se sont aussi vivement occupés de cette situation, et dans l'Assemblée nationale hongroise, le président du Conseil fut interpellé à ce sujet. Dans sa réponse, le comte

Bethlen était d'avis que la nation hongroise devait se fier à la force de la justice qui, lors des récents incidents analogues, avait suffi pour chasser les nuages assombrissant l'horizon politique de la Hongrie. Néanmoins, le président du Conseil a dû constater qu'il était informé des préparatifs belliqueux de la Roumanie et qu'il n'avait point reçu de nouvelles de leur suspension. Pour ne pas alarmer l'opinion publique en Hongrie, le comte Bethlen ajouta qu'il avait l'impression que ces préparatifs n'étaient pas d'une telle dimension qu'on pût les qualifier de menace sérieuse. Pourtant, le gouvernement hongrois n'a pas manqué d'appeler l'attention de l'Entente sur cet état de choses, ainsi qui sur la possibilité que ces préparatifs belliqueux non discontinués pourraient prendre un caractère dangereux pour la paix. Nous avons donc sollicité les grandes puissances d'intervenir auprès de la Roumanie pour obtenir qu'elle cessât de se préparer à la guerre.

Les démarches diplomatiques susmentionnées, ainsi que la campagne acharnée des organes de presse de la Petite Entente ont été vivement discutées à notre Assemblée Nationale, à propos des débats sur les douzièmes provisoires. C'est à cette occasion que, pour répondre aux députés interpellants, le président du Conseil fit d'importantes déclarations sur l'irrédentisme que les Etats dits successeurs ne cessent de nous reprocher. Le comte Bethlen souligne tout d'abord que la Hongrie, en signant le traité de Trianon, s'est obligée de vivre en paix avec ses voisins et avec les autres nations. Cela est notre intention, en effet, et nous nous tiendrons strictement aux engagements pris. Mais nous n'avons pas assumé l'obligation d'estimer ce traité d'être juste et bon. Nous ne nous sommes pas obligés de renoncer à notre droit d'exprimer en lieu compétent les aspirations de la nation hongroise. Le fait que ce droit nous a été réservé, est prouvé par la lettre d'envoi de M. Millerand, dans laquelle il est reconnu que des injustices ethniques ou économiques pouvaient s'être glissées dans le traité et qu'il faudrait les réparer. Il en résulte que le gouvernement hongrois a le devoir de s'occuper de ces questions. Une activité ayant pour but d'amener la réparation des injustices, est essentiellement différente de tout irrédentisme. Ce n'est pas de l'irrédentisme si nous nous occupons de la question les minorités, ce n'est pas de l'irrédentisme si nous dénonçons l'oppression qui fait gémir nos frères tombés sous un jong étranger. Si parmi ceux-ci le mécontentement gronde, ce n'est pas la conséquence de nos agissements à nous, mais la conséquence des mesures qui les privent des droits que le traité de paix leur a assurés.

Cette argumentation est aussi claire que juste. Mais, en général, non seulement le président du Conseil, mais aussi les autres orateurs qui, lors de l'inarticulation des lois concernant la Société des Nations, prirent la parole, ont témoigné une modération vraiment louable. Le comte Albert Apponyi, en discutant les événements, s'imposait la plus grande réserve, voulant éviter par cela toute aggravation d'une situation déjà assez précaire. Il s'est décidé à

cette attitude par égard à ce que le ministre des Affaires étrangères de la république tchèque avait fait preuve, en développant son exposé, au moins dans la forme, d'un peu d'esprit de conciliation. Il est vrai que les fausses accusations qui tendent à imputer à la Hongrie des velléités perturbatrices, M. Benès les a répétées, bien qu'il dût déjà avoir connaissance de ce que la Commission de Contrôle interalliée a constaté que la Hongrie n'avait intenté ancune action contre la frontière roumaine. Mais nous entendons faire abstraction de ces façons de parler un peu équivoques, qui furent peut-être inspirées par des égards pour son auditoire, nous voulons plutôt apprécier le fait que M. Benès a exprimé son espoir de vaincre les nombreuses difficultés qui jusqu'ici ont empêché le règlement des questions de toute nature devant aboutir à une convention susceptible de créer une atmosphère favorable aux relations des deux Etats.

Le 26 janvier, la législative roumaine a repris ses travaux et les sections parlementaires préparent déjà les délibérations sur la réforme de la constitution. Le sort de ce projet de loi est encore très douteux, vu que les trois plus grands partis de l'opposition, le parti national roumain de Transylvanie, le parti populaire du général Avaresco et le parti rural, sont en train d'organiser une action commune contre la réforme projetée. Ni le parti national roumain, qui récemment s'est réuni aux conservateurs démocrates, ni le parti populaire ne prenent part aux débats, et leurs membres n'entrent dans la salle de la Chambre qu'en cas d'appel nominal. Il faut savoir que la présidence du parlement a résolu de déclarer nul le mandat des députés qui s'obstinent à s'absenter des délibérations. M. Vajda, ancien président du Conseil qui, en 1918, avait poussé ses compatriotes transylvains à la sécession, n'ayant par voulu s'accommoder à la formalité de signer, une fois dans trois semaines, la liste de présence, vient d'être privé de son mandat.

La nouvelle constitution tâche de tenir compte de l'agrandissement du royaume. La Roumanie aux frontières plus étendues formera un Etat un et indivisible. Les Roumains, sans égard à leur origine ethnique, à leur langue ou à leur religion, jouiront de la liberté de conscience, de l'enseignement, de la presse, de la réunion et des autres droits établis par les lois. La naturalisation des étrangers (c'est-à-dire de la population des territoires annexés en vertu du traité de paix) est confiée aux autorités administratives. Les représentants des territoires annexés s'inquiètent beaucoup de cet article, ils s'attendent à tout, considérant que la constitution qualifie les habitants non naturalisés d'étrangers auxquels ne s'étendent pas les droits de liberté, et qui ne peuvent pas remplir de fonctions publiques ou civiques, ni posséder de propriété foncière. Le fisc a le droit d'exproprier les immeubles afin d'en exploiter le sous-sol. La nationalisation du sous-sol est une des dispositions les plus incisives ; les mines et les trésors du sous-sol sont propriété de l'Etat, leur exploitation sera réglée par des lois spéciales ; les propriétaires fonciers vont bénéficier d'une participation que réglera une loi spéciale. Les

concessions minières actuellement en vertu restent valables jusqu'à l'expiration de leur terme. Il n'y aura pas de dédommagements pour les capitaux placés dans les entreprises. Ce dernier point surtout rencontre en Transylvanie une opposition des plus acharnées. Les Juifs qui, avant le 2 août 1914, étaient ressortissants de l'ancien royaume, seront reconnus citoyens roumains, sans ancune formalité. Cette disposition de la nouvelle constitution est rétrograde, si on songe au décret royal de 1918, où le droit de citoyen fut conféré à tous les Juifs qui, en 1918, avaient leur domicile en Roumanie. Il faut pourtant reconnaître que, en comparaison de l'ancienne constitution, un grand pas avait été fait en avant, puisque d'après celle-ci la naturalisation de tout Juif devait être inarticulé individuellement par une loi spéciale.

Jusqu'à présent, tous les efforts de désarmer l'opposition contre le projet de la nouvelle constitution sont demeurés vains. Le journal *Adverul* prétend même que le chef du parti rural, M. Loupou, que le roi Ferdinand s'est efforcé de faire changer d'opinion, avait eu le courage de répondre au monarque que lui, le roi, demandait trop de l'opposition et très peu du gouvernement. Pour arriver à cette réforme, aurait dit M. Loupou, il faudrait passer par les cadavres de l'opposition. Sur quoi le roi Ferdinand de répondre : « Nous forcerons même à ce prix le vote de la nouvelle constitution. »

P. S.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

A propos du centenaire d'Émeric Madách.

Il y a quelques jours, nous avons célébré le centième anniversaire de la naissance de notre grand poète lyrique, Alexandre Petőfi. L'an 1923 marque encore le centenaire d'un autre poète et philosophe de la Hongrie, celui de l'auteur de la *Tragédie de l'Homme*. En effet, Émeric Madách naquit le 21 janvier 1823 à Alsó-Sztregova, dans le comitat Nógrád. Si je ne me trompe, le lieu de naissance de ce grand Hongrois se trouve momentanément en possession des Tchèques, qui pénétrèrent dans la Haute Hongrie après 1918 et s'y trouvent encore, en vertu de ce qu'ils appellent « le traité » de Trianon. Comme je n'ai pas l'honneur de connaître ce document, inspiré par l'amour du droit, de la justice et de la civilisation — espèce de Trinité au nom de laquelle les compatriotes de M. Benès luttèrent dans la guerre mondiale — je ne sais pas si Madách, lui aussi, n'a pas été adjugé aux vainqueurs et s'il ne doit désormais être considéré comme appartenant aux gloires de la littérature tchèque . . .

En attendant, qu'il me soit permis de ne me soucier ni des décisions de la conférence dite de la Paix ni du Conseil des Ambassadeurs qui siégeait ou siège encore à Paris, et de consacrer quelques lignes à la mémoire de ce penseur et poète qui occupe une place à part dans l'histoire des lettres magyares. C'est que Madách introduisit, le premier, dans le drame hongrois, l'élément philosophique, sans enlever quoi que ce soit à la beauté et à la clarté qui caractérise toute œuvre poétique adaptée au théâtre.

Vu d'un point de vue européen, c'est dans la comedia espagnole. notamment dans quelques drames de Calderon : *La vie est un songe, Le magicien prodigieux,* que nous trouvons des modèles précieux pour exprimer d'une manière concrète de hautes idées philosophiques. Cependant, il semble que l'auteur de la *Tragédie de l'Homme* s'est plutôt inspiré, si inspiration y a, du *Faust* de Gœthe, du *Manfred* de Byron.

La Légende des siècles de Victor Hugo semble aussi avoir quelque parenté intellectuelle avec l'œuvre du poète hongrois, mais, en général,

Madách n'a emprunté à ses prédécesseurs dans le drame philosophique que quelques détails plutôt extérieurs ou tel personnage symbolique; la conception de son œuvre aussi bien que l'exécution en sont tout à fait originales. Mais il ne s'agit pas ici de faire l'éloge de ce chef-d'œuvre que le lecteur étranger peut lire dans la traduction française de notre ancien collaborateur, feu M. Charles de Bigault de Casanove[1] et dans de nombreuses traductions allemandes ; ici nous n'entendons qu'insister sur le caractère profondément humain de ce drame philosophique d'une portée générale.

De même que la sociabilité est le trait le plus saillant de la littérature française, de même la littérature hongroise, à commencer par ses plus anciens monuments jusqu'aux plus modernes, est caractérisée par l'esprit par excellence *national*. Dans aucune littérature, l'âme nationale ne se reflète plus fidèlement que dans la nôtre, parce que celle-ci exprime, avant tout, les sentiments et les aspirations qui animent et font agir toute la nation, et qu'elle est intimement liée à l'histoire mouvementée et pleine de luttes séculaires du peuple hongrois. Dans une telle littérature, une œuvre qui sente si peu le goût du terroir que la *Tragédie de l'Homme* de Madách, est doublement remarquable. Elle fait preuve de l'universalité ou, pour employer un terme plus modeste, de l'européanisme de son auteur et, en même temps, elle démontre que le génie magyar est susceptible de s'élever dans les régions où naissent des productions littéraires pouvant être envisagées *sub specie aeternitatis*.

Le jour de l'anniversaire, notre Théâtre National a fait représenter la *Tragédie de l'Homme*, mise nouvellement en scène par le directeur de ce Théâtre : M. Alexandre Hevesi. Les sociétés littéraires aussi bien que la presse s'associèrent aux fêtes consacrées à la mémoire de l'auteur, en faisant des conférences et en publiant des articles d'un haut intérêt, dont beaucoup fournissent de nouvelles contributions au développement de Madách et à l'histoire de ses œuvres. L'édition spéciale de la revue *Nyugat (Occident)* vouée au poète-philosophe, mérite une mention à part. Ajoutons encore que le centenaire fut célébré dans toute la Hongrie, y compris les parties occupées provisoirement par des nationalités étrangères.

G. DE HUSZÁR.

(1) Société du *Mercure de France*, Paris, 1896.

Rédacteur en chef et gérant :
G. DE HUSZÁR.

LE COMTE ÉTIENNE SZÉCHENYI A DÖBLING

On sait que le ministre impérial d'Autriche, baron Thierry, chef de la Sûreté publique, avait ordonné, le 3 mars 1860, une perquisition dans l'appartement que le comte Etienne Széchenyi occupait dans la maison de santé du docteur Görgen à Döbling. Le mois suivant, après le suicide du comte Széchenyi, la perquisition fut réitérée. Lors de ces deux occasions, beaucoup de papiers divers tombèrent entre les mains du baron Thierry. Par les soins de M. Árpád Károlyi, qui les a réunis dans deux volumes d'une rédaction parfaite, ces papiers sont maintenant accessibles au public. Ce n'était pas une tâche facile que de déchiffrer les manuscrits de Széchenyi dont l'écriture n'était pas toujours lisible, et d'établir que l'énorme satire remplissant complètement le deuxième volume n'est, à vrai dire, qu'une continuation de sa *Connaissance de soi* (Önismeret), enfin d'annoter le livre si abondamment et d'une manière très instructive. Chez M. Károlyi, l'art narratif de l'historien l'emporte encore sur la conscience et l'ingéniosité du savant. L'introduction de son livre est un véritable chef-d'œuvre dans son genre. Il épuise complètement son sujet en racontant, avec une vivacité dramatique, comment on avait préparé et exécuté la perquisition, de quelle façon s'est développée, en Autriche, la situation politique à la veille de la chute de Bach et après sa disgrâce, puis quel fut l'effet qu'exerçait cet état de choses sur les projets et les espérances du comte Széchenyi ; de plus, il analyse la valeur historique et psychologique de ces papiers posthumes. Le

lecteur appréciera surtout chez M. Károlyi l'amour de la justice et l'impartialité avec laquelle il estime à leur juste valeur morale même les aspirations étrangères à son propre cœur.

I.

Charlotte O'Meade.

En parlant des papiers confisqués du comte Etienne Széchenyi, M. Károlyi cite 18 lettres (en original) de la comtesse Paul Széchenyi née Charlotte O'Meade. C'est une trouvaille d'importance. On sait qu'Etienne Széchenyi lui-même ne cessait de s'accabler de reproches à cause de la mort prématurée de sa belle-sœur. Si nous lisons dans son Journal : « Charlotte ! », il nous faut savoir que c'était la douleur la plus atroce qui avait extorqué ce nom du fond de son âme. Même à Döbling le souvenir de Charlotte le torturait souvent. Il s'accuse, en 1849, dans ses confessions fiévreuses, d'avoir, durant sept années, tué sa belle-sœur à petit feu ; d'avoir assisté à ses tourments avec indifférence et de n'en avoir désespéré que quand la jeune femme mourut, le 20 août 1820. Antoine Zichy, dans sa Biographie de Széchenyi, qualifie cette accusation de soi-même comme provenant d'une imagination surexcitée, mais en même temps comme la preuve d'une scrupulosité poussée à l'extrême[1]. Cependant, à cause de l'insuffisance des données dont il dispose, il n'est pas non plus à même d'élucider la question des circonstances qui avaient provoqué cette crise de conscience. Et certes, il ne vaut pas la peine de s'occuper des commérages de ces historiens qui ont essayé de pénétrer ce demi-jour.

Ce demi-jour, les recherches de Károlyi l'ont dissipé. Il ne devait pas publier les lettres de Charlotte, considérant que celles-ci ne touchaient pas directement le sujet de son édition. Mais, dans son introduction, il raconte l'histoire de Charlotte. Celle-ci était une descendante de la famille O'Meade, de haute noblesse irlandaise et immigrée en Autriche où cette famille était apparentée aux princes

[1] Vol. I, pag. 136.

de Lichnowsky. «Dotée d'une beauté fort remarquable, Charlotte avait un corps faible et extrêmement fin qui semblait être lissé tout de rayons et de nerfs sensibles. L'imagination proverbiale, propre à la race celte — que les grands écrivains anglais ont si souvent raillée — était développée en elle d'une façon vraiment typique. Cette jeune femme gaie et vive, d'une grâce enfantine, ne put résister à la forte impression que fit sur elle son beau-frère, le jeune et beau capitaine de hussards qui, avant le congrès de Vienne, revint dans la patrie, fêté en héros des batailles livrées contre Napoléon... Széchenyi ne put non plus se soustraire à l'effet qu'exerçait sur lui la jeune femme charmante et enjouée, et il se forma entre eux une liaison platonique qui chez la femme garda sa force et gagna même en intensité, tandis que les sentiments de l'homme, moins profonds, se transformèrent peu à peu en pure sympathie. La jeune femme poitrinaire s'en aperçut et Széchenyi supposa que cette circonstance avait accéléré sa mort qui la ravit à l'âge de 27 ou 28 ans. Il put le croire avec d'autant plus de raison que son ami intime, le proche parent de la défunte, Edouard Lichnowsky, en lui apprenant le décès de la femme regrettée, semblait y faire allusion dans sa lettre mystique et inviter Széchenyi au repentir.»

La lettre de Lichnowsky, écrite à la mode de l'époque en style piétiste, était d'un effet fatal au cœur de Széchenyi. Son imagination transforma les allusions en réalités. D'avoir fait mourir Charlotte à petit feu, sept années durant, signifiait donc que Széchenyi l'avait, par son indifférence qui, de 1813 jusqu'à 1820, allait en augmentant, torturé à mort. Ce serait le crime. qu'il lui faut expier. Nous sommes d'avis, bien que les preuves directes nous en manquent, que si Széchenyi se sentait coupable, c'est le poème *Manfred* de Byron qui devait y avoir contribué. L'âme de Manfred est aussi chargée d'un crime noir. Manfred s'accuse d'être la cause de la mort d'une parente. S'il n'avait pas aimé cette femme, celle-ci vivrait encore heureuse et ferait le bonheur d'autrui. Nous savons, comment Széchenyi aimait la sombre mélancolie des héros créés par lord Byron; il est donc présumable que, l'exhortation de Lichnowsky et l'exemple de Manfred s'unissant, enracinèrent dans son âme l'accusa-

tion d'être responsable de la mort prématurée de sa belle-sœur. (1)

Nous avons vu que cette accusation émanait de faits innocents en eux-mêmes, mais que l'imagination de Széchenyi avait transformés pour en faire des fléaux éternels de sa conscience. C'est d'une manière analogue que s'est constituée cette autre accusation de soi-même qui, en augmentant la force destructive de la première, avait complètement ravagé l'âme de Széchenyi. Le fragment de son Journal embrassant le temps du 19 mars jusqu'au 4 septembre 1848 — publié pour la première fois dans l'édition de Károlyi — nous donne un tableau saisissant de la formation définitive de sa seconde conviction d'être un criminel.

II.

Le Journal du comte Széchenyi (du 19 mars 1848 jusqu'au 4 septembre 1848).

Parmi les membres du premier gouvernement responsable de la Hongrie, aucun ne réussit à produire un Journal d'un si grand intérêt littéraire et psychologique, que celui du comte Széchenyi. C'est le désir inassouvi de création artistique qui l'avait poussé à rédiger un Journal. Quelquefois, il parvient à fixer les tempêtes de son âme par des cris si déchirants que seuls les plus grands poètes tragiques en inventent de pareils. Ses expériences, ses impressions il les couche sur le papier, en des raccourcis rapides, par fragments agités. Ses collègues du Conseil, en rédigeant un journal, auraient sans doute raconté les délibérations ministérielles, ainsi que les autres événements politiques, d'une manière plus détaillée ou bien en en soulignant l'essentiel avec plus de concision. Széchenyi est trop excité pour faire une composition historique, il ne fait qu'ébaucher l'une ou l'autre scène ou d'esquisser des lignes. Par conséquent, ses notes sont moins instructives en matière d'histoire politique qu'on serait en droit de l'attendre de la part d'un homme

(1) L'influence de *Manfred* sur le développement de cette accusation est mentionnée pour la première fois par Antoine Zichy : *Biographie du comte Etienne Széchenyi*, t. I., page 137 (1896).

d'Etat de si grand renom. Mais elles nous apprennent d'autant plus, si nous y cherchons l'analyse du mouvement tumultueux de ses combats intérieurs. Dans son introduction, M. Károlyi nous a caractérisé d'une façon concise et fidèle la valeur historique et biographique de ce Journal. Cette introduction et les annotations de M. Károlyi ne manqueront pas de faciliter l'œuvre de l'historien qui voudra les utiliser dans le cadre d'un ouvrage littéraire plus vaste. Quant à nous, nous aimerions aussi à contribuer de quelques remarques à l'appréciation de l'importance historique et biographique de ce nouveau fragment de Journal.

La caserne Charles dans la ville de Pest a été, le 11 juin 1848, le théâtre d'un incident regrettable. Il y eut une collision entre les soldats d'un bataillon italien et les recrues de la Honvéd hongroise; on eut recours aux armes à feu, et trois officiers, ainsi que cinq soldats de la Honvéd en tombèrent victimes. Parmi les Italiens il y eut aussi quelques morts, Cette affaire sanglante fournit une nouvelle preuve de la mauvaise volonté des officiers de l'armée régulière qui incitèrent les troupes contre les Honvéd. Nous n'attribuons pas d'autre signification politique à cette bagarre de caserne. Mais, le comte Széchenyi, en décrivant les effets qu'eut ce triste épisode, nous montre Louis Kossuth dans une attitude étrange. Il faut savoir que, le 11 juin, le Conseil tenait séance dans l'appartement privé de Louis Kossuth. Celui-ci usa, au cours des délibérations, d'un langage téméraire et impétueux. « Il faut éloigner (de la capitale) tous les militaires — il faut provoquer un état révolutionnaire. — La nation est lâche! » Mais, subitement, les gens accourent de Pest à Bude, en criant: « tout est perdu, les Italiens ont tiré. » Kossuth blémit, et tout en continuant son discours sur le ton usé au commencement, il souffle à l'oreille de François Deák: « Maintenant nous sommes perdus! » Széchenyi et Mészáros montent dans une voiture et se rendent à Pest.

Il paraît que Széchenyi avait eu un grand plaisir à noter cette scène. Comme s'il voulait dire: « Voilà! Le héros qui sait parler avec éloquence, qui se moque de mes appréhensions et qui, dans l'intimité, accuse la nation de lâcheté et, d'un cœur leger jette le brandon dans le pays, ce héros

est terrifié quand le danger le menace de près, mais même l'effroi mortel ne lui fait pas oublier les paroles héroïques. » Tandis que Széchenyi, l'homme de précaution et d'une disposition plutôt craintive, se rend sur les lieux du danger.

Széchenyi s'occupe aussi beaucoup de François Deák. Il n'est pas content de lui. C'est avec impatience qu'il écoute ses explications juridiques, parce qu'à Széchenyi l'opportunité politique est plus importante que la légalité. Et il ne peut pas oublier que Deák, avant la période de 1848, s'est laissé entraîner par Kossuth. Mais, comme ministres, ils sont d'accord dans leur opinion sur Kossuth. Deák réprouve l'optimisme et la politique agressive de Kossuth avec autant de force que Széchenyi. Dans une séance du Conseil, il s'est querellé violemment avec Kossuth, sur lequel il s'est prononcé maintes fois défavorablement dans ses conversations intimes avec Széchenyi. Cette appréciation de Kossuth par Deák n'est pas tout à fait inconnue,(1) mais le Journal de Széchenyi éclaircit de données nouvelles l'antagonisme entre Deák et Kossuth en 1848.

Il nous importe de voir clair dans cet antagonisme puisque c'est précisément la dernière biographie de Széchenyi — laquelle, nonobstant ses défauts, est une œuvre excellente — où nous rencontrons cette opinion que Deák en traitant avec Beust sur les préliminaires du Compromis de 1867, avait imputé les responsabilités pour les événements de 1848 exclusivement à la réaction militaire de Vienne. De cette manière, c'était Deák lui-même qu avait démenti la prophétie énoncée en 1841 par Széchenyi à savoir que ce serait Kossuth qui entraînerait le pays dans la révolution. Mais Széchenyi n'avait pas dit que Kossuth à lui seul, en aboutirait là. Et puis, c'était très naturel que Deák n'eût accusé devant Beust que la réaction militaire

(1) Voir la lettre de Deák à son beau-frère (15 juin 1848). Kónyi *Les discours de François Deák,* vol. II., page 56 (en hongrois) ; « mêm entre nous (c'est-à dire les ministres) il existe une méfiance mutuell ou du moins une méfiance *contre un.* » Puis la lettre de Deák à so beau-frère (22 septembre), page 129 : « d'autres, *surtout un,* occupés compter sur les révolutions, n'ont pas voulu m'écouter, et maintenan nous tous devons subir les conséquences du mal irréparable. »

quant à sa véritable opinion sur Kossuth, comme l'un des auteurs du conflit armé, nous la voyons clairement exprimée dans ses lettres à son beau-frère et dans le Journal de Széchenyi. Et cette opinion est une justification brillante de la prévoyance dont Széchenyi avait fait preuve en 1841.

Le Journal de Széchenyi contribue aussi à la caractérisation du comte Louis Batthyány par des données importantes. Széchenyi ne nourrit pas d'amitié pour Batthyány, l'allié politique de Kossuth. Son antipathie est en quelque sorte mitigée, mais non dissipée par la compassion avec laquelle il s'aperçoit que l'audace politique de Kossuth fait souffrir aussi Batthyány. Mais il ne se sent pas attiré vers le président du Conseil, puisqu'il déduit de son attitude la conclusion fatale que Batthyány ne se rend pas clairement compte de la situation politique. Le fait que Batthyány manquait d'une connaissance des hommes et était dominé par ses passions, est vivement exprimé par les notes du Journal de Széchenyi, datées du 1er août 1848. Ce jour-là, Batthyány fit au Conseil son rapport sur les pourparlers qu'il avait engagés à Vienne avec Jellasics. Nous savons que ce dernier est arrivé le 27 juillet à Vienne, où Batthyány l'attendait déjà et où l'archiduc Jean avait dû intervenir pour rétablir la paix entre le ban de Croatie et le président du Conseil hongrois. Le ban avait alors demandé que les ministères hongrois des Finances, de la Guerre et des Affaires étrangères fussent réunis au ministère impérial d'Autriche et qu'on fît droit aux exigences des Serbes.

Michel Horváth, le célèbre historien hongrois, dit à propos de ces conditions de Jellasics: « Ces conditions démontrent qu'il est impossible de se réconcilier avec Jellasics et qu'il faut en appeler aux armes. » [1] Jusqu'à présent nous avons supposé que, dans cette déclaration, Horváth s'était fait l'interprète de l'opinion de Batthyány, parce qu'il était toujours très bien informé des actes et des projets de ce dernier; et il s'était même fait un devoir d'historien de les relater amplement et de les justifier dans les passages respectifs de son ouvrage.

[1] *Histoire des Luttes d'Indépendance de la Hongrie* (en hongrois), vol. I, pag. 330.

Et voilà que nous lisons dans les notes mentionnées de Széchenyi : « Conseil des ministres où Batthyány que nous n'aurons pas de difficultés de la part des Croates, mais bien des Allemands viennois. Jellasics est un homme très agréable, prêt à nous donner la main, etc. Est-ce qu'il va délaisser les Serbes !?! »

Les points d'exclamation et d'interrogation expriment la critique de Széchenyi. Et, en effet, on doit se demander avec étonnement, d'où Batthyány a-t-il puisé sa conviction, laquelle est presque contraire à la réalité. Il se peut que l'attitude de Jellasics n'était pas aussi raide que le fait présumer le récit de Horváth. Mais si Széchenyi eût été à la place de Batthyány, il aurait sans doute remarqué que Jellasich ne voulait que gagner du temps et que la solution paisible de la situation dépendait du problème, s'il était possible ou non de désarmer Jellasics moyennant des concessions et avec l'aide de la dynastie ? Batthyány s'est laissé tromper par sa prévention passionnée contre le gouvernement d'Autriche et peut-être aussi par la politesse de Jellasics.

En cherchant à apprécier la valeur biographique du Journal, nous sommes surpris dans quelle mesure il confirme tout ce que Louis Kovács avait relevé sur les luttes d'âme qui tourmentaient Széchenyi en 1848.[1] Il paraît que Széchenyi n'avait guère de secret pour Kovács ; il mettait en lui une confiance absolue, comme Hamlet en Horatio. L'œuvre de Kovács et le Journal se complètent mutuellement. Károlyi a raison en disant qu'il nous faut lire les chapitres écrits par Kovács, si nous voulons comprendre le Journal que Széchenyi rédigea en 1848. Cependant, Kovács ne se borne pas à être le chroniqueur des dernières années de la vie publique de Széchenyi, il écrit en même temps l'histoire politique de sa carrière ministérielle. Il démontre que personne n'avait mieux compris les relations entre l'Autriche et la Hongrie que Széchenyi. Dans son interprétation de la Sanction pragmatique, il différait de Kossuth et même de

[1] *Les trois dernières années de la vie publique du comte Etienne Széchenyi* (en hongrois), 1846–1848. Budapest 1889. I. II. Voir spécialement le volume II.

Deák. Deák, en ce temps, opinait encore que l'Autriche et la Hongrie étaient liées par l'union personnelle, et bien qu'il n'approuvât pas le travail hâté des législateurs de 1848, ses opinions sur le droit public n'étaient pas en contradiction avec les lois de 48, et ainsi des raisons de principe ne s'opposaient pas à son entrée dans le ministère Batthyány. Széchenyi, au contraire, interprétait la Sanction pragmatique dans le sens d'une union réelle, il considérait la convention conclue entre les deux partis pour le règlement des affaires communes non seulement comme une obligation découlant des lois, mais aussi comme une mesure facilitant la prospérité de l'empire et garantissant la conservation de la Hongrie. Le mémoire mal famé qui date du 31 août et que le gouvernement d'Autriche avait fait remettre au gouvernement de la Hongrie, était basé, malgré sa rédaction peu heureuse, sur les principes du droit public que professait le comte Széchenyi. Pourtant, Kossuth avait qualifié ce mémoire du plus grand crime politique. Pourquoi donc Széchenyi était-il entré dans ce ministère, dont l'interprétation du droit public était si divergente de la sienne? Bientôt après que la révolution eût éclaté à Vienne, Széchenyi s'efforça de faire accepter son idée que les Hongrois, à cette occasion, ne demandassent rien à la dynastie, mais qu'ils la défendissent contre la révolution.

Il était d'avis que la dynastie ne sombrerait pas dans cette crise et qu'elle ne manquerait pas de retirer toute concession extorquée, tandis que si elle nous doit de la reconnaissance, si nous lui faisons comprendre où elle doit chercher l'appui solide de son trône, la dynastie fera de la Hongrie le centre de ses possessions. Cette proposition fut rejetée: personne n'avait osé l'adopter. Ce n'est pas sans raison que Louis Kovács écrit après le 13 mars 1848, que l'ère de Széchenyi, dans l'histoire de sa patrie, était finie, tandis que celle de Kossuth allait commencer. Széchenyi, lui aussi, avait senti cela. Pourtant, il prit place dans le gouvernement de cette ère nouvelle. Mais pourquoi? D'après Kovács, le comte Széchenyi avait accepté, sans aucune hésitation, le portefeuille du ministère des communications que le comte Batthyány lui avait offert. Et jamais de sa vie il ne s'était déterminé à quelque chose aussi absolument à

contre-cœur, mais pourtant avec le plus grand empressement. (1) Peut-on croire à la réalité d'une telle antithèse? Cependant c'était le cas. Le Journal de Széchenyi en fournit aussi la preuve qu'il s'est tout de suite rendu à l'invitation de Batthyány, mais l'âme pleine de pressentiments mortels. (2) Pourquoi n'a-t-il pas obéi à ses pressentiments et pourquoi a-t-il cédé si facilement à Batthyány? A cette question que j'ai posée à plusieurs reprises, Kovács donne la réponse: « Mais pouvait-il hésiter une seule minute, puisque l'unique chance d'une solution paisible dépendait de ce que l'archiduc Etienne fût entouré du plus grand nombre possible de forces modératrices et qu'auprès de Sa Majesté se fit valoir en notre faveur une influence aussi puissante que celle du prince Esterházy qui, cependant, avait subordonné son entrée dans le gouvernement à celle de Széchenyi? » (3)

Kovács se fait ici l'interprète fidèle de l'explication donnée par Széchenyi, comme cela apparaît, du reste, des autres notes du Journal. Széchenyi a cherché à tranquilliser sa propre conscience par cette explication et il a aussi réussi à tranquilliser Kovács, mais cette explication ne saurait suffire à l'observateur non prévenu. Après le refus de sa proposition du 13 mars, Széchenyi avait en réalité renoncé à la direction des affaires publiques, non pas parce que les temps orageux avaient fait passer à son adversaire politique le pouvoir qu'il n'a jamais tenu ferme dans sa main, mais parce que les ressorts qui jusqu'alors avaient soutenu sa volonté, se sont relâchés.

Széchenyi, alors, n'était plus l'homme fort qui, en 1841, déserté de tout le monde, avait à lui seul relevé le gant jeté par Kossuth. Ce n'était plus le même Széchenyi qui, avec une fermeté visionnaire, avait prévenu la nation des dangers d'une politique impressioniste. A présent, il était lui-même un homme des impressions. Il n'avait plus la force de tirer les conséquences des faits constatés par sa raison. Il connaissait Louis Kossuth et la nature de la progression des passions révolutionnaires — mieux que tout autre. S'il

(1) Kovács, vol. II, page 58.
(2) Journal, mars 23. Károlyi, vol. I, page 279.
(3) Kovács, même page.

eût été encore le Széchényi qui était l'auteur du *Kelet Népe* (Peuple d'Orient) ou des *Politikai Programmtöredékek* (Fragments d'un Programme Politique), il aurait à coup sûr reconnu que l'influence du prince Esterházy à la cour, et celle des membres modérés dans le cabinet, ne l'emportaient pas du tout sur les passions ascendantes et que ces ministres seraient plutôt exposés au risque de suivre le courant malgré eux. Ces considérations auraient dû déterminer Széchenyi, qui concevait la Sanction Pragmatique comme une union réelle aussi étroite, à ne pas accepter de portefeuille dans un ministère basé sur l'union personnelle et lequel ne songeait nullement à établir un procédé pour l'administration des affaires communes. Ces considérations auraient dû le déterminer encore à cette autre décision que sa place était à la tête de l'opposition qui, en proclamant le conservativisme du droit public, aurait considérablement renforcé l'influence des membres modérés du cabinet et en même temps exercé un effet modérateur sur le gouvernement autrichien. Il faut convenir que, dans les jours agités du printemps et de l'été 1848, la direction d'une telle opposition eût exigé des nerfs et une volonté capables de braver tout orage.

Mais, depuis le 13 mars, Széchenyi était loin d'avoir ces qualités. Il était devenu un rêveur et se laissait entraîner par le courant; tantôt il espérait, tantôt il était découragé. Le 11 avril, il était profondément touché et c'est alors qu'il dit à Kossuth et à Batthyány: « Obéissant à mon inspiration j'avais dit: La Hongrie se fera! Mais vous avez réalisé tout cela. » Toutefois, ce ne fut qu'une impression passagère, puisque, à ce même jour de fête nationale, l'image de la tombe grand' ouverte apparaît aussi devant son esprit. Les vacillations de son âme agitée ne sont plus refrénées par une action méthodique visant à un but grandiose. Maintenant il ne fait qu'achever avec beaucoup de zèle certains détails, pour se dérober ainsi au sentiment de l'incertitude et de l'anéantissement. Son imagination débridée lui crée des symboles et c'est à leur sort qu'il associe ses espérances et ses doutes. Déjà Kovács s'est aperçu que, pour Széchenyi, les destinées de la Hongrie étaient symbolisées par les progrès ou les retards de la construction du pont suspendu

entre Bude et Pest. Dans son Journal, nous pouvons suivre exactement ce jeu passionné de son imagination, pénétrant jusqu'aux profondeurs de son âme.

Plus les événements prennent un caractère sombre, plus forte s'enracine aussi, dans sa vie intime, l'accusation fantastique qu'il porte contre soi-même.

III.

Les origines de sa maladie.

Lorsque l'ouvrage d'Aurèle Kecskeméthy parut, Paul Gyulai, le critique perspicace, en discutant le mystère des années que Széchenyi avait passées à Döbling, déclara que le Journal et les papiers de Széchenyi saisis pourraient un jour élucider cette question d'une nouvelle lumière. (1) Le Journal et les papiers ont été publiés plus tôt que Gyulai ne l'avait présumé. A l'aide de ces documents et en utilisant l'Introduction historique par Károlyi, si riche en données et en pensées nouvelles, nous devons examiner, dans quelle mesure nous sommes actuellement à même d'éclaircir l'histoire de sa vie à Döbling.

En septembre 1848, la nouvelle de l'aliénation mentale de Széchenyi rencontra beaucoup de doutes. Son médecin, Paul Balogh d'Almás, avait protesté dans une déclaration contre le soupçon qui couvait derrière ces doutes, mais nous en trouvons les traces même dans les écrits de publicistes aussi sérieux que Kecskeméthy et Max Falk. D'après Kecskeméthy, bien des gens se sont demandé, si la décision de Széchenyi d'aller à Döbling ne cachait pas l'idée de sauver ainsi sa vie en péril? Kecskeméthy trouve que cette question n'est pas tout à fait injustifiée. (2) Falk aussi relève le motif de la peur, mais dans un autre sens que Kecskeméthy. Traitant les causes de l'aliénation mentale de Széchenyi, il dit: « Széchenyi commença à apprehender pour sa propre personne. Hors de la douleur ressentie sur le désastre de la patrie, il était aussi inquiété par l'idée de tomber la

(1) *Emlékbeszédek* [Discours commémoratifs (en hongrois)]. II. édition. Budapest, 1902, vol. I, page 367.

(2) *Graf Stephan Széchenyi's staatsmännische Laufbahn.* Pest, 1866, page 134.

première victime de la révolution... Mais même si la révolution le ménagait le gouvernement... le frapperait le premier de sa rétorsion.» Falk est d'avis que ces «idées d'angoisse» étaient de celles «qui n'avaient plus de fondement effectif.» (1)

D'après Kecskeméthy, le passage de Széchenyi à Döbling n'était donc pas seulement motivé par sa maladie, mais, en quelque sorte, il fut dicté par l'instinct de la vie qui le poussa à se sauver, tandis que de l'avis de Falk, les sentiments de la peur assez irréelle avaient beaucoup contribué au développement de la folie de Széchenyi. Pour l'un et l'autre; le motif de la peur est essentiel. Kecskeméthy tâche de nous faire comprendre pourquoi Széchenyi s'est enfui de Pest, tandis que Falk appuie sur l'état de son âme pour démontrer la nécessité du transfert à Döbling. Mais quelle que soit l'idée que nous nous faisons de ces opinions divergentes, l'impression qui nous en restera n'en sera pas moins que le déplacement de Széchenyi avait aussi des motifs plus prosaïques que ne le fait supposer le récit de Sigismond Kemény.

Après cela, nous demandons avec une vive curiosité aux fragments du Journal qui viennent d'être publiés, qu'est-ce qu'il nous faut croire des assertions de Kecskeméthy et de Falk? Le Journal confirme ce dont nous avons déjà connaissance par d'autres sources, à savoir que Széchenyi était en effet tourmenté, dès le début de sa carrière de ministre, par la crainte pour la sécurité de sa famille, de sa propre personne, voire même de ses propriétés. Cependant, cette crainte n'était pas une vaine imagination. Les événements avaient surexcité même les nerfs de François Deák qui, lui aussi, comptait avec la possibilité de tomber victime des passions révolutionnaires. (2) Louis Kovács raconte que les angoisses du baron Nicolas Wesselényi, lorsque la situation commença à se compliquer, devenaient même plus fortes que les craintes de Széchenyi. (3) Louis Kovács avait aussi dit à son patron qu'il allait également se sauver; on ne pouvait

(1) *Széchenyi István gróf élete és kora* (La vie et l'époque du comte Etienne Széchenyi). Pest, 1858, page 300, 301. (En hongrois.)

(2) Károlyi, vol. I, page 323 et 334.

(3) Louis Kovács, vol. II, page 290.

rester à Pest où les hommes étaient pendus à la lanterne. (1) Là, où Deák, Wesselényi, Kovács et d'autres s'inquiétaient, comment Széchenyi, aux nerfs toujours surexcités, pouvait-il rester tranquille? Falk a raison de dire que, depuis les événements du mois de mars, Széchenyi s'attendait toujours au coup mortel, soit de la part de la cour, soit de la populace. Mais il sut l'emporter sur la peur de la mort. Il cuirassa son âme de la maxime *Justum et tenacem*. Il regretta seulement qu'il serait exécuté non à cause de sa propre politique, mais qu'on le coucherait sur la liste des proscrits, comme Ponce-Pilate était mentionné au Credo. Quand, vers la fin du mois de mai, les contours de la tragédie sanglante commencent à se dessiner, il établit qu'en sa qualité de Hongrois, de comte, d'homme riche et de ministre, il ne pourra s'en tirer sain et sauf. Soit! Car lui et sa famille, où trouveraient-ils un asyle? Dieu le sait! Cependant sa place était à Pest. C'est là qu'il lui faut rester et il y restera — telle est sa résolution inébranlable. D'ailleurs, qu'est-ce qu'il craindrait? Kossuth le fera sans doute décapiter. Il ne pourrait désirer rien de mieux — écrit-il vers la mi-juin. Quelques jours plus tard, il s'avise que son Journal causera encore sa perte. A la bonheur, (2) ajouta-t-il, qu'à cela ne tienne! C'est le 6 août qu'il pense la première fois de quitter Pest, mais le lendemain il se ravise: où aller? Il vaut mieux périr à Pest qu'à Czenk, dans le sombre abandon. *J'y reste* — écrit-il le 7 août, en soulignant ces mots. Le 10 août, il donne son assentiment au décret par lequel Kossuth défend aux caisses publiques d'accepter les nouveaux billets autrichiens de un et de deux florins. Il s'écrie: J'ai dû le signer, je viens d'acquérir un nouveau titre à la potence.

Le 15 août, lorsqu'il se sent déjà très mal, et qu'il ne parvient plus à faire sa prière, après une nuit terrible, il prend, avec l'énergie de l'exaspération, la résolution de périr à Pest. Le 18 août, Széchenyi cause avec Louis Kovács sur les projets de Kossuth et sur les flots de sang versés en Hongrie. Ce jour, il écrit dans son Journal: « Je ne me soucie pas de ma vie ni de celle

(1) Károlyi, vol. I, page 368.
(2) En français dans le texte.

de mes proches. Je préfère dix millions de fois être l'assassiné que l'assassin. »

Il désire la mort. Le 23 août, il attend impatiemment que Patay le tue en duel. Le 27 août enfin, il se décide à faire partir chez soi, sa femme et ses enfants. « Est-ce que je les reverrai ? Je ne crois pas ! J'en ai le cœur brisé, mais pourtant je me sens soulagé. » — A présent il ne doit braver les dangers qu'à lui seul. (1) Nous voyons qu'il combat ses angoisses avec humour, s'inspirant du sentiment du devoir et défiant la mort, jusqu'au 27 août.

Nous apprenons par le récit de Louis Kovács qu'il prend des précautions utiles pour se sauvegarder et qu'en général, il fait peu de cas de sa sécurité personnelle menacée, aussi longtemps qu'il est relativement bien portant. Ce ne sont donc pas ces craintes qui avaient rongé son âme, c'était l'accusation terrible de soi-même qui apparut vers la troisième décade du siècle et qui, depuis la mi-mai 1848, commença à miner sa vie intérieure. Le 18 mai, il écrit dans son Journal : « Mes pensées m'empêchent de dormir. Je vois que c'est moi qui suis la cause principale de tout. Pour faire pénitence, pour être reçu dans l'autre monde — je devrais me purifier ici-bas au petit feu. » Il se défend contre cette idée, mais plus la situation devient sinistre, plus sa défense devient inopérante. Voilà la cause qui détraque son âme, le sentiment de la peur n'y ajoute que des troubles accidentels. C'est lui-même qui — dans ses notes du 18 juillet — fait la juste proportion entre les effets de ces deux courants de sentiments : « Depuis deux heures du matin, je ne puis dormir !... Que de reproches je me fais ! Ce n'est pas pour moi et mes chéris que je me tourmente, mais à cause de la responsabilité d'avoir acculé à la ruine le pays entier, la monarchie entière ! » (2)

Le fait que, le 27 août, il fit partir sa famille, démontre le changement de la situation. Il entre dans une église et ne réussit pas à faire sa prière. Dans la nuit du 27, il entend une voix intérieure qui lui crie : « Tu est la cause de tout ! » Le 28 août, tout épuisé, il se rend dans la Chambre des

(1) Károlyi, vol. I, pages 285, 324, 335, 338, 368, 371, 374, 376, 381. 385.
(2) Károlyi, vol. I, p. 316, 354.

députés. Il fait chercher un de ses médecins, le docteur Moskovics, avec lequel il cause de l'atmosphère politique de Pest. Moskovics appréhendait alors une fièvre nervale. (1) A coup sûr, il était déjà très malade, il avait perdu presque tout empire sur soi-même. Après la séance du Conseil, où l'on délibérait sur les affaires croates, il se sent très mal et se rend chez Tierney Clark, exprès pour l'inviter à quitter Pest. Maintenant, c'est déjà le sentiment de la peur qui gagne son âme : symptôme caractéristique de la grave maladie qui commence. La nuit suivante, il hallucine de nouveau ; il court par la chambre et se bat la tête.

Le matin, il va dans l'église du faubourg Christine pour se confesser. Mais la tempête de son âme n'en est pas apaisée. Il ne peut se décider : doit-il se sauver ou bien se faire pendre — peut-être par la populace ? Qu'il doit périr, il en est sûr ; il faut qu'il soit torturé, au moins, pour expier un peu ses crimes. Il ne peut pas manger. Kossuth lui dit ce jour : « Vous avez fait partir votre femme... prenez garde à vous... je fais tirer sur ceux qui sont contre nous ! » Il n'a plus un moment de répit. Exaspéré, il se promène sur les chaînes du pont suspendu. Il est affligé, parce que les Clark, deux ingénieurs, ne veulent pas se sauver, se sentant en sécurité absolue. Le 31 août, après une nuit terrible, il rencontre Edmond Kállay et Joseph Orosz qui, de bonne foi, lui parlent de son livre *Le Crédit*. Cela fait que Széchenyi se sent l'enfer au cœur.

Ce jour, il envoie au comte Adalbert Zichy de l'argent et des papiers, afin de les remettre à sa femme, pour le cas où il aurait rendu son âme, pendu à une lanterne. Le même jour, il mentionne aussi devant le palatin-archiduc Etienne qu'il va se retirer ; au comte François Zichy il dit franchement : Je m'en vais, c'est moi qui suis responsable de tout. Le comte François Zichy pâlit. Le 1er septembre, il veut terminer son Journal, ce qui signifie qu'il entendait se suicider ; le 3 septembre, il prend en effet son pistolet, mais il le dépose. Ce jour-ci, la crise est déjà fort avancée, parce que au milieu de ses remords terribles surgit aussi le nom de Charlotte O'Meade. Il se sent damné. Si du moins il voyait une

(1) Károlyi, vol. I, pages 385—387. — Louis Kovács, vol. II, p. 295.

ueur d'espoir de pouvoir éviter le conflit avec la dynastie. lais précisément, le 3 septembre, Kossuth dit à Széchenyi : Je suis prêt à pactiser même avec le diable, mais je ne ransigerai point avec Vienne et la dynastie!» Le lendemain, c'est e 4 septembre, Széchenyi songe de nouveau au suicide ; il en st empêché par Tasner. Il se rend au Conseil des ministres ù ses collègues le relèvent de ses fonctions. Son air agard trahissait déjà sa maladie. Il consulte le Dr. Paul alogh d'Almás qui cherche à le persuader de quitter est. Széchenyi hésite encore, disant que c'est là qu'il lui aut vivre et mourir. Mais, il finit par céder au conseil de on médecin. Il fait ses adieux aux frères Clark, écrit au alatin et au président de la Chambre pour demander un ongé. Il s'accuse et implore la clémence de Dieu. Le lendemain, Balogh d'Almás le fait monter en voiture. Il paraît ue Széchenyi ne savait pas où l'on voulait le conduire ; il se eut que son médecin avait d'abord pensé à l'accompagner à zenk. Mais chemin faisant, ses tentatives réitérées de suicide, es plaintes amères suscitées par des accusations dirigées ontre soi-même, ses accès de délire persuadèrent le médecin e la nécessité de placer Széchenyi dans une maison de anté. (1) En effet, depuis le 27 août, les symptômes de la olie devinrent visibles ; nous ne pouvons donc supposer u'un malade, privé de sa libre volonté, qui n'avait cessé e chercher à en finir avec la vie, eût exécuté, par un calcul roid, un plan inventé pour sauver sa personne.

IV.

Les premières années à Döbling.

D'après Kecskeméthy, les premiers jours et les premières emaines que Széchenyi passait à Döbling, devaient être horibles. Aussitôt arrivé, il eut un accès si furieux qu'il fallait attacher au lit. Et on dut souvent recourir à ce moyen, our l'empêcher de se briser la tête contre les murs, dans intention de se suicider. D'autres fois, il s'appuyait contre es murs, en se défendant furieusement avec sa canne contre

(1) Károlyi, vol. I, p. 387—390. Voir l'œuvre citée de Kovács, vol. II, . 296 ; Majláth : *Les lettres d'Etienne Széchenyi,* vol. III, p. 626, 627.

des agresseurs invisibles. Il refusait de voir quiconque, et ne voulait même pas recevoir la visite de son épouse. Il négligeait sa personne et l'on dut le contraindre à se laver, à changer de linge, à soigner ses cheveux et ses ongles. Il fallait même signaler à son attention l'usage de la vaisselle. Il aimait à bavarder avec ses infirmiers, s'accusant de ses crimes patriotiques. Cet état presque bestial aurait duré plusieurs années. Le comte était enterré vivant. Ce n'est qu'en 1850 que Dr. Görgen l'emmena en ville pour lui faire voir sa famille. Bientôt Széchenyi exprimait le désir de se distraire, il engageait ses infirmiers à jouer à la marelle et à d'autres jeux de ce genre, enfin son ancienne prédilection pour les échecs se réveillait. Il jouait aux échecs dès les premières heures du soir jusqu'à minuit, souvent jusqu'au matin. Et comme si le jeu aux échecs eût ressuscité ses facultés d'esprit, il commençait, en 1853, peu à peu à s'intéresser aux hommes. C'était alors que l'archevêque Lonovics lui fit sa visite, et depuis ce temps sa santé s'améliora.

Les biographes ont généralement suivi le récit de Kecskeméthy, en supprimant plus ou moins de détails. Mais les données récemment publiées font douter de l'authenticité de ce récit. Kecskeméthy n'avait pas encore fait la connaissance de Széchenyi lorsque celui-ci passait ses premières années à Döbling; il ne peut donc parler de ce temps que par ouï-dire. Sans doute, l'état de santé de Széchenyi était fort délabré à cette époque, mais il n'est pas vrai qu'il avait passé des années dans une dégradation presque bestiale. Károlyi a trouvé parmi les papiers de Széchenyi saisis six lettres que la comtesse Etienne Széchenyi avait adressées à son époux. La première lettre date du 10 septembre 1848, la deuxième du 12 octobre, la troisième du 24 décembre; les autres ont été écrites en 1849. La comtesse s'efforce dans ces lettres de consoler son mari, elle regrette que Széchenyi ne veuille pas la voir et elle le prie de ne pas se torturer par des accusations dont il s'accable et qui sont dénués de tout fondement. (1) Le fait que la comtesse Széchenyi avait déjà, durant les deux premiers mois du séjour de son mari à Döbling, lui écrit au moins deux lettres par mois et qu'elle

(1) Károlyi, vol I, p. 140.

avait continué à lui écrire, nous permet d'admettre qu'elle devait attendre un bon effet de ces lettres. Cependant, un tel effet, elle n'aurait pu l'espérer si elle n'avait pas su que son mari serait capable de lire ses missives et, dans une certaine mesure, de les comprendre. Cette apathie presque bestiale dont Kecskeméthy a fait la description, n'avait peut-être pas même duré des semaines. Széchenyi avait déjà, dès 1848, témoigné un intérêt pour les événements de Hongrie, comme c'est démontré par des lettres qu'il avait écrites dans la période de 1849—1851. (1) Pendant les combats d'indépendance, il avait probablement lu les journaux viennois. (2)

(A suivre.)

DAVID ANGYAL.

(1) Ce fait est déjà mis en relief par Etienne Friedreich dans sa biographie de Széchenyi.

(2) Voir *Blick*, p. 103 : « Wer die Früchte der freien Presse und vorzüglich der Wiener freien Gehirn-Exuberanz der wenigen Monate der Jahre 1848—1849 verkostet hat. »

L'ORIENTATION DE NOTRE POLITIQUE EXTÉRIEURE

(Fin.) (2)

Voyons maintenant où en sommes-nous avec l'Italie.

Si d'aucuns jugent trop sévèrement le fait que les Italiens se mirent, au moment le plus critique pour la Triple-Alliance, du côté de l'Entente, ils oublient le mot de Bismarck, selon lequel les alliances entre Etats ne sont que des « instruments de paix », et qu'en cas de guerre, leur conduite dépend uniquement de leurs intérêts.

On sait d'ailleurs que l'Italie ne s'était alliée à l'Autriche que sous la pression de Bismarck, qui avait rappelé brutalement à Crispi que « pour aller à Berlin, il fallait passer par Vienne ». Et, comme le cabinet de Rome avait toujours pour principe de ne jamais s'opposer à l'Angleterre, il ne signa le pacte d'alliance avec l'Autriche que lorsque Bismarck l'eut formellement rassuré à cet égard.

Mais vint la guerre, dans laquelle, en vertu de ce pacte, les Italiens auraient dû lutter, aux côtés de l'Autriche, contre la Grande-Bretagne. Ils sortirent alors de l'alliance conclue à contre-cœur avec l'Autriche, et la victoire de l'Entente réalisa non seulement leurs désirs nationaux, mais encore davantage, puisque, par l'annexion de Bozen et des territoires situés au Nord de celui-ci, ils obtinrent plus qu'il ne leur eût fallu au point de vue de l'unité italienne.

Depuis le démembrement de la monarchie austro-hongroise, nos intérêts ne s'opposent — et ne sauraient s'opposer — sur aucun point à ceux de l'Italie. Car, tandis que l'Autriche ancienne regardait d'un œil jaloux les aspirations de l'Italie à certaines régions de l'Asie mineure et de l'Afrique septentrionale, nos intérêts ne sont pas contraires à celles-là, et le désir que l'Italie a de devenir maîtresse de

l'Adriatique — désir qui suscite un antagonisme irréconciliable entre elle et la Yougoslavie — a toutes nos sympathies.

Enfin, il ne pourrait y avoir aucune rivalité économique entre nous et les Italiens, vu que nos produits ne sont pas de nature à se concurrencer les uns les autres.

Parmi les petits Etats voisins de l'Italie, il n'y a que la Hongrie dont les aspirations ne sont pas en opposition avec celles de l'Italie. Les Grecs et les Serbes sont leurs rivaux; et, en cas d'une guerre italo-serbe, ils ne pourraient compter sur les Roumains. (On sait même que l'Italie tâche, depuis quelque temps, d'entrer en relations avec la Russie. La valeur de l'amitié italo-roumaine devient par là bien précaire.)

Par ces raisons, il est évident que l'Italie a intérêt à nous avoir pour amis. Malgré cela, elle se contenta, dans la question de la Hongrie occidentale, d'empêcher la réalisation d'un corridor tchéco-serbe, sans rien faire de plus pour nous; quant aux réparations, elle est contre la Hongrie; et ses cercles officiels ne firent preuve, jusque-là, d'aucune sympathie pour nous.

Quand on voit que l'Autriche elle-même sut se rapprocher de l'Italie [1] — bien qu'elle lui eût enlevé des territoires de langue allemande, — il est pénible de constater que, malgré nos nombreux intérêts mutuels — et en dépit de la sympathie traditionnelle que nous avons pour cette noble nation — nous n'ayons pas encore réussi à créer d'intimes liens avec elle. Est-ce que le cabinet de Rome ne voit pas ce que vaudrait pour lui l'amitié de la Hongrie? Quoi qu'il en soit, nous avons tout intérêt à insister sur l'utilité d'un rapprochement italo-magyar.

III. *Russie.*

Mais en attendant qu'on puisse amener les Italiens à sortir de l'incompréhensible attitude réservée qu'ils gardent envers nous, nous devons chercher à trouver une autre combinaison de politique extérieure, sans cependant qu'elle nous barre le chemin de l'orientation vers l'Italie.

[1] On se rappelle que l'idée d'une union économique italo-autrichienne fut naguère l'objet de sérieuses discussions.

Pour cela, nous devrions nous tourner vers les Russes.

On sait que l'Allemagne a conclu, à Rapallo, une convention avec les Russes ; que le maire de Lyon, M. Herriot, est allé à Moscou pour les sonder ; que M. Mussolini, quoiqu'anti-communiste, a eu, aussitôt arrivé au pouvoir, de longues conférences avec M. Krassine ; que la Turquie nationaliste doit principalement à la Russie l'annulation du traité de Sèvres ; et que ce n'est pas la faute des Anglais si la convention Urquhardt n'est pas entrée en vigueur. Quant au bolchevisme, il n'est plus en Russie qu'une chose de politique intérieure, tempérée par de nombreuses concessions ayant pour but de l'adapter aux nécessités de la vie réelle ; et déjà, le gouvernement soviétique est en train de chercher la voie qui le ramène à l'exploitation individuelle.

La politique extérieure de la Russie d'à présent est bien loin des principes que M. Lénine avait préconisés primitivement ; et l'on peut affirmer que la République des Soviets a renoncé à l'idée de faire éclater la révolution dans les autres pays, afin d'y introduire le bolchevisme. De plus, elle a complètement cessé de secourir les communistes de l'étranger ; et, dans les affaires extérieures, elle cède de moins en moins aux points de vue sentimentaux. (Rappelez-vous l'attitude amicale qu'elle prit envers le cabinet Mussolini.)

On peut dire que le régime tzariste même — s'il subsistait encore — suivrait la même voie que la Russie actuelle ; car si on lui eût enlevé la Finlande, la Bessarabie, la Lettonie et l'Estonie, il ferait la même chose que les bolchevistes : il voudrait les reprendre, oubliant pour cela ses projets concernant Constantinople et la Perse.

Or, si l'armée russe — et laquelle compte, d'après M. Lloyd George, 800.000 hommes — entrait dans une action capable de briser le cercle de fer que nos ennemis ont forgé autour de nous, cela ne pourrait — n'est-ce pas ? — nous être indifférent.

Tout nous porte donc à chercher à nous rapprocher de la Russie ; et il y a lieu de croire qu'elle ne regarderait pas cela d'un mauvais œil. Telle est, au moins, l'impression de ceux des Hongrois qui ont récemment eu des négociations économiques avec les Russes ; et il paraît que les communistes hongrois réfugiés là-bas — et dont l'influence est

d'ailleurs minime — ne pourraient mettre d'obstacles à ce rapprochement.

Eh bien! si celui-ci avait lieu, l'Allemagne y verrait une amplification du traité de Rapallo; la France, laquelle ne sait pas encore quelle attitude prendre avec les Russes, en serait peut-être dérangée dans ses calculs; et la chose laisserait assez froid les Anglais qui « passèrent si vite à l'ordre du jour » sur le traité de Rapallo, auquel, selon les mauvaises langues, ils n'étaient pas tout à fait étrangers. Pour ce qui est de l'Italie, elle saluerait probablement avec plaisir une entente hongro-russe, puisque l'affermissement de notre position serait favorable à ses intérêts.

Jusque-là, nous n'avons rencontré que de rares sympathies auprès de l'Entente. Ces sympathies, nous ne risquerions guère de les perdre en nous alliant aux Russes; par contre, cette orientation nous mettrait dans la même voie où marchent l'Italie et l'Allemagne.

Il est clair que tout cela embarrasserait bien la Petite Entente de M. Benès. C'est que la Bohème et la Yougoslavie s'entendent tacitement sur ce qu'elles ne marcheront jamais contre la Russie. Donc, malgré que leur alliance ait pour but de nous tenir en esclavage, — et, en vérité, l'Histoire ne connait pas d'alliance plus répugnante et plus criminelle, — elles ne contrecarreront jamais les Russes, même alliés à la Hongrie, *car c'est toujours en Russie que le soleil se lève pour les Slaves.* On ne saurait s'imaginer qu'un Etat slave attaquât la Russie dans le dos au moment où elle fait la guerre pour reprendre ses territoires perdus. (On se souvient combien les Yougoslaves était perplexes, l'autre jour, quand, après la défaite des Grecs par les Turcs, l'Angleterre voulait les faire marcher contre ceux-ci. Or, ce n'est pas la crainte de contrecarrer la politique française, qui agissait sur eux, c'est qu'ils savaient qu'en attaquant la Turquie, ils s'opposeraient à la Russie. Et il faut considérer qu'il ne s'agissait pas alors de la reprise des territoires *enlevés à la Russie*, et que celle-ci n'était même pas engagée militairement aux côtés des Turcs, tout son but n'ayant été que de montrer, en les secondant diplomatiquement, *les dents à l'Angleterre.* Or, si la Serbie n'osa pas alors contrecarrer les Russes, elle

les contrecarrera encore moins le jour où ils feront la guerre pour reprendre leurs anciens territoires.)

Il ne faut pas oublier, en outre, que la Yougoslavie sait bien que toute action agressive de sa part contre la Hongrie pourrait lui coûter la côte adriatique, même dans le cas où la Hongrie ne serait pas alliée à l'Italie.

En ce qui concerne les Tchèques, ils doivent tenir compte du fait qu'il y a, chez eux, de fortes sympathies pour la Russie; l'on ne saurait s'imaginer, en effet, qu'ils lui fassent la guerre pour des intérêts polonais.

Quant à nous, les Tchèques n'auraient à faire que peu de sacrifices pour s'assurer notre amitié sincère; dans ce but, ils n'auraient qu'à consentir, dans le comitat de Gömör et dans les territoires de langue hongroise, à une équitable rectification de frontière; quant aux comitats ruthènes, comme ils ne les considèrent pas comme un territoire tchécoslovaque proprement dit, la médiation des Russes y pourrait obtenir pour nous de bons résultats; on voit donc que la Bohème pourrait rester neutre en face de la Hongrie et de la Russie, et cela sans avoir à subir aucun préjudice.

Enfin, il va sans dire qu'une entente hongro-russe ne ferait qu'augmenter les sympathies des Turcs et des Bulgares à notre égard. Il nous serait douloureux de perdre, en nous mettant du côté de la Russie, l'amitié des Polonais, mais il faut regarder les choses en face et reconnaître que la Pologne officielle n'a rien fait jusqu'ici pour prouver qu'elle partageait nos sympathies pour elle.

Dr. Maximilien Fenyő.

L'AUTRICHE

Quand, après l'effondrement de la monarchie austro-hongroise, l'Autriche allemande se constitua en Etat indépendant, elle n'eut qu'un désir: ce fut d'être incorporée le plus tôt possible, à l'Allemagne. Mais, ce désir ne se réalisa pas. Le traité de St-Germain, outre qu'il imposa à cet Etat un nouveau nom: *République autrichienne*, le mettait en demeure de garder sa souveraineté et de s'en remettre à la sagesse et à l'habileté de ses gouvernants pour trouver à cet égard une solution convenable.

Il paraissait presque impossible que cette république autrichienne fût à même, réduite à ses seules forces, de conserver seulement six mois durant, sa souveraineté, voire son existence indépendante. Mais ce qui paraissait impossible, devint pourtant une réalité et un fait historique: la république autrichienne, ayant surmonté la crise qui, depuis le moment de sa naissance, avait menacé ses jours, se trouve en bonne voie pour poser les fondements d'un ordre de choses politique, financier et économique qui non seulement lui fera retrouver sa précédente importance financière et économique due à sa situation géographique, mais rendre aussi à sa capitale Vienne la place de premier ordre que lui a toujours valu le fait d'être située au point d'intersection des multiples courants politiques, économiques et financiers du centre et du sud de l'Europe.

Aucune souveraineté politique ne peut exister sans une solide garantie de « viabilité » économique. Où donc la république autrichienne, au milieu des graves difficultés que lui suscitait l'attitude peu amicale des Etats voisins, puisa-t-elle la force nécessaire pour montrer une telle viabilité? La réponse est bien simple: en réalisant sa fortune

nationale et en faisant agir toutes les forces productives du pays. La presse à billets de banque fut mise en mouvement et ce moyen eût eu un succès complet si l'on n'en eût pas abusé dans des buts de parti, au profit du socialisme et que l'on n'eût pas dépassé la mesure qui était indiquée. La prépondérance que le socialisme acquit après la guerre aussi bien en Autriche que dans tous les autres pays, permit au parti socialiste, en puisant dans la fortune nationale réalisée, de faire servir la presse à billets au payement des tributs de la bourgeoisie-capitaliste au prolétariat devenu maître de la situation. La fortune nationale ayant été de la sorte complètement gaspillée, il s'ensuivit que la société bourgeoise-capitaliste menaça de s'effondrer.

Les partis bourgeois, s'étant enfin rendu compte du danger imminent d'une catastrophe, eurent hâte de se constituer en un seul bloc pour la conjurer. Ils tirèrent du milieu de leurs rangs les éléments d'un nouveau gouvernement dont le chef du plus important d'entre eux, le professeur Dr. Seipel, prit la tête, en qualité de chancelier. Le programme de ce nouveau gouvernement fut : arrêt de la presse à billets et retour au bon ordre dans les finances de l'Etat par le rétablissement de l'équilibre du budget. La mise à exécution de ce programme devait rendre à l'Autriche la confiance perdue dans le pays et à l'étranger et lui permettre de recevoir des crédits intérieurs et extérieurs sans lesquels le but poursuivi ne pouvait être atteint. Pour que la presse à billets pût être arrêtée et l'ordre revenir dans les finances, la fondation d'une nouvelle banque d'émission était nécessaire. Or, à peine la souscription du capital-actions fût-elle garantie par les engagements des banques viennoises vis-à-vis du gouvernement qu'un coup formidable porté au cours de la couronne à Zurich, précipite celle-ci au-dessous de 0,01 et par là, non seulement compromit les chances du plan de reconstruction, mais mit aussi en question le maintien de l'ordre public et social. Dès ce moment-là, la presse internationale se mit à discuter l'éventualité d'un partage de l'Autriche et, en Autriche même, on s'attendait anxieusement à l'entrée de troupes étrangères auxquelles on n'eût pas pu opposer de résistance.

C'est alors que le cabinet Seipel se décida à tirer la

politique autrichienne de son attitude passive pour lui faire jouer un rôle répondant aux besoins de l'Etat. Le chancelier Seipel entreprit ses voyages à Prague, Berlin, Vérone et enfin à Genève, et ici virent le jour les arrangements qui furent signés le 4 octobre de l'année dernière et ratifiés encore avant la fin de 1922 par tous les Etats contractants.

L'accord de Genève contient la garantie et les engagements respectifs de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et de la Tchéco-Slovaquie de ne pas toucher à la souveraineté politique et économique de l'Autriche. Par là, tous les plans de partage de ce pays sont définitivement écartés. En outre, l'accord renferme des directives en vue de la réédification financière et économique.

Le 18 novembre de l'année dernière, l'Autriche a mis le cran d'arrêt à la presse à billets, fondé la nouvelle banque d'émission et recueilli le capital-actions de cette dernière en grande partie dans le pays même. Depuis l'ouverture de la Banque Nationale, le 1er janvier 1923, la république est de nouveau en possession d'un régime financier où le bon ordre sera assuré si tant est que le statut de la banque trouve une stricte application et que l'on observe exactement la limitation statutaire de l'émission des billets de banque. Par suite du versement du capital-actions et de l'acquisition d'or et de devises-or, la banque dispose d'une réserve métallique si élevée que les billets en circulation ont déjà une couverture-or de plus de 25%.

Le gouvernement autrichien n'a pas entrepris avec moins d'énergie la réforme de son budget et a décidé à cet effet de radicales mesures d'économie et une élévation considérable des recettes. Toutes ces mesures garantirent l'indépendance de l'Etat autrichien, si sa vie économique se trouve à même de maintenir la capacité productive nationale à la hauteur de pareilles exigences excessives.

L'Autriche est un Etat importateur. Werner Sombart a dit avec beaucoup de justesse: « Son sol ne suffit pas à nourrir toute sa population ». Cette population doit avoir la possibilité, pour satisfaire complètement ses besoins, de s'approvisionner jusqu'à un certain point sur des sols étrangers et elle ne peut acquérir le droit de le faire qu'en attestant sa capacité de payer ce qui lui manque dans son

propre pays, par la livraison d'articles d'importation. Or, s'il est d'une part hors de doute que l'industrie autrichienne est réduite à importer les matières premières dont elle a besoin, d'autre part, l'opinion commence à prévaloir qu'en ce qui concerne les vivres, l'Autriche, le voulût-elle, pourrait se suffire à elle-même.

Les besoins de subsistance de la population pourraient être couverts dans le pays même si l'on songeait soit à arrondir quelque peu les terrains de culture, soit à porter par hectare la production du blé à 20 quintaux (1913 : 14,8), des fourrages à 18 quintaux (1913 : 13,4), des légumes à 20 quintaux (1913 : 10,5) et des pommes de terre à 21,6 quintaux (1913 : 12,12). De même, une restriction de la consommation et une augmentation de la production permettraient de réduire l'importation de la viande à 700.000 quintaux et de la graine à 350.000, et cette importation ainsi réduite serait aisément réalisable par voie de compensation, par exemple en échange de bêtes reproductrices. Le pays pourrait fournir le nécessaire en lait et en beurre, pourvu qu'on renforçât la productivité des bêtes laitières. La production en œufs pourrait facilement monter de 240 millions de pièces, chiffre actuel, à 500 millions, si le nombre des poules pondeuses était accrû à proportion, ce qui ne ferait pas de difficulté ; de ce fait, l'importation n'aurait plus qu'à fournir 150 millions d'œufs. L'importation de sucre peut être réduite à un million de quintaux. Tout cela exige, il est vrai, de la part de couches toujours plus nombreuses de la population bien des sacrifices volontaires qui, du reste, s'imposeront d'eux-mêmes dans les temps prochains, la situation économique générale ne faisant qu'empirer.

L'extraction du charbon sur le territoire de l'Autriche accusait en 1922 déjà 3,3 millions de tonnes contre 2,4 millions dans la dernière année d'avant guerre. Supposons qu'après le retour d'une situation normale, la consommation totale de charbon se chiffre par 16 millions de tonnes. Dans ce cas, par suite de l'élévation progressive jusqu'à 4 millions de tonnes, de la production par le pays même, l'importation nécessaire tomberait à 12 millions sur lesquels on pourrait encore épargner 8 millions représentés par la mise en valeur des forces hydrauliques. Une telle économie

commence déjà à être réalisable par suite de la mise en exploitation des premières usines hydrodynamiques.

On est fondé par conséquent à espérer que l'accroissement de sa capacité productive sur ces différents terrains, aura pour effet d'améliorer pour l'Autriche la situation défavorable où elle s'est trouvée jusqu'ici et que toute son existence économique, avant tout sa balance commerciale et le cours de son change, en bénéficieront dans une large mesure. Bien qu'il ne soit qu'à son début, cet accroissement de force productive est déjà appréciable et il est particulièrement réjouissant de pouvoir constater que les chiffres de la balance commerciale de l'année 1922 — laquelle n'a été encore établie que de janvier à septembre inclusivement, — font preuve d'un changement en mieux qui commence à se faire voir dans le domaine de l'importation. Suivant ces chiffres, l'importation fut, dans les trois premiers trimestres de l'année 1922, de 6,7 quintaux (11°/₀ en nombre rond) moindre que dans la période correspondante de 1921, l'exportation en revanche de 5,9 millions de quintaux (58°/₀) plus considérable. Le recul à l'importation concerne principalement les matières combustibles (38,9 contre 44,6 quintaux) ainsi que les aliments et boissons (8 contre 9,8 millions de quintaux); l'augmentation à l'exportation comprend aussi bien les articles en bois (5,8 contre 3,7 millions de quintaux) et la magnésite (1 contre 0,6 million de quintal) que des produits industriels (6,4 contre 4,6 millions de quintaux) lesquels tiennent toujours le premier rang dans l'exportation. L'importation totale de 55,4 millions de quintaux avait une valeur de 1176 millions de couronnes-or, l'exportation de 16 millions de quintaux une valeur de 780 millions de couronnes-or. Le passif de la balance commerciale se chiffrait ainsi pour la période janvier—septembre par 396 millions de couronnes-or; comme dans les six premiers mois de l'année seulement il était de 303 millions de couronnes-or, la valeur de l'importation, dans le troisième trimestre, s'est donc élevée de 49°/₀, celle de l'exportation par contre de 60°/₀, atteignant ainsi déjà 66°/₀ de la valeur de l'importation contre 62°/₀ dans la première moitié de l'année. Il s'ensuit que le troisième trimestre faisait voir une amélioration de la balance commerciale.

Les plus grandes difficultés que rencontre par conséquent la reconstruction ou, pour mieux dire, la construction nouvelle de l'Autriche, résident, indépendamment des mesures financières prises pour rétablir l'équilibre du budget, dans le domaine politico-économique où doit s'effectuer l'équilibre de la balance commerciale. Dans ce domaine aussi, l'accord de Genève a tracé la vraie voie à suivre et l'Autriche s'est empressée de s'y engager. La conférence que la commission de la Société des Nations a tenue à Paris, dans les derniers jours de janvier, n'a fait que stimuler l'Autriche dans la poursuite du but à atteindre. La conclusion de traités de commerce avec tous les Etats avec lesquels il en avait existé précédemment, est en partie fait accompli, en partie en voie de préparation et il reste surtout à savoir si les Etats de succession entendent renoncer définitivement à leur politique, pratiquée jusqu'ici, de barrières douanières, politique à laquelle la crise monétaire avait donné un caractère particulièrement grave. Peut-être ces Etats voudront-ils enfin, revenant à une plus saine appréciation des choses, adopter les principes que, voilà 150 ans, David Hume prêchait aux Anglais: « Manifestement, l'industrie indigène d'un peuple ne peut subir aucun préjudice d'un plus grand bien-être de ses voisins. Mais, je vais plus loin et je prétends que partout où, entre nations, existe la liberté du commerce et des communications, l'industrie indigène de chacune d'elles doit tirer son profit des progrès des autres. » L'Angleterre étant devenue riche pour avoir fait « sien » ce principe, les Etats danubiens peuvent aussi tenter de l'appliquer. L'Autriche, secondée par la commission de la Société des Nations, donne maintenant, à l'exclusion de toute arrière-pensée politique, l'impulsion dans ce sens.

Considérée du point de vue de sa force productive nationale, l'Autriche dispose non seulement d'un grand domaine ouvert à l'activité de l'ouvrier agricole et de l'ouvrier des mines, mais aussi d'un champ non moins vaste où les connaissances commerciales et techniques peuvent largement la faire valoir. Ces dernières ont toujours été profitables, la situation géographique de l'Autriche et de Vienne s'y prêtant tout particulièrement, aux Etats du territoire danubien et du proche Orient. Les relations qui étaient résultées de

ce fait, ont pu pendant quelque temps se relâcher, mais elles ne peuvent pas prendre fin pour toujours. L'Autriche est mise à même par ses richesses en forêts de satisfaire une partie des besoins en bois de ses voisins. Elle est pour la même raison en état de développer son industrie du papier, de meubles et de tous les articles en bois et de fournir par là une forte contribution à l'exportation. Ainsi en est-il pour tout : qu'il s'agisse de ses gisements de magnésite et de ses terrains miniers, ou de son industrie métallurgique qui défie toute concurrence, ou de son industrie, si appréciée, de la confection, ou de ses arts industriels et de son industrie d'objets de luxe, tous d'une marque bien viennoise, qui ont déjà acquis une renommée mondiale. A cela, il faut ajouter que Vienne possède une situation géographique exceptionnellement favorable, étant le siège de grandes et puissantes organisations financières et commerciales et le point de jonction d'importantes routes de communication. Il résulte de là que les transactions commerciales, même entre les Etats voisins, justement en raison des difficultés pendantes entre eux, trouvent à Vienne un excellent terrain pour s'effectuer sans le moindre frottement.

Vienne étant depuis des siècles le marché naturel d'échange et jusqu'à un certain point le véritable Clearing-house du commerce et des relations d'affaires des pays danubiens et de l'Orient, cette ville gardera d'autant plus facilement sa place privilégiée et la verra se développer d'autant plus que, par suite de la dissolution de la monarchie, elle a perdu tout caractère politique. Cela se fera voir de plus en plus clairement, à mesure que les Etats danubiens abandonneront leur humeur belliqueuse et que leurs regards se détacheront des visions de la guerre. L'Autriche éprouve le besoin de vivre avec tous ses voisins sur le pied le plus amical, de recevoir d'eux ce qui lui manque et de leur fournir ce qui leur manque à eux. En Autriche, l'opinion est déjà à cet égard une et générale et l'on désire que la même mentalité se fasse voir dans tous les Etats voisins, aussi en Hongrie, si tant est qu'il s'y trouve encore des gens pour s'imaginer faussement que l'Autriche aurait des visées d'hégémonie de n'importe quelle sorte. Aucune pensée n'est plus étrangère à l'Autrichien que celle de reve-

nir à la politique de l'ancienne Autriche ou de la favoriser.

L'Autriche voit avec un sincère plaisir tous les Etats de succession jouir de leur propre souveraineté, mais elle demande aussi à conserver la sienne et, persuadée qu'il en sera ainsi, elle souhaite d'arriver à une entente amicale relativement aux intérêts économiques communs auxquels la configuration du bassin du Danube et des pays qu'il embrasse a donné naissance et que les Etats danubiens ne peuvent pas perdre de vue s'ils veulent assurer leur prospérité. A cet effet, point n'est besoin d'une confédération, quelle qu'elle soit, mais il suffit d'une vue claire de l'état de choses existant et de la façon dont le voisin y applique ses principes. Il n'en a jamais été autrement en temps de paix dans le monde entier.

Charles Rausch.

LE CENTENAIRE DE JULES ANDRÁSSY

La Hongrie vient de célébrer le centenaire de la naissance du comte Jules Andrássy: le grand homme dont l'avait favorisé le XIX[e] siècle. Bien que plus jeune que les trois hommes prédestinés à refondre le caractère de leur patrie, Andrássy se range auprès d'eux presqu'en égal, car si le comte Etienne Széchenyi avait éveillé les facultés de ses compatriotes tombés en indolence; si Louis Kossuth avait su enflammer les enthousiasmes pour déterminer les nobles à affranchir les serfs, pour secouer le joug oppresseur et lutter pour la liberté; si, enfin, François Deák avait réussi à sauver la continuité du droit constitutionnel et à réconcilier la dynastie avec la nation hongroise: c'était Jules Andrássy qui, en exécutant le compromis conçu par «le sage de la nation», avait mis en pratique la plupart des maximes énoncées par ses trois grands contemporains. Mais tandis que Széchenyi, Kossuth et Deák s'étaient bornés à sauvegarder principalement les intérêts de leur pays natal, Andrássy, tout en se vouant avec ferveur à la prospérité de ses concitoyens, élargit le cadre de son action en faisant sentir son influence aussi sur l'histoire universelle. En 1879, c'est grâce à son heureuse initiative que se réunit la conférence de Berlin qui a préservé l'Europe de la conflagration générale à propos du traité de San Stefano. Si, lors des conflits surgis aux Balkans et de l'assassinat à Sarajevo, il avait existé un homme d'Etat doué des mêmes facultés d'intervention habile, aujourd'hui le monde européen n'en serait certes pas à gémir des souffrances nées de la catastrophe mondiale.

Andrássy entra dans la vie publique à l'âge de 21 ans, après avoir préalablement fait des études sérieuses en France. Etienne Széchenyi ne manqua pas de reconnaître les dons exceptionnels du jeune homme auquel il confia tout de suite la présidence de la société pour la régularisation du fleuve Tisza, dans son cours au comitat Szabolcs. Il encouragea ce collaborateur, qui bientôt gagna son amitié, par cette prédiction: « Tu pourras conquérir la position que tu voudras. » En 1848, Andrássy prit part à la diète mémorable comme préfet du comitat Zemplén dans la Chambre des Magnats. Mais à la nouvelle de l'invasion des Croates en Hongrie, il s'empressa d'organiser la garde nationale de son comitat, à la tête de laquelle il prit part aux batailles de Pákozd et de Schwechat. Aide-de-camp de Görgey, il eut bientôt l'occasion de remplir sa première mission diplomatique, en se rendant à Constantinople pour obtenir en faveur des soldats hongrois, réfugiés sur les territoires ottomans, le même traitement bienveillant que la Haute Porte avait déjà accordé aux réfugiés des autres nations. Après la catastrophe de Világos, Andrássy quitta la capitale turque et suivit les émigrés hongrois, vivant à Londres et à Paris, tandis qu'à Pest la cour martiale le condamna à mort et le fit pendre *in effigie.*

Les années que le comte Andrássy avait passées dans l'exil, il les utilisa pour étendre le cercle de ses connaissances politiques, pour observer le cours des affaires internationales et pour rester en relation avec tout ceux qui pouvaient le renseigner authentiquement sur l'état de choses dans la monarchie. Comme Deák, il était d'opinion que la seule solution possible servant aux intérêts réciproques, serait la réconciliation entre la dynastie et les Hongrois, qui seraient alors les appuis les plus solides du trône. Dédaignant solliciter une amnestie, il ne rentra dans sa patrie qu'en 1858; il se mit à déployer tout de suite une activité intensive dans la société, ainsi que dans la vie des comitats; comme membre de la diète de 1861, il se fit remarquer par un grand discours où il démontra que l'Autriche n'avait jamais été plus forte que lors du régime dualiste et qu'elle était très affaiblie depuis qu'elle est parvenue à abolir le dualisme.

Déjà en 1861, Andrássy mit tout en œuvre pour faciliter

un compromis avec l'Autriche. Ces efforts, il les continua à la diète de 1865, de sorte qu'il fut nommé président du comité délégué à préparer le compromis. Par le fait qu'il avait souligné que la monarchie devait garder sa position de grande puissance, il devint le personnage le plus propre à interpréter auprès de la cour les désirs des Hongrois. Après la défaite de Königgrätz, le souverain invita à dire son opinion aussi le comte Andrássy, qui demanda en premier lieu le rétablissement de la vie constitutionnelle et la nomination d'un ministère responsable. Quand le compromis fut accepté, le roi le nomma, le 17 février 1867, président du Conseil, et c'est dans cette qualité qu'en substituant le Palatin, — dont la dignité a été abolie — le comte Jules Andrássy mit, de concert avec le primat de Hongrie, la couronne de Saint Etienne sur la tête de François Joseph.

Des problèmes fort difficiles attendaient leur solution du gouvernement d'Andrássy, mais homme d'action qu'il était, il réussit à surmonter tous les obstacles. La convention avec les Croates fut conclue, avec l'aide de François Deák, qui avait mis entre les mains des chefs croates la fameuse carte blanche pour y inscrire leur demandes; mais la réorganisation de la défense nationale, la création de l'armée Honvéd (garde nationale) fut l'œuvre proprement dite d'Andrássy. Aux plus grandes difficultés se heurtait la dissolution des Confins militaires, vu que les chefs militaires à Vienne comptaient sur les troupes de ces Confins, peuplés de Croates, Serbes et Valaques, pour en former la base des opérations destinées à détruire le dualisme et à démolir l'Etat hongrois. Les centralistes de la monarchie considéraient la force armée des Confins militaires comme un bras de fer par lequel on pourrait, à l'occasion favorable, étrangler la Hongrie. Le roi lui-même hésitait longtemps à consentir à la dissolution de ce corps obéissant aveuglément à n'importe quel ordre de la cour. Mais, malgré l'acharnement des généraux croates et les intrigues des réactionnaires, Andrássy réussit à persuader François Joseph, en insistant sur la sainteté de sa parole donnée. En Hongrie, on ignorait quel danger énorme Andrássy avait écarté de la constitution à peine rétablie, mais le grand homme d'Etat confessa plus

tard que cette lutte était la tâche la plus ardue qu'il eût accomplie de sa vie.

Dans la politique étrangère, il avait à combattre les influences qui se faisaient valoir en vue d'une revanche pour Sadowa. Les chefs militaires et les grands de la cour rêvaient de reconquérir la position dont l'Autriche avait joui en Allemagne, et ils disposaient d'un allié convaincu dans la personne du chancelier Beust, l'ancien ministre saxon qui voulait briser à tout prix l'hégémonie des Prussiens. Il n'avait collaboré au compromis avec la Hongrie et au dualisme que pour s'en servir comme d'un moyen qui le mènerait à ce but; il le considérait au fond comme un état transitoire dont on pourrait se défaire en temps opportun. Mais Andrássy n'était pas la dupe de la politique équivoque de Beust et quand, à propos de la guerre franco-allemande, Beust et ses protecteurs auliques croyaient que l'occasion d'une revanche était venue, il se déclara avec toute son énergie pour la neutralité de la monarchie, et réussit à convaincre le souverain que les tentatives de regagner l'ancienne position en Allemagne seraient contraires aux véritables intérêts de l'Autriche-Hongrie. Les événements n'avaient pas manqué de lui donner raison.

L'avènement du cabinet Hohenwarth en Autriche créait un nouvel écueil destiné à faire échouer le dualisme. Mais Andrássy sut déjouer ce tour aussi, et après la chute de Hohenwarth et de sa politique fédéraliste, — que les Allemands autrichiens pouvaient combattre avec succès, grâce à l'appui d'Andrássy — Beust lui-même dut abandonner son poste de chancelier.

Andrássy qui lui succéda, ne s'appelait plus chancelier, mais ministre commun des Affaires étrangères. Quand il prit possession de l'historique hôtel du Ballhausplatz, l'Autriche-Hongrie était presque complètement isolée. Surtout les relations avec la Russie étaient très tendues, mais Andrássy s'efforça de convaincre le prince Gortchakoff que la monarchie ne nourrissait pas de sentiments hostiles à l'égard de la Russie, avec laquelle elle voudrait vivre en paix; la cour de Vienne ne s'opposait qu'à la politique *à part* de la haute société russe, qui propageait le panslavisme révolutionnaire et, par là, menaçait la paix européenne.

Conformément à la politique du prince Bismarck, qui s'efforça de se prémunir contre la revanche des Français en empêchant la république de pouvoir compter sur l'aide russe, l'Allemagne recherchait une alliance avec la Russie, ce qui répondait, du reste, aux traditions de la dynastie Hohenzollern. Andrássy eut l'habileté d'entrer dans cette combinaison et de faire participer son souverain à « l'alliance des trois empereurs ». Par ce moyen simple, il pouvait exercer un contrôle et se mettre en garde contre un développement excessif de cette alliance.

En 1875, lorsque tout le monde imputait au prince Bismarck des dessins belliqueux contre la France, le comte Andrássy fit preuve d'une habileté extraordinaire: il ne s'associa pas au point de vue de lord Derby, qui proposa une démarche démonstrative de la part de la Grande-Bretagne et de la Russie en faveur de la France. Andrássy voulut s'approcher davantage et non pas s'éloigner de l'Allemagne, s'apercevant que Bismarck faisait plus de cas de l'alliance avec la Russie que de l'entente avec l'Autriche-Hongrie. Et il sut très habilement profiter du moment psychologique pour préparer la réalisation de son but final, l'alliance étroite entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie; ce fut lorsque Gortchakoff s'était vanté dans sa dépêche circulaire: « maintenant la paix est assurée » et que, par conséquent, l'amitié des Allemands pour les Russes fut sensiblement ébranlée.

Andrássy s'est montré à l'apogée de son art diplomatique lors de la guerre russo-turque. L'armée du tzar subissait défaite après défaite et eût été détruite à Plewna sans l'aide des Roumains. Nonobstant cela, Gortchakoff semblait vouloir négliger les conventions de Reichstadt, ainsi que les autres conventions européennes. C'est alors que le comte Andrássy montra sa supériorité d'homme fort, en amenant les grandes puissances à ce congrès qui se réunit à Berlin, défit la paix de San Stefano et régla pour ainsi dire une part de la succession de l'empire ottoman. L'Autriche-Hongrie y reçut le mandat d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine, ce qui souleva en Hongrie une opposition acharnée. Cependant, Andrássy avait jugé nécessaire cette occupation comme une action préventive contre les menées panslavistes de la Russie, de la Serbie et du Monténégro.

Bientôt après, il eut la satisfaction de pouvoir réaliser son vœu d'une alliance étroite avec l'Allemagne. A Pétersbourg, on se sentit humilié par le congrès de Berlin et l'on intriguait contre Bismarck et la politique allemande. Le comte Andrássy avait déjà à deux reprises lancé l'idée de l'alliance avec l'Allemagne, mais sans succès; maintenant, par suite de ces manœvres, c'était le prince Bismarck qui s'empressa de conclure cette alliance, bien qu'il eût à vaincre les fortes hésitations de l'empereur Guillaume I[er].

Andrássy, qui était d'avis que les grandes actrices, les célèbres danseuses, les beautés féminines, de même que les hommes d'Etat commettaient la faute de rester trop longtemps sur le théâtre de leurs succès, ne voulut pas imiter cet exemple et, deux jours après la signature du traité d'alliance, se retira des affaires. Il retourna à Budapest, la capitale qu'il avait créée (en unissant les trois ville Pest, Bude et Vieille-Bude), où, suivant l'exemple de Napoléon III, il avait fait percer une élégante avenue pour faire disparaître un quartier mal famé. Quand, beau cavalier, il se montrait à cheval au Bois de ville, il attirait tous les regards et tous les hommages. Car sa popularité ne s'était jamais éclipsée, même alors qu'on n'entendait pas adhérer à sa politique. D'ailleurs, cette politique géniale ne manquait pas d'être justifiée par les événements. Mais ce qui manquait, plus tard, c'était les hommes d'Etat de son envergure qui auraient pu continuer son œuvre et maintenir la situation respectée qu'il avait acquise à la monarchie danubienne.

Quand, le 18 février 1880, il est mort à Volosca et que son corps fut exposé dans le grand vestibule de l'Académie Hongroise, la reine Elisabeth y alla en pélèrinage et passait une heure entière à prier avec ferveur. Aujourd'hui, lorsque la Hongrie mutilée rend ses hommages à la mémoire de son grand fils, on aimerait à implorer la Providence d'envoyer à la nation un pareil génie sauveur.

SPECTATOR.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quand l'Autriche et la Hongrie étaient encore unies dans l'ancienne monarchie danubienne, elles ressemblaient à deux époux se chamaillant toujours. Mais la séparation, dont l'un et l'autre Etat avaient espéré une ère de contentement, a longtemps tardé à leur apporter ce bonheur. La pomme de discorde qu'une diplomatie malveillante parvint à jeter entre les anciens alliés, en enrichissant l'Autriche de nos comitats occidentaux, — dont les Tchèques auraient voulu faire un corridor qui les unirait à leurs amis serbes, — n'a pas manqué de produire son effet néfaste. La Hongrie avait pris en mauvaise part que son compagnon d'infortune voulait, lui aussi, arracher un précieux lambeau de son corps si cruellement mutilé. La convention de Venise et le temps y aidant, la Hongrie est maintenant prête à jeter un voile sur ce désaccord, pour contribuer de son mieux à créer des relations amicales entre les deux pays dépouillés de leur ancienne prospérité et réduits, par conséquent, l'un à l'autre pour pouvoir soutenir la lutte contre les vicissitudes des crises économiques qui actuellement sévissent dans toute l'Europe. Un grand pas vers cette réconciliation a été fait le 26 février par la convention financière arbitrale, signée par la Hongrie et l'Autriche, pour trancher les différends survenus dans la question du Burgenland. Afin de faciliter une solution à l'amiable, la a Hongrie n'a pas hésité à faire des sacrifices et à prendre l'obligation de rembourser en espèces une somme de trois millions francs suisses, ce qui représente une assez lourde charge, si nous considérons que ces trois millions correspondent à peu près à 1.800 millions couronnes hongroises.

Les efforts déployés en vue de faciliter la satisfaction des besoins économiques de l'Autriche, qui n'est qu'insuffisamment pourvue de vivres, de matières premières, ont conduit le chancelier Seipel à Belgrade où il semble avoir obtenu ce qu'il avait espéré. Un des résultats qu'a produit cette visite doit être estimé précieux même du point de vue hongrois. Il existe dans les pays d'Autriche une minorité slovène, et le gouvernement de Belgrade a saisi l'occasion de la visite de l'homme d'Etat autrichien pour réclamer en faveur de cette minorité la protection garantie par le traité de Saint-Germain. Il va sans dire que l'Autriche est tout prête à accorder aux minorités slovènes la même protection loyale dont elle voudrait voir bénéficier les Allemands devenus sujets du royaume S. H. S. Si le désir exprimé par

le gouvernement yougoslave peut être considéré comme un signe de ce qu'on est en train de réviser dans un sens loyal les méthodes de la protection des minorités hongroises et souabes, nous en serons fort contents. Hélas ! l'affluence des Hongrois forcés à se réfugier dans la mère-patrie continue toujours, et quant à ceux de nos frères de race que même les persécutions des autorités yougoslaves ne parviennent pas à priver de leur patrimoine, ils font sonner assez haut leurs plaintes et protestations. Le fait que, dans la Bácska, les quelques Hongrois inscrits dans la liste des électeurs ont résolu de s'abstenir de voter, est assez éloquent. Mais les torts commis à l'égard des Hongrois sont reconnus aussi par un témoin dont nul ne saurait suspecter la partialité pour la Hongrie. Ce témoin n'est autre que le président du Conseil, M. Pachitch qui, dans une interview accordée au journal *Bácsmegyei Napló* sur les chances des élections, dit *textuellement :*

«Le parti hongrois allègue comme motif de sa passivité que beaucoup d'électeurs hongrois ont été retranchés des listes électorales. Mais, de cela, on ne saurait forger une arme contre le ministère. Le gouvernement, ainsi que le ministre de l'Intérieur compétent ont plusieurs fois donné des instructions concernant la rédaction des listes électorales, en recommandant aux autorités un procédé impartial et conforme à la loi, puisque celle-ci, du point de vue constitutionnel, ne fait aucune différence entre les divers citoyens. *Si, dans l'un ou l'autre endroit, les autorités interprètent de manière divergente les dispositions légales,* ce n'est pas la faute du ministère et l'on ne saurait en faire un reproche au gouvernement. Les ayants-droit Hongrois disposaient de moyens légaux pour demander la réparation des torts commis à leur égard. Cette réparation, ils l'auraient obtenue, s'ils avaient montré plus de zèle à faire valoir leurs droits. Quant aux décisions des tribunaux, le gouvernement n'en est aucunement responsable, considérant qu'il n'a pas d'influence sur ceux-ci, puisqu'ils sont indépendants.»

Le président du Conseil serbe regrette donc de devoir prendre connaissance du fait de l'abstention des Hongrois et des Souabes, il juge d'importance que, dans les élections actuelles, la volonté de tous les citoyens trouve son expression.

A bon entendeur, peu de paroles !

Si la campagne électorale, en Yougoslavie, semble devenir une des plus agitées, les élections elles-mêmes promettent de surpasser tout ce qu'on a vu de mouvementé jusqu'à présent dans ce genre. Il s'est constitué un nombre respectable de 50 divers partis ou groupes politiques, qui voteront en utilisant leurs propres listes. Tous les partis, y compris les radicaux et les démocrates, sont en outre divisés en plusieurs groupes qui ne tarissent point sur les invectives réciproques. Dans certaines circonscriptions slovènes, on a notifié de 15 jusqu'à 20 listes électorales.

La Pologne et la Hongrie sont en train de renouer des relations commerciales, qui seront très profitables à l'un et l'autre peuple. L'histoire universelle connaît peu de nations voisines qui se soient

toujours entendues si loyalement que Polonais et Hongrois, rapprochés encore les uns des autres par l'affinité du tempérament. Du point de vue économique, une collaboration étroite serait d'autant plus désirable que ces deux nations semblent prédestinées à se suppléer mutuellement. Le chemin le plus court et le plus commode de la Pologne vers le Sud et le Proche-Orient traverse la Hongrie. Pour gagner avantageusement l'Italie, les marchandises polonaises ont toujours été dirigées vers le port de Fiume et nous voudrions espérer que cette voie ne tarderait pas à redevenir praticable. Mais bien qu'il y ait plusieurs chemins de fer excellents qui franchissent les Carpathes, les jonctions entre la Pologne et la Hongrie sont coupées par le corridor qui unit la Tchéco-Slovaquie à la Roumanie. Ce corridor non seulement nous sépare de nos anciens voisins polonais, mais fait encore un obstacle sérieux à la vie économique de la Pologne et menace même sa sécurité politique dans l'avenir. Actuellement, les relations commerciales de la Pologne, en tant qu'elles concernent le trafic vers le Sud et le Proche-Orient, sont à la merci des Tchèques qui, moyennant les tarifs des chemins de fer, peuvent entraver à leur gré le commerce polonais-hongrois. Cependant, au moment ou seraient réalisées les aspirations tchèques à entrer, par l'aide du corridor, en contact immédiat avec la Russie, la Pologne encourrait le danger de perdre la Galicie orientale. C'est donc un intérêt vital pour elle de faire tous les efforts pour regagner une frontière commune avec la Hongrie.

L'Indépendance Roumaine, en discutant la campagne que mènent certains groupements politiques contre le projet de la nouvelle constitution, reproche aux adversaires de M. Bratianu d'avoir « éveillé à Budapest un écho aussi retentissant que joyeux ». Parlant de l'analyse du projet en question, parue dans le dernier numéro de notre Revue, *L'Indépendance Roumaine* dit qu'il serait aussi inutile que superflu de nous opposer un démenti, car les Magyars ne cesseraient de continuer leur œuvre de dénigrement de la Roumanie. Si le confrère de l'Agence *Rador* — laquelle continue à nous imputer des faits et des intentions qu'une telle autorité comme la Commission interalliée de Contrôle, après une rigoureuse investigation, vient de déclarer dénués de tout fondement — poursuit avec attention ce que nous avons avancé, il lui faudra convenir que généralement nous ne nous bornons qu'à citer les opinions de certains organes de la presse roumaine et de personnages notables du parlement de Bucarest. Ce n'est pas notre faute à nous si ces opinions sont défavorables au régime actuel, qui soulève tant d'indignation. *L'Indépendance Roumaine* n'ignore pas cet état de choses, à preuve que son courroux nous ménage généreusement pour ne s'adresser qu'au docteur Loupou, à M. Vajda et à certains groupements politiques dont l'action anti-gouvernementale fournit des arguments à notre thèse. Tous nos remercîments pour cet avis ; nous ne manquerons pas d'en profiter en vouant aux discours des partis de l'oppositionn en Roumanie toute l'attention qu'ils méritent.

P. S.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Une conférence du directeur de la Revue de Genève à Budapest.

L'autre jour, nous eûmes le plaisir de saluer au milieu de nous M. Robert de Traz, l'éminent directeur de la *Revue de Genève,* qui fit, sur l'invitation du club *Patria,* une conférence *sur le rôle des petits Etats.*

Il y mit en relief que les petits pays — par exemple la Grèce — jouèrent souvent un rôle important dans l'histoire de la civilisation. Et bien que, depuis le XIXe siècle, les préoccuppations économiques fussent devenues de plus en plus prédominantes dans la vie des Etats, les petites nations — ainsi la Suisse, la Hollande — surent s'adapter, même à ce point de vue, aux exigences des temps modernes. Cependant, c'est justement l'industrialisme à outrance pratiqué par les grandes nations européennes qui fut la cause la plus décisive de la guerre, et Ferrero avait raison de dire que vers 1914, *la machine* devint si puissante que ceux qui l'avaient construite ne pouvaient plus la maîtriser.

D'après M. de Traz, la faiblesse même des petits pays leur sert dans une certaine mesure, car, pour se maintenir dans la concurrence mondiale, ils sont forcés à déployer toutes leures énergis. Un Anglais riche peut se permettre le luxe de vivre tout à fait à part, l'Angleterre poursuivrait quand même majestueusement ses destinées ; mais il n'en est pas ainsi pour les petits Etats dans lesquels tous doivent — ou, au moins, devraient — faire quelque chose pour le pays.

Au point de vue politique, les petits Etats servent souvent de champ d'expérience pour y essayer les réformes qu'il serait risqué d'introduire d'un coup dans les grands Etats ; et cela fait qu'ils surpassent parfois, sur certains points, même ceux-ci.

M. de Traz est d'avis qu'il serait erroné de croire que les petites nations ne sont favorables qu'au développement de l'homme moyen ; elles ont aussi leurs hommes de génie et qui sont à la hauteur de ceux de l'étranger (qu'on se rappelle les peintres hollandais, flamands, ou Selma Lagerlöf et Mæterlinck, qui ont eu tous deux le prix Nobel).

M. de Traz fit observer que c'est justement la faiblesse des petits pays qui impose, envers eux, aux grandes Puissances le respect du droit international. Et ce n'est pas par hasard que les sièges des

grandes institutions internationales — Tribunal d'Arbitrage, Société des Nations, etc. — furent fixés dans des petits Etats qui eurent une grande part dans l'élaboration des règlements tendant à améliorer les relations de nation à nation et où un terrain plus tranquille s'offre pour la discussion de ces questions.

Il ne faut pas oublier, en outre, — dit M. de Traz — que les petites nations furent toujours les champions de la liberté. Qu'on pense combien de gens persécutés pour leurs opinions avancées y trouvèrent un asile ; qu'on se souvienne du rôle de la Hollande au XVIII[e] siècle, lorsque les auteurs interdits en France y pouvaient faire imprimer librement leurs livres.

M. de Traz estime que, même dans la civilisation moderne, — laquelle favorise plutôt les grandes unités économiques, — les petits Etats ont autant de droit à la vie que les grands. Et comme ils ont plus de difficulté à vivre que ceux-ci, ils s'ensuit que les citoyens y sont obligés de se développer davantage et d'acquérir des connaissances multiples pour réussir dans la lutte pour l'existence. Quant à leurs intellectuels, c'est la même chose ; et M. de Traz fut souvent frappé par le niveau intellectuel des étudiants venant des petits pays.

La modestie de l'éminent conférencier ne lui a pas permis d'appuyer ses thèses par des exemples suisses.

Ajoutons donc que c'est précisément la Suisse qui fait preuve de ce que peut le labeur des fils d'un petit Etat, même s'il n'est guère favorisé par la nature.(1) Admirablement bien administrée, la Suisse a su faire le bonheur de ses citoyens, constituant, parmi tant de pays agités de convulsions, un Etat de l'ordre, de la tranquillité et du bien-être.

Par la Croix-Rouge internationale, elle rendit d'immenses services à l'humanité meurtrie par la guerre ; et les prisonniers de guerre y transférés n'oublieront jamais l'accueil qu'ils y trouvèrent après le tumulte des batailles.

C'est ce que le consul général Ernest Ludwig fit ressortir, en saisissant cette occasion pour dire, après la conférence de M. de Traz, la vive reconnaissance que les prisonniers de guerre hongrois éprouvent envers la généreuse Suisse. Et, en félicitant M. de Traz de sa conférence qui nous transporta, des misères de l'après-guerre, dans une région plus élevée, il exprima l'espoir — partagé par tout le public — de pouvoir le revoir bientôt en Hongrie.

D[r] BÉLA DE TÉGLÁS.

(1) Car, si les montagnes de la Suisse attirent les étrangers, cela n'a pas toujours été ainsi ; et elle manque absolument de plusieurs matières premières, qu'elle est obligée d'acheter à l'étranger.

Une édition italienne et allemande des Poésies Choisies de Petőfi.

A propos du centenaire de Petőfi, (1) nous avons oublié de mentionner les nouvelles éditions italienne et allemande de ses poésies choisies qui viennent de paraître sous les auspices de la Société Petőfi. Ces éditions, artistiquement illustrées par M. le professeur Almos Jaschik et publiées par l'entreprise *Studio*, sont susceptibles au plus haut degré d'accroître le nombre des étrangers qui veulent être initiés aux beautés de l'œuvre de ce génie si éminemment magyar et, en même temps, si universel. Les volumes sont préfacés par un maître de la critique hongroise, M. Eugène de Rákosi.

Nous tenons encore à signaler que ces éditions ses distinguent par un luxe et un goût dignes de tout éloge ; elles font honneur à l'imprimerie de M. Nicolas Biró et se trouvent en vente chez le libraire Edmond Stemmer, à Budapest.

(1) Voir le n° du 15 janvier 1923 de la *Revue de Hongrie.*

NOTES ÉCONOMIQUES

Nous avons déjà parlé, ici-même, de M. de Kállay. Quoique les temps qui suivirent la guerre eussent usé chez nous plusieurs de ceux qui avaient assumé la lourde charge de gouverner nos finances, M. de Kállay semble être plus résistant que ses prédécesseurs et, ce qui est le principal, il eut déjà quelques véritables succès. Car on ne peut pas nier que l'assiette de l'impôt foncier *en valeur de blé* en fut un dans les circonstances actuelles; on lui doit également d'avoir enrayé la spéculation sur les devises étrangères, mesure qu'il prit aussi rapidement qu'énergiquement, assurant, par là, le sort de la couronne pour six mois.

En soumettant, l'autre jour, le budget d'Etat au Parlement, il ne dissimulait pas — bien que cette franchise parût singulière — qu'il ne pouvait pas se solidariser avec le projet présenté.

Ce discours surprit beaucoup les snobs du parlementarisme. «Et la responsabilité ministérielle ?» s'écrièrent-ils; ils dirent même que si un ministre se trouve en une telle contradiction avec lui-même, il n'a qu'à donner sa démission.

Seulement, ces messieurs n'avaient point raison. Depuis la guerre, nous avons vu de contradictions beaucoup plus grandes; des choses beaucoup plus importantes furent bouleversées depuis, sous nos yeux même, qu'un principe parlementaire, lequel n'a d'ailleurs de raison d'être que tant qu'il est utile à la patrie. Aussi trouvons-nous naturel qu'un homme comme M. de Kállay — dont les efforts eurent déjà des résultats palpables et qui a le sentiment de pouvoir rendre encore de nouveaux services à son pays — ne fit pas plus de cas de la chose qu'elle n'en méritait, et ne démissionna pas, quoique certains l'en eussent blâmé. Il a bien fait, puisque un des plus grands mérites d'un homme d'Etat consiste précisément à transiger sagement pour trouver une issue même dans les situations auxquelles il se trouve acculé malgré lui. A l'heure présente, où *la force de notre impuissance et de notre misère* est plus grande que le pouvoir de tous les ministres de l'Europe, il n'est pas honteux, de la part d'un ministre hongrois des Finances, d'avouer sincèrement que les circonstances dépassent ses forces, qu'il a besoin de l'aide de l'opinion publique, de celle de tous les hommes de bonne volonté, afin de pouvoir «se débrouiller».

Le budget présenté par M. Kállay prévoit 193·4 milliards de couronnes de dépenses, contre 152·8 milliards de recettes; donc, il se

solde par un déficit de 40·6 milliards. (On saurait aisément calculer que cela fait, en couronnes-or — ou en francs suisses — 75 ou 80 millions.)

En supposant que la Hongrie ait 8 millions d'habitants (ce qui est exagéré, parce que, hélas ! nous sommes moins,) sur ce déficit *non couvert* — et qu'il faudra combler pourtant, — chaque habitant aura à sa charge 10 couronnes-or. Mais comment faire disparaître ce déficit ? puisque M. Kállay, — et dont on savait, dès le temps où il remplissait les fonctions de chef de section des affaires de budget au ministère des Finances, qu'il était excessivement économe, — est dans l'impossibilité de comprimer les dépenses publiques, déjà trop réduites. Or, même si l'on les diminue encore, le déficit actuel ne se réduira guère dans la mesure souhaitée, ce qui fait que — comme il a été dit plus haut — cette année, *outre les impôts*, une charge publique de 10 couronnes-or pèsera sur les épaules de chaque habitant, sur celles même des nourrissons. On est perplexe en se demandant où l'Etat pourrait prendre l'argent nécessaire pour cela ; on l'est surtout quand on sait que les capitaux industriels donnent trop peu de bénifices chez nous, que nos classes intellectuelles et ouvrières végètent misérablement, que la terre ne rapporte pas assez en Hongrie et qu'il se passera beaucoup de temps avant de pouvoir y améliorer la moyenne de la récolte. Malgré ces faits, qui sautent aux yeux, beaucoup voient moins en noir l'état financier. D'une part, ils disent que, comme sur notre déficit de 40·6 milliards, 25 à 26 milliards concernent les exploitations de l'Etat, il faudrait les déduire du budget, et de l'autre, qu'on n'aurait pour remédier d'un coup à la situation qu'à revenir à ce vieux principe selon lequel les exploitations de l'Etat doivent vivre de leurs propres recettes.

Cependant, tout cela ne pourrait tirer l'Etat d'affaire. Le mal est trop profond pour pouvoir être guéri par ces moyens. Il est vrai que, sur le déficit qui est, je le répète, de 40·6 milliards, 25 à 26 milliards concernent les chemins de fer de l'Etat, mais ce n'est pas un déficit normal, car la plus grande partie en résulte, premièrement, des frais nécessités par l'occupation roumaine (au cours de laquelle on nous enleva et nos meilleures locomotives et la majeure partie de notre parc de wagons) et, deuxièmement, du traité de Trianon, en raison duquel nous sommes obligés de construire de nouvelles gares-frontière et de réorganiser nos réseaux.

On voit que tous nos maux se ramènent à Trianon.

*

En Hongrie, la journée de 8 heures n'est pas réglée par la voie législative. Il est vrai que le gouvernement Károlyi avait fait « une loi populaire » là-dessus, mais, après la chute de la dictature du prolétariat, elle devint nulle avec les autres lois de ce genre. Cependant, dans la plus grande partie de nos industries, on ne travaille, de fait, que 8 heures par jour ; et la question de la révision

de la durée du travail ne fut soulevée que ces derniers temps par certaines de nos branches d'industrie. Néanmoins, on ne fit guère rien pour la résoudre jusqu'au jour où le gouvernement n'eut rendu public le projet de loi qu'il avait préparé sur la protection du travail des enfants, des femmes et des jeunes ouvriers. C'est que ce projet touchait au problème de la journée de 8 heures ; il causa, pour cette raison, une assez vive nervosité dans nos cercles économiques.

Faisons remarquer ici que la journée de 8 heures n'a pas, en principe, d'adversaires chez nous ; en effet, il n'y a pas de patron en Hongrie aux yeux duquel «le travail pour le travail», serait un idéal. Il n'est pas douteux qu'on doive s'efforcer d'assurer, à des conditions *non* onéreuses, des salaires aussi satisfaisants que possibles au plus grand nombre possible d'ouvriers. Et nous savons bien que les temps modernes ont une tendance à diminuer la durée du travail, laquelle était tellement longue, il y a à peine un siècle, que les ouvriers d'alors ne demandaient qu'à la réduire à 12 heures par jour.

Cependant, la nervosité manifestée par nos cercles économiques envers le problème de la journée de 8 heures est bien compréhensible, car elle a ses raisons. Si l'on se rappelle ce qui s'était passé dans les dernières années, on ne saurait guère espérer que le socialisme pût s'évoluer à réduire encore la journée de travail sans amener des crises très graves. Et peut-être vaudrait-il mieux faire quelques pas en arrière sur ce terrain ; ne voit-on pas que même dans ceux des Etats où la question de la durée du travail fut résolue par des moyens révolutionnaires, la révision s'en impose d'une manière de plus en plus pressante ?

Et cela ne peut pas être autrement. Les gens tenant compte des réalités savaient d'avance *qu'après une guerre de 4 années et demie* (pendant laquelle on ne faisait que consommer et détruire, les biens existants sans en produire de nouveaux, et où la fabrication même ne servait qu'à faire des engins de destruction), *il ne pourrait être question de la réduction de la production.* C'est pour cette raison que les Etats-Unis et l'Angleterre se sont prudemment soustraits, il y a deux ans, à ratifier les décisions de la Conférence de Washington.

Le nouveau régime en Allemagne commence aussi à se rendre compte que la journée de 8 heures est intenable dans l'état actuel de l'Europe ; le gouvernement y a déjà inscrit dans son programme la révision de la durée du travail, limitée depuis la guerre à 8 heures par jour ; et c'est d'autant plus important que le gouvernement, quoitque non socialiste, a la confiance du Président qui est social-démocrate. En Autriche, l'action entreprise par le chancelier Seipel pour assainir les affaires du pays tend également à la révision de la journée de 8 heures ; et enfin, quant à la Bohême, on ne pourrait y mettre fin à la grave crise économique à laquelle elle est en proie qu'en augmentant les heures du travail, car on n'y saurait maintenir que par ce moyen le niveau d'existence assuré, dans ces derniers temps, aux ouvriers, niveau d'existence dont l'abaissement causerait autrement de grandes perturbations sociales.

A Genève, au cours des dernières séances du Bureau International du Travail, une assez grande confusion régnait autour de la question de la durée du travail, et M. Albert Thomas lui-même ne dissimulait pas les graves difficultés que le règlement général en rencontrerait.

Mais est-ce qu'il pourrait s'agir de cette question chez nous, où l'organisation du travail industriel est restée très en arrière de ce que nous voyons dans les Etats modernes ; où la capacité, la discipline de soi et, par conséquent, le rendement des ouvriers est, dans beaucoup de branches d'industrie, bien au-dessous des industries étrangères nous concurrençant, et où, afin d'élever le niveau d'existence de la classe ouvrière, il n'y a d'autre moyen que l'augmentation de la production. Sans cela, il est certain qu'en raison de la situation tant européenne qu'intérieure, nous serions dans l'impossibilité d'améliorer le standard of life des ouvriers.

Donc, augmentons la production, c'est la seule solution, sinon, les forces morales et physiques continueraient à baisser chez nous, ce qui nous entraînerait finalement dans une catastrophe.

Dr. Ks.

Rédacteur en chef et gérant :
G. de Huszár.

FINANCES, RÉPARATIONS, SITUATION POLITIQUE

J'embrasse toutes ces questions, parce qu'elles se tiennent. Il est impossible de traiter des unes, sans nous égarer dans les autres. Il faut mettre ordre dans les finances du pays : c'est naturel. Mais saurait-on même y songer sans le règlement de la question des réparations ? Il faut créer une situation rassurante dans la politique intérieure et extérieure. Mais est-ce imaginable sans des finances ordonnées, sans un change stable dans le pays et sans un règlement loyal et honnête de la question des réparations à l'étranger ? Il est donc clair que ces trois questions font un ensemble qui impose au gouvernement un travail suivi, reposé et visant au but ; ce n'est que par leur solution juste et raisonnable qu'on peut assurer l'existence de la Hongrie, son adaptation au système des États européens et son développement ultérieur.

La première dans la série est la question des réparations. Tant que celle-ci est suspendue au-dessus de nos têtes comme un point d'interrogation sombre, il serait puéril de parler d'équilibrer le budget de l'État, de stabiliser le change, de faire une politique commerciale et fiscale raisonnable, de diminuer graduellement la cherté et, en général, de parler de consolidation et d'autres bonnes choses. Les réparations ! Une des conquêtes les plus glorieuses de notre âge moderne ! Autrefois on disait que la guerre était une continuation par d'autres moyens de l'action diplomatique. On peut dire la même chose des réparations. Elles sont la continuation de la guerre par d'autres moyens. Si l'on veut donc qu'un état de choses normal et pacifique règne dans l'Europe du Sud-Est, il faut avant tout régler le problème des réparations hongroises pour faire tarir la source inépuisable des désordres et des malheurs.

Je ne tiens pas à répéter ici ce qu'on a déjà dit tant de fois à ce propos: qu'il n'y a point d'exemple dans l'histoire universelle qu'après une lutte loyale et honnête qu'il n'avait point provoqué, un peuple eût été puni si sévèrement; qu'en envahissant notre pays, les Roumains ont déjà emporté des valeurs qui dépassent de beaucoup la mesure imaginable de toute réparation; que c'est une satire amère de confisquer tous les biens de quelqu'un et d'exiger encore de lui, par-dessus le marché, une indemnité se montant à des millions; que lors du premier démembrement de la Pologne (considéré par toute l'Europe — à l'exception des grandes puissances y participant, — comme une injustice criante), personne ne s'est avisé de faire payer encore des réparations par le tronc mutilé de la Pologne . . . Mais je ne veux pas continuer l'énumération des arguments innombrables tendant à démontrer cette vérité lumineuse que les réparations qu'on entend nous imposer sont iniques, irraisonnables et impossibles.

Et nonobstant tout cela, si nous ne parvenons point à convaincre nos ex-adversaires, qui sont en même temps nos juges, de la justesse de notre point de vue, je serais d'avis que — plutôt que de faire durer l'état actuel qui implique l'anéantissement de toutes les fortunes, l'appauvrissement de toutes les classes de la société, la déchéance et le dépérissement des employés et des ouvriers — je serais d'avis qu'il serait préférable de demander à la Commission des Réparations de se prononcer enfin dans cette affaire. Même la fixation d'une somme minime, payable en annuités durant un certain nombre de dizaines d'années, serait préférable à l'incertitude actuelle. Nous venons de voir que les Alliés obéirent à la voix du bon sens dans le règlement des réparations bulgares: la Hongrie qui se trouve dans un état beaucoup pire que la Bulgarie, pourrait donc compter sur une plus grande bienveillance encore . . .

La problème des réparations une fois éliminé, on devrait procéder à l'organisation de nos finances; à mon avis, il faudrait s'y prendre dans l'ordre suivant:

1° Rembourser tous les emprunts de guerre et tous les bons du trésor de la même espèce, à raison de 100%, en échange de billets de l'État. Il est vrai que, de cette façon, la circulation fiduciaire serait augmentée d'une quantité équi-

valent à la somme de ces titres, mais, en revanche, ces tristes souvenirs de la guerre disparaîtraient définitivement de la scène.

2° Contracter un emprunt à étranger pour stabiliser notre change et organiser, en même temps, un groupe de financiers du pays et de l'étranger en vue de la fondation d'une *Banque Hongroise d'Émission.*

Le but de l'emprunt contracté à l'étranger servirait avant tout à retirer les billets émis par l'Etat. Nous aurions besoin à cet effet de 100 millions couronnes-or, puisque une quantité minime de l'argent-papier pourrait rester en circulation en forme de petites coupures et de numéraire, leur relation fixe avec les bank-notes entièrement couvertes une fois établie. La somme de l'emprunt — qu'on pourrait éventuellement garantir par le monopole du tabac — devrait être déposée à la nouvelle Banque d'Émission, qui échangerait les billets de l'Etat contre les siens propres à couverture d'or.

Le capital-actions de la Banque d'Émission devrait être assuré par le groupe des banques qui ouvriraient une souscription publique sur le marché national et étranger. J'ai la ferme conviction qu'une partie très considérable de ce capital (lequel devrait s'élever à 100 millions de couronnes-or au moins) serait souscrite par ceux qui, dans le pays, possèdent de valeurs et des devises étrangères cachées. Il va sans dire qu'à ce propos, les propriétaires de valutes devront être amnistiés par le gouvernement. L'Etat prendrait part à la souscription par le capital-or dont dispose notre Établissement chargé actuellement de l'émission des billets.

Il est indubitable qu'une telle Banque, basée sur le payement en espèces, serait un grand pas sur la voie de la consolidation financière. Son premier effet serait de faire cesser la pénurie d'argent qui étouffe actuellement notre marché. En effet, la nouvelle Banque pourrait émettre, en vertu de son capital de 100 millions-or, 300 millions de bank-notes, tandis que la somme des billets actuellement en circulation ne monte qu'à la moitié. Ensuite, l'Etat pourra établir un budget réel. Il sera à même de savoir enfin, quelles sont ses recettes et quelles sont ses dépenses, de même que tout employé et tout ouvrier apprendra enfin quel est le revenu sur lequel il peut compter et qu'est-ce

qu'il peut et doit dépenser. La vie, le commerce, la Bourse, les banques, l'agriculture seront enfin à même de calculer avec des facteurs solides et permanents — et si, une fois le bourbier engendré par le grand effondrement, qui avait enseveli tous les canaux de la vie publique, est débondé : les miasmes économiques et moraux qui s'en exhalent et infectent notre économie et notre politique disparaîtront également.

Je crois ne pas devoir apporter des preuves en faveur de cette thèse que « la maladie de l'argent » — pour me servir d'une expression empruntée à notre grand romancier, Jókai — contamine toute la vie publique d'un pays. Elle a pour suite le sentiment de l'incertitude générale ; la décadence de l'esprit économe et de l'amour du travail ; la corruption des mœurs ; le jeu effréné à la Bourse ; la poursuite féroce de l'enrichissement rapide, la dissipation insensée des nouveaux riches, et la misère infinie de la masse des ruinés. L'inquiétude des riches et la haine des pauvres. Dans une telle atmosphère, le travail fécond et la consolidation pacifique ne sauraient prendre racine. Mais si nous parvenons — avec l'aide de nos amis, voire même de nos ex-adversaires sensés — à réaliser les réformes d'ordre économique que nous venons de tracer brièvement et superficiellement, on peut être sûr que la Hongrie cherchera à consolider les bases de l'Etat et à assurer l'avenir de son existence par un labeur paisible et tranquille.

François Székely.

LE COMTE ÉTIENNE SZÉCHENYI A DÖBLING

(2)

Lorsque ses accès de fureur cessèrent, il était encore gravement malade, son esprit ne s'était pas non plus éclairci parfaitement, bien qu'il déployât une ingéniosité admirable à se torturer et à observer son propre état d'âme. Nous connaissons déjà, par ses lettres de la période de 1849, 1850 et 1851, la double tendance des tourments qu'il s'infligeait lui-même et que Kemény avait qualifiée de « monomanie du bourreau de soi-même ». Une de ces tendances se manifestait dans le fait de ramener tous les malheurs de la Hongrie à ses écrits et à ses actes, l'autre, en ce qu'il estimait que tous les courants d'idées et tous les hommes qu'il avait attaqués avant 1848, auraient fait le bonheur du pays s'il ne s'y était pas opposé. Dans l'ouvrage de Károlyi, nous trouvons aussi des papiers qui jettent une lumière sur la disposition de son esprit durant les premières années de son séjour à Döbling. Il en ressort que le 21 mars 1849, Széchenyi avait déjà décrit son état d'âme. Avec la perspicacité de la haine qu'il ressent à l'égard de soi-même, il analyse sa carrière dans cette confession. Il agrandit des faiblesses et des erreurs pardonnables en crimes affreux. Un passage dans ses Confessions paraît répondre à quelque lettre de son épouse. Il écrit : « On dit que personne ne connaît mes grands péchés, et qu'on m'aime et m'honore. Hélas ! à cela il me faut répondre : Il n'y a que le pécheur qui puisse sonder la conscience et les reins, le monde souvent condamne là où Dieu pardonne ; en re-

vanche, la conviction innée dont Dieu a doté tout homme, condamne là où le monde pardonne et même approuve! »

Que de profondeur morale et de finesse psychologique sont contenues dans cette pensée! Sans contredit, la tragédie de Széchenyi s'est développée du fond de sa conscience, et maintenant il se servit de la subtilité de son esprit pour approfondir ses tourments. Il se châtie pour avoir accepté un portefeuille de ministre et surtout pour avoir attaqué Kossuth. Pourtant Kossuth avait l'âme infiniment noble, et si Széchenyi ne l'avait pas attaqué, il aurait à coup sûr reconnu qu'il fallait relever le pays de concert avec le gouvernement. Généralement, c'est de pareilles vérités que son imagination distille le poison qu'il se donne soi-même. Cela nous fait comprendre le système de ses accusations; toutefois, sa fantaisie s'égare souvent dans un dédale de pensées presque inconcevables. Ainsi, en 1851, lorsqu'il écrit dans une lettre que Petőfi, le prophète, était son fils, dont il avait laisser périr de faim la mère, et que, dans le poème *Les Nuages*, Petőfi n'avait fait que tracer son portrait à lui (Széchenyi). Mais, même dans cette folie, il y a une certaine méthode. Auparavant Széchenyi avait détesté Petőfi comme un des chefs des radicaux, maintenant il le glorifie, il l'aime; il l'appelle prophète et son fils et, dans *Les Nuages*, il avait vraiment trouvé une strophe où son état d'âme d'alors se trouve caractérisé avec une fidélité surprenante. Cette strophe finit par les vers :

Mon hôte est le désespoir,
Mon voisin la démence.

Jusqu'ici, cette pensée s'adapte au système de ses extravagances, mais après cela, par une folle association d'idées, il prétend que Petőfi était son fils véritable et il s'accuse de cruauté envers la mère de celui-ci.

Toutes ces accusations, il les couche sur papier, parce qu'en les écrivant il se soulage un peu et ressent un apaisement momentané; il ne souffre d'une douleur inexprimable que quand il observe le silence sur des choses qui l'inquiètent constamment. Il se sent damné, il ne peut s'occuper de rien. Pendant 14 heures du jour, il se promène à l'aventure dans sa chambre. Les confessions dont il se tourmente, il les

écrit durant ces promenades. Sa douleur le fait s'écrier : « La musique, le soleil, la beauté de la nature, ma femme, mes enfants, tout m'accable de reproches, et ne fait que de me rappeler que j'ai perdu le ciel. » Pourtant, il lui tarde beaucoup de revoir le foyer de sa famille. Le 18 et 19 mai 1850, il rend des visites à son épouse à Vienne. La comtesse lui dit le 19 mai : « Je tiens à la vie par le fil de la seule espérance que nous vivrons encore ensemble — si ce fil se cassait, je devrais désespérer. » Cependant, après cette entrevue, Széchenyi ne veut plus revoir sa famille, car, dit-il, « j'étranglerais ma femme et je tuerais mes enfants ».

Ce discours dément nous apprend que l'aspect de ses bien-aimés lui fait l'effet de poignards qu'on retourne dans ses plaies. (1)

En proie à ces immenses douleurs, Széchenyi s'occupe, dès le 6 septembre 1849 — si non antérieurement — à régler ses affaires d'ordre économique. Le 10 septembre 1850, il fait appeler à Döbling Jean Lunkányi pour traiter avec lui des questions d'argent, bien qu'alors il n'ait pas encore voulu voir sa famille. (2)

Nous voyons aussi qu'en 1853 il n'était pas si malade qu'il ne pût prendre des dispositions. Mais son imagination empoisonnée l'avait rendu misanthrope et parvint facilement à susciter des troubles dans sa mentalité. Kecskeméthy et surtout Falk attribuent à la visite de Lonovics le changement favorable qui se fit remarquer chez Széchenyi à partir de 1853. Falk dit que Lonovics avait tâché d'apaiser la tempête de l'âme de Széchenyi par des paroles de sagesse et des consolations de la morale chrétienne. D'après Károlyi, une lettre que Metternich avait alors écrite et que Széchenyi eut soin de garder, aurait concouru, avec la consolation apportée par Lonovics, à exercer une heureuse influence sur le comte. Metternich y déclarait que Széchenyi avait toujours été un patriote franc et loyal, mais que ses bonnes

(1) Károlyi, vol. I, p. 130 et 427—446. — Falk dit qu'il n'est qu'une seule fois allé voir sa femme. Une note d'Antoine Zichy (ouvrage cité, vol. II, p. 250), ainsi que la lettre publiée par Károlyi (vol. I, p. 435) peuvent servir à établir la date de ces visites. Comparez avec Zichy, ouv. cité, p. 360—362, Majláth : *Les lettres de Széchenyi* (vol. III, p. 629, 644).

(2) Zichy, p. 252, 253, et Majláth, p. 642.

intentions avaient été déjouées par des ambitieux sans scrupules. (1)

Il est à regretter qu'à partir du mois d'août 1851, jusqu'en 1857, il y ait une grande lacune dans la correspondance publiée de Széchenyi. Nous ne sommes donc pas à même de suivre de près les phases de sa reconvalescence. Aussi n'est-ce que par hypothèse que nous pouvons admettre qu'après 1851, ses accusations se taisent ou ne sont plus si excessives; qu'il n'est plus si empressé à exposer sa douleur qu'il l'étáit auparavant et que maintenant il reçoit aussi des visites.

Jusqu'à 1856, il n'existe pas de trace qu'il se soit occupé de projets littéraires ou politiques. Mais le fait qu'il passe presque tout son temps à jouer aux échecs, est un signe qu'il a voulu fuir les pensées amères.

IV.

Son activité littéraire et politique.

En 1856, Széchenyi recommence son activité littéraire par une thèse esthétique-éthique intitulée: *Szerelem — szeretet* (Amour — affection). Ce petit ouvrage est resté un fragment que Károlyi qualifie de « premier effort d'énergie en deçà du seuil de la guérison » et qu'il nous fait connaître sans le publier. Il paraît que cette dissertation avait trait en quelque sorte à ces accusations que Széchenyi continuait à prodiguer contre soi-même pour se torturer. Auparavant, il avait aimé à railler la présomption hongroise, à blâmer fortement les défauts des Hongrois ; pendant son passage à Döbling, il se souvint avec chagrin de s'être abandonné jadis à une telle coutume, et dès à présent, il se met à trouver excellent tout ce qui était hongrois. Il éprouvait un grand plaisir à expliquer la richesse de la langue hongroise, l'abondance de ses nuances et l'originalité des ses locutions.

Déjà dans sa jeunesse, Széchenyi avait préféré les moralistes. Dans l'âge mûr, il aimait aussi à se répandre en dissertations éthiques et psychologiques, même lorsqu'il traitait des chevaux, du crédit ou des impôts. C'est surtout

(1) Falk, ouvrage cité, p. 367—310, et Károlyi, vol. I, p. 489.

grâce à ses digressions que nous pouvons démêler l'idée dominante de son activité, son projet et ses méthodes relatifs à l'éducation de la nation. A Döbling, il n'avait plus besoin de s'occuper de ces méthodes, mais il pouvait satisfaire à sa prédilection de moraliste à l'occasion que son fils avait atteint, en 1857, l'âge de vingt ans : il avait rédigé, à son intention, un traité parénétique tel qu'il en avait reçu lui-même de son père. Sainte-Beuve avait loué Lord Chesterfield de ce que ses Lettres à son fils n'étaient pas un traité sur le devoir, comme celui de Cicéron : nous pouvons faire le même hommage aux Exhortations *(Intelmek)* de Széchenyi. Ce n'est pas une œuvre cicéronienne, comme la *Parénèse* de Kölcsey, mais ce sont de bons conseils, inspirés par une affection de sagesse paternelle. Dans un livre *ad usum delphini*, on trouve rarement tant de préoccupation soucieuse unie à tant de philosophie et de savoir-vivre. La tendresse et la douce ironie des *Exhortations*, la mélancolie avec laquelle l'auteur parle de sa propre vie brisée, en l'opposant aux espérances du jeune homme en train d'atteindre la fleur de l'âge, ne manquent pas de prêter à ce petit chef-d'œuvre pédagogique un attrait touchant.

Même le secrétaire du ministre de la Sûreté publique, qui avait à examiner les papiers du comte Széchenyi, en fut frappé. Károlyi, parlant des rapports dressés par Charles Nečasek, cite quelques observations caractéristiques : « De vrais trésors de psychologie et de pédagogie se trouvent amoncelés dans ces écrits ; à chaque page éclate la splendeur d'une philosophie pratique très rare. Széchenyi y évite même ce style ordinairement rhapsodique qui le caractérise, et tout l'ouvrage fait, par sa logique exquise, un effet très harmonieux ». Qui aurait supposé qu'un employé de la police du régime autocrate, lequel, de plus, portait un nom tchèque, parlerait avec tant de sympathie et de bon goût d'un livre de Széchenyi ?

Mais Széchenyi avait eu beau travailler de toute son âme à cet ouvrage, il ne se rendit pas content de sa mission pédagogique de père. Au commencement de l'an 1857, il revient à son ancienne idéologie d'éducateur de la nation et développe, dans son *Önismeret* (Connaissance de soi), comment on pourrait avancer la perfection corporelle et intellectuelle

des hommes, en les amenant à se connaître eux-mêmes, puisque tel était le devoir suprême de tout prince régnant, voire même de tout individu. Suivant l'exemple des moralistes classiques, il parle de bien des choses d'une façon assez incohérente. Entre autres, il stigmatise le système autocrate de Bach, puis il donne une explication très originale et très remarquable de la chute de Napoléon.

Dans l'*Önismeret*, on retrouve certaines anciennes idées de Széchenyi, entre autres celle qu'il avait lancée contre la politique de miséricorde, c'est-à-dire d'une pitié déplacée. Naguère encore, sous l'empire de la monomanie de se tourmenter soi-même, il s'était comblé d'amers reproches à cause de cela; on pourrait donc supposer que, du temps où Széchenyi concut les ouvrages *Önismeret* et *Intelmek*, sa conscience s'était déjà libérée de ces accusations portées contre soi-même et que, en 1857, l'orage qui avait désolé jusqu'en 1852 sa vie intérieure, s'était déjà apaisé.

Mais ce n'était pas le cas, comme nous allons voir. Dans l'*Önismeret*, Széchenyi voulut passer du sujet de la perfection de la vie physique « au domaine de l'âme », (1) mais il ne put y arriver, car, le 3 mai 1857, il cesse de s'occuper des théories générales et se met à flétrir le système gouvernemental en Hongrie. Il a continué ce travail sans trêve jusqu'au 6 novembre. Cette satire de dimensions imposantes fut publiée pour la première fois dans l'édition de Károlyi, qui donne aussi la raison de cet étrange changement de sujet. Széchenyi se mit à écrire sa satire quand le monarque et son épouse commencèrent leur tournée en Hongrie. Le comte n'ignorait point que ce voyage n'était qu'une propagande en faveur du régime Bach et que les espérances que la nation y attachait seraient cruellement déçues. Il s'en indignait, et tandis qu'au commencement de son travail, il se contenta de se moquer du gouvernement par des allusions occasionnelles, à partir du 3 mai, il fit pleuvoir sur Bach et le souverain une formidable averse de sarcasmes et de transports de colère. (2)

(1) *Önismeret*, par le comte Etienne Széchenyi, Budapest 1875 (page 177 et suivantes).

(2) Károlyi, volume II. La courte introduction de ce volume est peut-être la plus belle critique écrite en hongrois sur des sources historiques.

La *saeva indignatio* qui avait déchiré le cœur de Swift, était l'élément qui fit de Széchényi un écrivain satirique. Sa colère provenait surtout de la douleur immense qui s'emparait de son âme à propos de l'exécution des martyrs de notre lutte pour l'indépendance. Depuis que le monarque fit pendre les plus nobles Hongrois, dit-il, « cette méthode d'en finir avec la vie des hommes a cessé d'être déshonorante ». Il comble d'injures, les unes plus terribles que les autres, le jeune monarque et ses conseillers : Schwarzenberg, « le pâle vampire sanguinaire », Charles Grünne, « qui a l'intelligence d'un cocher de fiacre » et Bach, le « chien galeux ». Le grand seigneur et partisan convaincu de la dynastie est pris d'une telle rage d'indignation qu'il se met à rechercher dans l'histoire les crimes de la maison de Habsbourg, il fait ressusciter la mémoire de Wallenstein, de Sobieski, de François Rákóczi II et de Marie-Louise que l'empereur avait jeté dans les bras du grand pacha français. « Cette race a, dit-il, depuis des siècles, outragé l'humanité. » L'autre source de son irritation se nourrit de la politique de Bach, laquelle tend à la centralisation et à la germanisation et vise au morcellement de la Hongrie. Le voyage de 1857, le refus du monarque de recevoir la pétition du comte Dessewffy, son opiniâtreté à maintenir le système anticonstitutionnel ne firent qu'enflammer sa colère. Celle-ci se manifeste chez Széchenyi en un pathétique majestueux ou bien en une moquerie insultante qui éclate parfois en ces pointes d'esprit qui tuent. La tension de ses nerfs irrités se relâche quelquefois ; dans ce cas, le lecteur « patauge dans du sable », selon le mot propre de Károlyi. Les éléments d'un chef-d'œuvre d'humour se trouvent dispersés dans cet ouvrage. Mais Széchenyi n'avait pas assez de tranquillité pour polir et former artistiquement ses joyaux.

Il n'avait pas non plus assez de tranquillité lorsque, en interrompant la satire, il se mit à écrire le *Blick* (Regard). Presque toute la matière de cet ouvrage est empruntée à la satire hongroise. Mais si rhapsodique et fragmentaire qu'il soit, le *Blick* est composé avec plus de soin que cette dernière. De ce livre jaune sont éliminées les injures contre le souverain, la charge est plutôt dirigée contre Bach, Schwarzenberg et leur système politique. C'est pourquoi le *Blick*

assomme Bach et Schwarzenberg de coups de marteau bien plus formidables que la satire hongroise. Le *Blick* fut publié au commencement de l'an 1859 et put atteindre l'effet voulu. Ce fut le coup de grâce qui renversa Bach déjà ébranlé, comme dit Károlyi, en prouvant cette assertion sienne d'une façon intéressante. Le comte Edmond Zichy qualifia ce livre « d'être la photographie de l'opinion publique de 13 millions sujets hongrois ». Qui est l'auteur du *livre jaune :* ce fut bien un secret de polichinelle en Hongrie. La lettre adressée à l'Académie, en 1858, fut aussi connue en même temps que parut le *Blick.* Dans l'opinion publique hongroise, la vénération pour Széchenyi se transforma en enthousiasme exalté. Quel pouvoir politique il eût pu exercer, s'il s'était décidé à sortir maintenant de sa solitude ! Pourtant, après la guerre perdue en Italie et la chute de Bach en 1859, la politique intérieure de la monarchie semblait arriver à un tournant désiré depuis longtemps par les Hongrois. Le nouveau ministère fut constitué sous la présidence du comte Rechberg ; Goluchowsky y penchait plutôt vers les Hongrois, tandis que le baron Hübner adoptait dans son intégralité le programme des conservateurs hongrois. Dans le cabinet Rechberg, le comte François Nádasdy, « ce mauvais Hongrois », était l'ennemi le plus acharné des aspirations nationales et politiques de ses compatriotes. Les conservateurs hongrois se croyaient à la veille d'arriver au pouvoir. Le baron Samuel Jósika et le comte Emile Dessewffy firent tout leur possible pour faire accepter par le nouveau cabinet l'idée de la restitution des principes de 1847. Il est intéressant que le chef de la réaction militaire de 1848, prince Windischgrätz, était aussi pour le rétablissement de ces principes. Rechberg invita les chefs des conservateurs hongrois à une conférence confidentielle, écouta leur opinion et, en août 1859, se rendit lui-même chez Széchenyi. Celui-ci attendait beaucoup de Rechberg, mais cette visite fut une déception pour lui. Il n'était pas content de l'attitude réservée et hésitante du président du Conseil ; il espérait davantage de Hübner ; il était d'avis qu'il lui fallait saisir tout moyen pour provoquer un changement. C'est alors que son frère Paul appela son attention sur un mémoire rédigé par Ernest Hollán concernant l'état des esprits en Hongrie et remis à Edouard Cseh de

Szentkatolna, le substitut de l'archiduc Albrecht. Ce mémoire plut beaucoup à Széchenyi, vu que son auteur appartenait à la noblesse moyenne et, par conséquent, son ouvrage infligea un démenti aux arguments des centralistes qui prétendaient qu'en Hongrie seulement le parti révolutionnaire et un groupe d'aristocrates désiraient un changement politique. Au commencement du mois de septembre, Széchenyi fit remettre à Rechberg le mémoire de Hollán. Mais comme celui-ci se bornait plutôt à décrire l'état des esprits en Hongrie, Széchenyi invita Hollán à rédiger un autre mémoire qui résumerait tout ce qu'il faut faire. Il y demandait la restitution du territoire de la Hongrie ainsi que de l'autonomie de la vie des comitats, la convocation du parlement, le sacre du roi, et une constitution pour les provinces héréditaires d'Autriche. Széchenyi fit parvenir à Rechberg ce second mémoire, et il envoya Hollán en personne chez Rechberg et Hübner, pour les persuader aussi de vive voix. Les deux ministres écoutaient les propositions de Hollán, mais ni l'un, ni l'autre ne purent donner une réponse décisive, puisque le souverain ne voulut accorder à cette époque que des réformes sans importance et s'opposa absolument à la restitution des principes de 1847.

Voilà pourquoi les pourparlers entre Hollán et les deux ministres ne furent pas couronnés de succès. Mais cet échec ne découragea point Széchenyi, qui fut entraîné par un penchant irrésistible d'agir depuis 1857, et surtout après la guerre d'Italie, et voulut essayer tout moyen pour apprivoiser le gouvernement. Depuis la mi-juin, il écrivit, sous le pseudonyme d'Ignotus, des lettres dans les *Times*. Il y attaquait vivement l'archiduc Albrecht et François Joseph. D'autre part, il expliquait aux lecteurs anglais que les discours de Kossuth étaient de beaux poèmes, mais que les Hongrois ne songeaient point à rompre avec la dynastie. Ces articles s'adressaient non seulement au public anglais, mais aussi au comte Rechberg. Széchenyi espérait que celui-ci en profiterait.

En outre, Széchenyi avait invité Maximilien Falk et Aurélien Kecskeméthy à réfuter les articles des journaux centralistes de Vienne et à appuyer Rechberg et Hübner dans la presse étrangère, puisque ceux-ci s'effor-

çaient au moins d'arriver à une juste solution des questions pendantes.

Le 9 octobre, le comte Rechberg fit une autre visite à Széchenyi. Rechberg se scandalisa de ce que Széchenyi et les conservateurs désiraient une constitution aussi pour les provinces héréditaires. Széchenyi répliqua que libre était au gouvernement de se tirer d'affaire comme il voudrait dans les provinces héréditaires, mais qu'il fallait absolument satisfaire aux exigences de la Hongrie. Quatre jours plus tard, le comte Antoine Széchen vint voir Széchenyi et lui fit savoir que lui et ses partisans avaient eu de longs pourparler en présence de Rechberg et de Hübner, mais que ceux-ci gardaient le silence et il était à craindre que tout ne restât dans l'ancien état.

Voyant que les paroles n'avaient pas d'effet sur les ministres, Széchenyi eut recours à la presse. Le 15 octobre, conférant avec Falk, Kecskeméthy et le chanoine Hopf, il résolut de faire imprimer à l'étranger, sous le titre *Zur ungarischen Frage*, les deux mémoires écrits par Hollán. Le 10 novembre, les deux brochures étaient déjà imprimées, et bien que la police ne tardât pas à les confisquer, elles eurent beaucoup de lecteurs, surtout en Hongrie. Mais le comte Antoine Széchen avait évidemment raison en prédisant que les affaires ne changeraient pas de sitôt, puisque Rechberg entendait s'abstenir de donner à l'empereur des conseils désagréables. Hübner, de son côté, était d'une opinion contraire et, dans son mémoire du 19 octobre, il recommanda la réconciliation avec la Hongrie par l'acceptation du programme des aristocrates conservateurs. La conséquence en fut que, déjà le 22 octobre, le baron Hübner est remplacé par Thierry.

La chute de Hübner déprima beaucoup les conservateurs, tandis que, sur Széchenyi, elle exerça un effet fort irritant. Pour la fête jubilaire du primat Scitovszky, il proposa une adresse dont le langage était si téméraire qu'on ne voulut pas la signer, et elle ne fut point remise; mais Széchenyi ne lâcha pas prise. Comme ses efforts de persuader le souverain par l'intermédiaire des ministres s'étaient avérés vains, il lui adressa une lettre ouverte intitulée *Offenes Promemoria*, laquelle parut en décembre 1859. Dans cette brochure, Széchenyi avertit l'empereur qu'il va perdre la Hongrie, s'il

hésite a rétablir la constitution. Le pays est actuellement si exaspéré qu'il préférerait se rallier à n'importe quelle puissance étrangère. Que l'empereur prenne donc garde de ne pas encourir, par son obstination, le sort de Charles X et de Louis-Philippe. Cette brochure fut aussi confisquée, mais en Hongrie on ne manquait pas de la lire et de l'approuver. Peu de temps après parut: *Daguerrotypen von einem ungarischen Edelmann*, un pamphlet publié par le comte Denis Széchenyi, sous la suggestion de son oncle qui en avait écrit lui-même deux chapitres. Ici aussi on avertit l'empereur que «le temps du désespoir approchait». A présent, il n'y avait plus d'autre moyen pour agir sur le gouvernement que la presse. C'est pourquoi Széchenyi fut indigné au plus haut degré par un article publié, le 30 octobre, dans le journal *Presse* où l'on niait que des hommes comme Dessewffy, Apponyi, Jósika, Széchenyi et Deák eussent le droit de parler au nom de la nation hongroise. Pour se venger, il voulut mettre au pilori les publicistes douteux qui infestaient les colonnes des journaux viennois. Falk, à qui Széchenyi avait confié le soin de publier ce pamphlet violent, s'y opposa par égard à ses collègues viennois. Széchenyi en fut très contrarié, mais finit par céder.

Après la chute de Hübner, la vie publique en Hongrie dut bientôt s'apercevoir qu'au lieu de cet homme d'Etat sage et bienveillant, le ministère de la Sûreté publique était dirigé par le bureaucrate d'esprit étroit et capable de tout qu'était Thierry. Rechberg avait aussi complètement adhéré aux opinions de Nádasdy. Le prince Windischgrätz, vers le Noël de 1859, avait beau mettre en garde le gouvernement de ne pas insulter un pays dans ses traditions sacrées et ses sentiments nationaux: la réaction s'abattit de plus en plus lourde sur la Hongrie. Széchenyi conçut un peu d'espoir du fait que Schmerling, le chef de ces Allemands autrichiens qui réclamaient une constitution, vint le voir au commencement du mois de décembre. Mais il fut déçu par Schmerling aussi. Très excité, Széchenyi écrivit des lettres à lord Palmerston et à Napoléon III, en les priant d'agir sur le jeune empereur pour qu'il concède à la Hongrie ses droits. Par cette démarche, Széchenyi se rapprocha de la tactique des émigrés. Il sentit un véritable soulagement en appre-

nant que son fils Béla avait réussi à faire passer ces lettres sans être attrapé par la police.

Pourtant, le gouvernement poursuivait, avec une vive attention, l'activité des émigrés. La crainte d'une révolte et les appréhensions suscitées par le décret concernant les protestants allaient en augmentant, et tout cela contribua de plus en plus aux persécutions politiques. En voyant l'aveuglement du gouvernement, Széchenyi se mit à écrire, vers la fin du janvier 1860, un nouvel ouvrage.

C'est avec raison que Károlyi considère la diatribe *Disharmonie und Blindheit* comme la continuation du *Blick*. Dans ce dernier ouvrage, Széchenyi bafoue les comtes Grünne et Nádasdy, il assène aussi de grands coups Rechberg, mais, du moins, il le traite d'honnête homme qu'il faudrait éclaircir. Il lui explique donc que la déclaration d'indépendance du 14 avril n'avait pas annulé la constitution hongroise: c'est le 4 mars qui était responsable du 14 avril. Les véritables éléments subversifs étaient Schwarzenberg et Bach. Les Hongrois n'aspirèrent pas à une révolution, ils ne firent que se défendre contre les Croates et les Serbes, mais l'archiduchesse Sophie, Schwarzenberg, Grünne et Bach détrônèrent l'empereur Ferdinand et firent monter sur le trône François Joseph qui, n'étant pas couronné, règne maintenant à l'instar de Soliman en Hongrie. L'autorité déchue de l'Autriche ne pourra se rétablir que par un changement de régime. Le gouvernement ne veut pas reconnaître la constitution hongroise, parce que, dans ce cas, il lui faudrait avouer que les exécutions capitales étaient des assassinats. Mais les suppliciés n'ont pas versé leur sang inutilement, comme les soldats tombés en Italie. Les martyrs du droit et de la liberté se transforment en génies tutélaires de ces peuples qui n'entendent point s'avilir en esclaves. Commettre des fautes est chose humaine, mais le pardon réciproque est divin. Le jour de la réconciliation est arrivé. Il n'y a que les Hongrois qui puissent sauver l'Autriche. Si on leur restitue leurs droits, ils s'enflammeront pour le trône, car le peuple magyar est essentiellement monarchique. Le régime de l'archiduc Albrecht est catastrophique; un heiduque distribuant la bastonnade par la grâce de Dieu n'est pas fait pour être gouverneur. La Hongrie est en ébullition, on peut

bien l'acculer à la ruine, mais l'Autriche y sera aussi entraînée par elle.

Le 3 mars, Széchenyi n'avait pas encore achevé cet ouvrage écrit avec le sang de son cœur. Il n'est pas parvenu à traiter systématiquement les tâches qu'il y avait à accomplir.

D'ailleurs, dans une lettre conçue quelques jours avant sa mort, il avait exposé plus tranquillement et avec plus de clarté qu'il ne l'avait fait dans la *Disharmonie* la pensée fondamentale de sa politique. Il y convie Deák à s'empresser de conclure le compromis avec la dynastie, en adoptant la base de 1847, avec les changements nécessaires et utiles, sans humilier l'empereur en lequel les Hongrois voudraient voir leur roi.

Széchenyi se proposait de faire imprimer la *Disharmonie*, dont l'effet aurait rivalisé avec celui du *Blick*. Mais le destin voulut que le manuscrit inachevé tombât dans les mains de la police et ne parût que de nos jours.

Dès qu'on apprit que, dans sa lettre, Széchenyi prit si chaleureusement la défense de la mission nationale de l'Académie que celle-ci n'osa pas en donner publiquement lecture, l'auteur était devenu suspect à la police. L'archiduc Albrecht ne tarda pas, au commencement du mois janvier 1859, à appeler l'attention du ministre de la Sûreté publique, M. Kempen, sur Széchenyi. Le ministre ne montra pas trop d'empressement à intervenir dans cette affaire. Il instruisit un procédé lent et compliqué, au cours duquel le Dr Görgen, propriétaire de la maison de santé à Döbling se vit forcé de communiquer à Széchenyi le grand secret qu'il s'était attiré le soupçon de la police et que celle-ci surveillait ses visiteurs. Cependant, cette surveillance fut interrompue par suite de la guerre d'Italie ainsi que de la crise du pouvoir de Bach et de Kempen, en juillet 1859. Les visiteurs pouvaient librement fréquenter chez Széchenyi, surtout lorsque le comte Rechberg prit la présidence du Conseil et le baron Hübner succéda au poste de Kempen. Mais quand Hübner démissionna, l'archiduc Albrecht invita, le 14 novembre 1859, le nouveau ministre de la Sûreté publique à faire surveiller Széchenyi qu'on dit l'auteur du *Blick*, où le gouvernement est attaqué avec « une impudence distin-

guée ». Thierry était plus accessible que Kempen à une telle sommation; il confia la surveillance de Széchenyi à un de ses plus habiles employés, Rodolphe Felsenthal. Celui-ci était convaincu que Széchenyi était l'auteur du *Blick*, mais il voulut se procurer des preuves légalement valides. Il engagea donc un des domestiques servant auprès du comte à faire l'espion, avec la tâche de voler quelque papier important et, en général, à faire des rapports réguliers sur les menées dangereures de Széchenyi. Plus d'une circonstance contribua à aggraver les soupçons contre lui. La lettre si belle qu'il avait écrite au sujet de l'église de Czenk et que Falk avait louée avec raison dans le *Wanderer*, fut qualifée de révolutionnaire. La police attribua aussi à l'auteur du *Blick* les brochures allemandes déjà mentionnées, les articles dans les journaux étrangers, surtout les lettres publiées dans les *Times*. Cependant, on chargea Széchenyi même de soupçons dénués de tout fondement. On supposait que c'était lui qui avait fait parvenir à Napoléon les rapports de Sigismond Kemény et un mémoire des conservateurs. Sa popularité toujours croissante semblait prédestiner la triste maison du docteur Görgen à un centre des conjurations. Le bruit courut même qu'un parti hongrois propageait la candidature du fils de Széchenyi sur le trône hongrois où il monterait sous le nom de Béla V. La coupe des soupçons toute remplie déborda quand « une femme de caractère étrange y versa la dernière goutte de poison ». C'était la baronne Edouard Inkey, née Mathilde Cibbini. Fille d'un père italien et d'une mère tchèque, elle avait épousé un officier de cavallerie hongrois aux sentiments austrophiles (schwarzgelb) qui, plus tard, fut promu au rang de général. La mère de cette baronne fraîche émoulue avait servi comme camériste chez l'épouse de l'empereur Ferdinand V. Par dévouement pour la cour et par un amour-propre blessé, elle envoya au comte Rechberg des rapports secrets contre la haute noblesse hongroise, de la part de laquelle elle devait avoir souffert bien des humiliations. Cette femme dénonçait Széchenyi et les personnes qui fréquentaient chez lui et, au commencement de 1860, elle insistait auprès de Rechberg pour qu'on procédât à une perquisition à Döbling où l'on pourrait saisir les papiers concernant la

conjuration d'un parti révolutionnaire. Et le même Rechberg qui était allé deux fois chez Széchenyi et n'ignorait pas quelles étaient les plus ardentes aspirations de l'hermite de Döbling, fit passer les rapports de la baronne Inkey à Thierry s'en remettant à son initiative pour les démarches qu'il jugerait opportunes. C'est ainsi qu'eut lieu, le 3 mars, la fatale perquisition. Felsenthal espérait trouver à Döbling les papiers qui mettraient en lumière les relations des conservateurs hongrois avec lord Palmerston et Napoléon.[1]

VI.

La maladie et la mort de Széchenyi.

C'est d'une initiative aussi téméraire et de projets aussi réfléchis que la police jugeait capable le pensionnaire d'une maison de santé. Thierry et son état-major se refusèrent à croire que Széchenyi restait dans l'établissement du Dr. Görgen à cause de son aliénation mentale. Parmi les contemporains de Széchenyi, ainsi que parmi les auteurs qui s'occupent de ce personnage historique, ils s'en trouve beaucoup qui étaient ou sont encore du même avis.

Nous, qui sommes d'une opinion contraire, nous chercherons à approfondir le mystère du séjour de Széchenyi à Döbling, en utilisant les sources disponibles et en évitant autant que possible toute polémique. Il est indubitable que vers le 15 septembre 1848, quand Széchenyi arriva à Döbling, il était frappé de démence. Nous avons vu que, peu de temps après, son état de santé s'était amélioré, il n'avait plus l'esprit égaré, mais son âme était tourmentée par une monomanie. Le monde et sa propre personne le dégoûtaient, il ne voulait voir sa famille qu'en 1850 et, même alors, il continuait à s'en isoler pendant un temps. Sa monomanie s'atténue peut-être déjà vers le milieu de 1851. Peu à peu il consentit à recevoir ses proches et ses amis et, en 1856, il recommence son activité littéraire. Celle-ci augmente dans les années suivantes et, en 1859, il prend déjà part — à sa propre manière — à la vie politique.

(1) Nous suivons ici le récit de l'*Introduction Historique* de Károlyi.

François Deák et Ladislas Szögyény-Marich qui, vers la deuxième moitié du siècle, fréquentaient Döbling, rapportèrent que Széchenyi y est resté le même homme qu'il était auparavant. En 1857, Deák ne constata plus chez lui la moindre trace de son ancienne maladie mentale. Széchenyi raisonnait et argumentait aussi éloquemment qu'auparavant. Quant à Szögyény, il déclare: Je crois fermement que Széchenyi n'avait jamais eu l'esprit troublé. [1]

Nous sommes d'avis qu'en portant ce jugement, Deák et Szögyény ne se conformèrent qu'aux apparences. Nous pouvons à peine croire que des accusations telles que Széchenyi en portait contre soi-même et dont il torturait son âme à Döbling trois ans durant, seraient disparues sans laisser ancune trace. De ces accusations, il s'était déjà tourmenté avant 1848. Nous connaissons l'histoire de Charlotte O'Meade; nous savons que les reproches des conservateurs avaient déjà, avant 1840, troublé son âme, et en 1841, en lisant la réponse que la publication de *Kelet népe* (Peuple d'Orient) avait inspirée à Kossuth, Széchenyi insère dans son journal: «Il est des moments où je suis envahi de doutes si j'avais raison de débuter par *Le Crédit* et le *Peuple d'Orient.* Quand notre âme est en proie aux doutes, c'en est fait de notre félicité d'ici-bas.» Dès lors, les moments des doutes se sont prolongés en heures, en journées, en nuits d'insomnie, jusqu'à ce qu'ils aboutirent à cette crise que nous connaissons. Est-ce que nous pouvons admettre qu'après un léger soulagement, ses troubles nerveux et ses doutes de date si ancienne se seraient évanouis tout d'un coup?

(La fin au prochain numéro.)

[1] *Discours de François Deák* (Edition de Kónyi, II, 182) et *Mémoires* de Szögyény-Marich, II, p. 95.

LES MORTS QUI PARLENT

Souvenirs du prince FERDINAND de Bulgarie ; de M. HENRY LOZÉ, ambassadeur de France ; du prince LOBANOFF, des comtes MOURAVIEFF et LAMBSDORFF et d'ISVOLSKY.

Le grand-père et le père de Nicolas II étaient des souverains absolument dissemblables d'idées et de caractère. Autant Alexandre II était toujours demeuré accessible aux influences occidentales, autant son fils qui lui succéda — homme tout d'une pièce pour qui les mots de liberté et d'indépendance étaient vides de sens — personnifiait la tradition autocratique dans ce qu'elle avait de despotiquement oriental. Sous l'impression de la fin tragique de son père, Alexandre III dit simplement : « Il ne sert à rien d'être bon. » Fût-ce par nature, fût-ce par instinct de conservation, il eut dès son avénement le cœur sec. Tel qu'il se fit voir à son peuple, tel il se montra vis-à-vis de l'étranger, entier, autoritaire, n'en faisant qu'à sa volonté. La nouvelle répandue tout à coup en novembre 1894, qu'il n'était plus, ne manqua pas, bien que la personnalité de son successeur fût encore une énigme, de causer un soulagement général en Europe, surtout parmi les petits peuples slaves des Balkans.

C'était quelque temps plus tard, au printemps en 1895. Nicolas II avait déjà donné plus d'une preuve qu'il ne s'inspirerait pas de l'exemple de son père. Représentant alors l'Agence Havas à Vienne, j'avais été envoyé en Bulgarie pour affaires de service. Le prince Ferdinand, ayant appris que j'étais à Sofia, me fit exprimer le désir de me voir et me reçut un soir en audience. Je me rappellerai toujours l'accueil très courtois qu'il me fit. Suivant les circonstances, il savait être charmant ou hautain et cassant. « Oui, me

dit-il, je tenais à causer avec vous pour vous mettre au courant de mes intentions politiques. Il est important qu'en votre qualité, vous les connaissiez.» Et, pendant plus d'une heure, il parla. Il était las de la politique de méfiance qui prévalait à Pétersbourg à l'égard de la Bulgarie. Il voulait arriver à dissiper cette méfiance en adoptant une attitude franche et correcte vis-à-vis de l'empire des tsars. Alexandre III, qui avait voué une haine implacable à son pays, avait disparu, c'était vrai, et rien ne permettait encore d'affirmer que son fils serait disposé à accepter des avances en vue d'une réconciliation, mais la situation nouvelle était pourtant propice pour une telle tentative. Comment faire donc?... Et le prince ajouta: « Je compte un peu sur l'appui de la presse française. » A quoi je répondis qu'ayant des instructions précises, je devais m'y conformer et que je ne pouvais m'engager à rien. « Alors, reprit-il, peut-être trouverez-vous le moyen de seconder d'une autre façon mes efforts. Voici ce que j'ai l'intention de faire. J'enverrai prochainement un homme de confiance à Vienne. Il sera muni de bonnes lettres de recommandation et fera en sorte d'entrer en rapport avec l'ambassade de Russie. Si vous pouviez, quand il sera arrivé dans cette ville, lui indiquer la voie à suivre, vous m'obligeriez beaucoup. » Je promis au prince de faire ce que je pourrais. Dans ce temps-là, la Bulgarie étant encore tributaire de la Porte, n'était pas fondée à avoir de représentants diplomatiques en propre dans les autres Etats. Aussi, l'émissaire spécial qu'enverrait le prince ne pourrait-il tenir que le rang d'un étranger de distinction.

Quelques semaines s'écoulèrent et la personne en question arriva à Vienne. C'était le Dr Stancioff, un homme jeune encore, mais heureusement doué et de bonne éducation, qui avait épousé une comtesse française et allait voir s'ouvrir devant lui une fort belle carrière. M'ayant aussitôt donné rendez-vous, il me fit savoir de quelle façon il pensait se mettre en campagne. A son avis, il devait commencer par voir M. Henry Lozé, alors ambassadeur de France en Autriche-Hongrie. Mais la question était de savoir comment, dans l'état où se trouvaient les relations de la Bulgarie avec la Russie, alliée de la République, le diplomate français prendrait une demande d'audience de sa part. Je me rendis au palais Lob-

kowitz et après avoir raconté à l'ambassadeur fidèlement mon entretien avec le prince à Sofia, je lui fis part du désir de son représentant personnel. Après avoir réfléchi, M. Lozé me répondit : « Je ne demande pas mieux que de recevoir M. Stancioff, mais ce ne peut être qu'à titre absolument privé. » Je portai sans retard cette bonne nouvelle à l'envoyé du prince, et le lendemain, il se présentait à l'ambassade. Quand, un jour après, je le revis, M. Lozé me dit : « Il est charmant, votre Bulgare ... Si charmant même que je l'ai déjà invité à dîner pour un prochain soir. Nous aurons ainsi l'occasion de causer plus longuement. »

Il ne suffisait pas à M. Stancioff qu'il eût réussi à se faire ouvrir la porte de l'ambassade de France. Il lui importait surtout d'arriver à avoir ses entrées libres à l'ambassade de Russie. C'était là le hic. M. Lozé, l'homme le plus serviable qui fût, voulut bien lever la difficulté, en allant voir à cet effet son collègue russe, le comte Kapnist. Ce dernier demanda du temps pour réfléchir, puis il se décida à avoir un premier entretien avec l'envoyé du prince. Ensuite, on verrait ... M. Stancioff sut si bien gagner les bonnes grâces du représentant du tsar qu'il ne tarda pas à devenir l'un des familiers de sa maison. La glace étant rompue à Vienne, que dirait-on à Pétersbourg ? On pouvait heureusement tirer le meilleur présage des dispositions qui y existaient.

*

L'année précédente, j'avais eu l'honneur d'être reçu deux fois en audience par le prédécesseur du comte Kapnist, le prince Lobanoff. La seconde fois, ce fut environ quinze jour après la mort d'Alexandre III, dans un moment où il était déjà question de son départ définitif pour Pétersbourg où Nicolas II devait lui confier le portefeuille des Affaires étrangères. Dans l'entretien que j'eus avec lui, il s'exprima dans les termes suivants : « C'est depuis longtemps mon rêve de voir l'Autriche-Hongrie et la Russie améliorer leur rapports et trouver un terrain d'entente à propos des Balkans. Il dépendra du nouveau tsar qu'il en soit ainsi ou non. Tant qu'il saura se soustraire à l'influence de certains de nos diplomates, notamment de M. Isvolsky, qui visent à

englober la péninsule balkanique dans la sphère d'influence russe, tout ira pour le mieux. Le jour où, comme son père, il se laisserait dominer par eux, la lutte entre les deux pays reprendrait plus vive que jamais... Je redoute surtout M. Isvolsky... Peut-être aurez-vous une fois l'occasion de constater que j'avais raison. »

On peut croire que, dès le premier jour, à Pétersbourg, le prince Lobanoff songea à préparer les voies à la réalisation de l'idée d'entente qui lui était chère. Le haut poste de confiance qu'il occupait, lui en donnait le moyen. N'avait-il pas appris à connaître, étant à Vienne, les dispositions foncièrement pacifiques de l'empereur François-Joseph? D'autant qu'il était personnellement partisan d'un rapprochement entre les deux pays, comme devant être la plus sûre garantie de la paix, il n'avait jamais hésité à abonder dans l'opinion du vieux monarque qu'une entente à l'amiable relative aux Balkans, un *modus vivendi* propre à prévenir des complications, serait préférable à une opposition déclarée et hostile. Tous deux s'étaient parlé avec franchise dans leur désir commun de trouver une solution aux difficultés pendantes. L'entente dont il s'agissait ne devait nullement frayer le chemin à une alliance, mais uniquement ouvrir la route à une collaboration loyale dans la péninsule.

La présence du prince Lobanoff à la tête du ministère des Affaires étrangères à Pétersbourg était de très bon présage pour le résultat des démarches de M. Stancioff. Je ne connaissais pas le comte Kapnist, mais j'étais en revanche en rapports avec un membre de son ambassade, un homme pour lequel il n'avait pas de secret. Peu de jours après que l'envoyé bulgare eut fait sa première visite au comte, ledit monsieur me déclara que M. Stancioff leur avait fait une excellente impression. « C'est, ajoute-t-il, un homme de tact et du meilleur monde, que nous recevrons toujours volontiers. Nous le verrons d'autant plus souvent que l'idée qu'il nous apporte nous est sympathique. Du vivant d'Alexandre III, il eût été absolument impossible de songer à réconcilier la Russie avec la Bulgarie. Mais aujourd'hui, la situation a changé. Nicolas II, vous le savez, veut la paix et il s'efforce d'écarter tous les obstacles qui s'opposent à sa consolidation. Or, le rapprochement des deux pays en ferait

disparaître un et non le moindre. Pourtant il faudra manœuvrer avec prudence. Il y a toujours à Pétersbourg des influences qui ont survécu à l'ancien régime et sont encore grandes. Or, elles s'exercent en sens contraire. Par exemple, M. Isvolsky, l'un des confidents du dernier empereur et, peut-on dire, son âme damnée, continue à avoir beaucoup d'ascendant sur certains membres de la famille impériale. Qui sait si le nouveau tsar aura la volonté assez forte pour y échapper? — Quelque temps après, on put apprendre que tout marchait pour le mieux et que la réconciliation était un fait accompli. Le prince Ferdinand put se rendre en Russie où il reçut un accueil très cordial.

Lorsque le couple impérial russe, au mois d'août 1896, fit à Vienne sa visite d'avénement, l'idée d'une entente à propos des Balkans était mûre pour sa réalisation. François-Joseph obtint de son hôta que l'on profitât de l'occasion qui se présentait, pour discuter les bases d'un premier arrangement. Le prince Lobanoff qui, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, accompagnait son souverain, était rayonnant. La politique qu'il préconisait depuis longtemps, finissait par prévaloir. Malheureusement, il ne devait pas en voir le succès définitif. Le train russe qui ramenait le couple impérial et leur suite, ayant quitté Vienne le soir, dut s'arrêter le lendemain matin, par suite d'une avarie à la machine, en rase campagne, en Galicie. Le temps étant très chaud, on sortit des wagons, on se promena aux alentours. Tout à coup, le prince Lobanoff se sentit mal et, s'affaissant, il succomba à une apoplexie foudroyante.

*

L'œuvre du prince fut continuée et menée à bonne fin par le comte Mouravieff qui avait reçu sa succession. L'entente austro-russe relative aux Balkans fut conclue au printemps de 1897. Après le comte Mouravieff, qui fut également emporté subitement, le comte Lambsdorff, nommé par le tsar ministre des Affaires étrangères, prit soin de l'entente, et des deux côtés, on n'avait qu'à se louer de ses effets bienfaisants.

Depuis lors, rien n'empêchait la Russie et l'Autriche de travailler d'un commun accord à la pacification des Balkans,

ce qui valait mieux incontestablement que de s'y livrer une lutte d'influence dangereuse pour la paix. Malgré la confiance, doit-on dire pourtant, qu'on les voyait commencer à se témoigner, un certain doute subsistait, surtout dans quelques journaux de Vienne et de Pétersbourg, sur la sincérité de leurs intentions respectives. Au moment où le comte Lambsdorff vint à Vienne jeter les bases du fameux accord, connu sous le nom d'accord de Mürzsteg et concernant la Macédoine, la presse viennoise lui fit un accueil sympathique, il est vrai, mais encore un peu réservé. On ne s'était pas encore habitué dans cette dernière ville à saluer chaleureusement les hôtes de marque venant de Russie. On y continuait à considérer les Russes comme des amis des Tchèques et les journaux allemands de Vienne jugeaient, comme par le passé, que leurs amis véritables étaient plutôt à Berlin. Mais, au bout de quelques années, le rapprochement des deux puissances avait eu des effets bienfaisants si appréciables que ce reste de réserve se dissipe complètement. Un jour, le grand-duc Wladimir fit une visite à Vienne et j'écrivis alors dans le *Journal de Genève :* « La disparition de toute trace de méfiance entre les deux pays se constate aussi bien dans l'excellent accueil qui est fait au grand-duc par la population que dans les souhaits de bienvenue des plus cordiaux que lui adressent tous les journaux, sans exception. On n'en ferait pas plus pour des alliés. . . . » — L'Autriche-Hongrie, il faut le dire, ne demandait qu'à voir continuer cette collaboration amicale et elle n'eût rien tenté pour la contrecarrer. La Russie, de son côté, put tout particulièrement, au moment de sa guerre avec le Japon, apprécier l'existence d'un accord qui, en l'assurant des intentations pacifiques de sa voisine, lui avait permis de dégarnir sa frontière occidentale.

*

Or, que se passa-t-il ensuite ? Les panslavistes, Isvolsky le tout premier, avaient compté que leur heure reviendrait. Et elle revint en effet, leur heure, lorsque, la partie ayant été perdue pour la Russie en Asie, l'orage révolutionnaire — conséquence de la débâcle militaire — se déchaîna dans l'empire moscovite et y secoua, ébranla les fondements du régime autocratique. Sous l'effet de sombres pressenti-

ments, ayant vu sa politique personnelle sombrer lamentablement, en outre esprit faible, facile à capter, Nicolas ne vit dans ce naufrage qui menaçait d'engloutir sa couronne, d'autre planche de salut que le panslavisme et il s'y cramponna. D'un extrême il tomba dans l'autre. M. Isvolsky, ayant gagné toute sa confiance, reçut le portefeuille des Affaires étrangères. Le prince Lobanoff avait prédit juste. Sa prophétie se réalisa.

Devenu maître de la situation, l'ancien confident d'Alexandre III put tout à son aise renouer la tradition du tsar défunt. Aussi s'empressa-t-il de défaire l'œuvre du prince Lobanoff. Sans même la dénocer, il laissa tomber l'entente austro-russe et lui substitua une entente avec l'Angleterre. Naturellement, il devait encore sauver les apparences et ne pas laisser trop pénétrer ses desseins. On le vit venir à Vienne à deux reprises, en 1907 et en 1908. Chaque fois il s'était composé un visage qui marquait ses pensées de derrière la tête. En 1908, il venait d'avoir à Marienbad sa fameuse entrevue avec le roi Edouard VII et M. Clemenceau, alors ministre des Affaires étrangères de la République française. C'est à ce moment-là que se passe un incident à Vienne qui le fait bien voir tel qu'il était.

*

Avant de raconter l'incident en question, je dois évoquer un souvenir qui me reporte à l'année 1902. Un excellent ami, M. de Kudriatzew, alors consul-général de Russie à Vienne, vint un jour chez moi et me demanda de lui rendre un service. Un Russe d'une trentaine d'années, M. F..., qui n'avait encore jamais fait de journalisme, venait, sur sa recommandation, d'être nommé représentant de l'Agence télégraphique officielle à Pétersbourg et il avait besoin de quelqu'un qui l'initiât à sa nouvelle profession. Or, M. de Kudriatzew me priait d'être le maître désiré. J'acceptai et, au bout de deux mois M. F... savait le métier sur le bout du doigt. Il avait, du reste, tout ce qui fallait pour faire un parfait journaliste. Outre qu'il avait l'intelligence de quatre langues, le russe, le français, l'allemand et l'anglais, qu'il parlait toutes dans la perfection, il était consciencieux et appliqué et avait la volonté de travailler, dans la mesure de

ses moyens, au maintien de la paix. De tous les côtés, aussi bien dans les milieux diplomatiques que dans le monde des journalistes, on vantait son grand savoir et ses hautes qualités. Le consul général se félicitait d'avoir eu la main aussi heureuse. Tout eût continué à marcher pour le mieux si, sans que personne s'en doutât, M. Isvolsky n'avait eu une dent contre M. F... Dès son arrivée à Vienne, en 1908, le ministre le fit venir à l'ambassade de Russie où il était descendu. Il commença par lui parler sèchement, puis, haussant de plus en plus le ton, il le tança d'importance.

« Comment, lui dit-il, nous devons faire croire chez nous que l'Autriche-Hongrie est animée de dispositions belliqueuses à notre endroit. C'est notre politique qui le veut . . . et vous écrivez tout le contraire. Ne venez-vous pas, par exemple, d'envoyer à Pétersbourg le résumé d'un article pacifique de la *Zeit*? C'est ridicule. Nous avons besoin de commentaires de journaux qui nous sont franchement hostiles. Si vous n'en trouvez pas, gardez le silence ou inventez. » M. F. . . essaya de se justifier, mais le ministre ne voulut rien entendre et demanda le même jour télégraphiquement à Pétersbourg la révocation de ce représentant auquel il n'avait pas autre chose à reprocher que d'avoir rempli consciencieusement ses devoirs de journaliste. Ensuite, vint à Vienne, pour occuper le poste vacant, un panslaviste avéré qui y demeura jusqu'au moment où éclata la guerre mondiale. On peut aisément se représenter avec quel zèle il contribua à envenimer les relations des deux pays.

*

Après que tant d'articles ont déjà paru à ce sujet, il n'est pas besoin de rappeler les intrigues dans lesquelles se complut M. Isvolsky dans les années qui suivirent. Il commença par se faire nommer ambassadeur à Paris pour pouvoir mieux, de cette dernière ville, faire jouer en occident les fils de sa politique. Les Français, foncièrement pacifiques, ne se doutaient pas qu'ils avaient, au milieu d'eux, un diplomate dont tous les efforts tendaient à les mener peu à peu vers la guerre. Il était si habile, si dissimulé, qu'il savait toujours se donner un air très inoffensif. Il ne se découvrait que lorsque, les hostilités s'étant déchaînées, il s'écria:

« C'est ma guerre ! » Cet aveu disait tout. Par ce cri du cœur, il se reconnaissait l'auteur principal des malheurs qui allaient fondre sur le monde . . .

Pauvre Isvolsky ! il ne pensait pas alors que *sa* guerre aurait un dénouement si funeste pour son pays. Avoir rêvé une toute grande Russie qui reculerait ses frontières jusqu'à Constantinople, la péninsule balkanique et l'Europe centrale, et voir au contraire le drapeau rouge flotter sur une Russie réduite et communiste : c'était plus que n'en pouvait supporter son orgueil. Aussi a-t-il vu venir sa dernière heure sans trop regretter la vie. Maintenant que, déjà presque oublié, il repose sous la terre : Paix à ses cendres !

Frédéric Du Bois.

LE SORT DES MINORITÉS EN HONGRIE ET EN TCHÉCO-SLOVAQUIE [1]

La Conférence de la Paix crut probablement que le démembrement de la monarchie austro-hongroise contenterait les minorités nationales, et que celles mêmes d'entre elles qui seraient rendues responsables de la guerre, auraient au moins la satisfaction de voir leurs intérêts placés sous la garantie de la Société des Nations.

Sans vouloir mettre en doute les intentions des Grandes Puissances, nous regrettons deux omissions qu'elles ont faites à l'égard de la solution de ce problème, et dont les mauvais effets ne sauraint être dissimulés aujourd'hui. L'une consiste dans l'abandon du principe du plébiscite dont on ne tint guère compte au cours de l'exécution du traité de Saint-Germain et de Trianon, et c'est bien regrettable, parce que, si l'on eût procédé aux plébiscites réclamés — et auxquels on aurait pu procéder avec un peu de bonne volonté, — on aurait détruit le germe de conflits futurs.

L'autre omission est imputable au président Wilson qui, d'une part, n'insista pas pour faire introduire la protection des minorités dans le texte du Pacte de la Société des Nations et, de l'autre, ne fit pas le nécessaire afin qu'on chargeât un organe permanent du contrôle des engagements pris au sujet des minorités. (Selon M. le baron Adelswäerd, c'est pour sauver *l'essence* du Pacte que M. Wilson sacrifia la protection des minorités, à laquelle il n'attachait qu'une importance secondaire.)

Quoiqu'il en soit, le fait est que, malgré la création de la Société des Nations, des millions de gens gémissent

[1] Ces pages résument en réalité « la conclusion » d'un petit ouvrage que l'auteur avait publié naguère sous le titre : *Le sort des minorités nationales en Hongrie et en Tchéco-Slovaquie* (1922).

sous des dominations étrangères. Les garanties accordées aux minorités sont insuffisantes; la Conférence de la Paix n'obligea pas assez les Etats successeurs à les observer. Et on peut dire que les traités paix de Saint-Germain et de Trianon ne contiennent que le minimum des droits que nous avons, depuis longtemps, donnés à nos nationalités, droits qui furent, depuis 1867, spontanément élargis par la jurisprudence hongroise.

Il faut faire remarquer ici que les stipulations des traités de paix devraient être exécutées non seulement à la lettre, mais dans l'esprit de ces derniers. Cependant, — d'après même le baron Adelswäerd, (1) — « *on* oblige, dans les districts minoritaires, les élèves d'écoles primaires de chanter des chants patriotiques dans la langue de la majorité; on s'y refuse de distribuer les lettres dont l'adresse n'est pas entièrement libellée dans la langue de la majorité, on n'y tolère, aux enseignes de magasins, que la langue officielle; en un mot, on y met l'exercice du pouvoir au service d'une législation et d'une administration *peut-être* conformes à la lettre des traités de paix, mais lesquelles sont en opposition flagrante avec l'esprit de ceux-ci. »

Le Dr. Pantusěk — qui est le plus rassis des trois champions de la cause tchèque — semble croire que les lois de Tchéco-Slovaquie accordent aux minorités tous les droits prévus par le traité de paix et que, par conséquent, son pays remplit tous ses devoirs à l'égard des minorités.

Or, il est vrai que les Tchèques observent le traité de paix *à la lettre*. Leurs lois — abstraction faite des *réserves* qu'ils y glissèrent — en copient bien *le texte*. Mais tout prouve que c'est à contre-cœur qu'ils ont adopté les clauses concernant les minorités, en les considérant comme des obstacles mis au développement de la Bohème, et les mesures vexatoires prises par eux au sujet des minorités nationales trahissent leurs sentiments à cet égard.

Pour sauver l'apparence, ils veulent présenter leur jeune République sous un jour favorable à l'étranger, et c'est pourquoi ils firent une loi punissant toute tentative de dénationalisation de minorités. Mais il y a le revers de la

(1) *Les droits des minorités nationales*, par le baron Adelswäerd. Voir le compte-rendu de la XX[e] Conférence Interparlementaire.

médaille: par exemple, les procès intentés aux parents magyars de Kassa ou de Munkács, et qui furent forcés d'organiser des écoles secrètes afin que leurs enfants pussent être enseignés dans leur langue maternelle, car les autorités tchèques ne l'avaient pas admise, comme langue d'enseignement, dans les écoles publiques. Et que dire des vexations sans fin subies à Pozsony, à Kassa, à Rozsnyó, à Léva, à Érsekujvár, à Komárom . . . par nos compatriotes, au cours de l'exécution des lois relatives aux minorités? A Zsolna, lors de l'occupation des écoles hongroises, des légionnaires tchèques armés attaquèrent des enfants; à Léva, les autorités crurent devoir employer la gendarmeire contre les écolières hongroises; ailleurs, on détruisit des statues, des chefs-d'œuvres hongroises; et tout cela en se conformant à la lettre — mais pas à l'esprit — du traité de paix.

Peut-être la Hongrie ancienne n'avait-elle pas créé un grand nombre d'écoles en faveur des Slovaques, mais nous les avons, pendant mille ans, toujours traités d'une façon paternelle, comme les autres nationalités. Chez nous, on ne s'enquiert jamais si le pourcentage d'une nationalité atteint exactement 20 pour 100. Et, les restrictions mêmes de nos lois furent toujours appliquées par nous, aux minorités, de la façon la plus équitable. Dans la Hongrie ancienne, les représentants des minorités nationales pouvaient décider librement des affaires intérieures de leurs écoles, et le gouvernement central se montrait toujours bienveillant envers elles. Nous ne désirions que notre langue eût, dans notre pays, une prépondérance relative; et n'oublions pas d'ailleurs que le nombre de l'élément magyar était chez nous plus élevé que celui des Tchéques dans la Tchéco-Slovaquie.

Or, si le Dr. Pantusěk croit quand même que les Tchèques de Hongrie seraient heureux s'ils pouvaient jouir des droits que la Tchéco-Slovaquie donne aux Magyars y transférés, il est trompé par son aveuglement patriotique. [1] Car, quoique les Tchèques de chez nous fussent si peu nombreux que le pourcentage n'en pouvait être exprimé qu'en

[1] *La République tchéco-Slovaque et la protection des minorités,* par le Dr. Pantusěk.

fractions infinitésimales, — en raison de quoi ils figuraient, dans nos statistiques, sous la désignation sommaire « autres nationalités », ils avaient cependant en Hongrie deux écoles publiques, *subventionnées par l'Etat,* ce qui est certainemant mieux que l'état de choses actuel où le gouvernement de Prague nous enlève nos écoles, nos universités, nos théâtres, en nous disant: « Si vous en voulez d'autres, vous n'avez qu'à les créer. »

Si nos compatriotes transférés à la Tchéco-Slovaquie savaient qu'on ne les leur prendrait pas, ils en créeraient en effet. Seulement, ils ne sont pas sûrs là-dessus; et les réponses qu'ils reçurent à leurs demandes à ce sujet, n'étaient guère propres à les y encourager, puisque les Tchèques leur donnèrent tantôt des réponses vagues, tantôt ils invoquèrent que le nombre des Hongrois intéressés était de quelque *centièmes* au-dessous du pourcentage *réglementaire.* (« Nous ne pouvons pas vous donner la permission demandée, parce que votre pourcentage n'est que de 19·5%, au lieu de 20% . . . ») Et ce n'est pas une plaisanterie, c'est un fait.

Pour finir ces lignes, faisons ressortir que les Magyars ont toujours reconnu les qualités des Tchèques.

Si le traité de Trianon n'existait pas, la nation magyare et tchèque arriveraient peut-être même à se respecter et à s'aimer mutuellement, puisqu'elles sont voisines. Le bon sens même le voudrait; et les peuples auxquels nous eûmes affaire dans le passé, savent bien que nous étions toujours équitables avec eux.

Quelque soit le sort des minorités magyares en Tchéco-Slovaquie, nous mettons notre confiance dans l'avenir, qui devra nous donner raison et qui mettra — nous le croyons — un jour la Justice en marche en notre faveur.

D'un côté, les Hongrois aspireront toujours à un accord harmonieux qui devra unir tous les habitants de notre pays pour en accélérer la prospérité; de l'autre, ils s'efforceront constamment d'entretenir de bonnes relations avec tous les peuples et de prendre part au travail commun unissant les nations, civilisées et solidaires.

Ernest Ludwig.

HENRI-FRÉDÉRIC AMIEL ET PETŐFI

A l'occasion du centenaire du poète national de la Hongrie, il ne sera pas peut-être sans intérêt d'appeler l'attention des littérateurs français sur une poésie du célèbre moraliste suisse, Henri-Frédéric Amiel, dont l'ouvrage principal, *Fragments d'un journal intime,* publié après sa mort, a obtenu un succès si extraordinaire. Moins connue est sa lyre, quoique son nom figure dans presque toutes les anthologies françaises. Dans le quatrième volume de l'*Anthologie du XIXème Siècle,* éditée par la librairie Lemerre, il est représenté par deux vers: «Grillon de Mai» et «Feu sous la neige» (Pages 382—384). Or, la première de ces poésies n'est qu'une *traduction libre* d'un des poèmes les plus populaires d'Alexandre Petőfi, intitulé «Szülőföldemen» (Dans mon pays natal). Quant à la supposition que c'est peut-être Petőfi qui a emprunté ces vers à Amiel, elle semblera absurde à quiconque connaît le caractère du poète hongrois. Du reste, les vers de Petőfi ont été publiés en 1848, le volume qui contient le «Grillòn de mai» en 1880. Amiel est né en 1821, et en 1848 il était un écrivain tout-à-fait inconnu, inconnu non seulement à l'étranger, mais aussi dans son pays. Au surplus, c'est Amiel lui-même qui parle dans son *Journal intime* avec beaucoup de chaleur du poète hongrois. Il paraît qu'il avait lu les œuvres de Petőfi dans une traduction allemande, pendant son long séjour à Heidelberg et à Berlin. Il en avait aussi traduit quelques poèmes et communiqué ces traductions au professeur Hugon Meltzl à Kolozsvár, qui les fit publier en 1888 dans les *Annales du Petőfi-Múzeum,* rédigés par le prof. Zoltán Ferenczi. («Les amis», «Le printemps», «Inquiétude», «Jamais il ne fut», dont les titres hongrois sont les suivants: «Voltak bará-

taim », « Mi kék az ég », « Szivem, te árva rabmadár », « Sohasem volt az szerelmes »). Ce n'étaient pas ses premières versions de Petőfi, car on en trouve deux dans son volume publié en 1876: *Les étrangères. Poésies traduites de diverses littératures.* Ce sont : « Mon premier-né » (« Fiam születésére ») et « Les nuages » (A felhők). Il y parle aussi de l'idéal d'une bonne traduction de vers, en ces termes : « Ce serait celle qui rendrait, non pas seulement le sens et les idées de l'original, mais ses couleurs, son mouvement, sa musique, son émotion, son style distinctif, et cela dans le même rhythme, avec des vers de même forme et un même nombre de vers ». Mais ses traductions de Petőfi sont loin de réaliser cet « idéal ».

Retournant au poème d'Amiel qui figure comme son œuvre originale, au lieu de l'analyser, il suffira de le mettre à côté d'une version littéraire du poème de Petőfi, afin que le lecteur se rende lui-même compte de la vérité de mon assertion. Les voilà donc :

Dans ce lieu fut mon berceau.
Voilà bien la verte plaine
Où le regard se promène
Sans heurter mont ni coteau ;
Je reconnais la fontaine,
Témoin de mes premiers jeux.
Nourrice, de bruits joyeux
Ta maison lors était pleine.
Il me semble entendre encor
Résonner la chansonnette :
« Grillon de mai, grillon d'or,
Grillon dans l'herbette ».

Mais on m'ôte de tes bras
Encore en ma tendre enfance,
Et je ne reviens, hélas !
Qu'à l'âge triste où l'on pense.
Oui, vingt ans, vingt ans ont fui . . .
Que de désirs, d'espérances !
Que d'épreuves, de souffrances !
Que de regrets aujourd'hui !
O nourrice ! nourricette ;
Le temps s'envole, il a tort :
« Grillon de mai, grillon d'or,
Grillon dans l'herbette. »

Je suis né dans cette contrée,
Dans la belle et grande plaine du bas pays hongrois.
Cette ville est le lieu de ma naissance,
Et c'est comme si elle était encor pleine de la chanson de ma nourrice.
Je l'entends encor, cette chanson,
Quoiqu'elle se soit tue depuis longtemps :
« Hanneton, jaune hanneton ! »

Je m'en allais d'ici comme un petit enfant,
Et je suis retourné comme un homme mûr.
Ah ! depuis ces temps, vingt années se sont écoulées,
Chargées de tristesses et de joies . . .
Vingt années . . . comme le temps fuit !
« Hanneton, jaune hanneton ! »

Gais compagnons d'autrefois,
Qui restâtes au village,
Étonnés à mon visage,
Reconnaîtrez-vous ma voix ?
Rien ne dure. Autres nous sommes...

Où êtes-vous, mes anciens compagnons de jeu ?
Que je revoie au moins un seul de vous !
Prenez place ici près de moi,
Afin que j'oublie que je suis devenu un homme,
Que sur mes épaules vingt-cinq années reposent...
« Hanneton, jaune hanneton ! »

Mon esprit, comme un oiseau,
Sautant de branche en rameau,
Se souvient des lieux, des hommes,
De tout un passé qui dort
Au fond d'une ombre discrète :
« Grillon de mai, grillon d'or,
Grillon dans l'herbette ».

Comme un oiseau inquiet sur les branches,
Ainsi vole ma pensée de-ci de-là,
Et cueille beaucoup de beaux souvenirs,
Comme l'abeille cueille le miel des fleurs ;
Et visite tous ces chers lieux d'autrefois . . .
« Hanneton, jaune hanneton ».

Je me vois enfantelet,
Bondissant à droite, à gauche.
Tout glorieux je chevauche
En jouant du flageolet.
Mon petit cheval de race
Qui n'est qu'un gros bâton,
Aux accents du mirliton
Piaffe, et ne tient plus en place.
C'est l'heure : allez boire ! Encor !
Retour ! La litière est prête :
« Grillon de mai, grillon d'or,
Grillon dans l'herbette. »

Je suis un enfant, je le suis redevenu,
Je chevauche, en jouant d'un flûteau de saule,
Je chevauche sur un cheval fougueux de roseau.
Je vais à l'abreuvoir, mon cheval veut boire.
Or, je l'ai fait boire. Hue, mon cheval ! Hue Bandit !
« Hanneton, jaune hanneton ».

Mais le jour s'est effacé,
Et du soir tinte la cloche,
De la maison se rapproche
Le cavalier fort lassé.
Sur ses genoux la nourrice
L'attire tout sommeillant,
Et d'un ton bien doux, bien lent,
Chante le refrain propice.
Dans ses bras l'enfant s'endort,
Et confusément répète :
« Grillon de mai, grillon d'or,
Grillon dans l'herbette. »

Or, tinte la cloche du soir,
Le cavalier et le cheval sont las.
Je vais à la maison, ma nourrice me prend sur ses genoux,
Et ses lèvres chantonnent un chant pour endormir.
J'écoute, et à demi je suis déjà assoupi . . .
« Hanneton, jaune hanneton ! »

Comme on voit, le poème d'Amiel suit celui de Petőfi assez fidèlement, de strophe en strophe, quelques passages sont traduits quasi littéralement. Il y a quelques modifications très-légères, mais pas heureuses, comme par exemple, dans la deuxième strophe, où les paroles de Petőfi ont subi un changement pas avantageux. « Je m'en allais d'ici comme un petit enfant, et je suis retourné comme un homme mûr » — c'est le langage naturel exprimant une idée simple, tandis que, dans Amiel, nous trouvons une idée artificielle, exprimée avec de la rhétorique: l'enfant qu'on ôte des bras de la nourrice « en sa tendre enfance » (pourquoi?), et puis « l'âge triste où l'on pense », comme si un garçon ne pensait pas! Dans les autres parties du poème, presque rien n'est changé, mais le ton populaire de l'original s'est un peu affaibli, çà et là presque évanoui. Que le poème ne laisse pas de plaire dans cette forme nouvelle, est sans doute aussi le mérite de l'adaptateur, mais en première ligne celui de l'auteur, dont les fraîches pensées conservent leur charme même si elles sont un peu gâtées par le style. En tout cas, le poème d'Amiel ne devrait plus être publié sans la mention: « d'après les vers hongrois d'Alexandre Petőfi ».

ANTOINE RADÓ.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Il paraît que les insinuations sur une Hongrie à intentions belliqueuses, qui naguère encore abondaient dans certains journaux de nos voisins, sont en train de cesser. Sans doute, les auteurs de ces bruits alarmants se sont aperçus qu'ils ne trouvent plus le moindre crédit depuis que la Commission interalliée de Contrôle s'est donné la peine d'examiner de près les allégations sur des d'armements, des concentrations de troupes et des transgressions de la frontière et qu'elle a dû établir que la réalité y était tout à fait contraire. Des préparatifs de guerre ! La Hongrie n'y songe vraiment pas. Elle ne peut y songer, ajoutent tous ceux qui ont assez de bon sens de se dire que, pour faire la guerre, il faut disposer avant tout du moyen qualifié d'indispensable déjà par le fameux général Montecuccoli : de l'argent ! de l'argent ! de l'argent ! Aussi on ne peut plus en imposer ni aux hommes d'Etat, ni à l'opinion publique des pays de l'Entente par ces faux bruits, tout le monde sait très bien à quoi s'en tenir.

Dans ces circonstances, nous avons donc tout lieu de nous étonner que M. Benès n'hésite pas à répéter de pareilles accusations, bien qu'il ne doive pas manquer d'informations précises sur le véritable état de choses. Nous en sommes étonnés d'autant plus qu'il les fait glisser dans des déclarations destinées à témoigner de son attitude conciliante et de son intention à faciliter l'établissement de relations avantageuses entre deux pays qui en ont vraiment besoin. Au cours des dernières semaines, le ministre tchéco-slovaque des Affaires étrangères a autorisé la publication de plusieurs interviews où il insiste sur son empressement à s'entendre avec la Hongrie ; mais une fois il nous demande de changer le système de gouvernement, par une autre occasion il exige que nous cessions nos armements. Comment donc ? Ne sait-il pas de source authentique que la Hongrie ne fait rien, ne

peut rien faire pour s'armer et se préparer à la guerre? Surtout ce que M. Benès a dit au correspondant du quotidien parisien *Le Journal* concernant la question des minorités et sa disposition à accepter d'avance l'arbitrage de la Société des Nations, mérite toute notre attention. Mais on est tenté de douter de sa sincérité, le voyant toujours verser dans la coupe des douceurs quelques gouttes d'amertume.

Ces façons de parler sont d'autant plus regrettables qu'elles provoquent l'impression de vouloir opposer un démenti aux intentions conciliantes que le président de la république tchéco-slovaque, M. Masaryk a déjà plusieurs fois manifestées. Les hommes d'Etats compétents de la Hongrie savait bien que M. Masaryk verrait de bon œil un accord avec la Hongrie et serait prêt à une révision des frontières qui rattacherait à leur mère-patrie certaines régions où la race hongroise est prédominante. Récemment, en répondant aux questions de M. Edouard Pályi — publiées dans le numéro de Pâques du *Budapesti Hirlap* — le président a confirmé les principes exprimés dans son livre : *L'Europe nouvelle,* principes réclamant pour chaque nationalité ses droits naturels. M. Masaryk déclara adhérer à ces principes même à présent, et non seulement en théorie, mais dans la mesure que la force des faits le permettrait, aussi en pratique. A l'objection comment s'accordent ces principes avec le fait que la Tchéco-Slovaquie s'est annexé des territoires habités d'une population purement hongroise, territoires qui sont limitrophes de la Hongrie amoindrie, le président, après avoir appuyé sur la nécessité de la protection des minorités, a répondu littéralement : „Je suis bien prêt à entrer en pourparlers avec des gens raisonnables et honnêtes, même sur les problèmes les plus délicats. Cela résulte de la véritable démocratie. Il nous faut trouver un chemin qui nous conduise à résoudre, sans employer la force ou faire la guerre, toutes les questions inquiétant l'Europe et surtout nos pays. J'espère — et je le souhaite – que de cette manière nous parviendrons à nous faire entendre avec la Hongrie. Nous avons déjà entamé des négociations promettant beaucoup que nous ne manquerons pas de continuer et pas à pas nous surmonterons les difficultés. »

Il va de soi-même qu'en Hongrie les déclarations de M. Masaryk ont été accueillies avec une sympathie chaleureuse. Notre ministre des Affaires Etrangères, M. de Daruváry s'est hâté d'y réagir en exprimant au correspondant du *Prager Tagblatt* notre empressement à traiter sur toutes les questions qui attendent encore à être résolues et empêchent le développement de relations de voisinage amicales. « Le gouvernement hongrois, dit le ministre, n'a aucun sujet d'éviter

la discussion des problèmes dont la solution exerce une influence sur les relations politiques des deux Etats. Ses buts sont nettement définis. Tout en observant exactement les stipulations du traité de paix, il a toujours cherché à faire valoir, dans la mesure du possible, les droits que celui-ci lui confère. C'est dans ce but que nous nous efforçons, par des pourparlers directs avec les gouvernements des Etats voisins, d'arriver à une solution satisfaisante de toutes les questions restées en suspens. Nous préférerions des négociations directes aussi concernant le problème beaucoup discuté et très compliqué de la protection des minorités. Mais même si nous nous voyions obligés d'en appeler à la Société des Nations, il n'y aurait naturellement aucune tendance hostile contre la Tchéco-Slovaquie, puisque l'invocation d'une autorité internationale, investie du devoir suprême d'assurer la paix européenne, ne saurait être qualifiée que d'une action pacifique. A cette occasion, continua le ministre, je m'abstiens de toute récrimination, d'autant plus que j'ai la conviction qu'avec de la patience et de la persévérance nous arriverons, par la voie des déliberations, au résultat espéré ».

L'opinion publique hongroise saura bon gré au ministre d'avoir eu la délicatesse d'éviter toute récrimination, bien qu'il ne manquât nullement de sujet à cet égard. Cette réserve est un nouveau témoignage de ce que la Hongrie, si on cesse de l'inquiéter et de la menacer, offrira une garantie réelle pour le maintien de la paix dans l'Europe centrale. Ouoi qu'en disent les intriguants, la Hongrie, où les membres de la législative sont élus en vertu du suffrage universel, est, elle aussi, un Etat démocrate. Et cette démocratie est plus solide que ne l'était la soi-disant « république populaire » du comte Michel Károlyi, qui avait jugé bon de finir sa carrière de président par céder le pouvoir à la dictature du prolétariat.

Qui est-ce qui va offrir l'hospitalité aux émigrés hongrois ? Quand en août 1919, après la défaite de l'armée rouge, la contre-révolution mit fin au régime bolchéviste en Hongrie, Béla Kun et ses collègues avaient trouvé un asyle à Vienne où les social-démocrates, qui étaient alors au pouvoir, leur souhaitaient la bienvenue. Ils furent bientôt suivis de tous ceux qui préféraient prendre la fuite que d'assumer la responsabilité de leurs actes durant la révolution octobriste ou la terreur rouge. Dès lors, ces réfugiés compromis se sont établis en Autriche, de préférence à Vienne, où ils passaient leur temps à intriguer et à soutenir des journaux destinés à accabler la Hongrie actuelle de toutes les calomnies imaginables. Ce métier douteux

leur permit de vivre dans l'opulence, grâce à certains gros subsides, dont nous ne voulons point rechercher la source. Il paraît que maintenant la paix de cette existence agréable est menacée. Le gouvernement du prélat Seipel, professant des opinions tout opposées aux doctrines des social-démocrates, entreprit de faire sortir le peuple d'Autriche de sa détresse et il y a espoir que ses efforts seront couronnés de succès. Certes, l'Autriche doit subir, durant quelques années, une sorte de tutelle financière, qui peut-être ne sera pas toujours très commode, mais selon toute apparence, il lui sera permis de s'engager sur la voie d'une prospérité nouvelle. Elle est en train de toucher de fortes sommes en or, remboursables à de longues échéances, mais — ce qui est le plus important — son gouvernement, en se réclamant de la rigueur du haut-commissaire que la Société des Nations vient d'installer à Vienne, est autorisé à en finir avec les abus et les procédés de dissipation introduits par le régime social-démocrate. Cependant, il semble que le grand nettoyage inauguré par le chancelier actuel ne se bornera pas aux seuls problèmes d'ordre matériel; déjà le chef de la colonie ukranienne dans la capitale d'Autriche fut mandé à la police où on l'informa que les réfugies ukraniens, à peu près 13000 individus, sont considérés comme des éléments non désirables et devront sous peu quitter le pays. La même mesure est imminente contre les réfugiés politiques venus de la Hongrie. Où trouveront ils l'hospitalité?

Les adeptes fidèles du comte Michel Károlyi, qui seraient prêts à faire l'impossible pour le ramener au pouvoir en Hongrie, pourront passer en Yougoslavie où le « président de la république populaire hongroise » est dorloté par les autorités serbes et où il continue à agiter contre sa patrie. Pourtant, M. Pachitch a d'autres chats à fouetter que d'aller au-devant de nouveaux hôtes. Le résultat des élections qui eurent lieu le 18 mars, lui ont apporté, avec une grosse déception, de graves soucis. Voici la liste des membres élus dans la Diète, selon leurs partis : radicaux 108, partisans de Raditch (agriculteurs croates) 70, démocrates 52, partisans de Korosetz 22, partisans de Spako 18, partisans de Djemeque (Turcs macédoniens) 13, agriculteurs serbes 9, Allemands 7, socialistes 3, Bounievatses (serbes catholiques au Banat) 3, autonomistes monténégrins 2, Troumbitch-Drincovitch 2, Roumains 1, Serbes en Bosnie 1, parti des kmètes en Slavonie 1, au total 312 députés. Les radicaux l'ont emporté sur les démocrates qui perdirent non moins de 43 mandats. Mais relativement plus grand est le succès des partisans croates de Raditch, bien que ce chef n'ait pas

su s'élever à la hauteur d'un véritable conducteur national du peuple. On est d'avis que le sort du royaume S. H. S. dépend de l'attitude des deux antagonistes : Pachitch et Raditch. Certes, M. Pachitch peut, avec l'aide des démocrates, s'assurer une majorité assez considérable, tandis que les partis révisionnistes, ne disposant en somme que de 139 mandats, seront incapables d'obtenir la majorité des deux tiers exigée pour une modification de la loi constitutionnelle. Si le chef du gouvernement réussit à s'entendre avec M. Raditch, l'écroulement du centralisme de l'Etat S. H. S. sera empêché, mais un tel accord des deux adversaires les plus acharnés est peu probable. Et même si l'on aboutissait à un compromis, il ne durerait guère que le temps nécessaire pour éliminer les difficultés du moment, mais pas assez longtemps pour amener une consolidation réelle. Pour toute éventualité, M. Raditch a convoqué ses 70 adeptes à Agram et menace d'y ouvrir un «sabor», espèce de contre-diète où pourraient surgir de graves désordres.

Des bruits de désordres, voire même de mouvements révolutionnaires ont été rapportés de Roumanie, mais il paraît que ces nouvelles, qui nous sont parvenues par l'intermédiaire des agences télégraphiques des capitales occidentales, si elles n'étaient pas dénuées de tout fondement, étaient au moins très exagérées. L'Agence Télégraphique Hongroise a eu la loyalité de ne communiquer ces bruits à la presse qu'en recommandant la plus grande réserve; en même temps, elle adressa à l'agence Orient Radio une dépêche pour demander des informations authentiques. L'agence de Bucarest ne tarda pas à envoyer un démenti formel aux nouvelles en cours et l'agence hongroise s'empressa de publier ce démenti qu'elle croyait être la réponse à sa demande. Ce n'est que plus tard qu'on apprit à Budapest que la dépêche en question n'était jamais arrivée à sa destination. Elle fut interceptée déjà à Temesvàr, où les autorités la jugèrent trop dangereuse pour la sécurité nationale de la Grande Roumanie. Elles devraient cependant se rendre compte que c'est précisement une nervosité provoquée par l'incertitude qui peut, en pareille occasion, prêter aux plus extravagantes suppositions. Tout le monde sait que le projet de la nouvelle constitution donna lieu aux plus âpres luttes et que le vote n'en fut rendu possible qu'au prix de violences inouïes.

P. S.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Pour la Bibliothèque Universitaire de Budapest.

La Bibliothèque Universitaire de Budapest, qui était avant la guerre une des bibliothèques les mieux pourvues de l'Europe, ne peut plus, faute d'argent, suivre, les progrès de la science.

A l'heure présente où la livre sterling vaut 20.400 couronnes ; le franc français, 285 ; la lire, 230 et la couronne, 0·12 centime suisse, il lui est impossible de faire venir de l'étranger les ouvrages même les plus importants ; et les livres allemands sont également trop chers pour elle : ils coûtent 2000 fois plus qu'avant la guerre, de telle sorte qu'il faut payer, par exemple, 16.000 couronnes un livre qui se vendait, en 1914, 8 marks.

Dans ces circonstances, la Bibliothèque dont je parle reste de plus en plus en arrière. L'autre jour, j'y ai cherché quelques volumes récemment publiés par la *Bibliothèque de Philosophie Contemporaine* (où parurent les ouvrages de Théodule Ribot), on m'a répondu qu'on a dû cesser de s'abonner même à ces publications, pourtant absolument nécessaires.

Il est vrai que notre Bibliothèque a reçu des livres de quelques donateurs généreux ; [1] mais ces dons sporadiques ne lui suffisent pas, car une grande bibliothèque est comme un organisme vivant qu'il faut alimenter constamment et d'une façon méthodique.

Cette tâche, l'administration de la Bibliothèque Universitaire de Budapest la remplissait excellemment jusqu'à la guerre. Ainsi, elle a réussi à réunir tous les ouvrages de marque ayant trait à Goethe

[1] Mentionnons ici que, grâce à l'initiative de M. Jean Mistler d'Auriol, le gouvernement français lui a envoyé des revues, ainsi qu'une collection de livres. Les fondations Carnegie, Rockfeller et Shmitsonian lui sont également venues en aide, mais il faudrait souhaiter que les donateurs fussent plus nombreux, la Bibliothèque ayant une lacune de *neuf* années à combler.

et à Shakspeare ; elle a aussi richement pourvu la bibliothèque de livres français. Mais la couronne a perdu depuis tellement de sa valeur que l'acquisition des nouveaux livres est devenue impossible ; par suite de quoi on n'a pu faire venir aucun des ouvrages parus à l'occasion du centenaire de Shelley, de Molière, de Pasteur, de Renan. Et si l'on faisait — et l'on en fait — de découvertes nouvelles en physique ou en chimie, les lecteurs de la Bibliothèque ne pourraient plus être renseignés là-dessus que par les revues, ce qui n'est pas suffisant.

En raison de cette situation, à moins que l'étranger ne vienne en aide à nos bibliothèques, le niveau les études tombera inévitablement chez nous.

C'est une des conséquences les plus tristes de la guerre. Elle sera encore plus sensible après la disparition de la génération actuelle où il y encore beaucoup de gens qui, malgrè les privations qu'ils ont à endurer, ne pensent qu'à poursuivre leurs études.

On peut dire sans exagérer que, non seulement en Hongrie, mais ailleurs aussi, la guerre abaissa le niveau de la culture intellectuelle,

Les institutions comme la Bibliothèque Universitaire de Budapest sont les derniers remparts qui émergent encore de la vague matérialiste envahissant le monde.

C'est pourquoi j'attire l'attention des savants étrangers sur la détresse de notre Bibliothèque Universitaire, espérant que, inspirés des principes de la solidarité intellectuelle internationale, ils feront quelque chose pour lui faire donner les livres dont elle a besoin.

Dr. Béla de Téglás.

NOTES ÉCONOMIQUES

Les étroites relations que nous avions, pendant des siècles, avec l'Autriche, comportaient pour nous plusieurs inconvénients. Ainsi, l'opinion hongroise n'était jamais informée à temps des importantes questions économiques et extérieures ; et quand on l'en informait, ce n'étaient que des renseignements incomplets et peu sûrs.

Dans ces circonstances, les Hongrois, résignés, s'habituèrent peu à peu à ce qu'on réglât sans eux ces questions ; et le sens intuitif de juger celles-ci finit par s'émousser chez eux.

Pour une part, c'est la cause de ce que, même maintenant, les Hongrois n'ont pas d'idées communes sur les problèmes économiques et extérieurs ; et beaucoup d'entre eux ont le sentiment que notre politique manque, dans ces questions, d'idées directrices nettement définies.

C'est à ces raisons, ainsi qu'à la lassitude qui, depuis la guerre, s'est emparé des esprits, qu'il faut attribuer le fait que les articles publiés naguère par un journal de Budapest, de la plume d'un ancien ministre hongrois des Affaires étrangères, restèrent sans écho dans la presse et dans le Parlement.

L'ancien ministre en question — et qui est, en même temps, un de nos plus éminents économistes — y faisait ressortir la connexion qu'il y a entre les problèmes économiques et extérieurs. Il ajoutait qu'on ne fait pas assez attention, en Hongrie, à ces questions ; qu'on n'y pense qu'aux intérêts concernant la réorganisation économique, réorganisation nécessitée par la mutilation du pays ; qu'on sacrifie tout à ces intérêts, même les points de vue relatifs aux rapports avec nos voisins, bien que cela nous ait fait beaucoup de torts, et que cela nous en fera de plus grands encore.

Précisons la question. Dans ces articles, il s'agissait, en premier lieu, de l'exclusion économique pratiquée par notre politique d'importations et d'exportations. (Notons que ce n'est pas la Hongrie qui a commencé cette politique ; et même si elle ne l'avait pas entreprise à *l'instar* des Etats voisins, elle aurait dû y recourir à cause du déficit croissant de la balance de son commerce extérieur.) En second lieu, il s'agissait là de cette tendance à droits prohibitifs, par laquelle on cherche chez nous à rattraper, le plus rapidement possible, ce qu'on a perdu industriellement du fait du démembrement du pays, tendance

ayant pour but de faire une nouvelle unité économique de la Hongrie mutilée.

Or, on aurait la vue bien courte, et l'on aboutirait à des résultats funestes, si l'on ne voyait pas que ce système d'exclusion économique est nettement opposé aux intérêts de nos voisins, — ou, pour mieux dire, à quelques-uns parmi eux, — d'où il résulte qu'il n'est guère propre à les encourager à devenir nos amis.

La question est tellement délicate, elle a une si grande portée que ceux qui ont la responsabilité de nos affaires économiques, ont dû l'examiner à fond, en prenant conscieusement en considération les vues exposées par l'ancien ministre dont je parle.

Cependant, on ne peut — et l'on ne doit pas — s'en prendre à la politique économique hongroise de l'état de nos rapports avec les Etats voisins, et lesquels, disons-le franchement, ne sont guère satisfaisants. Au fond, économiquement, nous n'avons des intérêts opposés qu'à la Tchéco-Slovaquie, car la Roumanie et la Yougoslavie font — avec moins de résultats — ce que nous faisons contre les Tchèques ; elles s'efforcent, elles aussi, de créer les conditions d'une autarcie économique.

Lorsque il s'agit d'intérêts opposés aux Etats successeurs, il nous faut d'autant plus penser, avant tout, aux Tchèques, que ce sont eux qui tracent la ligne de conduite de la Petite Entente envers la Hongrie.

Nous ne nions pas que le message de Pâques de M. Masaryk sonnât bien et qu'il fût loyal ; on sentit cependant, en le lisant, qu'entre la Bohême et la Hongrie, les antagonismes sont trop profonds et trop compliqués pour pouvoir être éliminés par des actes de courtoisie ayant trait aux questions économiques.

Outre les aspirations démesurées des Tchèques, ces antagonismes ont pour cause *l'hypertrophie industrielle* de leur Etat. Et s'ils se vantaient, il y a trois ans encore, d'avoir obtenu 70 ou 75 % des industries de la monarchie austro-hongroise, c'est précisément cette participation, trop grande pour eux, qui leur cause maintenant de graves soucis, soucis qui déterminent leur politique et en expliquent l'attitude agressive à notre égard.

Nous ne saurions changer cela, si nous nous montrions plus traitables dans les questions économiques. Ce serait peu pour eux ; ils voudraient que nous nous sacrifiions tout à fait, en offrant, sans réserve et sans condition, la Hongrie comme débouché à l'industrie tchèque.

Mais MM. Masaryk et Benès s'étaient trompés en croyant que cela se ferait tout seul ; que la Hongrie mutilée était incapable d'une vie indépendante ; et que, par conséquent, elle serait obligée de se soumettre, bon gré, mal gré, à l'hégémonie économique de l'un des pays voisins.

On voit maintenant que, malgré les frontières de Trianon, notre pays est viable ; et notre consolidation économique — ainsi que l'idée de l'expansion qui en résulte naturellement — est propre à inquiéter, dans les Etats successeurs, beaucoup de gens qui doivent se demander

si la Hongrie, une fois fortifiée, ne brisera pas un jour les cerceaux de fer dont on l'a chargée. On y voit de mieux en mieux cette situation, et cela explique beaucoup de ce que la Petite Entente fit contre nous ces derniers mois-ci . . .

Il est vrai que nous nous sommes isolés du point de vue de politique extérieure, et que cet isolement n'est point agréable à certains de nos voisins. Mais à l'heure présente où la Hongrie travaille de toutes ses forces à réorganiser son système économique, il nous importe de ne pas être dérangés, pendant quelque temps, par d'intérêts étrangers.

Comme l'ancien ministre dont j'ai parlé tout à l'heure, les pessimistes croient que cet isolement absolu en politique extérieure, ainsi que les antipathies qui nous entourent, pourraient avoir, peut-être, pour la Hongrie des conséquences fatales.

Mais l'avenir ne doit-il pas nous paraître également en noir, si nous considérons l'autre côté de la question et si nous pensons à ce qui arriverait au cas où l'on ne parviendrait pas à mettre la Hongrie économiquement à même de pouvoir vivre de ses propres forces ? Si le pays renonçait pour un plat de lentille, c'est-à-dire pour de bons rapports extérieurs d'une valeur douteuse, à sa vie économique indépendante, et s'il devenait de ce fait, un vassal, ne serait-ce pas la mort, et une mort encore plus certaine ?

Entre les deux solutions, le choix n'est guère difficile.

*

A Zurich, il y a trois semaines, la couronne est tombée à 0·12 centimes.

Cette nouvelle baisse n'était pas difficile à prévoir, puisque tout le monde savait que, depuis des mois, la cote de 0·18 — ou de 0·20 — était quelque chose de fictif.

Toutefois, cette constatation ne veut point dire que nous reconnaissions pour juste l'appréciation de la Bourse de Zurich ; que nous admettions qu'elle donne une image fidèle du degré nos forces économiques, de notre consolidation intérieure, de l'amélioration, ou de l'empirement, de notre situation financière et de notre politique extérieure, etc. Non ! *Elle les apprécie mal* et, on ne le saurait assez répéter, cette cote de 0·12 centime n'exprime, au fond, rien, car elle n'est que le résultat fantaisiste de la spéculation, du manque d'informations, de la mystification, du caprice, ainsi que de cette idée, bien sotte, quoique très répandue, que la monnaie de certains États perdra, au bout de quelque temps, inévitablement de sa valeur. Je ne sais en vérité si la foi qu'on a dans le marché financier international n'est plus qu'une superstition ; je me demande s'il ne faudrait pas procéder sur ce terrain aussi à une révision, en voyant combien mal on y est renseigné. (Je reviendrai à ce sujet une autre fois.)

Les fluctuations du change ont une autre importance très considérable, mais à laquelle—paraît-il—on ne fait pas encore assez d'attention en Europe. Pourtant, on ferait bien de se rendre compte ce que

signifie le fait que, depuis des années, il y a, sur le continent, des gens qui n'ont plus de conceptions nettes de la valeur des biens, qui n'ont aucune idée des conséquences de leurs actes d'ordre économique, qui font ainsi toujours *banco*, ayant perdu l'habitude de prévoir ne pensant qu'aux misères — ou aux joies éphémères — du moment.

Cependant, dans ces questions, il s'agit du sort même du capitalisme, système économique basé sur la capitalisation et le crédit.

Est-ce qu'on s'est rendu compte de l'effet moral qu'exerce l'état de choses actuel où la baisse de la monnaie ruine le résultat des travaux de millions de gens ; où les créanciers perdent et les débiteurs gagnent, parce que, abstraction faisant de l'avantage d'avoir emprunté, ils ont celui de pouvoir payer rapidement leur dette, grâce à l'énorme dépréciation de l'argent ?

Quoique à un moindre degré, la situation est la même dans les pays vainqueurs ; aussi est-il étonnant qu'on n'y ait pas encore pris des mesures véritablement énergiques pour enrayer ce mal, qui menace d'une formidable catastrophe la vie économique.

Dans l'état actuel, le crédit en argent est pour ainsi dire condamné à mort, puisque — non seulement chez nous, mais ailleurs aussi — la fortune nationale engagée dans les différents capitaux s'est réduite presque à rien. C'est ce qui fait qu'on n'a plus foi dans l'argent, qu'on ne voit plus de pères de famille qui fassent des économies, même quand ils le pourraient, même pour assurer l'avenir de leurs enfants . . .

Comment finira tout cela ? Est-ce qu'on va à l'encontre d'une catastrophe inouïe, après laquelle il faudrait tout recommencer ? Qui sait ?

Dr. Ks.

Rédacteur en chef et gérant :
G. de Huszár.

M. HANOTAUX ET LA PAIX DE TRIANON

Dans un article très intéressant paru, il y a quelques semaines, dans le *Figaro*, M. Gabriel Hanotaux, en passant en revue la situation politique de l'Europe, telle qu'elle résulte des différents traités de paix conclus à Versailles et autres endroits, s'occupe aussi du sort de la Hongrie. Il dit textuellement : « La Hongrie. — La paix de Versailles (sic !) lui a rendu un tel service en la « déjumelant » que je ne vois pas trop quelle aventure nouvelle lui paraîtrait préférable au sort qui lui est assuré. »

Sans vouloir discuter ici les avantages et les désavantages de ce que l'éminent homme d'Etat français désigne sous le nom pittoresque de « déjumelement », c'est-à-dire la rupture des liens séculaires qui unissaient la Hongrie à l'Autriche, il me semble que M. Hanotaux tient trop peu compte des conditions cruelles qui nous ont été imposées par le traité de Trianon (et non de Versailles).

Certes, nous ne cherchons aucune « nouvelle aventure », car tous nos efforts doivent tendre à rétablir l'ordre moral et matériel dans notre pays si cruellement éprouvé.

Mais « le sort qui nous est assuré » est bien peu satisfaisant sous tous les points de vue, et les avantages, si avantages il y a, de notre indépendance ne sauraient compenser les pertes désastreuses occasionnées par le traité de paix.

La Hongrie, en libre possession de son ancien territoire, pouvait, même séparée de l'Autriche, défendre ses frontières, sauvegarder son indépendance et assurer son développement économique en profitant des ressources naturelles qui lui ont été, hélas ! enlevées par le traité de Trianon. Cette tâche aurait été, sans doute, fort difficile. La

situation géographique de la Hongrie, entourée de nombreux États qui tous aspiraient à s'agrandir à ses dépens, devenait désavantageuse du moment qu'elle perdait l'appui de l'Autriche et qu'elle cessait, de ce fait, de faire partie d'une grande Puissance. Cependant, grâce à la frontière naturelle des Carpathes, grâce au Danube qui constitue un obstacle sérieux, la Hongrie pouvait espérer de se défendre, en tout cas elle n'était pas livrée, sans armes, aux attaques de ses voisins.

Aujourd'hui, après le traité de Trianon, nous voyons une Hongrie démembrée, ayant perdu ses frontières stratégiques naturelles et presque deux tiers de sa population. Le pays est complètement désarmé, non seulement actuellement, mais aussi pour l'avenir. Le commerce est détruit. Entourée d'Etats plus ou moins hostiles qui la séparent par des barrières douanières du reste de l'Europe, la Hongrie n'a même pas obtenu l'accès libre à la mer, promis jadis par Mr. Wilson. L'industrie lutte avec les plus grandes difficultés, car les matières premières nécessaires, qui faisaient autrefois sa richesse : le charbon, les minéraux, le bois se trouvent sur les territoires qui lui ont été enlevés. Il n'est que trop naturel que, dans ces conditions, la situation financière du pays est des plus désastreuses. Malgré ce triste état de choses, la Hongrie est toujours menacée par des demandes de réparations dont on ignore le montant, mais qu'elle serait en tout cas incapable de payer.

Vraiment, « le sort qui nous est assuré » n'est pas enviable, mais il est évident qu'un pays qui se trouve dans une semblable situation ne cherchera pas de nouvelles aventures.

Cependant, nos différents voisins qui se sont enrichis, grâce à la générosité des Puissances de l'Entente, de nos dépouilles, continuent à nous dénoncer dans leurs journaux comme les perturbateurs de la paix, ils nous attribuent des projets belliqueux et provoquent à tout instant des incidents de frontière pour troubler autant que possible le développement pacifique du pays.

Cette nervosité, pour ne pas dire cette crainte, ne saurait être expliquée par une attitude menaçante de la Hongrie démembrée, appauvrie et désarmée, mais il faut

reconnaitre, et nos voisins le savent bien, que les traités de paix ont créé un état de choses qui fait comprendre, jusqu'à un certain degré, cet état nerveux. De vastes contrées qui depuis dix siècles faisaient partie du même Etat, qui étaient intimement liées par mille glorieux souvenirs historiques et qui étaient accoutumées à échanger, sans entraves d'aucune sorte, leurs produits, ont été séparées de force. Les habitants des parties montagneuses qui vendaient leur bétail et leur bois et recevaient en échange de la grande plaine hongroise le blé et le vin qu'ils ne pouvaient pas produire eux-mêmes ne peuvent plus exporter leurs produits et ne savent où se procurer le blé, la farine, etc. dont ils ont besoin. Les nombreuses populations de nationalité hongroise qui ont passé sous la domination étrangère et qui, en beaucoup de cas, sont limitrophes des frontières actuelles de la Hongrie, ne peuvent oublier la mère-patrie. La façon dont ces minorités hongroises sont traitées par leurs nouveaux maîtres ne peut qu'augmenter leur mécontentement. A Prague, à Bucarest, à Belgrade on sent qu'il y a, au moins dans certaines parties des territoires annexés, un mouvement d'irrédentisme provoqué par un mécontentement général. Mais ce n'est pas la Hongrie, ni son gouvernement qui sont responsables de cet état des esprits, mais bien les traités de paix qui ont fixé, sans examiner sérieusement la question, des lignes-frontières qui ne tiennent aucun compte de la situation ethnographique et des intérêts économiques des populations intéressées. A Paris, contrairement aux promesses de Mr. Wilson, on a disposé du sort des populations comme s'il s'agissait d'un troupeau de bétail.

Rappelons ici que dans la « lettre d'envoi », adressée le 16 avril 1920 au Président de la Délégation hongroise pour la conclusion de la paix, les Puissances alliées et associées ont admis dans une certaine mesure la possibilité « que les dispositions du traité de paix créent quelque part une injustice qu'il est de l'intérêt général de faire disparaître » et confiaient aux commissions de délimitation le soin d'adresser, le cas échéant, un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Les espoirs que pouvait susciter cette phrase ont été déçus. Les nombreuses injustices qu'il serait désirable de faire disparaître dans l'intérêt général et en

premier lieu dans l'intérêt des populations, existent toujours et contribuent à maintenir un sentiment d'incertitude et de mécontentement dans cette partie de l'Europe.

La Hongrie consacre tous ses efforts à son rétablissement intérieur, elle ne menace personne. Ce n'est que du temps qu'elle peut attendre une réparation des injustices dont elle a été victime. Si on nous attaque, nous nous défendrons, je crois pouvoir le dire sans forfanterie, avec tout le courage et l'énergie d'un peuple qui lutte pour son existence et pour sa liberté, mais je crois et j'espère que les hommes qui dirigent actuellement le sort de l'Europe se rendront finalement compte qu'une Hongrie rétablie et consolidée sera toujours un facteur important pour le maintien de l'ordre et de la paix et que la justice aussi bien que l'intérêt général de l'Europe exigent qu'on accorde à ce malheureux pays, si cruellement éprouvé, la possibilité de vivre et de se développer.

Comte Nicolas Szécsen.

LE COMTE ÉTIENNE SZÉCHENYI A DÖBLING

(Fin.) (3)

Nous ne saurions faire cela, même s'il n'y avait pas de données prouvant le contraire.

Louis Kovács était allé voir Széchenyi en 1856, donc à une époque où sa reconvalescence devait déjà avoir un caractère très prononcé, et eut avec lui une longue conversation. « Brusquement Széchenyi — écrit Kovács — me posa cette question : Si l'on apercevrait que je me promenais dans les rues de Pest, est-ce qu'on ne m'assommerait pas comme un chien ? — Nous continuâmes à causer en poursuivant cette pensée funeste au fond de laquelle se cachait son idée que c'était lui qui causa la catastrophe de sa nation. »

Après 1856, Széchenyi ne parla plus d'une manière si décidée des choses qu'il n'avait pas dissimulées devant son homme de confiance. Il renferma au plus profond de son âme l'idée que ce fut par l'agitation de ses premiers livres qu'il avait développé cet esprit révolutionnaire qui devait aboutir à la catastrophe. C'est de réflexions pareilles que se nourrit cette mélancolie noire qui se manifeste quelquefois dans certains passages de ses lettres et ses traités. Le 26 mai 1858 il écrit à Tasner : « Hier j'eus la visite de l'archevêque Lonovics, ah ! quel recueillement pour mon cœur rongé. » Le 6 novembre, dans sa lettre à l'Académie, il dit : « Tourmenté par des peines inexplicables, toute mon âme meurtrie, à moitié ensevelie, au milieu du deuil des supplices, je demande... » Le 12 janvier 1859 il écrit à Alexandre Bertha : « Je n'ose penser ni au passé ni à l'avenir — de peur que mon cœur ne se brise tout à fait. » Au primat Scitovszky

il écrit le 28 septempre 1859: « Mon cœur brisé ne m'a pas permis de sortir au soleil du fond de mon antre! » Le 1er janvier 1860, dans sa lettre à Alexandre Bertha, il parle de nouveau de son cœur brisé. Dans les *Exhortations* adressées à son fils, il dit: « je suis ici (à Döbling), parce que je n'ai plus d'espoir, mon âme est tout à fait ruinée. Je ne puis ni espérer ni oublier. Il y a longtemps que je ne suis plus vivant. » Dans le *Blick*, il définit la disposition de son esprit en « un tourment frisant le désespoir. » Dans l'*Önismeret* (Connaissance de soi-même) il écrit: « Ma mémoire est très bonne; c'est la source la plus riche d'où jaillissent mes tourments inexprimables. » Mais déjà après 1856, il dissimule devant tout le monde ce qu'il ne peut oublier et qui lui brise le cœur. Aurélien Kecskeméthy écrit: « Si disert que fût Széchenyi, il parut toujours dissimuler avec soin quelque secret qui pouvait donner la clef de tous ses mystères. » Kecskeméthy et Falk sont d'accord sur ce que Széchenyi à Döbling n'a parlé de Kossuth qu'avec les plus grands ménagements. Il n'a jamais proféré contre lui une parole blessante ou dédaigneuse. Mais, s'il ne l'avait pas blâmé, ce ne voulait pas dire qu'il approuvait sa politique. Au contraire; nous savons que, dans son paroxisme de se tourmenter soi-même, il avait glorifié Kossuth et encore l'avait-il ménagé durant les années de sa tranquillité relative. Cela s'explique par la loi des contrastes: il ménageait son adversaire d'autrefois, parce qu'il ne s'épargnait pas lui-même. En lui faisant grâce d'une critique offensante, il ne fit qu'ouvrir les plaies de son âme. Comme s'il avait voulu dire: Celui que j'avais autrefois attaqué avec tant de véhémence, n'a pas mérité la damnation, mais moi...

Dans le *Blick,* Széchenyi s'en rapporte aux *opera deputationalia* pour prouver qu'il y a déjà cinquante ans que les Hongrois se savaient distancés par des autres nations, mais qu'ils tâchaient de sortir de cet état pour s'élever. Ces *opera deputationalia* sont mentionnées dans la terrible lettre qu'il avait écrite en 1851 à Tasner: « Déjà depuis 1792, nous avons sous les yeux les *opera deputationalia.* Est-ce que je les ai lues? Je n'y ai même pas touché. » Cette accusation eût été déplacée dans le *Blick,* mais en mentionnant ces travaux, c'est comme s'il avait voulu dire: Les Hongrois

seraient déjà sortis de leur état arriéré, si un agitateur plein de vanité et d'ignorance n'eût pas entravé le développement naturel.

Ce sont ces idées qu'il dissimulait déjà alors qui lui rongèrent le cœur et c'est à cause d'elles, qu'il ne voulut pas quitter son antre. Dans son imagination, il avait déjà depuis longtemps associé cette accusation portée contre soi-même à l'idée de se retirer du monde. Lorsqu'en 1822, accompagné de Wesselényi, il avait visité en Normandie l'abbaye célèbre de Notre-Dame-de-la Trappe, il dit dans son journal, en se souvenant de Charlotte: « Est-ce que les souvenirs qui me font mal ne me prédestinait pas à un lieu pareil? Est-ce que plus tard, moi-aussi ne finirai-je pas mes jours de cette sorte? » Ce n'était pas un hasard qu'il acheva sa vie dans un lieu vraiment isolé du monde. Le souvenir qu'il disait être la source la plus riche de ses souffrances inexprimables, lui avait désigné pour châtiment un endroit qu'il put regarder comme l'asyle des cœurs brisés par le chagrin. Aussi dans ses papiers de Döbling, il mentionne La Trappe comme *ultimum refugium.* (1)

Ce n'était pas sa propre volonté qui l'avait conduit à Döbling, mais quand les attaques de ses nerfs s'étaient calmées, il fit le vœu de considérer la maison du Dr. Görgen comme l'abbaye La Trappe à lui, son propre *ultimum refugium.* (2)

Széchenyi avait plusieurs fois déclaré qu'il ne quitterait pas Döbling de son vivant, ce qui permet de supposer qu'il avait fait un vœu pareil. Cette supposition est confirmée par les événements. Car bien qu'il ait fait deux fois un tour de voiture à Vienne en 1850, depuis ce temps, il ne voulut plus quitter Döbling. Au commencement, il descendait peut-être dans la cour, mais, plus tard, il ne voulut pas quitter même ses appartements. En 1858, on réussit à l'at-

(1) La parallèle entre La Trappe et la solitude de Döbling fut relevé par Antoine Zichy dans son ouvrage cité vol. II. page 256. L'auteur du présent article en avait aussi parlé dans son essai intitulé *Les Journaux du Comte Etienne Széchenyi* (Budapesti Szemle 1886. vol. 47, en hongrois).

(2) Des journaux viennois écrivaient qu'il avait peur d'être frappé d'apoplexie en plein air. (Zichy, ouvrage cité, page 256) Kecskeméthy relate aussi une chose analogue. Mais comment se fait-il que Széchenyi ne craignit pas l'apoplexie en se baignant dans de l'eau froide, et en tenant les fenêtres grand ouvertes, lorsqu'il parcourait plusieurs lieues dans ses chambres?

tirer à deux reprises dans la cour de la maison de santé, mais comme le docteur Guszmann le raconte, il ne tarda pas à remonter en hâte, le regard troublé, comme s'il s'était souvenu d'avoir manqué à son vœu.

Il est vrai que Széchenyi avait quelquefois motivé par la faiblesse de son corps la vie retirée qu'il menait à Döbling. Mais il ne faut attribuer cette explication qu'à l'effet d'impressions passagères. Il aimait à exagérer ses maux physiques et faisait souvent appel à l'aide des médecins, mais souvent aussi il déclarait se porter très bien et parlait de vouloir imiter George Széchényi, qui avait atteint l'âge de 103 ans. Mais même dans cette disposition gaie et confiante, il refusa de quitter Döbling. Falk prétend qu'il craignait la vengeance du pouvoir et qu'il présumait qu'on « ne punirait pas le comte fou aussi sévèrement, pour son attitude opposante, que s'il était bien portant ». Kecskeméthy est d'avis que cette explication ne manque pas de toute raison.

Mais ces sentiments de peur étaient les signes de sa maladie. Nous ne pouvons nous les expliquer par des causes raisonnables, considérant que, malgré ses appréhensions, il témoignait une témérité extraordinaire. Il avait publié des livres où il dirigea des attaques véhementes contre le gouvernement ; où il insultait l'empereur, et il mandait aussi des lettres à des puissances étrangères. Il est vrai qu'il avait fait tout cela avec circonspection et sous des pseudonymes, mais si nous voulons attribuer ses craintes à des motifs égoïstes, ses témérités resteraient inexplicables. Il continua à écrire des travaux qualifiables du crime de lèse-majesté, même quand Görgen l'avait averti que la police le faisait surveiller. Dans sa manière d'agir, il fit preuve tour à tour de peur, de précaution et d'audace, ce qui n'était qu'une conséquence de sa maladie.

Qu'il se sentait lié à Döbling par un vœu est prouvé par des témoins dignes de foi. Kecskeméthy et Guszmann font aussi mention du vœu. Szögyény-Marich écrit dans ses *Mémoires :* « Mes visites réitérées ne font que confirmer ma conviction que Széchényi n'avait jamais l'esprit troublé et que c'était lui-même qui, à cause de ses fautes ou manquements véritables ou imaginés, s'est imposé l'exil

à Döbling dont il fixait peut-être la durée à un certain nombre d'années. Mon opinion fut partagée par son épouse. »

Szögyény-Marich se trompe en supposant que Széchenyi n'était jamais atteint de folie, et qu il n'avait borné son isolement qu'à une période de quelques années. Mais sa conviction que Széchenyi se croyait engagé à Döbling par un vœu pénitentiaire et que la comtesse Széchenyi partageait cette opinion, a son importance. Ce vœu pénitentiaire, cette monomanie sont des preuves irréfragables de la psychopathie de Széchenyi. Il n'y a là rien d'extraordinaire que sa maladie n'ait pas beaucoup troublé ses facultés intellectuelles, la clarté et la pénétration de son jugement.(1) Le grand psychiatre Maudslay a dit : « Il n'est pas douteux qu'il existe des cas d'aliénation mentale, où les troubles de l'intelligence sont à peine ou même pas du tout aperceptibles. »

Mais si ses ouvrages composés à Döbling témoignent de beaucoup d'ingéniosité, est-ce que nous pouvons dire que son activité était digne du Széchenyi d'autrefois? Lui, l'apôtre qui avait préconisé les méthodes de l'opportunisme, insulte le roi qu'il veut gagner à ses projets politiques ; il écrit aux *Times* des lettres si passionnées que la rédaction se voit obligée d'en retrancher ; il cherche à entrer en relations avec Napoléon, l'ennemi de la monarchie. A l'encontre de sa profession de foi politique d'antan, il obéit à son cœur et point à la raison. Il s'enferme dans une maison de fous quand, dans son pays, il aurait pu tant faire pour la nation en se mettant à la tête des mouvements sociaux et de culture.

C'est avec une connaissance admirable de son état qu'il dit dans sa touchante lettre adressée, le 4 mars 1860, au baron Thierry : « Il y a 11 ans que j'y suis enfermé, je ne quitte même pas mes appartements ; mes nerfs sont si affaiblis que la moindre surprise arrête mon pouls, j'ai bien des intervalles lucides, mais, en général, mon cerveau est tellement troublé que je suis impuissant à accomplir

(1) La pénétration de son esprit est prouvée, entre autres, par un passage de sa *Satire hongroise* où il met en garde le gouvernement contre les Tchèques : «La monarchie — dit-il — a tout lieu de craindre leurs facultés de simulation et de dissimulation ». Károlyi, vol. II. pag. 269.

conséquemment un acte. Votre Excellence croit-elle qu'autrement il me serait possible de vivre 11 années éloigné de mon épouse et de ma famille bien-aimée, de la Hongrie et de ma belle propriété ? Est-ce qu'il me serait possible de vivre dans une maison de fous, isolé du monde et enterré ? Croit-on donc que je joue la comédie ? » Nous ne le croyons pas, mais ses médecins ne le croyaient pas non plus. Il est vrai que la consultation médicale l'avait autorisé à dresser des documents valides, mais les médecins qui le soignaient n'avaient nullement douté de son aliénation mentale. Le Dr. Guszmann caractérise ainsi la maladie de Széchenyi : « Il ne pouvait penser ni au passé, ni à l'avenir, car il savait qu'il devait être occupé sans trêve, pour ne pas tomber au pouvoir démoniaque du désespoir. Voilà pourquoi il lisait, écrivait, jouait aux échecs, correspondait ou qu'il se tenait en mouvement en s'intéressant vivement à des choses futiles, obéissant toujours au pénible désir impétueux de se distraire. » Le Dr. Goldberg constata que si le mot du célèbre psychiatre Dr. Guislam « qu'il existe des aliénés chez qui il est très difficile de tracer la limite entre la fin de la sagesse et le commencement de la folie » peut s'appliquer à un malade, c'est sans doute au comte Széchenyi. Le Dr. Görgen qui, contrairement au jugement défavorable de Kecskeméthy, est caracterisé par Károlyi comme un médicin pratique et plein de bon sens, a constaté que Széchenyi souffrait d'une *mania desperatoria* née de ses sentiments religieux. La justesse de la diagnose du docteur Görgen est prouvée par une prognose qu'il avait émise en 1856. Lui et le Dr. Guszmann causèrent du suicide et, en discutant, le Dr. Görgen dit : « Eh bien ! voici le sort qui attend aussi notre comte. » En effet, ce destin planait sur lui depuis longtemps, dès sa jeunesse ; il ne put plus l'éviter quand, après la perquisition, il ne douta plus qu'on viendrait l'arracher de force du « dernier refuge de son cœur brisé ». A partir du commencement du mois de mars, jusqu'au 8 avril, il lutta contre la tentation du suicide. Les grandes souffrances qu'il avait endurées pendant ces semaines, il les avait décrites quelques ans auparavant dans la *Connaissance de soi-même.* « Certes, ce n'est par le moment le plus pénible, quand quelqu'un se brûle la cervelle — mais la torture

inexprimable d'un tel acte réside dans le doute qui, des jours, des semaines, des années durant, incite le malheureux à prendre le pistolet en main, et puis à le déposer. » Ce n'était pas le désespoir sur le sort de la patrie qui le poussait au suicide. Le 1er janvier 1860, il écrit à un de ses amis : « Il faut savoir se séparer. C'est maintenant l'exigence suprême ». Alors il sentait déjà la fin approcher, mais il encouraga son ami à espérer un avenir plus beau, car « l'absurdité ne peut durer à l'infini ».

Le développement de sa tragédie de conscience n'était plus en rapport avec le sort de la patrie ; il dépendait plutôt du moment où, sous un effet extérieur, son vœu devait se transformer en une contrainte morale lui ordonnant le suicide.

Après la mort de Széchenyi, le gouvernement se demanda ce qu'il devait faire des papiers confisqués. Károlyi nous raconte dans un chapitre remarquable de son ouvrage, comment on procéda à leur examen et quelles furent les hésitations des autorités gouvernementales. On y relève la figure du sécrétaire aulique, Ferdinand Prandtner auquel était confié l'examen de ces papiers. Prandtner avait écrit, sous le pseudonyme de Leo Wolfram, un roman satirique qu'avaient influencé aussi les pensées de Széchenyi. Son devoir professionnel de secrétaire l'obligeait à dire la vérité ; cependant, dans son rapport, il jugeait avec assez d'indulgence cette grande satire hongroise inspirée par la haine presque maniaque du désespoir.

Peu de temps après la mort de Széchenyi, la situation subit un tel changement que Benedek ose lancer l'idée d'élever — aux frais de l'Etat — un monument à Széchenyi. En effet, l'absurdité ne se prolongea point à l'infini. La police aurait préféré brûler les papiers contenant le crime de lèse-majesté, mais elle en fut empêché par François-Joseph. Bien qu'il sût que ces papiers l'insultaient, il les sauva pour la postérité.

Cette magnanimité mérite un souvenir de gratitude.

DAVID ANGYAL.

UN TOUR D'EUROPE AU XVII[ième] SIÈCLE[1]

Parmi les anciens papiers de l'hôtel ancestral des Bethlen, on a fait une trouvaille fort intéressante. C'est un livret tout usé, relié en cuir, gros de 286 pages étroitement serrées de lignes et contenant les «pérégrinations» européennes du comte Michel Bethlen.

Le 26 juin 1691, l'adolescent âgé de 18 ans se met en route, après avoir pris congé de sa famille, puis «du prince régnant et des seigneurs» et, traversant le comitat Mármaros, il s'achemine vers la Haute-Hongrie. Le 12 juillet, il passe par Brod et Zemfalu, «deux villages qui sont des endroits très mauvais, il n'y a même pas de pain et c'est pour la première fois que nous y goutâmes de l'eau.» Il est plus content d'Eperjes où, dit-il, «nous avons fait grande connaissance avec le sieur Lederer. Il nous a traité avec une bonne cordialité, nous régalant bien avec du vin et des munitions de bouche».

Le 21 juillet, à Szentmihály, il se délecte à la vue du jardin de maître Etienne Simon. «Nous y avons vu force belles nouveautés, telles comme des fleurs italiennes, des fleur greffées sur des arbres, des citronniers, des orangers, des pommiers aux fruits noirs, un griottier à deux têtes sur une seule tige. Là-dessus, il y avait, au centre du jardin, une chute d'eau en forme d'une très belle nymphe».

(1) L'Académie Hongroise, sur la proposition et l'initiative de la *Société Étienne Tisza,* fondée en vue de perpétuer la mémoire de cet éminent homme d'État, vient de publier le tome 1er des *Œeuvres Complètes du comte Étienne Tisza* (Bpest, Franklin, 1923). L'essai que nous publions ici en français, prouve en quelque façon l'universalité du génie de l'auteur : il nous y donne un tableau vraiment original des mœurs du XVIIième siècle, peint par un des ancêtres des Bethlen qui, du reste, étaient apparentés avec l'homme politique hongrois, enlevé par une mort si tragique à sa patrie. *N. de la R.*

Il visite les villes de la région de Szepes, qui ont été annexées à la Pologne. A Poprád, « où nous voulumes nous arrêter, on ne nous a fourni rien, pas même un logis, nous renvoyant à l'auberge où cependant on ne permit pas au cuisinier de nous faire la cuisine ». Même lorsque fut produit un ordre issu par l'empereur, le garçon polonais, en se servant d'expressions shakespeariennes, déclara que cela ne lui imposait point.

Traversant la vallée du fleuve Vág, les villes de Vienne, d'Olmütz et de Breslau, il arrive, le 24 septembre, à Francfort sur l'Oder où, en prêtant serment, il s'inscrit à l'académie. « Le 27 septembre, nous nous fimes admettre à la table de cartel, en payant 3 écus la semaine pour nous deux ». Quelques semaines plus tard, il change de patron : il paye à ce dernier 1 écu et 8 silbergros pour pension.

Le comte fait l'énumeration de ses lectures et des cours suivis durant le temps passé à l'université de Francfort. Celles-là sont l'histoire de la Hongrie par Istvánfy et par Bonfini, le Tripartitum, l'Ethique par Vendelinus, Apologia domini mei patria par Svetonius, Virgile, l'Histoire d'Europe, par Puffendorf, etc.

En fait de cours, il prit les inscriptions suivantes : Collegium Institutionum Publicum, Collegium Geographicum privatum (10 écus), Collegium Principiorum Philosophiae Renati Descartes, Collegium Historiae Civilis, Collegium Juris Gentium, Collegium Physicum Curiosum et Collegium Politicum. « En outre, un *professor matheseos* de nom Chrétien Grünsberg, en me traitant de grands titres, me demanda 100 florins hongrois pour la Peripatetica Astronomia avec promesse de l'achever en 16 semaines. Cela fait un demi-écu ou 1 florin par leçon. Ce serait un bon gagne-pain, si quelque'un avait de l'argent à gaspiller et voulait le lui payer ; quiconque disserterait avec plaisir pour un florin, mais moi je n'y mordrai point. » Par contre, le comte engage un maître d'allemand, auquel il donne 1½ écus par mois.

Bethlen reste à Francfort jusqu'au 17 octobre 1692. Pendant ce temps, il rencontre de nombreux Hongrois. Ainsi, au commencement de l'année, le sieur Jean Sándor, marchand grec de Transylvanie rentrant dans son pays. En mai, les

sieurs Teleki de Vásárhely passent une semaine chez lui, en juin, ce sont Martin Kolozsi, étudiant socinien de Kolozsvár, et Etienne Szaniszló. Vers la fin de juin, il passe une semaine en société des étudiants de Debreczen qui se rendent en Belgique. En août, passent par Francfort, en rentrant chez eux, les étudiants de Debreczen Vetsei et Szombati, ainsi que l'étudiant Michel Buzinkai qui se rend en Belgique.

Le comte note dans son journal les 19 comitats hongrois qu'il a traversés ainsi que leurs préfets. Ce sont, en Fejér le sire George Bánffy, en Küküllő le sire Grégoire Bethlen, à Torda Jean Haller, à Doboka le sire George Bánffy et Farkas, à Szolnok le sire Alex Bethlen, la préfecture de Máramaros est vacante, à Ugocsa c'est Paul Prinyi, à Bereg Sigismond Csáky, Ung est en vacance, à Zemplén le comte François Barkóczy, à Abauj François Prinyi, à Sáros George Erdődy, à Szepes le comte Etienne Csáky, à Liptó le comte Nicolas Illésházy, à Turóc François Révay, à Trencsén le comte Nicolas Illésházy, à Nyitra l'évêque de Nyitra, Cancellarius, à Presbourg Jean Pálfy.

Il fait aussi l'énumération des villes et des forteresses qu'il a vues, en y ajoutant parfois des remarques fort judicieuses. Les habitants de la ville de Lőcse « sont des Hongrois au langage fort, mélangés de trois races, la hongroise, l'allemande et la slovaque ». A Presbourg, « le bateau traverse le Danube de sa propre force au bel artifice ». La Moravie « est pleine de croix terribles et de gens qui les vénèrent ».

Avant de continuer son voyage, le comte doit se monter en vêtements. Il se fait faire un pourpoint couleur cheveu qui lui coute 51 écus, et un pourpoint rouge pour 41 écus.

Quittant Francfort, il reste trois jours à Berlin. Il visite les palais, les églises, la bibliothèque, le grand parc. Il énumère les livres et manuscrits qu'il avait vus, ainsi que les autres curiosités, le paradisier sans pieds, la peau de serpent asiatique, mais aussi les instruments mathématiques, les hémisphères célestes et terrestres, fabriquées de cuivre, etc. Il va voir les trésors, et la collection d'armes de la « Ryszkammer » (arsenal), où il y avait, auprès de l'épée et la massue de Gabriel Bethlen, « beaucoup de fusils et parmi ceux-ci il y en avait qu'on pouvait tirer continuellement 20, 25, 30 et 40 fois,

ainsi que force canons dans les deux arsenaux ». « Parmi ces derniers il y avait 8 obusiers, avec lequels on pouvait tirer, en ne les chargeant qu'une seule fois, 8 coups ». A Berlin, il goûte avec grand plaisir le théâtre dont « la voûte est si belle qu'il est impossible de la décrire ». Il va voir « un moulin à vent, si artificiellement construit qu'on peut scier avec trois troncs en même temps ». A Wittenberg, « nous trouvâmes grand nombre d'étudiants saxons de Transylvanie qui nous ont reçu bien cordialement. Ici les prêtres ne mettent pas de soutane, lors qu'ils prêchent ». Le 30 octobre, il arrive à Dresde. Il parle avec enthousiasme des beautés de la ville; « les rarités qu'il avait vues dans la Ryszkammer, il ne peut les décrire, et cela ne serait même pas avantageux, parce que peut-être les autres ne le croiraient pas ». Le 2 novembre, il se met en route pour Leipsic. Le jour et la nuit, il est descendu dans des auberges si mauvaises « qu'au premier repas, il n'y avait rien à manger et le soir, on nous avait trompé. Ils ne méritent pas d'être mentionnés, c'étaient des gens méchants ». « A Leipsic, Valentin Bletter et Pierre Peres, étudiants saxons de Brassó nous ont donné l'hospitalité, comme il sied à des honnêtes gens ». Cette ville est « un grand centre des *mercators* », ce qui ne lui plaît point, c'est qu'en Allemagne on « prenne de la bière en guise de boisson », mais il s'empresse de relever avec enthousiasme que, sur le sol saxon, dans un endroit si petit, les luthériens possèdent tant et de si belles académies.

Traversant Brême, Oldenbourg, Groningue et Leovardia, il arrive, le 23 novembre, à Franequera (Franeeken, petite ville au nord-est des Pays-Bas, dont l'université, jadis fort renommée, avait été abolie par Napoléon I.), afin d'y consacrer une deuxième année à ses études. La célébrité de cette université est prouvée par le fait que le comte n'y trouve pas moins de 28 Hongrois parmi les étudiants. Ce sont : Franciscus Floris Otrokocsi « ecclesiae cassoviensis concionator », Éphraïm Csengeri, Michel Németi, Etienne Veszprémi et Etienne Huszti, étudiants de Kolozsvár ; Jean Nagy de Borosnya, André Dénesi, Etienne Szécsi, Samuel Baicsi, étudiants d'Enyed, Martin Ujvárossi, Nicolas Ujvárossi, étudiants de Szatmár, Joseph Csúzi, Samuel Dömsödi, Michel Tasnádi, Etienne Váci, Etienne Várallyai (senior), Etienne Kecskeméti (« contra-

scriba »), Etienne Király (senior), Etienne Polgári, Jean Kecskeméti, George Szilágyi, David Solthi, Michel Buzinkai, Etienne Zentelki, Pierre Gónyi, étudiants de Debrecen, ainsi que les étudiants sociniens Martin Kolosi et Etienne Szaniszló.

« Arrivé à Franequera, je fus invité à dîner par des étudiants transylvains et hongrois, à souper par des étudiants de Debrecen. Plus tard, moi aussi je les ai invité à être mes hôtes. Le gîte que j'ai trouvé était mauvais, le patron un méchant qui aimait à tromper : « hominem bipedum nequissimum, maximum deceptorum in tota civitate, nomine Philippum Bry, dictum le bœuf méchant, un homme humainement tout à fait perfide ». En conséquence, le 4 janvier 1693, le comte change de demeure. « Nous nous sommes installés chez une veuve de nom Popka Rode, nous avons payé 72$^{1}/_{2}$ fl. Pour faire la cuisine, nous avons engagé la fille Gertrud Kupp, la ménagère de beaucoup de Hongrois ; sa voisine de nom Rixti vend la nourriture et le logis même à sa propre fille, qui gagne son pain par la couture, et de cette manière paye à sa mère. C'est une barbarie supérieure à celle des bestiaux ».

Durant son séjour à Franequera, il énumère aussi ses lectures et les cours qu'il suit. Il lit Hugo Grotius : Ius belli et pacis, répète le Tripartitum et le livre De bellis protestantium cum Ferdinandis II et III, par Florus Germanicus, et les colloques d'Érasme, les œuvres de Bacon, l'Histoire de la Suède, par Puffendorf, l'histoire universelle par Elting, le livre de Sévérin de Monzambano sur l'empire allemand, la théologie par Braunius, l'histoire danoise, un «inutilis quidam difficilis liber ex Germanico expositus », etc.

Il s'est inscrit aux collèges suivants : Collegium metaphysicum, in meditationis Renati Descartes, collegium astronomicum, collegium juridicum in Digesta, collegium theologicum et enfin collegium mathematicum.

« Le 13 juillet 1693, après avoir atteint, par la grâce de Dieu, l'âge de vingt ans et la deuxième année de mes pérégrinations, je quittai les académies de Francfort et de Franeeker où j'avais fini mes études et je partis de Franeeker. »

Tout d'abord, il se rend à Amsterdam, où il visite les églises ; la « Bourse, où il trouve beaucoup de négociants, se pressant terriblement ; » l'orphelinat, l'asile des vieillards,

des établissements industriels (tels que l'usine à râpes, la filature, l'usine où l'on fabrique de sucre et de sel, la manufacture de draps), le palais de l'amirauté et les synagogues « où, dans le temple des juifs allemands, on criaille vilainement. »

Le comte tâche aussi de faire la connaissance des hommes remarquables de l'époque. Muni de lettres de recommandation, il rend visite à Becker ou Balthasar Sütő, pasteur à Amsterdam, à Jean Raej, le fameux philosophe cartésien.

A Leide, à la Haye (« ville très belle avec des grandes promenades amènes »), à Rotterdam et à Utrecht il regarde aussi toutes les curiosités, les palais, les arsenaux, les localités pour le jeu des paumes. A la Haye, il visite « Honflardik », le beau et gracieux château royal, avec ses jardins, où « nous avons vu, au centre du jardin, de belles statues en bronze, et une fontaine qui jette l'eau à la hauteur d'un javelet; nous avons aussi visité les palais où nous avons vu de très beaux appartements ornés de lits joliment dressés, de beaux tableux et de belles tables et, entre autres, dans les appartements de la reine, une table à miroir, plusieurs candélabres à miroir, et une petite chambre en boiserie sculptée dans laquelle chaque relief était artistiquement gravée, comme si c'était peinture. » Il alla voir aussi « la tombe de cette comtesse, qui avait donné le jour en même temps à 365 enfants qu'avait baptisé l'évêque de Trajectum dans deux bassins de bronze, en séparant les enfants mâles des filles; cependant, ils sont tous morts ce jour même ensemble avec leur mère. »

A Schéveningue, ils ont vu une voiture à voile qui, favorisée du vent, court plus vite que si elle était traînée par des chevaux, « si credere fas est ». Partant de Rotterdam, ils vont par une chaussée pavée de pierres à Ultrajectum (Utrecht) où « nous avons visité la filature de soie où, avec grande et belle habilité, la soie est roulée en balles de quelques centaines de démêloirs, l'eau fait marcher les roues, la soie; la même roue met en mouvement un autre moulin vrillant des tuyaux de fer; une roue hydraulique sur le même essieu les fait marcher toutes, et ainsi on peut très facilement vriller même le canon à fusil; l'eau vient du canal, est la machine est mise en mouvement par l'eau qui coule dessus et y est conduite artificiellement ».

Passant par Hagenburg (dans laquelle, mauvaise ville, on nous a perquisitionné à fond), il arrive le 12 août à Hambourg. Il consacre le reste du mois août à visiter Hambourg et Lübeck. Entre ces deux villes, ils trouvent d'abord un champ de cavalerie, puis un tel d'infanterie. Le champ de cavalerie est composé de 7 régiments près du village Tek, où « après avoir été examinés, le général Monsieur le baron de Wedel, avec qui je parlais en écorchant l'allemand, lorsqu'il entendit le nom de Bethlen, nous reçut très bien et ordonnant à un caporal et à quelques soldats de nous accompagner, nous fit conduire partout dans le camp, en nous faisant tout voir et passer les sentinelles ». Le lendemain, ils durent traverser le camp de l'infanterie, où après examen, les généraux les ont également très bien reçu. A Lübeck, ils ont, parmi les autres curiosités, visité un couvent « où habitent même à présent des religieuses luthériennes qui n'ayant pas trouvé d'époux s'y font admettre et ne peuvent jamais plus se marier ».

Après une traversée en mer durant quatre jours, il arrive, le dernier août, à Stockholm. Interrompant la relation de son voyage, il fait une description intéressante du « modus nuptiarum, des cérémonies d'enterrement et des formules de communion dans l'Empire et dans la confédération belgique ».

Cette fois, il ne passe que quelques jours à Stockholm. Il rend visite aux prédicateurs. Dans la bibliothèque, il trouve les œuvres de Pázmán, de Pierre Mélius et de François Dávid; dans le port, il aperçoit des vaisseaux russes, « qui sont d'un bousillage très laid: je ne saurais décrire le barbarisme outré de leurs cordages, de leurs voilés, de leurs ponts. »

Le 5 septembre, il se rend à Upsala où il passe huit jours à contempler les curiosités et à faire des connaissances intéressantes. Il visite ce qu'il y a de remarquable, les tombeaux des rois, et les cimetières de tant de beaux comtes, barons et nobles; dans une caisse, il rencontre de vieux mauvais pourpoints râpés. Il rend visite à Monsieur le docteur Drossander, « qui lui a montré in compendio toutes les expériences faites par Albinus et il répète chez lui tout le collège curieux ». Le seigneur Olaf Svebi-

lius, archevêque de Suède «le reçoit honnêtement et s'enquiert des choses transylvaniennes.» Le sieur Norman entre avec lui en une discussion notable concernant l'état de choses et les vicissitudes de Hongrie et de Transylvanie. «Le professeur des mathématiques, André Spole m'a montré tous ses instruments: un tube très long, un grand cadran, un nauticum astrolabium et d'autres beaux instruments de cette espèce, parmi lesquels il a fabriqué lui-même des globes in plano quam in rotando, une balance différente de celle de nos jours; des monnaies à double face. Il a ordonné à un étudiant qui était son répondant en arithmétique, de m'accompagner et nous nous sommes promenés dans son cher Upsala, où nous avons vu, chemin faisant, les reliques de la ville et cette église dont les trois parts ont été bâties par des rois confessant trois différentes religions. La première, la plus grande a été élevée par les païens; elle était jadis dorée, à son plan il y avait 8 fenêtres en honneur de Jupiter, Mars ou Neptune et Pluton.»

Le comte a fait aussi la connaissance de l'écuyer d'Upsala, qui l'invita chez lui et «fit amener un petit cheval dressé, qu'il fit sauter, puis fléchir le genou, après quoi le cheval s'assit, puis se coucha et feignit d'être mort; ensuite on le tourna de sorte que son ventre fût en haut et un laquais s'assit entre ses pieds. Tout d'un coup l'écuyer fit signe au cheval, sur quoi celui-ci se mit debout, puis grattant du pied, marque l'heure qu'il est, puis tout à coup lance une ruade et se rend à l'étable. C'était un joli petit cheval brun comme un poulain d'à peu près d'un an, il n'était aucunement plus grand».

Rentrant à Stockholm, il admire les choses rares du graveur Carlstein, «des images dorées, gravées et sculptées en taille-douce où l'on peut en même temps se regarder comme dans un miroir, sa collection d'escargots, des blés indiens, du coton, du thé, des fruits de café, le serpent venimeux «scarabeus indicus», des idoles faisant des miracles», etc. Le comte visite aussi la fameuse collection numismatique d'Elie Brenner, où on lui montre «une pierre qui avait poussé dans la tête d'une grenouille et le tambour infernal des Lapons». Dans le même endroit, il voit une tasse indienne fabriquée de la corne d'un rhinocéros: «les maris suspects s'en servent

pour boire, afin de ne pas être empoisonnés par leurs femmes, parce que dans une telle corne le poison commence à cuire ».

Il parcourt le palais royal. Dans un corridor, il aperçoit les portraits de Jean Daniel et de Jérémie Fazekas, vêtus à la hongroise; c'étaient les représentants que George Rákoczi avait envoyés à Osnabrück. Il visite la collection d'armes et de trophées, les reliques de Gustave Adolphe, ainsi que le château royal à Ulricsdal. Il aperçoit le roi Charles XI se rendant en hâte auprès de sa mère et il ne manque pas d'insister sur sa tendresse filiale. Il est reçu en audience par l'héritier du trône qui, plus tard, prit le nom de Charles XII; avec André Nördenhjelm, le gouverneur du prince, il a une conversation sérieuse sur le droit constitutionnel et les affaires publiques du royaume. « Les paysans jouissent ici d'une telle estime que, lors du baptême du fils du roi (Charles XII), un de ses parrains était choisi parmi les paysans à l'instar des autres, appartenant aux diverses classes ». « Jusqu'à présent toute la nation était une nation paysanne, mais sous le roi actuel, profitant de la paix, on a tout changé et tout corrigé suivant surtout l'exemple des Français, qu'on aime à singer en tout, on les imite en fait de cuisine, de coutumes, de pourpoints et aussi de politique, et à présent même en fait d'édifices ».

Il dîne chez le chancelier Oxenstjerna, puis chez le ministre impérial Staremberg, et il recherche fréquemment la société des savants.

Avec le prêtre luthérien et hollandais, il discute « sur l'oppression de ceux qui sont de notre religion ». Le peintre fameux Erenstral lui montre ses tableaux; il rend une visite à Elie Brenner, chez qui il voit des livres antiques, et il a une conversation latine avec son épouse.

Le 26 septembre, il quitte Stockholm et, parcourant un long chemin par voiture et se plaignant continuellement des « mauvais chevaux madrés, il se rend sur l'extrémité méridionale de la presqu'île, où il prend le bateau pour Hafnia (Copenhague); ici, à l'arrivée, on examina et fouilla rigoureusement nos moindres hardes et tout ce que nous avions ».

Une de ses premières excursions le conduit dans la

« Kunstkammer » royale, laquelle « comporte 8 chambres ». Dans le vestibule, il y a beaucoup de peintures, faites artistiquement ; item, dans le corridor extérieur, quelques très belles camera obscura, puis au dedans, dans une petite chambre, une machine dans laquelle 72 artisans travaillent ; si on la remonte, elle montre le festin de Norinberg célébré après la pacification d'Osnabrück.

« Dans une autre chambre, se trouvent des bahuts artistiquement sculptés ou gravés ; puis des peintures où les veines des hommes font saillie comme celles des vivants. » « Dans la septième chambre, il y a les figurines du roi d'à présent formées de cire, en demi-grandeur naturelle, avec tous ses enfants, ainsi que celles du roi de France, avec son épouse, item du grand père du roi actuel . . . et dans une des huit chambres, deux perpetuum mobile. L'après-midi nous avons assisté aux leçons d'Olafus Vormius, qui nous a fait faire un tour du theatrum anatomicum, où se trouvent d'assez belles curiosités ; . . . ce théâtre l'emporte sur celui de Leide par ce que les veines des animaux y sont toutes collées sur une planche, item il y a là un poisson à ailes, et en outre des escargots et des coraux ». Il communie chez le prédicateur réformé, puis il visite la bibliothèque du collège médical, en assistant aux disputes des étudiants. Le lendemain, il assiste à la séance du tribunal supérieur, composé de 12 hommes qui sont tous « ou seigneurs, ou professeurs ou citoyens, mais on exige que ce soient des gens de bon sens et appropriés, qui sont vêtus de robes rouges, de velours ou de damas. Tout le monde peut entrer, quand la sentence est prononcée et la cause proposée, mais il faut ôter le chapeau, autrement il est ôté de force ».

Le comte est invité à la cour et peut voir le roi et la reine dînant en société des princes et des ministres. « Autour de la table royale s'empressait un Indien avec son petit fils, puis un drôle de femme vêtue en paysanne danoise, item un petit homme norvégien, de la hauteur d'une aune ou plus petit encore. Le midi, on sert d'ordinaire deux plats, le soir un seul ».

« Le 24 octobre, nous visitons le sieur Olafus Römer qui nous montre artificiosam mechanicam structuram satellitum Jovis item Saturni et qui construit aussi un

système planétaire montrant le cours et la conjonction des étoiles ».

Le 24 octobre, il se met en route pour se rendre en Angleterre, passant par la Hollande.

Le 9 novembre, à Benchem, « en sociéte d'un autre comte, nous nous payons la tête de deux commerçants. » A Amsterdam et à Leide, il va voir ses anciens amis, assiste à certains cours, fait la connaissance de Monsieur Poiret qui lui parle « de Paul Bethlen et Paul Csernátoni, ses condisciples au Brésil ».

A partir de la mi-novembre jusqu'au 5 janvier, ils attendent le vent propice pour aller en Angleterre. « Au total, nous dûmes attendre à peu près deux mois, le westwind nous a coûté beaucoup, nous prenant de l'argent et du temps ». Enfin, le 5 janvier 1694, ils couchent dans la cabine du yacht de M. Danckelman, et ensemble avec autres grands navires de guerre et des bateaux-yacht, ils essayent, mais en vain, de quitter le port. Ce n'est que le 9 janvier qu' on réussit à prendre la mer et le 10, ils arrivent dans le port anglais de Gravesend, le 11 à Londres.

Là, c'est tout d'abord le boulanger français de Franequera qui les fait bénéficier de sa protection et les mène vers Witchaal (Whitehall); le lendemain, ils vont voir le sieur Francus, « un compatriote de Kolozsvár et qui fut le camarade d'école de Monsieur mon père à l'Académie » Ils font aussi la connaissance d'autres Hongrois, tel que. Monsieur Tolnai, Monsieur Bogdányi, « dont nous admirons les belles fleurs peintes de sa propre main ». Le 21 janvier, nous serrons le sauvage valaque Halucius (de Karánsebes) de si près qu'il qualifie nos discours d'une « hispanica inquisitio ».

Le comte reste jusqu'au 14 février à Londres; durant ce séjour, il visite les curiosités de la ville, les choses rares de la « Société royale », parmi lesquelles, cependant, il ne trouve rien de nouveau; le château de la Tour (Tower) avec les insignes qu'on y garde, les lions, les armes où « dans l'abondance des fusils, se trouve une machine qu'on peut tourner de 4 côtés et il en part 40 coups de feu à la fois ».

Il voit beaucoup de membres du haut clergé au parlement, il assiste au « conventus » dans la Société Royale,

où l'on fait des expériences; entre autres, on y montre une branche d'arbre de café, avec les feuilles et les fruits. « Nous regardons quelques choses microscopiques qui sont petites in tali forma [oooo]. Il fait la connaissance de Crellius qui, « en chimiste, nous reçoit avec une potion chimique ». Chez un savant qui s'appelle Charleton, il voit, parmi les curiosités, « des oiseaux d'une couleur si rare qu'un peintre n'en sauvait faire de plus beaux ».

Le 7 février, « nous allons à l'Orphanotrofium où se trouvent à peu près mille petits orphelins « que nous voyons quand solennellement il prennent le souper et chantent l'antiphonie. Cette institution fut fondée par le roi Edouard VI d'un monastère, et le roi Charles II a ordonné de mettre un sceau d'étain sur la poitrine de plusieurs orphelins qui devront apprendre le métier de marin. On les tient en bel ordre et proprement, ils sont vêtus de longs frocs bleus, presque semblables à ceux des moines ».

Dans l'hôtel de ville, « Halucius de Karánsebes », se dégageant de sa nature de valaque sauvage, s'approche de moi et commence à me parler hongrois ». M. Danckelmann le conduit à Cockspit, où on fait jouter les coqs. « Puis nous assistons au combat d'un grand taureau avec des chiens quelconques. »

Du 15 février jusqu'au 5 mars, il passe le temps à visiter Oxonium et Cantabrigia (Oxford et Cambridge), et il fait une description admirablement fidèle des institutions de ces deux villes universitaires, de leurs édifices et de leurs coutumes. « Leurs collèges sont autant de châteaux royaux où habitent beaucoup de sociétaires, d'étudiants et de jeunes gentilhommes. A Cantabrigia habitent des hommes plus savants et plus amiables qu'à Oxonium, qui nous accueillirent et régalèrent tous les jours très cordialement . . . Ils créèrent aussi trois bacheliers auxquels on fit d'abord prêter serment sur certaines règles, puis ils durent baiser le livre d'où ils avaient lu la formule de foi, après quoi le procancellarius les prit entre ses pieds et les admit, en leur posant la main sur le front. Le même jour ils jeûnent jusqu'au soir, à la manière catholique. In initio quadragesimo on célèbre aussi des oraisons et des disputs solennelles où le vieux « procurateur » se mesure devant un

auditoire nombreux avec les maîtres d'arts, tandis que le petit « procurateur » répond. Il y a aussi une oraison « réprobante » dans laquelle l'orateur peut reprocher publiquement à n'importe quel docteur ses fautes et disputer avec lui sans en être blâmé. »

A partir du commencement du mois de mars, jusqu'à la mi-mai, il reste encore à Londres, poursuivant avec ardeur la visite des curiosités et des choses rares. Il visite l'asile des fous, « la maison des vieux soldats émérités », dont il loue l'installation grandiose; l'observatoire de Greenwich, le théâtre du collège anatomique des médecins, etc. Il va voir les antiquités romaines du docteur ou candidat au doctorat Wudward, les raretés hindoues et les herbes séchées du sieur Slon (Sloame), la maison du comte Montague, « un très beau palais seigneurial qui l'emporte sur les châteaux royaux, avec des tableux très beaux où surtout les nuages et l'arc-en-ciel sont peints artistiquement ». Il fait la connaissance des sommités de l'Eglise anglicaine, de l'évêque Burnet et de Tillotson, archévêque de Canterbury qui « l'invite très convenablement à dîner. »

Plusieurs fois, il se rend à la cour. « Le 16 mars, à Kensington, nous voyons et faisons la cour au roi et à la reine qui ne mangent qu'en tête-à-tête, tandis que les seigneurs: les princes, les comtes font les honneurs autour de la table. Vis-à-vis du couple royal, se tiennent deux dames qui offrent au roi et à la reine les assiettes et les reprennent, et toutes les fois qu'on change d'assiette, on change aussi les couteaux et les cuillers. Auprès de la reine des dames du palais font leur cour; un gentilhomme donne au roi à boire, s'agenouillant et goûtant le premier la boisson qu'il verse, de même une dame à la reine; 2 prêtres donnent la bénédiction avant et après le repas, en faisant également leur cour jusqu' à la fin. »

Il assiste, le jeudi saint, au lavement des pieds, quand « on amène autant de mendiants que le roi a des ans, et autant de mendiantes que la reine en a; les pieds des hommes sont lavés par le roi, ceux des femmes par la reine, mais le roi Guillaume III et la reine Marie II ne se conforment pas à cette coutume . . . d'ailleurs, ils leur font distribuer par leurs propres doyens des aumônes, mais avant d'y procéder, les

chanoines de Westminster font la lecture de l'histoire de la passion et accompagnent les dons de leurs chants; on offre à chacun une paire de souliers, des sandales, du drap à manteau, de la toile à chemise, de l'argent en deux bourses, du poisson salé et du hareng fumé dans un plat en bois, qu'on orne de fleurs. Après quoi les échansons du roi versent à chacun, du pot d'argent royal, du vin rouge dans un petit bol en bois, et ils peuvent garder le plat et le bol. On leur donne aussi quatre pains, et le prêtre, avec les servants qui font la distribution — ad representandam ceremoniam locionis — se ceignent de serviettes. »

Le comte décrit en détail le cérémoniel usuel à l'enterrement des rois, la constitution parlementaire, le cortège du roi quand il se rend au parlement et le cérémoniel observé lors de la sanction des lois.

« Le 10 mai, on célèbre l'anniversaire du jour de naissance de la reine, à laquelle apportent leurs félicitations l'archévêque avec les évêques, les ducs, comtes, barons avec leurs épouses, accompagnés de musiciens, de tambours, de siffleurs, de trompettes, de violons, après quoi le roi et la reine sortent l'après-midi pour écouter la belle musique, laquelle se compose de sifflets, de trompettes, d'épinettes, de grands et petits violons, en nombre de 20 ou 25; placés devant eux, les seigneurs font leur cour aux dames aux robes traînantes ».

Il n'oublie pas non plus ses amis hongrois. Monsieur Tolnai le régale d'une bonne choucroute à la hongroise, David Penkert offre le vin de l'étrier et nous mangeons à notre faim chez lui. « Similiter Monsieur Jaques Bogdány nous invite à dîner ».

Le 21 mai, il se met en route pour rentrer dans la patrie, mais de nouveau un vent défavorable « nous retient vilainement », de sorte que ce n'est que le 30 mai qu'ils arrivent dans les Pays-Bas où, pour fêter le revoir, ils font la noce presque toute la nuit avec les sieurs Szaniszló et Vizaknai. A Amsterdam, il achète des livres, à la Haye M. Hugenius lui montre « l'automate indiquant le cours des planètes et d'autres choses rares », ils examinent aussi avec un microscope les ailes d'une mouche.

Il passe en Belgique, qui se trouve alors sous la domi-

nation espagnole. Dans la cathédrale d'Anvers, « où nous ne voulons pas nous agenouiller, un cordonnier nous gronde et un jésuite nous pousse dehors ». Près de Bruxelles, il visite le camp des confédérés contre Louis XIV, comptant 80 régiments de piétons et 30 régiments de cavalerie sous le commandement suprême du roi d'Angleterre Guillaume. Ils visitent l'université de Louvain, suivent les cours des professeurs jésuites, puis, en passant par Cleve, Düsseldorf, Cologne, ils arrivent à Cassel, où les fils du prince régnant leur font un accueil cordial; ils sont régalés par leurs éphores qui leur montrent les curiosités de la ville. Là ils voient « la machine inventée et fabriquée par le landgrafus » Cassiae Vilhelmus lui-même et indiquant le cours des planètes, puis les boîtes confectionnées par un professeur extravagant de Leipsic, à l'aide desquelles celui-ci voulut apprendre ce que pensent les hommes et lire les pensées humaines, mais il s'y est embrouillé ».

Dans la ville d'Augsbourg, nous regardons « l'appareil d'eau où, sous 2 ou 3 tours, des rouages font monter l'eau en de grands conduits d'où elle est distribuée dans les gouttières de toute la ville; celles-ci s'y trouvent dispersées dans les rues, ornées de statues en bronze. C'est un endroit éminemment beau, parce que l'on peut y voir la moitié de la ville et promener le regard jusqu'aux Alpes tyroliennes, et l'eau monte dans les conduits jusqu'à 108 pieds de hauteur. Tout près se trouve l'hôpital, dont la moitié est réservée aux luthériens, et l'autre moitié aux catholiques ».

Par la Suisse, le comte arrive, le 24 août, à Mediolanum (Milan); il loue la cathédrale en marbre blanc, les statues de la bibliothèque d'Ambroïse, ses belles peintures, ses raretés, les monstres, le perpetum mobile, « des gens qui courent in plano chalybeo », mis en mouvement par quelque artifice. On lui montre un amiante dont le duvet est tissé en lin, celui-ci en fil et celui-ci en vêtement.

A Florence, il admire la « fameuse Kunstkammer », dont les beaux corridors sont garnis de belles statues en pierre: les anciens empereurs romains de César usque ad Puppienum et Gallienum; en face, les statues de leurs épouses et par-ci et par-là des statues de quelques hommes ou femmes

qui toutes sont très belles. Nous visitons encore une multitude de belles raretés, consistant surtout en des tables et des étuis marquetés de pierres précieuses d'une valeur inappréciable, des tableaux et des pénates, puis un grand globe terrestre et « l'hypothesis ptolemaica ». Nous visitons une maison remplie de fameux tableaux italiens et une autre, de vases peints en pastel. Nous regardons encore les vases en argent ou en or ... on n'a pas assez d'yeux pour les voir à son gré et l'on ne saurait apprécier leur grande valeur... Nous visitons aussi une étable qui ne vaut pas grande chose et, près de là, un hôpital où nous taquinons un mauvais et ignorant moine. Nous inspectons la bibliothèque du duc, avec le biblothécaire Antoine Magliabechio: je n'ai jamais rencontré un homme aussi sordide ... Il s'y trouve bien des beaux livres, même des livres réformés et luthériens, le pape Clément X ayant donné l'autorisation de les y garder. »

Le 11 septembre, il arrive à Rome. Il visite tour à tour les édifices et monuments antiques et anciens, en les énumérant en détail.

Le 1 octobre, il arrive à Venise. Il qualifie l'église de Saint-Marc de très beau édifice, « au dehors et à l'intérieur, surtout le plancher en est parqueté de tout petites pierres de marbre; dans des pierres roses ou d'autre couleur sont taillés des oiseaux, des fleurs; les tableaux aussi sont très anciens et bellement dorés ». « L'après-midi, nous regardons comment les marins et d'autres francs garnements pareils luttent corps à corps sur un pont, le torse et les bras nus, en se jetant à l'eau: tout cela pour le bon plaisir du duc de Mantoue Charles IV qui les regarde... « Nous parcourons aussi l'arsenal des nobili, où l'on nous montre, parmi les armures, le casque d'Attila. » Dans l'église du patron des Vénétiens, San Marco se trouve, aussi au vestibule, la pierre où le pape Alexandre III avait pressé le cou de Fredericus Barbarossa ». Au même endroit, un prêtre nous a montré le rocher d'où Moïse fit jaillir l'eau pour les Israélites dans le désert. En face se trouve, enfoui dans le sol, un grand porphyre plat, sur lequel gisait Jesus Christ quand il parlait à la samaritaine et, à côté de l'autel, sont deux lions métamorphosés en pierre pour avoir voulu croquer l'enfant

d'une mère et le poulain d'un cheval. La femme implorait la Sainte Vierge qui, en descendant du ciel, frappa du pied, et les lions se sont pétrifiés. Dans le mur se trouve aussi la pierre sur laquelle on a supplicié Saint Jean-Baptiste, item la chaire où le Pilate livra le Christ aux juifs en disant « Ecce homo ».

Après avoir visité encore l'arsenal et les chantiers navals, il part le 11 octobre, et arrive le 24 à Vienne, où il passe les mois de novembre et décembre: «je fais ma cour aux ministres, au palatin, au cardinal Kolonits; les Kinsky me reçoivent avec hospitalité. Il obtient une audience de l'empereur Joseph, roi couronné de Hongrie. Il ébauche une « courte description des trésors de l'empereur». Le 2 janvier 1695, il prend le pain de communion chez le ministre de Hollande, va à Kismárton pour rendre visite aux fils du palatin. A Fischamend, il attend le prince régnant qui, après avoir conclu l'Union, quitte la Transylvanie. Il traverse avec angoisse le Danube « laid et tumultueux » pour se rendre à Presbourg, Tyrnavie, où il parle de l'Union avec François Otrokocsi et, remontant la vallée de la Vág, il part pour la Pologne.

A Varsovie, le 8 février, « nous restons à attendre jusqu'au soir, pour voir comment les Polonais et les Lithouaniens se disposent à combattre au bâton. Les Polonais veulent lutter sur la glace de la Vistule, tandis que les Lithouaniens préfèrent le champ où le soir le combat est livré en effet, cependant les Polonais subissent une défaite et plusieurs d'entre eux sont même blessés par les coups de feu que les nobles Lithouaniens ont tirés. Peu s'en fallut que nous mêmes ne fussions blessés, sur quoi il y a querelle le lendemain, 9 février à la cour royale, où les Polonais rossent deux Lithouaniens ». « Le 11 février, je fais ma cour au roi de Pologne, Jean Sobieski, qui m'a bien reçu et m'apprit la mort de la reine Marie de Grande Bretagne. »

Le 15 février, il quitte Varsovie, le 18, il apprend à Lublin que les Tartares pillent et saccagent dans les environs d'Ilvo. Passant par Bártfa, Eperjes, Nagyszőllős, Mármarossziget, il rentre au pays natal et arrivant le 11 mars à Kolozsvár, il finit ses pérégrinations et aussi son journal.

Dans un annexe à son journal, il note ses correspon-

dances faites jusque' à la fin de 1693. Il écrit 43 fois à sa famille, de laquelle, en deux ans et demi, il reçut 38 fois des nouvelles. Certes, le même courrier apporte et prend aussi plusieurs lettres. Ainsi, en 1691, le jour de Noël, « voulant souhaiter une bonne nouvelle année, j'ai écrit à Monsieur mon père, à Madame ma mère, à mes frères Samuel, Jean Bethlen, à mes sœurs, aux professeurs d' Enyed, à la famille de ma belle-sœur veuve, à Monsieur mon grand père, au Prince régnant, aux vieux garçons, aux domestiques. »

Les lettres de Transylvanie mettent à peu près un mois à arriver à Francofortum ainsi qu'à Franeekera, mais plus d'une lettre reste 4—5 mois en route.

Après cela, nous devons prendre congé de Michel Bethlen et de son journal. Nous l'avons présenté au lecteur en le laissant parler lui-même, sans commenter ce qu'il dit. Nous sommes d'avis que toute explication suffisante n'aurait fait qu'affaiblir l'impression qu'exerce ce journal par sa fraîcheur originale, sa spontanéité et sa naïveté.

La personnalité du jeune voyageur se présente nettement devant nous, avec son bon sens ouvert, sa soif de connaissances s'étendant à tout, et sa philanthrophie qui sait s'élever au-dessus de la plupart des préjugés.

Grâce à son nom illustre, il a ses entrées faciles dans la société des généraux, des hommes d'Etats, même de têtes couronnées. C'est avec joie qu'il les fréquente et note ce qu'il a remarqué chez eux. Il recherche avec une prédilection particulière la société des savants et des prédicateurs, profitant de toute occasion pour étendre ses connaissances.

Qu'en fait d'arts son goût soit au-dessous de zéro, qu'il témoigne plus d'intérêt pour ce qui est précieux, rare ou monstrueux que pour les véritables trésors d'art, nous n'avons aucun sujet de nous en étonner. Comment aurait-il pu acquérir alors, dans les montagnes de la Transylvanie, un sentiment artistique pour apprécier les œuvres de peinture et de sculpture? Mais en ce qui concerne la culture scientifique, il atteint au plus haut degré de son époque. La partie de son journal qui a trait au monde savant et aux aspirations scientifiques de ses contemporains, offre un tableau infiniment intéressant des mœurs de son siècle, tout

en mettant en relief les premiers faibles tâtonnements des sciences naturelles se dégageant des entraves de la superstition et de l'alchimie.

Enfin, pour ce qui est du véritable esprit philosophique, il devance son époque. Un humanitarisme qui s'intéresse aux orphelinats, aux établissements de charité, aux hôpitaux, est encore très rare au XVIIième siècle. Il est vraiment étonnant, combien les traces d'un préjugé confessionnel sont rares dans son journal. Si je ne me trompe, je les ai toutes reproduites textuellement. N'est-il pas surprenant que, durant son passage en Belgique, en Bavière, en Italie, il ne prononce que rarement des paroles témoignant de sa prévention, tandis que des paroles inspirées par la haine ne quittent jamais ses lèvres? A cette époque, la Transylvanie était le seul endroit dans le monde connu où cet esprit de tolérance et philosophique ait pu se développer.

C'est encore la vie sociale de Transylvanie, ce sont encore les plus belles traditions de Gabriel Bethlen, de George Rákóczi, de Suzanne Lórántffy qui se reflètent dans les relations de bonne cameraderie et d'amitié qui relient le jeune grand-seigneur aux étudiants calvinistes fréquentant les universités de l'étranger.

Un seul passage de son journal: « nous nous payons la tête de deux commerçants en société d'un autre comte », éveille quelque soupçon, mais faisant abstraction de cette remarque, nous ne rencontrons nulle part la moindre trace d'un orgueil ou d'un préjugé aristocratique.

Une chose qui doit surprendre, c'est qu'à chaque page de ce journal, nous rencontrons des Hongrois qui font leurs études à l'étranger. Seule dans la ville de Franeeken, il y a 28 étudiants hongrois. Et partout en Allemagne, et même en Angleterre, il rencontre à tout instant des Hongrois à la recherche du savoir et de la culture du XVIIième siècle. Cela nous donne une image concrète des efforts de la Hongrie tendant à s'approprier les sciences et la vérité, ainsi que de son énergie déployée en vue du développement de son caractère national.

Si nous considérons la situation d'alors avec ses malheurs, ses dangers, ses fléaux, nous ne trouvons pas d'époque où la nation ait fait preuve de plus grandes qualités intellec-

tuelles et morales, ni de forces conservatrices et créatrices plus intenses.

C'est alors que nous avons produit nos plus grands hommes d'Etat. Gabriel Bethlen, George Rákóczi et Pierre Pázmán sont des géants même comparés aux célébrités des grandes nations. Ils ne se sont pas contentés de sauvegarder la nation, au milieu de tant d'infortunes. Durant la lutte à vie et à mort de la nation pour l'existence, ils ont réussi à faire naître et à diriger une vie scientifique, intellectuelle et littéraire assez intense pour associer la nation hongroise aux courants d'idées de l'époque, ce qui est une preuve des plus éclatantes de sa docilité et de ses facultés d'assimilation et d'adaptation.

Ces facultés d'adaptation sont caractéristiques de l'histoire millénaire de notre patrie: elle constituent le principe conservateur et, en même temps, évolutif de notre individualité nationale. La nation hongroise ne s'est jamais fermée à l'Occident. Elle fut ardente à s'approprier les idées venant de là, mais ce ne pas une imitation servile, puisqu'elle fit sentir le goût du terroir, en tout ce qu'elle avait emprunté. Elle digéra ce qu'elle apprit de l'étranger; elle le transforma selon ses besoins, ses intérêts, ses qualités nationales, en un mot, elle y mit le cachet de son originalité.

Dès le XVIIième siècle, ce fut en premier lieu le calvinisme hongrois qui s'est chargé pour longtemps de cette besogne. Bravant les dépenses, les obstacles et les dangers, les pauvres étudiants calvinistes s'en vont par centaines pour fréquenter les centres intellectuels de l'étranger. Ils se sont employés à ce que la rupture de la société hongroise d'avec la philosophie de l'Occident fût évitée dans ces temps difficiles, et le calvinisme hongrois possédait assez d'originalité et de force créatrice pour faire bénéficier la culture magyare des idées occidentales transplantées dans le sol national.

Comte Étienne Tisza.

VERS L'INCONNU....[1]

Depuis un an, M. Poincaré était au pouvoir dans le but de faire payer l'Allemagne, mais il ne pouvait y parvenir.

Ses nombreux amis et ses nombreux journaux lui faisaient crédit, estimant qu'il était le seul homme capable de mener cette tâche à bien.

« M. Poincaré, disaient-ils, aura raison de l'Allemagne quand M. Lloyd George, libéral, ne sera plus le maître en Angleterre et remplacé par un conservateur; alors tout changera; le successeur de M. Lloyd George adoptera la Politique de M. Poincaré; et, avec nos Alliés, nous occuperons la Rhur ».

M. Lloyd George, libéral, fut renversé, et M. Bonar Law, conservateur, lui succéda à l'automne 1922.

Les nombreux amis de M. Poincaré et ses nombreux journaux s'empressèrent de déclarer que la Politique Exté-

[1] Nous empruntons ici un chapitre du tome II. de l'ouvrage de M. Ernest Renauld: *1914—1919. Histoire populaire de la guerre,* qui vient de paraître (Tolra, Paris, 1923). Ce livre d'un Français impartial, qui cherche à connaître toute la vérité concernant le conflit mondial, est écrit d'après les documents officiels et officieux et les témoignages des plus hautes personnalités ayant commandé et combattu au front. Le tome I se terminait par la concentration et le dispositif des armées; le tome II devait rendre compte des opérations militaires du début de la campagne. « Les controverses soulevées, tant en France qu'en Allemagne, par la publication du tome I, nous obligent — dit l'auteur — à revenir sur les pourparlers diplomatiques et sur les responsables de la guerre. Nous publions donc les lettres que nous avons échangées avec M. Raymond Poincaré et notre controverse avec MM. de Montgelas et Lutz, ajournant, à regret, les opérations militaires détaillées au tome III qui, d'ailleurs, est déjà à la composition et paraîtra à brève échéance ». Pour donner une idée à nos lecteurs du contenu très intéressant du tome II de cet ouvrage remarquable, nous en reproduisons la Table des Matières: I. — Les responsables de la guerre. Ma correspondance avec M. Poincaré, II. Ma controverse avec MM. de Montgelas et Lutz; III. Les falsifications du Livre russe; IV. Reconstruction économique de l'Europe; V. Rapprochement franco-allemand; VI. Réponse de M. de Montgelas à M. Renauld; VII. La reconstruction de l'Europe; VIII. Riposte d'Ernest Renauld; IX. Réplique Montgelas; X. Les crises marocaines et le traité de Versailles; XI. Vers l'inconnu *(N. de la R.)*

rieure de l'Angleterre était changée et en harmonie avec celle de M. Poincaré.

Le 20 octobre 1922, *Le Matin* écrivait : « A ne plus vous revoir, M. Lloyd George » ; et, le 26 octobre :

« Il n'y a rien qui ressemble moins à un Gallois (Lloyd George) qu'un Ecossais (Bonar Law) ».

Le 23 octobre 1922, *L'Echo de Paris* imprimait :

« L'entente avec la France, base de la Politique des conservateurs anglais ».

Le 21 octobre 1922, *Le Journal* affirmait :

« Le prochain Gouvernement Anglais (Bonar Law) aura comme base de sa Politique Extérieure une collaboration étroite et confiante avec celle de la France ».

Même langage au *Petit Journal,* au *Petit Parisien,* etc., etc

Une Conférence eut lieu à Londres en décembre 1922, pour la liquidation de la guerre : elle échoua.

Nouvelle Conférence à Paris, le 2 janvier 1923 : elle dura deux jours et se termina dans la confusion des langues.

M. Bonar Law avait simplement la prétention de réduire des 3/5 la Dette de l'Allemagne, prétention que M. Lloyd George n'avait jamais osé formuler.

Voilà tout le changement opéré dans la Politique Anglaise ; M. Bonar Law plus pro-allemand que M. Lloyd George.

Les amis de M. Poincaré et les publicistes du *Matin,* du *Petit Parisien*, du *Petit Journal,* de *l'Echo de Paris*, du *Journal,* etc., etc., en informant leurs lecteurs que M. Bonar Law ne s'inspirerait pas de la Politique de M. Lloyd George, avaient une fois de plus, pour la millième fois au moins depuis huit ans, « bourré le crâne » au pays.

Donc, la Conférence du 2 janvier 1923 échoua comme nous venons de le dire, et M. Poincaré reprit sa liberté d'action.

Poussé par M. Millerand, Président de la République, par le Parlament, la Presse, l'Opinion publique, la crainte d'être renversé et celle de la Haute Cour, M. Poincaré fit occuper militairement la Rhur, le onze janvier 1923, à 13 heures.

Ma Controverse avec MM. de Montgelas et Lutz était terminée et publiée en Allemagne depuis le mois d'août 1922, quand se produisirent ces événements : échec de la Confé-

rence, occupation de la Rhur, qui ne sauraient modifier ce que j'ai écrit il y a plus de cinq mois.

Nous n'examinerons même pas le projet de M. Bonar Law.

Disons seulement que l'Angleterre se conduit envers la France comme une ennemie et comme ne l'auraient jamais fait les Allemands s'ils eussent été nos alliés.

La vérité est aussi que l'Entente a demandé une trop grosse somme en *espèces* à l'Allemagne par le Traité de Versailles; elle aurait dû lui demander des marchandises et de la main-d'œuvre.

Pourquoi l'Entente a-t-elle demandé une grosse somme en espèces?

Parce que le Gouvernement de la République ayant déclaré maintes fois qu'il exigerait une somme considérable et gaspillé scandaleusement les deniers de l'Etat, notamment pendant le conflit et après l'armistice, en disant pour couvrir ses folles prodigalités : « l'Allemagne paiera », ne pouvait plus ne pas donner satisfaction à l'Opinion publique dont sa vie dépend.

Peu à peu, cependant, il a fallu envisager les réalités et réduire les charges de l'Allemagne envers les Alliés, de 200 à 132 milliards de marks-or, soit pour la France, 85 milliards de francs-or.

De plus, nos Gouvernants obéissant à des considérations sentimentales et au mercantilisme de certains industriels français, repoussèrent les offres de Réparations en nature faites par le Gouvernement Allemand après la conclusion de la paix (1919).

A cette époque, les Allemands pouvaient payer en nature; nos Gouvernants ne le voulurent pas; aujourd'hui que les Allemands ne veulent et ne peuvent payer en espèces, nos Gouvernants veulent les faire payer en or!

A la conclusion de la Paix, les Pouvoirs Publics Français exigèrent de l'argent et non des prestations et marchandises, oubliant que l'Allemagne n'avait que du papier déprécié par suite de sa défaite et d'une inflation fiduciaire voulue, ayant d'ailleurs le caractère d'une escroquerie, et que, même sans cette escroquerie, l'Allemagne ne pouvait qu'en l'aidant par des mesures d'ordre économique, payer 132 milliards de

marks-or, ou 165 milliards de francs, dont 85 milliards à la France.

Au lendemain de l'offensive de Champagne (1915), je disais devant un groupe d'amis catholiques qui parlaient de la guerre et de manger l'Allemagne à la croque au sel :

« Il n'y a, en Europe, que trois hommes de bon sens : Benoît XV, Caillaux et moi, car ils sont partisans d'une paix immédiate ».

Je fus tellement houspillé, notamment par un Religieux, qui cependant me veut du bien, que je me promis, tant que dureraient les hostilités, de ne plus parler, devant des catholiques, de mon respect des conseils du Pape . . . .

Benoît XV, en effet, l'avait dit et répété ; il a répété :

« La guerre de 1914 sera la ruine de l'Europe ; le vaincu ne pourra payer le vainqueur : il vaut mieux conclure la paix par des concessions réciproques : » et son successeur, Pie XI, ne cesse, lui aussi, de prononcer des paroles de concorde et de paix.

Benoît XV a été traité de « Boche » par les plus ardents catholiques français, et Pie XI n'est pas beaucoup plus épargné par ces ardents catholiques.

La guerre a continué, malgré les sages conseils de Benoît XV ; malgré les paroles d'amour et de concorde de Pie XI, la guerre continue encore aujourd'hui à exercer ses ravages autant qu'il est possible, dans une Europe saignée à blanc et épuisée.

L'Allemagne ne paie pas et la France est sur le chemin de la faillite.

Voilà, jusqu'à ce jour, les résultats de la Politique de l'Entente Cordiale dont M. Poincaré fut le plus chaud partisan.

Cette Politique ne serait bonne que si l'actif l'emportait sur le passif.

Or, notre passif est considérable : 300 milliards de dettes, neuf départements dévastés, 1,500.000 morts !

Pour que l'actif l'emporte sur le passif, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France est insuffisant ; il faudrait encore annexer la rive gauche du Rhin et ramener l'Allemagne à ce qu'elle était avant d'être unifiée en 1871, la mettant dans l'impossibilité de nous nuire pendant cent ans.

Le succès de cette Politique de sécurité, nous permet-

trait même de renoncer aux 85 milliards de francs-or que l'Allemagne nous doit, et de faire face aux dettes que nous avons contractées envers nos Alliés.

A défaut de cette Politique, une Politique de rapprochement économique, puis une Politique d'alliance avec l'Allemagne serait encore une mesure de sécurité.

Mais annexer la rive gauche du Rhin, surtout si longtemps après le Traité de Versailles, serait créer une nouvelle question d'Alsace-Lorraine en faveur de l'Allemagne, qui ne manquerait pas de crier à l'injustice comme la France a crié à l'injustice, de 1871 à 1918.

Briser l'Unité allemande serait, certes, une Politique de sécurité de nos frontières; mais le temps a évolué depuis 1871 et depuis les Traités de Westphalie (1648).

Un rapprochement économique franco-allemand; puis, par la suite, un rapprochement politique seraient plus faciles à réaliser que les deux autres solutions.

Hors de ces résultats tangibles, la Politique M. Poincaré risque d'être désastreuse pour la France.

Le Gouvernement de la République n'a choisi aucune de ces Politiques; il a même été incapable, cinquante mois après l'armistice, d'obtenir quoique ce soit de l'Allemagne *vaincue;* et M. Poincaré lui-même, en occupant la Rhur, n'a pas eu le courage de prendre *immédiatement* des mesures suffisamment énergiques; il n'a pris que des demi-mesures visant à l'occupation pendant plusieurs années, méthode qui a un peu le caractère d'une annexion sans les avantages, puisque M. Poincaré n'a envisagé que les produits de certains impôts — ce n'est même pas certain qu'il aille aussi loin — et le bénéfice des usines allemandes, charbon et métallurgie, *sans l'incorporation douanière à la France, des provinces germaniques occupées.*

Je crois que la méthode Poincaré est comparable à ces victoires rédactionnelles remportées par les journaux pendant la guerre: nous étions victorieux, seulement nous battions en retraite de Charleroi à Paris; de Morhange au Grand-Couronné; de Sarrebourg à Clézentaine: de Mulhouse à la frontière française; toutes nos offensives réussissaient, seulement l'ennemi ne reculait pas; nous progressions tous les jours, mais nous restions sur place; nous faisions des héca-

tombes d'Allemands qui nous tuaient très peu de monde, alors qu'il est démontré officiellement aujourd'hui que, sur le front occidental, les Allemands, hélas, ont eu 700.000 tués de moins que les Alliées!

Je crois que les Français sont comparables à des aveugles conduits par des fous et qu'ils n'auront que la satisfaction d'avoir battu du tambour et sonné du clairon dans la Rhur, mais ne toucheront pas un sou, ou toucheront très peu.

Rien n'es plus tragique qu'une pareille éventualité.

En admettant que la Politique de contrainte fût bonne, elle devait s'exercer d'accord avec nos Alliés, et il n'y avait pas deux façons de l'appliquer: il n'y en avait qu'une: *étendre la France économiquement, financièrement, monétairement en reportant les lignes douanières au delà de la Rhur?*

Alors la France pouvait espérer des profits considérables, sauf en cas de grèves ou de révolution en Allemagne.

Seulement, l'industrie française, comme je l'ai écrit page 191, s'opposerait à cette solution qui lui serait préjudiciable et M. Poincaré a reculé devant une levée de boucliers en perspective.

L'Angleterre permettra-t-elle que la France, seule, exploite le bassin charbonnier de la Rhur qui lui assurerait, grâce au minerai de fer qu'elle possède déjà en abondance, une prépondérance industrielle sur les marchés, prépondérance qui serait très dommageable aux intérêts britanniques?

L'Angleterre et l'Amérique ne vont-elles pas nous réclamer âprement le remboursement des sommes que nous leur devons et faire baisser le cours du franc?

Donc, M. Poincaré n'a pris que des demi-mesures pour fournir au Trésor Français l'argent dont il a besoin, ainsi que le Président du Conseil l'a déclaré à la Chambre, le onze janvier 1923, en même temps qu'il faisait occuper militairement la Rhur:

> *M. Poincaré.* — Nous ne nous dissimulons pas, du reste, qu'en l'absence de l'Angleterre, une saisie de gages sera fatalement moins productive et que nous ne pourrons pas, au moins immédiatement, la pratiquer avec les mêmes facilités, ni sur l'ensemble des territoires occupés.
>
> J'ai d'ailleurs prévenu loyalement la Chambre, il y a

quelques semaines, qu'il ne fallait pas s'attendre à ur rendement très considérable ....

A l'extrême gauche. — Alors?

M. Poincaré. — Des rendements peu considérable valent mieux que rien.

Si encore nous obtenions des rendements peu considé rables ; mais il est à craindre qu'ils ne soient onéreux pou la France.

Tout au plus arrivera-t-on à des échanges de miner français et de coke allemand entre industriels, de chaqu côté de la frontière.

Cet accord du fer français et du charbon alleman serait, d'ailleurs, une solution industrielle et commercial heureuse; elle aurait aussi l'avantage, en créant un rappr chement économique, de faciliter un rapprochement politiq franco-allemand, susceptible d'éloigner les risques de guer entre les deux pays.

Il n'était pas besoin pour ces échanges de minerai et coke, d'opérations militaires coûteuses; les industriels frança et allemands pouvaient s'entendre entre eux.

Quoiqu'il en soit, nous souhaitons comme tous les bo Français, que M. Poincaré réussisse, tout en craignant que l demi-mesures tardives qu'il a prises n'améliorent la situaic

A notre avis, il faudra, bon gré mal gré, en revenir se remettre d'accord avec nos Alliés pour un emprunt inte national ou tout autre moyen d'ordre économique, afin liquider la guerre de 1914.

Alliés dans cette guerre, nous ne pouvons pas ne p l'être pour sa liquidation, à moins de dégainer entre All et, à nouveau, contre les Allemands, c'est-à-dire à moins q la France ne fasse la guerre à une grande partie de l'Euro mais pour faire cette Politique de guerre, il faudrait Napoléon; or, M. Poincaré n'a rien d'un Napolén: à l'â de M. Poincaré, Napoléon était mort!

La guerre de 1914 ne peut être liquidée que par emprunt international et par des marchandises allemand non par de l'or allemand; nous toucherons très peu d allemand, puisque l'Allemagne n'a que du papier monn fait évident, mais avec lequel mes compatriotes, trompés p

les Bêtes d'encre de la presse nationaliste, ne sont pas encore familiarisés.

Les 85 milliards de francs-or qui nous reviennent ne sont, en définitive, que du papier de médiocre valeur, s'il n'est échangé contre des marchandises.

Ni ce papier, ni les marchandises, ni l'emprunt international ne nous sauveront d'ailleurs, de la faillite probable ; mais de toute façon, je le dis à nouveau, nous ne pourrons liquider la guerre qu'entre Alliés et Allemands, d'accord ou à coups d'épée.

A l'amiable, cette liquidation sera vraisemblablement une cote mal taillée au détriment de la France ; à coups d'épée, nous ferions ce que nous voudrions si nous étions victorieux.

Telle est la situation qui m'apparaît en toute vérité.

Nos Alliés sont odieux, c'est entendu ; mais il ne fallait pas s'allier avec eux.

La Politique anglaise de MM. Delcassé, Viviani, Poincaré, Clémenceau, récolte ce qu'elle a semé.

C'est, en effet, une question politique qui se débat au fond de notre situation : notre Politique d'Alliances.

Je répéterai mille fois s'il le faut, que nous aurions dû nous allier avec l'Autriche au lendemain de 1870, ou encore avec l'Autriche et la Russie.

La République a fait tout le contraire.

Héritière et continuatrice de la Politique Extérieure de la Révolution, qui détrôna les Bourbons en 1793 pour le plus grand malheur de la France et de l'Europe, rompit avec l'Autriche et fit l'Unité Allemande (1806 et 1871), la République, au lieu de briser cette Unité en 1918, puisque l'Allemagne était vaincue, a consacré la dite Unité par le Traité de Versailles (1919) ; et, depuis la signature de la Paix la République a ajouté à cette faute capitale, des fautes telles, en surexcitant le nationalisme allemand et en ignorant le peuple russe, qu'elle a jeté dans les bras l'une de l'autre, l'Allemagne et la Russie, dont j'entends déjà dans le lointain le cliquetis des armes : le glas de la France, peut-être ! . . . .

Qu'il se trouve des hommes de droite pure pour soutenir sans faire les plus sévères réserves, l'héritier et le conti-

nuateur de cette Politique: M. Poincaré, c'est là un fait qui échappe à l'analyse.

Fidèle à la Doctrine Traditionaliste dont j'ai été nourri, je crois l'interpréter exactement en me séparant de mes amis sur le terrain de la Politique Extérieure qu'ils ont soutenue en soutenant M. Poincaré.

Je sais que je ne recevrai que des coups.

Les partis de gauche ne m'en sauront aucun gré et je ne leur demande pas de m'en savoir gré; les partis de droite se feront une joie de me déchirer à belles dents soit entre eux, soit dans leurs journaux.

Qu'importe!

Je m'engage sur la route qui me paraît être celle du Devoir.

Le Devoir consiste à faire de sa tranquillité et de son bonheur, la tranquillité et le bonheur des autres; c'est pourquoi le Devoir se trouve là où il y a le plus de difficultés à surmonter.

Si la Politique Extérieure de M. Poincaré triomphe; si, en occupant la Rhur malgré l'Angleterre et l'Amérique, cette Politique ne se borne pas à faire payer à l'Allemagne 85 milliards; si elle donne à la France la rive gauche du Rhin; si elle désunit l'Allemagne, afin que dans vingt ans, les Allemands alliés aux Russes et peut-être aux Turcs, n'écrasent pas totalement la France, je me serai trompé; mais mon erreur aura été moins grave et moins onéreuse pour la France que les erreurs de M. Poincaré et de ses amis qui ont prouvé leur incapacité à conclure des alliances, à préparer la guerre, à conduire la guerre, à régler la paix, même avec des *vaincus*, fait unique dans l'Histoire du Monde, — incapacité qui a obligé la France à recommencer des opérations militaires et exposé l'Europe à une nouvelle guerre!

Si la Politique de M. Poincaré échoue, elle entraînera dans son échec, et à brève échéance, ceux qui l'auront soutenue et favorisera l'avènement au Pouvoir de ceux qui l'auront combattue.

Or, ce sont surtout les Communistes qui combattent la Politique de M. Poincaré; son échec favoriserait donc leurs desseins monstrueux contre la Patrie et l'Ordre social, s'il ne se trouvait quelques hommes décidés dont je suis l'inter-

prête, pour combattre également, mais au nom des Doctrines Traditionalistes, c'est-à-dire dans un but diamétralement opposé aux Communistes, la Politique de M. Poincaré, qui a joué sa dernière carte, non la dernière carte de la France dans la Rhur, et pour revendiquer le Pouvoir comme les Communistes et contre eux, le jour où le pays déçu, désemparé, ruiné par la Politique malheureuse de M. Poincaré, chercherait dans un Régime réparateur, le refuge et le salut!

Ce jour-là, il y aura au moins des hommes d'ordre qui, s'ils ont vu juste, auront qualité pour en appeler de la France trompée par les Pouvoirs Publics et sa Presse, à la France informée sur ses véritables intérêts; pour essayer de la détourner de la Démagogie; pour châtier les coupables, notamment les plus coupables: Delcassé, Viviani, Poincaré et Clémenceau et orienter le pays vers une Politique extérieure nouvelle, définie aux pages précédentes, ou bien une Politique d'Alliance des Nations catholiques de l'Europe et de l'Amérique latine.

Quoiqu'il arrive, d'ailleurs, des politiciens sans foi et sans conscience, sans doctrine et sans loi, anarchistes hier pour arriver au Pouvoir, conservateurs aujourd'hui pour en jouir, ne sauraient être des Chefs, des conducteurs d'hommes!

Ils en sont indignes.

Des hommes nouveaux doivent leur succéder!

Que Dieu protège la France!
Que la paix soit faite sur la terre!
La paix, la paix, la paix!

Ernest Renauld.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le président du Conseil hongrois, M. le comte Bethlen, accompagné du ministre des Finances, M. de Kállay, s'est rendu dans les capitales occidentales pour y solliciter la bonne volonté des grandes puissances. A Paris, il comparut, le 4 mai, devant la Commission des Réparations, pour exposer la situation précaire dans laquelle se trouve la Hongrie, qui est menacée d'un écroulement économique, si elle ne peut pas obtenir un emprunt étranger. Mais afin de pouvoir réaliser un tel emprunt, les droits d'hypothèque générale que le traité de Trianon a conférés à la Commission des Réparations, doivent être levés. Si ladite Commission consent, comme elle le fit à propos de l'Autriche, à ne pas se prévaloir de ses droits, nous pouvons espérer de trouver les crédits indispensables pour la restauration de nos finances, l'amélioration du change de notre monnaie et le rétablissement de nos forces économiques. Dans le cas contraire, il n'y a pas de doute que nous serions atteints d'une catastrophe égale à celle qui a frappé notre voisin et compagnon d'infortune, l'Autriche. On se rappelle que l'intervention de la Société des Nations fut nécessaire non seulement pour sauver, au dernier moment, un pays dénué des moyens de subsistance, mais aussi pour parer aux répercussions funestes que la ruine de l'Autriche n'aurait pas manqué d'avoir sur la vie économique de l'Europe centrale, sinon de l'Europe entière. N'est-il pas désirable et, en même temps, n'est-il pas plus facile de porter l'aide indiquée avant que le même désastre ne se reproduise en Hongrie ?

La Hongrie a vaillamment travaillé pour se soutenir de ses propres moyens. Cela doit être reconnu par quiconque qui, libre de prévention, voudra se rappeler que ce malheureux pays a beaucoup souffert des dévastations de la terreur bolchéviste et, ensuite, du pillage par l'armée roumaine, qui envahissait la capitale et de grandes parties du royaume nonobstant les protestations de

l'Entente. Les biens de toute sorte dont les Roumains se sont emparés ont été évalués à plusieurs milliards couronnes or. Ajoutons qu'avant l'armistice, la Hongrie formait, du point de vue économique, une admirable unité organique, dont le territoire dépassait celui de l'Italie, de la Norvège, de la Grande-Bretagne ; le traité de paix priva notre pays de 72% de son territoire et de 64% de ses habitants ; nous fûmes condamnés à perdre la plus grande partie de nos trésors naturels, toutes nos forêts, presque toutes nos mines, de sorte qu'à présent nous sommes obligés de nous procurer, en les important, les articles les plus indispensables, tels que le bois, le charbon, le sel, le fer, le papier, les produits de l'industrie textile. L'on ne s'étonnera donc point que la couronne hongroise, qui avant la guerre valait 105 centimes suisses, a baissé à la millième partie de son ancienne valeur.

Dépouillée de presque toutes les richesses que lui offrait en abondance la nature, la Hongrie dut perdre en outre une grande partie de ces établissements industriels qui, grâce à l'encouragement et à l'aide matérielle du gouvernement, ont été fondés au cours des derniers cinquante ans. Ces établissements étaient situés dans les régions périphériques où la main d'œuvre était meilleur marché qu'au cœur du pays et où, pourtant, ils apportaient des bénéfices considérables à la population. Maintenant il s'agit de créer de nouvelles usines et fabriques, afin de suffire aux besoins du pays, mais outre l'encouragement moral, il y faut aussi de capitaux très considérables, dont la Hongrie ne dispose pas. Notre production était de préférence agraire, nous dûmes avant la guerre avoir recours à l'importation des capitaux et nous ne pouvons pas non plus nous en passer pour la reconstitution des industries nécessaires et le développement de la production agricole.

On a arraché à la Hongrie presque les trois quarts de son territoire pour les transférer aux Etats successeurs. Cependant, il nous en est arrivé plus de 322.000 réfugiés (pour la plupart employés publics, cheminots, etc.) persécutés et expulsés de leur domicile originaire. Il faut les placer, aider à leur subsistance,respecter leurs droits acquis de longue date. Mais la Hongrie amoindrie ne sait que faire de la masse des employés de l'ancien grand royaume. Même si on réussit à trouver une solution équitable de ce problème, les charges qui en résulteront ne manqueront pas de grever fortement le budget de l'Etat.

L'exposé du comte Bethlen fit entrevoir un tableau très sombre. La Commission des Réparations écouta le discours du Premier hongrois,

ainsi que les explications du ministre des Finances avec une attention apparemment bienveillante et renvoya l'affaire au sous-comité hongrois. Le président du Conseil français, M. Poincaré, et le directeur politique aux Affaires Etrangères, M. Peretti témoignèrent aussi beaucoup d'intérêt. Quant à la presse parisienne, en général elle ne se montra pas défavorable, bien que le service de presse de la petite Entente se fût efforcé d'empoisonner l'atmosphère, en exploitant les récents incidents à la frontière. Cependant, les milieux diplomatiques savent déjà apprécier à leur juste valeur cette sorte d'incidents, provoqués et rapportés par des organes subalternes et que même une rigoureuse investigation ne parvient pas toujours à éclaircir, vu que les dires des uns sont en contradiction avec les dires des autres.

Passant sous silence les différents commentaires de la presse parisienne, nous devons pourtant relever un article du *Temps*, où il est dit que parmi les dépenses pour l'exercice 1922/23, il n'est affecté que 6% du total au service des dettes publiques, ce qui, comparé aux sommes établies dans le budget d'autres Etats, lui paraît très peu. Parmi les anciens créanciers de la Hongrie, il y en aura certainement qui pourraient prétendre à un traitement plus favorable. Le *Temps* rappelle encore que les Etats de la Petite Entente se rangent aussi — quant aux réparations — parmi les créditeurs principaux ; au moment donc que la Hongrie saisit la Commission des Réparations, on doit demander aussi l'opinion de Belgrade, Bucarest et Prague, considérant que d'abord il faut s'accorder avec les amis au sujet d'une aide à porter aux anciens ennemis. Eh bien ! les milieux compétents d'ici n'ont aucune objection à ce que la Commission des Réparations s'informe aussi de l'opinion des Etats de la Petite Entente. Empêcher une catastrophe financière de la Hongrie, n'est pas seulement l'intérêt de notre pays, mais aussi celui des Etats qui prétendent à des réparations, car après l'écroulement il faudrait nous rétablir, si l'on veut tirer quelque chose de nous. Empêcher cette catastrophe, toute l'Europe centrale y a un puissant intérêt, vu que la vie économique agit et réagit. Le *Temps* compare la Hongrie qu'il ne juge pas si pauvre, à l'Autriche tout à fait appauvrie. Mais l'Autriche a ses industries et ayant été de longs siècles durant le point central non seulement d'un grand empire, mais aussi de son commerce, le pays retient toujours de vastes capitaux, tandis que la Hongrie n'en disposa guère.

De Paris les ministres hongrois se sont rendus à Londres où, selon toute apparence, ils ont trouvé un accueil favorable ; les Anglais

sont des gens pratiques qui savent que pour sauver une créance, il est souvent indiqué de prêter assistance au débiteur. De Londres, nos Argonautes prendront le chemin de Rome ; il est à espérer qu'il y rencontreront, de la part de l'Italie, cet esprit de conciliation dont, depuis la fin de la guerre, nous avons eu déjà l'occasion de nous louer.

*

La fête nationale polonaise du 3 mai, célébrée par l'inauguration du monument du prince Joseph Poniatovski, qui était aussi maréchal français, servit d'occasion à accentuer et à approfondir l'amitié franco-polonaise. Le maréchal Foch, invité à cette solemnité, s'y rendit, accompagné du général Hergault, et on peut dire que c'était lui, le maréchal vivant qui fut le véritable héros de la fête. Quand à Dzicazice, il passa la frontière polonaise, il fut salué par le ministre polonais de la guerre, M. Sosokowski, qui lui remettant le bâton de maréchal de l'armée polonaise, souligna dans son allocution que la Pologne considérait le maréchal Foch comme un de ses chefs nationaux, auquel elle doit son existence. La capitale polonaise prépara au maréchal français une entrée triomphale, il fut acclamé par plus de 200.000 personnes, et le lendemain eut lieu, en son honneur, une grandiose manifestation. Il va de soi-même que le maréchal Foch trouva mainte occasion pour témoigner son intérêt à l'armée polonaise. Considérant que le général Le Rond l'avait précédé à Varsovie, déjà le 10 avril, et qu'il avait eu de longs pourparlers avec le maréchal Pilsudski, et qu'on avait fait passer devant lui les troupes en revue, on a toute raison de présumer qu'à propos de ces fêtes récentes, on put mettre la dernière main à la convention militaire franco-polonaise, satisfaisant ainsi les aspirations de la Pologne qui, en cas d'une attaque russe, aimerait à s'assurer l'appui militaire de la France. En récompensation, la Pologne pourra prendre part aux sanctions que les Français jugeront bon d'appliquer encore contre l'Allemagne. Et comme le maréchal Foch quittant Varsovie se rend aussi à Prague, où il logera en hôte de la République dans le château du Hradsin, il est bien probable que cette visite aura pour but de faciliter un rapprochement plus intime aussi entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Cependant, à en juger par certains journaux polonais, cela ne seraît pas si facile.

Des journaux polonais, c'est la *Rzeczpospolita* et le *Dziennik Posnanski* qui s'occupent des relations des Polonais avec les Tchèques. Le premier des journaux mentionnés touche plutôt à la question

de Javorina et exige que la diplomatie polonaise fasse valoir son influence, afin que les pierres de délimitation soient placées selon les souhaits du peuple polonais, tandis que le *Dziennik Posnanski*, se référant aux déclarations des MM. Skrzynski et Benès et aux publications relatives à ce sujet de la presse polonaise, constate qu'une collaboration sincère entre Tchèques et Polonais serait très nécessaire, car de cette sorte ces deux peuples réussiraient à élever un fort rempart contre l'expansion des Allemands, qui ont rejeté, pendant des siècles, derrière l'Elbe et l'Oder, les Slaves et englouti tout le slavisme occidental. Cependant, tout cela est très difficile, car, selon M. Benès, cette collaboration ne pourrait être effectuée que sur la base de la situation actuelle et ainsi les Polonais devraient se résigner à la perte de leurs nationaux de la Silésie, d'Arva et de Zips, et il faudrait encore qu'ils oubliassent les moments douloureux où, à l'occasion de l'offensive ukranienne, les Tchèques se sont assuré traîtreusement la possession de Teschen, et lorsque le pays fut attaqué par les Bolchévistes, ils ont retenu les munitions.

Les deux États auraient le devoir de veiller aux traités et, vis-à-vis de la Russie, ils pourraint accomplir une tâche bien méritoire. Les Russes secoueront un jour — tôt ou tard — le joug de la tyrannie rouge, et il est impossible que les frontières orientales soient continuellement menacées. Dans les parties orientales de la Pologne, mais aussi dans les comitats ruthènes-tchèques, il y a des Ruthènes que la Russie réclamera pour elle. C'est alors que les Tchèques pourront rendre de bons services aux Polonais. L'attitude des Tchèques, cependant, ne semble point s'affirmer dans ce sens. Donc, pourquoi sa capitale est aujourd'hui encore Prague? et que cherchent les Universités ukrainiennes et les formations de guerre ukrainiennes en Tchéquie? Ce sont ou les Polonais ou les Ruthènes qui peuvent être amis des Tchèques ; tous les deux en aucun cas. Et encore pourquoi la grande démonstration ukrainienne du 15 mars? Et la violation des droits des Polonais, vivant sous le régime tchèque? Comment veut-on donc se réconcilier dans de pareilles circonstances?

Comme nous lisons dans le *Gazette de Prague* du 28 avril 1923, M. Benès, en traitant la politique extérieure de son pays devant la Commission des Affaires Exterieures de la Chambre, avait aussi fait remarquer le tort que cause à la Tchéco-Slovaquie la question de Javorina. « Depuis deux ans, dit-il, nous discutons au sujet de Javorina, alors que d'importantes questions d'ordre politique et économique restent en suspens. La Pologne, cependant, a conclu avec la

France, l'Italie et la Suisse, des traités qui portent à notre commerce et à notre industrie un préjudice sensible, parce qu'à cause des difficultés politiques, nous n'avons pu parvenir à conclure un traité de commerce. » M. Benès montre que, du reste, la Pologne en souffre également. (1)

*

Il paraît qu'en Yougoslavie le crépuscule de la politique centraliste approche. En tout, cas M. Pachitch était dans l'erreur quand il avait entamé des négociations avec le parti rural de M. Raditch, car celui-ci s'obstine à exiger l'indépendance de la Croatie. Le chef des fédéralistes croates, M. le dr. Korosetz, lui aussi, proclame franchement que les Slovènes, les Croates et les Moslims sont des nations distinguées qui ressentent douloureusement l'oppression par les Serbes, oppression qui se manifeste sur le terrain national aussi bien que par l'exploitation économique. Et les partisans de M. Raditch déclarent que les trois nations diverses devront former trois Etats différents, chacun avec son parlement séparé et son administration spéciale.

Les négociations de M. Pachitch avec le parti démocrate ayant aussi échoué, l'ancien chef du gouvernement qui avait déjà remis le mandat de former un ministère, s'est décidé à la fin à essayer de gouverner en ne s'appuyant qu'au parti radical. Ce parti dispose d'une majorité relative, laquelle cependant, selon l'attitude des autres partis, peut s'écrouler d'un moment à l'autre. Pour le moment, l'existence du nouveau cabinet, composé exclusivement d'hommes de couleur radicale, s'il ne veut pas avoir recours à des moyens violents, ne peut subsister que par la tolérance de M. Raditch. Celui-ci continue à briller par son absence, de concert avec son parti, mais dès que le chef croate jugera bon de paraître à la diète de Belgrade, les centralistes auront à livrer une bataille qui, selon à toute vraisemblance, finira par leur défaite. Ajoutons que la situation en Croatie n'est rien moins qu'amène : les paysans refusent de payer les impôts, pour comble, les cadres verts dans lesquels des déserteurs s'étaient organisé en été 1918 avant la révolution, commencent à ressusciter. Le 23 avril, il y eut dans la commune Stubitza, près d'Agram, une véritable lutte entre la gendarmerie serbe et les déserteurs que les habitants de la commune avaient recelés. Non comptant la foule des blessés, pas moins de cinq morts étaient restés «sur le champ d'honneur».

P. S.

(1) Voir encore le n° du 15 novembre 1922 de la *Revue de Hongrie*.

NOTES ÉCONOMIQUES

En ce moment, c'est le voyage du comte Bethlen et de M. de Kállay qui préoccupe, en Hongrie, le monde politique et économique. On en attend le résultat fébrilement ; et quoique la presse n'ait pas trop souligné l'importance de ce voyage, il y a peu de Hongrois qui ne se rendent pas compte que le sort même de la Hongrie en dépend.

Depuis l'automne de 1919, notre petit pays fit des efforts surhumains pour se remettre sur pied, bien qu'on lui ait souvent suggéré de prendre une autre voie, plus facile, pour se tirer d'affaire. Certes, nous fîmes bien de ne pas écouter ceux des nôtres qui nous conseillèrent cela ; mais des étrangers distingués, — des notabilités de l'Entente même, et elles étaient assez nombreuses, — furent d'avis que ce n'était pas la peine de nous efforcer tant, alors que nous n'avions, selon eux, qu'à suivre l'exemple de l'Autriche.

Chose curieuse, la Hongrie n'avait pu s'y décider. La raison en était dans la fierté de notre race et dans un certain sentiment de pudeur qui la portaient à ne pas parler de ses misères. Se plaindre à l'étranger n'a jamais été dans le caractère hongrois ; nous n'avons jamais demandé l'aumône ; aussi suivîmes-nous, avec une certaine répugnance, les jérémiades par lesquelles l'Autriche réussit à attendrir le cœur de l'Entente. Les Hongrois auraient préféré à cela la fierté tenace avec laquelle la France, frémissante encore de la défaite de 1871, paya les milliards exigés par les Allemands ; et, dans nos rêves, nous voyions déjà se mêler à de doux nuages la fumée du train emportant la dernière fraction des « réparations » . . .

Cependant, — comme tant de fois depuis mille ans — nous nous sommes trompés, et cela d'abord sur nos forces et sur la valeur de ce que la guerre nous avait laissé ; ensuite sur nos ennemis, en leur attribuant, naïvement, la même mentalité que nous avons : en suppo-

sant qu'ils ne nous demanderaient pas l'impossible, qu'ils ne regarderaient pas notre ruine d'un œil indifférent.

C'est ainsi que, malgré ses efforts héroïques, la Hongrie en vint au point où l'Autriche était il y a deux ans. A l'heure actuelle, nous sommes obligés d'implorer les grâces des maîtres de l'Europe, sinon ce serait la ruine complète ; voilà pourquoi le voyage du comte Bethlen et de M. de Kállay a pour nous une extrême importance.

S'il y a du côté de nos anciens adversaires des hommes se demandant pourquoi on devrait nous aider, quels sont nos titres à leur protection, eh bien ! nous savons que le fait d'avoir été de chevaleresques ennemis — et d'avoir ainsi mérité, même vaincus, quelques égards, — ne constitue plus une raison suffisante . . . Et peut-être nous ne fûmes pas assez traitables pendant les trois dernières années, quoiqu'on ne puisse nous rien reprocher à cet égard.

La raison que nous avons de nous adresser à l'Entente, est ailleurs ; elle est dans le traité même de Trianon.

Ce traité, nous l'avons signé ; mais nos ennemis l'ont signé aussi ; *il implique la reconnaissance solennelle de ce que l'Europe a besoin de nous ; qu'on ne doit pas nous anéantir tout à fait, mais qu'il faudrait, au contraire, nous assurer les conditions d'un Etat indépendant.*

Ceux qui ont refait, en 1919 et en 1920, l'Europe, étaient si puissants que, d'un trait de plume, ils auraient pu supprimer la Hongrie. Pourtant, ils n'ont pas fait cela. Bien qu'ils aient cru que la Hongrie ancienne ne correspondait pas, — en dépit de son unité géographique et économique — aux principes par lesquels ils voulaient faire le bonheur du monde, ils ne l'ont pas rayée de la carte ; ils l'ont réduite seulement, en déclarant, par écrit, que tout vaudrait mieux ainsi.

Pendant les trois ans écoulés depuis Trianon, la Hongrie fit tout pour justifier cette prophétie.

Cependant, elle n'y a pas réussi. La couronne tombe ; la Hongrie est dans la misère. Elle ne peut s'adresser qu'à ceux qui décidèrent de son sort à Trianon ; ne serait-il pas d'ailleurs de leur devoir de nous aider après avoir déclaré que, par des raisons historiques, économiques, ethnographiques et de droit, notre pays mutilé doit être maintenu comme Etat ? Le traité de Trianon nous oblige ; mais il oblige aussi les autres qui l'ont signé.

*

Devant la Commission des Réparations, le président du Conseil hongrois résuma brillamment la situation du pays.

Pourtant, il ne s'y étendit pas sur une question à laquelle les étrangers visitant notre pays attachent une importance exagérée. Selon eux, la Hongrie étant un pays agricole, elle peut subvenir «largement » à ses besoins, de sorte qu'au moment où la récolte aura regagné le niveau du temps de paix, nous aurions un excédent de production agricole, propre à couvrir l'importation, ce qui comblerait le déficit de la balance de notre commerce extérieur. Ces messieurs croient que, sous peu, nous pourrions avoir un excédent de 6 à 7 millions de quintaux de céréales ; et ce serait en effet bien bon ; seulement, en raisonnant ainsi, ils se trompent grandement.

Car, même si nous avions un pareil excédent de production, celui-ci ne suffirait pas à nous procurer les devises étrangères nécessaires à l'importation. (Mais cela passe encore, puisque on pourrait objecter que s'il en est ainsi,nous devrions restreindre notre « standard of life », et tâcher de faire disparaître le déficit de devises étrangères par l'amélioration de la moyenne de la récolte, donc par l'augmentation de la production.)

Mais il y a une chose beaucoup plus importante qui s'oppose à ce que la Hongrie puisse, dans l'avenir prochain, arriver au dit excédent de céréales : c'est la réforme de la propriété foncière qui apporte un grand changement à notre vie économique et sociale. Cette réforme fut tellement réclamée qu'on ne pourrait la remettre à plus tard, à moins qu'on ne veuille exposer le pays à des risques très graves ; d'ailleurs, l'opinion démocratique de l'Occident nous reprocha aussi de ne pas la faire. Or, nous la faisons. Mais quelles en seront les conséquences? La transformation amenée par elle ne pourra s'effectuer que méthodiquement, donc peu à peu ; par conséquent, durant des années, elle aura pour résultat un certain ralentissement de notre production agricole, ralentissement qui durera jusqu'à la stabilisation de la question des propriétés foncières, jusqu'à ce que le travail et l'instruction des nouveaux propriétaires puissent suppléer à ce que l'intensité des cultures aura perdu du fait du démembrement des grands domaines.

Il faut aussi prendre en considération une autre circonstance, non moins importante tant pour l'agriculture que pour l'industrie : c'est que la chute de la couronne déprécia énormément nos capitaux ; (de cette dépréciation, seuls ceux qui connaissent de près la situation pourraient se faire une idée). Et quoiqu'on fasse chez

nous pour se préserver des conséquences de la détérioration de l'argent, personne ne saurait cependant être assez adroit pour parer aux graves pertes que les fluctuations du change causent aux capitaux de roulement.

Or, sans capitaux de roulement suffisants, on ne pourrait ni augmenter la production, ni assurer les conditions de la continuation du travail.

Et comme la baisse de la couronne paralyse presque complètement le crédit, nous serons, pendant des années, dans l'impossibilité de faire de grandes investitions agricoles pour l'augmentation de la production.

Il faut donc que les hommes appelés à décider des propositions du comte Bethlen pèsent bien ces faits, en prenant garde de ne pas être influencés par des renseignements erronés.

*

Au moment de terminer cet article, arrivent les journaux commentant le discours prononcé, par le président du Conseil hongrois, devant la Commission des Réparations.

L'opinion de cette Europe, vieille et malade, se rend-elle compte que cette fois non seulement *la main*, mais aussi la voix sont celles d'Esau ? . . . . « Il faut — lisons-nous — que nous prenions, au sujet des propositions hongroises, l'avis ne nos amis de Belgrade, de Bucarest, de Prague.» La Hongrie n'y voit pas d'inconvénient. Mais qu'il nous soit permis de prier l'Entente de n'adopter l'avis de ses amis qu'après l'avoir contrôlé. Nous ne demandons qu'on examine sérieusement, sévèrement même, — mais d'une façon impartiale, — ce que nous avons dit et ce qu'en dit la Petite Entente.

A cet effet, il serait bon de recourir au moyen d'un procédé contradictoire. Nous nous y soumettrions la conscience tranquille ; mais peut-être sont-ce justement d'autres qui ne voudraient pas de ce procédé, si simple et si loyal pourtant, étant donné que leurs intérêts leur dictent autre chose. Ne doit-on pas être, en effet, consterné en lisant, dans certains organes, que les intérêts de la Petite Entente ne rendent pas, au fond, désirable la consolidation de l'Europe Centrale ? Mais peut-être ne faudrait-il pas prendre la chose au tragique : et l'article qu'un journal français vient de publier nous servira, aux yeux de l'étranger, par cette déclaration, aussi brutale que franche, qu'au point de vue des Etats voisins, notre consolidation économique et politique semble encore *prématurée*.

Voilà ! On est au moins fixé là-dessus ; et l'étranger sait à quoi s'en tenir quant aux intentions de la Petite Entente envers la Hongrie.

... Il y a des journaux étrangers lesquels, en faisant ressortir que l'industrie tchèque et l'agriculture hongroise pourraient très bien se compléter, se demandent s'il ne faudrait pas chercher là le dénoûment du problème. (Cest précisément de cela qu'il était question dans le dernier numéro de la *Revue de Hongrie.)* Nous savons bien que c'est l'idée favorite de ceux qui travaillent, opiniâtrement, à créer une hégémonie tchèque dans le bassin du Danube moyen ; nous savons aussi que les partisans de cette idée seraient enclins à nous offrir des garanties bien larges ; mais, sans nous donner de *réels* avantages, cette solution nous mettrait — d'abord économiquement, ensuite politiquement — dans un état de dépendance vis-à-vis de la Tchéco-Slovaquie. Or, nous n'en voulons pas. Notre but est de faire, méthodiquement, une unité économique de ce qui nous resta de la Hongrie. Voilà notre programme. Il n'y a que cela qui puisse ramener, pour les prochaines dizaines d'années, le calme chez nous. C'est dans ce but que nous demandons l'appui des maîtres de l'Europe.

Dr. Alexandre Knob.

Rédacteur en chef et gérant :
G. de Huszár.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Banque de Crédit Foncier. — Comme nous l'avons déjà annoncé dans notre *Vie financière* du 15 décembre 1922, il a été décidé d'élever le capital social de cet établissement financier de 56,000.000 à 84,000.000 couronnes. La *Banque de Crédit Foncier* est appelée à jouer un rôle important dans notre vie économique, car, grâce aux capitaux dont elle dispose (et qui se montent à 700.000.000 couronnes), elle est à même de satisfaire aux besoins d'argent des grandes propriétés agricoles d'une étendue de 67.000 arpents cadastraux qui se trouvent sous son administration, etc. Elle est aussi à même de fournir les crédits nécessaires aux entreprises industrielles avec lesquelles elle est en rapport, ainsi qu'à celles qui s'occupent de la fabrication des produits mi-travaillés.

M. le Dr. François Paupera, vice-président de la *Banque de Crédit Foncier*, a réussi d'intéresser dans ces entreprises des capitalistes étrangers, parmi lesquels figurent M. le vicomte Lailhacar, l'homme d'affaires français bien connu, et sir William Gartwaithe. Ces financiers assureront tout d'abord un marché international aux produits des entreprises faisant partie du groupe de la Banque de Crédit Foncier : en outre, ils garantissent d'ores et déjà les besoins éventuels en capitaux. Ce fait est d'autant plus réjouissant que les entreprises industrielles de la Hongrie, qui est un pays foncièrement agricole, ne jouissent pas partout de la sympathie des marchés internationaux.

La Banque Hongroise d'Escompte et de Change en Bulgarie. — Entre le conseil d'Administration de la *Banque Hongroise d'Escompte et de Change* et un groupe financier international des négociations eurent lieu en vue de la fondation d'un établissement financier bulgare. Ce dernier fonctionnera selon toute probabilité à Sofia sous la firme : *Banque Internationale de Bulgarie.* Outre les établissements de crédit parisiens, qui joueront un rôle prépondérant dans la création de la

nouvelle banque, ce sera la *Banque Hongroise d'Escompte et de Change* qui prendra sur son compte une quote-part considérable des actions, ensemble avec le groupe d'hommes d'affaires bulgares intéressé à cette entreprise financière.

La Banque Britannique-Hongroise, S. A. a décidé, en séance extraordinaire tenue le 30 décembre 1922, d'élever le capital social de la Banque, de 230,000.000 à 345,000.000 couronnes. Les titres nouvellement émis, au nombre de 287.000, seront offerts aux porteurs d'actions primitives, à raison de 2 à 1. En vertu de l'accord conclu avec les gros actionnaires, le groupe de financiers intéressé à la Banque prendre entièrement sur son compte les titres nouveaux qui lui tombent en partage.

Établissement de Crédit Agricole Hongrois, S. A. — Tel est le nom du nouvel établissement financier qui vient d'être fondé le 7 décembre 1922. Son capital social à été fixé à 225,000.000 couronnes, par l'émission de 50.000 actions à la valeur nominale de 4500 couronnes chacune. Les fondateurs de l'établissement ont désigné comme membres du Conseil d'Administration : M. Zoltán Bekény, Zoltán Benedek, Edmond Déghy, Jean Eiser, le Dr. Elemir Farkas. Eugène Góth, Auguste Háry, Adolphe Libits, Akusius Montag, Léopold Montag, Béla Nagy (directeur général), comte Albert Pejacsevich, baron Geiza Pap, le Dr. Désiré Szende et Ernest Visnya. La nouvelle banque a déjà commencé à fonctionner, dans ses bureaux provisoires de la Nádor-utca 5. Elle se propose, avant tout, de satisfaire aux besoins de crédit des agriculteurs de la province, mais elle entend se consacrer aussi à la fondation d'entreprises industrielles et au morcellement d'immeubles.

La S. A. d'Immeubles, de Construction et de Production du Bois (Ingéfa) vient d'élever son capital social à 40,000.000 couronnes. Cette société, quoique jeune, mais en plein épanouissement, devait augmenter ses fonds pour pouvoir nourrir, avant tout, ses entreprises de bâtisse. En effet, la pénurie de logements qui règne dans la capitale, rend de plus en plus urgente une activité intense de sa part. La Société dispose d'une fabrique de béton et de tuiles, d'une charpenterie, d'une serrurrerie et d'une menuiserie, de sorte qu'elle est à même de produire elle-même la plupart des matériaux nécessaires à la construction. La Société est propriétaire de la *fabrique céramique de Borszéky*, à Erzsébetfalva, qui fait de belles fayences d'un fini artistique. La construction de cette fabrique, sur un territoire d'une étendue de 2400 m², est en train. La Société possède, en

outre, des immeubles dans la rue Mozdony et la route Átlós, et des villas construites par elle dans la rue Kun. Elle dispose, encore, sur le quai du Danube, de dépôts considérables de bois et elle est co-propriétaire du dépôt de l'Entreprise d'échafauds à louer d'Altmann (Berlin).

La majorité des nouvelles actions émises est, pour un laps de temps assez long, exclue du marché ; une fraction assez minime en sera placée, dans le commerce privé, par la maison de banque avantageusement connue : *Strasser et Cie*. Le dividende de l'exercice courant sera, pour le moins, de 25%.

M. Claude Sebesta, Directeur Général de la Première Banque Hongroise d'Industrie. C'est avec beaucoup de sympathie qu'on accueillit, dans tous les milieux financiers, la nomination de M. Claude Sebesta comme directeur général de la Première Banque Hongroise d'Industrie. M. Sebesta a fait une brillante carrière à la Banque Générale de Crédit Hongrois où il a fonctionné depuis plusieurs dizaines d'années ; nous sommes convaincus qu'en sa qualité de directeur général, il ne fera que contribuer au développement de l'établissement de crédit qu'il est appelé à diriger.

Hermes, Banque Générale Hongroise de Change, S. A. — Le conseil d'Administration de cet excellent établissement financier a proposé à l'assemblée générale, tenue le 30 décembre 1922, de payer le coupon de l'exercice 1921—22 à raison de 35 couronnes par action ; cette proposition fut acceptée. Notons que le coupon pour l'exercice 1920—21 ne correspondait qu'aux 10% de la valeur des actions, tandis que le dividende actuel correspond aux 17 et demi. Nous tenons encore à informer nos lecteurs qu'à l'assemblée générale en question, M. François de Halász fut nommé sous-directeur de la Banque.

La Caisse d'Épargne Budapest—Lipótváros, S. A. a décidé d'élever son capital social de 60,000.000 à 80,000.000 couronnes. Le droit de priorité a été assuré aux porteurs d'actions primitives en raison de 3 à 1, au prix de 320 couronnes.

Bilan de la S. A. Hongroise de Navigation continentale. — Cette société, qui appartient à la sphère d'intérêts de la *Banque hongroise-italienne*, vient de publier le bilan de son exercice clos le 30 décembre 1921. Le bénéfice net se monte à 1,600.000 couronnes, ce qui revient aux 14½% du capital social, s'élevant à 11,000.000. Le bénéfice net de l'exercice écoulé ne montait qu'à 1,000.000 couronnes.

Une nouvelle transaction de l'Usine Lipták. --L'Usine Lipták vient de passer un accord avec la plus grande fabrique de moteurs en Allemagne : *Langer et Wolff*, en vue de constituer avec cette firme

une communauté d'intérêts. D'après cet accord, les moteurs de l'entreprise allemande seront fabriqués dans l'Usine Lipták, ce qui signifie naturellement une activité redoublée pour cette dernière.

La Foncière, Compagnie générale d'Assurance, a élevé son capital social de 6,000.000 à 10,000.000 couronnes par l'émission de 20.000 nouvelles actions, à la valeur nominale de 200 couronnes chacune. Le conseil d'Administration a décidé de n'émettre provisoirement que 10.000 nouveaux titres à 200 couronnes, ce qui correspond à une augmentation du capital social à 8,000.000 couronnes.

La Première Société de Navigation du Danube a décidé d'élever son capital social, par l'émission de 72.750 nouvelles actions, à 229,162.500 couronnes autrichiennes. Tout porteur de deux actions primitives a droit à une action nouvelle. Le prix des nouvelles actions participant au dividende dès le 1er janvier 1923, est tel quel 1,000.000 couronnes autrichiennes.

Banque Hongro-Américaine. — Grâce à ses relations américaines, la *Banque de Commerce de la Capitale, S. A.* vient de changer ainsi sa raison sociale. Le capital de la banque a été élevé, à cette occasion, à 200,000.000 couronnes.

La Fabrique d'Huile, de Graisse à usine et de Produits chimiques Mayer et Moller, S. A. a tenu, le 20 décembre 1922, son assemblée ordinaire où un dividende de 30 couronnes a été fixé par coupon pour l'exercice de 1921—1922.

La Mine de Houille de Nagybátony, S. A. a élevé son capital social à 40,000.000 couronnes. Tout porteur d'une action primitive peut en acheter une nouvelle, au prix de 1000 couronnes, à la Banque Britannique-Hongroise.

Les Entreprises industrielles réunies de Zenta et de Roskovány, S. A. qui appartiennent à la sphère d'intérêts de la *Banque Hongroise d'Escompte et d'Échange*, ont décidé d'élever leur capital social de 6,000.000 à 12,000.000 couronnes. Les nouveaux titres seront offerts, en raison de 5 à 4, aux porteurs d'actions primitives, au prix de 400 couronnes chacun.

La Fabrique de Cellulose de Brassó, S. A. — Le conseil d'Administration de cette Société, présidé par M. le baron Adolphe Ullmann, a décidé de proposer à l'Assemblée générale, convoquée pour le 22 janvier 1923, de payer le coupon en raison de 200 couronnes (100%) par action ; le bénéfice net de l'exercice 1921—1922 se monte à 18,664.143 couronnes.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

La Banque Lloyd, Soc. Anon. a tenu, le 10 février 1923, une assemblée générale où il a été décidé d'élever le fonds social de 200.000.000 à 500.000.000 couronnes par l'émission de 750.000 nouvelles actions à la valeur de 400 couronnes chacune. Un droit de priorité a été assuré aux porteurs d'actions primitives sur tout les nouveaux titres. Contre 2 actions anciennes, 3 nouvelles pièces peuvent être échangées au prix de 500 couronnes. Le droit de priorité doit être exercé du 11 jusqu'au 18 février.

Ganz et Cie Danubius, Société Anonyme de Fabrication de Machines, Wagons et Chantier naval. Cette entreprise industrielle de grande envergure a tenu, le 31 janvier 1923, son assemblée générale ordinaire où il a été décidé d'augmenter le fonds social de 14.400.000 à 21.600.000 couronnes. Il sera procédé à l'émission de 9000 nouvelles actions, à la valeur nominale de 800 cour. chacune, participant au dividende de l'exercice de 1923. Sur toutes les nouvelles actions, les anciens actionnaires auront un droit de priorité, de façon qu'en versant 100.000 couronnes, ils pourront recevoir une nouvelle action contre deux anciennes.

L'Industrie Sucrière Hongroise, S. A. a tenu, le 8 février 1923, une assemblée générale extraordinaire où il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société de 30.000.000 à 90.000.000 couronnes. Toutes les actions seront offertes de préférence aux anciens propriétaires : ceux-ci pourront, contre chaque ancienne action, en obtenir deux nouvelles, au prix de 1000 couronnes, après avoir versé les intérêts courants. Les nouvelles actions participeront au dividende de l'exercice actuel. La hausse de la cotation des titres de la Société s'explique par cette transaction, si favorable aux porteurs d'actions primitives.

Les Charbonnages d'Esztergom-Szászváros, S. A. a décidé, dans son assemblée, extraordinaire, tenue le 30 janvier 1923, d'élever le fonds social de la Société de 16.000.000 couronnes, par l'émission de 80.000 actions nouvelles, qui toutes ont été offertes de préférence aux porteurs d'actions anciennes au prix de 8000 et 300 couronnes pour frais. La souscription des nouvelles actions eut lieu, du 31 janvier au 8 février 1923, aux caisses principales de la Banque Commerciale Hongroise de Pest (Budapest) et de la Wiener Bankverein (Vienne).

La Soc. An. d'Exploitation agricole intensifiée (Magyar Östermelő) a tenu, le 7 février 1923, sa V^e^ assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Léopold Kronberger, conseiller aulique. Le rap-

port présenté par le vice-président et directeur général de la Société, M. Jules Elek, a rendu compte du développement très considérable de cette entreprise. Le bilan de l'exercice écoulé accuse un bénéfice net de 32.510.519 couronnes. Il sera payé un dividende de 90 couronnes (15%) par action. Dans un discours prononcé à cette occasion, M. Jules Elek proposa ensuite à l'assemblée générale d'élever le capital-actions de la Société de 60.000.000 à 124.000.000 couronnes. Cette augmentation est rendue nécessaire par des nouvelles acquisitions en propriétés foncières où la production sera pratiquée d'une façon aussi intense qu'elle l'est déjà dans les autres exploitations agricoles de la Société.

La succursale de Bucarest est en plein développement et fonctionne avec des résultats très satisfaisants. On peut dire la même chose de l'établissement de Vienne. Les succursales de Sophia, Munich et Hambourg sont en train d'organisation et seront mises en activité au printemps prochain.

La proposition relative à l'augmentation du fond social ayant été acceptée, l'assemblée générale décida que le droit de préférence devra être exercé à raison de 3 à 1, c'est-à-dire en versant 3700 couronnes pour chaque action nouvelle à la Caisse d'Épargne Générale Hongroise (V., József-tér 14.). De même on pourra échanger, contre 5 actions anciennes, 2 nouvelles gratuitement. Tous les anciens titres à une valeur nominale de 200 couronnes seront réunis en une nouvelle action à 1000 couronnes. Après cette transaction, la Société disposera d'un capital-actions d'un milliard de couronnes.

La Société An. d'Électricité Ganz a tenu, le 6 février 1923, une assemblée générale où il fut décidé d'élever le capital-actions de la Société de 24,000.000 à 180.000.000 couronnes, par l'émission de 30.000 nouvelles actions, à la valeur nominale de 2000 couronnes chacune ; la valeur nominale de 400 couronnes des 60.000 anciennes actions sera portée à 2000 couronnes par pièce. Les nouvelles actions participeront, à partir du 1er janvier 1923, au dividende. Un droit de préférence est assuré aux propriétaires d'actions primitives qui recevront, en versant 20.130 couronnes, un bon d'une nouvelle action sur deux anciens titres, sans attribution de fraction. Les échanges, ainsi que les payements doivent être effectués à la Banque Générale du Crédit. — MM. Léopold Hubert, directeur général, Coloman Kandó et Géza Szuk, directeur technique, ont été élus membres du Conseil d'Administration.

La Société Anonyme de Machines Agricoles Kühne a décidé d'augmenter à 48.000.000 couronnes son fonds social, par l'émission de 60.000 nouvelles actions à la valeur nominale de 400 couronnes chacune. Les nouvelles actions participeront, à partir du 1er janvier 1923, aux bénéfices. Les nouveaux titres sont offerts par préférence aux propriétaires d'actions primitives, à raison de 1 à 1 au prix de 1500 couronnes, à la Banque de la Patrie, Soc. An.

La Société réunie des Forges de Rimamurány et de Salgótarján a tenu, le 16 janvier, une assemblée générale extraordinaire où il

fut décidé d'élever le fonds social, par l'émission de 100.000 nouvelles actions, à 280,000.000 couronnes. Les nouveaux titres ont été offerts par préférence aux propriétaires des actions primitives au prix de 4000 couronnes chacun, à raison de 5 à 2. Le reste de 10.240 pièces sera vendu de main libre. L'augmentation du capital social est motivée par l'extension de plus en plus grande des affaires de la Société et par la dépréciation de la couronne.

La Fabrique d'Armes et de Machines, S. A. a décidé, dans son assemblée générale convoquée pour le 12 février 1923, d'augmenter le capital-actions de 10,800.000 à 60.000.000 couronnes par l'émission de 24.000 nouvelles actions à la valeur nominale de 1000 couronnes chacune, et par l'élévation du prix des anciens titres de 300 à 1000 couronnes. Les nouvelles actions participent au dividende de l'exercice de 1923 ; elles ont été offertes, par préférence, aux propriétaires d'actions primitives au prix de 6000 couronnes par action.

La Première Minoterie de Békéscsaba Martin Rosenthal, Soc. An. a tenu, dans les localités de la Banque de la Patrie, sous la présidence de M. Paul Szécsi, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice de 1922 fut établi. Après avoir richement doté les fonds de réserve, le bénéfice net fut fixé à 19.200.806 couronnes ; le coupon sera payé 120 couronnes par action. MM. Sigismond Biró, Théodore Grüner et Hugues Kónyi furent élus membres du Conseil d'Administration.

La Fabrique de Moteurs et de Machines, Soc. Anon., qui appartient à la sphère d'intérêts de la Banque Hongroise-Italienne, a décidé, dans son assemblée générale du 13 janvier 1923, d'augmenter son fonds social de 10.000 à 15,000.000 couronnes. Les nouveaux titres ont été offertes, à raison de 2 à 1, aux propriétaires d'actions primitives au prix de 2000 couronnes chacune.

La Société Anonyme pour Entreprises d'Électricité et de Communication (Trust) a tenu, le 23 janvier 1923, une assemblée générale où le fonds social fut augmenté de 10.000.000 à 200,000.000 couronnes, en élevant la valeur nominale des actions de 200 à 500 couronnes. Les nouveaux titres ont été offerts par préférence aux propriétaires d'actions primitives ; le droit de priorité peut être exercé à raison de 1 à 1, contre payement de 2800 couronnes par pièce, à la Banque Générale de Crédit Hongrois.

La Société Anonyme Minière et Industrielle Union a tenu, le 12 janvier 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter le fonds social de 15,000.000 à 30.000.000 couronnes, par l'émission de 75.000 nouvelles actions à 200 couronnes. Le prix d'émission a été fixé à 700 couronnes ; les porteurs d'actions primitives ont la faculté d'échanger deux anciens titres contre un nouveau.

Lloyd Hongrois, Soc. Anon. Cette entreprise a décidé d'élever son fonds social à 10,000.000 couronnes ; contre 5 anciennes actions 3 nouvelles peuvent être échangées à 2000 couronnes par pièce. Cette augmentation du capital-actions est rendue nécessaire par les frais d'un

établissement d'un tissage de coton qui vient d'être fondé avec le concours d'un groupe important d'industries textiles.

La Société Anon. Nationale de Production du Bois a décidé d'élever son capital social de 40.000.000 à 48.000.000 couronnes, par l'émission de 40.000 nouvelles actions à la valeur nominale de 200 couronnes chacune. Tous les titres de la nouvelle émission ont été offerts à raison de 5 à 1 et au prix de 4100 couronnes aux propriétaires d'actions primitives. En outre, ces derniers eurent la faculté de prendre sur leur compte 4 actions, valant 200 couronnes yougoslaves, de la *Domovinska Proizvodnja Drva Soc. Anon.*, au prix de 500 cour. hongr. (par 25 pièces).

La Fabrique de Machines L. Láng Soc. Anon. a décidé, le 26 janvier 1923, d'élever son fonds social de 15.000.000 à 100.000.000 couronnes. En même temps, la valeur nominale des actions a été augmentée à 1000 cour. de façon que 800 couronnes devaient être versées par pièce.

La Fabrique de Conserves Océan et Soc. An. de Commerce a tenu, le 22 janvier 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter le fonds social de 40.000.000 à 80.000.000 couronnes. Sur chaque action nouvellement créée, tombe une ancie nne. Les nouveaux titres participent aux bénéfices de l'exercice 1922–1923.

La Première Fabrique de Bougies et Savonnerie Flora, Soc. Anon. a tenu, le 27 janvier, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever le fonds social de 10.350.000 à 21.000.000 couronnes en offrant aux porteurs d'actions primitives une action nouvelle, au prix de 1650 couronnes. Le droit de priorité peut être exercé à la Banque Générale de Crédit Hongrois.

La Minoterie Gizella, Soc. Anon. a convoqué, pour le 10 février 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter le fonds social de 15.000.000 à 30.000.000 couronnes. Toutes les nouvelles actions ont été offertes, à raison de 1 à 1, aux porteurs de titres anciens, au prix de 2600 cour. chacune.

Les Usines de Câble Ariadne, Soc. Anon. Dans les localités de la succursale du Wiener Bankverein, il fut tenu une assemblée générale où on a décidé d'élever le fonds social de cette entreprise à 21.000.000 cour. Le fonds de réserve se monte à 13.000.000 cour. Ont été élus dans le Conseil d'Administration : MM. le baron Frédéric Korányi (président) ; Alfred Schwartz (vice-président) et M. le dr. Eugène de Hubay (directeur général).

Le Premier Établissement Hongrois de Lavage de Coton et Soc. Anon. de Commissions a décidé, le 10 février 1923, d'élever son fonds social de 30.000.000 à 50.000.000 couronnes, par l'émission de 50.000 nouvelles actions. Le prix d'émission est 3000 cour. et 100 cour. pour frais de timbre ; pour 37.500 nouveaux titres, le droit de priorité a été assuré aux anciens actionnaires à raison de 2 à 1.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

La Première Union de Caisse d'Épargne Nationale de Pest a décidé de convoquer, pour le 28 mars, une assemblée générale ordinaire dans laquelle il sera proposé de verser aux actionnaires un dividende de 1500 couronnes par action. (Pour l'exercice écoulé, le coupon fut payé à raison de 750 couronnes.) En même temps, il sera proposé de porter le capital-actions à 375.000,000 cour.

La Banque Hongro-Tchèque, S. A. a établi le bilan de l'exercice de 1922. Le bénéfice net se monte à 40,236.956 couronnes ; ce résultat provient de la moitié du capital-actions, s'élevant à 200,000.000 couronnes. Le dividende sera de 25%, c'est-à-dire 50 couronnes par action, en face d'un dividende de 15%, payé pour l'exercie de l'an passé. — Faisons encore remarquer que le Conseil d'Administration a décidé de donner procuration à M. le Dr. Nicolas de Kármán, secrétaire de la Banque.

La Banque Hungaria, S. A. a tenu, le 10 mars 1923, sous la présidence de M. le comte Alexandre Sztáray, conseiller intime, son assemblée générale ordinaire où il a été décidé de payer un dividende de 80 couronnes (20%) sur le bénéfice net de l'exercice écoulé, se montant à 20.874.797 cour. (En 1922, le dividende était de 32 cour. = 8%.) En même temps, il fut décidé de porter le capital-actions de la Banque à 50,000.000 cour. Les porteurs d'actions primitives peuvent exercer leurs droits de préférence, à raison de 3 à 1, du 15 au 31 mars, en versant 1500 cour. par action.

« Hermes », Banque Générale Hongroise de Change, Soc. An. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'assemblée générale convoquée pour le 26 mars 1923, de porter le capital-actions de la Banque de 50,000.000 à 250,000.000 couronnes par l'émission de nouveaux titres à 500 cour. et en majorant le prix des anciennes actions à 500 cour. M. Géza de Szücs, directeur de la succursale à Fiume de la Banque Générale de Crédit Hongrois, a été nommé directeur-gérant de la Banque Hermes.

Les Charbonnages de Borsod, S. A. a tenu, le 28 février 1923, une assemblée générale où il fut décidé de créer 50.000 nouvelles

actions au prix d'émission de 4000 couronnes. Les porteurs de titres primitifs pourront échanger deux anciennes actions contre une nouvelle.

La Minoterie István de Borsod-Miskolcz et de Debreczen, S. A. a décidé de porter son capital-actions de 100,000.000 à 160,000.000 couronnes. Les nouvelles actions créées, participant, à partir du 1er janvier 1923, aux bénéfices de l'exercice courant, peuvent être reçues, contre payement de 3500 couronnes, à raison de 2 à 1, à la *Banque de la Patrie. S. A.* Le coupon nº 27 de l'exercice 1922 est payé à raison de 320 cour., à la même Banque.

La Banque Générale Hongroise d'Immeubles, Soc. Anon. a convoqué, pour le 19 mars 1923, une assemblée générale où le Conseil d'Admistration proposera d'élever le fonds social de la Banque à 100,000.000 couronnes. Il sera assuré un droit de préférence aux porteurs de titres primitifs, à raison de 1 à 1 ; en outre, ces derniers pourront échanger, gratuitement et sans frais, 2 nouvelles actions contre 5 anciennes. La Société disposera ainsi de capitaux s'élevant jusqu'à un milliard. L'exercice de 1922 accuse un bénéfice net de 22,133.630 cour. ; il sera payé un dividende de 100 cour. par action (l'an passé c'était 40 cour.).

Chinoin, fabrique de produits chimiques et pharmaceutiques, Soc. Anon. Cette société, qui établit une communauté d'intérêts avec la *Soc. Anon. d'Industrie d'engrais artificiel, d'Acides sulfuriques et de Produits chimiques Hungaria*, a décidé d'élever le capital-actions de la fabrique de 8,000.000 couronnes. Les actionnaires peuvent échanger, contre dix anciennes actions, une nouvelle, au prix de 1500 cour., à la Banque Britannique-Hongroise.

L'Union des fabriques de cément de Beotsine, S. A. a tenu, le 8 mars 1923, une assemblée extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de 20,000.000 à 75,000.000 couronnes par l'émission de 25.000 nouveaux titres, participant au dividende de 1923, à la valeur nominale de 1000 cour. chacune, et par la majoration du prix des 50.000 anciennes actions de 400 à 1000 couronnes, valeur nominale. Un droit de préférence est assuré aux anciens actionnaires à raison de 2 à 1.

La fabrique et S. A. de Production agricole Boni a décidé de proposer, à l'assemblée générale ayant lieu le 19 mars 1923, d'élever le capital-actions de la Société à 52,000.000 cour. Les titres nouvellement émis seront tous offerts, à raison de 2 à 2, aux anciens action-

naires ; ceux-ci pourront donc échanger une ancienne action contre une nouvelle gratuitement, et en versant 5000 couronnes pour une autre. Le dividende pour l'exercice 1921/22 sera fixé à 80 cour.

Banque Mobile, S. A. C'est le titre d'une banque nouvellement créée par M. Aladár Fónagy et dont le capital-actions de 400,000.000 couronnes a été entièrement versé à la Banque de la Patrie S. A. Le conseil d'Administration de cette nouvelle entreprise financière est composé de capitalistes belges, autrichiens et allemands ; en font encore partie : MM. le baron Léopold Bornemissza, directeur général de la *Cunard Line* en Hongrie, Théodore Helvey, Edmond Halasi, Ernest Jusztus et Sigismond Engel. Le vice-président et directeur général de la Banque est M. Aladár Fónagy.

La Banque et Caisse d'Épargne « Standard », Soc. An. a tenu, le 11 février 1923, son assemblée générale ordinaire pour établir le bilan de l'exercice 1922. Le bénéfice net se monte à 5,685.760 couronnes. Le dividende a été fixé à 3%, c'est-à-dire à 6 cour. par action.

La Société Anon. Malomsoky fait savoir aux intéressés que les propriétaires d'anciennes actions peuvent exercer leur droit de préférence à raison de 1 à 2, à la Banque Hongroise d'Escompte et d'Échange, en versant 800 couronnes par chaque action nouvelle.

Une concentration dans l'industrie de la bière. Les grandes brasseries de la Hongrie : celles de Dreher et de Haggenmacher, ainsi que la Première Brasserie Hongroise par Actions, sont entrées en communauté d'intérêts pour pouvoir rendre plus économique l'exploitation de leurs usines. Un Conseil d'Administration commun fut élu pour en diriger l'activité ; en voici les membres : Eugène Dreher (président), Eugène Metzler, Oscar Haggenmacher, George Aich, Joseph Wolfner, Joseph Kunz, Henri Haggenmacher et Frédéric Halász. La transaction sera effectuée à la prochaine assemblée générale de la Première Brasserie Hongroise par actions, en forme d'une augmentation du fonds social.

La Société Anon. Internationale d'Exportation et d'Importation vient de décider, dans son assemblée générale, tenue le 25 février 1923, de porter le capital-actions de la Société de 40,000.000 à 80,000.000 couronnes.

M. L. Biedermann et Cie Société de Banque en commandite. La banque viennoise, M. L. Biedermann et Cie, existant depuis 1792, vient de transformer sa succursale de Budapest (fondée du commen-

ministration, le coupon a été payé à raison de 25% = 125 cour. par action, en face de celui payé en 1921, qui fut de 11% (55 cour.).

La Banque de la Patrie, Soc. Anon. a tenu, le 28 mars 1923, sa 28ième assemblée générale ordinaire où fut présenté le rapport de l'exercice de 1922. Le bénéfice net se monte à 73,330.749 couronnes ; il a été décidé de payer un dividende de 250 cour. (25%) par chaque action, au prix nominal de 1000 cour. MM. Oscar Ágoston, Ladislas Balázs et Charles Lukáts ont été nommés directeurs-suppléants. Sur la proposition de M. Jules de Darányi, les actionnaires ont exprimé leurs remercîments au Conseil d'Administration et aux directeurs de la Banque, pour leur gestion couronnée de succès.

La Première Union de Caisse d'Épargne Nationale de Pest a tenu, le 28 mars 1923, sous la présidence de M. Jules de Walder, membre de la chambre des Magnats, son assemblée générale ordinaire ; le prix des actions nouvellement émises a été fixé à 35.000 cour. MM. Théodore Grüner et George Milos ont été élus membres du Conseil d'Administration.

Le Crédit Foncier des Petits Propriétaires a tenu, le 24 mars 1923, son assemblée générale où fut présenté le bilan de l'exercice écoulé. Le bénéfice net se monte à 1,035.765 cour. 17 hellers ; il a été décidé de payer le coupon à raison de 5%.

La Caisse d'Épargne Centrale de Hongrie a tenu, le 17 mars 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever le capital-actions de l'établissement à 180,000.000 couronnes, par l'émission de 120.000 actions nouvelles. Les porteurs d'actions primitives ont droit, à raison de 3 à 2, aux nouvelles actions, au prix de 3800 couronnes.

La Banque Hongroise pour le Développement des Villes a tenu, le 20 mars 1923, son assemblée générale ordinaire. Le bénéfice net de l'exercice 1922 monte à 38,216.540 cour. ; le dividende a été fixé à 13% (52 cour.), en prenant pour base le capital-actions porté à 200,000.000 cour. en octobre 1922. Le coupon est payé à la Caisse de la Banque et au Crédit Foncier du Royaume de Hongrie, à partir du 1 avril.

La Caisse d'Épargne de la Cité, Soc. Anon. a tenu, le 27 mars 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer un dividende de 80 cour. (en face de celui de 40 cour., payé pour l'exercice 1921.)

Banque Mobile, S. A. Nous avons signalé, dans notre dernier numéro, que, sous la firme susindiquée, une nouvelle banque vient d'être fondée, avec un capital-actions de 400.000.000 couronnes. Nous tenons à compléter la notice publiée à ce sujet par la communication que M. Aladár Fónagy a été nommé président et M. Victor Hauzeur (Verviers) vice-président du Conseil d'Administration de cet établissement financier.

La Fabrique de Machines agricoles, Kühne S. A. a tenu, le 29 mars 1923, une assemblée générale où il fut décidé d'élever le capital-actions à 72,000.000 cour. Les nouvelles actions, participant au dividende, à partir du 1 janvier 1923, peuvent être reçues, à raison de 3 à 1, contre payement de 2000 cour, à la Banque de la Patrie, Soc. Anon. — Le coupon no 15 de l'exercice 1922 y est payé à partir du 3 avril, à 50 cour.

La Minoterie Victoria de Pest. L'assemblée extraordinaire, convoquée pour le 5 avril 1923, a décidé de porter le capital-actions à 600.000.000 couronnes, par la majoration du prix des anciennes actions de 500 à 2000 cour. et par l'émission de 200.000 actions nouvelles. En même temps, toutes les minoteries de province qui appartiennent a la sphère d'intérêts de la Minoterie Victoria, élèveront leur fonds social de 332,000.000 à 660,000.000 cour. Le capital-actions de la Minoterie Victoria et des entreprises de province y associées se montera ainsi à 1575 millions de couronnes.

L'Usine métallurgique Győrffy-Wolf, S. A. a décidé, dans une assemblée générale extraordinaire, tenue le 13 mars 1923, de porter le capital-actions de 10,000.000 à 20,000.000 cour. Les actions nouvellement émises ont été toutes réservées aux porteurs de titres anciens, à raison de 1 à 1, au prix de 1200 cour., en y ajoutant 80 cour. pour frais. Le droit de préférence pouvait être exercé à « Hermes », Banque Générale Hongroise de Change, Soc. An.

La Soc. Anon. pour l'Industrie Agricole a décidé d'offrir en vente, à ses actionnaires, les titres de la Sucrerie de Mezőhegyes, qui se trouvent en sa possession, au prix nominal de 1500 cour., 500 cour. en sus et 60 cour. pour frais, intérêts et droits. Les nouvelles actions peuvent être reçues à la Banque Générale de Crédit Hongrois.

La Soc. Anon. d'Industrie d'Engrais artificiel, d'Acides sulfuriques et de Produits chimiques Hungaria a décidé de porter le capital-actions de la société de 64,000.000 à 72,000.000 cour., par l'émission de 20.000 actions nouvelles, au prix nominal de 400 cour. chacune.

La Première Fabrique de Tissus à Maille, Soc. Anon. à Vác, a décidé, dans son assemblée extraordinaire, tenue le 27 mars, de porter son capital-actions de 18,000.000 à 36,000.000 cour., par l'émission de 90.000 actions, au prix nominal de 200 cour. chacune. Les nouvelles actions sont offertes aux porteurs d'actions primitives, à raison de 1 à 1, au prix de 1000 cour. Les titres nouvellement émis peuvent être reçus à la Banque Commerciale Hongroise de Pest.

La Fabrique de Machines J. Wörner et Cie, Soc. Anon. a tenu, le 19 mars 1923, son assemblée générale où le dividende de l'exercice écoulé (bénéfice net = 5.822.336 cour.) fut fixé à 30 cour.

La Banque de Budapest, Soc. Anon. a décidé, dans son assemblée générale, convoquée pour le 26 mars, d'élever le capital social de 25,000.000 à 50.000.000 cour. et d'élire MM. le prince Joseph Colloredo-Mansfeld et Paul de Luczenbacher membres du Conseil d'Administration. Dans la séance du Conseil d'Administration, tenue après, M. Paul de Luczenbacher a été nommé président ; MM. Joseph Rusznyák, directeur-général de la Banque, et Richard Butschowitz, directeur général de l'« Oesterr. Vereinsbank » furent nommés vice-présidents.

L'Industrie du Bois Hongro-Américaine, S. A. a décidé de porter son capital-actions de 9.000.000 à 15,000.000 couronnes. Toutes les nouvelles actions sont offertes aux anciens actionnaires, à raison de 3 à 2, au prix de 1000 cour. Les droits de préférence peuvent être exercés à « Hermes », Banque Générale Hongroise de Change. S. Anon.

La Fabrique de Verre de Zagyvapálfalva, S. A. a tenu, le 7 avril 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer, sur le bénéfice net de 3,913.387 couronnes, un dividende de 60 cour. (30%). Il fut aussi résolu de porter le capital-actions de 10,000.000 à 30.000.000 couronnes. Le droit de préférence peut être exercé à raison de 1 à 2, en versant 1000 cour. par action.

Les Caves des Domaines Episcopaux, S. A. a décidé de porter son capital-actions à 120,000.000 couronnes. Des droits de préférence sont assurés aux anciens actionnaires, à raison de 5 à 2, au prix de 3500 cour. par pièce. Lse nouvelles actions peuvent être reçues à la Banque Hongroise pour le Développement des Villes et au Crédit Foncier du Royaume de Hongrie. Le coupon de l'exercice y est également payé, à raison de 60 cour.



LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

La Banque Générale de Crédit Hongrois a tenu, le 28 avril, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice 1922 fut présenté aux actionnaires. Le compte des profits accuse un bénéfice net de 233,044.694 cour. Il fut décidé de payer, à raison des 700.000 actions à la valeur nominale de 400 cour. chacune, un dividende de 50%, c'est-à-dire 200 cour. par titre (les actions nouvelles, au nombre de 350.000, ne participant au dividende qu'à partir de 1923) ; en 1922, il fut payé $18^{3}/_{4}$%, c'est-à-dire 75 cour., 40,000.000 cour. furent affectées à doter les fonds de réserve extraordinaires, tandis que 2,172.478 ont été reportées à compte nouveau. Le total des capitaux étrangers gérés par la Banque s'élevait, de 5418 millions de courounes, à 10.264 mill. de cour.

Anglo-Austrian Bank Limited. La succursale de Budapest de la Banque Anglo-Autrichienne ayant été enregistrée, avec siège à Londres, la transformation de cette banque en un établissement anglais est accomplie. Les actions de la Banque Anglo-Autrichienne seront donc échangées contre celles de l'Anglo-Austrian Bank Limited. Sur chaque ancienne action il sera donné 3 nouvelles, à la valeur nominale d'un £ chacune.

La Banque Lloyd, Soc. Anon. a tenu, le 5 mai 1923, son assemblée générale ordinaire où les propositions du Conseil d'Administration, relatives à l'exercice écoulé, ont été toutes acceptées. Le bénéfice net se monte à 58,237.650 couronnes ; le dividende a été fixé à 50 cour. (12½%) ; 25,000.000 cour. ont été affectées aux fonds de réserve. Le total des capitaux étrangers gérés par la Banque s'élève à 1657 millions de couronnes (en 1921, il fut de 388 millions) ; le bénéfice brut figure dans le bilan de l'exercice 1922 par 148·5 millions (en 1921, il fut de 24·5 millions).

La Banque Hongroise d'Escompte et de Change a établi, le 3 mai 1923, dans une séance du Conseil d'Administration, le bilan de l'exercice de 1922. Le compte des profits accuse un bénéfice net de 101,011·938 cour., y compris le report du bénéfice de l'exercice de 1921, s'élevant à 1,894.231 cour. A l'assemblée générale convoquée pour le 19 mai, le Conseil d'Administration proposera un dividende de 120 cour. par action, en face du dividende de 50 cour., accordé aux actionnaires pour l'exercice de 1921. C'est aussi à cette assemblée qu'il sera décidé de l'augmentation du capital-actions.

La Caisse d'Épargne de Budapest-Lipótváros, S. Anon. a tenu, le 27 avril 1923, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice 1922 fut présenté. Le bénéfice net se monte à 17,713.380 couronnes ; il sera payé un dividende de 30 cour. par action (en 1921, 15 cour.). Il fut aussi décidé de porter le capital-actions de 80,000.000 à 120,000.000 cour. Un droit de préférence est assuré aux porteurs d'actions primitives, qui pourront échanger leurs titres, à raison de 2 à 1, au prix de 500 cour.

La Caisse d'Épargne Centrale de Hongrie a tenu, le 28 avril, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice 1922 fut soumis à l'approbation des actionnaires. Le bénéfice net se monte à 46,752.877 cour., le dividende fut fixé à 250 cour. par action ($41^2/_3\%$). Toutes les propositions du Conseil d'Administration furent adoptées à l'unanimité.

La Banque Hongroise de Crédit Commercial, Soc. Anon. a tenu, le 25 avril, sa XVIIième assemblée générale où M. le Dr. André Schreyer, directeur général, a soumis à l'approbation des actionnaires le bilan de l'exercice de 1922. Le bénéfice net se monte à 20,905.482 cour. (en face de celui de 1921, qui fut de 10,321.046 cour.) ; le coupon sera payé à raison de 60 cour. (30%), en face de 30 cour. (15%) de l'exercice de 1921.

La Banque Forestière, Soc. Anon. a tenu, le 28 avril 1923, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice écoulé fut présenté. Le compte des profits accuse un bénéfice net de 31,859.804 cour. (en 1921, il fut de 1,917.486 cour.) ; le dividende fut fixé à 20 cour. par action. Ont été élus membres du Conseil d'Administration : MM. Simon de Krausz, baron Antoine Radvánszky et Henri Wertheimstein.

La Banque Britannique-Hongroise S A. vient d'établir le bilan de l'exercice 1922. Le bénéfice brut se monte à 439,437.524 couronnes (en 1921, il était de 123,347.578 couronnes), tandis que le bénéfice net s'élève à 132,359.375 couronnes, en face d'un bénéfice net de 52,056.308 couronnes de l'exercice 1921. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée générale, convoquée pour le 16 mai, de payer un dividende de 30% par action, c'est-à-dire 120 couronnes (Le dividende de l'an passé était de 13½% = 54 cour.).

La Caisse d'Épargne et du Marché de Budapest, S. A. a décidé, dans son assemblée générale, tenue le 29 avril 1923, de porter son capital-actions à 240,000.000 cour. Le dividende fut fixé à 70 cour. par action.

«*Mercur*», *Comptoir de Change, Soc. An.* Cet établissement a tenu, le 28 avril, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice de 1922 fut présenté. Le bénéfice net s'élève à 17,267.234 cour. (en 1921, il fut de 8,165.312 cour.). Il fut décidé de payer le coupon à raison de 45 cour. par action = 22·5% (en 1921, 22 cour. = 11%).

La Caisse d'Épargne Unie de la Capitale de Budapest a tenu, le 21 avril, son assemblée générale où le bilan de l'exercice 1922 fut présenté aux actionnaires. Le bénéfice net se monte à 16,116.190 cour.; le dividende fut fixé à 180 couronnes par action.

La Soc. Anon. Générale Hongroise de Charbonnages a tenu, le 28 avril, son assemblée générale ordinaire, où il fut décidé d'élever le capital-actions à 484,000.000 cour., en faisant estamper les titres anciens, au prix nominal de 200 cour., pour en faire augmenter le prix à 2000 cour. Après dotation convenable des fonds de réserve, etc., la proposition du Conseil d'Administration de payer le coupon à raison de 500 cour., fut adoptée à l'unanimité.

Les Charbonnages de Salgótarján, Soc. Anon. Cette entreprise a tenu, le 3 mai 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer — après dotation convenable des fonds de réserve, etc. — sur le bénéfice net se montant à 145,596.442 cour., un dividende de 300 cour. par action. Une somme de 24,266.425 cour. fut reportée à nouveau pour le compte de l'exercice de 1923. Sur la proposition du Conseil d'Administration, il fut résolu d'augmenter le capital-actions à 650,000.000 cour. La valeur des 500.000 actions au prix nominal de 200 cour., sera élevée à 1000 cour. ; en même temps, il sera émis 250.000 noveaux titres, au prix nominal de 1000 cour. chacun. Un droit de préférence est réservé aux porteurs d'actions primitifs, à raison de 2 à 1.

La Société des Charbonnages Hongrois d'Urikány, vallée du Zsil a tenu, le 15 mai 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer un dividende de 500 cour. par action pour l'exercice de 1922.

Les Usines Hongroises de Caoutchouc, Soc. Anon. ont tenu, le 21 avril, leur assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer le coupon à raison de 300 cour. par action (150%). M. le baron Géza Papp fut élu membre du Conseil d'Administration et M. Joseph Vágó membre du Collège des Commissaires.

Les Charbonnages d'Esztergom-Szászváros, Soc. Anon. viennent de publier leur bilan de l'exercice de 1922. Le bénéfice net se monte à 36,830.094 cour. Les fonds de réserve s'élèvent à 113,589.464 cour.

L'Industrie Cotonnière Hongroise, Soc Anon. a tenu, le 28 avril, dans les localités de la Banque Générale de Crédit Hongrois, son assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. le baron Adolphe Ullmann. Le dividende fut fixé à 150 cour. = 75% pour l'exercice de 1922 ; en 1921, le coupon fut payé à raison de 50 cour.

La Soc. Anon. pour Entreprises d'Électricité et de Communication a tenu, le 27 avril, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer, pour l'exercice de 1922, un dividende de 150 cour. par action (en 1921, 50 cour.). Le bénéfice net s'élève à 39,644.094 cour.

Grandes transactions de la Société Réunie des Forges de Rimamurány et de Salgótarján. Conjointement avec la liquidation de deux de ses succursales, les sociétés anonymes de l'*Industrie de fer de la vallée de Hernád* et de l'*Union, Fabrique de fer et de ferblanterie,* se trouvant en Tchéco-Slovaquie, la Société Réunie des Forges de Rimamurány et de Salgótarján vient d'acquérir les 50% des mines de la *Socété minière de Borsod.* De cette façon, elle étendit, d'une façon remarquable, ses bases de charbon et de métaux. Elle vient d'acquérir, en même temps, 10.000 actions de la *Berg- und Hüttenwerke-Gesellschaft,* en rendant ainsi plus étroits encore les rapports qui l'unissaient à son plus grand fournisseur de cokes. Pour faire face à ses obligations, découlant de cette transaction, la Société a fait valoir le stock de titres en sa possesion de la *Société des mines et de forges de Kalán* et des *Charbonnages de Salgótarján,* sans que ces titres eussent été mis en circulation.

La Soc. Anon. pour la Production Agricole et le Développement de l'Industrie des Comitats, à Szolnok, vient de décider l'augmentation de son fonds social, de 30,000.000 à 120,000.000 couronnes. Il y sera procédé par l'émission de 225.000 nouvelles actions, au prix nominal de 400 cour. chacune. Les porteurs de titres anciens ont un droit de préférence sur 150.000 nouvelles actions qu'ils peuvent recevoir, à raison de 1 à 2, au prix de 1500 cour. à la Banque Hongroise pour le Développement des Villes et au Crédit Foncier du Royaume de Hongrie.

La Fabrique de Machines L. Láng, Soc. Anon. a tenu, le 12 mai 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer, pour l'exercice de 1922, un dividende de 50% = 100 cour., à partir du 14 mai, à la Banque Générale de Crédit Hongrois. MM. Ferdinand Erb et Géza Remete, directeurs-gérants de la Fabrique, ont été élus membres du Conseil d'Administration.

La Foncière, Compagnie générale d'Assurance. Le Conseil d'Administration de cet établissement vient de décider qu'à l'assemblée générale, convoquée pour le 23 mai 1923, il proposera que le coupon de l'exercice 1922 soit payé à raison de 100 cour., (en 1921, il fut de 45 cour.)

La Sucrerie Soc. An. Nagybecskerek a décidé d'augmenter son capital-actions de 6,000.000 à 12,000.000 dinars. Un droit de préférence est assuré aux porteurs d'actions primitives, qui peuvent échanger chaque ancien titre contre un nouveau, en payant 50 dinars, du 17 au 26 mai, à la Banque Hongroise d'Escompte et d'Échange. L'admission des actions à la cote officielle de la Bourse de Budapest sera demandée; elles sont déjà admises à la Bourse de Belgrade.

SEIZIÈME ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES
DU
VINGT-NEUVIÈME TOME

JUILLET—DÉCEMBRE 1923

Livraison du 15 juillet—15 août :

Livraison du 15 septembre :

Livraison du 15 octobre:

Livraison du 15 novembre:

Livraison du 15 décembre:

LES CAUSES DE LA GUERRE MONDIALE ET LA HONGRIE

Par beaucoup de personnes les guerres sont considérées aujourd'hui encore comme furent les jugements de Dieu au moyen-âge: le perdant passe toujours pour être en même temps le coupable. Nous éprouvons une horreur à la barbarie que les litiges entre individus fussent tranchés jadis d'une façon si superstitieuse, mais nous semblons nous rallier à une telle idée, lorsqu'il s'agit de conflits entre nations. C'est en conséquence de cette idée que, lorsque, après la cessation des hostilités, on se mit à établir les responsabilités, la Hongrie fut aussi placée sur le banc des accusées et des condamnées. Ce ne fut pas en vertu de motifs objectifs, mais parce que la guerre mondiale, ce jugement de Dieu, finit pour elle d'une façon défavorable.

On porte, en général, deux accusations contre la Hongrie. La premier est d'avoir soutenu une politique qui avait poussé la monarchie austro-hongroise à une alliance étroite avec l'empire allemand. La seconde est d'avoir été une des principales promotrices de cette politique anti-serbe qui avait atteint son point de culmination dans l'ultimatum envoyé à la Serbie. Voilà les deux questions qu'il convient d'examiner soigneusement, en prenant pour base les faits tels qu'ils se présentent. Le XXième siècle ne connaît pas les jugements de Dieu et nous ne saurions nous tenir pour coupables, parce que nous avons perdu la guerre.

I.

Tout d'abord, il faut se rendre compte de ce qui avait déterminé la Hongrie à se jeter dans les bras de l'alliance allemande. Même en Hongrie, il y a certains qui pensent aujourd'hui encore que c'était une politique manquée. Voyons quels en étaient les motifs.

Le point de départ de cette politique était la structure intérieure et la situation géographique de l'Autriche et de la Hongrie. Ni l'Autriche, ni la Hongrie n'étaient pas d'Etats nationaux homogènes. Il y avait, parmi leurs habitants, des Allemands dont une partie rêvait toujours de se réunir à l'empire allemand. Il y avait des Slaves dont une grande partie, fidèle au culte des idées panslaves, penchait vers la Russie. Il y avait des Valaques, qui étaient constamment exposés aux tentations venant de la Roumanie voisine. C'est pour cela que les deux Etats de la monarchie, comparés à d'autres Etats nationaux plus homogènes, montraient une consistence moins solide. Ils étaient retenus ensemble par la vieille tradition, la situation géographique et la communauté des intérêts économiques qui devaient en résulter, mais l'agitation nationaliste, soutenue par les Etats voisins, ne cessait point de semer la discorde parmi les populations de l'Autriche et de la Hongrie. Pour pouvoir maintenir l'état de choses séculaire, qui s'avérait utile au développement intellectuel et économique de l'Europe centrale, les deux Etats de la monarchie devaient donc opposer une attitude défensive à ces tendances destructives.

En théorie, deux solutions étaient admissibles. L'une était un compromis avec les Allemands, l'autre un compromis semblable avec les Slaves et, spécialement, avec la puissance slave prédominante, la Russie. Pratiquement seul le compromis avec l'Allemagne était possible. En vertu d'un tel compromis, celle-ci pouvait renoncer à reporter ses limites au détriment de la monarchie; tandis que l'orientation panslave russe ne s'y serait aucunement arrêtée. Cette circonstance fut décisive. Il était pour tous les deux Etats de la monarchie d'une nécessité vitale qu'ils cherchassent aide, non pas chez les Russes contre les Allemands, mais chez ces derniers contre les visées expansionnistes des Slaves.

L'Autriche-Hongrie en était tellement convaincue qu'après la guerre de 1866, elle se décida presque immédiatement à mettre de côté toute idée de colère ou de revanche pour rester en bons termes avec l'Allemagne. Cette réconciliation si extraordinairement subite est une preuve de ce qu'elle était commandée par des intérêts primordiaux de la monarchie.

Il est toujours très difficile de répondre à la question comment quelque chose se serait développée, si telle ou telle chose ne s'était pas produite ou si elle s'était produite autrement. Aussi est-il difficile de dire, quelle tournure les destinées de la monarchie et de la Hongrie auraient-elles prise, si la politique austro-hongroise avait suivi une autre orientation et si elle avait cherché à se rapprocher de la Russie. Selon toute vraisemblance, — puisque, du moins, en Autriche, elle n'eût été réalisable qu'avec l'aide des Slaves contre les Allemands — cette politique aurait abouti à la prépondérance complète des Slaves. Qu'une Autriche dirigée par des Slaves aurait, après cela, exercé une forte attraction sur les éléments slaves (slovaques et croates) de la Hongrie, cela paraît très probable. L'intégrité de la Hongrie, dans le sein de la monarchie austro-hongroise, aurait donc couru plus de risques par une telle politique que par une alliance avec l'Allemagne. A lui seul, cela suffit déjà pour expliquer pourquoi la Hongrie avait pris parti pour une alliance avec l'Allemagne. Mais cela n'aurait pas été le seul danger que les Hongrois auraient eu à affronter. Une Autriche-Hongrie alliée à la Russie n'eût certainement pas été à même de prévenir une expansion des Russes vers les Etats balkaniques. Dans le meilleur cas, elle aurait pu obtenir que — après s'être réservé l'hégémonie sur la partie Est des Balkans, — la Russie cédât la partie Ouest à l'Autriche-Hongrie. Cela aurait contribué, dans une large mesure, à slaviser la monarchie : circonstance d'autant plus grave que, dans ce cas, la Russie amie eût presque formé un demi-cercle autour de la monarchie, qui aurait eu à compter encore avec une Allemagne hostile et pouvant se réclamer, auprès d'une partie de la population autrichienne, de l'affinité des races et cherchant sa voie vers l'Orient le long du Danube. Si telle avait été la situation, les visées tendant à l'unification des Slaves l'auraient emporté de force au détriment de la Hongrie.

Et si quelqu'un s'avisait de dire que la monarchie n'aurait dû s'appuyer ni sur l'Allemagne, ni sur la Russie, il n'y aurait qu'à répondre que, dans ce cas, nous eussions simplement encouru, en guise d'un, deux dangers. Cependant, entretenir de bons rapports avec la Russie et l'Allemagne, était chose impossible. L'Allemagne préconisait une telle politique, mais — par amitié pour la monarchie et eu égard aux intérêts vitaux que celle-ci avait à sauvegarder vis-à-vis de la Russie — elle fut obligée de faire des concessions aux dépens de l'amitié avec les Russes, c'est-à-dire de choisir entre des alternatives: ou bien sacrifier la Russie pour l'Autriche-Hongrie, ou bien l'Autriche-Hongrie pour la Russie. Dans de pareilles conjonctures, il n'y eut que l'orientation vers l'Allemagne qui fût la seule possible pour l'Autriche-Hongrie. Toute autre politique n'aurait pas écarté la catastrophe qui s'est abattue sur la monarchie par suite de la guerre mondiale: au contraire, elle n'aurait fait que l'accélérer.

Nos propres intérêts nous opposaient donc à la Russie. Nous n'avions pas pris position contre les grandes puissances occidentales et aussi n'avions-nous point d'intérêts contraires aux leurs. Dans la guerre de Crimée, la France et l'Angleterre combattirent pour les mêmes idées qui avaient inspiré notre politique: elles voulurent mettre obstacle à l'expansion de la Russie vers les Balkans. Lorsqu'en 1871, à propos de la guerre franco-allemande, les Allemands réclamèrent l'Alsace-Lorraine à la France, l'opinion publique hongroise se sentait solidaire, non pas avec les Allemands, mais avec les Français. Au nom de l'opposition hongroise — dont les membres représentaient précisément les contrées du pays habitées surtout par des Magyars — Daniel Irányi avait interpellé le gouvernement hongrois et disait dans son interpellation que la prétention des Allemands à l'Alsace-Lorraine «était en opposition aussi bien avec le droit moderne des gens qu'avec les intérêts des groupes d'Etats européens». Les pétitions affluaient de toutes les parties du pays — surtout des contrées habitées par des Magyars — où l'on protestait contre le démembrement de la France. Le gouvernement hongrois, au nom duquel le comte Jules Andrássy, président du Conseil d'alors, prit la parole, loin de désavouer ces manifestations de sympathie, se borna à

déclarer — en invoquant le témoignage du discours du trône anglais — que toute tentative de médiation serait condamnée à un échec.

Ce ne furent pas non plus des raisons d'ordre sentimental qui amenèrent la monarchie, neuf ans plus tard, à s'allier à l'Allemagne. Les raisons d'ordre sentimental auraient, peut-être, par égard à la guerre de 1866, plaidé en faveur d'une tout autre politique. Mais les tendances panslavistes prirent, dans les années de 1870—80, un caractère de plus en plus accentué. C'est alors qu'un de leurs représentants, Danilewski, proclama que l'Europe occidentale était en dissolution, et qu'il appartenait aux Slaves de la guérir, de la dominer et de la rajeunir. C'est lui qui prédisait que la Russie créerait en Europe une grande confédération slave, avec Constantinople comme capitale, et dont l'Autriche-Hongrie eût été la première victime. D'autres, comme Katkow, proclamèrent que le slavisme avait pour mission d'anéantir, par la Russie, la démocratie européenne. En face de ces courants d'idées qui la mençaient dans son existence, la monarchie devait chercher à s'allier à l'Allemagne qui, sans cette alliance, se serait sans doute jetée, de concert avec la Russie et réunissant ses forces à celles de cette puissance, sur l'Autriche-Hongrie.

L'opposition entre la France et la monarchie n'eut pas son origine dans un conflit de leurs intérêts directs. Lorsqu'en 1879, l'alliance fut conclue avec l'Allemagne, la seule idée qui y présidait de notre part, était de nous défendre contre la Russie. Ce ne fut que douze ans après, quand la France et la Russie conclurent leur entente politique que l'alliance austro-hongroise - allemande sembla prendre un caractère anti-français. Ici se pose la question si l'on n'aurait pu remplacer l'alliance avec l'Allemagne par une autre. Quiconque se rappelle un peu la situation d'alors, devra admettre que cela aurait été impossible. Le plus grand avantage que l'alliance franco-russe offrait aux Russes, consistait surtout dans le fait de leur garantir, en temps opportun, une liberté d'action sur le territoire des Balkans et de l'Autriche-Hongrie. La monarchie ne pouvait pas adhérer à une telle alliance, elle n'y eût même pas été admise, car, dans ce cas, la Russie aurait dû renoncer à une part du

bénéfice dont elle entendait profiter précisément par cette alliance. Quant à la France, même si elle avait pu choisir entre une alliance avec la Russie ou avec l'Autriche-Hongrie, elle se serait certainement décidée pour la première: tous ses intérêts lui commandant une telle attitude.

En accomplissant son devoir qui l'obligeait de se défendre contre la Russie, la monarchie n'obéissait donc qu'à une nécessité résultant de sa situation géographique. Elle n'était guidée par aucun sentiment hostile. Pour avoir fait ce que lui imposait son existence vitale, elle n'a sûrement pas provoqué la guerre. Même si l'alliance conclue entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie eût contribué au déchaînement du conflit, ce ne serait pas à cette alliance qu'il faudrait s'en prendre, mais aux circonstances qui l'avaient rendue inévitable, dont elle n'était qu'une conséquence: c'est-à-dire aux visées expansionnistes de la Russie ou, si vous voulez, à la situation générale de l'Europe laquelle comportait en même temps l'inéluctabilité de l'alliance austro-hongroise-allemande et de la guerre mondiale.

II.

La seconde accusation qu'on élève contre la Hongrie est non moins dénuée de fondement. On prétend que c'était l'Autriche-Hongrie, et surtout la Hongrie, qui était la principale promotrice de cette politique anti-serbe laquelle aboutit, en juillet 1914, à l'ultimatum adressé à la Serbie, en faisant ainsi jaillir l'étincelle qui mit le feu à tout l'univers.

Je ne voudrais pas tomber en des répétitions et c'est pourquoi je ne renvoie que brièvement à ce qu'avais déjà dit, notamment que la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie était déterminée par la défensive contre les visées expansionnistes du slavisme. Durant assez longtemps, la Serbie n'a pas manifesté de ces velléités. Sous le régime de la dynastie Obrenovitch, les meilleurs rapports existaient entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Il y eut un temps — après la bataille de Slivnitza — où l'Autriche-Hongrie sauvegarda l'intégrité territoriale de la Serbie contre les Bulgares.

Cette situation, cependant, ne tarda pas à changer. La Serbie devint le foyer principal de l'agitation panslave

fomentée par la Russie. La monarchie, et surtout la Hongrie, devaient s'en défendre. Elles devaient s'en défendre non seulement du point de vue de l'intégrité de leur territoire, mais aussi parce que, l'expansion serbe menaçait d'engloutir des territoires slaves non-serbes dont la population ne voulait jamais entendre parler d'une incorporation à la Serbie, et — comme le prouvent les élections yougoslaves récentes — elle n'en veut point entendre parler même aujourd'hui. C'est pour la défense de cette population que la monarchie et la Hongrie devaient se mettre en garde.

L'occupation et, plus tard, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine s'expliquent également ainsi. Lors de l'effondrement de l'empire ottoman, le danger subsistait qu'au cas où la Serbie parviendrait à s'incorporer la Bosnie, la Herzégovine et la Macédonie, une vaste puissance slave ne vînt à naître au Sud de la monarchie, une puissance qui, lorsque ce serait le tour de la réalisation de l'idée panslave, prêterait la main aux Russes. Voilà le procédé de développement que la monarchie s'efforçait d'empêcher par l'occupation de la Bosnie, mais ce ne fut là encore qu'une politique défensive. Je ne discute pas ici si elle était bonne ou non. D'après mon avis, c'était le comte Goluchowsky qui, parmi les ministres austro-hongrois des Affaires étrangères, avait trouvé le mot le plus juste en disant toujours, lorsqu'il s'agissait de motiver son abstention de toute action d'une plus grande envergure : « il ne convient pas qu'un un homme au cœur malade fasse des tours de montagne ». Vraiment, la monarchie austro-hongroise était malade au cœur, et une politique prudente s'imposait comme une nécessité, comme une condition vitale pour elle. Mais sa politique bosniaque découlait également de la situation géographique et des visées agressives du slavisme. Toute autre nation non-slave vivant sur ce territoire aurait été obligée de suivre la même orientation. Si maintenant cette politique a contribué au déchaînement de la guerre, ce n'est pas elle qui doit en être rendue responsable, mais les raisons qui l'avaient imposée à la monarchie et à la Hongrie. Et parmi ces raisons, ce sont derechef les velléités expansionnistes du slavisme qui figurent en premier lieu.

Peut-être est-il déjà superflu de mentionner qu'en dépit

de la situation que nous venons d'esquisser, le représentant officiel de la Hongrie, comte Etienne Tisza, s'était opposé à l'ultimatum à la Serbie. Dans le Conseil, tenu le 7 juillet 1914, par les ministres communs, il expose son point de vue d'après lequel on devait, à propos de l'attentat de Serajevo, formuler à l'égard de la Serbie des exigences qui ne fussent pas inacceptables; ce n'est qu'au cas où elles seraient rejetées qu'il songe à un ultimatum. De tous côtés, il est pressé de revenir sur sa décision, mais lui, il répète, à la fin du Conseil des ministres, qu'on ne doit pas poser des conditions dont l'inexécutabilité était évidente et que si l'on n'adhère pas à son point de vue, il était prêt à en tirer les conséquences quant à sa personne. Dans son rapport adressé au monarque, il proteste énergiquement contre « une guerre provoquée par la monarchie », il met en avant les sacrifices et les souffrances qu'elle entraînerait et déclare qu'en tenant compte de ces circonstances, il ne saurait assumer la responsabilité pour une agression de la Serbie. Plus tard, il se vit obligé de changer son point de vue pour des raisons qui, jusqu'à ce jour, ne sont pas encore tout à fait éclaircies par des documents, mais autant qu'elles soient connues de certains parmi nous, elles suffisent à expliquer qu'il devait finir par céder. Qu'à partir du moment où le sort en était jeté, il resta inébranlable comme un roc à son poste, cela s'ensuit déjà de son caractère. Lorsque, vers la fin de la guerre, cette fausse croyance que Tisza était l'auteur de l'ultimatum, se répandit dans l'opinion publique, moi aussi, qui connaissais la vérité, je le priais de mettre les choses au point, vu qu'aucune raison sérieuse ne s'y opposait plus. Il déclara hautement que, bien qu'il eût été contre la guerre, il en avait assumé ultérieurement la responsabilité et, par conséquent, il ne jugeait pas convenable que maintenant, lorsque les affaires ont pris une mauvais tournure, il cherchât à éluder ou à affaiblir cette responsabilité, ne fût-ce que par le développement de l'état de chose véritable. C'est de sa vie qu'il devait payer cette attitude correcte et virile.

*

Dans ces circonstances, la Hongrie ne fut pas la cause de la guerre. Même ceux de ses actes qui étaient en rapport avec le déclenchement du conflit, avaient des mobiles si impératifs qu'ils auraient dicté la même ligne de conduite à n'importe quelle autre nation vivant dans cette partie de l'Europe centrale. La politique de la Hongrie consistait à se défendre contre la marée montante du slavisme; cette politique fut la même pour laquelle, à Balaklava et devant Malakof, des milliers de Français et d'Anglais ont versé leur sang. Les intérêts qui déterminèrent les nations française et anglaise à prendre parti contre la politique d'expansivité russe, n'ont point cessé de rester éminemment français et anglais. Ce sont ces intérêts que les traités de Paris mettent en danger, même si, vu la situation où se trouve la Russie, aujourd'hui ce danger paraisse moins imminent. Parmi des peuples armés jusqu'aux dents, seuls les Autrichiens et les Hongrois sont désarmés et sans défense. Le glacis qu'ils forment peut facilement être rompu par le slavisme et, alors, la voie vers les Balkans est libre et rien ne s'oppose à la constitution de cet empire slave unitaire s'étendant jusqu'à la mer Égée que l'Angleterre, de concert avec la France, avait combattu dans la guerre de Crimée. On peut espérer que ces deux puissances se rendront compte de cet état de choses et que cela leur inspirera, à l'égard de la Hongrie blessée à mort, cette bienveillance qui, étant basée sur une communauté d'intérêts, permettra à l'avenir à la politique extérieure hongroise de se frayer de nouvelles voies.

Dr. Gustave Gratz.

CULTURE NATIONALE ET DROITS MINORITAIRES

— Réponse au Président de la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations —

Je m'empresse d'autant plus de répondre à l'appel qu'on m'a fait l'honneur de m'adresser que je considère la belle œuvre poursuivie par la coopération intellectuelle comme une des tâches principales de la Société des Nations. Cette tâche me paraît être la plus propre à rapprocher les nations, en même temps que le moyen le plus efficace pour les amener à se faire comprendre et s'estimer mutuellement. Nous autres Hongrois, nous éprouvons les plus grand besoin d'un tel rapprochement. C'est nous qui, parmi les peuples vaincus de la guerre mondiale, avons le plus souffert. Nous avons perdu deux tiers de notre territoire; de vingt millions d'habitants, il nous est resté à peine sept millions; notre unité géographique et économique a été déchirée; de millions de Magyars ont passé sous une domination étrangère . . . Il y va donc en premier lieu de notre intérêt que nous soyons connus du monde civilisé; que celui-ci se rappelle les services éminents que nous avons rendus à la cause de l'humanité dans ce bassin du Danube, au milieu de tant de malheurs et tant de tentatives visant à notre suppression; qu'il se rappelle les services que nous considérons comme découlant de notre mission historique et que nous nous sentons, par conséquent, appelés à continuer à rendre, bien que nous soyons — pour parler avec le poète hongrois Vörösmarty — amoindris par rapport au nombre, sinon par rapport à notre énergie . . .

Sans nous laisser décourager par la suite incessante des rudes épreuves, nous suivrons, la tête haute, l'étoile

polaire qui nous a guidés sur le chemin de la civilisation occidentale. En effet, nous entendons continuer — malgré tous les malentendus, tous les commentaires tendancieux et toutes les tentatives de dénigrement — le travail intellectuel que nous avons accompli dans le domaine de la science, des lettres et des arts ... Ce travail est justement apprécié par l'opinion publique de l'étranger, par cette opinion publique qui nous connaît, non pas à travers des calomnies hostiles, mais par expérience immédiate, par autopsie. Cette opinion publique sait que nous avons eu des savants célébres qui ne se sont pas bornés à cultiver les diverses branches de la science, mais ont *contribué à leur progrès;* elle sait que la culture hongroise, avec ses universités, ses écoles, ses sociétés savantes, ses musées, ses bibliothèques mérite toute reconnaissance. Nous ne nous tenons donc pas à l'écart en boudant à cause de notre mutilation; nous avons foi dans la compréhension et dans la force morale qui doit résulter d'un jugement équitable à notre égard. C'est pour cela que nous désirons prendre part au labeur important que la Société des Nations attribue à l'organisation de la coopération intellectuelle. Le fait que l'Académie Hongroise s'est mise à la tête de cette besogne, et que la Société des Affaires Etrangères aussi bien qu'un comité organisé exprès pour cela s'y sont associés, prouve le sérieux de nos efforts.

C'est cependant avec regret que je dois constater que le beau travail intellectuel qui s'est développé chez nous surtout au cours du dernier demi-siècle, se trouve cruellement frappé par les adversités du présent. Moi, j'en ressens une douleur redoublée, par ce que ce n'est pas seulement comme professeur d'université et juge suprême, comme président du Conseil national des musées et des bibliothèques que j'ai tâché de servir les lettres et les sciences de mon pays, mais parce que j'étais, comme ministre de l'Instruction publique, pendant presque une dizaine d'années, le gardien responsable de la culture hongroise. Si je me rappelle l'essor qu'avait pris, chez nous, dans le passé, la vie intellectuelle, et je l'oppose à l'âpre lutte que doivent soutenir actuellement nos savants, nos professeurs, nos académies, nos universités, nos musées, nos bibliothèques, nos lettres, nos arts, notre instruction publique supérieure, moyenne et primaire, nos

institutions de pédagogie sociale: la tristesse s'empare de mon âme et je ne trouve de consolation que dans le fait que notre histoire présente non seulement une série incessante d'épreuves, mais aussi une série incessante de renaissances.

Si les Etats victorieux — y compris les plus puissants — ont à souffrir des ravages de la guerre, on peut se figurer combien fatal en est le contre-coup sur une petite nation comme la nation magyare qui, pendant ces derniers cinquante ans, marcha en avant, dans le domaine de la vie intellectuelle et économique, à pas de géant; qui n'aspira jamais à autre chose qu'à tenir sa patrie millénaire au niveau intellectuel de l'Occident et qu'on prive, tout d'un coup, de la plus grande partie de son territoire et de ses habitants, en ébranlant ainsi les bases mêmes de sa vie matérielle, aussi bien que celles de sa vie spirituelle... La nation magyare est cruellement frappée par le fait d'avoir perdu le public des lecteurs passés sous la domination étrangère. A cause de la hausse énorme des frais d'impression, les livres scientifiques ne trouvent point d'éditeur. Par suite de la différence excessive des changes, nos premières institutions sont incapables de combler les lacunes de leurs bibliothèques par l'achat des livres étrangers nécessaires. Les laboratoires, les séminaires manquent des instruments les plus indispensables à l'investigation. L'Académie Hongroise elle-mêmes n'est point en état de publier les ouvrages spéciaux dont l'édition lui incombait dans le passé. Nos grandes bibliothèques publiques sont déjà, depuis des années, condamnées à se priver des œuvres étrangères dont elles auraient besoin. Quant au savant, au professeur, ceux-ci peuvent à peine vivre et sont absolument loin de pouvoir songer à compléter leur bibliothèque.

Dans ces conditions, il serait très désirable que les sociétés savantes de l'étranger vinssent à notre secours en nous faisant parvenir leurs publications. Les premiers pas dans cette voie ont déjà été faits. Cependant, il serait désirable que les échanges qui existaient auparavant entre Académies et autres sociétés savantes et littéraires, fussent recommencés d'une façon plus intensive. C'est surtout en consentant des emprunts à long terme qu'on pourrait

venir en aide à nos institutions qui sont obligées d'acheter à l'étranger les instruments scientifiques dont elles ont besoin. Mais, avant tout, il faut que cesse cette méfiance qui règne encore, même dans le domaine intellectuel, entre les diverses nations. Je prends la liberté d'attirer l'attention toute spéciale de la Commission de Coopération intellectuelle sur l'état de choses intenable provoqué par les Etats successeurs qui, par des mesures mesquines, empêchent les minorités hongroises vivant sous leur loi, d'avoir des relations avec la culture magyare. Ce ne sont pas seulement les organes politiques de la presse quotidienne qui sont frappés d'interdiction : on use de même à l'égard des œuvres savantes ou littéraires, si celles-ci ont été publiées durant et après la guerre. Les Etats successeurs ne permettent pas non plus que les périodiques récents à caractère scientifique ou social passent leurs frontières.

Ces mesures sont en flagrante opposition avec la liberté garantie aux minorités de vivre, en deçà des limites de leur Etat, une vie intellectuelle conforme à leur idéal national. D'après mon humble avis, ce serait la Coopération intellectuelle, cette représentante internationale des intérêts de la culture, qui devrait élever sa voix compétente contre — je demande pardon de l'expression — cette barbarie qui tend à priver les minorités de leur culture nationale. Les Etats successeurs se sont engagés, par des traités internationaux, à respecter les droits minoritaires. Parmi ces derniers figure en premier lieu le droit à la propre vie nationale. Les engagements ont été pris envers les grandes puissances ; celles-ci doivent donc être renseignées sur les obstacles que mettent les Etats susindiqués à l'importation des ouvrages hongrois les plus inoffensifs. Il est compréhensible que les écrits irrédentistes — s'il en existe — ne soient pas admis : personne ne saurait attendre pareil libéralisme des Etats successeurs ; mais c'est léser d'une manière cynique les dispositions relatives à la protection des minorités que de vouloir frustrer les Hongrois détachés du corps de la nation, des produits scientifiques et littéraires de l'État auquel ils se trouvent attachés par les liens de la nationalité ; que de vouloir leur interdire tout contact avec la culture magyare. C'est une infraction directe au principe du

« nouveau droit des gens » créé par les traités de paix. Du moment que la protection des minorités a été inscrite au code du nouveau droit international, cette question ne saurait plus être traitée comme une « quantité négligeable » ; au contraire : en cas de violation des droits minoritaires, la prise de sanctions sérieuses s'impose. Ceux qui contreviennent à ces droits, se rendent coupables d'un grave délit à l'égard du nouvel ordre international, lequel entend éliminer l'oppression violente des minorités comme une des causes de guerre. Tout en se réclamant de leur souveraineté, les Etats ne peuvent donc plus faire ce qui bon leur semble avec les minorités, mais sont tenus de respecter les engagements solennels qu'ils ont contractés.

D'après mon humble avis, l'institution de la coopération intellectuelle serait bien inspirée si elle protestait contre des mesures qui, sous prétexte d'irrédentisme, ne visent qu'à dénationaliser les minorités, qu'à les exclure de la communauté intellectuelle d'avec cet Etat auquel elles se trouvent attachées par les liens de leur nationalité. En persécutant et en interdisant, malgré la protection assurée aux minorités par des traités internationaux, les produits de la littérature magyare, les Etats successeurs portent atteinte non seulement à la presse quotidienne, mais à toute la vie scientifique et littéraire de la Hongrie.

Nous sommes partisans zélés d'une entente avec les Etats successeurs, celle-ci étant dans l'intérêt des deux parties ; nous sommes disposés à collaborer avec eux de la façon la plus amicale ; nous ne nous laissons pas entraîner à une politique romantique, mais en même temps, nous exprimons nettement notre volonté de sauvegarder notre nationalité magyare, aussi bien en deçà des limites de l'État hongrois que dans les territoires qui nous furent enlevés. Nous insistons notamment sur ce que le droit assuré à nos nationaux à leur vie intellectuelle y puisse être exercé dans toute sa plénitude, car si, en vertu des traités de paix, des territoires habités par une population purement magyare ont été annexés aux Etats nouvellement créés, ce ne fut pas dans le but d'anéantir leur culture nationale ; au contraire, partant du principe que les frontières ethnographiques ne coïncident pas toujours avec les frontières politiques, les

grandes puissances entendaient plutôt garantir aux minorités magyares le libre exercice de tous les droits à leur race, à leur religion et à leur langue, en un mot, à leur culture indigène.

Moi qui soutiens déjà depuis des années une lutte tenace pour la réalisation des droits minoritaires, je me permets donc de demander à la haute autorité des honorables conducteurs de la coopération intellectuelle, qu'en étudiant les conditions de notre culture, ils veuillent bien prendre en considération les pertes que doit éprouver la culture magyare, si des millions et des millions de Hongrois, passés en vertu du traité de Trianon, sous une domination étrangère, restent privés des produits de leur littérature nationale.

Bon Jules Wlassics.

LA QUESTION DU CRÉDIT "VALORISÉ"

On dit que notre Banque d'Emission s'occupe sérieusement de la question du crédit valorisé.

Il est certain que la réalisation en transformerait toute notre vie économique. Tant que les banques ne donnent, au fur et à mesure des dépôts de blés, que des *prêts de blés,* le problème n'intéresse guère la Banque d'Emission. Mais il en serait autrement à partir du moment où, négligant la question de la couverture, elles seraient enclines à consentir des crédits de blés, de dollars ou de couronnes or, sans avoir, en couronnes bien entendu, des mises correspondantes au montant de ces crédits. D'ailleurs, depuis que le gouvernement s'est résolu à s'immiscer dans la fixation du prix du blé, on ne pourrait guère employer le blé comme instrument de fixation de valeur; et il vaudrait mieux mettre la *valuta* sur la base du dollar ou sur celle de plusieurs monnaies d'or et d'argent étrangères.

A défaut de mises suffisantes, les banques ne pourraient accorder des crédits de dollars que si la Banque d'Emission escomptait les lettres de change des débiteurs intéressés. Mais si la couronne remontait, ceux-ci rembourseraient leur dette en moins de couronnes; les banques feraient de même vis-à-vis de la Banque d'Emission; de sorte que seule celle-ci encourrait les risques de la hausse de la monnaie. Les banques ne seraient donc en mesure de consentir des prêts de dollar que dans le cas où elles seraient sûres que la Banque d'Emission les escomptât, et que celle-ci ne les comprît pas dans le crédit d'escompte *ordinaire* dont elles y jouissent. Et si la Banque d'Emission se décidait à donner du crédit valorisé, elle devrait en accorder non seulement à des banques, mais à des usines, à de

grandes maison de commerce, à des agriculteurs, pourvu que les lettres de change présentées par ceux-ci remplissent les conditions voulues.

Or, tandis que, dans les cas de crédit valorisé, le remboursement de la valeur du prêt est assuré d'avance, quelle que soit la fluctuation de la couronne, il n'en est pas ainsi pour le crédit non valorisé, puisque, si la couronne baisse, le débiteur ne rembourse qu'une partie de la valeur *réelle* de l'emprunt contracté par lui; et plus la couronne baisse, mieux il peut s'en débarrasser.

Mais, supposé que la Banque d'Emission adopte le système de crédit en question, comment décidera-t-on qui aura du crédit valorisé, et qui n'aura que du crédit non valorisé? Le problème est bien ardu, car nous avons vu que ce dernier est plus avantageux pour les débiteurs. En outre, la Banque d'Emission devrait changer son système d'intérêts; en effet, en exigeant seulement 5% pour les crédits valorisés, elle serait obligé, afin de s'assurer contre les pertes résultant d'une baisse éventuelle de la couronne, de compter, à l'instar des banques, 30 à 35% — et même davantage — pour les crédits non valorisés. Cependant, si une banque privée peut — et doit — agir ainsi, il n'en est pas ainsi pour la Banque d'Emission laquelle, en institution de l'Etat, est appelée non seulement à alimenter la vie de crédit, mais aussi à maintenir le niveau de la couronne; elle ne saurait donc escompter une détérioration éventuelle de la couronne; par conséquent, si elle se décidait à consentir du crédit valorisé, elle serait forcée de supprimer le crédit non valorisé.

Il est évident que la réalisation de la question par ladite Banque transformerait complètement notre vie économique. Bientôt, la couronne cesserait d'être un instrument de fixation de valeurs; et les marchés à passer, ainsi que les opérations de crédit ne se feraient plus que sur la base de biens valorisés. L'Etat serait également obligé d'adopter ce système, même pour les impôts; les employés et les ouvriers ne tarderaient pas à exiger d'être payés sur la base mentionnée, afin de se mettre à l'abri de la baisse de la couronne; sur toute la ligne, les payements seraient bientôt valorisés.

Or, ce changement amènerait des conséquences bien graves.

La production renchérirait brusquement; en même temps, notre capacité de concurrencer l'étranger serait paralysée, car nous avons pour concurrents surtout des pays dont les produits submergeraient les nôtres, soit parce que, ayant une monnaie dépréciée, ils produiraient à meilleur marché, soit parce que leur richesse en capitaux leur permettrait d'exporter à de prix plus bas que nous.

On voit donc que la question doit être traitée avec la plus grande prudence.

Dr. Maximilien Fenyő.

LA VIE INTELLECTUELLE EN HONGRIE [1]

La vie universitaire en Hongrie a pris un énorme développement depuis l'époque du retour du régime constitutionnel en 1867 jusqu'à la déclaration de guerre de 1914.

L'année du Compromis avec l'Autriche, la Hongrie ne possédait qu'une seule université. Le nombre des étudiants était de 2116 (72 en théologie, 1121 en droit, 104 en philosophie, et 468 en médecine). Le nombre des professeurs en 1866/67 était de 40 professeurs ordinaires, 9 extraordinaires et 2 professeurs suppléants. Le total des dépenses se montait à environ $^1/_2$ million de couronnes.

En 1894/95 il y a avait 4148 étudiants à l'université de Budapest, 77 professeurs ordinaires, 22 extraordinaires et 2 suppléants. Les dépenses se montaient à environ 800.000 couronnes. Cette année-là, l'université de Kolozsvár (fondée en 1872) comptait déjà 700 étudiants.

Immédiatement avant la guerre, le pays comptait déjà 4 universités, conformément aux lois de 1912 qui stipulèrent la création d'universités à Pozsony et à Debreczen. Malgré quoi l'université de Budapest avait en 1913/14 8185 étudiants (104 en théologie, 3488 en droit, 3136 en médecine, 1191 en philosophie, 212 en pharmacie). Il y avait 110 professeurs.

Le budget de l'université de Budapest était, avant la guerre, de $1^1/_2$ millions de couronnes, y compris les dépenses des cliniques, qui possédaient 1500 lits.

La longue guerre, les deux révolutions, l'occupation roumaine et la lourde paix ont infligé la plus terrible des épreuves, entre autres, à notre vie universitaire.

(1) Réponse à la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations (Enquête auprès des Spécialistes).

Il n'est demeuré que $7^1/_2$ millions d'habitants à la Hongrie mutilée, et elle en a perdu environ 11 millions.

Sur 17.000 écoles primaires, il nous en est resté 6400; sur 532 écoles dites «bourgeoises», 237; sur 264 écoles secondaires, 123; sur 4 universités, 2 sont restées en territoire occupé.

Le gouvernement hongrois et la législation déploient les plus grands efforts pour maintenir le niveau intellectuel. Le budget de l'exercice 1922—23 du ministère de l'Instruction publique et des Cultes est de 9 milliards de couronnes, sur lesquels 3 milliards sont prévus pour les écoles supérieures.

Ce ministère a réorganisé les deux universités réfugiées à Szeged et à Pécs. L'université de Budapest avait en 1921 7140 étudiants (96 en théologie, 1950 en pharmacie, bien que le numerus clausus ait restreint le nombre des immatriculations). L'université de Szeged possède cette année 1007 étudiants, celle de Pozsony (réfugiée provisoirement à Budapest) 1443, celle de Debreczen 665. A ces chiffres s'ajoutent: 4813 étudiants techniques, 2760 en économie politique et 130 des écoles vétérinaires, et 350 élèves de l'école des mines et forêts de Sopron.

A la suite de la dépréciation de la monnaie, toutes les écoles supérieures et tous les instituts scientifiques ont à lutter contre d'immenses difficultés. Les cliniques à elles seules absorbent les 90% du budget des universités, par suite de l'augmentation des frais destinés aux soins des malades, de telle sorte que les moyens matériels dont dispose notre activité scientifique sont tout à fait insuffiants.

Toujours grâce à la détérioration de notre change, l'acquisition des périodiques étrangers et des travaux scientifiques est pour ainsi dire devenue impossible. Avant la guerre, 8 périodiques anglais, 3 américains, 14 italiens et 46 français parvenaient à la bibliothèque de l'université de Budapest; nous n'en avons *plus un seul* aujourd'hui! Nous avons été contraints d'abandonner, inachevé, notre abonnement à 54 périodiques allemands.

Le travail dans les laboratoires, condition première du progrès scientifique, est paralysé par le prix énorme des instruments, des produits chimiques et des animaux d'expéri-

mentation, qui est mille fois plus élevé qu'en temps de paix. Bien qu'il consente à des sacrifices qui dépassent sa capacité matérielle en vue de maintenir la culture hongroise, l'Etat appauvri ne peut pas suffire aux besoins. Cet état de choses ne pourra être modifié que si les travailleurs de la science s'unissent et s'efforcent d'acquérir de la société, à l'étranger et à l'intérieur du pays, les moyens indispensables au travail scientifique.

C'est pourquoi la Société de l'enseignement supérieur, qui se compose des professeurs des quatre universités, de l'Ecole polytechnique, de la Faculté d'Economie politique, de l'Ecole vétérinaire et des Écoles supérieures des mines et des forêts, a constitué une commission dont le but est d'utiliser les secours de l'étranger et de l'intérieur pour sauver l'activité scientifique des écoles supérieures. Le ministère de l'Instruction publique et des Cultes a créé la Confédération des associations et des instituts scientifiques pour favoriser la production scientifique et sa propagation. Cette confédération possède son imprimerie propre, qui s'efforce d'abaisser les prix du travail typographique grâce à des machines et à du papier acquis avec l'aide de l'Etat. Malgré cela, le prix des livres est trop élevé, de sorte que leur production se heurte à de vastes difficultés et que la capacité d'achat du public diminue.

La guerre, les révolutions, l'occupation, mais surtout le traité de paix ont cruellement ébranlé la culture hongroise qui s'appuie à l'Occident.

L'aspect de la société hongroise s'est modifié. L'ancienne classe moyenne, intelligente s'est appauvrie. A la suite de l'augmentation du prix de la terre, les fermiers de la campagne se sont renforcés au point de vue matériel ; les ambitions intellectuelles du village continuent à augmenter et, à ce que l'on peut prévoir, une nouvelle intelligence est en train de naître. La dépréciation et la variation du change ont permis à une spéculation démesurée de se faire jour, et une classe nouvelle d'hommes enrichis apparaît dans les villes. Toutefois, leur puissance matérielle est absolument chancelante. Au sein de semblables conjonctures, la société se trouve très divisée. La valeur des fondements de la civilisation se perd entièrement et les nouvelles bases se pré-

sentent plutôt sous la forme d'un secours humanitaire éventuel. Les difficultés qui s'opposent aux voyages d'études à l'étranger et aux recherches scientifiques sont presque insurmontables.

La situation matérielle des travailleurs intellectuels est la plus défavorable possible. L'assurance d'un remplacement du personnel scientifique est de plus en plus douteuse. Malgré les augmentations continuelles qu'ils subissent, les appointements des professeurs d'université n'atteignent pas le niveau des salaires des travailleurs manuels.

En de pareilles circonstances, les perspectives d'avenir sont très sombres.

La commission constituée dans le but de sauver la science a fait une modeste tentative pour que l'intérêt porté par la jeunesse au travail scientifique ne s'endorme pas. Elle donne à quelques jeunes chercheurs un secours de 20.000 couronnes (20 francs suisses!) pour stimuler leur désir de recherche. Mais dans un pays qui possède 8 écoles supérieures, on ne peut atteindre ce but avec 10 bourses de cette espèce!

Le fonds Rockefeller assure annuellement une bourse à trois jeunes étudiants en médecine pour un voyage à l'étranger.

A mon sens, les nations à change élevé pourraient rendre des services très importants à la culture, si elles voulaient accorder des bourses aux jeunes docteurs soit pour un séjour à l'étranger, soit pour une activité scientifique sur place.

La Hongrie a été pendant des siècles représentante de la culture occidentale vers l'Orient. Mais cette communication avec l'Occident est devenue difficile à la suite de la dépréciation de la couronne hongroise. Si les Etats à change élevé nous procuraient des livres et des périodiques, s'ils encourageaient par là le travail scientifique en Hongrie: ce travail serait en mesure de pouvoir livrer en échange à la culture occidentate des résultats scientifiques.

Ce but serait atteint, si la Commission de Coopération Intellectuelle s'efforçait de tout le poids de son autorité de fournir à l'Association hongroise, pour assurer le travail scientifique, les instruments, les livres, les périodiques qui

sont indispensables à ce travail et qui lui font défaut actuellement.

Le monde scientifique hongrois a eu toujours un contact étroit avec les Etats occidentaux de haute culture. La longue guerre a brisé un grand nombre de relations précieuses. Le monde scientifique hongrois a éprouvé avec chagrin que, même après la paix, la connexion se rétablit très lentement. Si le vainqueur faisait le noble geste de tendre la main le premier, nous renouerions les anciens rapports avec la plus grande joie. Nous voyons avec plaisir ces possibilités augmenter, mais c'est avec regret, par contre, que nous constatons qu'il existe encore des organisations scientifiques soi-disant internationales qui refusent d'admettre les vaincus dans leur sein. Le Congrès international dont la Commission de Coopération intellectuelle a émis le projet, pourrait influer très favorablement sur la situation actuelle.

En ce qui concerne l'avenir, ma conviction est qu'il conviendrait de mettre en valeur le principe de Pasteur : « La science n'a pas de patrie ; l'homme de science doit en avoir une. » Les relations entre représentants de la science conduiront à l'effacement des différences.

L'état de choses général n'atteint dans aucun pays son point de repos, surtout dans les pays appauvris et mutilés. Mais après tant de souffrances et de pertes, j'ai confiance en un avenir meilleur. J'ai confiance en la force du travail et j'espère que l'époque de dépression actuelle sera suivie d'un avenir plus beau et plus heureux.

Dr Émile de Grósz.

L'ITALIE, LA HONGRIE ET L'EUROPE ORIENTALE.

Emile Bodrero, l'illustre professeur d'histoire à l'Université de Padoue — dont tous ceux garderont un souvenir amical qui l'ont écouté et vivement applaudi à l'occasion d'un discours prononcé à une séance de la Société Mathias Corvin à Budapest — consacre, cette fois-ci, une petite étude historique à la plus récente et la plus douloureuse époque de l'histoire de la Hongrie.

Cette précieuse étude parut sous le titre «Italie, Hongrie et l'Europe Orientale» dans les nos 5 et 6 du périodique *Circolo di Studi Economici* (Cercle des Etudes Economiques) qui contient, en outre, toute une série d'impressions et d'observations, notées, par les membres du Circolo lors de leur séjour à Budapest, sur la situation économique, commerciale et industrielle de la Hongrie.

M. le professeur Bodrero examine l'impossible situation de la Hongrie au milieu des formations d'Etat chaotiques et des luttes raciales dont l'Europe orientale est devenue le théâtre; avec le regard scrutateur de l'historien et du critique, il fait un parallèle entre le passé et le présent de l'Italie et ceux de la Hongrie, pour encourager ses amis de Budapest dans une exhortation magnifique et digne de considération. Il voit dans les Hongrois des amis sincères de l'Italie et c'est pour cela qu'il leur donne sa propre patrie en exemple. L'Italie s'était trouvée durant des siècles dans une situation bien plus pénible encore et plus désespérée; cependant, grâce à sa volonté inflexible et à un travail assidu, elle finit par devenir ce qu'elle voulait être: maîtresse dans sa propre maison et un facteur important dans la plus récente histoire de l'Europe. Il n'y avait pas en Europe un

autre pays dont l'unité d'organisation eût été aussi parfaite par rapport à sa situation géographique, ethnique et économique, que la Hongrie le fut avant la guerre entre ses frontières millénaires. Ce pays n'aurait pas été écrasé sous le fardeau des coups qui le frappaient et il aurait été à même de payer la réparation exigée par les Etats victorieux, si la jalousie haineuse et insatiable de ses ennemis ne l'avait pas privé de sa vitalité, des possibilités productrices de l'agriculture et de l'industrie; si on ne lui avait pas ravi ses forêts, ses mines, etc. La Hongrie a été déchirée, dans le vrai sens du mot, en lambeaux, et les organes nécessaires pour les fonctions vitales ont été amputés de son corps sanglant.

Le traité de Trianon a mis la Hongrie dans une situation économique et politique insupportable. C'est plus que punition pour le crime qu'elle a peut-être commis en devenant l'adversaire des puissances victorieuses, c'est déjà l'œuvre de la vengeance et d'une malheureuse myopie politique qui a rendu grands et puissants, au détriment de la Hongrie, ses voisins, tout en faisant le calcul naïf que, vis-à-vis de l'Europe centrale, l'équilibre sera maintenu par une Europe orientale. L'Europe centrale et orientale furent rendues bigarrées par une vraie mosaïque de divers Etats: et tout d'un coup, il apparut clairement, à la grande stupéfaction de tous, que sur le territoire où se trouvaient autrefois les puissances centrales (l'Allemagne, la monarchie austro-hongroise, la Turquie) et la Russie, non moins que vingt-neuf Etats existent aujourd'hui, séparés les uns des autres par des intérêts contraires.

Bodrero est convaincu que le morcelement des unités politiques d'après le principe de nationalité aura inévitablement pour effet d'amener une rétrogradation de la civilisation et de la culture. Examinant les suites de la guerre et des malheureux traités de paix, il passe en revue les Etats nouvellement créés d'une part, et les Etats ayant subi des changements territoriaux de l'autre. Il constate que ce ne sont que l'Allemagne, l'Autriche, Dantzig, Fiume, Memel, la contrée de la Sarre et la Hongrie qui portent le caractère et les signes d'une civilisation occidentale; les autres accusent un caractère de plus en plus oriental, partielle-

ment même levantin. L'infiltration slave prend des dimensions exorbitantes, surtout dans les Etats orientaux et balkaniques ; de plus, onze des vingt-neuf Etats plus haut mentionnés sont entièrement slaves. A l'Est des races allemandes et italiennes — peut-être à l'exception de l'oasis roumain pseudo-latin — la Hongrie est la seule terre non-slave.

Le professeur italien trouve nécessaire de faire ressortir la différentiation ethnique des nouveaux Etats, afin de prouver, sur la base de cette classification, l'identité de la situation politique de l'Italie et de la Hongrie. L'Allemagne ne sera pas capable de se développer de manière qu'elle puisse absorber les Etats slaves ; d'autre part, la Russie non plus ne pourra se répandre assez pour représenter toute l'Europe orientale. Les différentes tendances nationalistes et les divergences des intérêts provoqueront des conflits susceptibles d'acculer la partie orientale de l'Europe à de nouvelles guerres. Aucun Etat n'est sûr de la possession des territoires dont il est devenu maître d'une manière quelconque, juste ou injuste, et que l'autre a perdu d'une manière juste ou injuste ; ils se regardent haineusement et ne font que guetter l'occasion pour changer la situation, dans l'espoir naturellement que ce changement sera avantageux pour eux. Les erreurs meurtrières de la paix commencent à porter leurs fruits, et le morcellement de l'Europe centrale, loin de servir le but dans lequel il fut accompli, ne fit surgir que des problèmes plus graves et des confusions plus grandes.

Ceux qui professaient l'opinion que ce morcellement pouvait contrecarrer la politique orientale de l'Italie, se trompent profondément, car l'Italie ne peut que profiter de cette circonstance, située qu'elle est dans la proximité immédiate de ces pays orientaux et étant à même de suivre attentivement le développement des événements et de les faire tourner à son avantage. Dans la politique orientale de l'Italie, la Hongrie — île isolée au milieu de la mer slave — s'efforçant d'y opposer une digue, afin que ses flots ne puissent atteindre l'Italie, est un facteur important. Les intérêts de l'Italie et de la Hongrie sont à beaucoup d'égards identiques. M. le professeur Bodrero trouve superflu de s'occuper d'une manière plus détaillée de toutes ces rela-

tions et traditions qui, dans le passé des deux pays, unissaient leurs peuples par des liens étroits. Il est vrai, cependant, remarque M. Bodrero, que ces relations communes n'ont pour le moment qu'une base sentimentale dont la valeur ne serait que très médiocre dans la pratique, si la situation politique des deux Etats, par rapport à l'Europe orientale, ne leur prêtait un intérêt très réel. C'est cette communauté politique vraiment forte des deux nations sur laquelle les espoirs des Hongrois et des Italiens sont basés : en effet, il ne faudra jamais oublier que ce sont presque l'Italie et la Hongrie seules qui, parmi tous les Etats situés entre la Mer Baltique et la Mer Noire, et entre la Mer Egée et l'Adriatique, représentent au point de vue national la cristallisation la plus pure.

Il vaut la peine de reproduire la partie finale de l'étude de M. le professeur Bodrero dans toute son étendue, comme la plus belle manifestation de cette sympathie et de cette compréhension toujours croissantes dont l'opinion publique italienne témoigne vis-à-vis de la Hongrie. La parole encourageante et convaincante d'une âme noble se fait entendre dans ces lignes, où M. Bodrero évoque les luttes séculaires de sa propre patrie pour les donner en exemples encourageants et persuasifs aux Hongrois, inquiets du sort de leur patrie.

« Je ne peux répéter assez souvent — dit M. Bodrero — ce que j'ai dit lors de la soirée inoubliable de l'Hôtel Gellért à Budapest. Pendant mon séjour de Hongrie, quand le désespoir de mes amis éclata contre les rigueurs de leur destinée, je me suis toujours dit: « L'Italie a subi des épreuves plus cruelles encore. » Mes amis hongrois, n'oubliez pas que depuis le XVIe siècle aucune paix n'a été conclue en Europe qui n'eût eu des conséquences funestes pour l'Italie ; de plus, souvent c'était l'Italie elle-même qui faisait l'objet passif des négociations politiques y relatives. Pensez à toutes les guerres qu'on a livrées sur le sol de l'Italie, dont elle a été le triste théâtre ; figurez-vous encore que tous les Barbares du monde se sont donné rendez-vous dans ma patrie pour y chercher l'assouvissement de leur appétit, pour piller, ravager et saccager nos villes et nous ravir le sol natal sous nos pieds. Pensez aux douleurs, aux hontes,

aux humiliations qui échurent en partage à mon peuple : il a fait connaissance de la potence, de la galère, de l'exil et de la prison, il a subi une interminable série de tortures, plus qu'on croirait possible de pouvoir supporter. Vous, vous autres, vous avez au moins un petit bout de terre qu'il vous est permis de nommer « la Hongrie », il vous est permis d'y vivre, d'y lutter, d'y travailler et d'y rêver ; tandis que nous, nous n'avions pas un pouce de terre que nous aurions pu nommer « Italie », où nous aurions pu nous sentir chez nous ; on nous a même imputé à crime d'être assez hardis de prononcer le nom de la patrie. Nous avons résisté à toutes les épreuves, et voici que nous sommes devenus quelque chose, ou mieux encore, nous le serons. Nous avions été capables de tout supporter, car même lorsque nous Italiens nous n'étions que quelques-uns qui portions ce nom, nous savions garder notre sentiment national et la conscience de nos droits sacrés dans toute leur pureté virginale ... Faites comme l'Italie a fait, agissez afin de mériter la réalisation de vos idéaux. Et si un moment venait où vous sentirez que tout l'édifice de vos espoirs va s'écrouler et que votre cœur se serre de désespoir : pensez au sort de l'Italie, ce qu'elle a été et ce qu'elle est devenue, et votre confiance reviendra. Si vous êtes capables de suivre l'exemple que l'Italie a donné au monde par sa propre histoire, vous pouvez être certains que la vérité et l'avenir seront les vôtres. »

X.

LA LITTÉRATURE HONGROISE CONTEMPORAINE[1]

(1)

Lorsque, il y a soixante et quelques années, Saint-René Taillandier présenta dans la *Revue des Deux Mondes* au public français le conte poétique d'Alexandre Petőfi intitulé *le Héros Jean,* il fit la remarque suivante : « On ne connaissait guère jusqu'ici la littérature des Magyars ; l'intérêt excité par les événements de la Hongrie va nous ouvrir peu à peu ce monde rempli de mystères ». [2] En effet, une des suites de la Révolution hongroise de 1848—49 fut d'exciter la curiosité pour la littérature de ce pays dont les annales historiques n'étaient pas inconnues en France. Au cours des XVIe et XVIIe siècles, la politique de François I^e^, de Richelieu et de Louis XIV avait mis en contact les deux pays, toutes les fois qu'il s'agissait d'affaiblir la maison d'Autriche par une « diversion ». La conséquence de ces alliances, de ces traités, de ces ambassades envoyées vers « le peuple de l'Orient » fut une suite ininterrompue de livres et de brochures sur les *Troubles de Hongrie.* C'est ainsi que la France put être initiée au passé de cette alliée dont aucun Français ne connaissait la langue, mais dont les annales étaient publiées dans de nombreux ouvrages rédigés en français et en latin. Il n'en fut pas de même pour la littérature. Elle resta profondément ignorée jusque vers l'époque où la

(1) Cette étude a été écrite avant la guerre. Depuis, l'auteur en fut, hélas ! ravi par la mort, comme beaucoup de ces littérateurs « contemporains », dont il y analyse l'œuvre. Si, malgré ses lacunes, explicables en partie de l'intervalle qui nous sépare du temps de son origine, nous publions cet essai, c'est par des considérations de piété que nous croyons devoir à notre collaborateur, I. Kont, ce savant infatigable, qui contribua tant à faire connaître les lettres magyares à l'étranger. *Note de la Rédaction.*

(2) *Revue des Deux Mondes,* 15 février 1851.

curiosité intelligente de Saint-René Taillandier la fit connaître par une série d'études qui, toutes, ont paru dans la *Revue des Deux Mondes,* et qui furent réunies plus tard sous le titre *Bohême et Hongrie* (1869). Grâce à ces études, auxquelles se joignirent celles de Charles-Louis Chassin, d'Hippolyte Desbordes-Valmore, de Thalès Bernard et, un peu plus tard, d'Edouard Sayous, la France apprit qu'il existait depuis le commencement du XIXe siècle une littérature hongroise qui pouvait s'enorgueillir de trois grands poètes : Vörösmarty, Petőfi et Arany, de quelques romanciers de valeur comme Jósika, Eötvös, Kemény, et du fécond et prodigieux Jókai, le dernier représentant du romantisme hongrois.

Dans les trente dernières années la littérature magyare a trouvé en France moins d'interprètes autorisés et cela, nous semble-t-il, pour deux raisons. L'une est purement politique : tant que la Hongrie a gémi sous le joug autrichien, tant que les chefs de l'émigration, fixés à Paris et à Bruxelles après l'échec de la Révolution, ont fait une propagande active pour leur patrie, des écrivains français ont été portés à s'occuper de la vie intellectuelle d'un peuple dont la résistance héroïque avait étonné l'Europe. Encore au moment du Compromis, des hommes de lettres de grande valeur — nous ne citerons que Laveleye et le comte de Montalembert — se sont intéressés vivement à l'évolution d'une nation qui, selon le mot de l'auteur de *Sainte Elisabeth de Hongrie,* « offrait à la politique honnête et vraiment libérale quelque sujet de satisfaction et d'espérance » (1).

Aujourd'hui, l'intérêt qu'on porte à la Hongrie s'attache le plus souvent aux questions politiques et sociales. La vie littéraire reste lettre close, car — et c'est l'autre raison — d'autres nations, notamment celles du Nord, ont sollicité l'attention de la France et ont eu des introducteurs tels que la Hongrie n'a eu personne à leur opposer.

Il serait cependant injuste d'ignorer complètement le mouvement littéraire hongrois qui s'est dessiné dans ces trente dernières années. S'il n'a pas, de l'aveu des Hongrois eux-mêmes, l'importance de la magnifique floraison de l'époque

(1) Lettre au baron Joseph Eötvös du 12 juin 1867.

qui s'étend des débuts de Vörösmarty (1825) jusqu'à la mort d'Arany (1882), il a cependant produit des œuvres dans le domaine de la poésie, du théâtre et du roman qui gardent leur originalité vis-à-vis de celles de l'âge classique. Les jeunes écrivains ont introduit des formes que l'ancienne littérature ignorait ; plus en contact avec les courants des littératures occidentales, ils ont singulièrement élargi l'horizon intellectuel de leur pays et la renommée de plusieurs d'entr'eux a franchi depuis longtemps les frontières de la Hongrie.

Etablir la différence entre eux et leurs aînés, marquer les principaux courants de l'évolution qui s'est effectuée dans ces trente dernières années, c'est l'unique objet des pages suivantes.

I.

Dans son étude sur les *Rhapsodes de l'histoire nationale* (1), Saint-René Taillandier donnait aux poètes magyars le conseil de rester fidèles à la tradition de Vörösmarty et de Petőfi. Quelle était cette tradition ? Celle du patriotisme. Depuis les balbutiements des premiers rimeurs au XVIe siècle jusqu'au réveil de la nation provoqué par le génie politique du comte Etienne Széchenyi (2) aux environs de 1830, c'est la note patriotique qui vibre sur la lyre des poètes. Elle est l'écho des grandes misères provoquées par la domination autrichienne, par les conquêtes des Turcs, par les luttes intestines politiques et religieuses. Elle est la voix du peuple et la gardienne des traditions viriles. Elle s'exprime chez Vörösmarty avec une grande mélancolie, car à cette époque le partage de la Pologne hantait comme un spectre l'imagination magyare ; elle devient le clairon des batailles chez Petőfi ; pendant la réaction autrichienne, elle se cache sous le voile de l'allégorie chez Arany *(Les plaintes de Rachel)*, chez Tompa *(A la cigogne)* et chez Paul Gyulai *(Pendant les vendanges)*.

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1860.
(2) Voir *Revue des Deux Mondes*, 1er août et 15 octobre 1867. Cette étude reste encore aujourd'hui la meilleure que nous ayons en France sur cet homme d'Etat. — Nous renvoyons ici à l'étude d'une psychologie si fine du professeur David Angyal, paru récemment dans la *Revue de Hongrie* (15 mars, 15 avril, 15 mai 1923). — *(Note de la R.)*

Cette note patriotique n'a pas complètement disparu dans la poésie contemporaine, mais elle est atténuée, elle n'est plus dominante. La poésie contemporaine ne pouvait s'attarder aux effusions plaintives ni aux exhortations nationalistes. La Hongrie n'avait-elle pas obtenu par le Compromis de 1867 son indépendance nationale, des garanties sûres pour sa constitution et pour sa langue ? La lutte séculaire contre l'Autriche n'avait-elle pas subi un arrêt ? Pourquoi évoquer à l'infini les souvenirs patriotiques et exciter à la lutte ? Des problèmes d'une autre nature tourmentèrent alors les imaginations. Ce royaume qui avait conquis son autonomie grâce à la politique sage et prévoyante de ses hommes d'Etat, nouvellement entré dans le concert européen, ne pouvait plus désormais se considérer comme isolé du monde. «Le plus beau chant, disait un de ses jeunes poètes, restera toujours le chant qui est humain et universel. » C'est vers 1880 que ces idées humanitaires, parties d'un pays voisin, trouvèrent leur écho en Hongrie. Entre 1880 et 1890 débutèrent les poètes qui représentent le mieux le lyrisme contemporain : Emile Ábrányi, Alexandre Endrődi, Andor Kozma, Joseph Kiss, Jules Reviczky et Eugène Komjáthy.

Ces poètes n'ont que peu d'attaches avec les représentants de l'époque précédente. Ceux-ci leur ont légué l'instrument : une langue assouplie par soixante ans de travail, musicale au plus haut point, apte à rendre non seulement une grande quantité de rythmes nationaux, mais tous les mètres des anciens Grecs et Romains et les strophes des poésies occidentales. Cette langue, ils s'en serviront avec une grande maîtrise, mais leurs œuvres n'incarneront plus uniquement l'idée nationale.

Le recueil où Emile Ábrányi (né en 1850, mort en 1920) a donné, voici quelques années, la quintessence de ses œuvres poétiques montre à l'évidence que, malgré quelques touches patriotiques, ce n'est pas tant le *Hongrois* qui l'intéresse que l'*homme* dans le Hongrois. Avec lui la poésie nationale se change en poésie cosmopolite. Il inaugure un courant qui aujourd'hui domine dans le lyrisme magyar. Les images, les idées, les contours même sont comme un reflet des grands poèmes de l'Occident, partant plus compréhensibles à l'étranger que les œuvres purement nationales. Ábrányi a subi l'ascendant de Victor

Hugo. Il imite sa langue enflammée et, grand virtuose du verbe — les traductions en vers qu'il a faites de Coppée et de M. Rostand sont des chefs-d'œuvre dans leur genre — il réussit à faire passer dans la poésie hongroise quelque chose du feu, de la haine et de l'indignation du poète des *Châtiments*. Le fonds essentiel de sa poésie est l'antithèse qui lui sert à caractériser, à glorifier, à fustiger. Tantôt c'est l'indignation qui enfle sa voix, tantôt c'est la misère humaine qui le fait pleurer. L'idée humanitaire se manifeste pleinement dans ses *Chants du Calvaire* qui montrent en lui un cœur pieux sans bigoterie, sensible, uniquement touché de pitié, indigné par l'orgueil, la paresse et la dureté des grands. A ses chants pieux se mêle une grande fierté vis-à-vis des puissants ; ses sympathies vont aux humbles dont la misère n'a jamais de fin. — Hors de la ville des enfants jouent autour du calvaire, inconscients du sort qui les attend ; le poète leur dit :

O jouez, chers enfants, jouez sans trêve, le cœur content. Ne voyez que fleurs, lumière, ciel ! Un moment viendra où, en face de cette colline, vos pensées s'arrêteront et, comme je le fais à présent, vous répandrez des larmes. Quand vous verrez l'homme vil s'élever toujours dans la société et le génie lutter dans la poussière ; quand vous verrez Judas empocher l'argent et la foule immonde cracher sur l'innocent : alors votre cœur renoncera à la lutte et votre âme brisée perdra toutes ses espérances. Vous verrez que notre vie n'est qu'une triste tâche, et la terre, un calvaire.

Les poèmes intitulés l'*Arbre de Noël de Jésus*, *Diligis me*, *Le briseur de croix*, *Les anges honnêtes*, *Quelqu'un marche sur le champ de bataille* sont toutes inspirés part cet esprit venu d'un pays que la Hongrie ne connaissait jusque là que par ses Cosaques qui avaient réprimé, en 1849, son élan vers la liberté. Cet élan a trouvé une belle expression dans les *Chants du mois de Mars* qui tous exaltent la célèbre journée du 15 mars 1848, la nuit du 4 août des Hongrois.

Jour sacré ! s'écrie le poète, tu as vu le riche partager volontairement ses biens avec le pauvre, tu as vu le château féodal devenir l'ami de la chaumière, des millions de lèvres ont fait retentir la même prière, des millions de cœurs ont brûlé d'un même sentiment. La prière sublime c'est la liberté, et le sentiment, la fraternité.

Cette patrie est certaine d'être victorieuse si les élans spontanés, l'enthousiasme exubérant sont suivis d'un effort

persévérant, si au feu de paille, où se complaît souvent le Hongrois, succède une flamme ardente qui régénérera la société actuelle. Pour que ce travail soit fécond, il faut la paix. C'est pourquoi M. Ábrányi est profondément pacifiste. Il hait la guerre et ne comprend que les révolutions contre les oppresseurs ou la guerre pour la liberté des peuples. Il plaint les victimes des massacres, les veuves et les orphelins et ne partage pas l'enthousiasme des *Deux Grenadiers* pour l'Empereur. Son grand amour du peuple l'empèche d'admirer les exploits militaires. Et il résume son *Credo* de poète dans les strophes suivantes :

> Quoique je voie chaque jour que les grandes souffrances tuent et dévastent ce pauvre monde, et qu'il y a bien peu d'heureux ; quoique je voie que le bas et le faux l'emportent sur le bien, et que moi-même, dans cette lutte, je reste comme étourdi : tant que sur cette terre ingrate il y aura une belle action humaine, je ne revêtirai pas le deuil et je célébrerai la foi et l'espérance. Tant que j'aurai des larmes, tant que j'aurai du sang, tant que mon âme vibrera, j'espérerai toujours le bien et je pleurerai sur le mal.

Si des hautes sphères de la poésie humanitaire, nous descendons vers les émotions proprement humaines, nous rencontrons un poète de talent, Alexandre Endrődi (né en 1850, mort en 1920), maître incontesté du *lied* dans la poésie hongroise contemporaine.

Il chante l'amour, ses déceptions, ses joies et ses douleurs. « Comme si la pointe d'un poignard s'était plantée dans son cœur, dit un critique magyar, sa blessure s'ouvre à chaque instant et l'ombre d'une douleur poignante, inconsolable, plane toujours sur ses poésies ». Tantôt il gémit de n'avoir pas rencontré son idéal au premier lever du soleil radieux, au printemps resplendissant, mais trop tard, quand les prés n'avaient plus de fleurs, quand il n'y avait plus de feuilles pous bruire sous le vent, plus d'oiseaux pour chanter sur les arbres ; tantôt il pleure la mort de ses enfants, celle de sa femme. Ses sentiments sont toujours profonds et purs, sa langue riche et colorée, singulièrement tendre, brûlante et musicale.

Endrődi est un admirateur enthousiaste de Heine. Il a donné la meilleure traduction hongroise du *Livre des Chants* et l'influence du grand lyrique allemand est sensible dans beaucoup des ses chansons d'amour, ainsi que dans ses poèmes sur la Mer. A maintes reprises, il rappelle son souvenir,

car ce n'est pas seulement le poète qu'il aime dans Heine, mais aussi l'homme, l'écrivain libéral, celui que l'Allemagne officielle poursuit au-delà de la tombe.

Au cours d'un voyage dans l'Allemagne du Nord, le poète passe par Brême, et là, dans la cave de la ville, il compose ce petit poème.

Dans la cave de Brême.

Je suis assis seul dans la cave de Brême ; devant moi un verre rempli du plus pur vin du Rhin. Pauvre Heine, ainsi tu t'asseyais à cette même place avec les lambeaux de tes rêves célestes. J'entends ton rire ironique et mes yeux se remplissent de larmes : tout ce qui est grand et beau est voué au néant ! Je bois ce verre de vin à ta mémoire, ô poète exilé par la nation !

O grande Allemagne, que ton cœur est étroit ! Tu foules le poète aux pieds, parce qu'il t'a raillée — pourtant il t'a beaucoup aimée. Tu distribues tes lauriers à tous les philistins, mais pour sa statue tu n'as pas de place. Hambourg paye sa dette en te consacrant une rue ; à Dusseldorf on ne trouve même pas une ruelle qui porte ton nom . . . Je bois ce verre de vin à ta mémoire, ô poète exilé par la nation !

Les flots tranquilles de tes larmes solitaires ont trouvé un asile dans une île grecque sous les sombres cyprès. Triste rencontre de deux grands cœurs souffrants ; Eden plus triste que le désert[1].

Je sens que je te comprends, comme si l'essaim de tes rêves pénétrait mon cœur. Dors tranquille dans le cimetière de Montmartre dans le tombeau solitaire et sans roses. Je bois ce verre de vin à ta mémoire, ô poète exilé par ta nation.

Comme la plupart des poètes hongrois, Endrődi est un esprit libéral. Il hait la bigoterie, sous toutes ses formes. Plein de compassion pour les faibles et pour les opprimés, il poursuit de ses sarcasmes les puissants du jour, et surtout la théocratie. Mais c'est un cœur croyant, nullement ennemi de la religion. Son volume *Vers Dieu* contient plusieurs poésies qui attestent son idéalisme. Sa *Prière,* écrite dans un rythme magistral, donne, pour ainsi dire, sa profession de foi.

Seigneur, grand architecte de l'Univers, Dieu dont dépend la victoire de nos armes, regarde du haut de ton trône ta troupe vaillante, quoique petite, et bénis ses armes.

C'est de toi que nous avons reçu la flamme, l'enthousiasme, le feu qui brûle pour l'idéal et la force de volonté qui fait accomplir de nobles actions. Le meilleur de notre âme est une émanation de toi ;

(1) Allusion à l'Achilleïon de la reine Elisabeth à Corfou.

nous sommes un atome de ta puissance immense et invincible, des gouttes d'eau qui se confondent à la surface des vagues de l'Océan infini. Tous réunis, nous sommes capables de refléter quelques traits de ton visage étincelant. Nous sommes venus pour combattre ici-bas selon ta volonté, et le but de notre combat n'est autre que de retourner auprès de toi.

Mais, ô Seigneur, pendant que nous nous approchons avec confiance des sources de ta lumière, combien parmi nes frères errent au dehors dans la tempête, dans la misère, dans la nuit, seuls et abandonnés, secouant les chaînes du sort, maudissant le monde et eux-mêmes, regardant l'humanité avec haine !

Combien font un trafic honteux de tout ce qui est sacré et grand, ne poursuivant qu'un but égoïste ; combien piétinent sans pitié les cœurs en détresse, font une caricature de ton visage auguste, ô Seigneur, et placent comme idole leur propre image, obligeant, par la violence, les déshérités à les adorer. Que de bassesses, que d'ignominies, que de crimes on commet au nom de la vérité, du droit, de l'amour !

O permets, Seigneur, que l'homme retrouve enfin dans son prochain ta vraie image, que l'un te voie dans l'autre et que tous deux s'embrassent fraternellement. Permets que notre cause triomphe à travers les périls et les tempêtes, à travers les luttes qui purifient ; permets qu'arrive le règne de l'amour du prochain, qu'arrive la paix divine et que l'humanité nouvelle, fatiguée par une lutte séculaire, puisse enfin célébrer la grande fête d'une existence plus noble. Permets, Seigneur, qu'il en soit ainsi. Amen . . .

Cet idéal humanitaire se concilie chez Endrődi avec un ardent patriote. Il glorifie Kossuth et lui a consacré cette épitaphe, si hardie dans sa brièveté :

Ne verse pas de larmes sur cette tombe, ô Magyar ! Kossuth a souffert pour toi aussi. Ce tombeau est le berceau de l'avenir ; sois ardent et s'il le faut — ose, et risque tout.

Dans ses *Chants des Kouroucz,* il évoque le souvenir des soldats de l'Indépendance qui, à la fin du XVIIe et au commencement du XVIIIe siècle, ont combattu, contre l'Autriche, avec l'appui de la France, sous les drapeaux de Thököly et de Rákóczi. Ces Chants ne sont qu'une adaptation d'anciennes chansons populaires, mais la virtuosité du poète a su leur donner une couleur toute moderne. Ils expriment surtout la tristesse, car après le triomphe final des forces autrichiennes, cette armée fut dispersée et ses chefs errèrent de pays en pays ; aussi est-ce en vers mélancoliques qu'ils exhalent leurs plaintes. Rákóczi lui-même, interné à Rodosto, au bord de la Mer de Marmara, se lamente sur son sort d'exilé. Il dit à la Hongrie :

Depuis que je t'ai quitté, mon cher pays, je n'ai plus de joie. J'écoute le murmure de la mer emportée et j'entends le cliquetis de tes armes — brisées. — Les jours et les nuits passent tristement, mon âme aspire après toi et se consume. J'écoute le murmure des vagues et j'entends les sanglots de ta grande douleur. — Qui sait si je vivrai assez longtemps pour te revoir ? qui sait quand le jour poindra ? quand viendra la lumière. J'écoute le doux bruit des vagues et j'entends les battements de ton cœur qui pleure pour moi. — Si je pouvais seulement voir luire le jour et me prosterner sur ton sol sacré ! J'écoute le grand bruit de la mer en colère, le vent d'automne des tristes souvenirs.

I. Kont.

(À suivre.)

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le voyage de ses ministres en quête d'une aide financière indispensable pour préserver le pays d'une catastrophe analogue à celle qui faillit ruiner l'Autriche, ne fut pas accompagné d'espoirs excessifs par l'opinion publique hongroise, cette opinion sobre et comptant avec les réalités.

Pourtant, le résultat chétif de cette action n'a pas manqué de faire naître un sentiment de déception justifiée. La Commission des Réparations, saisie de cette affaire, ne fut pas unanime à porter son jugement : deux de ses membres, l' Angleterre et l'Italie, entendaient donner suite aux sollicitations de la Hongrie et avoir recours à l'intervention de la Société des Nations, intervention qui, dans le cas de l'Autriche, s'est avérée si avantageuse ; cependant les autres membres de la Commission, bien qu'ils eussent reconnu en principe la nécessité du secours invoqué, y mettaient des conditions susceptibles de rendre illusoire le succès d'un grand emprunt. C'était le délégué français qui, en sa qualité de président, fit pencher la balance en faveur de la voix collective de la Petite Entente. Par suite de cette décision, un temps précieux sera perdu même dans le cas le plus favorable, tout en laissant le terrain libre aux intrigues de nos voisins qui, dans l'aveuglement de leur haine et méconnaissant leurs véritables intérêts, cherchent à pousser la Hongrie à l'abîme.

Il est fort regrettable que la Commission des Réparations ne se soit pas efforcée de trouver un compromis, mais, vu la situation internationale et les différends qui menacent de diviser l'Entente en deux groupes aux buts divergents, on comprendra facilement cette attitude. Une fois de plus, la Hongrie doit faire les frais d'une situation où elle n'y peut rien, comme maintenant dans le jeu d'intérêts autour de l'Allemagne et dans le Proche-Orient. Il et très naturel que la France, en train d'acquérir et de faire valoir sa suprématie sur le continent européen, tâche d'obliger non seulement la Pologne, mais aussi les Etats de la Petite Entente, sur lesquels elle compte pour l'éventualité de complications. Le voyage du maréchal Foch et du général Le Rond, ainsi que d'autres indices nous montrent que la France cherche à organiser militairement tous ces Etats, et à s'en servir comme d'instruments en cas de guerre. En face de ces réalités qui doivent

nous rendre soucieux, comme assurément elles donnent l'éveil aux autres puissances de l'Europe, il ne nous reste qu'à avoir confiance dans la sagesse politique de la France espérant qu'elle trouvera moyen de mettre un frein aux ambitions effrénées de nos adversaires implacables. La France ne saurait rester indifférente au sort de la Hongrie où, depuis des siècles, elle avait toujours joui de chaleureuses sympathies ; elle ne saurait rester indifférente à la situation économique de notre pays, puisque, si celui-ci tombe dans une misère imméritée, seulement pour assouvir certains appétits insatiables, il deviendra un foyer de dangers menaçant la paix de l'Europe.

Les explications que le ministre hongrois des Finances a données à la Commission des Réparations, firent impression sur les membres non prévenus en faveur de la Petite Entente ; espérons qu'elles ne manqueront pas leur effet sur les milieux compétents de la France.

Nous croyons qu'eu égard aux intérêts industriels qu'ils ont à sauvegarder dans notre pays où leurs capitaux se trouvent engagés dans d'importantes entreprises, les Français nous soutiendront dans la crise que nous traversons, puisque notre écroulement financier leur causerait également des pertes considérables. Il est certain que la France ne s'identifiera pas avec la haine insensée que nous portent nos voisins et qu'elle ne se fera pas imposer pas les calomnies dont nous sommes persécutées de la part des Tchèques, des Yougoslaves et des Roumains avec une touchante rivalité. Dans ce concert de médisance, à notre préjudice, le ministre yougoslave des Affaires étrangères, M. Nintchitch, se fit particulièrement remarquer par des accusations qui, pour se distinguer par une véhémence de langage et une absence d'urbanité diplomatique, comme on n'en rencontre que dans les capitales balkaniques, n'étaient pas moins dénuées de tout fondement. Et si M. Nintchitch dit que c'est notre faute à nous si les relations de bon voisinage ne sont pas encore rétablies avec la Hongrie, il manque certainement de sincérité. Notre gouvernement a maintes fois déclaré son intention d'arriver à une entente avec la Yougoslavie et de faciliter un rapprochement économique des deux royaumes, dont ils pourraient profiter réciproquement. Mais jusqu'à présent nos offres ont toujours été repoussées. S'il y a mauvaise volonté, il ne faut pas la chercher chez nous, mais en Yougoslavie, dont la presse ne tarit pas sur des attaques contre la Hongrie. Ainsi, dernièrement, en discutant la situation en Hongrie, la *Politika* publia des articles injurieux à notre égard ou pullulaient les insinuations les plus extravagantes et les calomnies les plus hardies. Après cela, on a beau raconter à l'étranger qu'on brûle du désir de se rapprocher de la Hongrie.

Les députés de la Diète yougoslave profitèrent du discours de M. Nintchitch pour manifester d'une façon bruyante contre la Hongrie, et le leader slovène, M. Korosetz alla jusqu'à demander l'internement du représentant diplomatique hongrois. Quoiqu'il en soit, la harangue de M. Nintchitch paraît répondre aux bonnes intentions de M. Benès, car c'est l'agence télégraphique tchèque qui s'est empressée de communiquer les paroles peu civiles du ministre serbe à tous les pays du

monde civilisé. Dans le jeu d'intrigues qui se fait autour de la question d'un emprunt hongrois, cette sortie de M. Nintchitch n'est qu'un épisode. On en prendra son parti, comme on devra prendre son part des autres procédés d'une propagande haineuse. Le bruit court que le ministre tchèque, M. Milan Hodsa, fera ces jours-ci une conférence à Paris, et certes, cet ancien homme de confiance de feu l'archiduc François Ferdinand, qui avait servi la politique anti-hongroise de l'héritier présomptif du trône, ne manquera pas cette excellente occasion pour nuire à son ancienne patrie. On parle aussi d'autres voyages que d'autres hommes d'Etats tchèques se proposent de faire à Paris, où ils proclameront sans doute hautement leur loyauté pour la France et n'insisteront aucunément sur les relations intimes des grands industriels tchèques avec leurs confrères en Allemagne.

Un mystère enveloppe encore la convention qui, grâce aux efforts bienveillants de l'ambassadeur japonais, M. Adatci, aurait été conclue à Bruxelles entre le délégués de la Roumanie et de la Hongrie concernant l'expropriation des biens immobiliers des optants hongrois de Transylvanie. Jusqu'à l'heure présente, on ne connaît pas au juste le contenu de l'accord en question, mais nous autres Hongrois, nous savons que les expropriations en Transylvanie continuent de plus belle. Cependant, nous avons eu la consolation d'apprendre que, dans le parlement roumain, le député Lascu, membre du parti gouvernemental, fit une interpellation dans laquelle il se moqua de la „soi-disant Société des Nations“ et invita le gouvernement roumain à protester contre toute ingérence dans les affaires intérieures de la Roumanie. Le chef du cabinet s'empressa de promettre d'expédier promptement une protestation contre l'attitude de la Société des Nations et de repousser son immixtion dans les affaires intérieures de la Roumanie . . . Après cela, qui ose encore parler des droits garantis aux minorités ?

Pourtant, il en est, de ces naïfs! Par exemple, Scotus Viator (M. Seaton Watson) qui, dans son temps, avait rempli le monde des plaintes sur le sort déplorable des nationalités en Hongrie. Maintenant, ce champion des oppressés fait les mêmes voyages qu'il fit auparavant, mais en sens inverse. Il vient d'étudier la situation en Haute-Hongrie et il aura, certes, constaté que la prospérité de cette région a beaucoup diminuée à cause des changements qui semblaient combler ses vœux les plus ardents, mais qui le font réfléchir maintenant. Et il s'est rendu à Kolozsvár où il accorda une interview au journal *Keleti Ujság*. Les déclarations qu'il fit à cette occasion, se passent de tout commentaire. „J'étudie la question des minorités à Kolozsvár, car je n'ai pas le temps d'aller à Bucarest. Je suis moralement obligé de m'occuper des conséquences des fautes et des vices du régime ancien, contre lequel je n'ai cessé de lutter toute ma vie. Il importe surtout que les pouvoirs nouveaux ne commettent pas les mêmes injustices contre les nationalités devenues minorités. L'opinion publique occidentale n'est pas inaccessible aux plaintes et souffrances de ces minorités. Et bien que mon attitude soit déterminée par des sentiments d'amitié envers nos

anciens alliés et que je ne veuille pas leur donner des ordres, je ne saurais pourtant rester indifférent, si les représentants sérieux des minorités prouvent que la protection garantie par la signature des Alliés ne reste que lettre morte. L'intérêt que nous (M. Seaton Watson parle comme délégué de la Ligue anglaise pour la Société des Nations) portons à cette question n'implique pas une ingérence dans les affaires d'un Etat étranger, mais est un devoir moral, car notre honneur serait atteint si les droits minoritaires étaient lésés. La solution du problème est difficile, car quatre Etats décident maintenant d'une affaire qui, auparavant, fut tranchée par un seul. Même si la bonne volonté existe, il y plusieurs méthodes, vu les différences qu'il y a entre de la situation économique et entre la culture des territoires détachés. Je vois que les minorités ont sujet de se plaindre et que la culture nationale des Hongrois n'est pas assurée . . . »

P. S.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Réception de M. Jean de Bonnefon à la Société Petőfi.

M. Jean de Bonnefon, qui prononça naguère son discours de réception à la Société Petőfi, est un ancien ami de la Hongrie. C'est il y a 40 ans qu'il vint la première fois dans notre pays; il y retourna depuis vingt-quatre fois. En 1885, à l'âge de 17 ans, il alla à Kis-Kőrös, ville natale de Petőfi, et parcourut le Nord de la Hongrie, qu'il a décrit depuis dans la *Revue Générale.*

Dans une étude intitulée *Le charme hongrois*, il dit pourquoi il aima la Hongrie. C'est un morceau plein de choses bien flatteuses pour les Magyars; M. de Bonnefon y raconte qu'il trouva chez nous le meilleur accueil; c'était compréhensible d'ailleurs, car il est plein de ces qualités qu'il faut mettre au-dessus de tout: la bonté, la douceur, une grande simplicité.

Lors de l'exposition universelle de Paris, M. de Bonnefon, qui est de l'Auvergne,[1]) fit, pour une publication parue sur l'exposition hongroise, un article intitulé *L'Auvergne et la Hongrie.* Cette belle province donna maints grands hommes à la France. Pascal était Auvergnat;[2]) un pape y naquit; ce fut Silvestre II, celui qui donna une couronne à Saint-Etienne, premier roi de Hongrie. C'est justement de Silvestre II que M. de Bonnefon parla dans son discours de réception à la Société Petőfi, discours plein de détails intéressants et peu connus chez nous. De ce pape, on ne savait jusque-là que ce qui se rapportait à la couronne: on ignorait généralement que c'était un savant du plus

([1]) Il est né à Aurillac (Cantal.)
([2]) De Clermont-Ferrand.

haut mérite qui, dès son enfance, se faisait des télescopes pour examiner les étoiles.

En 1901, avec le duc de Montmorency, M. Bonnefon fit une étude sur le rôle des régiments hongrois en France ; et la *Revue d'Histoire* publia de lui « Le palatin archiduc Joseph et le roi Louis Philippe ».

Depuis la guerre, c'est lui qui prit, en France, le premier le parti de notre pays en faisant ressortir, dans *Le Journal* (1), que Charles IV tâcha sincèrement de mettre fin à la guerre. Peu après, il écrivit un nouvel article sur la Hongrie (« Consolation à l'assassiné de Trianon »); il y mit en relief que les Hongrois ont toujours aimé la France et qu'ils n'ont jamais voulu lui faire la guerre. En 1871, — écrivait-il — la Chambre hongroise protesta solennellement contre l'annexion de l'Alsace et da Lorraine à l'Allemagne ; et l'on peut affirmer, en effet, que dans toute l'historie de la Hongrie, il n'y a aucun acte inamical à l'égard de la France.

Enfin, ce noble ami de la Hongrie, et qui en a si bien mérité, éleva, dans la Revue *L'Amour de L'Art*, la voix contre la mutilation des œuvres d'art magyares dans les Etats voisins ; l'année dernière, il fit, sur la Hongrie, une conférence à la Société de Géographie de Paris ; et c'est lui qui organisa à la Sorbonne une brillante fête en l'honneur de Petőfi qu'il traduisit avec tant d'ardeur.

Dr Béla de Téglás.

(1) Cet article où M. Jean de Bonnefon attaqua vivement le Président Wilson, parut le 28 décembre 1919.

NOTES ÉCONOMIQUES SUR LA HONGRIE [1]

Avant la guerre, la Hongrie se trouvait dans une situation économique brillante. Son commerce extérieur représentait 4 millions et demi de couronnes ; et bien que le bilan en fût plutôt passif, grâce à une exportation considérable et au total élevé des créances sur l'étranger, le solde en restait favorable. Le pays possédait à l'intérieur de ses frontières la plupart des matières premières nécessaires à son industrie ; et celle-ci avait pris au cours des dernières années un développement particulièrement rapide. Ouvriers et paysans, bien rémunérés, et qui, grâce à l'abondance des produits pouvaient se procurer ceux-ci à très bon marché, étaient accoutumés à une vie plus facile, plus large et plus agréable que dans presque tout autre pays.

Le traité de Trianon a réduit la superficie de la Hongrie des deux tiers, de 280.000 kilomètres carrés à 91.000 kilomètres carrés et sa population de 18 à 7 millions d'habitants. Perdant les forêts de la Transylvanie et de la Slovaquie, les riches terres de la Baranya et de la Bacska, les mines et les charbonnages situés à différents points de sa périphérie, elle se trouve dans des conditions difficiles qui, au premier regard, rendent son avenir assez sombre. En effet, son industrie, qui avant la guerre satisfaisait en partie aux besoins nationaux, privée aujourd'hui, par le fait des barrières douanières et du change, de ses champs d'approvisionnements, ne réussit guère à reprendre la place qu'elle occupait. Son économie plus encore qu'auparavant a donc un caractère essentiellement agricole, dont l'immense plaine couverte de blé, de seigle et de maïs, que traverse le Danube et la Tisza, représente avec l'élevage les éléments essentiels. Comme son industrie ne joue qu'un rôle accessoire et qui consiste surtout à

(1) Du *Bulletin périodique* (N° 42) de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion.

diminuer quelque peu les importations, et à augmenter dans la même faible mesure les exportations, c'est exclusivement au moyen de la vente à l'étranger des produits de son agriculture qu'elle doit faire face à l'importation nécessaire des produits manufacturés. Tout son avenir dépend donc en ce moment de l'excédent plus ou moins considérable de la production agricole sur la consommation nationale.

Actuellement cet excédent est sans importance. Mais si l'on tient compte que la culture dans les vastes espaces de l'« Alföld » est plus extensive qu'intensive, que la technique demeure arriérée en raison du peu d'instruction des paysans, que les engrais font défaut, tant à cause de la diminution du cheptel que du prix de revient excessif des engrais chimiques étrangers, il n'est pas interdit d'espérer un progrès sensible dans le rendement agricole, ce qui assurerait l'équilibre de la balance commerciale.

Pour un certain temps encore, il faut compter que le pays ne pourra pas payer ce qu'il achète en dehors, et que sa monnaie subira le contre-coup fatal. Si le Gouvernement ne se laisse pas tenter par des projets de développement industriel, qui paraissent difficiles à réaliser avec le coût actuel des installations et l'énormité des capitaux à réunir, et s'il consacre plutôt ses ressources financières et législatives à l'amélioration de l'agriculture, un résultat favorable pourra, à notre avis, se faire sentir dans un nombre d'années assez court. Recherches scientifiques sur la sélection des graines, les qualités des terrains et les procédés de culture, création de stations agronomiques, diffusion de l'enseignement agricole, emploi de machines, industrialisation de l'agriculture (laiteries, fabriques de conserves, vin, distilleries, minoteries surtout, pour lesquelles la Hongrie possède déjà une ancienne réputation), et choix de produits le plus rémunérateurs, comme l'élevage ou les plantes industrielles, enfin réforme agraire, répartition des terres et envoi aux champs des bras devenus inutiles dans les usines, diminution de l'émigration, autant de moyens d'intensifier le rendement des campagnes pour amener le redressement des conditions économiques générales.

Pays éminemment agricole, les statistiques nous révèlent que 69% des habitants de la Hongrie sont des cultivateurs. On connaît peu d'Etats en Europe où la proportion de la terre arable soit plus favorable, et il n'en est pas qui ait moins de sol productif. Sa récolte est une des plus considérables du globe. Pour les céréales, elle n'est devancée que par quelques pays plus étendus en superficie. Quant à la qualité de ses produits, son froment et ses vins occupent un

rang considérable sur le marché mondial. Même dans les mauvaises années, leur récolte laisse encore un contingent assez appréciable pour l'exportation.

Parmi les céréales, le froment est l'objet le plus important. Sa récolte vaut celle de l'ensemble des autres produits tels que le seigle, l'orge et l'avoine. Pour la quantité, le maïs vaut presque autant. Dans la production de celui-ci, la Hongrie n'est devancée que par les Etats-Unis d'Amérique du Nord. Par contre, on ne cultive la pomme de terre que dans les régions défavorables au maïs. La betterave ne fut importée en Hongrie qu'à une date récente. Sa culture y fait chaque année des progrès, mais sa production reste encore très éloignée de celle de l'Allemagne, de la France, etc. En général la récolte des plantes industrielles n'est pas considérable, mais suffisante tout de même à couvrir les besoins des fabriques du pays. La culture des plantes pharmaceutiques est actuellement très poussée. Il y a eu à Budapest en 1921 une Exposition de la Flore Pharmaceutique. On cherche à en développer l'exportation qui était dirigée jusqu'ici presque exclusivement vers l'Allemagne.

Les vignobles ont été fort atteints par le phyloxéra. La production actuelle commence toutefois à égaler celle d'autrefois. Les terrains de la viticulture se sont déplacés. Ils se trouvent aujourd'hui pour la plupart sur les terrains sablonneux de l'Alföld, c'est-à-dire sur la grande plaine de la rive gauche du Danube. Malheureusement les frais de transport, très élevés, rendent difficile l'exportation des vins et notamment de celui bien connu de Tokay sur les marchés occidentaux où ils ont encore à lutter contre la concurrence des vins espagnols et portugais.

La décroissance des pâturages augmente chaque année la culture des plantes fourragères, dont la récolte atteint déjà en valeur celle du froment. Elle ne suffit tout de même pas aux besoins du cheptel ; ce qui amène les éleveurs à exporter leur bétail.

De grands progrès se manifestent aussi dans l'horticulture, dont le développement est parallèle à celui des villes et des chemins de fer, tous deux récents en Hongrie.

Faute de force motrice, de minerais, de colonies fournissant des matières premières, de littoral favorable permettant la communication facile avec les pays d'outre-mer, sous l'oppression politique de l'Autriche, sous la concurrence écrasante de l'Allemagne, l'industrie hongroise qui est aujourd'hui en progrès, s'est développée difficilement. Elle s'occupe spécialement de la transformation des matières

premières que lui fournit l'agriculture. L'industrie alimentaire surtout peut supporter la concurrence de n'importe quel pays. La farine, les saucisses, les œufs, les foies gras, les fromages hongrois sont renommés à l'étranger. La préparation du cuir, quelques articles de bois (meubles) sont encore à noter. Le reste ne couvre guère les besoins de la consommation nationale. Le manque de filature et de tissage notamment est des plus sensibles.

Le commerce a moins de difficultés à vaincre. Au début du XXe siècle, il commençait déjà à se libérer de la tutelle de l'Autriche. S'il lui manque désormais un port maritime, le Danube est appelé à y suppléer dans une large mesure.

Le réseau de chemins de fer est assez étendu. Il devance celui de l'Italie pour la densité et celui de l'Allemagne par rapport au chiffre de la population. Son plus grand défaut est le manque de voies doubles. Il y en a cependant en construction. Le réseau est facile à développer, parce qu'il s'étend à travers des plaines qui ne présentent guère d'obstacles.

Comme dans toute l'Europe, le développement excessif des chemins de fer a nui à la navigation intérieure. La Hongrie en a souffert plus que d'autres pays, attendu que de grands fleuves traversent ses plaines fertiles qui pourraient, dans des proportions plus considérables qu'ils ne le sont à présent, en emporter les produits et y apporter le charbon et les minerais. Avec la collaboration du capital français, un port fluvial est en construction à Csepel. Probablement terminé cette année, il sera le port principal de Budapest. Cette capitale semble, avec le temps, devoir être appelée à supplanter Vienne dans le commerce de transit entre l'Occident et l'Orient, et notamment les Balkans. Les marchandises de provenance belge, française et anglaise à destination de la Hongrie et de l'Orient qui étaient jusqu'ici emmagasinées à Vienne, parce que Vienne était la capitale de la double monarchie, arriveront peu à peu à être entreposées directement dans la capitale de la Hongrie et à y constituer le marché de l'Europe Centrale, marché alimenté par exemple par les pétroles roumains, les céréales roumaines et serbes, les produits de la meunerie hongroise d'une part et les charbons occidentaux d'autre part, jusqu'ici entreposés à Ratisbonne, et les divers autres produits de l'Europe occidentale destinés à l'Orient.

Parmi les articles que nos nationaux peuvent se procurer avantageusement en Hongrie, on doit citer les produits alimentaires (farine, miel, haricots, légumes secs, œufs, volailles, foies gras, saucissons,

jambons, conserves de fruits, vins) ; tonneaux pour brasseries, ustensiles de ménage, paille de sorgo, balais de sorgo, cordes de chanvre, colle forte, briques de magnésie, cartes à jouer, jouets en caoutchouc, matériel électrique pour téléphone, lampes électriques et téléphoniques, semences de colza et de chenevis, peaux brutes, laines, plantes médicinales.

Quant aux articles que la Belgique a des chances de placer en Hongrie on peut citer : le zinc, le plomb, le cuivre, le verre à vitres, les glaces, les armes à feu, les textiles, les draps, les dentelles, les engrais chimiques, phosphates et superphosphates, du charbon, du coke, du sucre, du chocolat.

M. van Ypersele de Strihou.

Rédacteur en chef et gérant :
G. de Huszár.

L'HISTOIRE DES CRÉDITS AUTRICHIENS

Lorsque, par le traité de Saint-Germain, l'Autriche fut créée, cette Autriche qui manquait de charbon et de matières premières pour maintenir en état son industrie ; dont l'agriculture suffisait à peine à couvrir une portion minime des besoins de sa population ; qui dépendait économiquement de voisins lesquels, au risque de se nuire à eux-mêmes, s'isolaient d'elle et la coupaient du trafic mondial : il était clair que seuls des crédits avantageux à long terme et lui permettant de prendre haleine, ainsi que le renversement de tous les obstacles entravant son développement, pouvaient la mettre à même de reconstruire sa vie économique.

En effet, dans la lettre d'envoi du traité de paix, une aide efficace fut promise à l'Autriche par les États victorieux qui, en outre, proclamèrent à plusieurs reprises solennellement la nécessité de lui rendre possible une existence d'État autonome. Au commencement, cette aide se bornait à de petits crédits servant à acheter des aliments qui permettaient à la population de vivoter au jour le jour ; à l'élaboration d'un plan d'assainissement, par la Commission des Réparations, et à la suggestion de convoquer une conférence des États successeurs qui serait consacrée à la question de la reprise des relations commerciales anisi qu'à l'aplanissement de toutes les difficultés empêchant la liberté du trafic et des voies de communications.

Cependant, la détérioration du change autrichien fit des progrès angoissants et, déjà au commencement de 1921, le chancelier d'alors, le Dr Mayr, se vit obligé d'attirer l'attention des représentants des grandes puissances à Vienne, sur le danger formidable qui menaçait les finances de l'État si l'on ne se hâtait par d'opposer une digue à la déchéance de la couronne, par un consentement définitif des crédits qu'avait, depuis de longs mois déjà, proposés la Commission des Répara-

tions. Mais bien que la conférence interalliée, réunie à Paris le 24 janvier, eût constaté que «les Alliés avaient un intérêt primordial à sauver l'Autriche de sa situation actuelle», elle n'accepta point le plan de la Commission des Réparations, d'après lequel *les gouvernements de l'Entente* devaient lui accorder un emprunt de 250 millions de dollars. Toutefois, elle institua une autre commission dans le but d'examiner la possibilité d'obtenir un emprunt à *caractère privé.* Même la démarche faite personnellement par le chanchelier d'Autriche, auprès du Conseil Suprême à Londres, ne put rien changer à cette opinion que, pour obtenir des crédits, il ne fallait pas s'adresser aux gouvernements. On résolut donc de placer l'action tendant à contracter un emprunt sous les auspices de la Société des Nations, de manière que les crédits seraient consentis par des hommes privés, mais qu'en garantie, l'Autriche devra engager certains biens qui seront soumis au contrôle de la Société des Nations.

Au 30 mai, le Comité Financier de la Société des Nations résuma, dans une note, les conditions qui devaient servir de base à l'action pour obtenir des crédits. Voici les exigences principales formulées vis-à-vis de l'Autriche : elle devait cesser d'émettre des billets et supprimer progressivement l'approvisionnement central de la population en vivres et en charbon ; les Alliés, de leur part, devaient lever leurs droits d'hypothèque, inscrits au traité de paix, sur les biens de l'Autriche, pour un laps temps 15 à 20 ans. Il fut particulièrement insisté sur la nécessité de reprendre de relations normales entre l'Autriche et ses voisins, et la conférence de Portorose fut convoquée dans ce but.

Sur le rapport de son délégué à Vienne, le Comité Financier de la Société des Nations élabora un projet sur l'action financière, qui fut approuvée par la Conférence des Ambassadeurs, le 3 juillet ; cependant l'exécution en était subordonnée à l'adhésion des États-Unis d'Amérique.

Cependant, les États-Unis n'accédèrent point à la Société des Nations et la situation financière de l'Autriche devint de plus en plus désespérée. Comme on pouvait craindre que les finances de l'État allaient s'effondrer avant que le secours fût accordé, l'Autriche fit un essai héroïque pour se sauver elle-même. Elle décida, entre autres, de procéder à la suppression progressive des allocations en vivres, accordées à la population,

satisfaisant ainsi à une exigence qu'avait déjà formulée la Société des Nations.

La conférence de Portorose qui, après beaucoup de retardements, eut lieu en automne 1921, adopta une foule de résolutions salutaires relativement à la suppression des prohibitions d'importer et d'exporter et des restrictions de la circulation. Malheureusement, ces résolutions ne furent point exécutées, par ce que certains gouvernements ne les ont pas ratifiées.

Déjà, en automne 1921, les puissances de l'Entente promirent à l'Autriche des crédits intérimaires en avances sur le grand emprunt de la Société des Nations. Ces avances furent liquidées au cours de l'année 1922, cependant le gouvernement autrichien ne parvint pas à provoquer une décision à cet égard, ni au sujet de la levée des gages, bien qu'il eût profité de l'occasion offerte par la conférence de Gênes pour prendre contact avec les hommes d'États et les financiers y compétents.

Dans ces circonstances, la chute de la couronne, qui avait été arrêtée par l'espoir des avances de crédit, fit de nouveau, à partir du mois de juin, d'angoissants progrès. Le jour ne semblait pas loin où manqueraient les devises étrangères nécessaires à l'achat des vivres les plus indispensables. Le gouvernement nouvellement élu de Mgr Seipel procéda sans perdre de temps à la réalisation de son «plan d'assainissement», au milieu duquel figurait la fondation d'une nouvelle banque d'émission dont le but aurait été de stabiliser la couronne. S'étant rendu compte que la levée des droits d'hypothèque générale se heurtait à de grandes difficultés et qu'il fallait beaucoup de temps pour les écarter, le gouvernement autrichien proposa à la Commission des Réparations de lui rendre au moins le droit de disposer de certains biens qui seraient employés en partie à l'établissement de la Banque d'Émission, en partie à l'emprunt sollicité de l'étranger. Le 21 juillet 1921, la Commission des Réparations fit droit à cette demande.

La loi sur l'institution d'une banque d'émission ainsi qu'une série d'autres dispositions financières furent votées en quelques jours. Cependant, l'espoir du gouvernement que la conférence de Londres ferait aboutir la question des crédits, ne s'est pas réalisé. Le gouvernement de Mgr Seipel n'en redoubla pas moins d'énergie pour arriver à son but. Par ses voyages à Prague, à Berlin et à Vérone, le chancelier réussit à pré-

parer la voie à une solution heureuse. En effet, à sa séance inaugurée le 31 août, la Société des Nations s'est vouée avec une intensité dont elle ne fit jamais preuve auparavant, à la question d'Autriche et en fit sa tâche principale. Elle put organiser l'œuvre de secours avec la participation des grandes puissances et des États voisins intéressés à l'existence de l'Autriche, de manière à permettre aussi aux autres puissances de s'y associer.

Le 4 octobre, fut signé l'acte de Genève assurant à l'Autriche la garantie des puissances pour le grand emprunt international. Entre temps, cet emprunt fut émis — et l'on sait avec quel succès éclatant.

Grâce aux crédits accordés par la Société des Nations, on rendit à l'Autriche la possibilité — depuis longtemps recherchée — de relever l'état de son économie ; cela se manifeste extérieurement par le fait que la couronne autrichienne est stable depuis un an à peu près et qu'elle ne fut même pas atteinte par la chute catastrophique du mark. L'Autriche emploie le temps à mettre ordre dans ses finances. La Société des Nations reconnut plus d'une fois les résultats obtenus. Mais les mesures intérieures ne sont pas suffisantes à elles seules. Il faut qu'elles soient complétées par le rétablissement de relations normales avec les autres États et la levée des obstacles entravant la liberté des communications. Ces principes furent proclamés déjà par le Comité pour l'Autriche de la Société des Nations et, en conséquence, le Conseil de la Société appuya chaleureusement l'invitation adressée par le gouvernement autrichien à tous les États européens à conclure des traités commerciaux avec l'Autriche. Cette invitation éveilla un écho favorable. Des traités furent passé avec l'Italie, la France ; les négociations avec la Hongrie sont en bonne voie. Il est inutile d'insister sur la grande importance que présente la conclusion d'un véritable traité de commerce entre la Hongrie et l'Autriche pour tous les deux pays. Ces États voisins qui vécurent si longtemps dans une communauté politique et économique, sont réduits l'un à l'autre par la nature et le développement économique. Aujourd'hui, où il n'y a plus rien qui les sépare, leurs intérêts vitaux exigent le rétablissement d'étroites relations économiques.

Dr. Alfred Grünberger.

LA ROUMANIE ET LES OPTANTS HONGROIS

La Hongrie est pénétrée du sentiment que de toutes les nations du monde c'est elle qui a souffert et qui souffre encore le plus des conséquences de la guerre mondiale. Elle a perdu les deux tiers de son territoire et de sa population, elle a été privée du magnifique réservoir de ses trésors naturels et de culture. Et malgré tout cela, il n'y a aucune nation désirant la paix durable avec plus de sincérité et plus d'intensité que justement la Hongrie. C'est ainsi qu'elle a pris la ferme résolution de s'accomoder entièrement aux stipulations des Traités de paix et d'en observer tous les détails avec la plus grande loyauté. De la part des autres nations, la Hongrie n'exige en échange autre chose que l'observation des mêmes stipulations dans toutes leurs relations.

Cependant, les États soi-disant successeurs n'observent les traités internationaux que pour autant que ceux-ci leur confèrent des avantages, ils en violent sans cesse les rares dispositions qui leur imposent des devoirs. Cette-foi-ci je ne m'occuperai que d'un cas flagrant de cette nature, c'est-à-dire de la façon dont les Roumains transgressent les traités internationaux en ce qui concerne les optants hongrois de la Transylvanie, dépossédés systématiquement de leurs biens immobiliers.

L'article 3 du traité entre les Principales Puissances Alliées et Associées et la Roumanie, signé à Paris le 9 décembre 1919, contient ce qui suit :

« La Roumanie reconnaît comme ressortissants roumains toute personne domiciliée à la date de la mise en vigueur du présent Traité sur tout territoire faisant partie de la Roumanie, y compris les territoires à elle transférés par les Traités de paix avec l'Autriche et avec la Hongrie.

Toutefois, les ressortissants autrichiens ou hongrois auront la faculté, dans les conditions prévues dans lesdits Traités, d'opter pour toute autre nationalité qui leur serait ouverte.

Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus, devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'État en faveur duquel elles auront opté. *Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire roumain.* »

Le Traité de paix de Trianon (signé à Trianon le 4 juin 1920, entré en vigueur le 26 juillet 1921) contient aussi des stipulations parfaitement conformes à celles contenues dans le Traité conclu entre les Principales Puissances et la Roumanie (articles 61 et 63).

Après avoir détaillé les stipulations juridiques internationales concernant les propriétés immobilières des optants hongrois en Roumanie, je continue à esquisser les dispositions juridiques inaugurées en Roumanie à titre de réforme agraire.

L'article 6 paragraphe *c)* de la *loi roumaine de la réforme agraire* ayant vigueur dans la *Transylvanie,* le Banat, dans les régions de la Crisana et du Maromures (publiée le 30 juillet 1921, nommée loi Garoflid) dispose ainsi qu'il suit :

« Seront expropriées en leur totalité les propriétés rurales des absents. Au sens de cette loi l'absent est quiconque était absent de la patrie depuis le 1er décembre 1918 jusqu'au jour de la déposition de cette loi sur le bureau du Parlement (23 mars 1921) sans qu'il ait eu une mission officielle à l'étranger. »

La signification de cette loi, en vigueur aujourd'hui encore, est ambiguë. Elle n'exprime pas avec décision si l'absence se rapporte aussi aux étrangers ou seulement aux ressortissants roumains. Cependant cette ambiguïté a été éliminée par *l'Ordonnance Générale d'Exécution,* édictée à la loi Garoflid par le gouvernement Avarescu, publiée le 4 novembre 1921.

En voici le texte :

« Au sens de la loi, l'absent est quiconque était absent de la patrie depuis le 1er décembre 1918 jusqu'au jour de la déposition de la loi sur le bureau du Parlement sans qu'il ait été en mission officielle à l'étranger *ou bien qu'il soit sujet étranger.* »

Alors le gouvernement roumain lui-même a interprété d'une manière explicite les dispositions du paragraphe 6 de

la loi de façon à exempter de l'expropriation non seulement ceux qui ont été en mission officielle à l'étranger, mais aussi tous les sujets étrangers et parmi ceux-ci les optants hongrois. De sorte qu'en adoptant cette interprétation, la loi roumaine ne serait plus, sous ce rapport, en contradiction avec les stipulations des Traités.

Cependant, le 12 juillet 1922, le gouvernement roumain actuel a publié une seconde Ordonnance Générale d'Exécution qui, en commentant le paragraphe *c)* de l'article 6, ne fait plus que répéter mot à mot le texte de la loi, sans faire mention des étrangers.

Quelques jours plus tard, dans de courts intervalles (le 29 juillet, le 14 et 21 août), trois nouvelles instructions spéciales venaient à être édictées aux organes exécutifs, qui tranchent d'une manière nette la controverse concernant les étrangers dans un sens tout à fait opposé à celui que la première Ordonnance Générale d'Exécution avait adopté, c'est-à-dire en frappant de manière explicite de l'expropriation mêmes les biens immobiliers des étrangers et par cela aussi ceux des optants.

Une de ces instructions contient la disposition essentielle suivante : «La loi ne faisant aucune distinction entre les propriétaires selon leur nation, il va sans dire *qu'il est indifférent qu'ils soient citoyens roumains ou étrangers.*» Voilà une autre disposition : «Il ne faut pas tenir compte des demandes d'exception des absents qui prétendent ne pas avoir été ou ne plus être actuellement citoyens roumains (ce sont les optants !), attendu que la loi considère absent le propriétaire, en raison de son absence, pendant un temps déterminé *sans se préoccuper de sa nationalité.*»

Il y a plus. Le gouvernement roumain actuel a édicté à peu près en même temps une autre ordonnance, introduisant une procédure accélérée à suivre dans les affaires de la réforme agraire, et aussi les dispositions de cette ordonnance furent appliquées en tout premier lieu aux affaires des optants et d'autres sujets hongrois. De sorte que dès les premiers jours du mois d'août 1922, une longue suite d'affaires agraires commencées contre des optants hongrois furent mises en marche accélérée et terminées depuis lors.

Le résultat est que la plupart des optants hongrois ne sont plus en possession de leurs terres.

Les victimes sont nombreuses, elles se recrutent dans toutes les classes sociales, mais la plupart sont de petites gens de petite et de moyenne propriété. Il y a parmi eux des veuves et des orphelins qui furent privés par la réforme agraire roumaine de l'unique source de leur subsistance.

De tout ce que je viens de dire, il résulte que la loi agraire roumaine actuellement en vigueur, nommée loi Garoflid, d'après l'interprétation qui lui fut donnée par le gouvernement Bratianu, — c'est-à-dire que les personnes ayant opté pour la Hongrie peuvent être privées de tous leurs biens immobiliers à titre d'absentéisme — est en contradiction avec les Traités internationaux, étant donné que ceux-ci assurent aux optants hongrois le droit de conserver leurs biens immobiliers en Roumanie.

La loi roumaine a d'autant moins de raison de prendre l'absence comme base de privation de droit que celle des optants était forcée dans la plupart des cas. Les personnes en question étaient obligées de fuir devant les troupes roumaines — le nombre des réfugiés est de 180.000 âmes — et il leur était absolument impossible de retourner, puisque la frontière, ou pour mieux dire, la ligne de démarcation était fermée, et le retour des Hongrois en Transylvanie fut interdit par principe par le gouvernement roumain.

En outre, le traité de paix de Trianon n'est entré en vigueur que le 26 juillet 1921. Par conséquent, toute la période durant laquelle l'absentéisme devrait exercer ses effets aux termes de la loi, est *antérieure* à l'entrée en vigueur du Traité de Trianon. A ce temps, toutes lès personnes qui avaient leur indigénat sur le territoire de la Transylvanie étaient encore de plein droit sujets hongrois. A quel titre la législation roumaine avait pu leur prescrire, par une loi *rétroactive*, de séjourner ici ou là, en dehors ou au delà de la frontière qui n'était pas même fixée ? Il y a plus. Au commencement de cette époque, les troupes roumaines ne sont entrées à Kolozsvár, capitale de la Transylvanie, que le 24 décembre, et elles n'ont atteint la ligne de démarcation devenue ensuite la frontière définitive que vers la mi-avril 1919. Comment une loi roumaine pouvait-elle régler l'attitude de sujets hongrois qui ne vivaient pas même sous une occupation roumaine, mais étaient citoyens de leur patrie hongroise comme tous les autres ?

La violation des droits des optants hongrois garantis par les Traités internationaux est autant plus grave que l'indemnité donnée — le prix d'avant-guerre — n'est que 2½ % de la valeur véritable, et même ce montant minimum n'est payé au comptant, mais en titres de rentes sur l'État qui, en général, ne représentent plus que 40% de la valeur nominale de ces titres, ainsi en réalité toute l'indemnité donnée n'est que qu'un % de la valeur effective des terres enlevées. Une telle indemnité ne permet plus de qualifier ce procédé d'expropriation ne poursuivant que des buts agraires : ce n'est rien autre qu'une véritable dépossession, une confiscation déniant le principe de la propriété privée sous le régime duquel vivent les peuples civilisés de l'Europe.

Mais ce n'est pas assez. La Roumanie vient de diriger tout récemment une nouvelle attaque contre les biens ruraux des étrangers et parmi ceux-ci des optants hongrois. Il s'agit de l'article 19 de la nouvelle constitution roumaine qui fut votée le 30 mars de cette année par le Parlement de Bucarest. La teneur de cet article est la suivante : « A n'importe quel titre seuls les Roumains peuvent acquérir et peuvent conserver des biens ruraux. Les étrangers n'auront droit qu'à une indemnité. » Quant aux optants, cette nouvelle disposition se heurte pareillement aux stipulations des Traités internationaux, garantissant la conservation des biens immobiliers en question.

Ce n'est pas contre une réforme agraire loyale, mais contre ces confiscations injustes que nous élevons notre protestation. Nous sommes d'avis que les Traités internationaux défendent expressément toute confiscation, spoliation, dénationalisation et que, par conséquent, en tant que la réforme que poursuit à présent la Roumaine dans la Transylvanie, a pour base des dispositions spoliatrices, en enlevant la terre aux Hongrois vaincus, elle est en opposition avec les stipulations des Traités, avec la raison d'être de ces stipulations, qui ont pour but précisément de prévenir les confiscations et la dénationalisation.

Il s'ensuit de tout ce que je viens d'exposer que les mesures énumérées prises par la Roumanie sont en contradiction avec les Traités internationaux. La justice la plus élémentaire exige que cet État renonce aux mesures violant les Traités. Nous exigeons que les biens immobiliers, confisqués des optants

hongrois à titre de réforme agraire, leur soient restitués, que les optants hongrois, frappés de ces mesures de confiscation, soient indemnisés et libérés à l'avenir de charges contraires aux dispositions des Traités internationaux.

Si la Roumanie ne répare de son propre gré les torts et les injustices qu'elle a commis, on doit l'y contraindre. Il est naturel qu'il n'y a lieu que de recourir aux moyens pacifiques. Le moyen pacifique consisterait à ce que la Société des Nations contraignît l'État ayant contrevenu aux Traités internationaux à remplir ses obligations résultant desdits Traités. La Hongrie ainsi que la Roumanie sont membres de la Société des Nations. Le devoir de la Société des Nations est de régler amicalement les litiges survenus entre ses membres. Et comme la Société des Nations dispose d'un organe spécial pour régler les différends qui s'élèvent sur les questions à caractère juridique, notamment sur l'interprétation des Traités internationaux, à savoir *la Cour permanente de justice internationale* à la Haye : il est indispensable que cette Cour d'une autorité exceptionnelle soit saisie de la cause des optants hongrois.

Les décisions de la Cour permanente de justice internationale sont obligatoires pour les membres de la Société des Nations. La Hongrie a déjà déclaré officiellement se soumettre aux décisions de la Cour. La question est de savoir si la Roumanie fera de même ?

GEORGES DE LUKÁCS.

LA HONGRIE MUTILÉE — UNE CRISE ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE

Il est hors de doute que ce furent les nécessités économiques qui ont toujours déterminé le développement de l'humanité, ainsi que la formation sociale et politique des États et des nations. C'est en vertu de cette loi vitale que, durant mille années, la Hongrie ancienne fut maintenue, puisqu'elle était à même de pourvoir à tout ce qui était nécessaire à la conservation et à la sécurité de la totalité de sa population. A ce propos, je voudrais attirer l'attention sur un point de vue dont les conséquences ont encore à peine été appréciées autant qu'elle le mériteraient. Nous ne cessons de proclamer que le territoire total et intègre de la Hongrie était une communauté de production complète, qui est disloquée aujourd'hui en cinq imperfections de production. Tout ce qui servait donc à tenir ensemble les habitants de la Hongrie par le fait de leur assurer une existence prospère, y compris l'unité géologique, s'est transformé d'une aptitude unitaire de vitalité, en cinq inaptitudes de vitalité. Je pose la question : saurait-on imaginer que la Tchécoslovaquie, la Roumanie ou bien la Yougoslavie pût occuper tout le territoire de la Hongrie millénaire, des Carpathes à l'Adriatique, pour se procurer l'unité économique commandée par les lois de la nature ? Chacun des États successeurs ne peut subsister que s'il devient l'unique possesseur de tout le territoire de la Hongrie : c'est la condition primordiale de sa sécurité et de sa prospérité économique. Prague fait des efforts dans ce sens, elle y semble aussi préparer le terrain, mais toute action qui tenderait à réaliser ce but, bouleverserait l'entente avec la Roumanie et la Yougoslavie et ferait s'écrouler le château de cartes édifié sur l'occupation des territoires hongrois. Aujourd'hui, les trois alliés sont à

peu près de force égale et tous les trois voudraient accroître ou plutôt assurer leur puissance au détriment de la Hongrie mutilée. Le sort de la Roumanie est lié à la question de la Russie dont la solution ne saurait tarder. La Yougoslavie appartiendra toujours au groupe des peuples balkaniques et l'Italie n'admettrait point la moindre accroissance de sa puissance. La Tchécoslovaquie est un État enclavé dont l'avenir est déterminé par la mesure dans laquelle l'Allemagne reprendra ses forces et par la question du rattachement de l'Autriche à l'empire allemand.

On a aussi beaucoup agité la question d'une confédération danubienne pour suppléer aux nécessités vitales représentées par l'ancienne monarchie austro-hongroise. Mais où sont l'élévation d'esprit et l'objectivité indispensables pour réaliser un tel projet ? En outre, ce n'est pas la monarchie austro-hongroise qui fait défaut, puisque c'était un groupement d'États plutôt changeant que stable, — ce qui manque, c'est l'intégrité de la Hongrie par laquelle, grâce à sa nature historique et économique, ce pays pouvait s'élever même après le plus grand bouleversement.

Par la restauration de la Grande-Hongrie tout se résout ; sans elle, tout reste à l'état insoluble en Europe centrale.

Je tâcherai de soutenir cette thèse par la statistique de l'estomac et des nécessités de la vie.

Le nombre de ceux qui émigrèrent de la Grande-Hongrie, dans les années 1903—1913, fut 790.000 hommes, c'est-à-dire tandis que le pourcentage de ceux qui, avant la guerre, n'étaient pas à même de gagner leur vie, était de 23 dans le bassin hongrois, il s'élevait à 77% dans les territoires arrachés à la mère-patrie. Si nous tenons encore compte du fait qu'au temps où la Hongrie fut une, le nombre des habitants de la Haute-Hongrie, de la Transylvanie, voire même du Banat, de la Batchka qui ont trouvé une existence dans le bassin hongrois, était quatre fois supérieur à celui des habitants de ce bassin qui gagnèrent leur vie dans les territoires arrachés à la Hongrie : il est évident que, du point de vue de la population de ces territoires, le bassin hongrois représente une force économique plus considérable que ce n'est le cas inversement.

Puisque les habitants des territoires arrachés ne peuvent maintenant venir dans le bassin hongrois, l'émigration y de-

vient toujours plus intensive, elle est même fomentée artificiellement de Prague, Belgrade et Bucarest ; malgré tout cela, on ne parvient pas à restreindre le nombre des chômeurs.

Comme dans la fable romaine, le bassin hongrois était l'estomac qui remplit les fonctions digestives et produisit le sang nécessaire aux veines parcourant toutes les cellules diffuses et improductives. Ce bassin s'est même résigné, de ce point de vue, à des sacrifices désintéressés. Ainsi, par exemple, dans les deux décades précédant la guerre, l'État avait investi dans les contrées peuplées par les soi-disant nationalités qui sont maintenant détachées de la Hongrie, cinq fois autant de capitaux pour édifices publics que dans le bassin habité par une population purement magyare. Tandis que les écoles de ces dernières contrées étaient pour ainsi dire des chaumières menaçant ruine, dans la Haute-Hongrie et la Transylvanie des centaines de palais magnifiques furent érigés pour l'enseignement. Pour faire avancer l'industrie de la Haute-Hongrie et de la Transylvanie, on fit construire des chemins de fer, on aloua des subventions, etc., et lorsque nous luttâmes avec l'Autriche pour l'industrie hongroise, ce fut en réalité pour l'industrie de ces territoires où l'esprit de sacrifice hongrois servit précisément la cause de la population slovaque ou roumaine. Et lorsque ces territoires furent détachés de la Hongrie, leur industrie florissante fut bientôt ruinée par l'intérêt industriel de l'ancienne Tchéquie et du Royaume roumain. Tandis que *l'intégrité territoriale qui se manifeste dans la géographie de la Hongrie, avait également nourri le tout et les parties,* — le morcellement eut un contre-coup fâcheux sur le développement de la Haute-Hongrie, aussi bien que de la Transylvanie et du Sud de la Hongrie. La Hongrie mutilée et les territoires détachés souffrent également de cet état de choses, à preuve qu'en Haute-Hongrie, en Transylvanie et dans le Sud de la Hongrie se dessine un mouvement d'émigration tel qu'il n'en a pas encore eu de pareil. Ce qui était une force soutenant réciproquement les parties lorsque l'unité existait, est maintenant que celle-ci est détruite, condamné au dépérissement et à la mort.

La statistique nous enseigne que tel État possède beaucoup de certaines choses dont l'autre n'a que peu ou rien ; cependant le balancement est rendu impossible par suite des

frontières politiques actuelles. Des 26 millions arpents de forêts, il n'échut à la Hongrie mutilée qu'à peine 4 millions, c'est-à-dire une huitième partie de l'ancienne quantité, et encore celle-ci se compose-t-elle d'espèces de bois d'une qualité très inférieure. Tandis que sur sa production annuelle en sel, s'élevant à 2 millions et demi de tonnes, pas un gramme n'échoit à la Hongrie mutilée : la Roumanie dispose de tels excédents de sel qu'elle en néglige presque complètement la production sur les territoires nouvellement conquis. La Hongrie mutilée a besoin annuellement à peu près d'un million de tonnes de sel et, à en juger par les indices, ce n'est pas des mines de sel de Máramaros qu'elle en fait l'importation ; même la Yougoslavie se pourvoie en sel en l'Allemagne et n'importe point, comme auparavant, de sel hongrois de Máramaros. Où voit-on ici la possibilité d'une conciliation économique des territoires séparés par les frontières politiques ? L'ancienne Hongrie a produit 105.000 tonnes de cuivre, 1330 tonnes de minerais de zinc, 114.000 tonnes d'antimoine, une quantité de sulfure de fer jaune dépassant un million de tonnes, 117.000 tonnes de minerais de mangane ; la Hongrie mutilée n'en peut produire un seul kilo et elle a perdu, en outre, 10 millions de la production annuelle en minerais de fer s'élevant à 12 millions.

Ce qui est plus intéressant encore, c'est que les matières premières des territoires détachés ne sont pas exploitées aujourd'hui dans la même mesure qu'autrefois, tandis qu'au temps de l'intégrité hongroise, elles furent bien utilisées et suffirent à peine aux besoins ; aujourd'hui, on n'utilise que la huitième partie de l'ancienne production. Par le fait de la mutilation de la Hongrie, on laisse enfouis ces trésors dans le sein de la terre, et la conséquence en est que les fabriques, les scieries, les usines s'arrêtent et les dommages qui résultent de ce développement économique impossible, deviennent de plus en plus grands pour l'humanité. Le plus intéressant est, tout de même, que les grandes industries fonctionnent à peine sur les territoires détachés, bien que ces derniers soient pourvus en abondance de matières premières, tandis que ces mêmes industries se trouvent en plein épanouissement dans le bassin hongrois, dépourvu de la plupart des matières nécessaires. Le cœur, le cerveau, la vitalité sont de ce côté-ci et l'emportent sur

les plus grandes difficultés, tandis que là, les possibilités offertes par la nature — séparées de l'ensemble — restent inexploitées.

Le territoire hongrois le plus important du point de vue industriel, et qui se trouve actuellement en possession des Tchèques, offre un exemple caractéristique à cet égard. Avant la guerre, lorsque ce territoire faisait encore partie du royaume de Hongrie, à peu près 100.000 ouvriers y étaient occupés dans les mines, et la valeur de leur production se montait à plus de 600,000.000 couronnes d'or par année. Évalué au change actuel, cela ferait 1200 milliards couronnes papier et, en argent tchèque, plus de 8 milliards. Or, nous lisons dans le rapport présenté par la Chambre de Commerce de Prague, que, dans les mines et usines de Slovaquie, la valeur de la production montait, en 1922, à peine à un milliard de couronnes tchèques et ne fit occuper que 33.000 ouvriers, tandis que, des 7000 ouvriers industriels rentrés d'Amérique — 6000 durent derechef émigrer. Cela se produisit au moment où, dans les usines de la Hongrie mutilée, la proportion du chômage fut à peine augmentée par cette masse ouvrière qui, vers les années 1922—1923, refluait chez nous de l'Autriche et de l'Allemagne et aussi du territoire tchèque. Du reste, sur tout le territoire détaché de la Hongrie, ce ne sont que 130.000 forces de cheval qui fonctionnent dans les fabriques : autrefois, il y en avait 400.000 chevaux. Des 220.000 ouvriers spéciaux qui étaient occupés avant la guerre, il n'y a que 73.000 qui travaillent, et encore le nombre des journées est-il inférieur à celui des temps où l'unité subsistait !

D'après les données statistiques du professeur Ladislas Buday,[1] le territoire de la Hongrie actuelle était très favorable au développement de toutes les branches de l'industrie, ce qui constitue un facteur important du point de vue de l'essor industriel ultérieur du pays. Par contre, dans les territoires détachés de la Hongrie, l'industrie alimentaire est rétograde ; ainsi, par exemple, en Slovaquie, les vivres sont, en moyenne, beaucoup plus chères que dans la Hongrie mutilée, parce qu'on y est obligé d'en importer la plupart de l'étranger lointain. Tout cela prouve que les territoires détachés de la Hongrie, ne pouvant plus s'appuyer sur le bassin hongrois, sont réduits

[1] *La Hongrie mutilée,* Paris, 1922.

aux mêmes difficultés économiques du point de vue industriel et de la nourriture que la Hongrie mutilée l'est au point de vue des matières combustibles, du sel et de la plupart des matières premières. Mais, tandis qu'à l'aide de l'organisation centrale ancienne, on est à même, chez nous, de remédier à beaucoup de maux, l'organisation économique qui est en train de se développer à Prague, à Bucarest et à Belgrade, semble réserver un vasselage préjudicieux et rétrograde aux territoires détachés. Nous ne connaissons aucune loi, aucune mesure, aucune instruction des États successeurs qui ait pour but de servir le développement de l'industrie en Slovaquie, en Transylvanie, dans la Batchka ou le Banat ; au contraire, les preuves abondent qu'on travaille systématiquement à détruire l'industrie des territoires nouvellement conquis. Et si l'on peut parler de bien-être, celui-ci est en tout cas plus grand en Tchéquie qu'en Slovaquie ; la même relation existe entre l'ancienne Roumanie et la Transylvanie ; en Yougoslavie, ce qui saute aux yeux, c'est que 79% des investitions de l'État tombent sur la Serbie et que 93% des travaux publics sont concessionnés aux Serbes. Que les Tchèques ne font aucun secret de leur politique, visant au développemeut de leur propre industrie et au dépérissement de celle de la Slovaquie, ressort clairement d'une déclaration faite par feu M. Rasin, ancien ministre des Finances, devant une députation d'ouvriers slovaques. Selon lui «il y aura toujours assez de travail pour les Slovaques en Tchéquie, et si ceux-ci pouvaient jadis émigrer par centaines de mille en Amérique, qu'ils prennent maintenant leur route vers la Tchéquie, dont l'essor industriel constitue un intérêt slovaque beaucoup plus grand que le maintien artificiel de l'industrie slovaque.» C'est dans une intention bien mûrie qu'on s'efforce de faire du «frère» slovaque un minier, un agriculteur, un forestier, un éleveur de bêtes ou un simple journalier à côté de l'ouvrier spécial tchèque, pour qu'il ne puisse sortir du rang des parias lui réservé. Les usines de Slovaquie commencent déjà à s'établir dans le bassin hongrois, mais ces esclaves y restent ou émigrent. C'est pour la même raison que dépérissent les mines de sel, les scieries et les champs à gaz de Transylvanie ; les chanvreries et les élevages du porc du Banat et de la Batchka. Le contre-coup fâcheux sur l'économie sociale de ces faits est hautement pro-

clamé par un professeur de l'Université de Bucarest, qui déclarait qu'« il était facile, vu la faiblesse des Hongrois, de morceler leur pays, mais il sera très difficile aux nouveaux conquérants de maintenir dans leur état disloqué ces territoires unis par des liens économiques multiples».

Quant au développement du commerce de la Hongrie mutilée, ainsi qu'à celui des territoires détachés, nous ne parviendrons à nous en faire une idée approximativement juste que lorsque le trafic entre la Hongrie actuelle et les parties annexées par nos voisins sera réglé. L'état de choses existant ne saurait servir de point de départ, puisque ce trafic est aujourd'hui réduit au minimum et ce qui fit, autrefois, l'objet d'achat et de vente réciproques sur le territoire un, doit être acheté ou vendu à l'étranger depuis le morcelement de la Hongrie. Un avenir prochain nous dira si, avec le temps, ce que les territoires de la Hongrie intégrale produisaient pour eux-mêmes fera l'objet d'un échange mutuel ou non. Le bilan du commerce extérieur hongrois était actif du temps de l'intégrité de la Hongrie ; maintenant que celle-ci se trouve déchirée, nous ne voyons nulle part se dessiner les contours d'une unité d'action, ce qui veut dire que celle-ci ne saurait être réalisée qu'au détriment de l'une ou de l'autre des parties disjointes.

De même, nous ne pouvons encore tracer un tableau définitif de l'état des voies de communications. A l'heure actuelle, nous sommes loin d'un vrai système d'unité ; cependant, le commerce de la Hongrie, comme celui des États successeurs dépendra en grande partie des conventions conclues relativement aux questions de trafic, de transport et des droits de douane. Par sa situation centrale, la Hongrie est la tête de point de toutes les lignes de communications venant de l'Ouest à l'Orient et vice-versa, qu'on ne saurait et qu'il serait préjudicieux d'éviter, puisque les voies de communications indirectes entravent la circulation et font diminuer par là la capacité de concurrence de l'industrie.

Les banques, les caisses d'épargne et les entreprises privées purent, malgré le déchirement du territoire de la Hongrie, retrouver leur activité d'antan, mais les conceptions économiques d'une grande envergure ne furent possibles que là où prévalait l'intérêt de l'État qui devait, derechef, se résigner à des sacrifices extraordinaires. D'un esprit d'entreprise vrai-

ment grandiose, nous ne voyons aucune trace ni dans la Hongrie mutilée, ni sur les territoires qui en sont détachés ; partout dominent encore les affaires conjoncturales promettant de gros bénéfices et la spéculation occasionnelle ; nous sommes loin encore de cette époque de placement des capitaux où nous pourrons retourner à un service d'intérêt normal. Il faut constater que la consolidation économique, sociale, voire même politique de l'Europe centrale ne peut se faire qu'à mesure que les paix dictées permettent une répartition normale, systématique et proportionnelle des intérêts du capital et des produits du travail, en assurent par là l'existence des individus et la possibilité de calculations stables dans tous les domaines de la vie économique. A mon humble avis, toute l'œuvre de paix tourne autour de cette question. Si les peuples intéressés parviennent à un point de stabilité économique même dans les frontières actuelles, on aura trouvé le seul moyen pour justifier les traités dictés à Paris. Notre devoir est cependant d'examiner si, étant données les circonstances actuelles et celles de demain, peut-on s'attendre à ce que, dans l'Europe centrale d'aujourd'hui, ce point de repos économique puisse être si non atteint, du moins approché ? Nous devons y répondre par la négative la plus catégorique en ajoutant que plus longtemps l'état disloqué d'aujourd'hui, ayant succédé à l'unité d'antan, durera, plus catastrophique sera la situation économique, sociale et politique non seulement de la Hongrie mutilée, mais de tous les États successeurs.

Exceptées les quelques dizaines de mille champions décidés à tout de la spéculation conjoncturale, il n'y a pas de branche d'occupation qui puisse garantir un minimum d'existence à ce bloc de peuples comptant 200 millions d'hommes qui s'étend de Hambourg à Constantinople et de Danzig à Athènes. Il s'agit de l'Allemagne, de la Pologne, des États baltiques, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de la Yougoslavie, de l'Albanie, de la Grèce, de la Bulgarie et de la Turquie. Sur ces territoires, même en temps de paix, lorsque l'organisation économique était équilibrée, le bien-être n'atteignit pas, en moyenne, un assez haut degré pour pouvoir empêcher l'émigration annuelle de deux et demi millions d'hommes. Selon les données d'un spécialiste de l'Office international du Travail, le nombre de ceux qui, par suite des

nécessités économiques, seraient forcés d'émigrer, dépasse 8 millions ; ils en sont empêchés grâce à des mesures prohibitives et, par conséquent, ils contribuent à rendre plus difficiles encore les conditions d'existence sur les territoires en question. Il faut donc mettre, sur le passif du bloc de peuples ci-dessus mentionné, 8 million chômeurs et autre 100 millions qui sont incapables de gagner leur vie . . . Un deuxième poste également passif est — selon les données de l'Institut international d'Agriculture de Rome — le manque de 120 millions de tonnes de céréales, comparé aux chiffres de production des temps de paix. Un troisième poste passif résulte de l'état anarchique où se trouvent les changes dans ces régions bouleversées. Autres postes passifs : manque absolu de la production et du travail normaux ; abstention du capital par suite du dépérissement de l'esprit d'entreprise ; crainte et haine mutuelles ; accroissement de la méfiance et abaissement du niveau de culture ; impossibilité de toute solution commune à cause de la divergence des intérêts égoïstes tendant âprement à se faire valoir ; brutalisation générale ; chaos dans les relations internationales et, à cause de cela, désintéressement des États Unis d'Amérique ; enfin, conviction que la paix n'est pas faite et que des conflits armés sont encore possibles. Tout celà prouve que la situation créée par les traités de paix n'est pas susceptible de servir de base pour une consolidation systématique ; que le bouleversement de l'Europe n'est dû qu'à une suite d'improvisations qui n'offrent ancun point ferme pour une réorganisation quelconque.

Ce n'est pas là notre opinion à nous seuls. Les conducteurs politiques et économiques, les hommes d'État responsables de tous les États de l'Europe centrale et de l'Est, qu'ils soient victorieux ou vaincus, s'efforcent de marcher dans une autre direction que celle indiquée par les traités de paix. Ce n'est pas ainsi qu'ils l'avaient pensé ! Un journal viennois s'est adressé naguère aux facteurs compétents de l'Europe centrale pour demander leur avis sur la situation : tous ont été unanime à déclarer que l'Europe centrale est victime d'un chaos économique et que — faute d'une conception commune — chaque État cherche — et ne trouve pas — une issue séparée.

Nous ne tiendrons compte que de l'attitude de certains vainqueurs, de ceux qui forcèrent toujours les choses, en pré-

tendant que c'est ainsi qu'on arrivera à la voie qui mène au salut. La Pologne, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie n'ont fait que s'enrichir et elles continuent à le faire encore. Et, cependant, toutes souffrent du malaise économique général qui s'appesantit sur l'Europe. Le plus instructif est, à cet égard, le sort de la Pologne qu'un de ses présidents du Conseil, M. le général Sikorsky s'est vu obligé de caractériser ainsi :

— Selon mon opinion, — dit-il — nous ne pourrons sortir du chaos que si nous tendons tous nos efforts vers un change assaini. Sans cela, le problème d'aucun pays ne peut être résolu. Ma patrie, la Pologne, en offre un exemple classique. Nous avons beau être un des pays agraires le plus riche du continent, le développement de notre industrie a beau dépasser les proportions de celui des temps de paix, le chancre du change ronge notre bilan commercial en rendant illusoires tous ses chiffres. Depuis des années, nous n'avons pas eu d'une récolte aussi bonne que la dernière fois et, cependant, la cherté augmente outre toute mesure raisonnable. Tout cela est causé par le change, ce vampyre des pays du Centre de l'Europe, qui suce les dernières gouttes de leur sang . . .

Voilà, comment parle un homme d'État d'un pays vainqueur dont on ne saurait prétendre qu'il travaille consciemment à la dépréciation de sa monnaie pour ne pas payer de «réparations». L'exemple de la Pologne prouve d'une façon éclatante que même un État puissant, qui commence pour ainsi dire son existence sans aucun poste passif, peut tomber, en dépit de sa riche production, dans la misère la plus noire, et cela malgré toute aide financière étrangère. *Parce que le gouffre dans lequel on avait poussé les vaincus, menace d'engloutir même les créations les plus belles des vainqueurs.*

De notre point de vue, c'est surtout l'opinion de M. Édouard Benes, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, qui est intéressante. Elle peut se résumer en la déclaration suivante : «La paix durable et la consolidation des États nouvellement créés ne peuvent être obtenues que par un concours mutuel de leurs intérêts économiques.» M. Benes, si riche en idées, ne trouve que cette solution banale à la situation dans laquelle nous nous débattons, parce qu'il se cramponne opiniâtrement au monstre de Trianon et ne se soucie pas

des possibilités économiques offertes par l'Europe centrale. Enclavée qu'elle est parmi cinq États à un change dégringolant chaque jour davantage, quel remède M. Benes espère-t-il opposer au marasme économique qui est en train d'envahir de plus en plus les frontières de sa Tchécoslovaquie ? Il ne veut pas admettre que des formations d'État, condamnées elles-mêmes à périr, ne peuvent pas maintenir en vie d'autres formations d'État dépourvues également de vitalité, surtout si les peuples cherchent à se soutenir l'un au détriment de l'autre et à se ravir le dernier planche de salut qui pourrait les préserver d'être submergés par les flots du néant . . .

La grande Yougoslavie libérée est-elle devenue ce paradis dont rêvait l'imagination enflammée de ses créateurs? Elle a accès à la mer, elle a une flotte, elle a des montagnes, des plaines, des eaux en abondance ; on ne cesse de lui prodiguer les emprunts qui doivent servir à l'amélioration de son change . . . Et, cependant, que voyons-nous ?

On n'y trouve point les traces de cet état de bien-être qui nivelle les contrastes entre les diverses couches de la société. M. Constantin Stoyadinovitch, ministre des Finances avoue, dans une déclaration, qu'il avait essayé de tout : de la déflation et de l'inflation, de la parcimonie, d'un emprunt étranger d'investition, de l'amélioration du bilan commercial pour parvenir à la stabilisation du dinar : ce qui lui a aussi réussi ces derniers temps, mais — dit-il — « ce qu'on ne peut en aucune façon stabiliser à cause des querelles politiques incessantes, c'est l'existence des masses du peuple, et nous devons recourir à l'émigration pour calmer le corps fiévreux de la nation qui se combat elle-même, et pour rétablir ainsi l'équilibre des forces économiques ».

La grande Yougoslavie libérée en est arrivée là que, malgré toutes ses richesses, ce soit l'émigration étatisée dont elle attend son salut . . . Et nonobstant tout cela, elle est loin de profiter des enseignements de ses propres malheurs et elle exige de la façon la plus absurde des réparations de la part de la Hongrie, parce que — dit-elle — « renoncer aux réparations, ce serait priver la Yougoslavie d'une de ses ressources financières la plus importante ! » Il n'y a que le mendiant qui puisse sauver le riche : voilà le fondement moral et économique de la Yougoslavie ; elle n'en a pas d'autre.

Enfin, il y a la Roumanie dont aucun membre du gouvernement ne prit part à l'enquête mentionnée plus haut, par la simple raison que « la Roumanie est aujourd'hui tellement occupée par ses affaires intérieures qu'il ne lui reste pas assez de temps pour s'occuper d'une façon assez intensive des questions extérieures ! »

— La Roumanie — disait un de ses ministres qui n'entendait pas se laisser interviewer — avait été trompée et bernée par tout le monde ; maintenant elle se trouve sans argent, ayant à gouverner un pays difficile et entourée de voisins plus difficiles encore.

C'est ainsi que se plaint la Roumanie, et nous n'avons rien à y ajouter. Mais que doit faire la Hongrie, la Hongrie mille fois trompée et désillusionnée — la petite orpheline mutilée de l'Europe ?

L'Europe elle-même ne sait pas où elle en est aujourd'hui, — et la Hongrie, la pauvre Hongrie en a été réduite à une question de quantité négligeable au milieu du vaste chaos européen . . .

C'est dans de pareilles circonstances que la question des soi-disant réparations est suspendue au-dessus de notre continent : on entend mettre à contribution sa misère, pour achever de rendre, d'une façon inconsidérée, plus tragique encore le sort de l'Europe. Comment pourrait-on sortir du chaos européen ? Si les anciennes organisations de production, qui ont fait leurs preuves, recommençaient à fonctionner. Du point de vue de l'industrie, ce fut l'Allemagne, du point de vue de l'agriculture, ce fut l'ancienne Hongrie qui formaient, dans l'Europe du centre, de ces unités de production bien organisées et prédestinées par la nature. Si ces deux États, secondés par toute l'Europe, pouvaient continuer leur travail productif, on ne tarderait pas à trouver une issue du chaos politique et surtout économique où se débattent les peuples ; tous les deux États sont prêts à accomplir de nouveau cette mission de sauvetage, mais c'est justement ces deux bases de consolidation qu'on a mutilées, morcelées et privées des conditions de la vie pratique, tout en continuant à leur mettre de nouvelles entraves . . . On ne songe pas à ce que même les parias ne sont pas en état de bien servir leurs maîtres que si leurs bras et pieds sont libres et leur corps sain et sauf, tandis que les

esclaves malades et voués à la misère finissent par contaminer leurs maîtres, qui sont moins propres à supporter les maladies que les parias y entraînés.

Nous ne voulons nous occuper que de la situation de la Hongrie, et cela au point de vue de sa «capacité de payement» et des réparations. Nous ne citerons que des données statistiques et des chiffres qui n'admettent aucune fausse interprétation. Nous devons avant tout prendre en considération que, par suite du morcelement, le pays perdit la plupart de ses ressources économiques. 28 % du territoire et 36 % de la population lui sont restés pour supporter un fardeau sous lequel même l'ancienne Hongrie aurait succombé. Voyons d'abord quelles seraient les excédents de revenus auxquels l'État hongrois devrait puiser pour payer ses dettes extérieures ? Toute la Hongrie exportait en 1911—13, en moyenne annuelle, des produits de la valeur d'un milliard et 900 millions couronnes-or ; sur cette somme, il échoit en partage à la Hongrie mutilée, 475 millions couronnes-or. Mais l'exportation effective d'aujourd'hui est de beaucoup inférieure, tandis que *l'importation effective* est relativement si considérable que notre bilan commercial en devient, dans une mesure extraordinaire, passif. La cause en est que nous devons importer les articles les plus indispensables et les payer en valutas qui sont excessivement chères, ce qui est d'autant plus regrettable pour nous, qu'au temps de l'intégrité de notre pays, nous pouvions recevoir la plupart de ces articles des territoires détachés aujourd'hui.

De la fortune nationale, il échoit sur la Hongrie, 37·8 %, mais encore ce chiffre est-il trompeur, si nous tenons compte que la majeure partie des biens faisant partie de la fortune nationale se sont détériorés; pour les rendre productifs, il serait nécessaire d'avoir recours à des placements de capitaux montant à des chiffres fantastiques ; en outre, l'organisation de la vie économique dans les nouvelles frontières exige aussi des investitions colossales pour empêcher que la fortune nationale ne subisse de nouvelles pertes. A vrai dire, une fortune nationale positive n'existe même pas : l'étranger est aussi de cet avis, tandis que les biens hongrois sont grevés d'un déficit énorme et de dettes indéfinies. Ces biens constituent plutôt des pseudo-postes de la machinerie de l'État, dont il serait très difficile de faire un excédent dans la situation actuelle. Ou

bien saurait-on considérer comme une augmentation de la fortune nationale les dégâts causés par les révolutions ou le butin emporté par les Roumains ? Le déficit se chiffrant par des milliards du budget de l'État ne fait qu'accroître, bien qu'il ne soit affecté aux dépenses productives que 4%, tandis que le service des titres de l'État montait, en 1922—23, aux 23% du déficit total. A l'assistance des invalides de la guerre et aux pensionnaires, il n'est affecté que 4%, aux institutions de culture que 6%. Il faut encore tenir compte de ce que, cette année, nous versons déjà 20% des revenus nationaux dans les caisses de l'État ; une autre charge de 30% est représentée par le déficit du budget et les dettes de l'État, de sorte que le citoyen hongrois ne dispose plus, dès aujourd'hui déjà, de plus de la *moitié de ses revenus.* De la fortune nationale évaluée, en 1921, à 853 milliards cour. papier, nous dépensons 8½% par année, et à mesure qu'augmente le déficit budgétaire, cette dernière diminue dans la proportion du manque d'investitions productives et de la passivité de notre bilan commercial. Partout il n'y a que déficit . . .

« Où il n'y a rien, le roi a perdu ses droits », dit un ancien adage français : il serait donc curieux de savoir où nos anciens adversaires entendent prendre, dans ce déficit béant, les sommes immodérées qui doivent servir à couvrir leurs exigences de réparation ? Cependant, puisque dans la lettre d'envoi du traité de Trianon on nous garantit que la Commission des Réparations aura le devoir d'examiner *la véritable capacité de payement de la Hongrie mutilée,* nous sommes fondés à espérer que nous serons peut-être libérés entièrement du fardeau de l'indemnité de guerre, affublé sous le nom de « réparations ».

Pour revenir à notre thèse fondamentale, nous devons constater que, malgré les stipulations y relatives, les traités de paix ne sont point parvenus à rétablir cette ancienne unité économique qui existait entre les territoires détachés de notre pays. Dans la lettre d'envoi ci-dessus mentionnée, on a beau parler presque ironiquement des « liens séculaires » ayant autrefois relié les parties désormais séparées de la Hongrie intégrale, le rétablissement du trafic subsistant depuis des siècles entre ces territoires réduits les uns aux autres, est une condition sine qua non de leur vitalité, sans même parler des relations de culture et de politique. Mais nous sommes encore

très loin d'un libre échange entre la Hongrie et les États dits successeurs, bien que cet état de choses et gros de dommages pour notre « capacité de payement », qui intéresse de si près la « commission des réparations ».

Je me résume. J'ai tâché de démontrer

1. que, pour les peuples des territoires détachés de notre pays, il est plus avantageux d'appartenir au bloc économique de la Hongrie intégrale ; par contre, la dislocation prête plutôt à l'augmentation des difficultés économiques ;

2. que le bassin hongrois n'était jamais un poste passif relativement aux territoires détachés, mais, au contraire, il servait beaucoup plus leurs intérêts que ce ne fut le cas inversement ;

3. que la situation économique des territoires détachés a beaucoup empiré depuis leur séparation de la Hongrie : les chances de travail ont diminué et la production a baissé d'une façon disproportionnée, par suite du défaut du libre échange ayant existé au temps de l'unité ;

4. que les traités de paix sont susceptibles de saper graduellement le niveau de l'existence de tout le bloc des peuples vivant entre Danzig et Athènes et d'aboutir à des bouleversements économiques et sociaux inconnus jusqu'à présent ;

5. que les traités de paix manquent de toute conception économique et pour n'avoir imposé aux vainqueurs que des avantages et aux vaincus que des désavantages, ils ont perdu toute base sociale et économique. Voilà la raison pourquoi Versailles, St-Germain, Sèvres, Trianon, comme autant d'improvisations historiques, menacent de s'écrouler ;

6. qu'on n'a pas encore trouvé de projet, d'idée ou de convention permettant de commencer le travail de la restauration économique, c'est-à-dire d'établir la vraie paix et la base pour la sécurité rendant possible la collaboration des peuples.

En suivant d'autres voies, c'est à ces mêmes conclusions que sont parvenues tous ceux qui étudièrent l'œuvre de paix et ses conséquences sous l'aspect économique et non pas du point de vue d'une politique impérialiste. Il s'agit donc de savoir comment pourrait-on sortir de cette anarchie internationale ?

Il paraît difficile, cependant, il est assez facile d'y répondre. On a beau eu tenir des conférences de Bruxelles à Gênes ; de

M. Loucheur à Rathenau, les hommes les plus capables ont vainement cherché à trouver une solution, parce qu'il leur était *interdit de toucher à la base même* des traités de paix; or, ces derniers sont impropres *à servir d'assises à l'œuvre d'une restauration stable.* On peut dire que toute solution sera impossible sur la base de ces traités, comme l'a prouvé aussi l'attitude réservée des États Unis d'Amérique, car ceux-ci, réalistes qu'ils sont, considèrent l'Europe d'aujourd'hui comme irréelle.

Tout dépend du moment où les facteurs de la politique européenne se rendront vraiement compte de la base irréelle de l'œuvre de paix pour se rapprocher vers les réalités de la vie économique.

Dr. Émeric de Dréhr.

PARTAGE DE LA RUSSIE ET DE LA TURQUIE![1]

Ma thèse est aussi simple que le geste de Christophe Colomb calant son œuf sur la table autour de laquelle on « byzantinisait », ou que celui d'Alexandre le Grand, tranchant le nœud gordien, que les *« hommes avisés et habiles »* s'évertuaient vainement à dénouer.

Au lieu de tourner en rond autour du pot puant de la Russie bolchéviste, ou de s'endormir dans le cauchemar de la catastrophe générale européenne, du problème sans issue de l'insolvabilité allemande et du chaos ottoman, on devrait résoudre toutes ces questions, qui n'en font qu'une, en partageant toute l'ancienne Russie et toute l'ancienne Turquie, — d'Europe et d'Asie, s'entend — en zones d'influences entre les deux puissances principales de l'entente, d'un côté, et l'Allemagne de l'autre, cette dernière devant alors rembourser, et cela dans un court délai, *toutes ses dettes et toutes celles de la Russie.* La puissance à laquelle échoirait le sol turc se défraierait elle-même de sa dette ottomane, pendant que l'Allemagne lui rembourserait ses dettes russes et allemandes.

Voilà l'essentiel de ma thèse, dont je démontre dans mon livre le côté utilitaire, facile à mettre à exécution.

Évidemment, à côté de ce pivot central, il y a des contingences accessoires d'une extrême importance ; le danger du renforcement excessif de la force allemande ; le problème autrichien, danubien, balkanique, hellénique, polonais, etc. ;

[1] Sans nous identifier tout à fait avec les suggestions de l'Auteur, nous trouvons cependant intéressant de reproduire quelques pages de son livre intitulé : *Peuples, voulez-vous manger ou être mangés ?* (Paris, Librairie Cervantès 1923.)

la question de ce qui serait affecté à d'autres nations européennes.

Tous ces points, je les traite dans mon livre. A toutes ces questions, qui ont une importance capitale et historique, je donne dans mon ouvrage la place qui leur est due. Mais ici, à mon grand regret, je ne dispose pas de l'espace suffisant pour y revenir, et je suis forcé de les passer sous silence et d'aller droit au but, qui est le partage de la Russie et de la Turquie entre les trois puissances intéressées et intéressantes à des titres divers.

Une fois posé ce principe fondamental de ma thèse, ceux qui veulent l'admettre timidement me font le reproche d'avoir déterminé dans quelles limites, même approximatives, doit s'effectuer ce partage, puelles portions du gigantesque gâteau doivent revenir à la France, à l'Angleterre et à l'Allemagne.

D'après cette opinion, j'aurais dû me borner à conjuguer le verbe: je partage, nous partageons. Mais oser définir comment j'entends l'application pratique de ce verbe, cela constitue, paraît-il, une inqualifiable et impardonnable préntention de ma part, Arrêtons-nous pourtant un instant à cette audacieuse résolution et entrons tout droit dans le vif du débat.

*

J'ai eu maintes occasions de discourir là-dessus avec des personnalités françaises et anglaises. Savez-vous ce qu'on m'a répondu? La Russie Bolchévique d'aujourd'hui n'est pas celle de 1920 ; elle s'est organisée, armée, elle est redoutable.

En supposant ce prodige de réorganisation et de vitalité intérieure, lequel, en l'espace de peu d'années, aurait été un fait inouï dans l'histoire des nations les plus vigoureuses et les plus unies, les plus équilibrées et les plus concentrées, il faudrait agir encore avec plus d'urgence et mettre à exécution mon plan ou au moins une idée semblable.

Qu'attendez-vous, grand Dieu, industriels d'Angleterre, bourgeois et paysans de France? Que le bolchévisme s'assagisse?

Et si, contrairement à vos prévisions gratuites, il ne s'assagit pas, comme vous le prétendez, pour excuser votre

indolence? Si déjà, en deux années, il a fait ces progrès à pas de géant que vous lui imputez, que ne fera-t-il encore dans deux ans, dans cinq ans, surtout avec l'aide efficace, persévérante et savante de l'Allemagne acculée à toutes les extrémités par l'ineptie des traités et de leurs logiques conséquences?

Attendez-vous que les sauterelles de 1920, cette fois bottées et outillées par les soins de l'état-major prussien, mettant en valeur les possibilités insoupçonnées de la Moscovie, ne viennent mettre à sac vos foyers, vos fermes, vos usines, après les avoir préalablement ankylosés avec le poison subtil qui paralyse toute velléité de résistance par l'effet de cette diffusion de la corruption et de la propagande, que déjà aujourd'hui, insensés que vous êtes, vous pourriez diagnostiquer, si vous aviez des yeux pour voir et des oreilles pour entendre et un esprit de suite pour comprendre?

Voulez-vous qu'en France et en Angleterre on fusille les ministres comme en Grèce, qu'on éventre les femmes comme en Russie, qu'on meure de faim, de choléra et de typhoïde comme au paradis marxiste?

Ce n'est pas moi qui émets ces suppositions, mais ceux qui supputent, en deux années, un progrès tel chez les bolchéviks que ces bandits, qui ne faisaient pas peur à la malheureuse Pologne en 1920, constitueraient le seul obstacle à la restauration de l'Europe en 1923. Si ce n'est pas çela, qu'on me dise alors quel autre obstacle il y a.

Est-ce l'Allemagne, qui ne demanderait pas mieux?

Est-ce l'Amérique, que cela ne regarde pas, qu'on rembourserait bien vite dans ce cas et qui pourrait désormais garder pour elle ses capitaux, lesquels ne peuvent être pour l'Europe qu'un joug onéreux et un joug étranger?

Est-ce la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, pour lesquelles ce serait une délivrance? Les Russes, que cela tirerait de la déchéance et de la torture? La Tchéco-Slovaquie, la Yougo-Slavie, la Principauté de Monaco, ou la République de Libéria ont-elles, par hasard, opposé leur veto?

N'est-ce pas plutôt la France et l'Angleterre, maîtresses absolues aujourd'hui encore de la situation, qui n'auraient qu'un geste solidaire à faire et un effort minime, infime,

ridicule, en comparaison de ce qu'elles ont fait en 1914-1918, pour se sauver elles-mêmes et sauver l'Europe et qui, bénévolement, préfèrent gémir dans l'incertitude angoissante des menaçants lendemains, croupir et souffrir dans le malaise politique, économique et social de toutes les heures, regarder la banqueroute et la décomposition frapper à leurs portes, plutôt que de sortir enfin du cercle vicieux où rien ne change et ne peut changer, plutôt que d'adopter la solution facile dont l'opportunité évidente et manifeste s'impose?

La légende napoléonienne de 1812 continue à embrouiller les esprits personnellement incapables d'inductions, d'analyse et de raisonnement logique. Les défaites de Crimée, de Turquie, du Japon et de la grande guerre ne parviennent pas à déraciner cette idée fixe d'une Russie qu'on peut battre, mais non conquérir.

Or, voilà ce qui est faux, archi-faux. D'abord, le peuple russe de 1812, bien qu'aussi ignorant et insensible au patriotisme que celui de 1923, craignait Dieu et craignait le Tsar; il était le chien ataviquement fidèle à son maître; aujourd'hui, il continue à être le chien, mais il n'a pas et ne connaît pas de maître, car il ne reconnaît pas ce caractère quasi-surnaturel aux Juifs qui règnent à Moscou, qu'il considère comme des sacrilèges et des impies... Le peuple russe n'est aujourd'hui qu'une multitude de chiens égarés, qui ne demandent qu'à devenir meute et à servir celui qui s'imposera et qui les nourrira. Pour le paysan russe, il n'y a jamais eu d'autre patrie que le maître: quand il perd sa religion, ce qui arrive de plus en plus souvent, il se fiche de tout et ne pense plus qu'à s'enivrer et à piller quand l'occasion se présente. Et ce n'est pas avec ce bois qu'on fait les héros du nationalisme et les martyrs de l'idée.

Ensuite, encore une fois, qui parle de conquérir la Russie? Ce serait évidemment de la folie que de vouloir pousser jusqu'à Tobolsk ou Irkoutsk, ou même moins loin.

Ce que je propose au Sud, c'est d'occuper l'Ukraine et le Caucase, en prenant comme base, pour la première, le Dniéper (ou si l'on préfère, les confins de la Pologne), et les ports de la Mer Noire pour le second; puis, des deux côtés,

de pousser jusqu'au bassin de Donetz, de s'y établir et de s'en tenir là pour l'instant.

Le bolchévisme étoufferra alors tout seul, par suite de l'amputation du cœur, du ventre et des poumons et la pénétration coloniale lente, progressive et sûre se fera automatiquement d'elle-même.

C'est tout à fait dans les dimensions d'une entreprise coloniale, car c'est en effet ainsi et non comme une guerre européenne qu'il faut envisager cette affaire et ne pas se faire un épouvantail d'une force qui n'existe pas.

Ce ne serait pas à proprement parler une guerre, mais une sorte de descente de police très grande, dans un vaste faubourg mal fréquenté, où ont été signalés des bandes d'apaches, mais où l'écrasante majorité des habitants sont de pauvres gens peureux et débonnaires qui désirent qu'on les laisse vivre et qu'on leur donne la paix.

Il paraît que quelques Français et Anglais, en mission officieuse à Moscou, y auraient vu de redoutables armées.

Comment les bolchéviks, qui ne savent que détruire et désorganiser, auraient-ils en deux années créé de toutes pièces une chose comme l'armée, nécessitant avant tout des forces de concentration et de cohésion, dans un pays où la concentration et la cohésion ont toujours été défectueuses et où, depuis quatre ans, règne la corruption, la terreur, la désorganisation, la débauche et le scandale, sans parler des moyens de communication de plus en plus précaires, des épidémies et de la faim?

Comment ces observateurs de quelques jours ont-ils pu voir ces armées? Ils n'ont pu voir que ce que les bolchéviks, leurs hôtes, ont bien voulu leur montrer, et entendre ce qu'on a bien voulu leur traduire.

D'ailleurs, l'armée d'un grand pays, une armée qui fait peur à l'Europe, n'est pas un bibelot qu'on sort d'un étui. Ils ont pu voir tout au plus un bataillon ici, un escadron là-bas, gardant les demeures des grands manitous, et je ne doute pas que ces unités, destinées à réprimer d'incohérentes rébellions locales et partielles soient bien armées, bien vêtues et bien nourries, parce qu'il est nécessaire que les défen-

seurs du régime aient la reconnaissance du ventre. Je ne doute pas non plus que l'aspect de ces gaillards ait pu être martial quand leur regard a rencontré l'œil investigateur de M. Herriot, ni qu'on ait trouvé des officiers parlant anglais pour raconter monts et merveilles de l'armée russe au romancier Wells, de façon que l'auteur de *L'homme invisible* fasse trembler ses compatriotes avec le spectre d'une armée invisible aussi.

Déjà, pendant la campagne bolchévico-polonaise, on avait signalé des formations très bien équipées, principalement destinées à fusiller les groupes de fuyards et à ranimer à coups de baïonnettes le zèle communiste des déserteurs, qu'ils ne sont d'ailleurs pas parvenu à enrayer quand ils fuyaient en masse. Il est possible, même probable, que depuis 1920, il y ait quelques unités de plus dans ce genre, mais tout cela est encore loin de constituer une armée qui puisse faire réfléchir une minute l'Europe coalisée. Non seulement pas une armée, mais pas même un noyau d'armée, car ce noyau doit être un centre attracteur magnétique ; or, pour le paysan russe, inculte, apathique et fataliste, le patriotisme et le civisme n'ont jamais été que des mots vides de sens.

Le communisme a eu de l'attrait pour sa cupidité native, tant qu'il lui permettait de s'approprier le bien d'autrui, mais il a totalement cessé d'en avoir quand il n'y avait plus rien à s'approprier et quand les prétendus commissaires du peuple ont voulu toucher à ses récoltes à lui. Alors, il a cessé d'ensemencer au-delà de ses plus stricts besoins, provoquant de cette manière la famine, car il ne voulait pas travailler pour le juif, qui ne respectait pas son droit de propriété et traitait comme une conquête le fruit de son labeur, comme il n'aura cure de se battre pour celui qu'il considère comme une punition du ciel.

Pour en revenir encore à ces unités de combat, que la maternelle Bolchévie prend soin de brosser, de nourrir et d'armer convenablement, et qu'elle exhibe devant les regards pétrifiés des socialistes occidentaux en tournée, on les appelle les bataillons communistes, ce qui semblerait indiquer déjà que les autres, c'est-à-dire l'armée splendide qui terrifie les Conférences et que l'œil humain n'a pas vu, ne le sont pas

outre mesure, mais le communisme même de ces communistes entre les communistes consiste dans l'adage que ce qui est à toi est à moi, mais ce qui est à moi n'est pas à toi. Les apaches de Paris et d'autre part pourraient en dire autant.

Aussi l'idéologie communiste des uns et des autres ne dure que le temps nécessaire pour que cet adage puisse être appliqué; ils ne se battent que pour les applications tangibles et quotidiennes du bolchévisme et dès qu'ils le sentent incapable de se payer, ils cherchent fortune ailleurs.

On l'a vu avec Denikine, Wrangell, etc.; ces généraux semblaient tout devoir renverser jusqu'au premier revers, c'est-à-dire jusqu'au jour où la canaille armée, qui les accompagnait pour voler et piller, s'apercevait que leur cause ne payait plus et passait du côté adverse où le service avait des perspectives plus lucratives.

Pour pouvoir préserver de la décomposition, il faut être sel soi-même; l'élite de l'armée rouge, les bataillons communistes, dont le nombre est d'ailleurs restreint, ne le sont pas plus que le reste; ils n'ont que la reconnaissance momentanée du ventre repu, tant que la raison immédiate de cette gratitude subsiste; du jour où cette raison s'altère, ils sont prêts à passer où l'on voudra, à servir, si cela leur paraît profitable, les Portugais ou les Mexicains; ils ne peuvent être éventuellement que le noyau d'une armée qui marche de victoire en victoire, ou plus strictement de butin en butin, de pillage en pillage. Les prendre en considération dans la combinaison que je propose, c'est simplement ridicule.

Cette opération consisterait, je le répète une fois de plus, en une sorte de grande descente de police dans un faubourg terrorisé par les apaches, mais où l'immense majorité de la population est paisible, et si elle ne demande pas à grands cris le secours, c'est qu'elle a toutes les raisons de craindre des représailles dont la férocité fait dresser les cheveux sur la tête et qu'elle a déjà l'expérience terrible de ces éphémères interventions militaires, qui passaient comme elles étaient venues, après quoi l'ordre, ou plutôt le désordre ancien revenait avec ses vengeances implacables, lesquelles, pour les bolchéviks, ont le double avantage de l'intimidation

et du prétexte pour piller, c'est-à-dire pour entretenir le zèle intéressé de leurs cohortes.

Dans l'opération militaire, ou plutôt policière que je propose, je ne vois ni sièges, ni batailles, ni guerre de position ni de manœuvres, pas même une sérieuse « guerrilla ». Je ne voix, pour les Alliés, qu'un seul danger, celui-là, par exemple, extrêmement grave et c'est celui de la contamination mentale. Mais contre ce péril, qu'on ne saurait trop redouter, il y a un moyen radical, qui le coupe à la racine, un vaccin préventif absolument sûr.

Ce moyen radical, c'est de ne pas envoyer de troupes composées de radicaux, de radicaux-socialistes, de communistes et autres éléments contaminables, appartenant à la même famille internationale.

Quoi de plus facile, surtout pour la France, dont le gros de la population se compose de petits bourgeois qui tiennent à leur rente et à leur avoir, de petits ruraux qui tiennent à leurs propriétés, si petites qu'elles soient, les uns et les autres absulement réfractaires, et pour cause, à toute idéologie bolcheviste?

Nous devons bien nous mettre en tête qu'il s'agit d'une descente de police — évidemment proportionnée à l'objet, — non d'une vraie guerre, comparable même approximativement à celle que nous avons subie, ni pour la durée, ni pour la grandeur des effectifs; mais en revanche, la qualité morale de ces effectifs y est de la plus grande importance.

Pour ce qui concerne le nombre de ces effectifs, je me trouve insuffisamment compétent pour pouvoir en parler autrement que d'une façon très approximative. Quel que incroyable que cela paraisse, c'est la seule question qui n'a jamais été sérieusement envisagée du côté des Alliés et on n'a même pas consulté un général français ou anglais à cet égard. Comme, d'un autre côté, les stratèges de l'Entente manquent peut-être de matériaux et de données précises sous ce rapport, nous devons nous satisfaire pour l'instant — quitte bien entendu à combler vite cette lacune inexcusable — avec les appréciations des généraux Ludendorff et Hoffmann, l'un ancien chef d'état-major de toutes les forces allemandes,

l'autre chef d'état-major de celles du front moscovite qui ont, tout naturellement, étudié à fond cette question et dont la grande expérience des choses de Russie ne saurait faire l'objet du moindre doute.

D'après ces généraux, dont personne, ami ou ennemi, n'a jamais contesté la haute compétence technique, pour la mise à exécution d'une thèse stratégique tout à fait semblable à la mienne, il faudrait un million d'hommes environ.

En supposant que les bolcheviks aient fait depuis ce temps un progrès réellement notable, ce qui me paraît peu vraisemblable, mettons qu'il en faille aujourd'hui le double.

Ce chiffre me paraît excessif jusqu'à l'extravagance, mais pour contenter les timides qu'on a intoxiqués avec la peur irraisonnée des forces et de l'organisation bolchéviste, prenons-le comme point de repère, comme grand maximum s'entend.

N'oublions pas que les États comme la Hongrie, la Roumanie, la Pologne et la Finlande y entreraient déjà pour un quart, sinon un tiers; l'Allemagne pour un autre quart (ou davantage si on le lui permet); il ne resterait que huit cent mille hommes, un million au maximum, à fournir pour le temps d'une campagne d'été, par la France, l'Angleterre et l'Italie; tout cela pour arriver presque sans combat, ni pertes comparativement sérieuses, à un résultat définitif brillant, permanent, tranchant toutes les difficultés, malaises et appréhensions justifiées, satisfaisant pour un siècle probable de paix, de prospérité et de sécurité, pendant que ces mêmes trois puissances, il y a quelques années seulement, ont fourni une quinzaine de millions de combattants et ont eu des millions de mutilés et de tués, pendant plusieurs étés et plusieurs hivers terribles, pour aboutir en fin de compte à l'impuissance effective, à la paralysie progressive, à la ruine matérielle, à l'insanité sociale, aux éventualités de guerres plus meurtrières encore, à la décrépitude de l'Europe et l'appréhension partout latente des pires calamités économiques et des pires catastrophes révolutionnaires.

Ajoutons à cela, à l'adresse de ceux qui ont un souci légitime du point de vue moral, que l'acte que je propose, loin d'être un acte de violence à l'égard du peuple russe,

serait l'acte de charité par excellence envers quatre-vingt pour cent de ces infortunés russes, que l'on craint de froisser en les tirant de la putréfaction et de l'enfer.

Je serais loin d'exagérer si je disais à cette occasion qu'au point de vue moral et humanitaire, c'est l'acte qui s'impose à la conscience universelle, cette conscience qu'encore tout récemment on faisait si aisément pleurer à propos de quelques individus isolés, justement ou pas injustement condamnés par des tribunaux réguliers, et qui maintenant reste impassible et, ce qui est un comble, croit que cette impassibilité est un devoir international envers les victimes, devant les malheurs sans pareils dans l'historie de millions d'hommes, de femmes, d'enfants, ceux-ci indubitablement condamnés injustement à la misère, à la faim, aux maladies contagieuses, au pillage légalisé, à l'opprobre, à l'insulte, aux exécutions sommaires.

Cette conscience des nations occidentales n'aurait qu'une parole à dire, qu'un geste à faire, pour délivrer la septième partie du globe habité des plus révoltants outrages et des plus intolérables tortures.

Ce serait vraiment le comble de la présomption de ma part que de prétendre que les aréopages alliés doivent prendre en considération spéciale une voix prêchant dans le désert le partage de la Turquie et de la Russie. Ils peuvent très bien supposer que cette voix inconnue se trompe, ou même qu'elle est intéressée.

Ce que je trouve renversant, c'est que, dans l'embarras extrême où l'on se trouve et dans le gâchis où l'on patauge depuis quelques années, on a l'air de se voiler la face devant *l'énormité* d'une solution de ce genre, on se défend d'en envisager même la possibilité, et qu'on ne se donne pas la peine de la discuter et de la vérifier, comme s'il s'agissait d'un projet de voyage dans la lune.

Emmanuel Malynski.

LA LITTÉRATURE HONGROISE CONTEMPORAINE

(Suite.) (2)

Avec Andor Kozma, l'auteur des *Satires* et des *Symphonies hongroises*, nous entrons dans la poésie proprement nationale ; aucun poète contemporain n'a des idées, ni une forme aussi spécifiquement magyares. Mais s'il suit, comme il le dit « avec joie les traces du glorieux Jean Arany », il ne se perd pas, pour cela, dans la contemplation d'un passé à jamais évanoui. Il est de son temps et il sent avec lui. Le fond de sa poésie est une observation pénétrante de la société. De cette observation ont jailli les *Satires*, un des chefs-d'œuvre de la littérature hongroise. Chez aucun poète magyar, ancien ou moderne, nous ne rencontrons une suite aussi réussie de tableaux de la société contemporaine écrite dans une langue aussi forte. Dans ces soixante-douze pièces nous voyons défiler la jeunesse frivole, la *gentry* oisive et nonchalante, le Parlement, les élections, les mariages d'argent, la capitale, encore trop cosmopolite, l'enseignement à tous ses degrés. Le dernier tableau *Finis saeculi* est une peinture de la veulerie d'une époque sans nerf et sans vertu. « Non, dit le poète, cette époque n'a pas de vertu ; dans l'âme de cette masse stupide, où aucune flamme ne brûle, il n'y a qu'un trait commun : la froide nonchalance. Quelques gueux enthousiastes veulent détruire l'édifiee social avec leurs mains grossières ; la masse ne les comprend ni avec l'esprit ni avec le cœur, et cependant elle-même ne fait rien pour défendre la societé. Elle ne se sent attirée vers rien, et elle n'a aucune idée de ce qui pourrait lui convenir ; elle végète sur un champ aride comme un troupeau gardé par quelques chiens ».

Souvent la satire est moins âpre, comme dans la pièce intitulée *Patriotisme facile.*

Notre patriotisme est renommé dans tout le monde ; nos lèvres de Scythes le font sonner à chaque instant. — Demande à l'Anglais re qu'il fait. Il te dira : je fais du commerce. — Demande au Turc paresseux, — il te répondra : je suis fataliste. — Demande au Germain, — il te dira : je travaille pour rester le plus fort. — Le Français te répondra : je tâche de reconquérir mon ancienne gloire. — Demande au Slave, — il te répondra : je rêve d'un avenir grand et puissant ; — l'Italien te dira : je regarde avec fierté le passé qui m'entoure. Et si l'envie te prend de demander au Magyar ce qu'il fait, il se frappera la poitrine de sa main droite et te dira : j'aime ma patrie. — C'est ainsi ! et notre défaut est justement de croire que nous avons fait tout notre devoir en faisant cette déclaration. Tout homme qui chez nous prononce ces paroles est patriote ; il peut être un fripon, une canaille, qu'importe ! — Il y a pourtant un vrai patriotisme : celui du devoir, du travail ; mais celui-là n'est pas pour nous, il est trop lourd pour nos épaules.

M. Kozma ne voit pas seulement les travers de la société, il sait aussi distinguer les forces conservatrices, les soutiens du pays, ceux qu'on n'entend pas toujours, mais qui agissent. Il réserve sa tendresse à cette classe patriarcale de la société hongroise qui demeure dans sa petite propriété, travaille honnêtement, et traite les paysans en égaux. Dans ses *Tableaux de notre temps,* il nous raconte une visite dans une de ces maisons, manoir modeste, où la vie est foncièrement honnête et calme. Il oppose l'existence de ces pères à celle de leurs descendants, dans la capitale, et il trouve que le vieux noble, simple et travailleur, est un vrai roi vis-à-vis de son fils qui mène une vie agitée dans les bureaux ministériels.

Mais c'est surtout le paysan magyar qui excite l'admiration du poète. Il le considère comme le pilier qui soutient l'Etat. Dans sa pièce célèbre : *Le paysan magyar,* il le glorifie :

Grands chefs, héros sanglants qui menez les batailles, je peux vous admirer, je ne vous aime point, mais le héros loyal qui conduit la charrue à la sueur de son front est l'ami estimé, l'ami cher à mon cœur. — J'aime ce peuple doux qui laboure la terre et regarde sans envie mesquine les riches seigneurs, mais jaloux de son droit, ne l'abandonne jamais.

J'aime la fierté du paysan magyar. D'autres peuvent tirer vanité de leurs ancêtres, le paysan est le vrai noble magyar. Pour la dignité, la grandeur et le savoir-vivre, il ne le cède à personne sur cette vaste terre.

Le poète vante la bravoure de cette race, « sa taille élancée, sa démarche fière », la sagesse des vieux, la hardiesse des

jeunes, la sage bonté qui rend le paysan magyar à la fois raisonnable et rêveur, et qui joint au bon sens la tendresse. « Plus haut que son amour il met sa fierté et n'ennuie pas le ciel de longs gémissements ; s'il faut mourir, il meurt, mais il ne se lamente pas. » L'homme d'Etat, le poète, l'artiste peuvent apprendre du paysan le sens du droit, du vrai et du beau ; c'est en lui qu'est la force et la vie de la société magyare.

Une poésie intitulée : *La Symphonie des Hongrois* a donné son nom au dernier recueil de M. Kozma (1909). Le poète a tiré son sujet de la vie de Saint Gérard, qui fut apôtre des Hongrois au XIe siècle. — Le saint évêque, en mission avec son disciple Walther, entend, une nuit, la chanson d'une servante hongroise. Il demande à son compagnon de route le sens de cette chanson, car lui, Italien d'origine, ne la comprend pas. Walther lui répond que c'est une « symphonie », une chanson populaire, et que c'est pour alléger son pénible travail que la servante la chante. — Et M. Kozma termine ainsi ce beau poème : « Mon cœur est accordé ainsi, qu'il vibre à l'unisson du peuple magyar. Moi aussi je dois tourner la meule par corvée, travailler la nuit comme le jour, et pour que mon corps et mon âme conservent leur entrain, je fredonne aussi ma chanson magyare. Neuf siècles ont passé depuis que cet air a retenti dans la nuit, et nous la chanterons jusqu'à la fin du monde, la symphonie du vieux peuple hongrois ! »

En dehors des maîtres dont nous avons parlé et des disciples qui se groupent autour d'eux, qui tous cultivent avec quelque talent un genre particulier, la veine poétique se cache dans une école qui a reçu de Arany le nom de Cosmopolite, nom qui lui est resté.

Ce groupe qui a donné sa mesure surtout dans le théâtre et le roman, a quelques représentants dans la poésie lyrique. L'un d'entr'eux est Joseph Kiss (mort en 1921) avec qui le judaïsme émancipé au moment du Compromis de 1867 a fait son entrée dans la littérature hongroise. C'est sans conteste un grand poète : il a exercé, surtout par sa revue *La Semaine* (A Hét), une influence prépondérante sur les écrivains de la jeune génération qui ont introduit dans la poésie la recherche de la nuance et dans la prose quelque chose de la légèreté et du brio des journaux parisiens. M. Kiss, lui, n'a cultivé que la poésie : il n'est pas d'une grande fécondité ; un volume contient

tout ce qu'il a écrit, mais ce volume est un des plus beaux monuments de la poésie contemporaine. Il porte comme devise cette strophe : «Dans mon champ les épis n'ont pas mûri, toute ma moisson, c'est une poignée de fleurs ; mes délices, ce sont les visions fantastiques, mon monde est un monde de rêves.» Il n'est donc pas surprenant que ses poésies portent l'empreinte d'une profonde mélancolie, mélancolie naturelle au caractère magyar, à laquelle s'ajoute chez lui la tristesse de la race juive, perpétuellement traquée, persécutée dans les temps anciens. Kiss rappelle, par certains côtés, ces poètes juifs espagnols du moyen-âge dont la lyre s'est faite l'écho des douleurs de leurs coréligionnaires. On trouve chez lui la foi ardente, la sympathie profonde pour tous ceux qui souffrent, qu'ils soient juifs ou non. Sa poésie *Le Christ* en est un exemple. — Dans sa jeunesse il vivait dans une chaumière non loin d'un Calvaire. Le Crucifix y était vieux et délabré, les couleurs à demi-effacées. C'est à ce Christ que le poète adresse la poésie suivante :

Au pied d'un saint calvaire, dans un fond de la vallée, j'ai fait d'une calme chaumière mon asile à présent. L'aube voile de rose la face du Seigneur et magnifiquement nimbé paraît alors le Seigneur Jésus-Christ.

Oh ! que tu es heureux ici, oh ! Seigneur, Dieu crucifié !

Des choses de la vie n'arrivent jusqu'ici que les chansons et les senteurs, les flots n'ont pu encore en trouver le chemin, et les pleurs sont séchés avant d'y parvenir, ô Seigneur Jésus-Christ !

Oeuvre d'un cœur naïf, inspiration pieuse, le pinceau maladroit d'un artiste rusal colora jadis cette image. La grêle et les ondées ont lavé les couleurs, l'œil est resté vivant ; doucement me regarde le Seigneur Jésus-Christ.

Le monde que j'ai parcouru est différent de celui-ci. Mais à quoi sert de t'en parler ? Tu le connais si bien toi-même ! Comme autrefois, il y a encore assez de pharisiens de nos jours. La foule hurle toujours, Pilate lave ses mains, ô Seigneur Jésus-Christ !

Et ceux qui t'ont traîné à la mort, torturé, accomplissent encore leur œuvre, et toujours on entend des sanglots de misère, et l'orage tarde toujours à rajeunir l'humanité vieillie. Quand verrons-nous la fin des misères, de la haine, ô Seigneur Jésus-Christ ?

(Trad. de Polignac.)

Ce rajeunissement de l'humanité vieillie a trouvé son expression poétique dans la poésie *Les Feux* qui symbolise le soulèvement des masses.

« Quand tout ce qui est pourri, tout ce qui, pendant des milliers d'années, n'a été qu'une idole sanglante s'écroulera, quand, de leur tanières sortiront les millions d'êtres trompés, alors on verra toute l'humanité s'agiter aux accents enflammés d'une nouvelle Marseillaise et jeter le brandon sur les vieux toits jusqu'à ce que le dernier soit la proie des flammes. »

Ces accents révolutionnaires sont relativement rares dans l'œuvre de Kiss — aujourd'hui les Jeunes les font entendre à satiété — il les évite dans ses Contes et Ballades qui sont de fort beaux poèmes. Ce sont de courts récits, généralement empruntés à la légende hongroise ou juive, quelquefois à la vie quotidienne, où tout un drame est ramassé en quelques vers. Ils ont été traduits en allemand, et des acteurs célèbres les ont déclamés dans bien des salons d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne. — *Judith Simon, La belle Madame Bató, Szomor Dani, Agnès Roboz, La fille du riche Lázár, La Dame de Gedővár* sont les plus célèbres.

La belle Madame Bató, nous montre les suites funestes de l'amour d'une belle et riche paysanne pour un jeune homme juif. On y note l'heureux effet des contrastes, l'allure d'une véritable ballade populaire à laquelle l'élément juif donne une saveur étrange ; les sauts brusques dans le récit, quelque chose du clair-obscur des plus belles pièces sorties de l'imagination du peuple.

Kiss a dessiné aussi de charmants tableaux de genre. — Le *Conte de la Machine à coudre* est la glorification du travail, de l'ouvrière courageuse et infatigable, un véritable hymne de l'honnêteté et du sacrifice de soi-même. *Mademoiselle Agathe,* que quelques uns considérent comme son œuvre la plus parfaite, est une peinture délicate de la vie patriarcale hongroise où le ton plaisant se mêle à de profonds sentiments. — Agathe est le type de la fille noble de province. Elle n'est plus bien jeune, et pourtant elle se sent encore la force de plaider le procès que lui a légué son père ; elle dispute sans succès son petit jardin aux inondations du Kőrös qui chaque année en emporte un morceau. Les messieurs du Comitat sont impuissants à dompter le fleuve débordé. Agathe va chez le préfet pour le prier de refouler le Kőrös qui va déraciner son rosier, ce rosier qu'elle avait planté avec son fiancé.

Ce petit jardin est mon unique ami ; c'est lui qui berce doucement mes souvenirs, jamais je ne pourrai m'en séparer. Chaque motte de terre m'en est chère, elle me rappelle l'éclat de ma jeunesse, des nuits printanières, comme je n'en ai jamais revues, comme je n'en reverrai jamais ; elle me rappelle le chant de l'alouette qui ne résonne qu'une fois dans notre cœur : ce jardin est le poème vivant de mon fiancé qui est mort.

Nous avons planté ensemble un rosier, au clair de lune, dans mon jardin tout brillant de rosée ; puis lui est parti, appelé par la liberté. Dieu sait où est son tombeau. C'est à Kápolna[1] qu'on l'a vu pour la dernière fois ; mais il vit encore, il est vivant, son rosier ! . . . Je veux les défendre, son rosier et sa motte.

Rendez-moi, je vous prie, ma supplique que je la porte au roi. Il me fera justice, il ordonnera au Comitat de veiller sur l'héritage des orphelins . . .

Le givre tremble sur le feuillage jauni ; Mademoiselle Agathe se fait de plus en plus vieille, ses cheveux noirs sont de plus en plus rares sur son front ; il en reste à peine quelques-uns comme souvenir ; ses beaux yeux s'obscurcissent à force de pleurer et elle ne peut plus écrire.

Elle vit de plus en plus renfermée, ce n'est plus que l'ombre d'elle-même, ou la voit rarement dans son jardin fleuri : l'image de la dévastation lui fait trop mal, elle ne veut pas la regarder en face. Kőrös meurtrier ! il dévaste le jardin à sa guise et menace déjà son rosier.

Les bons voisins, en cachette, nuitamment déracinent son rosier et le transplantent chaque année plus loin du rivage pour le mettre à l'abri des inondations. Les yeux de la pauvre femme, couverts de ténèbres, ne voient plus son jardin, hélas ! inondé.

Aux belles nuits de printemps, elle peut rêver près de son rosier, perdue dans ses chimères. Le parfum des roses lui parle de son fiancé qui l'attend, là-haut, au rendez-vous. Son âme est comme enveloppée de ces souvenirs, et les alouettes autour d'elle chantent leurs amours éternelles, indissolubles.

Dans un poème très apprécié : *Jéhovah,* Kiss nous transporte dans un milieu juif orthodoxe. — Le poète y a concentré ses idées sur la lutte du vieux judaïsme et des idées modernes. La marche du temps entame les croyances les plus anciennes. Le vieux Job, le personnage principal du poème, est comme un roc immobile au milieu des vagues qui sapent continuellement sa base. Il s'attache à la foi de ses pères avec la passion d'un prophète. Le présent pour lui est la décadence, la ruine de la piété juive. Il ne veut pas se mêler à la société chrétienne

(1) La bataille de Kápolna eut lieu en 1849 pendant la Révolution.

car il n'y a qu'une race qui soit d'origine divine : la race juive. Point de compromis avec le monde qui nous entoure, mais l'isolement fier et farouche ; comme nourriture intellectuelle, uniquement la Bible. Il n'y a qu'une lumière, c'est Jéhovah ! Ce Juif inébranlable dans sa foi demeure dans un village ; c'est un homme savant, initié aux arcanes de la Kabbala. Il pourrait être riche, mener grand train, mais il a choisi la pauvreté et vit dans une chaumière, recopiant les Saintes Ecritures sur du parchemin. Il est taciturne, mais charitable, visite les malades et les moribonds, et élève sa fille, Myriam, selon les préceptes de la Bible. En ce moment, Job copie le chapitre XXXII de l'Exode où l'Ecriture sainte raconte l'aberration des Juifs adorant le veau d'or. Comme Josué qui accompagne Moïse entend de loin le bruit de la foule qui danse autour de l'idole, ainsi Job entend un bruit dans le village : une troupe de comédiens ambulants est venue amuser les villageois pendant une soirée. Et Job cesse de copier. Il rêve. Il n'a pas toujours été seul avec sa fille ; il a élevé trois fils, mais la vie, non la mort, les a détachés de lui. Le premier est devenu ingénieur ; « il a divinisé les machines ». Le père mécontent n'avait pas entendu parler de lui depuis longtemps, lorsqu'un jour il est venu et a amené sa jeune femme avec lui. Mais, abomination ! le vieux Job a aperçu une croix au cou de la jeune femme. Quelle mésalliance pour un Juif orthodoxe ! Jamais plus il n'a voulu revoir son fils, il est mort pour lui. Le deuxième est devenu philosophe ; il s'est égaré aussi dans le grand désert en cherchant une nouvelle divinité, et en doutant de la puissance de Jéhovah. Le monde admire son talent, mais pour Job il n'existe plus, car il a renié le Dieu terrible des Juifs. Son troisième fils, celui qu'il a le plus aimé, est mort tout jeune en s'enrôlant comme *Honvéd* pendant la Révolution.

Ces tristes souvenirs l'accablent ; la lumière de sa petite lampe vacille. Il se lève, va voir si Myriam est encore éveillée. Il trouve la chambre vide et sur la table un petit mot disant qu'une passion irrésistible l'a entraînée vers le théâtre et qu'elle s'est enfuie avec la troupe d'acteurs ambulants. C'est le dernier coup et le plus terrible ! Job pousse des rugissements comme un fauve blessé, puis fond en larmes.

Il ouvre la petite fenêtre de sa chaumière. Au ciel il n'y a que quelques étoiles ; il regarde dans la nuit qui est noire et comme en-

veloppée de deuil. Il lui semble que toutes les armées de Zebaoth, les armées du Seigneur, se trouvent devant lui, que le ciel et la terre écoutent ses paroles. Et pour montrer que sa foi n'est pas ébranlée par ce dernier coup, qu'il est resté immuable comme le roc, qu'il ne s'est pas révolté un instant, il crie d'une voix terrible qui fait trembler sa maison et retentit comme une fanfare dans la nuit opaque : « Adonaï ! c'est toi qui me l'as donnée, c'est toi qui me l'a reprise ; à toi est la vie, à toi est la mort. »

Job supportera ce dernier coup, car c'est la souffrance qui est échue à Israel, et rien ne se fait sans la volonté de Dieu. Cette fatalité dans la souffrance est exprimée dans ce poème avec une force et avec des images éclatantes qui en font une des plus belles œuvres de la littérature contemporaine.

Le dernier ouvrage de Kiss : *Les Légendes de mon grand-père* (1911), véritable épopée des ancêtres du judaïsme hongrois, est en tous points digne des meilleurs œuvres de ce singulier poète.

Jules Reviczky et Eugène Komjáthy, liés d'une grande amitié dès leur jeunesse, morts tous deux en plein épanouissement, représentent dans la poésie contemporaine les idées philosophiques actuelles avec une nuance pessimiste. Les poètes philosophes sont rares en Hongrie où la philosophie pure est peu cultivée. Le génie de la race est comme hostile à tout ce qui est abstrait et transcendental, ce qui explique les progrès très remarquables faits par les Hongrois au cours de ces cinquante dernières années dans le domaine des sciences expérimentales, de la philologie et de l'histoire, et le vide très souvent constaté dans celui de la spéculation philosophique.

Aussi est-ce chez Schopenhauer, Hartmann, Nietzsche et Guyau que ces poètes ont été chercher les sources de leur inspiration. — Reviczky penche vers le pessimisme, Komjáthy vers le panthéisme. Ce ne sont des poètes nationaux, ni dans les rythmes qu'ils varient à l'infini et empruntent aux poètes occidentaux, ni dans leur conception du monde. Radicalement hostiles à tout ce qui sent le goût du terroir, ils ne s'attachent pas à décrire le pays magyar ; jamais ils n'évoquent les faits glorieux de l'histoire nationale ; jamais ils ne content les vieilles légendes hongroises. Ils adorent la Nature et expriment des idées humaines, le sort des peuples les intéresse plus que celui de leurs nationaux.

Reviczky est le « pessimiste » de la poésie hongroise con-

temporaine. Les causes de ce pessimisme sont à chercher, en partie, dans les tristes circonstances de sa vie. Héritier d'un grand nom sans fortune, il a vécu dans la plus noire misère pendant les années d'études où l'esprit se forme et où l'instinct poétique s'éveille. — A cette époque, il écrit dans une de ses lettres : « Voilà cinq jours qu'on m'a chassé de mon logis, que je ne pouvais plus payer. Tantôt je couche dans la rue, tantôt dans la chambre d'un ami (c'était Komjáthy), tantôt je vais dans un café qui reste ouvert toute la nuit et je veille. Mais si je survis à cette existence misérable et problématique, je remercierai le sort de me l'avoir donnée. J'apprends à connaître les hommes ; mes pensées se retrempent au feu de cette épreuve. Je veux vivre longtemps. » Et après avoir trouvé dans le journalisme une occupation honorable, il meurt à l'hôpital (1889). Aujourd'hui une des plus belles places de Budapest porte son nom.

I. Kont.

(A suivre.)

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

On se rappelle qu'au courant du mois de mai de cette année, le comte Bethlen, président du Conseil, et M. de Kállay, ministre des Finances, se sont rendus à Paris pour s'aboucher avec les hommes d'État des grandes puissances au sujet de l'emprunt hongrois. Les ministres hongrois n'avaient pas manqué d'attirer l'attention de l'Entente sur la situation catastrophique des finances de notre pays et sur la répercussion fatale qu'aurait un effondrement économique sur la politique intérieure. Malheureusement, les démarches des ministres hongrois n'ont pas abouti, puisque la Commission des Réparations n'avait pas jugé bon d'accéder à la demande de notre gouvernement relative à la levée des droits d'hypothèque générale lui conférés par le traité de Trianon, ou plutôt, elle s'était ralliée au point de vue de la Petite Entente, appuyé par la France, d'après lequel la levée desdits droits fut rattachée à des conditions inacceptables pour la Hongrie.

Il y avait, notamment, deux propositions : l'une, de l'Angleterre et de l'Italie, qui s'étaient prononcées pour la levée sans restriction et pour le renvoi de l'affaire de l'emprunt à la Société des Nations ; l'autre, de la Petite Entente, qui revenait à un échec des efforts hongrois en vue d'obtenir une aide prompte et efficace. C'est celle de la Petite Entente qui l'emporta, et la Hongrie dut assister à une nouvelle chute de la couronne, résultée de l'empirement de sa situation économique.

Cependant, le comte Bethlen, qui a déjà remporté de si grands succès dans l'œuvre de consolidation de notre pays, ne s'est pas résigné. Il a continué ses efforts en vue de faire revenir la Commission des Réparations de sa décision et d'informer l'opinion publique étrangère sur l'urgence qu'il y avait à venir au secours de la Hongrie, si l'on voulait sauvegarder un équilibre déjà assez instable dans cette partie de l'Europe. En Angleterre et en Italie, les voix qui réclamèrent un appui financier immédiat pour notre pays, devinrent de plus en plus nombreuses et, récemment encore, on pouvait lire les discours pro-

noncés, à la Chambre des Communes, par d'illustres hommes d'État britanniques, notamment par lord Curzon, qui tous manifestèrent une profonde sympathie pour la cause hongroise et insistèrent sur la nécessité de prêter concours à la reconstruction économique de notre pays.

Lors de son voyage en Angleterre et, plus tard, en Italie, M. Benès, le *spiritus rector* de la Petite Entente, put se convaincre que, dans les milieux les plus compétents de la politique et de la finance internationales, on ne regardait pas d'un œil favorable les obstacles de toutes sortes qu'il s'efforçait de mettre à la réalisation d'un emprunt hongrois. L'intérêt que les gouvernements de Londres et de Rome témoignent et ne cessèrent pas de témoigner aux efforts héroïques que fit notre pauvre pays mutilé pour se relever de l'état pitoyable où l'avaient réduit la guerre, les révolutions et «la paix», semble avoir fait comprendre même aux dirigeants de la Petite Entente que la prospérité de la Hongrie non seulement n'était pas préjudiciable à nos voisins, mais qu'elle leur offrait plutôt une garantie de paix, tandis que notre débâcle économique ne saurait ne pas avoir des suites fâchenses pour les États dits successeurs. Aussi paraît-il que la conférence tenue à Sinaïa, par MM. Benès, Ninchitch et Duca, ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente, s'était déjà inspirée de cette doctrine de l'interdépendance économique qui domine la vie et le développement de l'Europe et de tout l'Univers. Malgré les divergences qui nous séparent de M. Benès, nous devons reconnaître qu'il est un homme d'État des plus doués : or, il est impossible qu'il ne se rende pas compte que son pays n'a qu'à gagner à la consolidation économique de la Hongrie, condition primordiale de la consolidation politique. Et cela est aussi vrai pour la Yougoslavie et la Roumanie.

A la conférence de Sinaïa, les ministres tchécoslovaque, roumain et yougoslave ont donc décidé qu'ils ne s'opposeront pas à la levée des droits hypothécaires, mais qu'ils demanderont »des garanties« pour que la Hongrie n'affecte pas l'emprunt à des »préparatifs le guerre«. Précaution bien inutile ! Est-ce qu'il y a d'homme sérieux en Europe qui puisse s'imaginer que la Hongrie spoliée et désarmée songe à attaquer ses voisins dont la force armée est cent fois supérieure à celle formée par 30.000 mercenaires que le traité de Trianon nous permet d'entretenir ? Si la Petite Entente est disposée à n'envisager que l'aspect économique de la question et à ne pas la compliquer par des considérations politiques qui n'y ont rien à voir, elle ne verra dans la demande de crédit du gouvernement hongrois que la manifestation d'une nécessité financière suprême, et à laquelle il serait imprudent de ne pas prêter l'oreille.

Espérons qu'il en sera ainsi et que nos ministres, MM. Bethlen.

Daruváry et Kállay qui sont partis pour Genève afin d'y prendre contact avec MM. Benès et Ninchitch, parviendront à convaincre ces derniers que les fonds prêtés à la Hongrie seront uniquement employés au relèvement économique du pays. Ce ne sera, du reste, que le premier pas sur le chemin tortueux qui mène à la réalisation de l'emprunt sollicité par le gouvernement hongrois, puisque la décision ultime revient à la Commission des Réparations, c'est-à-dire aux grandes puissances, parmi lesquelles c'est avant tout la voix de la France qui fait autorité.

SPECTATOR.

Rédacteur en chef et gérant :
G. DE HUSZÁR.

LA QUESTION DU DÉSARMEMENT ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS[1]

Je crois que nous n'avons aucun sujet d'être satisfaits des progrès que la question du désarmement a faits jusqu'à présent au sein de la Société des Nations ; qu'au contraire, cette affaire se trouve aujourd'hui sur une fausse route, par laquelle nous n'aboutirons jamais au but fixé dans le Pacte qui constitue la Société des Nations et que, dès le commencement des travaux de la Société, nous nous sommes éloignés de ce but, qui est la réalisation du désarmement, plutôt que de nous en approcher.

Il faut constater que la seule tentative d'arriver à une solution sérieuse du problème était la proposition de Lord Esher, qui envisage la fixation d'une unité des forces militaires, du chiffre de 30.000 hommes, et la détermination du nombre d'unités auquel chaque Etat, selon sa grandeur et sa situation géographique, peut prétendre. Néanmoins, le projet fut rejeté déjà par la commission, tandis que le projet de Lord Robert Cecil, envisageant un traité de garanties mutuelles entre les Etats, comme condition préalable de la réduction des armements, fut admis à la discussion de l'assemblée, au mois de septembre de l'année passée, adopté par elle en principe et renvoyé en même temps au Conseil et à la Commission temporaire mixte, pour consulter les gouvernements et pour poursuivre les travaux de préparation.

Bien que ledit projet fût adopté unanimément, la discussion ne manqua pas des susciter de vives critiques. Lord Robert

(1) Les idées développées ici ont été présentées aux séances de l'Union pour la Société des Nations, tenue à Vienne, le 27 juin, et à celle de l'Union Interparlementaire, tenue Copenhague, le 16 août 1923. — Voir encore l'article de l'Auteur sur le même sujet dans la *Revue de Hongrie* du 15 novembre 1922.

Cecil lui-même laissa entrevoir, dans son excellent discours, beaucoup de scepticisme concernant les résultats probables de ses suggestions. D'ailleurs, comme vous le savez, le projet de Lord Robert Cecil fut à vrai dire combattu par les représentants des Pays-Bas, de la Suède, de la Norvège et du Danemark.

Cependant, je ne m'oppose pas à l'idée de Lord Robert Cecil, mais je considère la garantie mutuelle plutôt comme un complément de l'article 10 du Pacte, aucunement comme une réalisation du désarmement, imposé par l'article 8. L'article 10 contient déjà la garantie mutuelle, il faut seulement mettre en exécution ce qu'il prescrit ; une amplification de ses dispositions peut être utile, mais elle ne fait nullement avancer le problème du désarmement.

Du reste, la pensée exprimée dans la résolution adoptée de Lord Robert Cecil, cette pensée que la garantie mutuelle bannira le danger de guerre et rendra par conséquent possible la réduction des armements, renverse la thèse exprimée dans l'article 8, parce que cet article signale justement les armements comme dangereux pour la paix. Si l'on admet ne pas pouvoir désarmer sans établir la confiance au maintien de la paix et si, d'autre part, on reconnaît que sans le désarmement on ne saurait regagner cette confiance : alors on tombe dans un cercle vicieux d'où il n'y a pas d'issue !

Une garantie mutuelle générale est d'ailleurs impossible dans les circonstances données, où une partie des Etats est armée jusqu'aux dents, pendant que l'autre est désarmée jusqu'à l'incapacité de se défendre ; une vraie garantie mutuelle existe seulement entre des Etats qui sont également pourvus de tous les moyens de la défense et du secours, ou bien entre des Etats qui sont également désarmés, bien que, dans un tel cas, la garantie puisse apparaître peu nécessaire.

Les recherches faites par la Commission temporaire mixte n'ont pas du tout démenti le fait incontestable qu'à présent, plus que trois ans après la conclusion du dernier traité de paix, et après la disparition des formidables armées des puissances centrales, il y a en Europe une plus grande quantité d'hommes sous les armes qu'avant la guerre et que, par conséquent, la réduction dont on parle n'existe pas en effet.

Les anciens belligérants en Europe (nous ne parlons pas de la Russie) tiennent aujourd'hui sous les armes 2,641.435

hommes ; mais à cette somme globale contribuent les Etats vainqueurs, c'est-à-dire : la Belgique, la Tchécoslovaquie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie avec 2,474.767 hommes, pendant que les Etats vaincus, savoir : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie (sans compter la Turquie) y figurent seulement avec un nombre de 166.668 hommes. Et les Etats vainqueurs sont à même d'augmenter leurs forces armées par une mobilisation à 15 millions d'hommes, tandis que les forces des vaincus resteront, en cas de guerre, invariables, le service militaire obligatoire étant chez eux aboli et toute mobilisation interdite.

D'après les données des Etats interrogés par le centre de la Société des Nations, tous les Etats vainqueurs ont augmenté les dépenses de la défense nationale en comparaison avec l'an 1913. Certes, pour ce qui est des Etats nouvellement créés, on ne saurait parler, à leur propos, de pareille comparaison, mais nous savons qu'ils déploient aussi une rare activité en faveur du développement de leur armement.

La Société des Nations a traité la question du désarmement dans toutes ses phases, comme s'il s'agissait de la mise en œuvre d'une tâche tout à fait nouvelle, comme s'il était question de commencer une chose dès le début. On ignore ou on a oublié que les Etats vaincus ont déjà désarmé complètement, comme les traités de paix l'ont exigé d'une manière formelle. Ces traités — je cite seulement celui de Trianon, qui concerne la Hongrie, mais je crois que, sous ce rapport, il y a conformité entre tous — déclarent dans le préambule qui précède la partie V, contenant les clauses militaires, navales et aériennes, que : « En vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, la Hongrie s'engage à observer strictement les clauses etc. ci-après stipulées ». Et à cette déclaration répond l'article 8 du Pacte, incorporé également au traité, en reconnaissant la nécessité de la réduction générale des armements comme une condition de la consolidation de la paix, et en en ordonnant la mise en œuvre.

C'est donc évident qu'au point de vue du désarmement, il ne s'agit pas d'un devoir unilatéral, qui oblige les seuls peuples vaincus, mais d'un engagement imposé à ceux-ci avec la promesse d'un désarmement général ; il s'agit d'un engagement

de tous les Etats signataires, d'une promesse solennelle et d'un devoir qui doit être rempli non selon les différents intérêts des parties engagées, oui on non, tôt ou tard, plus ou moins, mais d'un devoir absolu, je pourrais dire d'un devoir d'honneur, parce que, enfin, après la signature des traités, les Etats vaincus ne peuvent plus être considérés comme des condamnés qui reçoivent et supportent les sanctions des vainqueurs, qui se taisent et obéissent ; le traité les a rangés parmi les parties contractantes, qui n'ont pas seulement des devoirs, mais aussi des droits, comme les vainqueurs à leur tour n'ont pas seulement des droits, mais aussi des devoirs, *quia pacta paciscentibus leges ponunt.* Et je crois que principalement ceux qui font ressortir le plus décidément la sainteté et l'inviolabilité des traités, doivent prendre soin de ce que ces traités soient exécutés dans tous leurs détails, non seulement dans leurs clauses qui sont favorables aux vainqueurs.

On objectera certainement que nul traité, nul engagement ne saurait obliger les Etats signataires vainqueurs à se soumettre à des mesures qui portent atteinte à leur sûreté, à leur intégrité, même à leur existence. C'est vrai, mais pourquoi n'a-t-on pas respecté ce principe vis-à-vis des pays vaincus ? A ceux-ci on a défendu de maintenir le système du service militaire obligatoire que les vainqueurs ont maintenu, à ceux-ci on a prescrit avec une précisité et une promptitude admirables le maximum de force armée qui doit leur suffire, à ceux-ci on a déclaré — ce qui est inouï dans l'histoire des traités internationaux, (voir l'article 104 du traité de Trianon) — que «leur armée devra être exclusivement employée au maintien de l'ordre dans l'étendue de leur territoire et à la police de leurs frontières». Cela veut dire qu'aux pays vaincus il est interdit de se servir de leur force armée pour leur défense, contre une agression ; qu'ils n'osent pas défendre leur existence ; qu'ils sont et doivent rester toujours à la merci de tout agresseur, d'autant plus que leurs frontières ont été tracées intentionnellement de manière à leur rendre impossible toute défense.

Une récente décision de la Conférence des Ambassadeurs interdit à la Hongrie l'usage des masques de gaz ; on nous prive donc de la possibilité d'une défense contre les gaz asphyxiants ; cependant, le gouvernement hongrois n'a pas connais-

sance de ce que les Etats de la Petite Entente aient renoncé à leur emploi.

Il faut donc, pour arriver à une solution sérieuse du problème de la réduction des armements, établir une égalité des Etats au point de vue de leur droit à l'existence et à la défense.

L'absurdité de la situation des pays vaincus atteint son comble lorsqu'ils sont admis à la Société des Nations. Alors surgit la question : continuent-ils à être soumis, en ce qui concerne leur armement, aux dispositions du traité de paix, ou les dispositions du Pacte sur la Société des Nations sont-elles aussi valables pour eux ? Les articles du Pacte ne font aucune distinction entre les Etats y ayant adhéré dès le commencement et les Etats admis plus tard. Le procédé concernant la préparation du désarmement est donc à appliquer à eux aussi, mais comment l'appliquer, ces pays ayant déjà désarmé ? Et ces Etats comment doivent-ils répondre aux « obligations internationales imposées par une action commune », quand ils ne disposent pas même des forces armées nécessaires à leur propre défense ? Comment doivent-ils concourir — selon le plan de Lord Cecil — à porter secours à un Etat « en danger », concourir par leur état-major compétent, lorsqu'ils n'en possèdent pas du tout ?

On a beau se révolter contre l'idée même d'une révision des traités ; elle s'imposera quand même, parce que sans une révision partielle, le rétablissement de l'Europe ne sera jamais réalisé, et le sort du problème du désarmement est un témoignage de plus pour démontrer quels inconvénients résultent d'une situation qui est incomparablement moins utile à ceux qui l'ont amenée qu'elle n'est nuisible à ceux qui l'ont redoutée. La Société des Nations, qui a — selon l'article 19 — le droit de « procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde », devra se charger tôt ou tard de cette tâche si elle veut prévenir les bouleversements qui aboutiront aux mêmes résultats au prix de sacrifices bien plus considérables.

En attendant, un élargissement de la Société par l'admission des pays qui jusqu'à présent se sont trouvés hors d'elle — un désir exprimé par l'Assemblée — contribuera aussi à un rapprochement mutuel, à une atténuation des contrastes

et à un changement de cette mentalité qui règne encore aujourd'hui et porte tous les indices de l'époque de la guerre.

Car ne nous trompons pas, ne nous dissimulons pas ; ce ne sont pas seulement les difficultés engendrées par les circonstances, par les dispositions du Pacte, par les conséquences des traités de paix qui ont empêché jusqu'ici la mise en œuvre sérieuse du désarmement ; c'est avant tout l'absence absolue de la volonté même de désarmer. C'est cette mentalité guerrière qui était habituée à servir ses propres intérêts en détruisant les autres, et qui croit maintenant devoir et pouvoir continuer de marcher dans cette voie en affaiblissant de plus en plus les vaincus, pour les rendre incapables à tout jamais de se redresser et de regagner quelque chose de ce qu'ils ont perdu ; c'est cette mentalité qui, d'autre part, veut fortifier incessamment les vainqueurs, afin de leur assurer à tout jamais leur possession agrandie, croyant toujours que c'était le meilleur moyen d'assurer et de stabiliser la paix. Mais c'est une grande erreur ! parce que, dans cet ordre d'idées, on arrive enfin à la conclusion que, pour mettre en sûreté absolue la paix, il faudrait anéantir les vaincus ou, puisque 80 millions d'hommes — c'est à peu près le nombre de la population des pays vaincus en Europe — ne peuvent pas être effacés de la surface du globe, il faut les assujétir tous aux vainqueurs, pour que les peuples de l'Europe centrale ne soient divisés qu'en geôliers d'une part, et en prisonniers de l'autre. Et qu'est-ce qu'on atteindrait par un tel procédé ? Les minorités nationales, actuellement à peu près 20 millions, donnent déjà trop de fil à retordre à leurs nouveaux maîtres ; est-il désirable d'augmenter leur nombre dans des proportions immenses ? Les mécontentements et les rénitences d'une part, les inquiétudes, méfiances et angoisses, de l'autre, ne feraient que grandir et le résultat serait une augmentation des armements et un perfectionnement de tous les moyens de destruction dans des proportions qui surpasseraient tout ce que nous avons vu jusqu'à présent, un accroissement de la peur de cette guerre qui peut éclater chaque instant et anéantir l'œuvre de siècles !

Il faut donc trouver à tout prix un chemin qui nous conduit à la conciliation sans les seuls moyens de la menace et de la force ; il faut enfin terminer la guerre, parce que ce qui se passe

à présent n'est rien autre que la guerre — la guerre sous sa forme la plus odieuse, parce que c'est la guerre des peuples armés contre ceux qu'ils ont préalablement désarmés.

Il faut procéder au désarmement général ; nous, les vaincus, nous avons le droit d'adresser un appel aux vainqueurs : nous avons désarmé, suivez notre exemple !

*

Je veux franchement exposer quelles modalités de solution se présentent pour réaliser ce que nous envisageons.

La première, la plus complète et la plus radicale serait l'organisation d'une armée internationale, mise à la disposition de la Société des Nations et du Tribunal d'Arbitrage International, pour exécuter les sentences de celui-ci et pour garantir à chaque pays son intégrité et sa sûreté. L'Union pour la Société des Nations fut saisie d'un plan de l'organisation d'une armée internationale, présenté par le délégué français, M. le Général Gérard. Ce plan suppose la suppression de chaque armée nationale, dorénavant inutile, et l'abolition générale du service militaire obligatoire, ne laissant qu'une police nationale à chaque pays.

Je reconnais qu'au point de vue des idées que la Société des Nations, l'arbitrage international obligatoire et le désarmement général doivent servir, cette solution représente pour ainsi dire l'idéal, le but final, auquel nous devons aspirer en le préparant, en nous en approchant et en évitant tout ce qui nous en éloignerait. Mais la réalisation de ce but final me paraît très incertain, ou au moins très lointain. Parce qu'il est douteux que les plus grandes nations se décident à renoncer au devoir le plus sacré : à la défense de leur territoire, de leur propre existence ; qu'elles soient disposées à confier ce devoir sacré à une armée internationale, par conséquent, à une armée étrangère.

Sans désespérer de la possibilité d'arriver une fois à une telle solution idéale, il faut donc en tout cas pourvoir à une solution plus facilement et plus vite réalisable pour mettre fin à la situation présente, à cette situation injuste, blessante, humiliante, inhumaine, qui divise les peuples en deux catégories, celles des Etats armés et des Etats désarmés, par

conséquent en Etats menaçants et Etats menacés, c'est-à-dire en Etats maîtres et Etats esclaves.

Pour supprimer cette disparité, il faut seulement appliquer le principe, exprimé dans l'article 8 du Pacte constituant la Société des Nations, à tous les Etats sans distinction. Quant aux Etats membres de la Société des Nations, c'est une exigence incontestable ; mais nous devons désirer que tous les Etats adhèrent à la Société le plus tôt possible, et alors leur droit à l'application de cet article sera aussi mis hors de doute.

Cet article porte que chaque Etat a le droit de posséder une force armée qui garantit la sécurité nationale et l'exécution des obligations internationales, imposées par une action commune.

Personne ne saurait nier qu'à l'heure actuelle une grande partie des Etats signataires possède des forces armées qui dépassent de beaucoup le maximum stipulé dans l'article cité, tandis qu'il y a des pays, c'est-à-dire les pays vaincus, qui sont non seulement dépourvus de ce maximum, mais qui ont été obligés de s'engager, par les traités de paix, de se servir de leur force armée exclusivement au maintien de l'ordre interne et à la police de leurs frontières ; par conséquent, il leur est interdit de se défendre, en cas d'une agression, la main armée.

Pour établir une égalité du droit au point de vue de l'article 8, qui a incontestablement force de loi pour tous les Etats membres de la Société, on peut choisir entre deux moyens. L'un est de réduire les armements des Etats armés en proportion du degré auquel furent réduits ceux des pays vaincus par les traités. C'est la plus simple solution, parce qu'alors la question du désarmement perd son objet et le désarmement général garantit de la façon la plus efficace l'impossibilité d'une agression.

Si, cependant, les Etats vainqueurs n'entendent pas se résoudre à une telle mesure radicale, il ne reste d'autre expédient que de reviser les traités, afin de mettre d'accord l'état d'armement des nations vaincues avec les exigences de l'article 8, et de supprimer l'interdiction imposée à l'emploi de leur force armée pour leur défense.

Je crois que cette pensée n'exige pas une argumentation ultérieure pour être justifiée devant le forum de

l'Union Interparlementaire. Cette Union a toujours lutté pour la paix par le droit, pour l'égalité du droit des nations et contre l'oppression du droit par la seule force. Devant elle ce sont plutôt ceux qui doivent s'expliquer et se justifier qui veulent maintenir une situation internationale tout à fait contraire à tous les principes représentés par notre Union. Parce que la disparité forcée et sans proportion des Etats, au point de vue de l'armement, est une négation flagrante de leur droit commun à la défense nationale et, par conséquent, de leur droit commun à l'existence.

Si la Société des Nations est — comme je l'espère — autre chose qu'un simple instrument pour l'assurance plus efficace des intérêts unilatéraux des vainqueurs, elle doit s'aviser enfin de son devoir de réaliser le désarmement et — avant tout — d'empêcher le développement et l'accroissement des armements, en même temps que l'émulation pour le perfectionnement de l'aviatique guerrière agressive, qui est un outrage à l'idée de la pacification du monde, représentée par la Société des Nations.

Avant la guerre et pendant la guerre,on a soutenu cette thèse que c'est le militarisme allemand qui menace le monde et trouble la paix ; il faut donc anéantir le militarisme allemand pour rétablir et stabiliser la paix. Maintenant, les puissances centrales sont vaincues, le militarisme allemand a disparu, mais il est remplacé par un autre, par un militarisme combiné de quelques Etats vainqueurs, qui n'est pas moins menaçant, ni moins coûteux, ni moins accablant. Ce militarisme opprime les États vaincus et désarmés, mais il est évident que ce ne sont pas les seuls vaincus qui se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis de lui. Si le « premier » d'Angleterre déclare, — comme nous l'avons lu — que la puissante Angleterre ne peut désarmer, ni même aborder la question du désarmement, parce qu'elle se trouve menacée, qu'elle se sent, malgré sa situation insulaire, exposée à de graves dangers : certes, ce ne sont pas les pays vaincus et désarmés qui inspirent cette inquiétude à la Grande-Bretagne. Les armements incessants ont atteint le degré où les pays armés commencent à se menacer mutuellement ; où le danger subsiste déjà que les Etats,

qui ont un armement plus développé, seront à même d'imposer leur volonté non seulement à leurs anciens adversaires, mais aussi à leurs anciens alliés. Il faut donc que les Etats qui ont trouvé la possibilité et la puissance d'imposer le désarmement aux vaincus, trouvent la possibilité et la puissance d'imposer le désarmement à eux-mêmes, et de rendre enfin au monde la paix qui est aujourd'hui encore plus troublée par les malheureux traités de paix qu'elle ne l'était par la guerre.

ALBERT DE BERZEVICZY.

LA SITUATION DU TRAVAIL INTELLECTUEL EN HONGRIE

(Réponse à la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations.)

La Commission de Coopération Intellectuelle, organisée au sein de la Société des Nations, a institué une enquête sur la situation du travail intellectuel dans les divers pays, sur les maux dont souffre la vie intellectuelle et les remèdes qu'on pourrait employer pour les faire cesser. Répondant à l'invitation de la Commission de Coopération Internationale, MM. de Wlassics et de Grósz ont consacré, ici même, deux articles à cette question;[1] cependant, notre ministre des Affaires étrangères, M. Géza de Daruváry, vient de répondre, au nom du gouvernement royal hongrois, d'une façon détaillée au questionnaire dressé par ladite Commission.

Nous croyons rendre un service à nos lecteurs, en publiant les pièces relatives à cette enquête.

1. Lettre de Sir Drummond, Secrétaire général de la Société des Nations, à S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères, M. Géza de Daruváry, Budapest.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
LEAGUE OF NATIONS

Genève, le 5 février 1923.

Monsieur le Ministre,

La Commission de Coopération Intellectuelle instituée par la Société des Nations a adopté, dans sa première session tenue à Genève du 1er au 5 août 1922, la résolution suivante :

«La Commission prie le Conseil de la Société des Nations d'instituer une enquête sur la situation du travail intellectuel

[1]) No 15 juin—15 juillet 1923 de la *Revue de Hongrie.*

dans les divers pays, sur les maux dont souffre la vie intellectuelle et les remèdes qui sont proposés : cette enquête viserait notamment les conditions économiques des travailleurs de l'esprit.«

Dans son rapport soumis au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations, la Commission a attiré leur attention «sur l'importance et la valeur durable d'une telle enquête ; ce serait pour elle la base scientifique de ses travaux, mais ce serait surtout la mesure de la température intellectuelle du monde et de l'état présent de la civilisation».

En s'inspirant de ces considérations, le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 13 septembre 1922, a autorisé la Commission à instituer l'enquête proposée et, dans sa séance du 30 janvier 1923, a approuvé le questionnaire préparé par la Commission.

C'est en vertu de ces décisions, auxquelles s'est associée aussi la troisième Assemblée de la Société des Nations, que j'ai l'honneur de vous communiquer le questionnaire ci-joint, en vous priant de bien vouloir y répondre dans la mesure et de la manière que vous jugerez opportunes, et d'envoyer cette réponse aussitôt que possible au Secrétariat de la Société des Nations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé : *Sir Drummond*
secrétaire général.

SOCIÉTÉ DES NATIONS
LEAGUE OF NATIONS

COMMISSION
DE COOPÉRATION
INTELLECTUELLE

2. Questionnaire.

1. Quels sont les organes administratifs d'Etat (directions et bureaux ministériels et régionaux, offices et bureaux spéciaux, commissions, etc.) qui participent à quelque titre à la direction de la vie intellectuelle (enseignement supérieur et préparation à cet enseignement, sciences, lettres, arts, librairie), ainsi que les institutions consacrées à l'étude des questions d'instruction et à l'étude du mouvement intellectuel ?

Prière de communiquer les publications officielles qui seraient de nature à renseigner la Commission de Coopération intellectuelle sur le développement et sur les ressources budgétaires de ces organes depuis 1913 inclus.

2. Quels sont les lois ou projets de lois, ainsi que les principaux décrets et circulaires, concernant l'enseignement supé-

rieur, les sciences, les lettres, les arts et le mouvement intellectuel en général, qui ont été publiés depuis 1913 inclus ?

Prière d'indiquer éventuellement les principales discussions parlementaires (y compris les projets de résolutions) qui ont porté sur ces mêmes sujets depuis la même date.

3. Quelles sont les principales données de la statistique officielle qui se rapportent à l'instruction et à la production imprimée pendant la même période, et aux traitements et salaires des travailleurs intellectuels ?

4. Quelles sont, dans votre pays, les principales institutions scientifiques, littéraires et artistiques (bibliothèques et instituts bibliographiques, archives, musées, laboratoires, observatoires, etc.) ; quels sont les établissements d'enseignement supérieur, les bourses, prix et fondations, tant officiels que privés, pour l'encouragement du travail intellectuel ? Au cas où une liste de ces institutions se trouverait dans un annuaire national ou international, prière d'indiquer cette publication.

5. A quelles conventions internationales concernant la production intellectuelle ou l'enseignement le Gouvernement a-t-il adhéré ?

Prière de joindre le texte des conventions particulières, c'est-à-dire non communes à un grand nombre d'Etats.

6. Comment votre pays a-t-il organisé ses relations intellectuelles avec les autres pays (enseignement de langues et littératures étrangères, échange de publications et de renseignements bibliographiques, échange de professeurs et d'étudiants, équivalences scolaires, écoles et instituts de recherche à l'étranger, organisations d'études pour les étrangers, etc.) ?

3. Réponse du Gouvernement royal hongrois au questionnaire publié sous No 2.(1)

Monsieur le Secrétaire Général,

Le gouvernement royal hongrois a l'honneur de confirmer la note que, par l'intermédiaire du Ministre hongrois des Affaires Étrangères, la Commission de Coopération Intellectuelle instituée au sein de la Société des Nations a bien voulu lui faire parvenir pour l'inviter à fournir, en se conformant au

(1) Préparée par le Ministère royal hongrois des Cultes et de l'Instruction publique.

questionnaire L. C. 6/*a* 1923 type XII, les données à l'aide desquelles la Société des Nations pourra se former une opinion sur la vie intellectuelle de notre pays.

En exprimant la vive reconnaissance du gouvernement royal hongrois pour le bienveillant intérêt que la Société des Nations a bien voulu lui témoigner, je suis heureux de présenter ces données et d'exposer les circonstances qui, dans mon opinion, pourront servir à éclairer les sujets du questionnaire et à faciliter une appréciation convenable.

Je prends la liberté d'observer préalablement qu'en jugeant le passé de la nation hongroise et ses efforts dans le domaine de la culture, on n'arrivera à des conclusions justes que si l'on considère la situation particulière résultant du développement historique de la Hongrie et de son isolement aux points de vue de la race et de la langue.

Après avoir, au neuvième siècle, pris possession dans l'Europe centrale du bassin du Danube et de la Tisza, limité géographiquement par les montagnes des Carpathes, la nation hongroise s'est, grâce au zèle apostolique du roi Saint-Etienne, convertie vers la fin du Xe siècle à la religion chrétienne. Par ce fait, elle s'est ralliée à la civilisation occidentale et a réussi à conserver sur ce territoire, durant les vicissitudes de dix siècles, son existence nationale. Pendant les trois siècles que dura le règne de la dynastie nationale des rejetons du conquérant Árpád ; plus tard, sous le règne des Anjous et aux XIVe et XVe siècles, sous les rois élus des différentes familles, exposé à l'Occident et à l'Orient aux menaces et même aux attaques, le royaume réussit pourtant à faire des progrès dans le domaine de la civilisation (en 1367 fut fondée la première Université hongroise ; voir la réponse que l'Université de Budapest donne au questionnaire). Sous le règne du roi national Mathias Hunyadi (1458—1490), bénéficiant de l'influence de la renaissance italienne, la Hongrie avait atteint, pour l'époque, l'apogée de la civilisation. Les manuscrits de la bibliothèque des Corvins en sont les monuments, préservés jusqu'à nos jours, et appréciés à leur valeur dans le monde entier. Après la mort du roi Mathias, les puissances occidentales avaient malheureusement négligé de prêter leur appui à la Hongrie contre l'invasion des Turcs, avançant avec une force irrésistible, après avoir conquis les Balkans ; c'est ainsi que la nation hon-

groise succomba et qu'après la défaite de Mohács, en 1526, les Turcs s'emparèrent des deux tiers du royaume, qu'ils occupèrent 150 ans durant. C'est alors que de la partie orientale du royaume se forma la principauté autonome de Transylvanie qui, grâce à une politique très habile, réussit à conserver son autonomie et son caractère hongrois jusqu'au XVIII[e] siècle.

Le bord occidental du royaume, échappé à l'invasion turque, mais privé de ses forces, fut contraint d'élire un roi de la maison de Habsbourg qui régnait sur l'Etat voisin. On continua d'élire roi le chef de la maison de Habsbourg, mais ce n'est qu'en 1687, après que le royaume, grâce à l'aide militaire amenée par les Habsbourg, eut pu être libéré de l'occupation turque, que la royauté hongroise se transforma en royauté héréditaire. Mais la nation eut soin de se faire garantir, lors du sacre du roi par la couronne de Saint Etienne, l'inviolabilité de la constitution et de son autonomie nationale. Cependant, la Hongrie eut le regret d'éprouver, durant les quatres siècles du règne des Habsbourg, que cette famille ne fit qu'utiliser les forces du royaume pour appuyer sa puissance dans les autres pays, en négligeant les intérêts de notre développement national en faveur des intérêts économiques et autres de ses autres pays. Par rapport à la politique étrangère, la Hongrie fut absolument supprimée. Les égarements de cette oppression, les sentiments d'amertume qu'elle fit naître, donnèrent lieu à plusieurs reprises à des combats pour l'indépendance (Thököly, Rákóczi). Quand, au XIX[e] siècle, le sentiment national se fortifia dans toute l'Europe, ce mouvement se manifesta aussi en Hongrie par des aspirations en vue de développer plus énergiquement notre vie nationale. Les monuments de cette époque subsistent dans le Musée National Hongrois (1802), l'Académie Hongroise (1825) etc. Ce développement aboutit en 1848 à l'abandon de la Constitution basée sur les États, à la proclamation de l'égalité devant la loi, à l'institution du parlementarisme et à l'inscription au recueil des lois de ministères hongrois indépendants et responsables. Mais les milieux centralistes, qui à Vienne l'avaient emporté de nouveau, réussirent à séduire le roi Ferdinand V, de caractère débonnaire, mais faible, à annuler les droits garantis par les lois sanctionnées, et ils soulevèrent contre le gouvernement hongrois les éléments des nationalités, descendants des

colons établis dans les territoires dépeuplés après l'expulsion des Turcs. Cela donna naissance à la guerre de l'indépendance (1848/49) inspirée par la ferveur de Louis Kossuth. Après la répression, qui n'avait réussi qu'à l'aide des forces militaires de la Russie, s'ensuivit un régime autocrate qui dura 18 ans, et tous les efforts de centralisation et de germanisation se manifestèrent de la façon la plus intransigeante jusqu'en 1860.

Le Compromis conclu en 1867 entre l'Autriche et la Hongrie créa entre les deux États une situation juridique fondée sur le principe de la parité, conservant la communauté dans les affaires étrangères et l'armée, mais en assurant sur ce terrain, même pour l'avenir, des avantages notables à la langue allemande et aux intérêts autrichiens. Pourtant, à partir de 1867 et jusqu'à 1914, jusqu'à ce qu'éclata la guerre mondiale, le développement économique et intellectuel de la Hongrie ne fut plus entravé et le royaume fit en effet des progrès énormes et arriva à des résultats qu'il n'aurait pu atteindre sans les efforts dans le domaine de la civilisation d'un passé millénaire.

La Hongrie n'avait nullement voulu la guerre mondiale. Il est prouvé authentiquement par les documents trouvés dans les archives des la Chancellerie de Vienne, que le comte Etienne Tisza, alors président du Conseil de Hongrie, fit tout son possible pour empêcher la décision fatale. Mais par suite de son union avec l'Autriche, résultant du Compromis de 1867, la Hongrie ne put éviter de prendre part à la guerre. Certes, le traité de Trianon a assuré l'indépendance de la Hongrie, mais il en a détaché plus des deux tiers de son territoire millénaire, et en a, en même temps, arraché 3,500.000 Hongrois pour les placer sous la domination de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie. Ces malheureux furent détachés de ce corps de 10,500.000 Hongrois qui, dans leur isolement de race et de langue, mais en communauté avec la foi chrétienne et la civilisation occidentale, dans une situation incontestablement plus précaire que celle des nations plus puissantes, ont créé une culture si développée.

La Commission ayant eu la bonté d'adresser directement les questionnaires concernant la vie intellectuelle du royaume aux Universités, Institutions scientifiques etc. de la Hongrie, qui sans doute auront déjà pour la plupart fait parvenir leurs réponses à la Commission, j'aimerais à éviter toute répétition.

Je me borne donc à appeler votre bienveillante attention sur le rapport rédigé par l'Académie Hongroise, lequel, dans son introduction, contient un exposé de l'état de choses dans la partie laissée à la Hongrie.

Le maintien de la vie intellectuelle en Hongrie se heurte pour deux raisons à des difficultés extraordinairement graves. L'une est la crise économique, conséquence funeste de notre défaite, des charges qu'imposera la réparation et de la dépréciation de notre change. La couronne, qui avant la guerre notait au pair et valait en or 105 centimes suisses, était au mois de mai 1923, tombée déjà jusqu'à 0·10 centimes. Pour caractériser la situation économique actuelle de la Hongrie, je me permets de joindre sous ce pli l'exposé que le ministre royal hongrois des Finances, M. Tibor de Kállay, a soumis le 4 mai 1923 à la Commission des Réparations.

La seconde raison est la faiblesse numérique. Les 10,500.000 Hongrois avaient, malgré leur isolement linguistique, réussi encore à maintenir et développer leur vie intellectuelle, mais les 7,000.000 Hongrois restés à la mère-patrie sentent lourdement l'absence des forces intellectuelles que représentent les 3,500.000 Magyars adjugés aux Etats successeurs. La liaison intellectuelle avec ces Etats successeurs est interrompue jusqu'à ce jour et, dans la situation économique actuelle, le fait que les livres et feuilles périodiques doivent paraître en assez petit nombre d'exemplaires pour être répandus dans l'un ou autre de ces quatre groupes de Hongrois, constitue un grave préjudice.

Tout cela démontre que la vie intellectuelle du pays doit se maintenir dans des conditions beaucoup plus défavorables que celles d'avant-guerre. La vie intellectuelle hongroise traverse décidément une crise et ses représentants sont, pour des raisons matérielles, privés presque tout à fait de la possibilité de se consacrer à des travaux scientifiques ; ils sont contraints de dépenser toutes leurs capacités pour travailler à soutenir leur propre existence et celle de leur famille. Les milieux scientifiques compétents croient donc, ainsi que le gouvernement, que leur devoir est avant tout d'empêcher, dans le développement continu de la culture, une catastrophe comme celle qui, après la défaite de Mohács (1526), entraîna l'anéantissement de cette civilisation de la renaissance, si puisamment développée à l'époque du roi Mathias, et après

laquelle se manifesta dans la vie intellectuelle hongroise un grand fort mouvement rétrograde.

Nous tâchons de nous approcher de ce but de deux façons. L'une consiste à continuer le travail intellectuel avec la plus grande intensité, p. ex. par l'organisation et la fréquentation assidue des cours scientifiques sur tous les terrains et dans toutes les directions où l'on ne dépend pas des moyens matériels. La seconde consiste à utiliser les moyens restreins dont nous disposons, de manière à atteindre, par une organisation rationnelle de la coopération des instituts et institutions, au maximum de rendement possible, et d'autre part, à maintenir le niveau de l'enseignement supérieur, et de la science et des arts en général à tout prix, même au préjudice d'autres intérêts de la culture.

J'ai l'honneur de joindre sous ce pli le résumé du budget de l'État hongrois pour l'exercice 1913, ainsi que les brochures contenant les détails du budget des Cultes et de l'Instruction publique, avec un exposé des motifs. L'exercice budgétaire ayant été modifié depuis, en ce sens que l'année se compte du 1er juillet à la fin juin, je joins aussi le budget pour l'exercice 1914/15, le dernier budget d'avant-guerre. Durant la guerre ne fut voté aucun budget régulier, les dépenses étant autorisées par le vote renouvelé de douzièmes provisoires. Mais j'ai l'honneur de joindre les brochures correspondantes des budgets pour les exercices 1921/22 et 1922/23, appliqués déjà au cadre des frontières établies par le traité de Trianon. Ces budgets prouvent que l'Etat hongrois a doté le ressort des Cultes et de l'Instruction publique de sommes s'élévant, en proportion de la totalité des dépenses, en

1913	à	6·7	%
1914/15	»	7·2	»
1921/22	»	4·23	»
1922/23	»	4·61	»

La forte rétrogradation saute aux yeux même quand elle n'est exprimée qu'en pourcents ; elle se fait remarquer davantage quand on compte les sommes affectées, calculées en bonne valeur, à la cote internationale de la couronne.

Les grands efforts que nous avons déployés pour assurer le niveau de la vie intellectuelle sont démontrés par le fait

que, sur la totalité des dépenses du ressort des Cultes et de l'Instruction publique, ont été affectées :

	en 1913	1914/15	1921/22	1922/23
Aux Universités :	11·37%	10·44%	28·44%	32·86%
Subventions à la Science, aux Collections publiques et aux Beaux-Arts	5·98%	5·24%	7·33%	8·11%
Education populaire :	42·64%	42·11%	33·13%	29·87%
Autres dépenses (y compris l'enseignement secondaire et l'enseignement spécial) :	40·01%	42·21%	31·10%	29·16%

Ce tableau montre le grand déplacement des moyens disponibles qui a été opéré en faveur de la science et de l'enseignement supérieur au préjudice de l'enseignement primaire et secondaire. On ne pouvait risquer ce grand sacrifice qu'en présumant que sur ce terrain les désavantages d'un développement plus lent pourront se réparer plus facilement qu'une baisse du niveau scientifique, baisse qu'on veut à tout prix éviter.

Quant aux détails, j'ai l'honneur de présenter les données suivantes :

Ad 1. Concernant la vie intellectuelle, l'Etat hongrois dispose comme organe administratif du ministère royal hongrois des Cultes et de l'Instruction publique, lequel, lors du passage au parlementarisme en 1848, a pris la place du Conseil gouvernemental (Statthaltereirat) datant de l'époque de la Constitution fondée sur l'activité des Etats. Ce ministère, supprimé durant la période de l'autocratie, n'a été rétabli qu'en 1867 et subsiste depuis ce temps.

Ce ministère qui pourvoit aux affaires des Cultes et de l'Instruction publique, est divisé en 16 sections. Pour diriger l'Enseignement secondaire et y exercer la surveillance, il y a un certain nombre d'autorités différentes d'un grade moyen ; il existait aussi une Inspection générale des Musées Nationaux et Bibliothèques Nationales, mais cette autorité spéciale a été abolie pour raison d'économie, de sorte que maintenant les affaires de musées et bibliothèques sont administrées aussi

par le ministère des Cultes et de l'Instruction publique, tandis que les affaires de l'Enseignement supérieur et des sociétés scientifiques ont toujours été dirigées directement par ce dernier, en tant que les différentes institutions ne seraient pas à même d'y pourvoir dans la sphère de leur propre autonomie.

Le ministre des Cultes et de l'Instruction publique dispose d'un organe consultatif, compétent dans toutes les questions de l'instruction publique ; le Sénat national de l'Instruction public, existant depuis 1872.

Ad 2. Les lois d'importance instituées dans la dernière décade sur le terrain de l'Enseignement supérieur et des sciences sont les suivantes :

1. La loi XXV de l'an 1921 concernant le transfert à Szeged de l'Université royale hongroise François-Joseph, laquelle se trouvait à Kolozsvár, et du transfert à Pécs de l'Université royale hongroise Elisabeth, laquelle se trouvait à Presbourg. Le traité de paix de Trianon ayant adjugé les résidences de ces universités aux Etats successeurs, ceux-ci ne tardérent pas à s'emparer des édifices et des installations de ces instituts, ce qui nécessita le transfert et la réinstallation desdites universités dans d'autres villes hongroises.

2. La loi XXXI de l'an 1920 concernant l'établissement et l'organisation provisoire d'une faculté d'économie publique à l'Université royale hongroise de Budapest. Cette faculté, d'un rang tout à fait égal au rang des autres facultés, a été organisée dans l'intérêt de l'éducation économique qui, dans la situation économique actuelle, est d'une importance particulière.

3. La loi XXV de l'an 1920 concernant l'inscription aux universités, à l'Ecole polytechnique, à la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Budapest et aux Académies de droit. C'est la loi qu'on a surnommée loi du « numerus clausus » et dont les dispositions sont les suivantes :

A partir de l'année scolaire 1920/21 ne pourront s'inscrire aux cours des Universités, de l'Ecole polytechnique, de la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Budapest et des Académies de droit que des individus irréprochables aux points de vue de la loyauté nationale et des mœurs et jamais en plus grand nombre que ne le permet un enseignement approfondi.

Le nombre des étudiants qu'on admettra aux différentes facultés (cours spéciaux) sera fixé par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique, en tenant compte des propositions des facultés compétentes (le Sénat de l'Ecole polytechnique).

Quiconque veut se faire inscrire doit, dans sa requête adressée à la faculté compétente (Sénat de l'université technique), demander une licence spéciale.

Concernant le permis ou le refus de la licence d'inscription dans le cadre fixé, la décision définitive appartiendra aux réunions plénières des professeurs de la faculté compétente (Sénat de l'Ecole polytechnique).

En décidant de l'admission, on considérera, outre l'irréprochabilité aux points de vue de la fidélité nationale et des mœurs, les capacités intellectuelles des concurrents ; en outre, le nombre proportionnel des jeunes gens appartenant aux différentes races et nationalités habitant le territoire du royaume devra se rapprocher le plus possible des nombres proportionnels représentant la totalité de la race ou nationalité en question, ou du moins en être les neuf dixièmes.

4. La loi XIX de l'an 1922 concernant l'autonomie des grandes collections publiques nationales. Ce sont les Archives nationales royales hongroises, les instituts compris sous le titre commun de Musée National Hongrois, notamment *a)* la Bibliothèque Nationale Széchenyi, *b)* le Cabinet des Médailles et d'Antiquités, *c)* le Cabinet d'histoire naturelle, *d)* le Cabinet botanique, *e)* le Cabinet des Minéraux et des Fossiles et *f)* le Cabinet Ethnographique, le Musée national des Beaux-Arts et du Musée national des Arts Décoratifs. Cette loi fait de ces collections un corps autonome séparé, dénommé Université des Collections hongroises nationales et qui exerce son droit d'autonomie par l'intermédiaire du Sénat des Universités des Collections hongroises. La personne civile ainsi créée peut accepter aussi des dons et legs. Cette organisation aura pour but d'intéresser les milieux sociaux aux grandes collections publiques nationales, d'éveiller et fortifier l'esprit de sacrifice dans la situation critique où se trouve actuellement le royaume, et de plus, en fixant la compétence des institutions, elle doit faciliter l'attribution des objets destinés aux bibliothèques, aux archives et aux musées.

5. Outre la constitution de ces lois, il a paru nombre d'ordonnances, se rapportant pour la plupart à l'exécution desdites lois. Parmi les ordonnances indépendantes, il faut appeler l'attention sur l'ordonnance que le ministre des Cultes et de l'Instruction publique a émise sous le N° 324/eln. de l'année 1923, et créant la Centrale bibliographique. Cette institution a pour but :

a) l'administration centrale des affaires d'acquisition et d'échange de livres à l'Etranger pour les collections nationales et les autres collections qui s'y joindront volontairement ;

b) de pourvoir à l'échange officiel des éditions publiées à la suite de notre adhésion à la Convention de Bruxelles de 1886 ;

c) l'enregistrement bibliographique du matériel que les bibliothèques publiques possèdent en fait de livres et périodiques étrangers, ainsi que la préparation d'un catalogue central.

Ad 3. a) Concernant les données statistiques officielles, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le fait que tous les résultats du dénombrement de 1910 ont été établis par le Bureau Statistique Royal Hongrois et que ces données sont bien connues même à l'Etranger.

Les résultats du dénombrement de 1920 dans la Hongrie actuelle font encore l'objet de travaux ; la publication en aura lieu prochainement.

Les données générales de la statistique concernant l'enseignement, dont dispose le ministère des Cultes et de l'Instruction publique et qui trouveront leur place dans le présent rapport sont les suivantes :

En 1910, parmi les habitants âgés de plus de 6 ans, sur le territoire de la Hongrie actuelle, 80·3% savaient lire et écrire. D'après les données du dénombrement de 1920, sur le même territoire, 84·8% savaient lire et écrire ; la proportion des illettrés est donc toujours de 15·2%, mais il y a lieu d'espérer que le temps aidant, on parviendra à réduire considérablement le nombre des illettrés.

Pendant l'année scolaire 1920/21, il exista 6386 écoles primaires avec 16.312 instituteurs et 997.000 écoliers fréquentant l'école tous les jours, soit 89% des enfants âgés de 6—11 ans. Le nombre des écoliers qui, au sortir de la 4e classe

primaire, passent dans une école secondaire étant de 5% seulement, il y a pourtant à peu près 6% des enfants dans l'âge de la scolarité obligatoire qui ne profitent pas de l'enseignement, surtout faute d'écoles.

Quant aux écoles secondaires à 8 classes, qualifiant à la fréquentation d'une université, il y en a trois types : les collèges (lycées, mais généralement sans internat) où sont enseignées les langues classiques ; les écoles professionnelles et les écoles secondaires pour jeunes filles où, dans la partie supérieure, sont également enseignées les langues classiques. Nous disposons de 94 collèges, 17 écoles professionnelles et 32 écoles secondaires pour jeunes filles, au total 143 écoles, avec 2600 professeurs et à peu près 50.000 écoliers.

Quant aux universités et aux écoles supérieures, je m'en rapporte aux données que ces instituts vous auront sans doute transmises, en réponse aux questionnaires que vous avez bien voulu leur faire parvenir directement.

J'ai le regret de devoir en même temps mentionner qu'à la suite des économies proposées dans l'exposé du ministre des Finances, une partie des institutions nationales ou subventionnées par l'Etat a dû être abolie. A partir de l'année scolaire 1923/24, toutes les Académies de droit et une grande partie des écoles secondaires etc. suspendront leur activité.

b) L'état de la production des livres est exposé en détail dans l'annexe N° 1. Je me permets d'appeler votre attention sur le fait que cette question est, du point de vue de la vie intellectuelle hongroise aussi bien que du progrès scientifique, d'une importance cardinale.

c) Quant à la rétribution du travail intellectuel, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le tableau contenu dans le rapport que le ministre royal hongrois des Finances a adressé à la Commission des Réparations et où sont énumérés les traitements que les fonctionnaires de l'État ont touchés au mois de mai 1923, comparés aux traitements payés dans la période d'avant-guerre ; il indique aussi la valeur en or des traitements actuels. En comparant ces traitements avec le prix des aliments et objets de première nécessité, on peut se faire une idée de la mesure dans laquelle a baissé le niveau de l'existence.

En présentant ces tableaux, j'ai l'honneur d'ajouter que

les professeurs titulaires des universités se rangent dans la Ve classe, les professeurs honoraires dans la VIe classe des fonctionnaires d'Etat, les adjoints dans les VIIe et VIIIe, les assistants dans les VIIIe et IXe classe de traitement et jouissent du traitement et émoluments correspondants. J'ajoute encore que les réponses aux différents questionnaires accusent des sommes différentes concernant les mêmes données. On n'a pu éviter cette divergence, considérant qu'il y a plusieurs facteurs variables, p. ex. le nombre des membres de la famille, la valeur courante des articles livrés en nature, le cote de la couronne à l'étranger etc. Il serait opportun que la Commission voulût bien s'orienter d'après les données contenues dans l'exposé que le ministre royal hongrois des Finances a soumis à la Commission des Réparations.

Ad 4. a) Concernant les institutions scientifiques, littéraires et artistiques du royaume, j'ai l'honneur de renvoyer d'une part à la spécification des Universités et Ecoles supérieures scientifiques ou artistiques des Musées, Bibliothèques et Archives contenue dans l'annexe N° 2., d'autre part au rapport de l'Académie Hongroise.

Les données concernant ces institutions sont publiées d'une année à l'autre dans la nomenclature officieuse des fonctionnaires hongrois, paraissant annuellement. Mais depuis 1918, les circonstances ont entravé la publication de cet annuaire. Une partie de ces données est aussi contenue dans le périodique *Minerva, Jahrbuch der gelehrten Welt,* Berlin und Leipzig, Walter de Gruyter & Cie dont la dernière année parue en 1923, tâche de tenir compte aussi des données correspondant au démembrement du pays.

b) Quant aux bourses pour les étudiants et aux prix d'honneur, nous n'avons jamais disposé de grandes sommes pour les doter. Encore ont-elles été prises sur les fondations, et comme les capitaux de celles-ci sont généralement placés en effets publics, les intérêts qu'elles rapportent consistent dans la valeur nominale d'avant-guerre ; il arrive donc assez souvent que les bourses en faveur d'étudiants d'universités, variant entre 300 et 1000 couronnes s'élèvent par suite du change (2 centimes pour 100 couronnes) à une somme variant de 6 à 20 centimes suisses. Parmi les prix d'honneur décernés par l'Université de Budapest, il y en a plusieurs qui ne s'élèvent qu'à 100

ou 200 couronnes ; ceux-ci ont été portés grâce à l'aide fournie par l'Union de l'Enseignement supérieur, à la somme de 4000 couronnes (80 centimes suisses). Nous ne disposons pas d'autres bourses. Mais en même temps les frais de production d'une feuille imprimée en in-8° s'élèvent déjà à 150.000 couronnes. La somme des bourses et des prix d'honneur a donc subi une dépréciation complète.

Les bourses de voyage ont pour la même raison perdu toute importance, car transformées en la valeur monétaire du pays que l'on se propose d'étudier, elles ne suffiraient pas à couvrir les frais d'une seule journée. Au cours des deux dernières années, le gouvernement français a eu la générosité d'allouer à 8—10 étudiants hongrois des bourses de 6000 francs pour leur faciliter la fréquentation d'une université française ; de même, la Fondation Rockefeller alloua 3 bourses en faveur des professeurs honoraires. Dans la situation économique actuelle du pays, pareils dons peuvent seuls fournir à nos milieux scientifiques et à notre nouvelle génération savante l'occasion de connaître personnellement l'étranger.

Ad 5. Au cours de la dernière décade, la Hongrie a adhéré à deux conventions internationales :

1. à la Convention de Berne de l'année 1886, au sujet de la protection des droits d'auteur littéraire ou artistique, laquelle fut revue le 13 novembre 1918, entrant en vigueur à partir du 14 février 1922, sans aucune réserve ;

2. le gouvernement a résolu d'adhérer à la Convention de Bruxelles conclue le 15 mars 1886, concernant l'échange international des publications ; la notification en est en train.

Ad 6. Nos rapports intellectuels avec l'étranger sont organisés de la manière suivante :

1. Se conformant à l'invitation de M. le Secrétaire général de la Commission de Coopération Intellectuelle formée au sein de la Société des Nations, il s'est constitué un Comité utilisant la collaboration de l'Académie Hongroise, du Ministère royal hongrois des Affaires étrangères et du Ministère royal hongrois des Cultes et de l'Instruction publique, avec le but de s'entremettre entre la Centrale de Genève et le monde intellectuel hongrois. Ce Comité a résolu

a) de faire part au Secrétariat de la Commission de Coopération Intellectuelle des requêtes que les institutions et les

travailleurs intellectuels de Hongrie aimeraient à lui présenter, surtout quant à l'échange des livres et autres ressources des travailleurs intellectuels.

b) Elle est prête à collaborer à l'échange des professeurs et étudiants, et en général dans les relations qu'ils auront avec les pays étrangers.

c) En référant à la Commission de Collaboration Intellectuelle, ce comité prendra la liberté de communiquer aussi sa propre opinion.

2. Dans le but de la liquidation de l'échange international des livres a été organisée la Centrale nationale bibliographique, décrite sous 5 ad 2, laquelle a déjà commencé son activité en collaboration continuelle avec le Comité mentionné, constitué par l'Académie Hongroise. J'ai eu aussi le plaisir d'esquisser la compétence de ce bureau.

3. Les Universités hongroises, ainsi que les Associations des Etudiants aux Universités hongroises, nommées dans les réponses fournies par les Universités, s'empresseront d'organiser l'échange international des professeurs et des étudiants. Mais considérant les difficultés surgies de la dépréciation de notre monnaie, notre pays n'est pas actuellement dans une situation qui lui permette de s'engager à une réciprocité complète. Mais on a trouvé plusieurs fois une solution équitable, p. ex. les étudiants anglais sont venus dans notre pays où durant les vacances ils ont fait un séjour prolongé ; on a pu les placer dans certains internats qui, à cause des vacances, n'étaient pas occupés.

On se heurte plutôt à des difficultés en ce qui concerne l'échange des professeurs, échange si important. Sur ce terrain, on pourrait prêter à la Science hongroise un appui efficace, si les Etats étrangers voulaient bien faciliter à certains professeurs de leurs universités la faculté de se rendre pour un semestre en Hongrie et d'y faire des cours à l'Université — tout en jouissant de leurs appointements dans leur patrie — où ce revenu dans une valeur cotée haut leur assurera en Hongrie une existence fort agréable, en les faisant bénéficier des différences de la cote.

4. L'état de choses existant par rapport à l'enseignement et la culture des langues et littératures étrangères dans les

écoles supérieures en Hongrie a été décrit en détail dans les réponses fournies par les universités.

5. En fait d'instituts scientifiques hongrois à l'Etranger nous disposons des suivants :

a) L'Institut scientifique hongrois à Berlin (fondé en 1916) formant cependant une chaire régulière et un séminaire de l'Université de Berlin, de sorte que c'est l'Etat prussien qui pourvoit aux frais.

b) L'Institut Historique hongrois à Vienne — installé dans un édifice, propriété nationale hongroise — sert à ce que, du riche matérial des Archives de la Cour de Vienne (Hof- und Staatskanzlei), les documents intéressant la Hongrie puissent être triés et scientifiquement élaborés.

c) L'Institut Historique hongrois à Rome sera installé dans une villa, dont l'évêque honoraire Guillaume Fraknói lui avait fait don en 1914, mais à cause de la guerre mondiale, cet institut n'a pas pu commencer son activité. Récemment, le gouvernement royal italien a généreusement libéré du séquestre cet édifice et le Sénat directorial de l'institut en question, travaillant jusqu'à présent au sein de l'Académie Hongroise, fait maintenant tous les efforts possibles pour vaincre les difficultés financières, afin de pouvoir, dès l'automne, mettre en activité cette institution, au moins dans un cadre modeste.

d) Des pourparlers sont en cours aussi à Paris, afin de pouvoir créer en France un institut scientifique hongrois auquel le gouvernement français voudra bien accorder son appui. La nation hongroise entière lui sera très reconnaissante, si ces pourparlers ont un succès.

e) Ce serait également un grand profit pour la vie scientifique hongroise, si l'on réussissait à établir à Londres et dans les Etats-Unis, et successivement dans d'autres Etats, dans une université quelconque, des chaires et des séminaires de langue hongroise. L'expérience démontre que ces institutions facilitent éminemment l'établissement de liaisons avec les milieux scientifiques du pays en question et sont d'excellents intermédiaires pour les autres relations. Cependant, les informations prises n'ont pas encore abouti à de résultats positifs.

Telle est en résumé la situation précaire que doit traverser la vie intellectuelle de la Hongrie et qui, en conséquence de la

grave crise économique du pays, l'expose au danger d'une ruine définitive. Les données que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Commission, de même que les réponses fournies aux questionnaires ne manqueront certainement pas de persuader la Commission et tous ceux qui s'intéressent à la Hongrie, qu'il s'agit là du sort d'une vie intellectuelle dont l'anéantissement entraînerait une grave perte pour la communion de l'humanité entière dans le domaine de la civilisation.

Le gouvernement hongrois et les facteurs compétents n'ignorent pas que la culture hongroise ne peut dans ce moment ni se sauver ni échapper définitivement à la crise actuelle. Nous ne pouvons espérer une amélioration radicale que de l'emprunt que nous demandons à l'Etranger. Mais afin de pouvoir diminuer les fortes privations que nous impose cet état transitoire, et d'autre part, pour créer les conditions morales qui faciliteraient le développement de la vie intellectuelle en Hongrie, l'appui de la Commission de Genève aurait pour nous une valeur inappréciable. Qu'il me soit donc permis de résumer en ce qui suit les méthodes qui, dans l'opinion du gouvernement hongrois, seront propres à approcher de plus près du noble but que la Commission de Coopération Intellectuelle s'est proposé :

1. La constatation de ce que la vie intellectuelle de la Hongrie a besoin de l'assistance morale et matérielle de la Société des Nations.

2. Il faudrait accorder les demandes concernant les livres et autres ressources du travail intellectuel que le Comité de l'Académie hongroise lui transmettra.

3. Le développement de l'échange international des livres et des périodiques par l'intermédiaire de la Centrale bibliographique, de sorte qu'on accepterait aussi, dans les pays de haute culture, des copies d'échange qui sous le rapport de la quantité et du contenu ne seraient pas tout à fait d'une valeur égale.

4. La facilitation de l'échange international des étudiants, mais surtout des professeurs, selon les méthodes ébauchées plus haut (ad 6, point 3).

5. La facilitation d'organiser des instituts scientifiques hongrois en relation avec des Universités à l'Etranger ; le

gouvernement hongrois subventionnera volontiers dans une université hongroise des institutions pareilles.

6. *Last not least,* il faudrait supprimer les obstacles qui empêchent l'entrée des périodiques scientifiques et des produits intellectuels dans les États successeurs ; par cela, on préservera la vie intellectuelle de notre pays du désavantage que, tout en observant loyalement le traité de Trianon, la Hongrie reste privée de la force intellectuelle de 3,500.000 Hongrois vivant sur le territoire des Etats successeurs.

*

Annexe N° 1.

Exposé concernant la situation de la production des livres en Hongrie.

La situation de la production des livres en Hongrie, dans les dix années dernières — 1913—1923 — est éclairée par les données suivantes.

En comparant l'étendue de la production des livres, on ne pourra obtenir un résultat absolu qu'en prenant en considération trois facteurs importants. Ce sont 1° le nombre des volumes édités, 2° le tirage de chacun des volumes, 3° le nombre des feuilles de chaque volume.

La répartition des œuvres éditées selon les différentes branches litéraires est visible dans le tableau suivant, paru dans le N° 71/1923 du *Börsenblatt für den Deutschen Buchhandel* (Leipsic), à l'exception des données concernant l'année 1922, qui sont d'ailleurs les plus récentes données recueillies par l'auteur, Mgr. le Dr. Charles Erdősi.

Production des livres hongrois en 1913, 1921 et 1923 selon les branches littéraires.

Branches littéraires	Production annuelle 1913	1921	1922
Théologie	133	118	84
Sciences, littérature, arts :			
philosophie	52	21	12
philologie	27	34	19
sciences naturelles, mathém.	35	41	34
droit, science polit. statist.	122	71	13

Branches littéraires	Production annuelle 1913	1921	1922
lois et commentaires	121	80	55
médecine, hygiène	67	16	39
géographie, ethnographie	21	7	30
sciences pratiques (commerce, industrie, technique)	155	121	73
histoire, biographie	91	35	160
éloquence	14	3	—
sciences sociales	61	30	48
sciences occultes	1	5	9
encyclopédie	9	—	—
littérature	34	51	20
dessin, peinture, sculpture	16	15	17
	826	539	529
Instruction (manuels)	294	358	365
Enseignement populaire	301	122	22
Belles-Lettres	419	665	559
Livres pour la jeunesse	65	111	150
Ouvrages de circonstance et ouvrages divers	31	47	287
Sports	13	4	6
Musique	295	354	233
au total:	2377	2318	2235

Ce tableau montre que la diminution des œuvres éditées n'est pas aussi considérable que l'on pourrait s'y attendre, étant donnée la situation économique. Il faut cependant prendre en considération que le fait de l'augmentation ne concerne généralement que les livres scolaires dont le stock a été épuisé durant la guerre, les livres pour la jeunesse et surtout les belles-lettres, car, durant la guerre, l'envie de lire s'est considérablement accrue dans le monde entier, ce qui a incité les éditeurs, souvent au prix d'énormes sacrifices, à une production intense. Malgré cela, une régression considérable se montre, même en ce qui concerne le total des œuvres éditées, mais cette régression se manifeste surtout — ce qui, au point de vue de la vie scientifique est préjudiciable au plus haut degré — dans la production des livres qui se rapportent aux sciences, à la littérature et aux arts.

En outre, en considérant le tableau ci-dessus, il faut tenir compte du tirage et du nombre de feuilles de chaque volume. Il est vrai que ces données ne peuvent être assemblées dans un tableau analogue, mais elles se dégagent clairement des exemples suivants :

a) *Littérature encyclopédique.*

La publication d'une grande encyclopédie, le *Grand Lexique Révai* (Révai Nagy Lexikona), projetée pour 18 volumes, a été commencée en 1910 ; le prix d'achat était de 18 couronnes par volume. De cet ouvrage, jusqu'au commencement de la guerre, 14 volumes avaient paru, tiré chacun à 32.000 exemplaires. Durant la guerre, l'édition de cet ouvrage a subi un arrêt. C'est à présent seulement que l'éditeur s'est décidé à publier les quatres derniers volumes, mais il n'osa imprimer tout d'abord que le XVe et seulement en 10.000 exemplaires. Cependant, il ne réussit à placer que 5000 exemplaires, bien que chaque possesseur des volumes parus antérieurement eût intérêt à compléter le recueil.

Ce fut en 1904 qu'on commença la publication de la *Bibliothèque de la Civilisation* (Műveltség Könyvtára). C'est une œuvre qui se propose de faire connaître les branches les plus importantes de la science, dans l'exposé des plus illustres savants hongrois ; les livres mêmes sont de forts volumes illustrés. Les premiers ont paru en 20.000 exemplaires, jusqu'au XIe volume. Le XIIe et dernier ne peut être édité, à cause de la cherté et faute de souscripteurs, de sorte que cette grande encyclopédie est condamnée à rester inachevée.

Sous le titre de *Codex Hungaricus,* une collection contenant toutes les lois hongroises a été commencée en 1911, et chaque année le recueil des lois nouvelles a été ajouté. Ce grand ouvrage de 10 volumes a été édité en 4000 exemplaires, cependant les volumes des années 1918—1920 n'ont été imprimés qu'en 2500 exemplaires et, en 1921, on a été forcé d'arrêter la publication.

b) *Belles-Lettres.*

Les œuvres des plus illustres écrivains de la Hongrie sont absolument impossibles à éditer. Pour ne mentionner

que les plus éminents : les œuvres de Maurice Jókai sont complètement épuisées et il n'y a pas d'éditeur qui veuille risquer une nouvelle édition. Les chefs'd'œuvre, d'une valeur si précieuse, de Coloman Mikszáth et du baron Joseph Eötvös manquent depuis des années sur le marché des livres.

Parmi les écrivains contemporains les plus populaires, les œuvres des François Herczeg et Coloman Csathó ont été éditées et vendues en 5500 exemplaires ; le tirage actuel est seulement de 2500 exemplaires, et il faut plusieurs années pour pouvoir les placer. Les œuvres de Nicolas Surányi ont été imprimées et vendues en 7700 exemplaires ; l'édition actuelle n'en compte que 1650.

En 1904, sous le nom de *Bibliothèque de Romans Classiques* (Klasszikus Regénytár), une entreprise a été fondée dans le but de faire connaître les chefs-d'œuvre de la littérature universelle (comme les œuvres de Balzac, Bulwer, Dickens, Daudet, Dumas, Dostoïevski, Flaubert, Anatole France, Scott, Stendhal, Thackeray, Tolstoï, Tourguenev, Zola etc.). Avant la guerre, chaque volume paraissait en 10—14.000 exemplaires et 8—10 volumes furent édités annuellement. Durant la guerre, toute publication fut suspendue. En 1918, cette entreprise reprit son activité, les volumes furent édités en 6000 exemplaires ; aujourd'hui ne paraît annuellement qu'un volume, en 3000 exemplaires seulement.

Une entreprise semblable, mais de tendance plus populaire et présentant une certaine analogie avec la Nelson Library, la *Bibliothèque Athenaeum* (Athenaeum Könyvtár) a été fondée en 1912. Douze volumes en moyenne paraissaient annuellement, le tirage était de 30.000 exemplaires ; depuis, la décadence a été d'une rapidité extrême, en 1922, l'éditeur était obligé d'arrêter la publication, bien que le recueil comptât déjà 85 volumes.

Une entreprise encore plus populaire édita des livraisons au prix d'une couronne. Elle commenca son activité en 1917 sous le titre de *Romans Bon-Marché* (Olcsó Regény). C'était une collection littéraire, dont chaque livraison était publiée en 120.000 exemplaires. Ici aussi, depuis 1918, une décadence rapide se produisit. En 1922, quelques livraisons ont paru en 6000 exemplaires, mais ensuite, après la 73e livraison, l'entreprise a été obligée de cesser son activité.

En 1915, une entreprise de romans à très bas prix s'était

formée sous le nom de *Livres des Millions* (Milliók Könyve), publiant chaque quinzaine un chapitre en 180.000 exemplaires. Dans l'édition de cette même entreprise, il ne paraît aujourd'hui que toutes les six semaines une livraison, et seulement en 20.000 exemplaires.

Une autre entreprise de collections littéraires fait paraître, à l'exemple de Reclam's Universal Bibliothek, de petites brochures. L'entreprise porte le nom de *Bibliothèque Hongroise* (Magyar Könyvtár). En 1914, 250.000 brochures furent imprimées, dont on vendit 66.253. En 1923, 51.500 exemplaires ont été imprimés dont 11.131 vendus.

c) *Livres pour la jeunesse, almanachs, livres populaires, dictionnaires.*

Les livres pour la jeunesse occupent dans le commerce de livres de chaque pays un rôle très important, car ils sont les cadeaux les plus chers aux enfants. A cet égard, il vaut mieux ne pas se rapporter aux données d'un seul livre, mais à tout le commerce d'une entreprise d'édition de ce genre. Une des maisons d'édition les plus distinguées plaçait par an, avant la guerre, environ 200—250.000 exemplaires de 100 différentes sortes de lectures. Aujourd'hui, elle en fait paraître tout au plus trente, en une édition médiocre et dont elle ne peut vendre que 30—35.000 exemplaires par an.

Tout ce qui précède s'applique également aux dictionnaires. On vendait annuellement 8—10.000 exemplaires de dictionnaires manuels, servant aux besoins généraux; aujourd'hui c'est à peine si 1000—1500 exemplaires sont placés annuellement.

Les besoins littéraires les plus primitifs du peuple sont statisfaits par les almanachs. Aussi est-il intéressant et instructif à la fois de noter que l'un des éditeurs vendait, en 1913, 450.000 exemplaires de 52 types différents, de 276 feuilles. En 1922, ce même éditeur a vendu 233.000 exemplaires au total, de 19 types à 73 feuilles.

d) *Littérature scientifique.*

C'est sur ce terrain que la situation est la plus triste, la décadence la plus désolante. Comme il est visible au tableau déjà mentionné, le nombre des éditions présente une diminu-

tion énorme. L'édition des manuels et des livres d'étude de l'Université se heurte à des difficultés presque insurmontables, elle est rendue impossible si des circonstances particulières, l'assistance de quelques amis des sciences ou un secours de la part de l'Etat, ne viennent pas à son aide. Cependant, dans ces cas mêmes, à la place des anciennes éditions coutumières de 2—3000 exemplaires, l'édition actuelle ne peut paraître qu'en 1000—1500 exemplaires, et encore l'éditeur tâchera d'obtenir une réduction suffisante du nombre de feuilles. De l'édition d'une œuvre contenant plus de 50 feuilles, ou bien, d'une œuvre illustrée, on ne peut même pas parler. La littérature juridique professionnelle peut être considérée comme complètement arrêtée, la littérature médicale aussi peut à peine se maintenir.

Sur ce terrain aussi, ce sont les collections qui peuvent le mieux réussir, car elles se proposent la popularisation des sciences et c'est pourquoi elles jouissent d'une grande publicité. Ces collections ont joué dans la production des livres un rôle important à cause du vigoureux développement de la civilisation en général. Leur destinée est éclairée par les données suivantes :

En 1911, une telle entreprise de popularisation, intitulée *Bibliothèque Mondiale* (Világkönyvtár) a commencé son activité. Cette entreprise donnait les œuvres les plus remarquables des auteurs réprésentatifs du monde entier (p. ex. Shaw, Carlyle, Ostwald, Bölsche, Darvin, Bergson, Brandes, Walter Pater, Mentchikof, Spencer, Macaulay, Nietzsche etc.). De cette collection, avant la guerre, 8—10 volumes paraissaient chaque année, le tirage de chaque volume était de 5—10.000. En 1918, le nombre d'exemplaires diminua, on imprima ces volumes en 3000—4000 exemplaires et 2—3 volumes en tout furent édités tous les ans. Depuis 1921, c'est tout au plus si un volume peut paraître par année, et seulement en 2—3000 exemplaires.

Une série encore plus populaire, au prix excessivement bas (de 40—80 centimes) est la *Bibliothèque Moderne* (Modern Könyvtár), dont la publication fut commencée en 1908 et qui devint tellement populaire qu'en 1916 elle s'imprimait en 24.000 exemplaires. Depuis, la décadence a été très rapide jusqu'au jour où l'éditeur fut obligé, en 1922, après une édition de 1600 exemplaires, d'arrêter la publication.

Sous le titre de *Bibliothèque Scientifique de Poche* (Tudo-ıányos zsebkönyvtár) une collection de petites brochures u prix de 50 centimes a paru durant 25 ans. Ces brochures ; composaient de 4—5 feuilles où, selon le niveau intellectuel es étudiants, du public moins instruit, ouvriers etc., les dif-:rentes branches des sciences étaient exposées. Les brochures araissaient en 5—6000 exemplaires, plusieurs atteignirent :ur 4e, 5e, 6e éditions. Depuis 1918, il a été impossible d'éditer ne nouvelle brochure, et cependant plus de la moitié des rochures étaient complètement épuisées et ne pouvaient :re publiées de nouveau ; ces quelques brochures, dont l'édition paru tout à fait indispensable, ont été imprimées en 2—3000 xemplaires.

L'une de nos entreprises d'édition les plus importantes ;t la *Société Saint Etienne* (Szent István Társaság). Cette ɔciété a publié, en 1913, 10 œuvres scientifiques, le nombre :s feuilles était de 188, imprimées en 30.000 exemplaires, ɔnt 25.000 furent vendus dans la même année. En 1922, par ııte du changement des circonstances, la société a édité 17 uvres scientifiques, de 237 feuilles, l'édition ne comptait ·pendant que 17.000 exemplaires et on ne put en vendre ıe 8500.

e) *Revues.*

En Hongrie, les hommes adonnés aux sciences se réunirent ı une Société particulière et ensuite ce fut cette société qui lita les revues scientifiques. Les données y relatives sont ɔntenues dans notre tableau sur la production des livres. ı décadence de ces éditions peut être contrôlée à l'aide des ɔnnées suivantes :

	en 1913	en 1922
ıdicateur Académique, organe de l'Académie Hongroise	746 pages	396 pages
·evue Philologique Universelle, organe de la Société Philologique de Budapest	808 »	140 »
·ıblications Géographiques, organe de la Société Hongroise de Géographie	586 »	176 (en 1921) »
·thenaeum, organe de la Société Hongroise de Philosophie	454 »	203 »

La Langue Hongroise, organe de la Société de Linguistique Hongroise	480	pages	220 pag
La Pédagogie Hongroise, organe de la Société Pédagogique Hongroise	668	»	192
Siècles, organe de la Société Historique Hongroise	806	»	306 (en 1921)
Revue Historique, édition de l'Académie Hongroise	640	»	196
Revue Numismatique, organe de la Société Numismatique Hongroise	150	»	60 (en 1921)
Revue Botanique, édition de la Société Hongroise des Sciences Naturelles	254	»	64 (en 1921)
Revue de Chimie, édition de la Société Hongroise des Sciences Naturelles	192	»	68 (en 1921)
Indicateur des Mathématiques et des Sciences Naturelles, édition de l'Académie Hongroise	787	»	323
Feuilles Mathématiques et Physiques, organe de la Société Mathématique et Physique	445	»	110
Revue Hongroise des Livres, organe de la Bibliothèque Széchenyi	518	»	240
etc.			

Cependant ce ne sont pas seulement les revues scienti-ques, mais les revues d'intérêt général et les revues artistiques qui se virent obliger d'arrêter leur publication, entre autres la belle revue artistique *Art* (Művészet), qui en 1914 a encore paru en 7200 exemplaires, depuis elle a cessé de paraître et laissé une lacune très sensible.

La revue intitulée *Arts décoratifs hongrois* (Magyar Iparművészet), paraît déjà pour la XXIVe année. Elle est obligée de se passer de toute illustration. Toutes les revues ont fait faillite et aujourd'hui la *Revue de Budapest* (Budapesti Szemle) qui paraît depuis 83 ans, est seule à se maintenir encore vigoureusement, soutenue financièrement par l'Académie hongroise, mais elle est quatre fois moins volumineuse qu'auparavant.

*

II. Les données ci-énumérées prouvent que la production es livres en Hongrie doit lutter contre de très graves difficultés ; la production des livres scientifiques de la Hongrie nt tout près de la ruine totale et la vie scientifique de toute Hongrie est menacée d'une catastrophe.

Nous n'avons pas encore mentionné le fait que la composition des œuvres scientifiques n'assure à l'auteur aucune pèce de revenus, la possibilité de publier le résultat des cherches scientifiques a aussi cessé d'exister, par suite de quoi critique scientifique et la formation d'une nouvelle génération savants sont rendues impossibles. Ce qui est encore plus solant, le placement même des petits essais dans les revues ientifiques, rencontre, lui aussi, d'insurmontables difficultés ; autre part, il est presque impossible, vu la différence des anges, de fournir aux bibliothèques publiques du pays nouveaux produits de la littérature scientifique de tranger.

*

Les causes d'une crise aussi grave pour la production ientifique de la Hongrie sont les suivantes.

1. L'augmentation exorbitante des prix de revient, p. ex. :

Le papier sans fibres de bois coûte par kilogramm gros

en	1913			0·58	couronnes
en	1921,	mois de	février	58	»
»	»	» »	mai	70	»
»	»	» »	septembre	78	»
»	»	» »	novembre	92	»
»	1922	» »	mars	105	»
»	»	» »	mai	140	»
»	»	» »	septembre	285	»
»	»	» »	décembre	365	»

Il est donc devenu sept cent fois plus cher.

Minimum du salaire (par semaine) d'un ouvrier spécial :

en 1913					35	couronnes
en 1921,	mois	de		février	585	»
»	»	»	»	août	865	»
»	»	»	»	octobre	1040	»
»	»	»	»	décembre	1300	»
»	1922,	»	»	février	1385	»
»	»	»	»	avril	1717	»
»	»	»	»	juin	1914	»
»	»	»	»	août	3225	»
»	»	»	»	octobre	5069	»
»	»	»	»	novembre	6152	»

Le salaire de l'ouvrier-imprimeur est donc devenu 175 fois plus haut.

L'augmentation des droits d'auteur est beaucoup plus modeste, ce qui montre aussi que le niveau de la vie du travailleur intellectuel est resté bien au-dessous de celui de l'ouvrier manuel. Quant aux travaux littéraires, les droits d'auteur sont 10% du prix de vente de l'ouvrage. Comme le prix de vente est au-dessous de la parité d'or (à la fin de 1922 le nombre indice était 150), il est naturel que les droits d'auteur restent aussi bien au-dessous du niveau ancien, de sorte qu'aujourd'hui, en Hongrie, aucun écrivain ne peut vivre, s'il ne dispose d'autres revenus que de ses droits d'auteur.

Concernant les œuvres scientifiques, la situation est pire encore, cependant en quelques cas sporadiques, on réussit quand même à éditer les livres d'étude et les manuels de l'Université. Les honoraires de l'auteur sont fixés soit à 10% du prix des livres vendus, soit à 5000 couronnes la feuille (à peu près un franc suisse) au lieu des 500 couronnes d'avant-guerre (525 franc suisse); les honoraires de l'auteur ne sont donc que dix fois plus élevés qu'autrefois.

2. Les entreprises lucratives des éditeurs étaient toujours les éditions littéraires et les publications populaires en séries. Le profit de ces entreprises augmente en proportion géométrique du tirage, et autrefois c'était justement le profit des entreprises susmentionnées qui rendait possible l'édition d'œuvres scientifiques n'intéressant que certains cercles restreints et susceptibles seulement d'être tirées à un petit nombre d'exemplaires.

Comme il est visible par ce qui précède, la rentabilité de ces entreprises elles-mêmes a actuellement cessé, ou tout au moins elle a subi une grande diminution ; et c'est là une des raisons principales pour lesquelles les œuvres scientifiques trouvent si difficilement un éditeur. Cependant, il existe une autre cause non moins importante : par suite du morcellement du pays, le public — déjà restreint — des lectures scientifiques a encore considérablement diminué ; en outre, ces ouvrages scientifiques étaient lus surtout par la classe moyenne cultivée, composée des hommes diplômés, des fonctionnaires à revenus fixes, et c'est justement cette partie de la société qui s'est appauvrie de la manière la plus sensible par suite de l'inflation. De sorte que le public qui achetait autrefois les livres scientifiques a beaucoup diminué lui-même. A son tour, cette circonstance a entraîné un plus faible tirage, ce qui a contribué à énchérir considérablement le prix de revient de chaque exemplaire : il en résulte ainsi un cercle vicieux dont la vie intellectuelle hongroise ne pourra sortir par ses propres forces.

3. Ces difficultés de la vie intellectuelle de la Hongrie sont encore aggravées par la situation créée par le traité de paix de Trianon, qui a enlevé 3½ millions de Hongrois à leur patrie et les annexés aux Etats successeurs ; aujourd'hui encore, il est impossible ou tout au moins aléatoire d'introduire des livres hongrois dans les territoires en question. Cette circonstance touche au plus vif la production des livres de la Hongrie, car, à cause de son isolement linguistique, cette nation ne peut s'appuyer que sur les dix millions et demi de Hongrois. En outre, la classe cultivée, en Hongrie, vit pour la plupart dans les villes, et de ces villes, sauf la capitale, Budapest, à peine 5—6 sont restées sur le territoire de la Hongrie mutilée, les autres se trouvant sur les territoires annexés aux Etats successeurs, comme Arad, Temesvár, Nagyvárad, Kolozsvár, Nagyszeben, Mármarossziget, Szatmár, Nagykároly, Pozsony, Kassa, Eperjes, Nyitra, Trencsén, Losonc, Szabadka, Zombor, Nagybecskerek etc. Avec ces villes, le commerce des livres n'a pu se rétablir depuis la conclusion de la paix. L'opinion publique hongroise comprendrait cette défense et ne songerait pas à protester si elle concernait l'importation de livres d'un contenu « irrédentiste ». Mais tout en se prémunissant contre l'invasion de pareils livres, on élève des obstacles presque

insurmontables contre l'importation de livres évidemment littéraires, instructifs, scientifiques, religieux ou pour la jeunesse, au point que les éditeurs de Hongrie ne savent pas en effet ce qu'il est permis et ce qu'il n'est pas permis d'introduire sur le territoire des Etats successeurs.

a) En *Tchécoslovaquie,* au mois d'avril 1921, un décret a été publié, selon lequel le ministre plénipotentiaire du Slovensko défend la propagation de tous les imprimés parus ou paraissant en Hongrie ou imprimés en ce pays depuis le 28 octobre 1918, et de tous les produits de presse dont il n'est pas certain s'ils ont paru avant ou après ce terme. Exceptionnellement, à la suite d'une pétition particulière, le ministère peut accorder la permission. Un exemplaire du livre en question doit être joint à la pétition. Si l'œuvre n'a pas encore paru dans la langue officielle, tchèque ou slovaque, elle doit être traduite par le pétitionnaire dans une des langues mentionnées, jusqu'à concurrence de 50 pages, mot à mot, et si elle est plus volumineuse, il suffit qu'un rapport détaillé soit joint à la pétition. Il n'est pas nécessaire de joindre une traduction ou un rapport s'il s'agit d'un produit de presse ayant paru déjà une ou plusieurs fois avant le 28 octobre 1918, ou s'il s'agit de la traduction d'une œuvre littéraire ou scientifique dont l'original peut être répandu sans difficulté sur le territoire de la république tchéco-slovaque. Cependant, toutes ces circonstances doivent être certifiées par le pétitionnaire lui-même.

Aujourd'hui, la situation vis-à-vis de la Tchéco-Slovaquie est la suivante : des envois sous bande arrivant de Hongrie ne peuvent être introduits ; seules des livraisons arrivant en balles à Pozsony (Bratislawa) par voie ferrée ou voie fluviale sont admises. Comme le mouvement postal entre la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie a cessé officiellement de cette manière en ce qui concerne les livres, cette circonstance a complètement entravé le commerce des produits de presse, car les marchands slovaques, auparavant hongrois, se faisaient toujours envoyer sous bande ou par colis postal les livres dont ils avaient besoin, ou les nouveautés. Maintenant, au contraire, il faut qu'ils forment un groupe, à cet effet, ou bien c'est l'éditeur hongrois qui est obligé de recueillir assez de commandes pour composer toute une balle, afin de pouvoir les envoyer à Pozsony et précisément à Pozsony, parce que — à notre connaissance —

c'est là seulement que se trouve un bureau officiel de censure, institué par la république tchéco-slovaque.

S'il s'agit de plus grandes commandes de livres, il y a une difficulté de plus. Les libraires habitant le territoire tchéco-slovaque ne peuvent transmettre une somme dépassant 3000 couronnes tchèques, les sommes dépassant cette limite devant faire l'objet d'une pétition spéciale ; or, les autorités tchèques repoussent les demandes, en déclarant, pour motiver leur refus, que l'importation des livres hongrois n'était pas absolument nécessaire.

Tout cela montre d'une manière éclatante à combien de difficultés, de pertes de temps et de frais inutiles l'éditeur hongrois doit s'attendre, s'il veut effectuer une livraison de livres ou périodiques hongrois. Cela est d'autant plus pénible et d'autant plus préjudiciable pour la vie scientifique de la Hongrie que, d'une part, nul imprimé en langue hongroise, pas même la *Revue Hongroise des Sciences Naturelles,* ou des revues semblables, consacrées à des buts entièrement et purement scientifiques, et qui sont au-dessus de tout soupçon en ce qui concerne les tendances irrédentistes, n'est exempt de ces mesures de restriction et que, d'autre part, les membres de ces sociétés scientifiques vivant au delà des frontières actuelles du pays ne peuvent participer à la vie scientifique et sont privés de leurs aliments intellectuels en même temps que les sociétés sont privées de leur assistance matérielle.

Pour mesurer les conséquences de toutes ces restrictions, il suffit de jeter un coup d'œil sur le numéro déjà mentionné du *Börsenblatt,* selon lequel, en Tchéco-Slovaquie, au cours de l'année 1921, il a paru en tout, en langue hongroise 98 éditions, dont une partie infime — évidemment — pouvaient être des œuvres scientifiques.

b) Sur territoire *roumain,* depuis Noël 1921, on ne peut introduire aucun livre hongrois, toute importation de produits de presse étant interdite. D'autre part, tous les livres qui se trouvaient en magazin chez les libraires transylvains, à l'exception seulement des livres dont il était prouvé qu'ils ont paru avant 1918, ont été confisqués en avril 1923 et transportés partiellement à Bucarest. Cette mesure a été atténuée quelque peu dans la suite et les libraires ont recouvré leur marchandises, cependant, sans compter les dommages causés par cette mesure, baucoup de restrictions sont restées en vigueur.

c) Il était interdit d'introduire des livres hongrois sur territoire *yougoslave* jusqu'en 1921, lorsque, en vertu du Traité de Trianon, les cités de Pécs et de Baja furent rendues à la Hongrie. Depuis l'évacuation de ces deux villes, la Yougoslavie n'interdit pas l'importation des livres, qu'il s'agisse de livres envoyés sous bande, ou par colis postal. Cependant, les obstacles suivants subsistent encore :

1° Les envois de livres sont sujets à des droits de douane très élevée, ce qui rend les livres extrêmement chers.

2° Les difficultés concernant les permis d'entrée dans le pays sont si grandes que l'éditeur hongrois ne peut pénétrer sur le territoire yougoslave pour y organiser des relations commerciales convenables.

3° Tout envoi d'argent est rendu presque impossible. La conséquence en est que la Hongrie, ne disposant pas de capitaux superflus, ne peut envoyer les livres à crédit, car le destinataire, malgré la meilleure volonté, est dans l'impossibilité de s'acquitter. Le cas suivant s'est produit : un libraire de Szabadka a envoyé un livre sous bande à l'une des plus grandes maisons d'édition de Budapest, en l'avertissant que telle et telle page étaient défectueuses. Le livre parvint à destination et entre les feuillets — collés ensemble — des pages désignées furent trouvés les dinars que le libraire devait déjà depuis longtemps à l'éditeur. Il est cependant impossible d'entretenir de cette manière des relations commerciales systématiques et légales.

Annexe N° 2.

Universités, écoles supérieures, musées et bibliothèques de la Hongrie.

A) *Universités.*

1. Université Royale Hongroise Pierre Pázmány, avec faculté théologique cath. rom. à Budapest (fondée en 1635).

2. Université Royale Hongroise François-Joseph, auparavant à Kolozsvár (Cluj, Klausenburg), actuellement à Szeged (1872).

3. Université Royale Hongroise Etienne Tisza, avec faculté théologique protest. (calviniste), à Debreczen (1914).

4. Université Royale Hongroise Elisabeth, avec faculté théologique protest. (luthérienne), auparavant à Pozsony (Bratislava, Presbourg) actuellement à Pécs (Fünfkirchen) (1914).

5. Faculté des Sciences Economiques de l'Université Royale Hongroise à Budapest (1920).

B) *Ecoles Scientifiques Supérieures.*

6. Ecole Royale Polytechnique Joseph, Budapest (1848).

7. Académie Métropolitaine de Droit, Eger (1740).

8. Académie Protestante de Droit (calviniste), Kecskemét (1836).

9. Académie Protestante de Droit (calviniste), Sárospatak (1530).

10. Académie Protestante de Droit (calviniste), auparavant à Mármarossziget (Sighetul Maramuresului), actuellement à Hódmezővásárhely (1836).

11. Académie Protestante de Droit (luthérienne), auparavant à Eperjes (Presov), actuellement à Miskolcz (1665).

12. École Normale Supérieure (élevée au rang d'École supérieure en 1918, fondée en 1873), Budapest.

13. Institut Elisabeth, École Normale Supérieure pour jeunes filles, Budapest (élevé au rang d'école supérieure en 1918, fondée en 1873).

14. Collège Apponyi, Budapest, institution pour la formation des maîtres et maîtresses d'écoles normales supérieures (1916).

15. École Royale Hongroise de Vétérinaires, Ecole Supérieure, Budapest (1787).

16. Académie Royale Hongroise d'Économie à Magyaróvár (1818).

17. Académie Royale Hongroise d'Économie de Keszthely (1797).

18. Académie Royale d'Économie de Debreczen (1868).

19. Ecole Supérieure d'Exploitation Minière et de Sylviculture, auparavant à Selmeczbánya.

C) *Observatoires.*

20. Observatoire astro-physique de Konkoly-Thege, auparavant à Ógyalla, actuellement à Budapest.

D) *Ecoles supérieures des Arts.*

21. Ecole Supérieure Royale Hongroise des Arts Plastiques, Budapest :
a) Académie des Beaux-Arts (1909).
b) Ecole Normale Supérieure pour professeurs de Dessin.
22. Ecole Supérieure Royale Hongroise de Musique, Budapest (1875).
23. Ecole Nationale de Musique, Budapest (1839).

E) *Musées importants.*

24. Musée National Hongrois, Budapest (1802) :
a) Bibliothèque Széchenyi,
b) Collections de Médailles et d'Antiquités,
c) Musée Zoologique,
d) Musée de Minéralogie et de Paléontologie,
e) Musée Botanique,
f) Musée Ethnographique.
25. Musée Hongrois des Arts Décoratifs, Budapest.
26. Musée Hongrois des Beaux-Arts, Budapest.
27. Galerie Hongroise des Tableaux Historiques, Budapest.
28. Musée Royal Hongrois de l'Agriculture, Budapest (1897).
29. Musée de l'Institut Royal Hongrois de Géologie, Budapest (1868).
30. Musée de la Ville de Budapest (1887).
31. Musée ou bibliothèque dans les villes suivantes : Békéscsaba, Debreczen, Győr, Kecskemét, Keszthely, Kiskunfélegyháza, Kiskunhalas, Miskolcz, Nyiregyháza, Pápa, Pécs, Sárospatak, Sopron, Sümeg, Szeged, Székesfehérvár, Szekszárd, Szombathely, Veszprém, etc.

F) *Bibliothèques, avec plus de 50.000 volumes et archives.*

32. Archives Nationales (Budapest).
33. Bibliothèque Széchenyi du Musée National Hongrois (1802, 275.000 volumes).

34. Bibliothèque de l'Académie Hongroise (1826, 185.000 volumes).

35. Bibliothèque de l'Université Royale Hongroise Pierre Pázmány, Budapest (1635, 480.000 volumes).

36. Bibliothèque du Parlement, Budapest (1856, 78.000 volumes).

37. Bibliothèque de l'Ecole Polytechnique Joseph, Budapest (1848, 93.000 volumes).

38. Bibliothèque de la Ville de Budapest (1850, 120.000 volumes).

39. Bibliothèque du Bureau Central Royal Hongrois de Statistique (1867, 120.000 volumes).

40. Bibliothèque Archiépiscopale, Esztergom (1397, 116.000 volumes).

41. Bibliothèque de l'ordre de Saint-Benoît, Pannonhalma (1093, 162.000 volumes).

42. Bibliothèque des Ecoles Supérieures Protestantes Debreczen (XVIIIe siècle, 151.000 volumes).

43. Bibliothèque Somogyi, Szeged (1880, 93.000 volumes).

Avant le morcellement du pays, nous avions 88 musées provinciaux et bibliothèques municipales. De tout cela, après le traité de paix de Trianon, en tout 34 établissements nous sont restés. Quant aux musées et bibliothèques n'appartenant pas aux villes, nos pertes sont proportionnellement encore plus grandes. Ainsi, entre autres nous avons perdu les bibliothèques unifiées du Musée National Transylvain et de l'Université François-Joseph à Kolozsvár (1860, 250.000 volumes), les Musées et Bibliothèques Bruckenthal, Nagyszeben (1803, 119.000 volumes), le Musée Rákóczi de Haute-Hongrie, Kassa (1871, 50.000 volumes).

LES MORTS QUI PARLENT

Souvenirs du roi Nicolas Ier de Monténégro et du prince Alexis Karageorgiévitch.

I.

Il fut un temps — peut-être bien des gens s'en souviennent-ils — où le prince régnant de Monténégro, Nicolas Ier qui devait seulement beaucoup d'années plus tard poser sur sa tête la couronne royale, se rendait fréquemment de Cettigné, à Pétersbourg et vice-versâ en passant par la capitale autrichienne. Comme il était dans ce moment-là particulièrement en faveur auprès du tsar Alexandre III, la cour de Vienne lui faisait grise mine et chaque fois qu'à l'aller comme au retour, il faisait dans cette ville sa première ou sa dernière étape, il prenait le plus grand soin de garder l'incognito et il se réfugiait, pour se dérober à la curiosité publique et aux indiscrétions de la presse, dans un petit hôtel de la Leopoldstadt, l'Hôtel Continental. C'est là que j'eus l'honneur de faire sa connaissance dans l'automne de 1892. On était alors encore à Vienne sous l'impression pénible qu'avait causée, un an auparavant, le fameux toast où l'empereur de Russie l'avait qualifié de « seul et fidèle ami ».

Je revois encore, au second étage de l'hôtel, la petite chambre où un aide-de-camp en civil me fit entrer. Le prince était en redingote et portait la petite toque plate de lustrine noire qui est de tradition au Monténégro. Il me reçut très aimablement, mais comme j'étais encore un inconnu pour lui, il jugea prudent de mesurer ses paroles et parfois même, de parler en style d'oracle. La seule impression que j'emportai de cet entretien, c'est que Nicolas Ier était dans la joie de son cœur d'aller retrouver son grand ami le tsar. Quand j'eus pris congé, je trouvai dans l'antichambre un jeune Monténégrin qui étudiait à Vienne et que je connaissais depuis quelque temps. Parent du prince, il avait plus d'un de ses secrets. A ma remarque que son souverain paraissait très heureux de se

rendre en Russie, il répondit à voix basse, en mettant un doigt sur sa bouche : « Comme un papa qui a encore des filles à marier et qui a chance d'en placer de nouveau une là-bas . . . » — « Laquelle ? » fis-je. El il me dit à l'oreille, en me recommandant la discrétion : « La princesse Hélène pourrait bien devenir sous peu la fiancée du grand-duc héritier. Le tsar le désire . . . » — « Et le prince en est enchanté ? » — « Certainement, et voilà la raison de ses fréquents voyages ».

La déception dut être grande pour Nicolas Ier quand, dix-huit mois plus tard, l'héritier russe, s'obstinant à suivre les impulsions de son cœur, jeta son dévulu sur la grande-duchesse Alice se Hesse. Il ne retourna plus en Russie que pour assister, en novembre 1894, aux obsèques d'Alexandre III. Je le vis à son passage à Vienne, dans le même petit hôtel de la Leopoldstadt. Il ne faisait plus le voyage d'un cœur léger, et quand je lui demandai ce qu'il attendait de la politique du nouveau tsar, il me répondit avec tristesse : «C'est une énigme pour moi, comme pour tout le monde . . . »

C'était, en effet, tellement une énigme — n'avait-on pas déjà été témoin de bien des coups de tête de l'ancien grand-duc héritier ? — que Nicolas Ier jugea prudent, pour ne pas se trouver pris entre deux chaises, de se rapprocher de l'Autriche-Hongrie. Au cours de l'année suivante, on le vit venir à Vienne pour y faire une première visite officielle. Il descendit, cette fois-ci, au premier hôtel de la ville, l'Hôtel Impérial, comme hôte de François-Joseph. A cette occasion, je fus de nouveau reçu par lui en audience. Mais, sachant qu'en politique le silence est d'or vis-à-vis d'un journaliste, il se borna à me dire des généralités, relevant seulement les marques d'attention que le vieux monarque avait toujours eues pour lui.

*

En septembre 1896, le prince me fit inviter à venir assister à Cettigné à de grandes fêtes qui seraient données à l'occasion des fiançailles de sa fille, la princesse Hélène, avec le prince héritier d'Italie. M'étant naturellement empressé d'accepter, je débarquai, une quinzaine plus tard, à Cattaro, le petit port dalmate si connu qui se blottit au fond d'un golfe étroit et allongé et au pied de hautes montagnes à l'aspect sévère et grandiose. La chaise de poste qui faisait à cette époque une

fois par jour la navette entre la côte et la capitale monténégrine, était primitive et incommode. Il lui fallait plusieurs heures pour gravir, sur un versant escarpé, une route aux lacets si nombreux qu'ils finissaient par se perdre dans les nuages. Après avoir plutôt cahoté que roulé sur des sommets arides et sauvages, elle prenait à l'autre côté de la montagne par de nouveaux zigzags la descente sur Cettigné, capitale minuscule qui apparaissait, à un niveau inférieur, comme un grand village dans une enceinte de parvis rocheuses.

Dès le lendemain de mon arrivée — c'était un dimanche matin — je fus reçu au palais en audience par le prince. Audience, palais, expressions bien pompeuses pour dire l'accueil particulièrement aimable qui me fut fait et évoquer la maison d'apparence bourgeoise où il eut lieu. Comme le temps était beau, Nicolas Ier, après m'avoir souhaité la bienvenue, me conduisit dans son jardin, un enclos pas très grand dont la maigre verdure attestait la rudesse du climat sur ces hauteurs.

L'instructive leçon que j'entendis alors, est demeurée toujours dans mon souvenir et j'en ai souvent fait mon profit dans la suite. Le prince, se sentant chez lui, crut pouvoir pour une fois épancher son cœur et, dès les premiers mots, il parla politique : « Nos relations avec Vienne, me dit-il, sont aussi bonnes que possible, mais elles ne pourront j'amais être franchement amicales. Il y aura toujours un obstacle à des rapports cordiaux. On parle généralement de lutte de race. C'est vite dit. En réalité, l'antagonisme existant est surtout d'ordre religieux. Vienne a conservé son rôle de capitale du Saint-Empire. Elle est comme le pivot du monde catholique romain dans l'Europe centrale et orientale. L'empereur d'Autriche, on ne doit pas l'oublier, est une majesté apostolique. Ce titre lui impose naturellement des obligations toutes spéciales envers le Saint-Siège. Et sa politique en étant inspirée avant tout, ses ministres sont aussi tout à la dévotion du Vatican. Je parlai de cela, il y a quatre ans encore, avec le tsar aujourd'hui défunt, Alexandre III et il était du même avis que moi. Une lutte de chaque instant se livre — pas au grand jour, il est vrai — entre l'Eglise romaine que protège François-Joseph, et l'Eglise orientale à la tête de laquelle se trouve sinon *de jure*, du moins *de facto*, parce qu'il est le plus puissant souverain slave, l'empereur de Russie. Or, au cours des siècles, l'Eglise

de Rome, grâce à l'appui des Habsbourg, a réussi à attirer dans son giron les Croates, les Slovènes, les Slovaques, même une partie des Tchèques et, depuis près de quinze ans, elle travaille à faire la conquête religieuse de la Bosnie et da l'Herzégovine. Preuve en est qu'en 1878, lorsque le congrès de Berlin confia à l'Autriche la mission d'administrer ces provinces, on n'y comptait qu'un prêtre catholique et qu'aujourd'hui, on y en compte près de mille. Si Croates, Slovènes, Slovaques paraissent se trouver heureux dans le conglomérat existant, c'est que la communauté de religion a fait d'eux de fidèles sujets du chef de la dynastie régnante. Il n'est pas jusqu'aux milieux catholiques de la Pologne qui ne manifestent des sympathies pour les Habsbourg. Nous remarquons toujours que, s'il y a des aristocrates d'origine polonaise parmi les ministres autrichiens, ils ne manquent pas de nous faire sentir leur hostilité. Il viendra un jour où l'Eglise orthodoxe finira par dire : « C'en est assez. Halte-là ! » Je frémis de crainte en pensant à ce qui pourrait se passer alors. Ce que je viens de vous dire, pourra servir à vous éclairer sur bien des points obscurs de la politique des Slaves ».

Cet intéressant exposé, auquel je ne m'étais pas attendu, a été bien souvent dès lors mon fil d'Ariane dans le dédale des événements du Sud-est de l'Europe. Je compris mieux après coup que si la Bulgarie venait de réussir à se réconcilier avec la Russie, ce n'avait été possible que parce que le prince Ferdinand avait fait baptiser son héritier Boris suivant le rite orthodoxe. En même temps, il s'était attiré, ce qui voulait tout dire, les foudres de Rome et à jamais la haine de la famille très catholique de Parme à laquelle appartenait son épouse, la princesse Louise, morte peu après. Je compris aussi mieux les raisons qui avaient déterminé, quelques années auparavant, le roi Milan à abdiquer. Le clergé serbe lui avait tenu rigueur de son indifférence à défendre l'Eglise orthodoxe contre les empiètements de l'Eglise romaine. Mais, là où m'apparut surtout l'évidence des explications du prince de Monténégro, ce fut en Bosnie, le jour — ce 28 juin 1914 de tragique mémoire — où l'archiduc héritier François-Ferdinand fut traîtreusement frappé à mort. Peut-être l'Eglise orthodoxe avait-elle enfin trouvé l'occasion, longtemps recherchée, d'ouvrir les hostilités.

Dans un second entretien, le lendemain, le prince reprit le même thème avec une égale franchise. « Du fait, me dit-il, que nous sommes en opposition avec Vienne, ceux dont la politique a besoin d'un antagonisme entre la race slave et la race germanique, en ont inventé un qui n'existe en réalité que dans leur imagination. Nous ne sommes nullement hostiles à à la nation allemande. Nous l'admirons, au contraire. Nos jeunes gens vont puiser abondamment à sa science. Son protestantisme est si tolérant et si inoffensif que nous lui avons donné accès dans notre pays, tandis que nous avons fermé nos frontières à l'Eglise romaine. Nous considérons les Hongrois qui ne sont pas Slaves non plus, comme un peuple chevaleresque avec lequel nous pourrions avoir les rapports les plus cordiaux si Vienne n'était pas sur notre chemin. Ainsi de suite . . . »

Depuis ce temps-là, je revis deux ou trois fois le prince Nicolas, devenu roi dans l'intervalle. Il continua à me faire un excellent accueil, mais je remarquai dans chacune de ces audiences que, n'étant pas chez lui, il se sentait sur un terrain moins sûr et qu'il était moins disposé à parler que dans le petit jardin de Cettigné.

On sait ce que furent les dernières années de ce souverain qui me disait un jour : « Je suis moins un roi qu'un père pour mon peuple. » Dépossédé de son trône par un traité de paix qui fut une pure violation du droit des gens, retenu loin de son pays, il dut connaître les amertumes de l'exil jusqu'au jour où, à San Remo, devant les vagues bleues de la Méditerranée, il ferma à jamais les yeux aux tristesses de la vie. Il repose aujourd'hui aux côtés de son épouse dévouée et fidèle, la reine Milena, qui l'a suivi de près au tombeau. Ils ont été unis dans la vie, ils sont réunis dans la mort, et l'ancienne princesse Hélène, leur fille, devenue reine d'Italie, veille pieusement sur leur sépulture.

II.

Une année avant que Pierre Karageorgiévitch montât sur le trône de Serbie, j'avais fait à Vienne la connaissance de son cousin Alexis qui, en sa qualité de premier de la branche aînée, était le chef de nom et d'armes de la famille. De Paris où il avait son domicile à l'avenue du Bois de Boulogne, il

venait souvent en Autriche d'où il lui était plus facile de faire jouer les fils d'une politique qui lui était personnelle. Bien qu'il se cachât de ses intentions, on pouvait aisément deviner qu'il ne manquerait pas, à la première occasion, de faire valoir ses droits à la couronne serbe. Ses nombreux articles parus dans le *Figaro* en portaient témoignage. Plus que jamais le trône d'Alexandre Obrénovitch était vacillant et plus que jamais les événements menaçaient de se précipiter. Hélas ! ses précautions furent insuffisantes et pour avoir ignoré que son cousin Pierre avait su, en travaillant dans l'ombre, mettre toutes les chances de son côté, il se vit, au moment décisif, dupé et évincé. Je le rencontrai quelque temps plus tard. Il éprouvait d'autant plus de dépit d'avoir manqué son coup qu'il était assez mal dans ses finances et qu'une liste civile de plus d'un million de francs l'eût vite remis sur pied. Faute d'un gagne-pain régulier, il jouait à la bourse pour vivre.

L'année suivante, Pierre l'invita, ainsi que son frère Bojidar, à assister aux fêtes du couronnement. Faisant bonne mine à mauvais jeu, Alexis accepta sans réserve, mais Bojidar qui était une nature d'artiste et avait en horreur le tralala des cours, posa la condition qu'il lui serait permis, à Belgrade, de loger où il voudrait et de faire lui-même les frais de son séjour. Le roi ayant dit oui, il lui fit la nique en descendant dans le dernier hôtel de la ville, l'Hôtel des Balkans. Il me raconta cela au cours du voyage de retour à Vienne, et Alexis qui était présent, riait aux larmes.

Le matin même, à 5 heures, dans la halle aux bagages de la gare de Belgrade, j'avais vu de loin un «Monsieur» qui administrait à un porte-faix une volée de coups de canne. M'étant approché, j'avais reconnu le prince Alexis. Au moment même, je n'avais attaché, occupé que j'étais à enregistrer ma malle, aucune importance à l'incident. Mais, pendant les heures longues et monotones de la route, il me revint à l'esprit et jemandai au prince ce qui avait valu au malheureux une pareille danse. Vivement, il me répondit: «Ah ! vous ne connaissez pas les Serbes. Des fainéants qui ne sont bons à rien. On ne peut les mener qu'avec le knout.» — «Oh ! Oh ! un Karageorgiévitch qui parle ainsi . . . Si le roi Pierre vous entendait ! » — «Le roi Pierre ! Vous croyez qu'il ne connaît pas son peuple ? Pas plus tard qu'hier, nous en parlions au Konak et il parais-

sait être du même avis que moi». J'essayai de faire la part de l'exagération, mais ce fut en pure perte. Alexis trouvait toujours de nouveaux arguments pour prouver qu'il avait raison.

A partir de cette époque-là, Alexis passa toute une année à Vienne. Nous étant liés d'amitié, nous nous vîmes souvent. Un jour où j'allai le surprendre dans une modeste chambre qu'il habitait à la Schwarzspanierstrasse, je le trouvai hors de lui. «Je suis furieux, me dit-il. Imaginez-vous que Pierre, ayant appris mes embarras d'argent, me propose d'être son ministre de l'Instruction publique à Belgrade ou son ministre plénipotentiaire à Paris. Quelle déchéance ce serait ! moi qui avais seul droit à la couronne serbe, j'entrerais au service de celui qui me l'a soufflée . . . non, ce n'est pas possible . . . Je vais retourner à Paris. Je ne désespère pas de faire un bon coup de bourse ou de gagner un gros lot.»

Quelques mois après, je le rencontrai au télégraphe central. Il était plus en colère que jamais, cette fois, son courroux se tournait contre le grand-duc russe Wladimir qu'il accusait de l'avoir frustré d'un gros bénéfice dans une affaire de céréales. Il partit de là pour faire, dans une charge à fond, le procès à plusieurs membres de la cour de Pétersbourg. «La Russie demande de l'argent à la France, disait-il, pour la construction de chemins de fer stratégiques. La France donne bénévolement l'argent dans la conviction qu'il servira à préparer la guerre future et à assurer la victoire. Et où s'en va-t-il? En grande partie dans les poches des grands-ducs qui en ont besoin pour faire la « bombe » (ce fut son mot). Au moment décisif, les chemins de fer en question n'existeront pas et la Russie n'aura plus qu'à mobiliser en secret pour amener des armées à la frontière avant le déclanchement des hostilités . . . » N'est-ce pas en effet ce qui est arrivé ?

Depuis ce jour-là, je ne devais plus revoir Alexis. Il retourna à Paris où, deux ans plus tard, le gros lot tant désiré lui vint enfin des Etats-Unis, sous la forme d'innombrables millions que lui apportait une fiancée américaine. Il y a quatre ans, les journaux publièrent en deux lignes, comme un banal «fait divers », la nouvelle qu'il avait succombé à Davos, en Suisse, à une fluxion de poitrine . . . Pauvre Alexis !

Frédéric Du Bois.

LA LITTÉRATURE HONGROISE CONTEMPORAINE

(Suite.) (3)

Le recueil où son ami, M. Paul Koroda, a réuni ses poésies nous le montre d'abord poète de l'amour, puis poète pessimiste, mais un pessimiste qui a gardé l'espérance. Il a plutôt une âme mélancolique qui, à maintes reprises, nous laisse entendre que la vie est belle, qu'elle vaut la peine d'être vécue. Il a espéré, aimé, lutté ; il a vu «les ombres et les nuages de la vie sous les couleurs de l'arc-en-ciel ». Une de ses meilleures poésies : *En lisant Schopenhauer* en fait foi.

Pages sombres, grandes et tristes pensées, vérités profondes, plainte monotone ! J'y crois, et pourtant je voudrais me réjouir du spectacle qu'offre le monde. Grand philosophe, je te lis avec admiration, mais ta philosophie ne me contente pas.

Homme pétri de poussière, apprends dans ces livres que la création est manquée ! Persiste dans tes anciens péchés ; sois parjure, cruel et fourbe ; sois vil, puisque tu n'es créé que pour le péché, puisque tu n'es qu'un mécanisme ; inutile de le regretter, de le prendre à cœur.

Maudis ta mère et le moment où tu es né, méprise-toi toi-même ; pleure ! cette vie n'est qu'une grande expiation et nous ne pouvons que désirer le bonheur. Que tu sois un mendiant ou un favori du sort, tu as été créé pour la misère, pour la peine.

Tout ici-bas est absurde, vain, manqué, mais le monde est une nécessité : c'est ce qui doit nous consoler. Tes actions mêmes sont déterminées par la nécessité. Si tu es un malfaiteur, ne t'en soucie pas ! ton sort est réglé d'avance, comme les éclipses de soleil et de lune.

Deux puissants tyrans sont tes maîtres : les circonstances et ton sang. Souvent le désir te tourmente et pourtant tu ne peux pas vouloir, misérable ver que tu es ! Ainsi tu marches, traînant toujours derrière toi le vice ; ton baume et ton espoir, c'est l'égoïsme.

Tu ne peux vivre que dans le péché, tu n'as pas assez de force pour être toujours bon. Tu es égoïste et trop lâche pour mourir en brave, quels que soient les tourments et la douleur qui te déchirent. Tu es malheureux et méchant à la fois, et tu vis pour tes péchés et pour tes peines.

Car le sot ne peut pas sentir l'ardeur de la volupté, et si, par hasard, tu as de l'esprit, c'est justement l'esprit qui verse le poison dans ton cœur. Le doute chasse la quiétude ; tu n'es qu'un prisonnier, un vil jouet, une machine.

Tu vis dans le tourment avec ton cœur orgueilleux dont la profondeur abrite un immense égoïsme ; tu caresses avec plus d'amour ton péché que la vertu des autres, et plus tu es petit et vil, plus tu lances d'accusations contre les autres.

Si tu étais stupide comme la bête, tu ne commettrais pas, crois-le, tant de péchés. C'est ton esprit qui cause ta douleur, c'est lui qui te foule dans la boue ; car les mœurs pieuses et l'esprit ont été, de tout temps, des ennemis mortels.

Bonté, fidélité, c'est du lâche égoïsme. Celui qui jamais n'a nui a toujours eu peur ; le prix de chaque rêve est un mensonge ; apprends à connaître et à mépriser le monde ; que tu sois plongé dans le chagrin ou que tu sois heureux, ne t'attache pas à lui, regarde le froidement, comme une statue de marbre.

Cherche le salut dans la quéitude, ne crois ni au bien ni à l'amour. Le monde tel qu'il est, est le plus grand mal, et la malédiction qui pèse sur l'humanité est infinie. Sa vertu, son salut, son désir, tout cela est le néant ; le mieux est de ne pas vivre, de ne pas naître.

Pages sombres, pensées tristes et profondes ! qu'un voile de roses vous couvre maintenant. Je crois encore au bonheur, quoique je n'en aie jamais joui un seul instant, et quoique mon âme soit triste jusqu'à la mort, elle désire ardemment la joie, la félicité.

Et quoique je pleure à toute heure de mon existence, mon cœur exulte, aime et espère encore ; il exhale des parfums, comme la rose, quoique le monde l'ait foulé et déchiré. Dussé-je ne jamais être heureux, j'aime, je rêve et je m'enthousiasme quand même.

Malgré sa pauvreté, malgré la misère qui le harcèle à tous les instants, le poète ne voudrait pas changer sa vie contre celle des philistins incapables de comprendre les grandes idées, les nobles aspirations. Fièrement, il leur jette son mépris à la face, les compare aux Pharisiens qui ont fait condamner le Christ.

Le sort, dit-il, ne peut abattre le poète, car « celui qui porte un monde dans son cœur, ne peut être malheureux : mon espoir, mon salut, ma fierté, toute mon âme sont dans mes chansons ». Ses chants expriment ce mélange de pessimisme et d'orgueil, de croyance et de doute qui est la note caractéristique de son âme. Tantôt résigné, tantôt révolté il explique lui-même dans une petite poésie *Propria laus* les contrastes de son humeur.

Il y a de la contradiction dans mes chants : tantôt ils sont brillants, tantôt noirs comme la nuit. C'est que je sens l'enfer et le paradis plus vite et plus complètement que les autres. Mon cœur est tellement sensible à la joie et à la tristesse que la moindre émotion le fait battre et, comme la balance de précision, il oscille pour un grain de sable. La moindre piqûre le fait saigner, il brûle comme une flamme à la moindre étincelle. Souvent les causes de ma joie et de la tristesse sont des futilités.

Dans l'œuvre de Reviczky, une de ses poésies intitulée *La Mort de Pan* occupe une place à part. Le poète y médite sur le déclin du monde antique et l'avènement du christianisme. Après beaucoup d'autres écrivains, Reviczky s'est inspiré de l'anecdote célèbre rapportée par Plutarque, et il en a tiré une œuvre vraiment grandiose par les idées comme par la forme. Dans son Anthologie,[1] M. de Polignac a donné le sens de cette pièce, mais ancune traduction ne peut rendre la langue admirable dont le poète hongrois a revêtu ses idées.

Six années après la mort de Reviczky, son ami Komjáthy l'a suivi dans la tombe (1895), le jour même où paraissait son unique volume de poésies *(Des ténèbres)*. Komjáthy était presqu'inconnu du grand public, quelques amis seulement savaient que la poésie hongroise venait de perdre un représentant de valeur. Peu à peu une petite chapelle s'est formée, conférences et articles ont été consacrés à la mémoire du poète méconnu. En 1910, son recueil a été réédité et le Comité institué pour lui rendre l'hommage qui lui était dû, doit en faire exécuter prochainement une édition de luxe. Il a déjà pris sa place dans les anthologies et plusieurs de ses poésies ont été traduites en allemand. Comme il l'avait prédit dans quelques-unes de ses poésies, son œuvre n'a pas péri avec lui.

Dans sa jeunesse, il partage avec son ami Reviczky l'existence précaire du petit journaliste; plus tard, professeur dans les écoles primaires supérieures, il exerce toujours dans des coins reculés de province, hors de la zone d'influence des cercles littéraires de Budapest, où il ne fit que de courts et rares séjours. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit resté dans « les ténèbres » ; et pourtant il est un des rares poètes-philosophes dont la littérature hongroise puisse s'enorgueillir. Chez Komjáthy tout est baigné de philosophie, pessimiste d'abord, puis

(1) *Poésies Magyares*, Paris, Ollendorf. 1896, p. 185—189.

panthéiste, ce qui explique que Reviczky a pu dire de lui qu'il était plutôt philosophe que poète. Mais à notre avis un penseur profond qui a trouvé pour exprimer ses idées une langue harmonieuse et brûlante, d'une facture que le plus pur poète n'aurait pas désavouée, est digne de rassembler sous son nom les deux titres glorieux de poète et de philosophe.

En lisant *Des Ténèbres,* nous avons le sentiment d'être guidés par un Mage qui se croit appelé à diriger la marche de l'Humanité, qui veut la rendre heureuse. Le poète s'identifie avec la divinité, avec la suprême bonté, il est le Messie, il porte la croix, monte sur le Calvaire dans l'espoir que le monde trouvera en lui son Sauveur. Il se compare à Prométhée, auquel il a consacré un de ses plus beaux poèmes. Souvent aussi, à la vue des misères humaines, la révolte gronde dans son âme ; alors il s'écrie :

Détruis tout, esprit nouveau du monde, qu'il ne reste pas une pierre debout ; c'est une joie profonde de détruire ce monde difforme. — Esprit sagace ! dissèque ce phénomène trompeur qui n'a ni contenu, ni âme, détruis-le, qu'il soit maudit ! Ame héroïque, déteste le passé, regarde en avant, attache-toi à l'avenir. Celui qui regarde en arrière reste pétrifié, et Loth s'avance dans la voie sûre et glorieuse... Ne crois pas au progrès lent, laisse cette doctrine aux Philistins. Le raccommodage des vieux maux ne peut durer une éternité. Celui-là seul sera le Messie de notre temps dont le cœur sera jeune et nouveau.

Une poésie de Komjáthy intitulée *Appel* fait saillir la profonde différence entre l'idéal des poètes classiques et celui de nos contemporains. Vörösmarty a adressé aux Hongrois en 1836 l'*Appel* suivant, resté celèbre : « A la patrie, ô Hongrois, demeure éternellement fidèle. Elle a été ton berceau, quel que soit ton destin, viens y chercher une tombe. Il n'est pour toi dans le monde immense ancun autre lieu de repos ! Que ta destinée soit maudite ou bénie, c'est ici qu'il faut vivre, ici qu'il faut mourir. »

A cet amour ardent du sol natal, Komjáthy oppose un tout autre idéal. La vieille patrie des Magyars doit être bouleversée de fond en comble pour que les nouvelles générations s'y trouvent à l'aise.

Mes frères ! détruisons les grands et sombres édifices du passé, qu'une foi nouvelle et pure pénètre ceux qui habitent les prisons

empestées. Le vil mensonge érigé en sacrement, le droit barbare institué par une main de fer, tout cela sera détruit si nous avançons hardiment. — Je sens qu'aucune puissance du monde ne pourra nous résister, les spectres des tombeaux s'évanouiront si nous combattons vaillamment. — En avant, ô Jeunes, démolissons tous les recoins du passsé, nettoyons le monde des serpents de l'Enfer. — . . . Des millions de combattants entreront dans la lice, car le domaine de l'esprit est fécond, l'armée d'Ariman ne peut vaincre le peuple du Vrai Dieu. -- Debout, compagnons ! A l'œuvre ! peuples ! et vous aussi, poètes ! entonnez votre chant ! Si nous nous encourageons mutuellement, notre appel se précipitera comme une lave ! — En nous unissant, nous atteindrons notre but ; notre devise est : Fraternité ! nous jetterons les fondements du monde nouveau sur le sol antique, purifié. — Car nous voulons un monde nouveau, une religion nouvelle, un nouvel Etat, une nouvelle patrie, une nouvelle vie, des délices nouvelles, une nouvelle lumière, des idées nouvelles : il faut que nous recommencions notre vie. — Et nous élèverons jusqu'au ciel le temple sacré de la Fraternité, la main dans la main, poitrine contre poitrine, animés tous du même esprit.

Cela sonne comme une Internationale ; toutefois le poète a gardé l'amour de sa patrie. Une de ses poésies les plus enflammées, intitulée *Hongrois !* est un véritable hymne à la gloire de sa race.

Dans le chœur des peuples, qu'es tu, ô ma nation, patrie des héros ? Jamais conte plus charmant fût-il conçu au sein de la création ? Tu es bénie et glorieuse à jamais. Tout ce que le cœur peut désirer de grand et de fier est résumé dans ce mot : Hongrois.

Tu es la plus belle pensée de Dieu, le héros sacré de la liberté : le nimbe entoure ton noble front, ton âme est un sanctuaire divin. — Les lèvres tremblent de plaisir quand elles prononcent ton nom, et la pensée s'élève hardiment à ce mot : Hongrois.

Mais après ces strophes qui exaltent la grandeur de la patrie, voici quelle est l'exhortation à la jeunesse actuelle :

Brise les chaînes, vestiges des époques sombres et barbares, chasse de ton front auguste les ombres qui veulent y revenir.

Efface la honte, le spectre des images sanglantes qui rappellent les tristes temps, brise toutes les chaînes, ô Magyar !

L'horizon s'ouvre pour des combats glorieux, le présent fécond et l'avenir sont à nous. — Le salut des grandes victoires nous attendent, c'est ce salut que les rêves des poètes entrevoient. Aujourd'hui c'est encore un rêve, mais demain ce sera une brillante réalité, car têtes et bras combattent pour lui ; lève haut l'étendard de l'Idée, ô Magyar !

Cette poésie *Hongrois* est la seule qui trahisse l'origine du poète, partout ailleurs il se montre philosophe panthéiste. Il voudrait embrasser toute la nature : hommes, animaux, même les choses ; il voudrait les contenir tous pour que son âme fusionne avec eux. Sa divinité est le Soleil qu'il apostrophe ainsi :

Salut, roi des astres, fière Majesté ! Sur le char de feu de l'enthousiasme je m'élève jusqu'à ton trône resplendissant pour te chanter et te bénir, ô Superbe !

. . . .

D'autres astres, d'autres divinités brûlent et brillent, mais aucun n'est si proche de mon cœur, aucun n'est si bienfaisant. Le bonheur est en moi ! le poids immense de ton amour ne me pèse pas, et il me semble que nous nous unissons et que tu brûles dans mon cœur.

Cette communion avec la nature lui fait envisager la mort avec sérénité.

Oh, quelle ineffable douceur pénétrera mon âme quand elle retournera à sa source pure et profonde ! Mort superbe ! Quand l'heure sonnera, viens prendre ton fils.

Viens, viens, je t'attends en extase ; pour m'envoler vers ta patrie mystérieuse, nul danger ne m'effraye plus. Et hardiment, rapidement, avec une force sainte, une main céleste m'emporte.

Emporte-moi, emporte-moi dans ton ciel splendide, qu'enthousiasmé je contemple et chante ses beautés ! Mon âme a soif seulement de ton âme, félicité, magnificence des mondes ! — Et m'élevant sans cesse à tire-d'aile, je laisse ici, en pitoyables décombres, les désirs et les souffrances terrestres. — Le soleil de l'univers m'éclaire, son souffle m'effleure. — Et en mon vol de plus en plus rapide, je me baigne dans les flots de la lumière. O délices infinies ! Je contemple ta face, Dieu de mystrère, Très-Haut et Éternel !

Un idéalisme transcendant, un pessimisme éclairci par des échappées sur la vie future, des plaintes contre le monde qui ne le comprend pas, une confiance absolue dans le jugement que l'avenir portera sur lui, telle est l'essence même de la poésie de Komjáthy. Son originalité consiste justement — du moins pour la Hongrie — dans le vol sublime de ses idées, dans leur fond philosophique. Même dans les chants d'amour qu'il a adressés à sa femme, qui fut sa consolatrice, il n'y a ancune concession au goût mondain. C'est toujours le bonheur céleste qu'il exprime, l'enivrement supra-terrestre que seule une imagination comme la sienne, toute orientale et imprégnée de bouddhisme, pouvait sentir et exprimer en strophes magnifiques.

Malgré la diversité des talents qui se sont manifestés dans ces trente dernières années, la poésie lyrique hongroise a conservé trois qualités essentielles que l'époque classique lui avait léguées : le fond moral, la clarté du style et, bien qu'avec de profondes différences d'expression, le sentiment national.

Aujourd'hui une nouvelle Ecole s'éveille, image sur les bords du Danube, de notre foyer de Symbolistes. Des sentiments tous différents sont au fond de leur poésie, et le talent ne leur fait pas défaut pour les exprimer. Mais ils n'ont pas encore assez vécu pour qu'on puisse avoir d'eux une vue d'ensemble. Il nous faudra attendre une dizaine d'années pour voir ce que ce bouillonnement d'idées produira de durable.

II.

Le théâtre hongrois, vieux déjà de cent-vingt ans, est resté, jusqu'à ces derniers temps, profondément ignoré même de l'élite intellectuelle française. Cette ignorance est due, en grande partie, au manque de traductions. La première pièce qui fut présentée au public est la *Tragédie de l'Homme* d'Eméric, Madách : écrite en 1860, traduite six fois en allemand, elle ne parut en France qu'en 1896.(1) Depuis lors, six pièces seulement ont été traduites, dont une : *le Typhon*, de M. Melchior Lengyel, a été représentée sur une scène parisienne.

En Hongrie c'est le sentiment patriotique qui a donné naissance aux premières œuvres dramatiques, c'est lui qui a recruté les premières troupes. Les premiers acteurs magyars, champions de la langue nationale, disputèrent le terrain aux comédiens allemands plus favorisés qu'eux dans la capitale même. A la longue le magyarisme triompha et en 1837 fut inauguré le premier théâtre national permanent qui resta longtemps le seul foyer de l'art dramatique hongrois.

Pendant les premières années, ce fut la floraison du drame romantique, puis avec la réaction qui suivit le mouvement libéral et national de 1848, les rigueurs de la censure obligèrent le public à se contenter de Scribe et de ses imitateurs magyars.

(1) Trad. par Bigault de Casanove (Mercure de France). Les autres traductions ont paru dans la *Revue de Hongrie*, 1908—1912.

A cette époque, les œuvres nationales étaient rarement représentées, le réportoire étranger, particulièrement les pièces françaises, fournissait le programme de presque toutes les représentations. Le public d'ailleurs n'y perdait guère. A cette époque, le théâtre hongrois était sans vie, et on se lassait de revoir toujours les mêmes bourgeois vétus de l'éternelle redingote grise, et de n'entendre d'autres discours que les querelles des gendres et des belles-mères.

Vers l'époque du Compromis, il se produisit une réaction contre cette insipide littérature, réaction qui donna naissance à une série de pièces qui se distinguent par une langue poétique et une grande hardiesse dans la conception dramatique. C'est le mérite de M. Eugène Rákosi (né en 1842) d'avoir inauguré cette nouvelle phase du théâtre hongrois par une comédie charmante intitulée *Esope.* C'est un conte dramatique qui nous transporte à Samos, au VIe siècle avant J.-C. Le roi Egée et son général Cléon ont repoussé les attaques des Perses après une longue guerre, et ils vont célébrer des fêtes pour rendre grâces aux dieux. La population a été décimée par la guerre. Pour que le royaume reprenne son ancienne force, Egée fait publier un édit selon lequel tous les jeunes gens et toutes les jeunes filles devront se marier dans l'espace de quatre jours, sous peine d'exil ou de mort.

A la cour vit un savant, Xanthus, père d'une jeune fille du nom d'Erota, qu'il élève cachée, car un oracle a prédit qu'elle serait aimée d'un esclave, et qu'elle épouserait un prince.

Pour échapper à la première prophétie, Xanthus n'achète que des esclaves horriblement laids, et pour rendre sa fille digne d'un prince, il lui donne pour compagne une poétesse. Erota est fort belle et elle a beaucoup d'esprit.

L'ordre d'Egée a jeté le désarroi dans la maison de Xanthus ; il a immédiatement envoyé ses trois esclaves dans trois villes différentes où il a des amis ; c'est parmi leurs fils qu'Erota se choisira un mari. Mais il est impossible que la maison reste ainsi sans esclaves ; Xanthus vole au marché pour s'en procurer un. Celui qu'il ramène, c'est Esope, non pas l'esclave bossu et bégayant que l'histoire nous fait connaître, mais un fort beau garçon dont la langue se délie admirablement à la vue d'Erota qu'il est chargé de servir et de garder. Et l'auteur noue une série d'intrigues grâce auxquelles finalement le fabuliste esclave

obtient les faveurs de la fille de son maître, et devient un personnage influent à la cour de Samos.

La pièce, d'un genre tout nouveau, eut un très grand succès. Elle fut bientôt suivie de toute une série de pièces tantôt pathétiques, tantôt gaies ou folâtres ; mais qui toutes sont écrites dans une langue très poétique et se passent au pays des rêves, ce qui nous fait penser en les lisant aux féeriques contes de Shakespeare et aux comédies d'Alfred de Musset. — *L'Ecole de l'amour,* la comédie la plus poétique du théâtre contemporain, charmera toujours ceux qui aiment les beaux vers. C'est l'histoire d'une princesse qui méprise ses prétendants. Son père veut la marier à toute force ; elle refuse, il l'exile. C'est parmi les bergers qu'elle apprend seulement à connaître l'amour.

Le talent vigoureux de M. Rákosi ne s'est pas limité aux contes dramatiques. S'inspirant de l'histoire nationale, il a écrit sa tragédie *André et Jeanne* (1885) [1] qui met en scène le meurtre d'André, prince hongrois, frère de Louis-le-Grand de la maison d'Anjou, meurtre commis par sa femme, Jeanne de Naples. Ce sujet, souvent traité, le poète hongrois a su le rajeunir par une peinture très étudiée des mœurs relâchées de la cour italienne, dont il fait ressortir l'opposition avec l'âme pure et ardente du jeune époux et le caractère fruste et rigide de son entourage hongrois. La discordance éclate dès la première rencontre des deux époux, elle s'accentue de plus en plus, et finit par le drame sanglant du couvent d'Aversa.

[1] Paru en français à la *Bibliothèque Hongroise* publiée sous la direction de M. G. Huszár (Berne, 1917).

I. Kont.

(A suivre.)

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le président du Conseil hongrois, M. le comte Etienne Bethlen, ainsi que le ministre des Affaires étrangères de Hongrie, M. Géza de Daruváry sont rentrés de Genève, après avoir fait un court séjour à Vienne où ils prirent contact avec le chancelier d'Autriche, Mgr. Seipel et le ministre des Affaires étrangères, M. le Dr. Grünberger.

Nos ministres semblent être très contents du résultat qu'ils ont obtenu au cours des pourparlers avec les représentants de la Petite Entente et les membres du Comité financier de la Société des Nations, qui seront appelés à élaborer le projet relatif à la demande de crédit et, en général, à l'œuvre de reconstruction économique de notre pays. M. le comte Bethlen déclara que l'affaire de l'emprunt hongrois est en bonne voie et que l'espoir subsiste qu'au cours de cette année, on pourra déjà conclure les négociations entamées. Quant à M. Géza de Daruváry, il fit, de son côté, les déclarations suivantes :

— Je dois exprimer ma satisfaction sincère que les accords auxquels nous avons réussi à parvenir avec les représentants des États voisins à Genève, marquent un progrès notable dans la direction inaugurée depuis longtemps par le gouvernement hongrois. En effet, nous nous sommes toujours efforcés d'améliorer, de notre mieux, nos rapports avec nos voisins par le règlement des questions pendantes qui n'ont pas encore reçu de solution.

— C'est surtout avec M. le ministre des Affaires étrangères Benès que nous avons discuté d'une façon détaillée les problèmes intéressant nos deux Etats, et nous sommes tombés d'accord sur les principes d'après lesquels ces problèmes pourraient être résolus d'une manière acceptable pour toutes les deux parties. Il s'agit, comme on sait, des conventions relatives à la ratification du traité de Commerce, des dispositions pour prévenir les incidents de frontière, des

facilitations des visas de passeport, des questions ayant trait à la qualité des citoyens et à leur domicile, ainsi qu'à la répartition des archives et des fondations et, enfin à la solution de diverses questions financières, de droit et d'autre nature, qui toutes pourraient être susceptibles de rendre difficile l'établissement de bons rapports de voisinage.

— Nous sommes aussi tombés d'accord avec M. le ministre des Affaires étrangères Nintchitch que nous entamerons des négociations concernant les questions pendantes entre les deux Etats, notamment celle de la conclusion d'un traité de commerce, des impositions doubles, des institutions d'assurance, ainsi que des pensions des employés retraités et des passeports. Nous avons, en outre, l'intention de passer un accord sur l'assistance judiciaire mutuelle et de discuter, en même temps, l'affaire de l'échange des détenus politiques.

— Le délégué de la Roumaine a aussi adhéré à notre proposition d'entamer des négociations ayant trait aux questions encore non réglées, notamment à celles de nature financière et politico-commerciale, ainsi qu'aux affaires concernant l'assistance judiciaire réciproque.

— En raison de tous ces arrangements, j'ai disposé que les préparatifs aux négociations en perspective fussent terminés d'urgence. Comme il s'agit de négociations de diverse nature, nous devions aussi prendre des résolutions communes sur l'ordre dans lequel ces négociations s'ensuivront. J'ai tout lieu de croire que les pourparlers commenceront en très peu de temps.

— Pour ce qui est de la question du crédit demandé, je tiens à remarquer que la première étape du plan élaboré pour la liquidation de l'emprunt vient déjà être faite, puisque le 29 septembre, le Conseil de la Société des Nations a autorisé le secrétariat et le comité financier de la Société des Nations à prendre part aux travaux concernant la reconstruction financière de la Hongrie aussitôt qu'ils y auront été invités par la Commission des Réparations.

— D'après les pourparlers de Genève, nous pouvons nous attendre à ce que le Comité financier de la Société des Nations va déléguer, au cours de ce mois, la commission chargée d'élaborer le plan d'assainissement de nos finances en rapport avec l'emprunt. En connexion avec ces travaux, toutes les questions relatives à l'emprunt devront être résolues, ce qui nécessitera des négociations dans de divers sens. Ces travaux devront être menés d'autant plus promptement

que, en vertu des pourparlers de Genève, la résolution finale dans cette affaire devra déjà être prise au cours du mois décembre.

Comme en voit, les déclarations du ministre hongrois des Affaires étrangères ainsi que celles du président du Conseil hongrois nous permettent d'espérer que l'affaire de l'emprunt hongrois, si éncessaire à la restauration de notre économie et à celle de l'Europe centrale, entrera bientôt dans sa phase de réalisation définitive.

SPECTATOR.

Rédacteur en chef et gérant
G. DE HUSZÁR.

RÉFLEXIONS SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN 1923

La quatrième Assemblée de la Société des Nations vient de terminer ses discussions et nous nous trouvons devant la regrettable nécessité de constater que le travail qu'elle a accompli n'a guère pu augmenter la confiance que tous ses amis voudraient mettre en l'efficacité de cette organisation centrale de la conscience du monde. M. Zahle, représentant du Danemark, est allé plus loin encore. Il a failli déclarer, dans un discours très éloquent, qu'il était impossible de se dissimuler la déception et le manque de confiance qui se manifestaient à l'égard de la Société des Nations. La paix n'est pas encore faite en Europe et la reconstruction internationale se heurte à de grandes difficultés. Beaucoup de personnes attendent impatiemment que la Société des Nations soit universelle, que le désarmement fasse des progrès, que la fabrication privée des armes soit soumise à un contrôle efficace et que l'arbitrage devienne obligatoire. Le représentant danois fit encore ressortir que tout en ne s'associant pas aux critiques adressées à la Société des Nations, il était d'avis qu'il ne fallait pas que ces critiques restassent ignorées, car elles ne sont que trop répandues dans la presse du monde entier.

Il n'y a pas à dire, le monde est désenchanté de la Société des Nations. Lorsque, pendant les deux premières Assemblées, elle n'a pas voulu s'attaquer à des problèmes de portée trop grave : solution de conflits internationaux, élimination de dangers qui pouvaient menacer la paix du monde, on a souvent présenté l'excuse que la Société des Nations était encore une toute jeune institution ; qu'on ne pouvait pas, en voulant accélérer son évolution, l'exposer à des risques démesurés ; que petit à petit l'ascendant de la Société des Nations se ferait

sentir automatiquement et alors tous les pays accepteraient sa médiation sans se soucier d'un empiètement possible sur leur souveraineté.

Aujourd'hui, dans la quatrième année de son existence, la situation ne s'est pas améliorée. Au contraire, l'autorité, le prestige de la Société des Nations ont visiblement souffert, à la suite de l'excès de timidité observée à l'égard des événements importants du monde. Le manque de son universalité a peut-être contribué, dans une large mesure, à mettre un frein à toutes les velléités d'initative que la Société de Genève a voulu montrer dans les questions vitales du jour : le différend franco-allemand dans la Ruhr, la question des réparations, le conflit entre la Grèce et la Turquie, entre la Grèce et l'Italie, etc. La Hongrie — pourquoi ne pas nous en rendre compte ? — a été déjà deux fois déçue dans ses justes espérances. Lors de la visite de feu Sa Majesté le Roi Charles en Hongrie, la Tchéco-Slovaquie et la Yougoslavie nous ont menacé de nous faire la guerre. Désireux de nous conformer à l'esprit du Pacte et notamment en vertu des articles 15, 16 et 17 nous nous sommes adressés à la Société des Nations, en vue d'obtenir sa médiation. Le Secrétariat Général — peut-être pour ne pas offenser les susceptibilités de la Petite Entente — s'est abstenu de toute intervention, en nous laissant l'impression très peu réconfortante qu'il se serait également abstenu d'intervenir, si nos voisins nous avaient déclaré la guerre.

Récemment, à propos de la question des optants hongrois de Transsylvanie, le rapporteur du Conseil, M. Adatci — auquel nous voulons, du reste, exprimer notre plus vive reconnaissance pour le grand intérêt qu'il bien voulu témoigner à notre égard — s'est vu forcé de déclarer qu'il était aussi ennuyé que le représentant de la Hongrie au sujet de l'intervention de la Cour permanente de Justice Internationale, mais ce point ayant été tranché, il n'y pouvait pas revenir. C'est-à-dire, la Roumanie ayant une fois catégoriquement refusé d'accepter l'arbitrage de la Cour permanente de Justice Internationale, à quoi bon la molester encore? Mieux valait forcer la Hongrie, pays vaincu, de céder le pas à la Roumanie, non parce que le bien-fondé de la thèse roumaine avait été reconnu, mais parce qu'un des délégués de la Hongrie, le comte Csáky, avait commis une erreur en excédant ses pouvoirs et

que la partie adverse croyait pouvoir tirer le plus grand parti des difficultés formelles de notre situation à la suite de ce qui s'était passé à Bruxelles. En d'autres mots, le Conseil de la Société des Nations était heureux de pouvoir se saisir d'une formalité pour ne pas devoir se prononcer sur la question de fond, la grosse question, celle de savoir, « si le nouvel ordre des choses — comme l'a si bien remarqué le comte Apponyi — selon lequel les différends entre nations seront soumis à une décision arbitrale, existera en fait, ou non ». La pression qu'on a usé à l'égard de la Hongrie à Genève était vraiment plus qu'une pression douce. Le gouvernement hongrois devait insister par l'intermédiaire de son délégué, le comte Apponyi, de tout le poids de son éloquence, que la Hongrie ne pouvait pas reconnaître qu'un accord était intervenu à Bruxelles dans cette question, « qu'il y eut uniquement des pourparlers en vue d'un accord ». Le texte définitif d'un accord n'a jamais été ratifié par la Hongrie. Il tenait bien à nous de dire si nous avions, oui ou non, consenti à la rédaction de Bruxelles et à la signature de cet avant-projet. Il y allait d'un droit élémentaire de notre souveraineté et de notre autodisposition.

L'attitude de la Société des Nations dans cette question était pour nous un véritable choc. D'autant plus que, dans le litige de la Pologne et de l'Allemagne ayant trait au sort des minorités allemandes en Pologne, le Conseil s'est fortement exposé en faveur d'un recours à la Cour permanente de Justice Internationale, malgré les remonstrances de M. de Modzelewski, représentant de la Pologne. Ce dernier plaidait pour un ajournement, attendu que des négociations avaient été entamées à Dresde entre le gouvernement allemand et le gouvernement polonais et que toute action du Conseil aurait pu en entraver la marche, ou les faire échouer. Le point de vue soutenu par Lord Robert Cecil était que le Conseil avait le devoir de protéger les minorités (ne l'avait-il pas aussi dans le cas des minorités hongroises en Transsylvanie ?) « et n'avait pas le droit de permettre que leur intérêts servissent d'éléments dans des négociations entre les deux gouvernements ». Le Conseil — suivant les paroles de Lord Robert Cecil — espérait que ces négociations réussiraient, mais sa tâche était de protéger les minorités. « Si l'on pouvait démontrer que les droits des mino-

rités seraient sauvegardés par un ajournement plutôt que par une décision immédiate, le Conseil aurait le droit d'examiner la valeur de cet argument. Si toutefois, les droits des minorités devaient faire l'objet de marchandage dans les négociations germano-polonaises, le Conseil devrait intervenir immédiatement. » Lord Robert Cecil était aussi d'avis que personne ne saurait s'opposer à ce qu'on eût recours à l'avis consultatif de la Cour de Justice Internationale et que l'on obtînt une interprétation autorisée du droit mentionné, cette interprétation pouvant faciliter le règlement de la question.

En se prononçant sur la question des optants hongrois, le même honorable Lord Robert Cecil a pourtant déclaré « que la proposition de renvoyer la question des optants hongrois à la Cour de Justice, indépendamment des parties, était séduisante, mais qu'en l'espèce il était très difficile d'y donner suite, parce qu'il appartenait au Conseil de ne pas douter qu'un accord (?) ait été conclu à Bruxelles » ; accord que la Hongrie a pourtant catégoriquement démenti. Il nous semble que le rôle joué par la Société des Nations dans cette affaire n'a nullement été celui de la grande sœur voulant venir en aide à ses petites sœurs, ou de la marraine qui a vraiment à cœur les intérêts de ses filleules.

Or, l'effet de ce choc n'a pas été amoindri par la dernière Assemblée. Pour quiconque qui relit les Comptes rendus et les journaux de la IVe Assemblée, il sautera aux yeux qu'un nombre vraiment très considérable de sujets traités par l'Assemblée avait trait à toutes sortes de problèmes ou de mouvements humanitaires d'intérêt plutôt secondaire, qui méritent certainement notre attention, mais qui auraient pu être traités avec autant de droit 'par une de ces admirables organisations mondiales se trouvant à Genève ou ailleurs, p. e. la Croix Rouge Internationale de Genève ou la Ligue des Croix Rouges International Peace Forum, Woman's Peace Party, Carnegie Endowment for International Peace, etc. Voilà quelques-uns des problèmes discutés par la IVe Assemblée de la Société des Nations : Traite des femmes et des enfants ; Organisation d'Hygiène : Facultés de transport à accorder aux groupements de Boy Scouts et de Girl's Guides, etc. Ces œuvres sont admirables en elles-mêmes et nous répétons qu'elles sont dignes de notre appui moral et matériel, mais enfin ce

n'est pas pour entendre les éminentes championnes de la protection de la femme, Mmes Lyttleton et Brugge-Wicksell que la Société des Nations avait été constituée !

L'universalité de la Société n'est pas absolument requise pour permettre à celle-ci, dans son organisation restreinte actuelle, de se mettre d'accord sur des questions d'une portée vraiment vitale pour la paix du monde, p. e. s'il faut, oui ou non, mettre un terme à la situation impossible qui existe aujourd'hui où l'équilibre de la paix est garanti par un système de «*militarisme unilatéral*» — comme l'a bien remarqué le comte Apponyi — qui est pire que le *militarisme universel*, car le *militarisme unilatéral*, c'est la «*violence déséquilibrée*», au lieu de la «*violence équilibrée*».

Rien, ou presque rien n'a été fait dans cette Assemblée pour accélérer la marche des discussions sur la réduction des armements. On s'est borné à rédiger des formules comme celles qui ont été arrêtées par le Conseil sur le même sujet. «*Le Conseil décide de surseoir à toute mesure en la matière et de référer à l'Assemblée les observations de la Commission temporaire mixte*». L'Assemblée, à son tour, adopte une résolution que «*le Conseil devrait être prié de charger la Commission temporaire mixte d'envisager la possibilité d'élaborer, parallèlement avec le plan général de la réduction des armements, des projets d'accord régionaux tendant au même but et destinés à être transmis pour examen et décision aux gouvernements des États, membres de la Société des Nations se trouvant dans une situation géographique particulière*».

En lisant ces résolutions, nous ne pouvons ne pas penser au dicton classique : *Et si fractus illabatur orbis, parturiunt montes, nascitur ridiculus mus*. Le monde est en ruines. Des montagnes entières ont littéralament du être sautées en l'air pour enfanter la paix nouvelle, la paix démocratique, la paix dite de justice, et les sages-femmes d'environ cinquante pays mettent au monde quoi ? — des résolutions *ad instar* des précédentes, qui vraiment ne suffiront guère à assouvir les appétits et les espérances les plus modestes de la société humaine, meurtrie par la guerre !

L'une des questions importantes dans laquelle la dernière Assemblée a pû obtenir au moins certains résultats tangibles était la question de l'amendement de l'article 10 du Pacte.

Cet article est l'article pivotal du Pacte, ou comme le rapporteur de la première Commission, M. Rollin de Belgique s'est exprimé, «le doyen des articles du Pacte». Il a ajouté que suivant une déclaration, faite le 12 septembre devant la Commission des Affaires Étrangères du Sénat des États-Unis, par l'honorable William Bullitt, l'article 10 est le seul d'origine purement wilsonienne et le seul qui fût adopté sans modification sérieuse. Et pourtant cet article a donné plus de fil à retordre que la totalité des autres articles. Quatre fois le Canada, qui avait d'abord demandé sa suppression intégrale, s'était vu forcé de réitérer sa demande en faveur d'un amendement du texte, ou du moins de l'adoption d'une résolution interprétative. Nous faisons suivre ici le texte de cette résolution : »L'Assemblée désirant préciser la portée des obligations inscrites dans l'article 10 du Pacte, en ce qui concerne les points soulevés par la délégation du Canada, adopte la résolution suivante : Il est conforme à l'esprit de l'article 10 que, dans le cas ou le Conseil estimerait devoir recommander l'application de mesures militaires comme suite à une agression, à un danger, ou à une menace d'agression, il aura à tenir compte notamment de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque État. Il appartient aux pouvoirs constitutionnels de chaque Membre de juger, en ce qui concerne l'obligation de maintenir l'indépendance et de l'intégrité du territoire des Membres, dans quelle mesure ledit Membre est tenu d'assurer l'exécution de cette obligation par l'emploi de ses forces militaires. Toutefois, la recommandation donnée par le Conseil sera considérée comme de la plus haute importance et sera prise en considération par tous les Membres de la Société avec le désir d'exécuter de bonne foi leurs engagements». Cette résolution n'a été adoptée qu'à demi, parce que, pour être adoptée, elle aurait dû réunir l'unanimité des votants. La Perse a voté contre, 29 délégations pour, 13 délégations se sont abstenues du vote. Le résultat sera communiqué au Conseil qui pourra, s'il le veut, se conformer à ce vote presque unanime. L'ironie du sort a voulu que la délégation hongroise votât *oui*, quoique il soit impossible pour la Hongrie de soutenir un article destiné à garantir la stabilité de ses frontières actuelles. Si la délégation hongroise a voté oui, cela a été évidemment un vote de courtoisie, étant donné que le Chef de la délé-

gation, M. de Daruváry, avait été élu président de la Commission.

Parmi les problèmes de la compétence de la Société des Nations qui intéressent la Hongrie de plus près, se trouve aussi la question des minorités nationales. Ce problème est un problème ardu, mais il peut être résolu. Nous croyons que l'acte qui a décidé les grandes puissances à exiger la signature de ceux d'entre les États qui doivent leur naissance aux traités de paix et de ceux qui leur doivent leur agrandissement quelquefois démesuré, était un acte de justice internationale, et les clauses relatives aux minorités, inscrites aux traités de paix constituent peut-être la partie la plus heureuse, en tout cas la plus généreuse de ces documents. C'est au moins l'avis de la Hongrie. Quelques-uns prétendent que le droit des minorités porte atteinte à la souveraineté des États. Or, nous nous rapportons à une autorité juridique internationale, devant laquelle nous nous inclinons avec plaisir. M. de Lapradelle, qui, dans sa préface écrite au livre de Jacques Fouques Duparc [1] s'est exprimé dans les termes suivants : « En droit international la souveraineté de la nation est désormais limitée par le droit collectif des nationalités. Mais, pas plus que le droit individuel du citoyen ne saurait menacer, à l'intérieur, le gouvernement d'anarchie, le droit collectif de la nation ne saurait menacer, à l'extérieur, l'État de ruine. »

Mais on a aussi dit que les ennemis des « *nouvelles indépendances* » surgies à St-Germain-en-Laye, au Trianon, se servaient de ces traités de minorités et de ce croit, comme d'une « *machine de guerre* » contre celles-ci. Il nous semble qu'il y a là une petite erreur. En effet, le droit des minorités nationales a été une *machine de guerre* dont on a usé fréquemment et avec bien peu d'objectivité, dont on a surtout abusé contre la Hongrie d'avant la guerre. Il sera peut-être intéressant d'illustrer par un exemple, un seul parmi tant d'autres, que nous pourrions citer, que cette Hongrie, si abusive d'avant la guerre à l'égard de ses minorités, entretenait en Transylvanie 2301 écoles roumaines avec 2858 instituteurs enseignant en roumain, donc, proportionnellement, un plus grand nombre que celui des écoles roumaines dans le royaume de Roumanie lui-même.

[1] *La Protection des Minorités*, 1922.

car la Roumanie d'avant la guerre avec ses 7 millions habitants ne possédait que 4453 écoles roumaines, alors qu'elle aurait dû posséder au moins 5369, si elle avait voulu atteindre le record tenu par la Hongrie.

L'acte international signalé doit, pour qu'il continue d'être juste, être appuyé et soutenu par la Société des Nations, la conscience du monde moderne. Les grandes puissances ont évidement voulu protéger les minorités, les faibles, et non les majorités, les forts, les gouvernements qui sont les maîtres chez eux. Il est évident que les majorités n'ont pas besoin de protection vis-à-vis des minorités. L'évolution de la démocratie exige que les faibles soient protégés contre les forts ; les brebis contre les loups et non les loups contre les brebis. Nous disons ceci sans malice, sans vouloir insinuer, bien entendu, que les gouvernements se plaisent toujours à jouer le rôle des loups et les minorités toujours celui des brebis.

Or, la dernière Assemblée de la Société des Nations, au lieu de prêter tout son poids moral au perfectionnement de ce droit, s'est pour ainsi dire bornée à rappeler les résolutions adoptées par la IIIe Assemblée, le 21 septembre 1922, et pour obtenir un point de diligence, elle s'est exécutée de bonne grâce en adoptant la résolution suivante : « En vertu de la résolution du Conseil du 5 septembre 1923, la communication des pétitions de minorités sera restreinte aux Membres du Conseil. Toutefois, en vertu du paragraphe 5 de la Résolution de l'Assemblée du 21 septembre 1922, tout gouvernement, membre de la Société, peut présenter une demande au Secrétariat, afin que les pétitions (avec les observations du gouvernement intéressé) qui ont été communiquées au Conseil, soient communiquées aussi à ce gouvernement. » L'effort qu'a dû coûter le passage de cette résolution si profonde, a dû vraiment être prodigieux. L'année dernière, le professeur Gilbert Murray a remarqué, dans un de ses brillants discours, que l'esprit de la Société exerçait une sorte de charme, ce qui en facilitait les discussions, parce qu'on y abordait ce genre de questions d'une façon différente de celle qu'on aurait employée dans une ocnversation diplomatique ordinaire. Nous sommes d'avis qu'à l'Union des Associations pour la Société des Nations préside un meilleur esprit qu'à la Société et qu'en tout cas, dans sa dernière Assemblée à Vienne, celle-ci a pû accomplir

un travail plus méritoire que l'Assemblée de la Société à Genève. Nous croyons que si les personnes qui dirigent la politique de la Société dans cette matière, possédaient le tempérament et l'admirable esprit de conciliation que possède Sir Willoughby Dickinson, le président de la Commission des Minorités dans le sein de l'Union, l'heureuse solution de ce problème serait dans un état autrement avancé qu'il ne l'est actuellement.

La dernière Assemblée de l'Union réunie à Vienne a adopté 14 résolutions à l'unanimité des voix. Nous pourrions consacrer un article à chacune de ces résolutions et de très longs exposés à quatre d'entre elles, dont nous avons été les auteurs. Ceci n'entrerait, cependant, pas dans les cadres de cet article. Nous nous bornons à signaler que l'Assemblée de la Société des Nations les a ignorées complètement. Le seul possible motif pour une pareille attitude étrange ne peut être que le désir évident, exprimé dans les discours de M. Hanotaux et du professeur Gilbert Murray de l'année dernière : d'accélérer le procédé d'assimilation des minorités. Le principe d'éliminer la question des minorités par leur assimilation aux majorités des pays auxquels elles ont été transférées, même si cette assimilation ne pouvait être effectuée que contre l'expresse volonté de la minorité intéressée, par une majorité souvent à peine visible — peut-être même inexistante — et inférieure à la minorité au point de vue de la culture, sans pouvoir lui offrir des compensations économiques et autres que peuvent leur offrir les grands pays marchant à la tête de la civilisation : la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les États-Unis d'Amérique etc. — est à la fois odieux et archifaux.

Si la Société des Nations s'est vraiment fourvoyée sur cette route, elle commet une erreur catastrophique. En se faisant le porte-parole d'un pareil principe, la Société donnerait un démenti à tous les hauts idéaux de démocrtaie et de justice internationale proclamés par elle ; c'est à quoi nous ne voulons pas croire. Nous réservons donc notre jugement pour quelque temps, mais nous ne manquerons pas de suivre le développement de cette question avec un intérêt redoublé.

*

En résumant ce court exposé, nous nous hâtons de déclarer qu'après le double échec que la Hongrie a dû essuyer dans ses rapports avec la Société des Nations, nous ne pouvons que nous rallier aux vues présentées par M. Zahle, représentant du Danemark, surtout en ce qui concerne l'universalité de la Société. Nous ne croyons pas qu'elle ait voulu distinguer entre pays «*vainqueurs*» et «*vaincus*», au préjudice de ces derniers ; nous rappelons plutôt ce que le comte Apponyi a dit à ce propos, à Genève : «Ne craignez rien, — nous répond-on toujours à nos griefs — vous avez la Société des Nations, vous avez la Cour permanente de Justice Internationale. Si vous avez des griefs à faire valoir, adressez-vous à elle, vous ne pouvez pas vous faire justice à vous-mêmes, mais vous la trouverez là-bas. Or, voilà une difficulté juridique qui se présente, que nous voulons faire trancher et l'on nous barre la route vers le juge. Je dois déclarer, au nom de mon gouvernement, que nous ne pouvons accepter cette situation.»

Nous ne parlons pas au nom du gouvernement, mais le pessimisme à l'égard de la Société des Nations est presque généralement partagé chez nous. L'édifice de l'Europe Centrale menace de s'écrouler. La Société de Genève serait appelée à parer à ce danger. Qu'a-t-elle entrepris jusqu'ici pour justifier son rôle et sa raison d'être ? Le relèvement économique de l'Autriche est un succès. Soit. Mais ce relèvement sera-t-il permanent ? N'est-il pas plutôt un mirage trompeur ? N'oublions pas, du reste, qu'en Autriche c'était une question du «ventre de Vienne». Si le bon peuple viennois pouvait avoir l'assurance d'avoir ses quatre repas par jour, se vœux seraint comblés. La solution du problème autrichien n'était donc entravée par aucun élément politique. Bien au contraire, les vainqueurs, avec un geste de Mécène, lui ont attribué une part de leur butin, enlevé à la Hongrie : la Hongrie Occidentale.

La Hongrie est la seule victime passive de cette paix dite de justice. Après toutes les pertes énormes qu'elle a dû subir, elle aurait pu s'attendre à ce que la Société des Nations fît au moins un effort pour adoucir son sort, en atténuant un peu la «violence déséquilibrée» du «militarisme unilatéral» actuel, en allant un peu au devant des justes désirs de nos minorités nationales, arrachées à la mère-patrie, sans que

leur opinion eût jamais été consultée. Il est évident que tous ceux qui ont bénéficié du nouvel ordre de choses feront toujours sourde oreille à toute initiative de réforme en faveur des peuples vaincus qui se trouvent sous leur joug. Mais la Ligue des Nations, comme organisation mondiale, ne peut être partiale. Elle ne peut être l'alliée d'aucune nation, petite ou grande. *Elle est l'amie de toutes.* La Hongrie ne lui a demandé aucune faveur. Ce qu'elle a demandé, lui est revenu de droit et ne saurait nuire aux justes intérêts d'aucune nation. *Nous ne demandons que la justice. Dans nos relations avec la Société des Nations, ce sera toujours notre principe fondamental dont nous ne nous départirons jamais.*

ERNEST LUDWIG.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA HONGRIE

DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DE 1923 (¹)

Dans la première moitié de l'année courante, nous n'avons pu exporter que beaucoup moins que dans les premiers six mois de l'année passée, de sorte que le mouvement de notre trafic extérieur s'en est beaucoup ressenti. En raison de la baisse de l'exportation, notre importation a été également marquée par un décroissement — à l'exception du bois brut, du charbon et du fer. Ce décroissement de notre importation ne suffisait toutefois pas à contre-balancer le mouvement rétograde de l'exportation, et le fait d'avoir importé des quantités très considérables de matières brutes industrielles et de combustibles, n'a pas manqué d'influer sur le bilan de notre commerce extérieur d'une manière très défavorable.

Voici les chiffres relatifs au mouvement de notre trafic extérieur dans la première moitié de l'année 1923 :

Importations	215·9
Exportations	137·0
Excédant des importations	78·9

Calculée en couronnes-or, sur la base de la cote de Zurich, l'importation monte à 263·9 millions de cour.-or, l'exportation à 159·7 millions de cour.-or, de sorte que l'excédant de l'importation s'élève à 104·2 millions de cour.-or. Dans la période correspondante de l'année passée, l'importation montait à 226 millions de cour.-or, l'exportation à 177 millions de cour.-or, de sorte que l'excédant de l'importation faisait 49 millions de cour.-or.

Le bilan de notre commerce extérieur accuse donc, dans les six premiers mois de 1923, un passif supérieur de 55·2 millions de cour.-or à celui de l'année passée de la même période.

Dans l'accroissement du passif indiqué, ce n'est que pour 17·3 millions de cour.-or que figure la diminution de notre exportation, tandis que 37·9 millions de couronnes-or reviennent à

(¹) Traduit de la *Revue Hongroise de Statistique* (en hongrois).

l'augmentation de la valeur des importations. Le fait que la somme totale en cour.-or est supérieure à celle de la première moitié de l'année passée, s'explique par *l'importation beaucoup plus grande de matières premières industrielles, de produits mi-fabriqués de fer et de combustibles.* En matières premières industrielles, surtout en coton brut, en bois, en minerais de fer et en peaux brutes, nos importations dépassaient à peu près de 7·5 millions de cour.-or celles des six premiers mois de l'année passée, tandis qu'en produits mi-fabriqués de fer, la progression s'élevait à 6·7 millions de cour.-or ; en bois de chauffage et de charbon, à 16·5 millions de cour.-or. Mais, beaucoup plus considérable — à peu près de 5·4 millions de cour. — est la somme que nous avons payée à l'étranger pour des huiles minérales, puisque, dans la première moitié de 1923, nos importations consistaient surtout en produits raffinés. En comparaison de la première moitié de l'année passée, l'importation de saindoux représente aussi un excédant assez important de 4·5 millions de cour.-or. Si, malgré la baisse générale de notre exportation, le total des marchandises exporté n'accuse pas, dans les six premiers mois de l'année passée, un plus grand fléchissement encore, nous devons l'attribuer en grande partie au renchérissement considérable des bêtes à corne et surtout des porcs : les prix des premières ayant dépassé, en couronnes-or, deux fois, ceux des porcs trois fois les prix de la première moitié de l'année 1922.

La hausse fortement accentuée de nos importations de charbon, de bois brut et de produits mi-fabriqués de fer peut être considérée comme réjouissante du point de vue de la vie économique du pays, puisque ces matières ont servi à stimuler notre production industrielle, à restaurer nos bâtiments et nos réseaux de chemins de fer très délabrés. L'importation grandement accrue du bois et du charbon ne suffisait toutefois pas à refouler les tissus de coton, occupant la première place parmi les produits importés, puisque leur entrée fortement limitée vers fin février, n'empêcha point que l'importation n'en fût très considérable dans les deux premiers mois de cette année. Voici le tableau des principales marchandises importées (faisant les quatre cinquièmes du total des importations) en ordre de leur valeur, confrontées à celles des six premiers mois de l'année passée :

Commerce extérieur des articles d'importation les plus importants dans la première moité des années 1922 et 1923.

Désignation des marchandises	1922	1923	1923	1923
	janvier—juin			
	Quantité en quintaux métriques		Valeur en millions de couronnes	En °/₀ de la valeur totale
Tissus de coton	50.066	44.575	28.602·9	13·2
Bois brut et ouvré	6,347.508	10,140.392	23.553·9	10·9
Charbon	3,621.327	5,336.598	22.390·6	10·4
Tissus de laine	17.490	11.254	10.790·3	5·0
Fil de coton et fil retors ...	19.086	23.633	10.066·2	4·9
Huiles minérales	331.687	322.442	8.700·4	4·0
Papier et articles de papier	235.866	189.812	8.026·7	3·7
Métaux bruts	46.174	48.577	7.630·2	3·5
Machines et appareils...	51.152	66.419	6.787·4	3·1
Cuirs	12.339	8.840	6.269.9	2·9
Ouvrages en fer	89.076	74.274	5.430·3	2·5
Produits mi-fabriqués de fer	59.705	191.565	4.661·8	2·2
Fer brut et ferraille	196.702	253.694	4.417·1	2·0
Saindoux, lard	1.328	26.337	3.858·9	1·8
Coton brut et déchets de coton	9.968	16.794	3.691·2	1·7
Chaussures	4.265	2.218	3.336·8	1·6
Verres et verreries	57.887	53.051	3.251·9	1·5
Articles tricotés de coton...	1.970	2.048	2.976·2	1·4
Machines et appareils électriques	4.874	4.898	2.339·9	1·1
Couleurs aniliques	4.641	2.866	2.336·5	1·0
Peaux brutes	2.476	6.646	1.375·5	0·6
Phosphate	—	111.158	523·2	0·2

L'importation des *tissus de coton* a donc baissé à peu près de 10% auprès de celle de l'année passée ; il s'agit, en l'espèce, presque exclusivement de marchandises de provenance tchécoslovaque. Plus que la moitié de la quantité citée était entrée dans les deux premiers mois de l'année courante, lorsque la prohibition d'importer ne s'étendait pas encore aux tissus bruts, blancs et bariolés ; plus qu'un tiers en consistait dans des tissus bruts dont nos imprimeries de carton se servent pour les ouvrer ou bien pour en satisfaire aux commandes intérieures du pays ; presque un autre tiers en était composé de tissus bariolés dont l'importation n'était pas encore défendue dans les deux premiers mois de l'année. Plus que la moitié

du restant d'un tiers consistait en des tissus blanchis ; l'autre moitié était partagée entre les tissus teints et colorés.

Quant *au bois brut et ouvré,* nous en avons importé presque 4 millions de quintaux de plus que dans la période correspondante de l'année passée ; de cet excédant, à peu près trois quarts tombent sur du bois de chauffage, un peu plus qu'une huitième partie sur du bois à traverses et le reste sur du sapin ouvré. Nos importations de bois proviennent pour la plus grande partie de la Roumanie ou plutôt des régions arrachées à la Hongrie ; il n'y a que nos importations de bois à traverses dont les deux tiers soient de provenance tchèque.

Notre *importation de charbon* était de 1·7 millions de quintaux supérieure à celle de la période correspondante de l'année passée. La plus grande partie consistait en houillère. L'importation du charbon polonais accuse une hausse remarquable : elle dépasse de 2 et ½ quintaux celle de l'année passée. La quantité de charbon importé de Tchéquie s'est accrue de 600.000 quintaux. Le décroissement de l'importation française répond à peu près à cette quantité et, conjointement avec l'action française dans la Ruhr, l'importation allemande a aussi considérablement baissé. En face des 1·4 millions de quintaux importés en 1922, il n'était entré d'Allemagne qu'à peine 2000 quintaux cette année. Nous devons encore signaler, parmi les conbustibles, le charbon anglais dont nous venons d'importer, pour la première fois, 262.000 q. dans la première moitié de cette année.

Notre *importation de tissus de laine* était d'un tiers inférieure à celle des six premiers mois de l'année précédente. Le décroissement est surtout considérable par rapport à la Tchécoslovaquie, à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, tandis que l'importation de l'Autriche est de 30% supérieure à celle de la période correspondante en 1922. Le développement de l'industrie textile nationale apparaît surtout dans l'entrée des quantités croissantes des fils de laine. Il n'y a qu'à peine 10% de ces derniers qui tombent sur des produits préparés (fils retors et fils de coton pour le petit commerce), le reste consiste en fils de tissage. De fils de tissage nous avons importé des quantités beaucoup plus grandes d'Autriche et de Tchécoslovaquie. L'importation de produits mi-ouvrés était de 40% supérieure à celle des six premiers mois de l'année passée, tandis

qu'en fils retors préparés, l'importation dépassait à peine la moitié de celle de 1922.

La diminution de l'importation en *huiles minérales* paraît désavantageuse au point de vue du développement industriel, car la proportion entre les huiles brutes et les produits ouvrés s'est déplaccé au détriment de l'industrie hongroise des huiles minérales. En effet, si l'importation en huiles naturelles était de 66.000 quintaux inférieure à celle des six premiers mois de l'année passée, nous avons à peu près d'autant plus importé de benzine et d'autres huiles minérales raffinées. Cette fois encore, les importations provenaient surtout de la Roumanie et de la Pologne, bien que la Russie eût aussi fourni 50.000 quintaux d'huiles brutes.

La baisse de nos importations de *papeteries* et d'*articles de papier* est supérieure à 20%; elle se divise proportionnellement entre le marché autrichien et le marché tchécoslovaque.

Le développement de notre industrie métallurgique ressort du fait que notre importation de métaux bruts a augmenté quelque peu ; plus que la moitié de l'importation revient au cuivre rouge ; en outre, nous avons reçu de l'étranger des quantités assez considérables de plomb et de zinc. De *machines* et d'*appareils*, nos importations se sont accrues à peu près de 30%. Du point de vue de notre industrie de machines, cet accroissement ne saurait être qualifié de nuisible; en y regardant de près, nous pouvons même constater qu'il était plutôt avantageux au relèvement économique du pays. Trois cinquièmes des importations de la première moitié de l'année consistaient en des locomotives envoyées de Yougoslavie et de Pologne pour être réparées chez nous ; nos établissements industriels en profitaient pour faire occuper leurs ouvriers ; à peu près une cinquième partie revenait aux machines de l'industrie textile non fabriquées chez nous, dont les établissements textiles nouvellement fondés avaient besoin, ou bien qui servaient à compléter l'outillage des établissements existants ; environ une cinquième partie revenait aux charrues à vapeur déjà usées et importées par une fabrique de Budapest.

L'importation de *cuirs préparés* a subi une baisse fortement accentuée ; elle ne représentait qu'à peu près les deux tiers des six premiers mois de l'année passée. Il s'agit surtout

de peaux de bêtes et de chevaux préparées qui nous venaient d'Autriche et d'Allemagne.

Dans l'importation des *marchandises de fer*, le décroissement est environ de 20% ; il est attribuable au fait que nous recevions moins de pièces de wagons de chemin fer, de poîles de fer et de marchandises en fer blanc. La quantité des *produits mi-fabriqués de fer* importés d'Allemagne, de Tchécoslovaquie et d'Autriche était plus de trois fois supérieure à celle qu'on faisait entrer l'année passée. Plus de la moitié de cette importation revient à diverses espèces de fer en barre et en masse ; l'autre moitié se partage entre le fer blanc et les fils de fer. De tous ces trois produits mi-fabriqués nous avons importé deux fois autant que l'année passée. Aussi notre *importation de fer brut* s'est accrue considérablement ; l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Autriche figurent ici comme pays exportateurs.

Nous avons aussi importé de grandes quantités de *saindoux amérca n.* Ces importations consistaient surtout en ces quantités qu'on faisait entrer — en vue du manque en graisse — pour compenser l'exportation de cochons d'engrais et de viande de porc.

Quant à la matière première essentielle de l'industrie textile, au coton brut, son importation est aussi marquée par une hausse très accentuée : elle était de 7000 q. supérieure à celle de la période correspondante de l'année passée. Plus que la moitié des quantités importées venait directement des État-Unis d'Amérique, le reste nous arrivait par l'intermédiaire des marchés allemand, autrichien et tchécoslovaque.

L'importation de *chaussures* a diminué presque de la moitié auprès de celle de l'année passée ; ces marchandises nous venaient en premier lieu d'Autriche, en second lieu d'Allemagne.

Dans les *verreries*, la baisse de l'importation s'élève à 10%. Par suite du développement de la production nationale, nous avons importé moins de bouteilles et d'espèces de verre creux, tandis que l'importation des verres à vitres ou en tables a augmenté en comparaison de celle de l'année passée.

On peut constater un certain progrès dans les *marchandises tricotées et tissues de coton* qui nous provenaient, pour les trois quarts, d'Autriche ; le reste fut importé d'Allemagne, à quelques exceptions près.

Pour ce qui concerne les *machines* et *appareils électriques*, leur importation se meut à peu près, dans les mêmes cadres que celle de l'année passée. L'importation de *couleurs aniliques* a baissé, tandis que celle de *peaux brutes* a considérablement augmenté par suite des expéditions venant d'outre-mer. Du point de vue de notre production agricole, il est réjouissant de relever que nous avons importé, au cours de l'année courante, plus de 1000 wagons de phosphates pour en faire de l'engrais artificiel, tandis que, dans la première moitié de l'année passée, nous n'avons rien reçu de cette matière première si importante.

Quant à *notre exportation*, quatre cinquièmes en sont représentées par les marchandises ci-dessous énumérées :

Commerce extérieur des articles d'exportation les plus importants dans la première moitié des années 1922 et 1923.

Désignation des marchandises	1922	1923	1923	1923
	janvier—juin			
	Quantité en quintaux métriques		Valeur en millions de couronnes	En % de la valeur totale
Animaux de boucherie et de trait (¹)	150.153	70.586	23.341·8	17·0
Farine	966.259	458.924	16.589·2	12·1
Viande fraîche et préparée	56.988	47.055	8.688·8	6·4
Machines et appareils électriques	17.276	13.816	8.501·8	6·2
Machines et appareils	136.613	58.047	6.581·4	4·8
Sucre à consommation	—	118.498	5.228·6	3·8
Tissus de coton	2.230	4.634	4.622·4	3·4
Ouvrages en fer	63.268	55.317	4.552·6	3·3
Soie artificielle	1.123	1.678	3.448·1	2·5
Plumes	14.268	9.182	3.354·3	2·5
Avoine	18.217	146.677	2.567·7	1·9
Charbon	1,350.206	1,207.986	2.451·5	1·8
Produits mi-fabriqués de fer	108.213	66.010	2.342.4	1·7
Oeufs	14.871	16.931	2.075·0	1·5
Wagons à marchandises (¹)	782	291	1.818·2	1·3
Ouvrages en caoutchouc	3.504	4.456	1.713·9	0·6
Cuirs	3.670	2.347	1.522·6	0·5
Fèves sèches	28.774	56.269	1.414·2	0·4

(¹) La quantité est démontrée en pièces.

Désignation des marchandises	1922	1923	1923	1923
	janvier—juin			
	Quantité en quintaux métriques		Valeur en millions de couronnes	En °/₀ de la valeur totale
Malt	87·088	53.453	1.212·2	1·3
Volaille morte	9.082	13.449	1.203·5	1·1
Graines de trèfle et de luzerne	16.880	7.322	1.144·5	1·0
Pailles de millet à balai	25.412	28.993	1.062·0	0·9
Huiles grasses	39.465	7.724	898·1	0·9
Alcools	34.314	31.206	876·9	0·8
Fruits frais	2.685	11.347	870·5	0·8
Tabac brut	19.483	10.890	868·4	0·7
Peaux brutes	19.932	3.167	754·3	0·6
Vin	689.853	79.451	725·5	0·6
Laine	8.044	4.139	547·8	0·6

Notre exportation se partagait plus proportionnellement entre les marchandises expédiées dans les six premiers mois de cette année que dans la période correspondante de 1922. Nous devons, avant tout, relever la puissante régression de notre exportation de vins. Tandis que dans les six premiers mois de 1922, nous avons exporté à peu près 7000 wagons, l'exportation atteignit, dans la première moitié de cette année, à peine 800 wagons. C'est grâce aux prix élevés des bêtes à cornes que, malgré le fléchissement général de notre exportation, nous avons surtout *exporté des animaux de boucherie et de trait.* Notre exportation en toutes espèces d'animaux de boucherie était inférieure à celle des six premiers mois de l'année précédente. La moitié de cette baisse revient aux bêtes à cornes; notre exportation en porcs diminuait de 30.000 pièces; celle des moutons de 7000, celle des chevaux seulement de 800.

C'est à la récolte défavorable de l'année passée qu'il faut attribuer que nous n'avons pu exporter que des quantités de farine inférieures à celles des six premiers mois de 1922. Notre exportation a diminué de 507.000 quintaux; nous n'avons pu placer que 300.000 quintaux de moins en Autriche et que 200.000 q. de moins sur les marchés tchécoslovaques. Notre exportation de viandes fraîches et préparées a également baissé de 15%; nous n'en avons presque rien exporté vers l'Allemagne et l'Italie; quant à l'Autriche, nous y avons fait entrer plus de ces marchandises qu'auparavant. Notre expor-

tation de *saucisses* et de *salamis* n'a diminué que d'une façon peu remarquable. Les quantités exportées vers l'Autriche se sont élevées dans la mesure qu'a décru l'exportation vers la Tchécoslovaquie et l'Italie.

En fait de *machines* et d'*appareils*, nous devons constater une forte régression de notre exportation florissante de l'année passée. La régression saute aux yeux surtout pour les machines agricoles : en face de l'exportation de 54.000 quintaux de 1922, nous avons atteint à peine 14.000 q. en 1923. En général, nous avons exporté beaucoup moins vers les marchés étrangers, ainsi la Yougoslavie figure à peu près avec une quantité de 27.000 q. moindre que dans la première moitié de l'année précédente. En dehors des machines agricoles, nos usines ont expédié, dans la première moitié de cette année, beaucoup moins de locomotives réparées en Yougoslavie que dans les six premiers mois de 1922 : c'est à cela qu'il faut attribuer que notre exportation de locomotives a diminué à peu près de 27.000 q.

La bonne récolte de betteraves de 1922 se manifeste dans nos *exportations en sucres*. Depuis l'effondrement de notre vie économique, c'est la première fois que nous avons pu écouler des quantités remarquables dont plus d'une moitié était dirigée vers les marchés anglais ; le reste se partageait entre la Roumanie, l'Italie et la Suisse. La vitalité de nos entreprises textiles et la faveur dont leurs produits jouissent sont prouvées par le fait que nous sommes parvenus à doubler notre exportation en tissus de coton des six premiers mois de 1922 ; l'augmentation des articles exportés revient presque exclusivement aux tissus de coton colorés, fabriqués par nos usines de cartons.

La diminution de l'exportation en *articles de fer* est à peu près de 10%. Elle tient à ce que nos établissements nationaux ne pouvaient placer que beaucoup moins de clous et d'écrous sur les marchés roumains. Notre exportation de *soies artificielles* accuse une hausse de 50%. Nous en avons exporté surtout vers la Suisse, l'Italie, la Tchéquie, tandis l'exportation vers l'Allemagne et l'Autriche est marquée par une régression. Notre exportation en *plumes* a également baissé à peu près de 40% : cette baisse fut causée par toute absence d'exportation vers l'Allemagne. Dans les premiers six mois de cette

année, nous avons même pu exceptionnellement exporter 800 q. de plumes dans les États-Unis d'Amérique.

Nous avons pu exporter des quantités assez considérables *d'avoine ;* c'est l'Autriche qui en recevait le plus ; la Tchécoslovaquie, l'Italie et la Suisse se sont contentées de quantités moindres. Notre exportation de *charbon* consistait surtout dans des expéditions faites à la Yougoslavie à titre de réparations. L'exportation de *produits de fer mi-fabriqués* est marquée par une forte régression ; ce n'est que vers l'Allemagne que nous avons pu exporter davantage ; quant aux autres marchés, notre exportation y fut beaucoup moindre que dans l'année passée. Nous tenons encore à faire remarquer, à titre de curiosité, que de fils de fer, nous avons exporté 10.000 q. de plus ; ce surcroît revenait exclusivement à l'Allemagne.

Notre exportation de *wagons à marchandises* a considérablement baissé ; des 291 wagons à marchandises usés, nos fabriques ont expédié 173 en Yougoslavie, après les avoir réparés ; 118 wagons à marchandises neufs ont été dirigés vers la Bulgarie.

Le développement de notre *industrie de caoutchouc* est démontré par l'accroissement progressif de notre exportation. C'est surtout sur les *talons de caoutchouc* que tombait l'exportation augmentée. Nous avons exporté vers la Roumanie une quantité presque quatre fois supérieure à celle de l'année passée de ces articles ; en revanche, l'exportation vers la Yougoslavie a considérablement diminué.

Nous avons exporté à peu près un tiers de moins de *peaux préparées* que dans l'année passée ; l'exportation a diminué vers l'Autriche, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et ne s'est élevée un peu que sur les marchés italiens.

Notre *exportation de fèves* était à peu près la double de celle de 1922 ; malgré cela, nous avons exporté vers l'Autriche beaucoup moins que l'année passée, tandis que plus que la moitié de l'exportation était dirigée vers l'Italie. En *malt*, l'exportation a également baissé ; nous en avons exporté moins vers l'Autriche, la Yougoslavie et l'Allemagne ; ce n'est qu'en Suisse que nos fabriques de malt ont placé 10.000 q. de plus que dans les six premiers mois de l'année passée.

En dehors des articles mentionnés, notre exportation a augmenté en *volailles mortes*, en *pailles de milets à balai*, en

fruits frais ; elle a baissé, par contraire, en *alcools*, en *graines de trèfles* et de *luzerne*, en *tabac brut*, en *laine ;* c'est surtout l'exportation de *peaux brutes* qui accuse un fléchissement important.

En comparant les résultats de notre commerce extérieur, du point de vue des pays de provenance et à destination, à ceux de l'année passée, nous ne saurions relever de changement remarquable. L'importation d'Allemagne et de Tchécoslovaquie a diminué, tandis que celle de Roumanie et de Pologne a augmenté ; quant à l'exportation, celle revenant à la Roumanie et à l'Italie s'est élevée, au détriment de l'Allemagne. Quant aux territoires détachés de la Hongrie, l'étendue de notre trafic avec eux n'a guère changé en comparaison de celle de six premiers mois de l'année précédente ; notre importation y figure avec une baisse d'à peine 1%, tandis que la somme de nos exportations des territoires détachés était juste de 1% supérieure à celle de la période correspondante de 1922. Voici, du reste, un tableau comparatif de notre commerce extérieur dans la première moitié des années 1922 et 1923, selon les pays de provenance et à destination.

Commerce extérieur de la Hongrie dans la première moitié des années 1922 et 1923, selon des pays de provenance et à destination.

Pays de provenance et à destination	1922	1923	1922	1923
	janvier—juin			
	Valeur en millions de couronnes		En % de la valeur totale	
Importation :				
Autriche	10.341·6	59.032·1	29·3	27·3
Tchécoslovaquie	10.468·2	51.826·4	29·6	24·0
Roumanie	1.956·3	21.437·1	5·5	9·9
Yougoslavie	724·7	6.387·1	2·1	3·0
Allemagne	6.499·3	32.767·1	18·4	15·2
Suisse	652·4	4.772·8	1·8	2·2
Italie	760·7	4.209·8	2·2	2·0
France	686·6	1.773·0	1·9	0·8
Angleterre	665·0	2.940·5	1·9	1·4
Pays-Bas	530·6	2.287·7	1·5	1·0
Pologne	1·047·6	16.616·5	3·0	7·7
États-Unis	299·3	7.470·6	0·8	3·5
Autres pays	719·4	4.357·8	2·0	2·0
Total :	35.351·7	215.878·5	100·0	100·0

Pays de provenance et à destination	1922	1923	1922	1923
	janvier—juin			
	Valeur en millions de couronnes		En % de la valeur totale	
Exportation:				
Autriche	11.799·3	56.474·9	42·7	41·2
Tchécoslovaquie	3.912·2	15.492·3	14·2	11·3
Roumanie	2.308·1	15.789·0	8·4	11·5
Yougoslavie	2.495·4	12.162·7	9·0	8·9
Allemagne	2.811·6	9.302·2	10·2	6·8
Suisse	790·7	3.592·7	2·9	2·6
Italie	1.310·4	9·069·1	4·7	6·6
France	243.5	569·7	0·9	0·4
Angleterre	387·6	4.468·3	1·4	3·3
Pays-Bas	209·8	618·6	0·8	0·5
Pologne	341·1	3.065·9	1·2	2·2
États-Unis	28·2	1·426·0	0·1	1·1
Autres pays	978·1	4.966·4	3·5	3·6
Total :	27.616·0	136.997·8	100·0	100·0

On voit par ce tableau que le changement le plus important dans notre balance commerciale consiste, par rapport à celle de l'année précédente, en ce que nos exportations vers l'Autriche, la Roumanie et la Suisse ont cessé de dépasser nos importations de ces pays ; nous avons été assez passifs par rapport à la Roumanie ; en revanche, notre bilan commercial était actif par rapport à l'Italie (4·9 milliards de cour.), à la Grande-Bretagne (1·5 milliards de cour.). L'amélioration de notre balance commerciale, par rapport à l'Italie, n'est pas due à la diminution de nos importations de ce pays, mais à l'augmentation continuelle des quantités de bêtes à corne, de fèves et de sucre que nous y avons exportées. Pour l'activité de notre bilan extérieur, par rapport à la Grande-Bretagne, nous sommes redevables exclusivement à nos exportations de sucre.

En général, notre commerce extérieur a surtout subi des changements par suite de l'augmentation de nos importations de matières premières et de combustibles, car, pour ce qui concerne les produits fabriqués, nous en avons importé moins que dans la première moitié de l'année précédente. Pour les importations accrues de bois et de huiles minérales raffinées,

nous avons payé 12·7 millions de cour.-or à la Roumanie de plus que dans les six premiers mois de l'année précédente ; pour les quantités considérables de charbon, importées de Pologne durant cette même période, le surcroît était de 13·4 millions de cour.-or. Et bien que nous ayons importé beaucoup plus de bois à traverses, de charbon, de fer cru et de produits de fer mi-ouvrés de Tchécoslovaquie que dans la première moitié de l'année passée, le manque causé par la baisse de l'importation de produits textiles et d'autres articles industriels d'origine tchécoslovaque ne pouvait pas être balancé.

Dr. Aloyse de Szabóky.

PRENONS GARDE AUX SERBES [1]

La guerre a fait diviser le Balkan en élus de nos cœurs et en réprouvés. Parmi ces derniers, il est un pays que l'on abreuve de calomnies depuis quelques mois. C'est la Bulgarie. Les Serbes, impérialistes au dedans comme au dehors, ne sont pas *beati possidentes* de leur bien mal acquis. La Macédoine, que M. Auguste Gauvain, voyageur en chambre, se réjouit de leur avoir vu attribuer, est un morceau indigeste, même pour leur estomac d'autruche. L'iniquité approuvée à Paris, ne l'est pas dans le Vardar.

Par ailleurs, les Croates, traités en vaincus à l'intérieur de la Yougoslavie, n'acceptent pas davantage le joug des politiciens de Belgrade. Cettigné n'est pas plus sûr. La Bosnie musulmane attend son heure. Les Slovènes sont revenus de leurs illusions. La Yougoslavie est une Macédoine elle-même qui s'en ira par pièces et morceaux. Pachitch, mauvais génie de cette œuvre, craint que les mécontents qu'a fait sa cynique politique n'unissent leurs forces pour ramener l'équité abominablement bafouée dans les traités balkaniques d'après-guerre. Cette crainte lui fait écraser la révolte latente en Croatie et poursuivre de sa haine Stefan Raditch, l'âme de cette révolte, qui vient de fuir pour conserver la vie.

Mais, reste Sofia. Pachitch veut l'anéantir. Ce Bulgare de naissance ne peut souffrir sa vraie patrie. Il est venu récemment à Paris pour la représenter sous les plus noires couleurs et animée des plus sombres desseins. Depuis, il n'est de jour que l'agence Havas ne communique à nos journaux, sous sa propre estampille, les plus effarants mensonges sur

[1] Cet article est tiré de la *Revue Contemporaine* du 15 octobre 1923. Nous le reproduisons à titre documentaire et croyons qu'il se passe de tout commentaire. *Note de la R.*

les événements dont la Bulgarie vient d'être le théâtre, arrangés et présentés par Belgrade.

La Bulgarie a été jugulée pendant trois ans par un histrion, Stamboliisky, qui s'est paré, aux yeux de l'Entente, de sentiments qu'il ne professait point et, au regard de ses voisins, d'un programme de capitulation qui aurait dû faire douter de sa sincérité. Il rassurait Belgrade par une politique intérieure qui menait son pays à la ruine et à la guerre civile. Ce fut un bolchevik paysan, démagogue éhonté, qui savait admirablement amuser la galerie *et largement payer pour qu'on l'abusât.*

Vomi par la partie saine de la population bulgare, pleine de sens et désireuse de travailler en paix, il fut remplacé par des intellectuels libéraux dont le seul programme tenait dans ces mots: reconstruction intérieure et fusion des partis pour cette besogne nationale.

Ce fut Belgrade qui ne fut plus content! Aussi, par ses soins, tout a été dit sur le nouveau gouvernement bulgare, tout, sauf la vérité. Les Serbes l'ont représenté comme réactionnaire, on lui a appliqué ce qualificatif, dont l'étranger abuse pour nous mystifier, de *germanophile.* On l'a dit revanchard. Nos journaux de gauche, trompés sur le compte du dictacteur bulgare, Mussolini illettré, l'ont regretté en faisant chorus avec le serbomane Gauvain ou en partageant l'erreur du Quai d'Orsay sur le compte de la Bulgarie. Les Serbes officiels, encouragés, ont été plus forts.

Sous leur inspiration, la presse française a publié coup sur coup la nouvelle d'un traité italo-bulgare, d'une convention secrète bulgaro-hongroise, puis d'un pacte turco-bulgare. Le chef macédonien, Todor Alexandroff, devint, de par la grâce des officines serbes, ministre de l'Intérieur à Sofia. Cette capitale, selon leurs dires, fut encerclée par la marée montante d'un soulèvement de ruraux qui demandaient le retour du régime Stamboliisky. On nous décrivit, jour par jour, les progrès d'une révolution nationale . . .

En réalité, la Bulgarie venait de subir une sédition communiste fomentée par Moscou. Le gouvernement serbe en était prévenu, à telles enseignes qu'en même temps qu'il inondait les presses française et anglaise de sa savante préparation d'opinion, il désignait les officiers et les fonction-

naires qui devaient entrer en Bulgarie, sous prétexte d'y ramener l'ordre et de poursuivre les bandes macédoniennes, mais, en réalité, pour porter un nouveau coup à ce voisin haï.

C'est là, ce semble, autre chose que de la politique intérieure serbe.

Il importe de dire aux Français casse-cou. On les leurre, on joue avec leur sentiment. Le politicien serbe abuse de son titre d'allié et des malheurs qu'il a valu à son peuple.

Si nous n'y prenons garde, le gouvernement serbe recommencera le petit jeu cher à Pachitch qui disait en 1913 : « S'il le faut, je saurai mettre le feu à l'Europe ! » Si nous voulons la paix, n'encourageons pas ceux qui ne se contentent pas des monstrueuses augmentations de territoires que nous leur avons maladroitement accordées, bien qu'acquises par nos morts. Il siérait de leur parler un autre langage que celui des *Débats* pour que ces Européens-nouveaux-nés se tinssent tranquilles.

CHARLES RIVET.

LA LITTÉRATURE HONGROISE CONTEMPORAINE

(Suite.) (4)

Dans le genre dramatique qu'a créé Rákosi, Louis Dóczi (mort en 1919) est passé maître. Cet auteur a écrit ses pièces en hongrois et en allemand, ce qui lui a valu une excellente renommée non seulement en Hongrie, mais aussi en Autriche et en Allemagne. Il est le poète par excellence du théâtre contemporain ; il éblouit par son charme, il grise par l'éclat incomparable de son verbe et de son rythme. Certes, il ne faudrait pas chercher dans ses pièces de vrais caractères dramatiques, ni une action bien serrée. Ici rien ne s'enchaîne, c'est l'art du poète qui supplée à tout. Ses sujets sont toujours de la plus étonnante fantaisie ; tantôt il nous transporte en Espagne *(Le Baiser)* et invente une fable étrange sur les conséquences d'un ordre par lequel le roi de Navarre défend à la jeunesse de s'embrasser ; tantôt il nous introduit à la cour brillante de Louis-le-Grand-d'Anjou et déroule sous nos yeux les exploits amoureux d'un brave et fringant chevalier dont le roi veut à toute force faire l'épouse d'une dame de la cour *(Dernier Amour) ;* tantôt il reprend l'anecdote de Marie Széchy, souvent traité par les poètes, [1] et il nous présente cette femme calomniée en lutte contre ceux qui la dénigrent *(Marie Széchy) ;* tantôt il nous transporte en Ecosse et nous fait assister à des travestissements — artifice très souvent employé par lui — grâce auxquels le roi Edgar, jeune et débauché, qui fuit celle qu'on lui a destinée, tombe amoureux d'elle quand elle se présente sous un faux nom *(Ellinor)*. Une seule fois M. Dóczi a traité un sujet d'actualité : le mariage entre chrétien et juif *(Les couples mixtes)*.

[1] Voy. dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er sept. 1860, l'analyse du poème épique de Jean Arany sur cette héroïne hongroise.

Les pièces de fantaisie de MM. Rákosi et Dóczi ont eu pour l'art dramatique hongrois de très heureux effets ; après elles, les trivialités ont été bannies du théâtre ; il a commencé à y régner une atmosphère plus pure, la langue y a été plus châtiée. Le terrain était préparé pour le théâtre d'idées, pour l'exposition dramatique des problèmes brûlants, pour l'observation de la société magyare.

Cette société a subi de profondes transformations après le Compromis de 1867, d'où date son émancipation de la tutelle que faisait peser sur elle l'Autriche. Tous les postes de l'administration, depuis les ministères jusqu'aux plus humbles emplois du Comitat, auparavant envahis par les fonctionnaires allemands, échoient à la grande et à la petite noblesse magyares ; l'industrie prend son essor, le commerce passe aux mains des Juifs. La gentry, si elle ne possède pas de riches domaines, ne peut pas vivre des traitements que l'Etat lui accorde, et puisqu'elle veut mener grand train, elle s'endette ; le juif emancipé s'enrichit, l'égalité politique ne le contente pas, il veut se fondre à la société noble qui lui a été si longtemps fermée, et les dots de ses filles vont redorer plus d'un antique blason. La vie parlementaire, dégagée des liens qui l'étouffaient depuis 1849, reprend son cours ; elle s'organise et bientôt montre à nu les plaies du parlementarisme, la façon dont les majorités ministérielles se recrutent, les louches trafics qui souvent décident du vote.

C'est sur le terrain de cette vie politique et sociale nouvellement reconstituée que dramaturges et romanciers font leurs observations, et c'est ce qui donne au théâtre et au roman contemporains sa couleur nationale. Peu importe que tel ou tel écrivain s'inspire des procédés de Dumas fils ou de Maupassant, le fond reste magyar et fait connaître l'âme hongroise.

Le premier dramaturge qui ait peint le conflit des classes sociales est Etienne Toldy (1844—1879), talent âpre, presque brutal. Dans ses *Bons patriotes*, il a mis sur la scène les compétitions d'une petite localité pour avoir son chemin de fer. On voit là les « gros bonnets » du Comitat capables, pour des intérêts purement privés, de sacrifier les intérêts supérieurs du pays. Dans les *Hommes nouveaux,* Toldy exerce sa verve satirique contre les ambitions politiques du juif, émancipé en 1867, puis magyarisé, finalement ennobli, mais il maltraite

encore plus brutalement la vieille noblesse réactionnaire et arriérée qui s'oppose de toutes ses forces à l'union des deux races. Toldy est mort trop jeune pour avoir pu donner toute sa mesure. Il était réservé à un ancien professeur de Droit canonique au séminaire de Temesvár de créer, par une longue suite de pièces, le drame à thèse sociale, de donner la peinture exacte des nouvelles couches de la société telles que le Compromis les a façonnées. Telle fut l'œuvre de Grégoire Csiky (1842—1891) qui, dans un espace de seize ans, a fait représenter trente deux pièces et a traduit un grand nombre d'œvres françaises et ètrangères pour le Théâtre National dont il était le dramaturge attitré. Il n'a pas cherché longtemps sa voie. A ses débuts, il prend ses sujets tantôt dans l'antiquité *(L'Oracle)*, tantôt dans l'histoire nationale *(Janus)* et les traite à la manière de Rákosi, dans une langue riche et colorée. Mais dès 1880, après un séjour prolongé à Paris, où il fréquente assidûment le théâtre, il se révèle dans *Les Déclassés* (1) profond observateur de la société contemporaine hongroise et c'est comme tel qu'il a conquis sa renommée. Il a dépeint plusieurs sortes de déclassés ou, comme il les appelle, de *Prolétaires*. C'est tantôt le jeune homme sans fortune qui, au prix de mille privations, a fait ses études et ne trouve pas d'emploi, tantôt le jeune hobereau qui a vécu sans souci sur les terres hypothéquées de son père et qui, se réveillant un beau matin pauvre comme Job, tâche de se procurer des ressources par toutes sortes de turpitudes ; tantôt la jeune fille qui veut se créer une position sociale et rencontre des obstacles insurmontables ; tantôt le noble décavé qui cherche à redorer son blason avec l'argent d'une riche Juive.

Csiky est plein de sympathie pour les enfants du peuple qui travaillent et c'est avec une tendresse douloureuse qu'il les observe et les fait parler.

Darvas, le caractère sympathique de sa première pièce, expose ainsi ses déboires à celle qu'il aime :

« Mes pauvres parents qui étaient paysans m'ont élevé et m'ont fait faire des études ; ils sont morts avec cette douce consolation d'avoir fait de leur enfant un homme heureux. Oh ! pourquoi ne m'ont-ils pas laissé paysan ! Mon éducation m'a donné des désirs que la société m'empêche de satisfaire. C'est en vain que j'offre mes services, c'est

(1) Une traduction française en a paru dans la *Bibliothèque Hongroise*, par Paul Bert de la Bussière (Paris, 1911).

en vain que je dis à cette société : j'ai étudié pour t'être utile, pour pouvoir vivre ; mais elle me répond : cela ne me suffit pas, où sont tes recommandations? où sont tes protecteurs? Elle me repousse et refuse de me laisser gagner mon pain par mon savoir. J'ai essayé de tout ce dont mon instruction m'a rendu capable, et partout j'ai échoué. J'ai vu des intrigants, des protégés incapables prendre ma place ; mon caractère s'est aigri, et naturellement, au lieu de trouver des protecteurs, j'ai trouvé des ennemis et finalement je suis devenu ce que je suis : un prolétaire . . . Je suis devenu membre de cette classe honorable qui forme une société dans la société et qui demain sera plus nombreuse que toutes les autres classes réunies. Oh oui, nous sommes nombreux, nous pouvons nous en vanter ; à vivre au jour le jour, sans travail, sur le corps de la classe laborieuse, comme le champignon sur le tronc de l'arbre. Je suis prolétaire comme tant de milliers d'êtres qui ne savent pas eux-mêmes comment ils vivent. Ils vivent de la vanité, de la sottise des autres, ou de l'air du temps ; les hommes honorables se détournent d'eux et ne regardent pas si c'est la paresse, la veulerie ou la nécessité qui les a jetés si bas.» (Acte Ier, scène XXI.)

Par contre, Csiky est sans pitié pour la noblesse fainéante à laquelle la Hongrie nouvelle impose, comme à tous, le travail.

En face de Darvas se dresse Zátonyi, un personnage abject, qui s'entend à merveille à troquer ses femmes grâce aux « mariages transylvains ». Il y a trente ans, en effet, le divorce se pratiquait très facilement en Transylvanie ; on pouvait l'obtenir au bout de six semaines de mariage. Zátonyi a divorcé d'avec Elsa pour obtenir dix mille florins de son amant qui veut l'épouser. Il se marie maintenant avec une pauvre orpheline, Irène, qu'une aventurière a élevée, mais c'est pour la céder à très haut prix au benêt Timót. Elsa comprend sa spéculation, elle la lui repoche avec une douceur ironique : « Je ne t'en veux pas, je te trouve même plus aimable depuis que tu n'es plus mon mari . . . Tes ancêtres n'ont vendu que leur vin et leur blé, toi, tu vends ta femme pour avoir de l'argent — oh, en tout honneur, par la voie légale. »

« Pour avoir de l'argent, s'écrie Zátonyi, toujours le même reproche ! Mais est-ce ma faute si la vie a des exigences que je ne peux satisfaire qu'avec de l'argent? Est-ce moi qui a créé la société et établi ses lois? A l'âge où les autres enfants sont encore à califourchon sur les genoux de leur père, moi, je chevauchais déjà sur un cheval fougueux à travers les prairies et les forêts de notre domaine, tout en sachant que ce cheval n'était pas encore payé et que ces prairies et ces forêts appartenaient depuis longtemps aux créanciers. Cependant, j'ai vu

que je ne pouvais vivre que de cette façon et les feuilles mêmes de la forêt hypothéquée m'ont chuchoté à l'oreille que celui qui est né seigneur doit vivre en seigneur. Je savais que j'avais un nom, des titres et que je devais les bien porter, mais personne ne m'avait appris comment m'en procurer les moyens. Ces moyens, il me les faut, mon rang m'y oblige ; si je ne les ai pas, je passe pour un drôle. Je suis habitué au luxe, au confort ; ils me sont nécessaires comme l'air que je respire ; et si l'homme qu'on étrangle a le droit de mordre la main de celui qui lui serre le cou, pourquoi n'aurais-je pas le droit de mépriser cette société avec ses idées vulgaires, cette société qui a toujours exigé de moi sans rien me donner, qui a excité mes convoitises sans les satisfaire? Qu'elle soit contente si j'observe ses lois et si je ne me mets pas en conflit avec son Code pénal ; — le reste, c'est mon affaire. » (Acte II, scène V.)

Chaque fois que Csiky met en scène des seigneurs fiers de leur blason, paresseux et dédaigneux des bourgeois qui travaillent, il leur dit de fortes vérités. C'est un signe très caractéristique du théâtre contemporain que le noble y a généralement le rôle ingrat, tandis que le bourgeois pauvre ou enrichi lui est opposé pour le rabaisser. De nos jours, bon nombre de nobles, trop pauvres pour mener la vie de seigneur sur leurs terres obérées, se précipitent vers la capitale, envahissent les bureaux ministériels ou briguent des mandats de députés. S'ils ne réussissent pas dans la politique, ils courent après les dots ou vivent à l'écart en déclassés. Le sujet traité il y a trente ans est ainsi toujours d'actualité. Cependant Csiky, auquel une connaissance intime des classiques grecs et romains a donné le goût de la mesure, nous montre souvent au milieu de ces noires peintures un personnage actif intelligent, qui prévient les généralisations trop hâtives. Ce sont surtout des femmes : la baronne Berthe Héthársy dans *La Famille Stomfay*, et la comtesse Szerémi dans *La grand'mère*. Tous les Stomfay en veulent à Agnès Keresztes, la maîtresse d'Akos, le membre le plus riche et le plus influent de leur famille, qui est entrée dans sa maison comme gouvernante de leur fille, Marguerite. Cette jeune fille doit épouser un de ses cousins, pauvre, vaniteux, plein de préjugés, qui exige qu'Agnès quitte la maison pour toujours. C'est alors qu'une parente, la baronne Héthársy, jadis victime, elle aussi, de l'orgueil nobiliaire redresse les torts des Stomfay ; elle obtient qu'Akos épouse Agnès et Marguerite, instruite des menées odieuses de son fiancé, donne sa main et sa fortune au fils de Lipóczy, un honnête et

brave roturier. La comtesse Szerémi, dans *La grand'mère*, ne pense pas autrement que la baronne Héthársy de ces préjugés nobiliaires qui ont brisé son cœur et poussé au suicide un de ses fils. Elle consent à ce que son petit-fils épouse l'orpheline qu'il aime, bien qu'elle soit une enfant naturelle.

Il n'y a qu'un cas où cette noblesse ne connaisse pas de préjugés : c'est lorsqu'il s'agit de faire un mariage riche. Les rejetons des grandes familles incapables de remplir d'autres fonctions que celles du Comitat dont ils ont eu le monopole pendant des siècles, hostiles à l'armée à cause de son esprit germanique, se voient souvent obligés d'épouser des filles de riches bourgeois ou de Juifs millionnaires. Dans le *Mariage de Cécile*, le jeune baron Ladislas Radnóthy se décide à épouser la fille du grand industriel Gábry, tout en ayant une liaison avec Madame Gerezdy. Le grand-père du fiancé, un noble de l'ancienne école, qui ne transige pas avec l'honneur et vit, simple et retiré, du peu que son fils lui a laissé de sa fortune, dit à son petit-fils, une heure avant son mariage : « Tu vas te lier éternellement à une créature noble qui adore en toi l'idéal de l'homme, et en échange de tant de trésors inestimables — je ne parle pas de la fortune de son père — tu lui donnes un cœur flétri, non — encore pis — un cœur rempli du souvenir d'une autre femme . . . » Le petit-fils réplique que son père a dissipé toute sa fortune ; la misère, la faillite et la honte guettaient la famille : alors il a accepté le marché. « Si vous me jugez indigne de porter votre nom, condamnez-moi. Je ne suis pas un héros romain, je n'ai pas vu la possibilité de faire autrement. »

Dans la réponse du grand-père, nous trouvons le mot qui porte contre cette gentry paresseuse et misérable : « En dehors de la mendicité et de la fainéantise, il y a quelque chose qu'on appelle le travail. » C'est le travail honnête qui lui répugne. Ces jeunes nobles, après avoir fini leurs études juridiques, attendent de l'Etat la manne céleste, les hautes positions qui doivent les tirer d'embarras, mais cette manne n'arrive pas toujours.

Outre le prolétaire intellectuel et le noble décavé, les drames de Csiky nous montrent la misère des petits employés qui ne peuvent pas joindre les deux bouts, celle des hauts fonctionnaires qui, en voulant imiter le grand monde, s'endettent et deviennent la proie des usuriers. L'usure est une des grandes plaies de la

capitale hongroise et Csiky l'a prise souvent comme ressort de l'action dramatique. Il ne faudrait cependant pas croire qu'elle y est exercée par une caste louche qui se reconnaît à son accent et à son origine étrangère. Les usuriers de Budapest sont des hommes très bien vus dans la meilleure société, ils ont des avocats à leur service et n'agissent jamais en personne ; ils font manœuvrer de malheureuses femmes dont c'est le gagne-pain. Deputés, juges de la Haute Cour, conseillers référendaires tombent entre les griffes de ces êtres invisibles.

Misère dorée, une des meilleures pièces de Csiky, montre le sort pénible des fonctionnaires de tous rangs qui doivent lutter avec les exigences de la vie. Gustave Bálnai, conseiller à la Cour des comptes, est acculé à la ruine et n'est sauvé que par l'amant de sa femme ; Antoine Sodró, rédacteur dans un ministère, est aussi la proie de l'usure. Le mobilier du pauvre hère est souvent vendu aux enchères. Sa mauvaise humeur éclate dans cette tirade bien typique :

« Qui pourrait m'aider ? Après vingt ans de service, je suis arrivé à deux mille francs de traitement et à tant de dettes que leurs intérêts dépassent le double de mon traitement. Comment en suis-je arrivé là ? Je n'en sais rien. Personne ne se soucie de savoir comment je me tire d'affaire. L'Etat me donne ses deux mille francs et me dit : tiens ; pour cette somme travaille du matin au soir, nourris bien ta famille, fais donner l'instruction à tes enfants, loue un appartement convenable, souscris une somme assez rondelette pour la fête de ton chef de bureau, ne porte pas de vêtements usés et, avant tout, sois honnête ! — Depuis vingt ans, je vis ainsi aux frais de l'Etat et maintenant que je me suis habitué aux usuriers, aux saisies et aux ventes de mon mobilier, à la misère, vous voulez me secourir ! »

Les caractères de femmes du théâtre de Csiky sont extrêmement variés ; ceux qu'il peint avec le plus de justesse sont des dignes compagnes des nobles fainéants qui dissipent leur patrimoine et ruinent leur entourage. L'attraction de la capitale sur les anciennes familles de province, la corruption due au luxe et à la manie de paraître ont fourni la matière à quelques types très curieux. Le sort des jeunes filles pauvres qui viennent à Budapest pour s'y faire une situation est navrant. *Belles filles* nous présente deux sœurs, l'une, devenue courtisane, l'autre restée honnête, mais persécutée partout à cause de sa beauté, qui cherchent à mettre fin à leur misère dans les flots du Danube.

Les pièces de Grégoire Csiky sont des modèles de forme ; dans toutes on retrouve une technique savante, des expositions claires et lumineuses, des intrigues savamment conduites. Si de nos jours son nom paraît assez rarement sur les affiches des théâtres de Budapest, à tout le moins on peut dire que c'est au profit de ses disciples, parmi lesquels M. Herczeg occupe une place proéminente.

Le talent de M. Herczeg est caractérisé par une grande sobriété dans l'expression, un fond toujours sérieux, une manière impassible d'exposer son sujet. Il a enrichi le théâtre contemporain de quelques pièces qui semblent devoir rester. La première en date, *La fille du Nabab de Dolova*, mérite l'attention à cause d'une peinture des mœurs militaires magyares. Le type de l'officier hongrois avait paru rarement au théâtre. Dans les pièces populaires, on mettait en scène le simple soldat, le hussard, mais presque jamais l'officier, car tous étaient Allemands, hostiles à l'esprit hongrois. Aujourd'hui que la situation a un peu changé, bien des conflits douloureux s'élèvent encore entre le devoir militaire et le patriotisme magyar. Mais M. Herczeg n'a pas regardé la situation de ce point de vue. Il nous transporte chez les hussards, dans un milieu purement magyar. Job, le Nabab de Dolova est ruiné, sa propriété est achetée par Merlin qui voudrait aussi épouser Vilma, la fille de Job. Mais Vilma aime Tarján, un officier de hussards, cœur chaud et brave, qui est pauvre. Il aime la jeune fille. Cependant Merlin ne voit en lui qu'un coureur de dot ; pour en convaincre Vilma, il la poste en un lieu d'où elle entend une conversation dans laquelle, en effet, Tarján recule lorsqu'il apprend la ruine du Nabab. Le vrai motif de cette retraite est l'impossibilité où est l'officier de se procurer la somme réglementaire exigée pour le mariage. Cependant tout le régiment lui en veut, le chef d'escadron le provoque en duel et le blesse grièvement. Tarján trompe la vigilance de sa garde-malade et accourt au château de Job pour s'expliquer. En arrivant, il tombe évanoni. Merlin voit que sa fiancée aime toujours l'officier, il renonce au mariage et laisse les amoureux s'unir.

Quelques années plus tard, M. Herczeg a remporté un très grand succès avec son *Brigadier Ocskay* (1901). C'était au moment où l'on agitait la question du retour des cendres de Rákóczi, retour qui eut lieu en grande pompe en 1906. Tout

ce qui touchait au héros national était alors d'actualité. On fit de nombreuses pièces patriotiques en son honneur, dont bien peu ont une valeur littéraire. Celle de M. Herczeg est très remarquable comme peinture de l'époque ; le souvenir du soulèvement national du début du XVIIIe siècle y revit. Ocskay fut un rude guerrier, un chef vif et habile, mais un aventurier sans principes. Après avoir été un des plus précieux auxiliaires de Rákóczi, il fit défection et passa avec ses régiments dans le camp autrichien. Il fut pris en 1710, jugé et décapité par les Hongrois. M. Herczeg n'a pas voulu faire de ce chef valeureux un traître vulgaire ; il explique son crime par la calomnie de ses ennemis et par les blessures de son amour-propre. La figure d'Ocskay est fièrement campée au premier acte et bien que les actes suivants soient plutôt des tableaux historiques qu'un drame psychologique, l'ensemble laisse une impression profonde et agit fortement sur les âmes.

Ce souffle guerrier est passé tout entier dans *Byzance*, (1) la seule pièce que M. Herczeg ait emprunté à l'histoire étrangère. C'est un tableau puissant de l'antique ville impériale au dernier jour du siège qu'elle eût à soutenir contre les Turcs, en 1453.

L'auteur nous présente une cour corrompue dont tous les membres font défection dès que la fortune devient contraire à Constantin. L'impératrice écrit au sultan pour s'offrir, le patriarche fait ouvrir une des portes de la ville, les hauts fonctionnaires ourdissent un complot contre l'empereur. Il ne lui reste que le chef des mercenaires génois et Herma, une jeune Grecque qui s'est déguisée en homme pour pouvoir rester auprès de lui. La scène la plus pathétique est celle où une ambassade turque composée d'Achmet-Khan, le frère du Sultan, et de son vieux précepteur Kalil, est introduite dans le palais pour demander à Constantin de se rendre. Un sauf-conduit serait accordé à tous ceux qui voudraient suivre l'empereur dans son exil. Et lorsque Constantin demande : « Où le sultan trouvera-t-il des galères en nombre suffisant ? », Kalil lui répond : « Une barque se balance sur la mer de Marmara, elle est assez pour contenir et toi, et tous tes fidèles ». En effet, interpellés directement par l'empereur, un à un tous les hauts dignitaires présents à la scène, font défection. Constantin, dont les yeux

(1) En français dans la *Bibliothèque Hongroise* (Paris, Champion, 1912).

s'ouvrent enfin, prend une résolution terrible. Il fait décapiter Achmet-Khan, et ordonne à Kalil de porter sa tête au camp des Turcs, sachant bien que la colère du sultan sera furieuse et qu'il mettra la ville à sac. Le dernier assaut a lieu peu après, Constantin et Herma meurent sur les remparts, Mahomet donne l'ordre de tuer tous les êtres vivants que renferme cette ville maudite ; l'impératrice et tous les dignitaires attendent dans la grande salle du palais d'être égorgés par les bourreaux.

La muse de M. Herczeg prend aussi quelquefois un visage moins terrible ; il a écrit de délicieuses comédies d'où se dégage un humour sain, rarement mordant ; les scènes en sont brossées à grands traits, et d'un comique irréstible ; des contes ou des symboles très poétiques sont revêtus de la forme la plus élégante, la plus harmonieuse.

Arpad Berczik (mort en 1919) a fait revivre en Hongrie la comédie légère, le premier genre qu'ait cultivé au début du XIXe siècle le théâtre hongrois. Berczik a réjoui de sa verve des générations successives ; son comique n'est pas trop mordant, il ridiculise sans acrimonie les petits travers de la société. Ses pièces sont agencées selon les règles de l'ancienne école ; il est l'héritier de Labiche et de Bisson. Il aime la clarté dans l'exposition, sa langue est pure, sans mélange exotique, son dialogue vif, pétillant, fleuri de calembours. Il aime à placer ses intrigues dans un cadre historique ; dans les *Amours de Himfy*, la scène se passe dans un coin charmant de la société magyare au début du siècle dernier. Dans le *Kouroucz à Paris*, il nous transporte à la cour de Louis XIV et conduit, au milieu des négociations entre le roi et les envoyés de Rákóczi, une intrigue entre un fringant hussard et la marquise de Pomponne ; ou bien dans la *Diète de Presbourg*, nous voyons Marie-Thérèse toujours prête à marier les riches Hongroises avec des nobles autrichiens, mêlée elle-même à une intrigue amoureuse. L'auteur semble vouloir s'amuser à montrer que dans les moments les plus critiques de l'histoire, l'amour ne perd pas ses droits.

Grâce à la fécondité des écrivains dont nous venons de parler, et de ceux d'un autre groupe que nous allons étudier, les théâtres de Budapest peuvent jouer maintenant à peu près trois fois sur cinq des pièces originales. La période d'importation excessive est close ; quelques jeunes écrivains ont même réussi

à faire jouer à l'étranger quelques-unes de leurs pièces, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Ces jeunes forment aujourd'hui un groupe compact et pourvoient les scènes de la capitale de pièces dont quelques-unes ont eu d'éclatants succès.

Ces œuvres n'ont pas toutes de valeur littéraire, mais elles manifestent un esprit nouveau ; elles sont plus accessibles aux étrangers, elles sentent moins le terroir magyar. De ce groupe d'auteurs, à ce qu'il nous semble, deux têtes émergent : ce sont Melchior Lengyel et François Molnár, tous deux en pleine maturité de leur talent. Le premier, Lengyel, dont *Le Typhon* a été représenté en 1911 au théâtre Sarah Bernhard, avait attiré déjà l'attention de l'Académie hongroise. Elle lui avait attribué le prix qu'elle décerne annuellement à la meilleure œuvre représentée sur une scène de Budapest, pour une pièce intitulée *La Postérité reconnaissante,* dont la fable montre quel est le talent d'invention du jeune dramaturge.

Dionyse Ruyder est un esprit original, il est le maître d'un petit cénacle d'esthètes qui boivent ses paroles et le vénèrent comme un apôtre. Ruyder veut faire pénétrer dans le peuple le sentiment artistique et il déclare la guerre à tous les poncifs. Les démocrates de profession lui en veulent parce qu'il fait des conférences au peuple sans la permission du Comité. Sa femme ne le comprend pas ; elle lui en veut de ne s'occuper que de son apostolat et de faire des dettes. Son beau-frère lui reproche vertement de négliger ses intérêts et de signer des billets aux usuriers. Ruyder espère être nommé à la direction de la « Maison des Arts » nouvellement fondée, mais au dernier moment un concurrent peu sérieux l'emporte. Tout son entourage l'abandonne alors, son secrétaire dévoué entre au service de son adversaire. Il n'y a qu'Ida, sa maîtresse, qui lui reste fidèle. Dégoûté de tant de bassesse, Ruyder emprunte une forte somme et quitte Budapest sans rien dire à personne. On le croit mort. Quatre ans se sont passés. Les anciens amis du philosophe et sa femme ont formé une société pour exploiter sa gloire posthume.(1) Cette société édite ses œuvres, lui érige des monuments et prêche partout ses idées. Pendant ce temps, Ruyder a vécu en Sicile. Un beau jour il revient pour chercher

(1) La pièce de Lengyel date de 1907. Nous tenons à le dire à cause de la similitude de situation avec *Pour vivre heureux,* la pièce de MM. Rivoire et Mirande, représentée au Théâtre de la Renaissance en 1911.

sa maîtresse et son enfant. Grande stupéfaction des exploiteurs de sa renommée qui sont terrifiés par la crainte d'un scandale. Le dramaturge fait ici preuve d'une grande pénétration psychologique en nous montrant les bassesses dont cette bande est capable pour se débarrasser de Ruyder. Ne le fait-elle pas filer par des détectives, n'est-elle pas prête à le faire déclarer fou s'il ne veut pas s'en aller ! Las de tant d'intrigues, le penseur renie ses anciennes doctrines, traite ceux qui exploitent ses idées de charlatans, et part finalement avec sa maîtresse, sur la promesse d'une rente annuelle qu'il touchera loin de son pays. Les exploiteurs restent maîtres du terrain et continuent leur besogne qui les enrichit.

Non moins âpre est la pièce intitulée *Idylle villageoise*. C'est une satire amère de la vie municipale dans les petites localités. Lengyel dévoile sans hypocrisie les plaies de cette organisation d'un autre âge ; il jette un jour cru sur cette vie mesquine, faite de médisances et de bassesses, et montre l'influence néfaste qu'elle exerce même sur les âmes bien nées. En Telekes, il peint le petit potentat, administrateur en chef de tous les services, qui dépense plus qu'il ne gagne, qui se laisse suborner pour présenter certains canditats aux fonctions administratives, poussant ainsi au suicide ceux qui auraient dû les avoir. Sa femme, instruite, élevée à l'étranger, est d'abord choquée de cette bassesse, puis est comme pénétrée de cette atmosphère pestilentielle et s'adapte à ce monde où la bêtise et la canaillerie se couvrent hypocritement du voile du patriotisme.

Le trait caractéristique des pièces tout à fait contemporaines est l'énergie avec laquelle elles attaquent la société actuelle.

D'un genre tout autre sont les comédies fines et spirituelles de M. François Molnár. Son *Diable*, qui date de 1907, a été représenté dans plusieurs capitales de l'Europe et dans de nombreux théâtres américains. A un esprit d'une qualité tout à fait rare, M. Molnár joint une science de la technique théâtrale et une profondeur psychologique remarquables. L'auteur demande simplement au public d'admettre que son personnage énigmatique du Diable ait pu s'introduire chez le peintre Jean, pour lui avoir une fois sauvé la vie. Yolanthe étant jeune fille était pauvre et aimait Jean, mais un millionnaire lui a demandé

sa main et elle l'a épousé. Jean est devenu célèbre, il est l'ami de la maison, il voue un culte à Yolanthe. Et cela dure depuis six ans. Ce n'est que maintenant que Yolanthe se décide, sur la prière de son mari, à faire faire son portrait par Jean. Ils sont en tête-à-tête dans l'atelier et Yolanthe se prépare à poser, lorsque d'un fauteuil caché surgit la figure du Diable. Il a quelque chose de méphistophélique dans la physionomie, mais il se présente comme un homme du monde. Il se met à taquiner Jean et Yolanthe, mais il a tant de bon sens et d'esprit qu'ils l'écoutent avec plaisir. Il lit dans leur cœur et les trouve bien nigauds de s'aimer et de ne pas se donner. Yolanthe est scandalisée de cette liberté, Jean est tellement exaspéré qu'il veut tirer sur lui, mais, avec adresse, le Diable se fait accepter et Yolanthe l'invite à une soirée qui aura lieu chez elle. Dans les actes suivants, le Diable, usant de sa ruse, débarrasse Jean de deux femmes encombrantes qui sont amoureuses de lui, dicte à Yolanthe une lettre pour Jean dont le début équivaut à un congé et qui finit par une déclaration brûlante. Prise de remords, elle vient reprendre dans l'atelier, avant qu'elle ne soit ouverte, cette lettre compromettante, et c'est alors que, suivant le penchant de son cœur, que le Diable a deviné dès le début et dirigé suivant le vœu du peintre, qui n'osait pas avouer son amour, elle se jette dans les bras de Jean.

Une intrigue originale a fait également la fortune de la dernière pièce de M. Molnár : *le Garde du Corps.* Les principaux personnages sont un acteur et une actrice. Ils sont mariés depuis quelque temps, lui est toujours épris, elle qui traîne un passé orageux derrière elle, commence à se dégoûter de lui. Quand le soir arrive, elle joue du Chopin et s'enfouit dans ses rêveries. Lui, qui l'observe, remarque que sa femme a un penchant pour les officiers de haute noblesse qui commandent la garde impériale et royale. Pour se convaincre de l'inconstance de sa femme, il se fait faire un brillant uniforme, disparaît sous le prétexte d'un voyage de quelques jours, puis se présente à elle sous l'aspect d'un bel officier de la garde. Ici, il faut que le public admette que l'actrice ne reconnaît pas son mari ; car elle ne le reconnaît pas ou feint de ne pas le reconnaître et lui donne un rendez-vous pour le lendemain dans sa loge à l'Opéra.

Au deuxième acte, le décor et la mise en scène contribuent beaucoup à produire ces «effets» exraordinaires que l'auteur

vise dans toutes ses pièces. On voit le théâtre et on entend en sourdine la musique sensuelle et captivante d'un opéra de Puccini, et pendant ce temps la conversation se poursuit entre l'actrice accompagnée de sa duègne et le fringant officier. Le dialogue est spirituel et le jeu de scène d'un comique irrésistible. Tant que l'actrice résiste, le *mari* exulte, dès qu'elle cède, sa figure s'assombrit. Finalement elle lui accorde un rendez-vous pour le lendemain.

Au troisième acte, l'actrice est toute occupée à se préparer pour recevoir l'officier, lorsque l'acteur rentre de son petit voyage. Il sait pertinemment qu'un officier est venu pendant son absence et tout en faisant des reproches à sa femme, il déballe ses effets. L'un après l'autre il sort l'équipement de l'officier, son casque, ses moustaches. L'actrice reste d'abord interdite, mais elle se ressaisit vite. Elle se moque de son mari et lui dit qu'il n'est qu'un nigaud. Dès le premier moment, elle l'a reconnu, elle s'est amusée à ses dépens dans la loge et, au fond, elle l'aime toujours. Le mari est blessé dans son amour-propre d'acteur d'avoir été reconnu, mais comme mari il se résout à la croire sur parole, car « que n'aurais-je dû croire, dit-il, si par hasard elle m'avait trompé avec un autre ? »

Ces analyses peuvent au moins faire comprendre quels sont les moyens grâce auxquels M. Molnár obtient ses succès, et pourquoi ses pièces sont jouées à l'étranger. C'est la trouvaille scénique, le dialogue étincelant et spirituel qui leur fraye le chemin.

Il nous reste à dire quelques mots de la *pièce populaire*, cultivée depuis très longtemps en Hongrie. Elle doit son origine au mouvement démocratique qui s'est dessiné vers 1840. Ce qui fit surtout le succès de ces pièces, ce sont les chansons populaires qui s'y trouvent intercalées ; (1) la poésie lyrique devient l'auxiliaire de l'art dramatique en faisant comprendre l'état d'âme des personnages. Grâce à une actrice, Mme Louise Blaha, surnommée « l'alouette nationale », ce genre eut de tels succès que l'on construisit, en 1875, un théâtre spécial pour lui. Puis cet engouement passa, le public se lassa des paysans endimanchés des drames villageois. Un écrivain de grand talent,

(1) Voy. sur la chanson populaire hongroise, les études de Dora d'Istria et de Sayous, *Revue des Deux Mondes*, 1er août 1870 et 15 août 1872.

Géza Gárdonyi, a fait tout récemment un essai pour rajeunir ce genre et lui infuser un sang nouveau. Sa pièce, *Le Vin* (1901) tirée d'une de ses nouvelles obtint un franc succès. Il a supprimé les chansons populaires et n'a pris comme personnages que des paysans. L'action est peu de chose, toute la beauté de la pièce vient de la couleur locale et de l'analyse psychologique.

Un paysan, Eméric Baracs, a promis à sa femme et à sa belle-mère de ne plus boire, car le vin le rend sauvage et querelleur. Un de ses frères a été emprisonné pour avoir battu, étant en état d'ébriété, un de ses compagnons. Il a fini sa peine et pour fêter sa libération, il veut qu'on boive un verre. Baracs veut le suivre, se dispute avec sa femme et finalement la bat. Elle se sauve avec sa mère chez un oncle dans le village voisin, et le ménage est détruit. L'auteur nous montre alors, avec une lenteur qui caractérise le paysan magyar, la réconciliation grâce à l'enfant. Il y a là quelques scènes d'une fine observation.

Un jeune écrivain, M. Sigismond Móricz, suit aujourd'hui les traces de Gárdonyi. Sa pièce *Sarah, le juge,* et les trois tableaux qu'il a réunis sous le titre *Village* sont d'un réalisme encore plus complet : pour serrer le réel de plus près, M. Móricz fait parler ses paysans dans leur jargon qui contient des termes incompréhensibles au vulgaire qui n'a pas étudié le Dictionnaire des patois qu'a édité l'Académie hongroise. Il y a là un danger sérieux dont les jeunes auteurs feront bien de s'inquiéter.

III.

Le roman, comme la poésie, a vécu longtemps de souvenirs nationaux ; sa première forme fut romantique, mais sans trop d'emphase et quelquefois avec un sens très aigu des problèmes historiques et politiques. Maurice Jókai, le représentant le plus complet de cette époque a dépeint la société magyare du XIXe siècle, telle qu'elle vivait sur ses terres « au bon vieux temps », puis son élan vers la liberté au moment de la Révolution, son oppression pendant le régime réactionnaire, avec un beau talent d'invention, un humour vraiment magyar, des couleurs chatoyantes, mais en somme une assez faible observation psychologique.

Les romanciers contemporains ont suivi une toute autre voie. C'est avec un réalisme minutieux qu'ils s'attachent à décrire la société qui les entoure, et particulièrement les nouvelles classes sociales issues du Compromis de 1867. Ici, comme au théâtre, les écrivains aiment à opposer la noblesse décadente au bourgeois, à l'ouvrier probe et persévérant qui gravit un à à un les échelons de la société et s'élève par ses propres forces. C'est surtout la petite noblesse, la *gentry* qui est considérée par eux comme une puissance déchue. Cette *gentry* a joué en Hongrie un rôle historique : elle était le pilier de la société magyare au temps où toutes les fonctions du comitat lui étaient réservées. Son rôle national alors était salutaire : elle s'opposait de toutes ses forces à la germanisation complète que Vienne a tentée pendant des siècles, elle mettait un frein aux convoitises des bureaux viennois qui auraient voulu réglementer la Hongrie comme les autres provinces, elle conservait pieusement les cadres de l'ancienne administration locale qui rendait impossible toute centralisation. Mais à côté de ces mérites, quelle étroisse de vues sociales ! Quelle vexation des serfs et quelles résistances à leur libération qu'on ne put obtenir qu'en 1848 ! De quel poids mort la *gentry* ne pesait-elle pas sur les délibérations des Diètes après 1825, lorsque les hommes politiques s'efforçaient de transformer le vieil Etat féodal en un Etat moderne !

Avec le Compromis et la centralisation progressive qui en fut la conséquence, cette classe a perdu de son importance, mais elle est encore assez puissante pour prêter le flanc aux critiques. Les romanciers contemporains nous peignent souvent le conflit tantôt latent, tantôt ouvert entre ces « fossiles » et la société en voie de transformation.

I. KONT.

(La fin au prochain numéro.)

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La question de l'emprunt domine actuellement notre politique extérieure. Même les séances de l'Assemblée Nationale ont été ajournées, pour que le gouvernement puisse entièrement se consacrer aux négociations préparatoires qui ont lieu à ce sujet, en collaboration avec les délégués de la Société des Nations, arrivés à Budapest le 5 novembre. Les pourparlers de nos ministres, MM. le comte Bethlen et Daruváry avec M. Benès et les autres représentants de la Petite Entente, ont fini par créer cette atmosphère qui soit propice aux négociations de ce genre, en même temps qu'au règlement de toutes les questions pendantes entre la Hongrie et ses voisins.

C'est la décision de la Commission des Réparations, datée du 17 octobre 1923, qui peut être considérée comme point de départ des négociations devant aboutir à la contractation de l'emprunt. Voici le texte de ce document d'une portée décisive : « La Commission des Réparations étant disposée en principe à envisager ultérieurement une levée des privilèges sur certains biens et ressources de la Hongrie, en vue de permettre, avec le concours de la Société des Nations, la reconstruction financière de la Hongrie, invite la Société des Nations à élaborer d'accord avec les pays intéressés, un plan à cet effet et désigne M. Bougniols pour collaborer en qualité de représentant du service financier de la Commission des Réparations avec le secrétariat de la Société des Nations quand celui-ci procédera aux études préparatoires. Ce plan comporterait un contrôle exercé par la Société des Nations auquel seraient associés les États créanciers de la Hongrie par le moyen d'un comité dont les membres seraient nommés par la Commission des Réparations. Il est entendu que ce plan, une fois transmis par la Société des Nations, serait examiné par la Commission des Réparations en vue de prendre les décisions nécessaires. Il est de plus entendu, quoique la priorité puisse être envisagée pour le premier emprunt, que l'arrangement ne devrait pas exclure l'éventualité que le produit d'un emprunt ultérieur puisse être affecté, en tout ou en partie, aux Réparations. »

On peut seulement regretter que M. Ossucky, ministre de Tchécoslovaquie à Paris, ait saisi l'occasion de cette décision, pour

faire, au nom de la Petite Entente, des déclarations qu'avec la meilleure volonté du monde on ne saurait qualifier comme émanant d'une inspiration heureuse. Il s'agit, entre autres, du discours prononcé par S. A. S. le régent à Karczag que M. Ossucky avait jugé bon de citer comme preuve de l'esprit belliqueux qui règne en Hongrie, bien que les explications données par le gouvernement hongrois à la suite de la démarche qu'ont faite les représentants de la Petite Entente à Budapest, aient été accueillies comme tout-à-fait satisfaisantes par ces derniers. Quant à la fabrication clandestine de canons et de munitions à laquelle le ministre de la Tchécoslovaquie fit également allusion dans ses déclarations, il s'agit évidemment d'une déformation de certains faits qui ont été éclaircis déjà au cours des pourparlers qu'eurent les ministres hongrois à Genève avec M. Benès et ses collègues. Il est vraiment difficile de s'imaginer quelles pouvaient être les raisons qui déterminèrent le représentant tchèque à Paris à faire ces déclarations étranges, si en opposition non seulement avec la vérité, mais avec ses propres propositions où il demandait à la Commission des Réparations de voter à l'unanimité le projet relatif à l'emprunt hongrois.

Du reste, M. Benès n'a pas manqué non plus de mêler une note quelque peu dissonante dans les relations plus amicales qui commencent à s'établir entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Dans son exposé au Parlement de Prague où il a rendu compte des pourparlers de Genève, le ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie a mentionné, entre autres, la question des soi-disant « émigrés » viennois, en disant qu'il serait souhaitable que l'esprit démocratique (genre Károlyi, naturellement) représenté par l'opposition, prît une plus large part dans le régime de la Hongrie.

Il va sans dire que le comte Bethlen, président du Conseil hongrois, tout en se félicitant de la nouvelle tendance qui se manifeste de la part de la Tchécoslovaquie et, en général, de la Petite Entente, à aider la Hongrie dans ses efforts de reconstruction, s'est vu obligé de protester contre toute velléité d'intervenir dans les affaires intérieures de notre pays. « Je suis complètement d'accord avec M. Benès — a-t-il dit — quand il déclare que des Etats voisins et qui ont besoin les uns des autres doivent suivre une politique empreinte de loyauté et de correction, sur la base d'un accord réciproque.

« Je vois cependant avec regret que bien qu'il ait déclaré de nouveau son intention de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Hongrie, — ce que d'ailleurs nous devrions repousser de la façon la plus énergique — M. Benès a jugé nécessaire de toucher à des questions de politique intérieure hongroise, et notamment à des questions de partis.

« Je ne voudrais pas m'engager dans une polémique, mais, en ce qui concerne les allusions contenues dans le discours de M. Benès à la question des « émigrés » de Vienne, je dois rappeler quel est mon point de vue, que j'ai déjà défini à maintes reprises, et suivant lequel la question de savoir si tel ou tel « émigré » a enfreint ou non les lois qui sont en vigueur en Hongrie, et par conséquent peut ou non revenir

impunément en ce pays, doit être, en chaque cas particulier, décidée par le tribunal hongrois compétent. »

Nous n'avons rien à ajouter à ces paroles du président du Conseil hongrois. Personne n'est persécutée pour ses opinions politiques dans la Hongrie d'aujourd'hui. Tout dernièrement, quelques partisans de Károlyi ont osé jusqu'à célébrer, dans un banquet, même les « conquêtes » de la révolution dite d'octobre. Or, tous ceux qui, parmi les soi-dïsant émigrés, se sont rendus coupables de délits vulgaires, ne peuvent naturellement pas prétendre à jouir d'immunité sous prétexte de représenter « l'esprit démocratique ». Quoiqu'il en soit, on ne saurait rendre un plus mauvais service à ces « émigrés » qu'en cherchant à liquider cette question, si question y a, par l'intervention de quelque facteur étranger. Dans ce domaine, comme dans tout autre de la politique intérieure de la Hongrie, nous ne tolérerons aucun empiètement sur les quelques droits dont la possession nous a été laissée intacte par le « traité » de Trianon.

Pour revenir à la question de l'emprunt international, il ne nous reste qu'à enregistrer le succès incontestable remporté par le gouvernement hongrois : la commission déléguée de la Société des Nations qui vient d'arriver à Budapest, avec, en tête, M. Bougniols, représentant du service financier de la Commission des Réparations, est une preuve évidente que l'affaire est sur la voie de la réalisation. Si tous les indices ne nous trompent, l'émission de l'emprunt hongrois peut être considérée comme assurée.

SPECTATOR.

Le Rédacteur en chef et gérant :
G. DE HUSZÁR.

LE MORT DE MADEIRE

Tel est le titre d'un ouvrage que M. le baron Charles de Werkmann, dernier secrétaire intime de Sa Majesté Charles IV, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, vient de publier. Cet ouvrage, originairement paru en allemand, est en train d'être traduit en plusieurs langues et c'est à propos de l'édition hongroise [1] que nous entendons nous en occuper.

La fin tragique de Charles IV est encore dans toutes les mémoires. On se rappelle sa dernière tentative malheureuse d'occuper le trône de ses ancêtres, tentative condamnée à échouer à cause de certaines raisons de politique intérieure en Hongrie et de l'attitude de la Petite Entente, laquelle ne manquait pas d'être sontenue, en cette occurrence, par les grandes puissances, toujours fortes et unies quand il s'agit de sévir contre le faible. Si, après son premier fiasco en avril 1921, lorsque la situation était cependant beaucoup plus favorable, tant au point de vue de la politique intérieure hongroise qu'à celui de la politique internationale — la Petite Entente n'existait pas encore — pour une restauration, notre monarque infortuné devait rentrer en Suisse, les ailes non brisées encore : le deuzième échec, suivi de son exil à l'île de Madeire, avait déjà beaucoup contribué aux tribulations qui furent aussi la cause de sa mort prématurée.

M. de Werkmann nous donne un tableau saisissant des événements qui se passèrent à Schönbrunn, à Vienne et en Suisse, autour de l'empereur et roi, jusqu'à ce dénouement tragique.

Il débute par l'histoire de ces jours critiques où la monarchie austro-hongroise commence à s'effondrer, en novembre 1918. C'est, en effet, de cette époque que date le calvaire de Charles

[1] Karl Freiherr von Werkmann : *A madeirai halott.* (Verlag für Kulturpolitik, München, 1923.)

IV. La nuit qui suivit la défection des Bulgares et des Turcs, le trouve déjà au milieu des soucis de l'avenir de son trône. La propagande ententiste — propagande qui, comme on sait, fut surtout fomentée parmi les nationalités de Hongrie et d'Autriche — porta enfin ses fruits et la supériorité numérique des forces italo-franco-anglaises, si puissamment accrues par l'entrée en guerre de l'Amérique de Wilson, entrée en guerre énigmatique pour nous aujourd'hui encore, finit aussi par se faire valoir. En un mot, le jour de la « victoire » du droit, de la justice et de la civilisation, si ardemment désirée et si fatale pour le monde eniter, commença à poindre.

Voyant que Tchèques, Croates et Polonais désertent son armée ; qu'en Hongrie Károlyi et ses adeptes, victimes de la phraséologie trompeuse des « démocraties de l'Occident », sapent les fondements de l'Etat hongrois en préparant leur ridicule république populaire et en dissolvant l'armée qui seule eût été capable de repousser l'invasion de l'ennemi ; voyant qu'en Autriche, le parti social-démocrate, également berné par le bourrage de crâne des Alliés sur « la liberté des peuples », se préparait aussi à proclamer « la république » — une république sans républicains, comme le dit très bien Werkmann — : Charles IV déploya une énergie peu commune pour sauvegarder ses droits de monarque. Malgré les instances et les menaces des Dr. Renner et Bauer, il refusa d'abdiquer et ne se résigna à quitter l'Autriche que lorsqu'il fut menacé d'être interné. Le 24 mars 1919, il partit d'Eckertsau pour chercher asile en Suisse.

Ces antécédents du séjour à Wartegg, Prangins et Hentenstein, M. de Werkmann les met en lumière avec une objectivité qui mérite tous les éloges. Il esquisse très bien les intrigues qui se nouent autour de Charles IV, intrigues où les aspirations des monarchistes autrichiens, hongrois, croates avaient leur part, bien que la presse social-démocrate des Etats successeurs et, à sa suite, la presse des démocraties occidentales — en tant qu'elle s'opposait à une restauration des Habsbourg — eût beaucoup exagéré (c'était une habitude qu'elle avait prise durant la guerre) les « menées de la propagande » en faveur de cette dynastie.

L'auteur nous raconte aussi beaucoup de choses intéressantes sur les rapports austro-allemands ; il nous montre

Charles IV, encore héritier du trône, en opposition avec les dirigeants de l'Etat-major allemand sur plusieurs point de la guerre et, surtout, de la paix. Charles IV comme empereur et roi prétendait à être plus indépendant vis-à-vis de ses alliés, il était contre la campagne sous-marine et s'opposait aux tendances allemandes de «révolutionner» la Russie ; en général, il s'efforçait — hélas ! sans succès — à abréger la tuerie mondiale. M. de Werkmann, initié à beaucoup de détails cachés à la plupart de ceux qui jouèrent un rôle dans les événements d'alors, a le mérite de nous donner des indications inédites sur l'histoire de cette époque si mouvementée de la dynastie et des pays interessés au sort des Habsbourg.

Il met fin à beaucoup de légendes défavorables répandues sur le compte de l'empereur-roi et de sa famille. Il caractérise d'une main sûre les personnages de la cour, et ses précisions sur les compétences de chaque membre de l'entourage du monarque sont remarquables par leur exactitude. On ne peut lire, sans être profondement touché, l'image qu'il peint de l'impératrice et reine Zita. La grandeur d'âme de cette souveraine et mère modèle force l'admiration de tout homme loyal, qu'il soit légitimiste ou non. Il est à l'honneur de M. de Werkmann, qui pouvait se vanter de vivre dans l'intimité de Charles IV et de sa famille, qu'il possède la vertu de s'abstenir de toute flatterie ; même lorsque la vérité l'oblige de louer, il reste sobre et mesuré, non sans être éloquent. En général, cet homme qui fut au soldat, sait manier la plume et quoique la plupart des tableaux de l'histoire moderne qu'il développe devant nous, soient déjà assez captivants en eux-mêmes, l'art d'écrire de l'auteur y ajoute un charme peu commun. Il est vrai que sa tâche est beaucoup facilitée par le fait que son héros, l'empereur et roi Charles, est un des personnages les plus sympathiques de l'histoire de nos jours.

Les passages de l'ouvrage de M. de Werkmann où il tâche de démêler les raisons psychologiques qui devaient déterminer l'empereur-roi à quitter son exil pour tenter la restauration, sont dignes de toute attention et élucident beaucoup de points obscurs jusqu'ici. L'Angleterre et le Vatican avaient mis en garde Charles IV contre toute tentative prématurée de rentrer en Hongrie ; par contre, l'empereur-roi était encouragé par certains milieux français. M. Werkmann arrive à la conclusion

que la première tentative était mal préparée ; en quoi il n'a pas tort. Il nous semble aussi qu'il a raison lorsqu'il émet cette opinion que devant le « fait accompli », la France et à sa suite l'Entente se seraient très probablement inclinées. Il cite l'exemple de Constantin, qui était rentré dans son pays, malgré le veto formel du gouvernement français. A vrai dire, le cas du roi de Grèce était, à plus d'un point de vue, assez différent de celui de notre monarque ; où l'analogie du sort de ces deux souverains si dignes d'admiration respectueuse devint malheureusement très frappante, ce fut par la mort si tragique en terre étrangère . . .

Rentré en Suisse, l'empereur-roi eut beaucoup de tracasseries avec les autorités suisses qui s'avisèrent de vouloir lui interdire le séjour sur le territoire de la république helvétique. A leurs yeux, Charles IV, qui ne cherchait qu'à faire valoir ses droits légitimes, était un « perturbateur de la paix », de cette paix qui n'existe nulle part, puisque les traités dictés par les puissances qui s'opposèrent à l'avènement de Charles IV en Hongrie, l'ont définitivement enterrée dans les faubourgs de Paris, en 1919 . . . Mais ce fut en vain qu'on cherchait un autre asile pour l'empereur-roi et sa famille ; aucun pays ne voulut prendre sur soi la responsabilité de donner l'hospitalité à ce monarque qui n'avait aucune part dans le déchaînement de la guerre et, durant son court règne, n'eut qu'un désir : rendre la paix aux peuples du monde.

Ce même désir fut aussi pour beaucoup dans sa première, comme dans sa deuxième et dernière tentative de regagner son trône. Il était convaincu — dit de Werkmann — que seule sa présence pouvait amener la consolidation intérieure de la Hongrie et que ses devoirs de roi apostolique lui commandaient de risquer tout pour réussir. L'empereur-roi disait lui-même à M. de Werkmann : « Sachez-le bien. Je retournerai encore une fois en Hongrie : car le pays ne saurait guérir, ni se relever tant qu'il y aurait des partis royalistes et anti-royalistes. Si vous aviez vécu tout ce que jai vu et entendu en Hongrie, vous comprendriez que c'était le devoir du souverain de sauver le pays des discordes. On me conseille de rendre à la Hongrie ce qui lui manque. Or, c'est moi-même. Eh bien ! il en sera ainsi. Je le ferai avec plaisir, parce que la nostalgie de la patrie s'est emparée de moi. »

Il n'y a rien de plus émouvant que le dernier chapitre du livre de M. de Werkmann où il nous raconte la bataille honteuse livrée contre le roi, sa capture et son exil à Madeire. L'auteur invoque l'Histoire, qui sera appelée à porter un de jugement sur tous ces événements trop près de nous pour pouvoir les juger en toute impartialité. Nous aussi, nous en appelons à l'Histoire, sans nier cependant que notre opinion personnelle soit déjà faite à ce sujet. En tout cas, nous souscrivons aux paroles de M. Renauld qu'on peut lire dans l'article que nous publions de lui dans ce même numéro (voir page 217) de la *Revue de Hongrie :*

« La république française et ses Alliés se sont couverts d'opprobre en laissant mourir Charles IV dans la misère, à Funchal, près Madeire » ; « il mourut en pleine jeunesse, de l'insalubrité du climat et de la misère dans laquelle l'Entente le laissa, en le privant du nécessaire, lui, sa femme et ses sept enfants en bas âge !

« Nous le répétons : en agissant ainsi envers ce Prince malheureux, les Alliés se sont couvert d'ignominie.

« Victime innocente de la guerre, marqué du signe des êtres de propitiation, Charles IV est mort pour les coupables de la Tuerie mondiale pendant qu'ils plastronnaient en liberté...»

Très impressionnant est dans l'ouvrage de M. de Werkmann le récit de la mort et des funérailles de l'empereur et roi jadis si puissant, loin de sa patrie, loin de ses peuples qui l'aimaient et l'auraient vu si volontiers monter sur le trône . . . « Je ne crois pas, dit notre auteur, que dans ces jours tristes les peuples étaient avec leurs gouvernements. Aucun peuple ne l'était. Le peuple hongrois pas plus qu'un autre. Cela, tout le monde le savait. » Il a raison, mais — hélas ! — ce ne sont pas les peuples qui disposent, et cela malgré la victoire des Alliés qui, entre autres, luttaient pour l'auto-disposition des peuples . . .

Pour finir, disons encore que l'ouvrage d'une si attrayante lecture du secrétaire intime de feu sa Majesté compte parmi les mémoires d'après-guerre les plus remarquables. Il contient une foule de documents précieux et inconnus sur l'histoire des années 1918—22, il est indipensable à tous ceux qui entendent puiser leurs informations de première source sur les événements de cette époque.

G. DE HUSZÁR.

LA POLITIQUE FRANCO-RUSSE BALKANIQUE ET LE RAPPROCHEMENT AVEC L'AUTRICHE-HONGRIE

— Contribution à l'histoire des origines de la guerre.[1] —

Politique belliqueuse de M. Poincaré dans les Balkans, de 1912 à 1913.

La situation dans les Balkans, bien que plus calme, est toujours incertaine. Elle se maintiendra sans troubles jusqu'à l'automne de 1912.

La Russie n'a pas renoncé à Constantinople, et l'Autriche convoite toujours Salonique ; quant à M. Iswolsky, il n'a pas pardonné à M. d'Aehrenthal qui l'a dupé ; il lui a si peu pardonné qu'il entend prendre sa revanche ; mais la Russie ne peut rien sans son Alliée la France ; or, la France, M. Pichon l'a prouvé, ne veut pas se battre pour la Serbie.

Il importe donc, pour la Russie, de modifier la manière de voir de la France, d'y créer un état d'esprit.

Quel Ambassadeur russe s'en chargera ?

M. Iswolsky, qui désire à la fois l'expansion de son pays dans les Balkans et se venger de M. d'Aehrenthal, pensant avec raison que l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, donne sa démission de Ministre des Affaires Étrangères de Russie, installe à sa place une de ses créatures, M. Sazonoff, et se fait nommer Ambassadeur de Russie en France (fin de l'année 1910) où il va se consacrer tout entier à sa mission : obtenir du Gouvernement Français son appui diplomatique et

[1] Ce chapitre, très significatif du point de vue des antécédents de la guerre, est tiré de l'ouvrage déjà cité : *1914—1919. Histoire populaire de la guerre* (Paris, Tolra, 1923), par M. Ernest Renauld. Voir le n° du 15 mai 1923 de la *Revue de Hongrie*.

au besoin militaire, en faveur de la Politique russe dans les Balkans.

M. Iswolsky ne tardera pas à trouver en M. Poincaré, devenu Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères, le 14 janvier 1912, un partisan et un serviteur de cette Politique.

Au printemps 1912, en effet, M. Poincaré dit à notre Ambassadeur à Berlin, M. Cambon :

Le Gouvernement Allemand cherche avec une insistance inlassable un rapprochement avec la France, ce qui ne pourrait se faire que dans le cas où il nous rendrait l'Alsace-Lorraine. Si nous acceptions semblables propositions, nous nous fâcherions avec l'Angleterre et la Russie et nous perdrions tous les bons résultats obtenus, grâce à la bonne Politique que la France a suivie depuis de longues années. (1)

Je ne commenterai pas. Le lecteur appréciera cette Politique de M. Poincaré, en opposition avec celle de Gambetta et Jules Ferry, c'est-à-dire en opposition avec la tradition du parti républicain.

M. Lalance a établi, en effet, dans ses *Souvenirs*, que Gambetta désirait résoudre pacifiquement la question d'Alsace-Lorraine par un rapprochement franco-allemand.(2)

Moins de deux mois après la constitution du Cabinet Poincaré, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce contractèrent à Sofia, le 29 février 1912, le 29 avril 1912, le 16 mai 1912 et le 22 septembre 1912, des Conventions en vue d'une action militaire commune contre la Turquie.

En mars 1912, le Tsar avait d'ailleurs déclaré au Prince héritier, Alexandre de Serbie :

Maintenant, les aspirations de la Serbie, au point de vue de l'Autriche, recevront bientôt satisfaction.

M. Poincaré a prétendu dans *La Revue de la Semaine* du 25 février 1921, qu'il ignora les Conventions serbes, bulgares, grecques et monténégrines contre la Turquie jusqu'au mois

(1) *Tableaux Comparatifs de l'Histoire*, par Guillaume II.

(2) Si Guillaume II avait eu plus de patience, il aurait connu une Politique de rapprochement franco-allemand qui aurait conjuré la guerre, la Chambre des Députés, élue en avril-mai 1914, étant, en très grande majorité, favorable à cette Politique.

Radicale-Socialiste, la majorité avait, en effet, pour chef, M. Joseph Caillaux.

d'août 1912, date à laquelle il se rendit en Russie, où il prit connaissance des Conventions en question; seulement, M. Poincaré nous dit aussi que, le 10 avril 1912, M. Sazonoff, lui avait fait « recommander à Paris un projet d'emprunt Bulgare de 180 millions et se portait garant des intentions pacifiques de la Bulgarie; que M. Iswolsky lui avait parlé, pour la première fois, d'un rapprochement entre la Serbie et la Bulgarie, par suite des Conventions secrètes du 29 février 1912; enfin, que M. Sazonoff avait demandé plusieurs fois quelle serait l'attitude de la France au cas où un conflit éclaterait en Orient? »

M. Poincaré n'ignorait donc pas, au mois d'août 1912, les Conventions dont MM. Sazonoff et Iswolsky lui avaient parlé dès le 10 avril précédent, Conventions contractées à l'instigation de la diplomatie russe, comme M. Poincaré est obligé de l'avouer, — pour dépecer la Turquie.

Que si nous admettons que M. Poincaré ignorait ces Conventions, cela prouve le peu de sincérité de notre Alliée la Russie, qui agit à notre insu et peut nous entraîner à la guerre; mais comment M. Sazonoff aurait-il demandé à M. Poincaré « quelle serait l'attitude de la France au cas où un conflit éclaterait en Orient », si M. Poincaré avait ignoré et l'existence des Conventions balkaniques et la nature de ces Conventions?

M. Poincaré était donc parfaitement au courant, quoiqu'il prétende le contraire, et parce qu'il prétend le contraire: la Vérité et M. Poincaré sont rarement d'accord...

Dans le Cabinet de M. Sazonoff (août 1912) M. Poincaré parle de la Convention Serbo-Bulgare et s'écrie: « *Mais c'est là une Convention de guerre!* » (1)

M. Sazonoff en convient; mais il est un fait dont ne parle pas M. Sazonoff à M. Poincaré, c'est qu'il cachait la vérité à notre Ambassadeur à Pétersbourg, M. Georges Louis, qui travaillait au maintien de la paix.

M. Poincaré revient en France, met ses collègues du Ministère au courant de la situation et tente, dit-il, tous les moyens pour éviter que la guerre n'éclate dans les Balkans.

(1) Conférence Poincaré du 25 février 1921, pages 391 et 393 de la *Revue de la Semaine*.

De fait, M. Poincaré publie dans sa conférence du 4 mars 1921 et dans le *Livre Jaune* sur les affaires balkaniques en 1912, une série de Documents diplomatiques portant sa signature et qui tous établissent qu'il a observé, en 1912, une Politique de paix ; mais ces Documents laissent l'impression d'un dossier savamment préparé par un avocat retors pour sa justification éventuelle ; car en même temps qu'il rédige des Notes pacifiques qui resteront au Ministère des Affaires Étrangères comme preuves de son pacifisme, M. Poincaré parle et écrit à M. Iswolsky un tout autre langage, sans prévoir que la Révolution éclaterait en Russie et que les pensées belliqueuses du Ministre des Affaires Étrangères français (Poincaré) seraient mises au jour . . .

M. Poincaré au service de la Russie.

Les hommes d'Etat de la République n'ont jamais voulu d'un rapprochement avec l'Autriche-Hongrie.

Nous avons dit que M. Poincaré a été le serviteur de la Politique russe.

M. Poincaré a servi la Politique russe avec un tel aveuglément que, Ministre des Affaires Étrangères en 1912, il négligea de reprendre en mains les avances de l'Autriche, qui semblait vouloir se rapprocher de la France, et, par conséquent, se détacher de l'Allemagne, comme le prédécesseur de M. Poincaré au Ministère des Affaires Étrangères, M. de Selves, avait repoussé les mêmes avances autrichiennes, formulées par écrit à M. Crozier, Ambassadeur de France à Vienne, par M. d'Aehrenthal ; car M. Iswolsky qui avait eu vent de la chose, était venu voir M. de Selves et lui faire une scène, le Traité d'Alliance franco-russe entre les mains.

Tous ces détails ont été publiés par *L'Eclair* du 12 juin 1921 et jours suivants, à la suite des révélations de M. Crozier.

Le Gouvernement de la République, en ne recherchant pas d'Alliance avec l'Autriche, au lendemain de 1870, a commis une faute.

Il l'a renouvelée en 1912 ; il l'a renouvelée en 1921 et 1922, lorsqu'il intervint dans les affaires intérieures de Hongrie, pour écarter du trône de Saint-Etienne, Charles de Habsbourg.

En ne recherchant pas l'Alliance austro-hongroise, aussitôt après la guerre de 1870, la République a jeté l'Autriche et l'Allemagne dans les bras l'une de l'autre ; en éloignant du trône de Hongrie un Prince comme Charles IV, connu pour ses liens et tendances francophiles, la République a travaillé encore à un rapprochement austro-allemand.

La République a été tout aussi maladroite à l'occasion du plébiscite en Haute-Silésie.

Disposant de la force armée et des urnes, elle a été incapable d'obtenir un vote entièrement défavorable à l'Allemagne.

La République a soutenu une guerre de cinq ans, au nom du principe des nationalités, pour libérer les peuples opprimés par les Empires du Centre ; victorieuse, elle offre à ces peuples de reprendre leur liberté nationale en Haute-Silésie, et ils répondent :

« Nous ne voulons pas de notre liberté ; nous aimons mieux, nous, Polonais de Silésie, rester Allemands que redevenir Polonais ; nous avons plus confiance en l'Allemagne vaincue qu'aux Alliés victorieux ! »

Dans le cas de la Hongrie désirant un Roi, le principe des nationalités auxquelles nous avons donné la vie : Yougoslaves, Tchéco-Slovaques, et qui ont menacé de faire la guerre si Charles IV remontait sur le trône de ses pères, s'opposant ainsi à ce que la Hongrie jouisse de la liberté comme elles-mêmes ; — dans le cas de la Hongrie désirant un Roi, dis-je, le principe des nationalités a désavantagé l'influence française en Europe centrale au profit de l'Allemagne, Charles IV étant anti-allemand ; dans le cas de la Haute-Silésie, le principe des nationalités s'est retourné contre ses défenseurs au profit de l'Allemagne également.

Ajoutons que la République Française et ses Alliés se sont couverts d'opprobre en laissant mourir Charles IV dans la misère, à Funchal, près Madère, vers fin mars 1922.

L'on sait que le 21 novembre 1916, Charles IV succéda à François-Joseph sur le trône d'Autriche.

Charles IV n'a donc eu aucune responsabilité dans la guerre ; et non seulement il n'a eu aucune responsabilité, mais

il voulut mettre fin au conflit en arrivant au pouvoir, et ne cessa, par la suite, de charger le Prince Sixte de Bourbon-Parme, son beau-frère, de faire des offres de paix que les Alliés refusèrent de parti-pris.

Détrôné au lendemain de l'armistice de novembre 1918, il fit plusieurs tentatives infructueuses pour reconquérir le trône de Hongrie et les Alliés l'exilèrent près de Madère, où il mourut en pleine jeunesse, de l'insalubrité du climat et de la misère dans laquelle l'Entente le laissa, en le privant du nécessaire, lui, sa femme et ses sept enfants en bas âge !

Nous le répétons : en agissant ainsi envers ce Prince malheureux, les Alliés se sont couverts d'ignominie.

Victime innocente de la guerre, marqué du signe des êtres de propitiation, Charles IV est mort pour les coupables de la Tuerie mondiale pendant qu'ils plastronnaient en liberté . . .

Bref, du côté du Gouvernement Français, on ne chercha pas un instant, malgré les avances de l'Autriche, à détacher la Monarchie des Habsbourg de la Triple-Alliance, ce qui eût assuré la paix ; et, du côté de la Russie, M. Iswolsky ne pardonna pas à l'Autriche de n'avoir pas facilité à l'Empire des Czars l'occupation de Constantinople.

Cette animosité, faite d'amour propre froissé chez M. Iswolsky et d'ambitions territoriales déçues dans les sphères politiques russes, sera un des principaux facteurs de la guerre de 1914, guerre que Jaurès, chef du parti socialiste français, a appelée, le 30 juillet 1914, veille du jour où il fut assassiné : « la guerre de cette canaille d'Iswolsky ».

Non seulement M. Poincaré n'examina pas les avances de l'Autriche, mais dans la guerre des Balkans (1912) il se mit au service de la Russie, au péril d'une conflagration générale !

Quelques documents.

Le 4 novembre 1912, M. Poincaré écrit à M. Iswolsky :

Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, l'attitude énigmatique de l'Autriche ne préoccupe pas moins le Gouvernement Français que le Gouvernement Impérial.

D'accord avec le Conseil des Ministres, je crois qu'il serait prudent d'arrêter dès maintenant une ligne de conduite commune, pour le cas où l'Autriche chercherait à réaliser des agrandissements territoriaux.

Vous avez bien voulu me dire que cette éventualité était implicitement prévue par vos accords de Racconigi et que l'Italie avait, comme la Russie, déclaré être opposée à l'extension territoriale de toute Grande Puissance dans les Balkans. Le Gouvernement Français considère, lui aussi, qu'une entreprise de ce genre ouvrirait la porte à toutes les compétitions.

Je désirerais donc savoir si le Gouvernement Impérial est, comme nous-mêmes, nettement hostile à toute annexion du territoire Ottoman par une Grande Puissance et s'il serait disposé à examiner avec la France, ainsi qu'avec l'Angleterre, les moyens de conjurer ce danger.

L'on remarquera que dans cette guerre balkanique de 1912, suscitée par la Russie pour annexer Constantinople, M. Poincaré se préoccupe des ambitions de l'Autriche.

L'Allemagne et l'Autriche ne sont pour rien dans la guerre balkanique de 1912 ; elles n'ont commis aucun acte prévu à l'Alliance franco-russe, de nature à faire jouer l'Alliance, et M. Poincaré, contrairement à M. Pichon, marche à fond pour la Russie dans une affaire plus orientale que française «qui peut entraîner la France sur le terrain des opérations militaires», comme M. Iswolsky l'écrivait le 7 novembre 1912 à M. Sazonoff.

Avec sa bonne foi coutumière, M. Poincaré a toujours soutenu qu'il n'avait jamais cessé de tenir à M. Iswolsky le langage le plus pacifique.

Dans son article : « *Un regard sur le Passé* », publié par le *Matin* du 20 décembre 1920, M. Poincaré écrit :

Pour moi, je suis certain de n'avoir jamais tenu à M. Iswolsky *que le langage le plus fermement pacifique.*

L'Alliance franco-russe, telle qu'elle avait été signée en 1892, portait la clause suivante :

« Si la Russie est attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne. »

Il ne dépendait pas de moi de ne pas confirmer à M. Iswolsky un engagement qui était la contre-partie de celui que la Russie avait pris envers nous. *Mais je me serais bien gardé d'y ajouter un iota, et plus encore de nous mettre ou de nous laisser mettre dans une situation qui pût nous entraîner à tenir notre promesse.*

Aussi bien, pendant tout le temps que je suis resté au Quai d'Orsay, n'ai-je eu qu'une pensée : empêcher que la crise balkanique n'amenât des complications générales.

Le 4 mars 1921, M. Poincaré répétait dans la *Revue de la Semaine* les mêmes affirmations.

Seulement, le 20 décembre 1920 et le 4 mars 1921, M. Poincaré ne pouvait prévoir que sa lettre du 4 novembre 1912 à M. Iswolsky serait publiée, ni que serait publiée également la lettre du 7 novembre 1912 de M. Iswolsky, annonçant à M. Sazonoff les moyens belliqueux envisagés par M. Poincaré pour prévenir des conquêtes autrichiennes dans les Balkans et servir, avec le sang des soldats français, les ambitions russes.

Voici la lettre de M. Iswolsky, 7 novembre 1912, corroborant à M. Sazonoff celle de M. Poincaré (4 novembre 1912) :

Cette proposition a été faite lors de l'examen de la question par le Conseil des Ministres Français, et elle exprime *un point de vue tout à fait nouveau* de la France sur la question de l'agrandissement territorial de l'Autriche aux dépens de la péninsule balkanique.

Alors que jusqu'à présent, la France nous avait déclaré que les événements locaux, pour ainsi dire purement balkaniques, ne pouvaient, de sa part, provoquer que des actes diplomatiques *et aucunement une intervention active*, elle paraît reconnaître maintenant qu'une conquête de territoire de la part de l'Autriche mettrait en cause l'équilibre général européen et, partant, les intérêts propres de la France.

Je n'ai pas manqué de faire observer à M. Poincaré que, en proposant d'examiner avec nous et l'Angleterre les moyens de prévenir une pareille conquête, il avait, par là-même, posé la question des conséquences pratiques de l'accord proposé par lui ; de sa réponse, je puis conclure qu'il se rendait parfaitement compte que la France pouvait être entraînée sur ce terrain à des opérations militaires.

La preuve est ainsi faite que M. Poincaré a falsifié la vérité en disant, dans le *Matin* du 20 décembre 1920, n'avoir jamais tenu à M. Iswolsky «que le langage le plus fermement pacifique».

Il semble, au contraire, que le plus pacifique des deux n'a pas été, en l'occurrence, M. Poincaré, mais M. Iswolsky.

Cependant, M. Sazonoff n'est encore qu'à moitié satisfait ; et le 14 novembre 1912, il répond, de Pétersbourg, à M. Iswolsky :

Etant donné que la situation se modifie rapidement dans les Balkans et qu'il est difficile de prévoir toutes les éventualités *qui peuvent exiger de nous des actions destinées à protéger nos intérêts vitaux,*

j'estime nécessaire d'éviter soigneusement, dans nos pourparlers avec les Cabinets étrangers, *tout ce qui pourrait nous gêner par la suite.*

A ce point de vue, il me semble désirable, dans la lettre que vous vous proposez d'adresser à M. Poincaré, d'éviter des déclarations trop positives dans le genre de celles qui sont amorcées par les termes du Ministre Français : *nettement hostile à toute annexion du territoire Ottoman par une grande Puissance, cette formule pouvant aussi s'appliquer à la Russie dans la question des détroits.*

Mais voici que la situation est tendue entre l'Autriche et la Serbie, à propos du Sandjak de Novi-Bazar et de l'Albanie.

L'Angleterre envisage l'éventualité d'une guerre générale ; et, en novembre 1912, Sir Ed. Grey dit à l'Ambassadeur de Russie :

L'entrée immédiate de l'Angleterre, en cas de guerre, aux côtés de la Russie, aurait deux suppositions :

1° que sur une intervention active de la France, la guerre devienne universelle ;

2° qu'il est absolument indispensable que la responsabilité de la guerre retombe sur l'ennemi.

Il serait donc nécessaire de faire ressortir le caractère agressif de la Politique de l'Allemagne et de l'Autriche.

Albion, Albion, c'est là de la perfidie, ou si c'est de la loyauté, les mots n'ont plus de sens . . .

Encore des documents.

De son côté, M. Poincaré multiplie à la Russie les assurances du concours le plus effectif.

Le 20 novembre 1912, M. Iswolsky confirme à son Gouvernement, l'état d'esprit de M. Poincaré, qui vient d'avoir une conversation avec M. Tittoni, Ambassadeur d'Italie en France :

Au cours de la conversation, Poincaré a dit à Tittoni que si le conflit austro-serbe aboutissait à la guerre générale, la Russie pouvait entièrement compter sur l'appui armé de la France ; cette déclaration a produit, d'après Poincaré, une visible impression sur Tittoni.

Le lendemain, 21 novembre, M. Iswolsky écrit encore à M. Sazonoff :

A la minute décisive, c'est de lui (Poincaré) personnellement que dépendront beaucoup de choses.

Je pense alors avec effroi à ce que cela aurait été, si, à sa place dans les instants critiques que nous vivons en ce moment, le Gouvernement Français avait eu à sa tête Caillaux ou Clémenceau.

Le 5 décembre suivant, M. Iswolsky continue en ces termes à s'adresser à M. Sazonoff :

Appréciant la position adoptée dans la crise actuelle par le Cabinet Poincaré, il est indispensable d'avoir en vue que, précisément dans le parti sur lequel s'appuie ce Cabinet, se trouve un groupe influent qui réclame la *paix à tout prix.*

Ce groupe, à la tête duquel se trouve M. Combes, a à sa disposition de *nombreux organes de la presse qui soumettent M. Poincaré à une critique sévère pour les différentes initiatives manifestées par lui.*

Une pareille critique, à ce que je sais, s'entend également dans les couloirs de la Chambre et du Sénat et le Gouvernement doit compter sérieusement avec cela.

Pendant que je vous écris, M. Poincaré donne des explications à la Commission parlementaire des Affaires étrangères... Il m'a prévenu qu'il s'efforcerait d'éviter la brutalité de langage de Bethmann-Hollweg, *mais que, en insistant sur le mot « paix » au lieu du mot « guerre », il n'en soulignerait pas moins la fidélité de la France à son alliance et à son amitié.*

Tandis que M. Combes et ses amis clament partout, dans les couloirs parlementaires, qu'à la minute décisive la paix ou la guerre dépendra, non du Gouvernement, mais d'eux, en réalité, *si, à Dieu ne plaise, la crise surgit, la décision sera prise par les trois fortes personnalités qui sont à la tête du Cabinet : Poincaré, Millerand et Delcassé,* et notre chance est que nous aurons affaire précisément à ces personnalités et non à tels ou tels autres de ces politiciens d'occasion, qui se succédèrent au cours de ces dernières années au Gouvernement de la France.

Répondant à M. Vaillant-Couturier, qui donna lecture de ce texte à la séance de la Chambre du 5 juillet 1922, au cours de son interpellation sur les responsables de la guerre, M. Poincaré s'expliqua avec la fourberie tranquille qui lui est particulière :

M. Poincaré. — Ici, je dois faire remarquer qu'en cela M. Iswolsky, exprimant, comme il arrivait toujours, une opinion personnelle, calomniait M. Combes qui a marché absolument d'accord avec le Président de la République au sujet de la guerre. *(Applaudissements à gauche et au centre.)*

Au sujet de la guerre de 1914, oui ; en 1912, non !

La situation s'est aggravée dans les Balkans et l'Autriche mobilise.

L'indifférence de surface du Gouvernement Russe surprend les chauvins du Ministère Poincaré.

Millerand et Poincaré en sont marris, ainsi que le prouve ce télégramme de M. Iswolsky à M. Sazonoff, en date du 18 décembre 1912 :

Tandis qu'il n'y a pas longtemps, le Gouvernement Français, ainsi que la Presse, étaient enclins à nous accuser d'exciter la Serbie, et que la note dominante était : La France ne veut pas faire la guerre pour un port serbe, *en ce moment, au contraire, on envisage avec étonnement et avec appréhension que l'on ne cache pas, notre indifférence à l'égard du fait de la mobilisation en Autriche.*

Ces appréhensions sont, non seulement exprimées par les Ministres Français dans leurs entretiens avec moi et avec notre agent militaire, mais elles pénètrent aussi dans le grand public et les journaux des tendances les plus différentes ; elles sont si vives à l'État-Major Français, que le Ministre de la Guerre (Millerand) a jugé nécessaire d'attirer sur ce point l'attention de M. Poincaré, qui m'a montré la lettre de M. Millerand et l'a soumise au Conseil des Ministres, expressément convoqué à cet effet.

Le télégramme de M. Georges Louis, transmettant la réponse que j'ai reçue de notre État-Major au général de Laguiche, n'a nullement dissipé l'étonnement de M. Poincaré.

On m'a fait voir le texte de ce télégramme, d'après lequel il aurait été dit au général de Laguiche que, non seulement les mesures de l'Autriche étaient considérées comme mesures de défense, mais que, même au cas tout à fait improbable où l'Autriche attaquerait la Serbie, la Russie ne marcherait pas.

Cette réponse a étonné beaucoup M. Poincaré et les Ministres Français.

D'après tous les renseignements qu'on reçoit ici, l'Autriche est actuellement en train d'achever la mobilisation complète de dix corps d'armée, dont une partie se trouve ostensiblement disposée contre la Russie. Cette mobilisation pèse sur le budget de l'Autriche, dont la situation financière est difficile, et l'on peut s'attendre tous les jours à une démarche décisive de la part du Cabinet Autrichien.

Cette démarche, comme on le croit ici, peut provoquer l'intervention de la Russie, ce qui, à son tour, inévitablement et automatiquement, entraînerait l'Allemagne d'abord, puis la France.

Le Gouvernement Français envisage cette possibilité avec sang-froid, fermement décidé à remplir ses obligations d'Allié.

Il a pris toutes les mesures nécessaires ; la mobilisation à la frontière de l'Est est vérifiée, le matérial est prêt, etc.

Au cours de mes entretiens avec M. Poincaré et ses Ministres, je m'efforce de leur expliquer que notre apparente indifférence ne prouve, en réalité, que notre sang-froid et notre ferme intention de ne permettre aucunement qu'on puisse nous reprocher une manière

d'agir susceptible d'amener la guerre pour nous et nos Alliés ; que si, malgré la modération de nos exigences en ce qui concerne la solution des questions en cours, l'Autriche se décidait quand même à quelques démarches actives, le monde entier aurait cru que la guerre était due non pas à la Russie, ou à quelques exigences de la Serbie, mais à la tentative de l'Autriche et de l'Allemagne, d'établir leur hégémonie sur les Balkans et sur toute l'Europe.

Le Gouvernement Français doit nous être reconnaissant de cette manière de poser la question, qui est d'autant plus nécessaire que ce n'est que dans ces conditions qu'on peut compter sur l'Angleterre.

Je ne puis pas, pourtant, vous cacher que tous les arguments peuvent ne pas se trouver suffisamment probants et qu'il m'est très difficile de trouver une explication à notre obstination manifeste à ne pas examiner avec la France, la situation résultant de la mobilisation de l'Autriche.

Ainsi, c'est au moment où la Russie déclare qu'elle ne fera pas la guerre, qu'ici, le Gouvernement de M. Poincaré en accepte l'éventualité ; c'est au moment où la Russie désirait aller jusqu'au bout de la modération, ne voulait en aucune sorte provoquer le conflit, faire aucun acte de la moindre imprudence, que le Gouvernement de M. Poincaré trouvait très étonnante la modération de la Russie !

Le 6 juillet 1922, au cours de son interpellation, M. Cachin a rapporté une observation faite et relatée dans une lettre officielle à M. le Ministre des Affaires Étrangères de Russie, par M. de Benckendorff, Ambassadeur de Russie à Londres, lettre en date du 15 février 1913 :

En récapitulant mes entretiens avec M. Cambon, en y ajoutant l'attitude de M. Poincaré, il me vient l'idée qui ressemble à une conviction, que, de toutes les Puissances, c'est la France qui, pour ne pas dire qu'elle veut la guerre, la verrait venir sans grand regret.

En tout cas, rien ne m'a indiqué qu'elle contribue activement à travailler dans le sens d'un compromis.

Or, le compromis, c'est la paix ; en dehors d'un compromis, c'est la guerre.

Et à quoi faisait allusion M. de Benckendorff ? Il faisait allusion à une conversation que M. Iswolsky eut avec M. Poincaré et qu'il communiqua à M. Sazonoff dans une lettre du 14 février 1913 :

M. Poincaré me dit entre autres que, ni lui ni ses Ministres ne souffriraient la répétition de l'incident d'Agadir et ne consentiraient à un compromis comme celui qui eut lieu à cette date.

Ce compromis fut celui du Traité franco-allemand du 4 novembre 1911, par lequel M. Caillaux donna le Congo à l'Allemagne pour rester en paix, ce qui, tout bien envisagé, était préférable à la guerre de 1914.

En raison de ce Traité, une opposition violente fut faite à la Politique de M. Caillaux.

M. Moutet le rappelait à M. Poincaré, au cours de la même séance de la Chambre, le 6 juillet 1922 :

M. Moutet. — C'est le moment précis où on a changé de Politique et c'est en janvier 1912 que, d'accord avec M. Clémenceau, vous avez renversé le Gouvernement.

C'est à ce moment qu'une autre Politique s'est substituée à cette Politique de conciliation européenne qui avait été la Politique de la gauche pendant un certain nombre d'années. *(Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions au centre et à droite.)*

M. Poincaré, Président du Conseil. — C'est l'affirmation de M. Caillaux, c'est un pur mensonge. Je me suis efforcé de le démontrer pendant toute l'année 1912.

Et avec M. Bourgeois qui est un homme assurément aussi attaché à la paix que pouvait l'être M. Caillaux, pendant l'année 1912, lui et moi, n'avons fait que de la Politique européenne. *(Applaudissements au centre et à droite.)*

L'affirmation de M. Caillaux n'est pas un mensonge, mais une vérité.

Elle est publique ; toute la Presse de l'époque est là qui le prouve.

Contester une vérité aussi évidente est de l'inconscience.

M. Poincaré a eu cette inconscience ; il a eu l'inconscience de dire à M. Moutet qu'à la chute de M. Caillaux (10 janvier 1912) une Politique étrangère nouvelle ne fut pas inaugurée, alors que c'est lui, Poincaré, qui succéda à Caillaux, le 14 janvier 1912, et eut une Politique extérieure diamétralement contraire à celle de Caillaux : c'est de notoriété mondiale.

M. Poincaré nie l'évidence avec un naturel déconcertant et finira par nier que la guerre de 1914 a tué 1,500.000 Français dont il inaugure chaque dimanche les cimetières !

Il est donc bien établi aujourd'hui qu'en automne 1912, M. Poincaré ne décourageait pas la Russie dans ses vues ambitieuses à propos d'intérêts austro-serbes et austro-russes dans les Balkans, et lui promettait l'appui armé de la France en cas de guerre générale dont la Russie aurait été seule cause, puisque c'est la Russie qui déchaîna, en 1912, contre les Turcs, la guerre dans les Balkans, alors que le 13 février 1909, M. Pichon, prédécesseur de M. Poincaré au Ministère des Affaires Étrangères, déclara à la Russie ce que M. Poincaré aurait dû lui déclarer en 1912 : « qu'il fallait éviter un conflit européen et que l'Opinion publique française ne comprendrait pas qu'une question où les intérêts vitaux de la Russie n'étaient pas engagés, pût déterminer la guerre. »

Pourtant, en 1909, les intérêts vitaux de la Russie étaient plus atteints qu'en 1912.

En 1909, l'Autriche venait de s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine ; de commettre un acte odieux, de nature à provoquer la guerre ; en 1912, au contraire, c'est la Russie qui déclenche la guerre dans les Balkans ; et cependant, en 1912, le Ministre des Affaires Étrangères, M. Poincaré, ne parla pas à la Russie comme le Ministre des Affaires Étrangères, M. Pichon, lui avait parlé en 1909 : en 1912, M. Poincaré ne tient pas à la Russie, responsable de la guerre des Balkans, où ses intérêts n'étaient lésés, un langage de paix, alors qu'en 1909, M. Pichon avait tenu à la Russie, lésée dans les Balkans, un langage de paix !

M. Poincaré a écrit dans La *Revue de la Semaine* du 4 mars 1921, page 15, qu'il ne pouvait pas ne pas assurer M. Iswolsky du concours armé de la France en cas de guerre générale.

Nous sommes d'accord avec M. Poincaré.

La France ne pouvait répudier ses engagements.

Ce que nous reprochons à M. Poincaré, ce n'est pas d'avoir voulu tenir les engagements de la France en cas de guerre générale, c'est de n'avoir persisté dans une attitude pacifique que jusqu'à la déclaration de guerre des Balkaniques à la Turquie (octobre 1912) ; c'est d'avoir tenu ensuite, au cours de la guerre des Balkans, un langage belliqueux qui aurait pu déclencher la guerre générale, si la Russie et les Empires du Centre n'avaient pas voulu résolument la paix ; c'est d'avoir

été, en la circonstance, plus Russe que les Russes de toutes les Russies !

En parlant des événements de 1912, M. Poincaré a donné le change au Parlement.

Avant la guerre balkanique, il a été pacifique ; quand cette guerre fut déclarée, il devint belliqueux.

M. Poincaré a donné le change au Parlement, le 6 juillet 1922, quand il lut cette attestation de M. Sazonoff, pour confondre l'interpellateur, M. Cachin :

A cette occasion, Poincaré crut nécessaire d'accentuer que l'opinion publique française ne permettrait pas qu'on en appelât aux armes pour des affaires purement balkaniques, si l'Allemagne n'y participait pas et ne provoquait pas elle-même le *casus fœderis*.

M. Poincaré a donné le change au Parlement, quand il ajouta que le *Fremdenblatt* de Vienne, du 5 octobre 1912, publia que « le Ministre des Affaires Étrangères (Poincaré) s'était appliqué de son mieux à conjurer la guerre dans les Balkans ».

M. Poincaré a donné le change au Parlement par la lecture de cette lettre du Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, adressée le 18 octobre 1912 à M. Davignon, son Ministre des Affaires Étrangères, sur les événements des Balkans :

Le premier effet de la crise balkanique a été d'opérer un rapprochement entre le Gouvernement Impérial et celui de la République. Également désireux de voir le conflit localisé dans la péninsule et d'éviter une guerre européenne, ils se sont entendus pour agir dans le même sens avec leurs Alliés respectifs, la Russie et l'Autriche.

L'initiative prise personnellement par M. Poincaré, en vue du rétablissement de la paix, a reçu l'approbation et même les éloges de la presse allemande.

Encore un coup, *il s'agit de faits antérieurs* à la guerre balkanique, guerre que M. Poincaré tenta d'éviter, je veux bien le croire ; mais personne ne reproche à M. Poincaré d'avoir eu une Politique belliqueuse *avant* la guerre balkanique (octobre 1912) ; il lui est reproché, et les Documents que l'on a pu lire confirment ces reproches, d'avoir eu une Politique agressive *après* la déclaration de guerre aux Turcs dans les Balkans.

Je dois ajouter que dans la Politique tendant à éviter la guerre balkanique, M. Poincaré fut largement aidé par les Empires germaniques qui étaient tout à la paix en 1912, ainsi

que M. Poincaré le dit lui-même dans la *Revue de la Semaine* du 4 mars 1921, page 9.

Au mois d'août 1912, le comte Berchtold, inquiet de la situation dans les Balkans, suggère, en effet, au Quai d'Orsay, de donner aux questions balkaniques, afin de les solutionner pacifiquement, un caractère européen par l'action commune de toutes les Puissances intéressées ; de plus, M. Poincaré trouva à Pétersbourg, en la personne de M. Georges Louis, notre Ambassadeur, nommé en 1909 par M. Pichon, en vue d'une Politique de paix, un conseiller modérateur.

M. Georges Louis ne cessait de prévenir son Gouvernement, de lui dire que la Russie n'était pas prête à la guerre ; qu'elle manquait de chemins de fer et son Armée de munitions, de fusils et de canons ; en un mot, M. Georges Louis fit tout son possible pour modérer la Politique chauvine, préconisant, lui aussi, l'entente des Grandes Puissances, afin de régler amiablement les intérêts balkaniques.

Cependant, quand la guerre éclata dans les Balkans (automne 1912), M. Poincaré, on l'a vu, *épousa le point de vue russe* qui faisait de la Politique balkanique, par les Traités slaves contre les Turcs (1912) à la fois une Politique franco-russe-balkanique et une *Convention de Guerre*, selon le mot de M. Poincaré lui-même !

C'est surtout à partir de l'automne 1912 que la Politique de M. Poincaré devint imprudente et agressive.

Politique franco-russe balkanique.

A une Politique franco-européenne succéda une Politique franco-russe balkanique, comme l'a exprimé dans l'*Eclair* (juin 1921) M. Philippe Crozier, ancien Ambassadeur de France à Vienne.

Quand M. Poincaré est arrivé au Pouvoir, il avait son siège fait. Lui et Paléologue étaient des Balkaniques. J'étais Français et Européen : je fus rappelé. Alors, j'écrivis au Président du Conseil pour le mettre en garde contre sa Politique, en soulignant que si, avec la mienne, on n'était pas sûr d'éviter la guerre, on gardait du moins le choix de l'heure.

M. Crozier ajoutait :

Redoutant les conséquences de commotions violentes, la Politique française, de 1908 à 1912, se bornait à utiliser au mieux les groupements nationaux de l'Europe tels qu'ils existaient ; à tirer parti des rivalités, des divergences d'intérêt qu'ils recélaient, pour faire contrepoids à l'action menaçante du Pangermanisme. Tout en favorisant avec efficacité l'évolution vers plus de Justice et plus de Droit pour tous dans cette vieille Europe, *nous calmions les impatiences qui souhaitaient la rajeunir, fût-ce dans un bain de sang.* C'était donc bien une Politique franco-européenne.

Est-ce la même exactement que M. Poincaré a entendu suivre? Il paraît le penser, et comme il le sait mieux que personne, je ne fais aucune difficulté à l'admettre.

Mais alors, c'est sans doute la manière qui a différé, car les quatre années, de 1908 à 1912, ont vu quatre crises des plus graves : Casablanca, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, les affaires de Perse et d'Agadir (je néglige les autres) se dénouer pacifiquement, tandis que les deux années et demie, de 1912 à 1914, ont vu éclater deux guerres balkaniques et la guerre générale.

A ces arguments, M. Poincaré n'a répondu que par l'ironie dans l'*Eclair* du 16 juin 1921, à l'adresse de notre ancien Ambassadeur à Vienne :

Sa manière était sans doute plus élégante que la mienne. Il n'est pas donné à tout le monde d'avoir été un admirable directeur du protocole.

L'argumentation de M. Poincaré, un peu puérile, n'a pas réfuté l'objection de M. Crozier, lui reprochant d'avoir modifié la Politique franco-européenne dans les Balkans, en faveur d'une Politique franco-russe balkanique et de s'être mis à la remorque de la Russie.

Si M. Poincaré n'a pas répondu nettement à M. Crozier, en revanche il s'est défendu dans la *Revue de la Semaine* du 4 mars 1921, page 15, d'avoir conservé à la France « dès le début de la crise balkanique (1912) toute son impartialité et toute son indépendance de jugement », ajoutant que la France « n'a jamais embrassé aveuglément les thèses russes et qu'elle a tout fait, au contraire, pour s'interposer entre l'Autriche et la Russie ».

Dès le début de la crise balkanique, M. Poincaré fut pacifique, oui ; mais pas quand la guerre des Balkans fut déclarée.

La France n'a jamais embrassé aveuglément les thèses russes, oui ; mais M. Poincaré les a embrassées aveuglément.

LA LITTÉRATURE HONGROISE CONTEMPORAINE

(Fin.) (5)

L'évolution de cette société nouvelle est particulièrement rapide à Budapest, et c'est sur cette ville que les romanciers aiment à porter leurs regards. C'est dans la capitale qu'est née et que se développe furieusement la vie parlementaire avec ses luttes acharnées, ses âpres compétions, ses faux démocrates qui éveillent les convoitises du peuple et qui ne sont, le plus souvent, que les instruments du ministère ; c'est à Budapest qu'est le foyer de la haute banque, c'est dans cette ville qu'habitent les juifs enrichis qui donnent à leur fille une éducation déraisonnable et cherchent leurs gendres dans l'ancienne noblesse décavée ; et à côté de ces splendeurs et de ce luxe vivent misérablement les fonctionnaires, les étudiants, les ouvriers pleins d'envie et de haine pour ces jouisseurs grossiers. Il y a dans la société de la capitale une ample moisson à faire d'esquisses et de peintures de mœurs.

Malgré ce développement prodigieux de la grande ville, le village, la province gardent leur individualité. Dans un pays où pendant des siècles chaque commune avait sa vie propre, où l'idée d'un pouvoir central n'existait même pas, la vie de province a encore une grande part dans la vie de la nation entière. Autrefois en Hongrie il n'y avait pas plus de centre littéraire que de centre politique, mais dans quelques villes, quelques écrivains de valeur se réunissaient en un cénacle et attiraient à eux la renommée. Aujourd'hui, la capitale aspire une grande partie des forces de la nation, mais il reste encore des poètes, des romanciers estimés qui passent leur vie en province et leurs œuvres sont, à notre avis, supérieures par la profondeur de pensée à celles qui sont tirées de la vie de Budapest. Chaque province a son conteur, qui

peint avec amour la contrée où il vit, sans toutefois la voir sous des couleurs romantiques. Le paysan de nos auteurs et d'une réalité vivante, il a du bon sens et de la fierté, il aime le lopin de terre qu'il cultive et des passions profondes agitent parfois son cœur.

Dans la masse énorme des romans parus au cours des trente dernières anneés, c'est à peine si nous en trouvons un ou deux qui soulève quelque grave problème national. L'époque précédente avait donné à la Hongrie quelques puissantes œuvres de ce genre, comme, par exemple, *Le Notaire de Village* d'Eötvös (1845) qui est un tableau saisissant et une satire sanglante de la vie municipale ; ce roman a fait plus pour la libération des serfs et pour la centralisation des services publics que cent discours et brochures ; ou encore comme *Le Nouveau Seigneur* de Jókai (1863), qui nous présente la réaction autrichienne après 1849 et la magyarisation de l'élément allemand qui avait envahi le pays après la Révolution. A ces romans, devenus classiques, on ne peut opposer que *Les Cloches muettes* de Victor Rákosi (mort en 1923), un écrivain qui, toute sa vie, a cultivé l'esquisse humoristique mais qui, à un moment de sa longue carrière, a traité avec tout le sérieux qu'elle mérite, la lutte entre les nationalités en Transylvanie. Il nous montre des villages, jadis magyars de religion, de mœurs et de culture peu à peu envahis par l'élément roumain. Reconquérir par le dévouement et l'abnégation ces territoires autrefois magyars ; ne pas abandonner la malheureuse population hongroise qui devient la proie des popes, rebâtir les anciennes églises réformées dont les cloches, aujourd'hui muettes, sonnaient jadis si gaîment pour appeler les fidèles dispersés dans la vallée : telle est la thèse de ce livre. Le héros, le porte-parole de l'auteur, est un jeune pasteur, formé à l'Université d'Utrecht — le lieu de rendez-vous des étudiants calvinistes hongrois ; — il manque à sa tâche parce que le représentant du gouvernement ne veut pas susciter «des affaires» à la population roumaine dominante dans le village.

Mais ce n'est pas dans cette direction qu'a évolué le roman contemporain. Il est devenu beaucoup plus bref, il ressemble de plus en plus à la nouvelle dont l'épanouissement coïncide avec la diffusion de la presse quotidienne. Chaque grand journal veut avoir son nouvelliste attitré, qui expose dans les

limites du feuilleton un cas intéressant ; ces nouvelles réunies forment les trois quarts de la production.

C'est par la nouvelle que s'est établie la renommée des meilleurs romanciers, entr'autres celle de Coloman Mikszáth, l'auteur des *Scènes Hongroises* (¹) qui furent présentées au public français par François Coppée. Dans sa Préface, il écrit : « Je viens de lire les Scènes Hongroises et je suis persuadé qu'elles seront, pour le public français, une charmante révélation. Ce ne sont, comme le titre l'indique, que des scènes très brèves, des tableaux aussitôt évanouis qu'apparus. L'auteur a publié des nouvelles, des récits d'une plus grande étendue. Mais ici, par un tour de force d'artiste, ou plutôt par un admirable instinct de poète, il a concentré ses impressions, condensé sa pensée en quelques pages essentielles. Cela tient du conte et du poème. Chacune de ces scènes rustiques contient à la fois un petit drame, un paysage, une étude de caractère, un tableau de mœurs locales. En quelques mots, les personnages se dressent, pleins de vérité et de vie ; le milieu où ils se meuvent est évoqué, l'action éclate et se précipite. C'est rapide et c'est complet. Et j'ai beau loger dans mon arcade sourcillière ma loupe de critique, je ne découvre là aucun procédé, nul artifice d'auteur. »

Ces nouvelles furent suivies d'une trentaine de volumes, où l'auteur se montre conteur émérite, humoriste charmant, mais rarement penché sur les graves problèmes. Peu de souci de la composition, d'ailleurs, surtout dans les romans ; la fantaisie de l'auteur étincelante, burlesque quelquefois, saute d'un sujet à l'autre. Ne demandez pas à Mikszáth un récit logique, une analyse psychologique approfondie. Il vous répondrait que la vie n'a pas de logique et que la psychologie est bonne pour les esthètes. Certes, il a un œil exercé pour l'observation, mais, en satiriste, c'est toujours la difformité qui le frappe. C'est pourquoi il aime à traiter de pures légendes où son imagination peut vagabonder à sa guise, et où il n'a pas à craindre les anachronismes.

Sa vie publique lui a ouvert un vaste champ d'observation.

(¹) *Scènes hongroises*, traduites par E. Horn. M. Horn a traduit d'autres nouvelles de Mikszáth (notamment dans *Le Temps)* et un de ses romans *Le Parapluie de Saint Pierre* (1904). Quelques autres nouvelles de Mikszáth ont été traduites par J. Tharaud, dans son livre de *Contes magyars*. Budapest, 1903. La *Revue de Hongrie* a publié deux de ses romans : *Les deux étudiants pauvres*, 15 avril—15 juillet 1908, et *Le coq noir* (15 mars—15 août 1909).

Un moment il fut fonctionnaire du comitat, et il put encore y voir ces vénérables « assesseurs », types de l'ancienne administration, avec leurs préjugés, leur paresse orientale, leur goût pour la dépense, mais quelquefois aussi leur finesse d'esprit et surtout leurs joyeuses anecdotes. Il a consacré à son comitat toute une série de récits *(L'honorable Comitat; Club et Couloir* etc. . . .) où se dessine, derrière un récit toujours attachant, la vie intérieure des petites villes et des manoirs des nobles, raillés doucement, avec une pointe d'ironie, mais sans trop blesser. Cette douce raillerie ne respecte que deux choses : la nature et la famille. La nature, pour laquelle il a un amour profond, a une action puissante sus les êtres et, en retour, subit leur influence : elle est sombre avec les affligés, riante avec les heureux. Quant à la famille, elle est le fondement de la société, et Mikszáth lui-même se présente à nous sous l'aspect d'un bon grand-père qui raconte des histoires à ses petits-enfants. Par contre, l'ironie de Mikszáth se plaît avant tout aux peintures des mœurs politiques qu'il a pu étudier tout à son aise, puisque de 1887 à sa mort (1910) il a fait partie de la Chambre. Son rôle politique se réduit à peu de chose ; il s'est borné à observer ministres et députés, et il a vu comment un ministre puissant peut se former une majorité et gouverner un pays pendant quinze ans. Dans une première série de croquis, il a esquissé la physionomie de la Chambre, a narré les menus incidents de la vie parlementaire *(Chambre honorée; Histoires de couloir; Mes contemporains)*, puis il a dévoilé, toujours en humoriste, les intrigues de certains candidats au moment des élections *(Une élection en Hongrie; Les Démocrates)*; finalement il a écrit une énorme bouffonnerie *La nouvelle Zrinyiade* dans laquelle il ressuscite le célèbre héros du XVIe siècle, Nicolas Zrinyi, qui s'illustra à la défense de Szigetvár, et quelques-uns de ses braves et hardis compagnons. Il les jette dans la mêlée contemporaine, distribue à chacun un emploi lucratif et fait du chef lui-même un directeur de Banque. Le héros ne s'entend pas bien aux affaires, il gaspille beaucoup d'argent, et la faillite est inévitable. L'affaire vient devant la Chambre et le romancier est assez hardi pour faire intervenir alors les hommes politiques contemporains dans ce scandale. La bouffonnerie est un peu grosse, et malgré quelques scènes humoristiques, la satire est exagérée. — Là où Mikszáth est sans rival en Hongrie, c'est dans

le conte, et c'est à l'incomparable narrateur qu'ont été adressés les éloges au cours des fêtes magnifiques qui ont célébré en 1910 le quarantième anniversaire de son activité littéraire.

La littérature provinciale a produit quelques-unes des meilleures œuvres du roman contemporain. Un des représentants les plus distingués de ce genre est M. Géza Gárdonyi. Né en 1863,(1) après avoir été pendant quelques années instituteur de village, il séjourne quelque temps dans la capitale où il fait du journalisme, puis, aussitôt qu'il devient célèbre, il se retire en province dans la petite ville d'Eger d'où il ne vient que rarement à Budapest. Dans sa retraite paisible les hautes distinctions de l'Académie et des Sociétés littéraires viennent le trouver. Il est considéré comme le peintre le mieux doué du village magyar ; un critique récent l'a dénommé avec justesse le paysan-philosophe. Il observe la nature en vrai savant, surtout les animaux familiers et les fleurs, et son commerce intime avec ceux qui fécondent la terre, lui a révélé l'âme paysanne, et l'a pénétré de sa simplicité et de son bon sens. Toutes les fois qu'il décrit les charmes de la campagne, on sent qu'il est de cœur avec les braves paysans qui l'habitent ; sans les idéaliser, il les oppose avec plaisir aux citadins. Gárdonyi a une aversion marquée pour la vie entre les quatre murs d'une haute maison, pour ces «amas de pierre» comme il nomme les villes. Certains héros de ses romans, qui appartiennent cependant à la bourgeoisie instruite, ne peuvent trouver leur bonheur que dans le calme de la nature.(2) Dans un de ses romans, Gárdonyi essaye de nous prouver que l'on ne peut être heureux que sur la terre nourricière ; il dit par la bouche de son personnage, le vieux paysan Pöhöly : «Celui qui est né à la campagne ne doit pas la quitter. La terre ne trompe jamais personne, mais celui qui marche sur le pavé des villes suit un mauvais chemin. » Pöhöly voulait que son fils fût prêtre, mais le jeune homme s'est amouraché d'une jeune fille ; le père, irrité, lui remet l'héritage de sa mère et rompt avec lui. Le petit pécule est vite mangé, le fils émigre en Amérique, terre qui attire

(1) Il est mort en 1922.

(2) L'ingénieur Michel dans la *Troisième Puissance*. C'est le seul roman de Gárdonyi traduit jusqu'ici en français. Paris, Bibliothèque Hongroise, Champion 1912. — Quelques-unes de ses nouvelles ont été traduites par Jérôme Tharaud dans ses *Contes Magyars* (1903).

tant de pauvres Hongrois. Mais ses affaires ne prospèrent pas; il regrette son village, la bonne terre nourricière, le sillon où, jeune, il suivait son père, alerte et heureux. Il revient en guenilles, se prosterne devant son père qui lui tend un morceau de pain, en disant ce seul mot : Mange.

Malheur aussi à qui, après avoir passé sa jeunesse et son âge viril à la campagne, se trouve amené par les circonstances à vivre dans la capitale. Le *Vieux Monsieur* nous présente une telle victime. Charles Csurgó après la mort de sa femme se trouve seul dans son petit manoir et s'ennuie. Sa fille est mariée à Pest à un médecin, qui est la proie de la passion du jeu. Csurgó a remis toute sa fortune à son gendre pour lui donner le moyen de construire un sanatorium. D'abord on l'entoure de beaucoup de soins, mais au fur et à mesure que son gendre perd l'argent au jeu, les égards diminuent. Lui se trouve mal à son aise dans la capitale où les gens se couchent tard et se lèvent plus tard encore, où il n'entend pas le chant du coq, ni le son des cloches, et où les passants dans la rue n'ont guère le temps de s'arrêter pour causer avec lui. Il devient bientôt la risée de sa famille, et quand il apprend que son gendre a perdu toute sa fortune au jeu, il se jette dans le Danube.

Quoiqu'il vante les beautés de la campagne, et qu'il trouve pour les décrire des accents vraiment lyriques, Gárdonyi est loin de voir les paysans parés de toutes les perfections. Il décrit aussi leurs défauts, leur avarice et leur méfiance, leurs discussions et leurs procès pour des vétilles, mais, en général, il aime mieux retracer leur vie simple et heureuse que leurs tares et leurs misères. Gárdonyi est partout d'une simplicité extrême ; ses contes sont purs et limpides comme des sources, sa langue n'a rien de maniéré et s'adapte parfaitement à la mentalité des personnages qu'il met en scène. Il a horreur de l'emphase, même dans les histoires d'amour. C'est avec une simplicité touchante qu'il décrit l'amour naissant chez les jeunes villageois, ou les abandons cruels, ou encore qu'il nous conte, comme dans son dernier ouvrage : *Le danger aux cheveux longs*, le cas d'une société de vieux garçons qui exposent les raisons de leur célibat et rappellent avec mélancolie leurs premières amours.

La maîtrise de M. Gárdonyi s'est exercée aussi à des sujets de longue haleine, et il a peint quelques époques de l'histoire nationale dans des fables bien agencées. La lutte séculaire

contre les Turcs lui a inspiré *Les Astres d'Eger* où le souvenir du siège de la célèbre forteresse d'Eger, défendue héroïquement par Dobó en 1552, sert de cadre à une histoire d'amour. L'élément romanesque tient dans le roman une place insignifiante, Gárdonyi s'attache bien davantage aux tableaux du siège et à l'héroïsme de ses acteurs. Dans ce genre littéraire, son chef-d'œuvre est *L'homme invisible,* évocation puissante de la domination des Huns en Pannonie et de leurs incursions en Europe. Ni l'histoire, ni l'ethnographie n'ont encore pu établir l'existence d'une parenté entre les Huns et les Magyars venus en Europe à cinq siècles d'intervalle. Il est toutefois démontré que les uns comme les autres appartiennent à la famille ougrienne dont il reste trop peu de documents historiques ou linguistiques pour qu'il soit possible d'établir la filiation du IV[e] au IX[e] siècle. Ce qui est certain, c'est que les plus anciens chroniqueurs hongrois considéraient les Huns comme leurs ancêtres, que la légende magyare s'est emparée de bonne heure des hauts faits d'Attila et que les premiers ménestrels du moyen-âge hongrois ont chanté ses exploits. La tribu des Sicules qui demeure en Transylvanie a été longtemps considérée comme descendant directement des Huns. Sur la cour d'Attila en Hongrie, la relation du rhéteur Priscos qui y était venu en ambassadeur, nous donne quelques renseignements. Aidé de ce témoignage et de ce que nous savons des mœurs et des coutumes des anciens Magyars, Gárdonyi a reconstitué le tableau de cette société barbare. Le héros de son roman, l'esclave grec Zéta est venu à la suite de Priscos chez les Huns. Quoiqu'esclave, il a hérité de la civilisation byzantine ; il est instruit et observe la nouvelle société dans laquelle il vit. La fille d'un des chefs huns le fascine à tel point qu'il ne veut plus retourner à Byzance ; il prend part aux expéditions lointaines des Huns, au siège d'Orléans, à la bataille des Champs Catalauniques, uniquement pour se couvrir de gloire et pouvoir s'approcher de la ravissante Emőke. Mais malgré sa brave conduite, la jeune fille ne fait guère attention à lui ; elle ne l'écoute avec intérêt que lorsqu'il raconte les hauts faits du roi qu'elle aime sans le dire. Mais Attila ne fait pas plus attention à elle qu'elle ne fait attention à l'esclave grec ; en revenant de ses conquêtes, il épouse Ildikó, la captive germaine, et meurt la nuit même de ses noces. Emőke est

inconsolable, elle se fait tuer sur la tombe même d'Attila, sans proférer le moindre aveu. Zéta est dans une douleur profonde. Une belle esclave, qu'il n'avait jusque-là guère remarquée, l'aime de toute sa tendresse, et c'est avec elle qu'il retourne à Byzance, lorsque les fils d'Attila commencent leur lutte fratricide.

Ce roman est beau par la peinture de ces temps étranges, et encore plus par celle du caractère d'Emőke. Si cette noble et pure jeune fille avait vécu quelques siècles plus tard, elle serait devenue une sainte au lieu de se sacrifier, selon la coutume barbare, sur le tombeau de celui qu'elle aimait.

La religion et le mystère ont fourni à M. Gárdonyi le thème de plusieurs beaux romans. L'un d'eux est consacré à Ste Marguerite de Hongrie, fille du roi Béla IV, qui refusa les princes les plus puissants pour se consacrer à Dieu dans le couvent où elle avait été élevée. Ce couvent était situé dans l'« île du Danube », île qui porte aujourd'hui le nom de Ste Marguerite. C'est cette même sainte qui est l'héroïne du roman de Gárdonyi intitulé *Les esclaves de Dieu*. En hagiographe populaire, le romancier nous raconte la vie entière de la sainte ; il nous initie à l'éducation monacale du XIIIe siècle, à toutes les épreuves auxquelles étaient soumis les novices : les esclaves de Dieu. L'un d'eux, Frère Jean, adore Marguerite et se fait moine pour pouvoir vivre dans la même atmosphère qui sa bien-aimée. Lorsque Marguerite prononce ses vœux, et se consacre au soin des malades, Frère Jean reste au couvent comme jardinier ; il orne les autels devant lesquels la sainte se prosterne si souvent ; il cultive des lys, la fleur préférée de la princesse, et enfin, lorsque les privations et les macérations la couchent toute jeune sur son lit de mort, le suprême bonheur de Frère Jean est de pouvoir déposer quelques fleurs sur son cercueil.

M. Gárdonyi a concentré dans ce roman les nombreuses connaissances qu'il avait acquises, au cours de ses lectures sur le Moyen-Age hongrois. Il nous fait sortir, de temps en temps, du calme du couvent et de la vie monacale pour voir le monde extérieur sous le règne de Béla IV, le restaurateur du pays après l'invasion des Mongols. Mais les préoccupations historiques sont ici tout à fait secondaires ; Gárdonyi a voulu surtout peindre la vie d'une sainte, et la simplicité, la naïveté

même de son style et de son art de conteur, l'ont admirablement servi.

Avec M. Herczeg ce champ d'observation se déplace; nous pénétrons dans l'atmosphère de la capitale, nos personnages sont des citadins. Ce n'est plus le cœur qui parle, c'est la raison, l'intelligence subtile qui analyse la vie et les passions. Les héros de ses romans sont presque tous des aristocrates, ignorant pour la plupart les exigences des temps modernes, dissipateurs et fainéants, mais qui gardent une belle allure, une certaine noblesse de sentiments et qui savent, au besoin, mourir héroïquement. Dans la grande galerie de ses personnages, on distingue nettement deux catégories; d'une part ceux qui, fiers de leur blason dédaignent le travail et croient qu'on peut vivre encore de nos jours, comme avant 1848, à ne rien faire et à laisser peiner le peuple; d'autre part, ceux qui, après avoir dissipé leur fortune, n'hésitent pas à se mettre au travail pour la refaire.

Le type des aristocrates très « hommes du monde », mais sans volonté, nous est présenté dans *Le Mariage de Szabolcs.*[1] C'est une peinture de très fine psychologie, dont le sujet est un noble décavé qui épouse une riche héritière — Malvin — pour s'assurer une vie tranquille, à la campagne. Mais si pour Szabolcs cette union devait être une retraite paisible, Malvine espérait se procurer par le mariage l'entrée dans les cercles mondains qui lui étaient jusque-là fermés. Le conflit tragique naît de cette situation. Un ami de Szabolcs, un aristocrate qui n'a pas dissipé sa fortune, mais qui a l'âme vile et basse, fait la cour à Malvine. Il l'introduit dans la société où elle désirait entrer, part avec elle pour faire un voyage dans le Midi, et tandis que Szabolcs, resté seul dans ses terres, noue des relations avec une étrange princesse, il la séduit. Szabolcs, instruit de cette aventure, provoque son ami en duel, le tue, puis se suicide.

Les aristocrates énergiques trouvent leur type réalisé dans le personnage de Georges Szitnyay *(Le Conquérant du pays)*. Ce gentilhomme a perdu au jeu, en une nuit, tout son patrimoine. Il résiste à l'idée du suicide, s'engage comme chauffeur à bord d'un steamer et, après mille péripéties, refait

(1) En français dans la *Revue Hebdomadaire*, 1908 (mars—avril). — La *Revue de Hongrie* a donné la traduction de plusieurs de ses nouvelles.

sa fortune. Ses richesses lui permettent de racheter le domaine de ses pères et d'y mener une vie active. C'est un type moderne des Conquérants, qui ne prennent pas possession du pays à coups de sabre, comme leurs ancêtres, mais à force de travail intelligent et assidu. Beaucoup de romans deviennent ainsi la glorification du travail ; sous l'écrivain perce l'homme politique qui partage la foi de ses collègues de la Chambre, en une régénération spontanée du pays par une ardeur de travail qui s'étendrait à toutes les classes de la société.

A côté de ces travailleurs énergiques, le romancier a placé toute une galerie de portraits féminins qui sont parmi les plus fouillés de la littérature hongroise. Les problèmes psychologiques les plus délicats sont traités avec une grande finesse. Les amoureuses de M. Herczeg ne s'épanchent pas beaucoup : elles ont la correction qui caractérise ses héros, elles sont franches, savent s'immoler s'il le faut, mais ne gémissent, ni ne larmoient. Telle Hajnalka (Aurore) dans un très bon roman entitulé : *Rapt d'âme.* Un homme de quarante ans épouse sa pupille. Il l'a délivrée, à l'âge de dix ans, des mauvais traitements d'une brute. Elevée loin de la société, elle voit en lui son père, son idole, et elle se sent infinement heureuse lorsqu'il lui propose le mariage. Certes Sárkány, son époux, l'aime bien, mais il la considère comme une poupée. Ses travaux techniques — un nouveau procédé d'irrigation de la grande plaine hongroise — l'absorbent à tel point qu'il néglige sa femme ; il ne sort jamais avec elle dans le monde et ne lui parle jamais de ses travaux. Dans son égoïsme, il considère sa femme — et toutes les femmes, en général — comme cette « Nubienne captive » qu'un peintre a représentée humble et soumise, attendant le retour du maître. Sárkány a comme ami Farkasics, un noble fainéant que le romancier compare aux chacals qui suivent toujours les lions pour attraper les restes du festin royal. Cet ami veut faire sortir la jeune femme de la «forteresse de paperasses» dans laquelle son mari l'a enfermée. Hajnalka cherche auprès de lui, pendant les longs voyages d'études de son mari, un peu de cette chaleur, un peu de cet attachement dont son mari l'a sevré. Dans la candeur de son âme, elle fait visite à Farkasics, mais lorsque celui-ci lui fait tout un discours sur l'amour, qu'il qualifie de la plus haute des vertus, elle se ressaisit et sent toute sa honte.

Quand son mari revient, elle lui avoue sa visite, sans y être forcée, croyant naïvement se l'attacher davantage en lui racontant les périls auxquels son abandon l'expose. Mais Sárkány n'est pas homme à se laisser subjuguer : il intente un procès en divorce à cette femme qui n'a d'amour que pour lui, ne veut vivre que pour lui, et dont l'existence n'a été, comme elle le dit dans une de ses lettres « qu'une longue attente ». Le jour où elle reçoit la notification du procès, elle se jette dans le Danube. Sárkány est profondément ébranlé par ce suicide, car il a commis un véritable rapt d'âme.

Dans chaque roman de Herczeg, la peinture d'un caractère féminin donne du charme au récit. Ce charme, on l'éprouve dans une de ses dernières œuvres où le romancier a quitté le sol natal pour nous transporter en France au moment où la Grande Révolution éclate. André de Szentgály, dans *Le Courrier de la Reine*, est un beau modèle d'officier magyar, type d'homme que Herczeg estime beaucoup. Attaché au service de Marie-Antoinette, il est distingué par la duchesse de Clermont, et lorsque celle-ci est exilée dans ses terres, le beau courrier se fait pâtre. Cette idylle champêtre, dans ces temps d'orage, a un charme très pénétrant. Le talent du romancier est merveilleusement adapté à la peinture de cette époque polie, fleurie et parfumée ; son admiration est profonde pour les nobles qui savent si bien mourir sur l'échafaud. La bravoure du courrier magyar est très exaltée, mais son dévouement à celle qu'il aime est narré sobrement. Le caractère de la duchesse de Clermont est très sympathique ; elle montre toutes ses qualités morales au moment du danger ; en sûreté au camp du marquis de Bouillé, lorsque celui-ci déclare que la place de la noblesse est autour du roi, elle n'hésite pas à se séparer de son amant et à rentrer à Paris où la mort l'attend.

Peintre, par excellence, de la société contemporane, M. Herczeg est cependant doué d'un sens historique très fin. Il pénètre mieux le génie des siècles passés que bon nombre d'écrivains qui ne cultivent que le roman historique. Il a montré ses qualités d'évocateur du passé dans les deux pièces de théâtre dont nous avons parlé : *Le brigadier Ocskay* et *Byzance*. Parmi ses romans, il en est un seulement qu'il situe dans une époque depuis longtemps disparue, mais il soulève un problème historique des plus intéressants ; celui de la conversion des Magyars

au christianisme. Les Magyars, quand ils arrivèrent en Europe il y a mille ans, étaient païens. L'œuvre de la conversion ne commença qu'un siècle après la conquête du pays par Arpad. Saint Etienne, aidé de nombreux missionnaires italiens et allemands, réussit à faire accepter le catholicisme par la majorité des Magyars, et c'est ainsi que la Hongrie entra dans la grande famille européenne.

Mais le XIe siècle hongrois vit encore de nombreuses révoltes causées le plus souvent par l'immixtion de l'élément étranger catholique dans les affaires du pays. Pendant longtemps on sacrifia encore à Hadur, le dieu guerrier des anciens Magyars, dans les vastes contrées alors peu habitées de la grande plaine hongroise. Il est indiscutable que la conversion était une nécessité politique : restés païens, les Magyars auraient probablement eu le sort des Huns et des Avares, ces tribus sorties également des steppes asiatiques qui avaient conquis la Pannonie avant les Magyars, mais qui n'avaient pas pu s'y fixer. Si la race hongroise a pu s'y maintenir, c'est grâce à son extraordinaire faculté d'assimilation : elle fut « européanisée » dès le XIe siècle et la révolte de quelques tribus fut étouffée. M. Herczeg, dans son roman *Païens*, nous retrace une de ces révoltes où l'âme des anciens Magyars entre en lutte contre le christianisme, importé par des étrangers — Italiens et Allemands — richement dotés par Saint Etienne et regardés comme des intrus par les vrais Magyars. Le personnage principal du roman est un Hongrois converti que ses aptitudes ont fait entrer dans le clergé et qui aide puissamment dans sa mission l'évêque Saint Gérard, Italien de naissance. Mais la conversion de ce Magyar est toute superficielle ; elle n'a rien éteint de son amour ardent de la Puszta. Avant le baptême, il portait le nom d'Alpár, maintenant il est le chanoine Martin, mais l'âme de ce chanoine reste indomptable. Sous le froc c'est toujours le cœur du guerrier farouche qui bat, et lorsqu'au couvent, parcequ'il a résisté avec ses hommes aux entreprises d'un chevalier allemand, on veut lui imposer une pénitence, il la refuse. Il est enfermé dans un souterrain, où quelques guerriers de sa tribu viennent le délivrer. Il se met alors à la tête des révoltés : il a entendu la voix de la *puszta* et cette voix lui a révélé que la nouvelle religion abolira le caractère fougueux et guerrier de la race, qu'elle ouvrira le chemin à

l'élément étranger, étouffera, peu à peu, le génie des ancêtres et opprimera la liberté. Mais la puszta a aussi réveillé ses sens ; il se sent irrésistiblement attiré vers Zénobie, chrétienne élevée à Byzance, jalousée par la païenne Seruzade, qui brûle d'amour pour Alpár. Ce brave guerrier combat vaillamment les troupes du roi, les révoltés grossissent son armée, mais finalement les païens sont vaincus. Alpár apprend que Seruzade a immolé à sa jalousie la belle Zénobie ; alors il réunit les débris de sa troupe, quitte la plaine magyare et va rejoindre ses frères restés en Asie.

Dans aucun de ses romans, la langue de Herczeg n'est plus châtiée ; il y a là des tableaux de la puszta, des descriptions des anciennes coutumes qui font de cette œuvre une des évocations les plus puissantes du passé des Magyars. On sent l'ardente sympathie du conteur pour ses ancêtres païens qui ont dû céder le terrain à la nouvelle religion. Y aurait-il là un appel à la résistance contre l'élément étranger? Ce qui est certain, c'est que dans cette lutte entre la foi païenne et la religion chrétienne, le romancier penche vers ceux qui ont finalement succombé.

Dans les œuvres de Mikszáth, de Gárdonyi et de Herczeg, il serait bien difficile de démontrer les traces d'une influence étrangère quelconque ; leur réalisme même n'a subi l'ascendant direct d'aucun écrivain russe ou français. L'empreinte française est, au contraire, très visible dans un groupe de romanciers et de nouvellistes chez lesquels le culte de la forme, l'harmonie de la phrase, plus rarement le sujet, montrent qu'ils sont allés longtemps à l'école des bons maîtres du roman contemporain en France. Celui qui, le premier, a invité les Jeunes à venir étudier à Paris fut Sigismond de Justh, un gentilhomme original qui promenait sa mélancolie dans les salons parisiens et observait le monde avec assez de finesse ; il fut très apprécié par Taine et trouva en Faguet un juge bienveillant.[1] Justh était convaincu que si les jeunes écrivains magyars pouvaient allier la *forme* française aux sentiments ardents, aux aspirations nationales hongroises, la littérature romanesque de son pays ne pourrait qu'y gagner. Lui-même est mort avant d'avoir pu donner sa mesure. Cependant son *Livre de la Pouszta* [2] contient quelques belles descriptions de la plaine immense aux

[1] Voir le *Revue Bleue*, 22 oct. 1892.
[2] Traduit en français par G. Vautier, Paris, 1892.

horizons infinis, et de plus nous fait connaître cette secte des Nazaréens, secte de braves paysans qui pratiquent l'Evangile dans toute sa pureté, se confessent publiquement, et sont de vrais disciples de Tolstoï. C'est dans le paysan magyar que Justh voit la source de régénération du pays. Membre lui-même de l'aristocratie, il connaissait les tares de cette classe et dans ses deux romans : *La légende de l'argent* et *Juliette Gányó,* il a peint le contraste entre la haute noblesse incapable d'agir et la fille du peuple énergique qui se relève de sa faute grâce à sa volonté et surtout à une doctrine religieuse très pure.

L'appel de Justh fut entendu. Beaucoup de jeunes écrivains vinrent faire leur apprentissage à Paris entre 1890 et 1900 ; ils y étudiaient non seulement la forme littéraire, mais aussi la vie intellectuelle des siècles passés et du présent. C'est grâce a eux que la connaissance de la civilisation française sortit du domaine de l'érudition et fut présentée sous une forme agréable au public hongrois. L'œuvre d'un des romanciers les plus appréciés par l'élite intellectuelle, M. Zoltán Ambrus (né en 1861) nous montre à quel degré de perfection cette initiation française peut conduire. M. Ambrus par le commerce assidu des Goncourt, de Flaubert et de M. Anatole France a subi l'ascendant du génie latin qui lui a donné la clarté, la logique, l'ordonnance parfaite des idées et lui a inspiré l'amour du beau langage. Grâce à ces qualités, affinées par un travail de trente ans, il a habitué le public hongrois, d'abord récalcitrant, à goûter la valeur du style, à s'intéresser aussi à des sujets nouveaux. Il ne s'est pas attaché à décrire la vie et les mœurs du paysan hongrois, ni à évoquer les grands faits historiques du peuple magyar : deux genres pour lesquels le public montre toujours une grande prédilection. Les œuvres de M. Ambrus se situent souvent dans les milieux intellectuels de nos jours ; ses personnages sont souvent des poètes malheureux, des artistes ou des actrices, de pauvres hères qui traînent leur misère dans la capitale, des éclopés de la vie, ou quelquefois des financiers parvenus dont le grotesque nous égaie dans des dialogues pétillants d'esprit et de satire. Ses romans sont, comme le dit un critique hongrois «des problèmes du sort, des conflits du rêve et de la réalité, des lois générales de la vie : chaque ligne écrite par lui est une confession plus ou moins voilée. Ce sont des fragments de sensations réellement et pro-

fondément éprouvées, des manifestations de son esprit critique et de son sentiment blessé par le réel, quelques-unes de ses méditations sur la vie. »

Ainsi dans *Soleil d'Automne,* le seul roman de lui qui ait été traduit en français,(1) le personnage de Blaise Hódy incarne le type du poète infortuné qui est toujours trompé dans ses affections les plus chères. Son premier amour est pour une jeune femme dont le mari passe son temps au café ; son idole meurt très jeune. Puis il tombe amoureux d'une jeune fille pauvre ; grâce à la protection d'un général dont la silhouette grotesque égaie, il espère arriver à son but lorsqu'il apprend que sa fiancée en aime un autre. Il se résout à renoncer à elle : toute sa vie il n'aura fait que pratiquer cette vertu. « L'âme humaine, écrit Ambrus, est capable de tout, même de se renier elle-même. Et l'art de la résignation peut aller jusqu'au fanatisme, jusqu'à la folie. Il y en a dont l'existence est faite de tant de privations, de maux et de souffrances qu'en fin de compte, ils font de la nécessité une vertu. Ces malheureux, l'âme bouleversée, trouvent finalement leur joie dans le renoncement. »

Dans *Solus eris* la situation est semblable. Un jeune peintre, Jules Asztalos a rencontré dans un château isolée une jeune comtesse qui partage son enthousiasme pour l'art. Mais l'entourage de Catherine est trop entiché de la noblesse pour consentir à ce mariage. C'est en vain que la jeune fille propose la fuite au peintre ; il lui dépeint sous les plus tristes couleurs le sort de la femme d'un artiste sans fortune et la décide à patienter. Jules demande une dernière entrevue au grand-père qui règne en tyran sur toute la famille. Son orgueil nobiliaire ne permettra jamais que sa petite fille épouse un homme qui gagne sa vie avec ses tableaux. Il lui propose de renoncer à son art et d'accepter un poste de chef de bureau dans un ministère. Mais Asztalos a l'âme trop haute pour subir cette condition. Il s'explique franchement avec la jeune comtesse, qui approuve sa résolution. Les deux cœurs seront brisés, et le monde continuera sa marche impassible.

Ambrus excelle surtout dans la peinture des âmes ; c'est ce qui fait le charme de ses récits. Mais pour goûter sa psycho-

(1) Bibliothèque Hongroise (Paris, Champion, 1910).

logie subtile, il faut du savoir et un peu de finesse. Pour nous montrer tous les ressorts de l'âme de ses héros, le romancier imagine souvent de véritables dialogues entre les personnages et leur conscience, et quoiqu'il ail écrit quelque part que « la conscience est une visiteuse qui a du tact ; elle ne vous importune pas longtemps », ces dialogues sont souvent fort longs. Les longueurs, très fréquentes dans les premières œuvres, disparaissent dans ses derniers romans et dans ses nouvelles.

Le monde du théâtre a souvent inspiré M. Ambrus. *Giroflé-Girofla* est le récit le plus amusant de ce genre. Il s'agit de deux actrices qui viennent dans une petite ville pour y jouer l'opérette. Elles ont reçu une bonne éducation et mènent une vie exemplaire. Leur beauté bouleverse beaucoup de cœurs, même celui du riche propriétaire Vidovics, qui n'a jamais fait attention aux actrices, mais qui est touché des manières distinguées des deux sœurs. C'est avec un tendre respect qu'il se présente à la plus jeune des sœurs, et sa passion pour elle est vite partagée. Ambrus nous retrace, dans une analyse fine et subtile, le changement qui s'effectue dans les sentiments de ce hobereau rustre et grossier jusque-là qui, complètement vaincu par l'amour, enlève Girofla et se marie avec elle à l'église de la Madeleine à Paris.

Le milieu parisien apparaît souvent dans les récits d'Ambrus; il le connaît pour y avoir séjourné, et son tableau des ateliers de Montmartre dans *Le Roi Midas* est saisi au vif. Ce n'est pas seulement par ce cadre parisien que M. Ambrus montre ses attaches avec la France. Il connaît admirablement nos écrivains de la seconde moitié du XIXe siècle. Celui qui a laissé son empreinte dans quelques-unes des œuvres du romancier magyar est Anatole France. M. Ambrus l'a pris pour modèle au début de sa carrière et son roman *La Destruction de Ninive* est inspiré directement de *Thaïs*.

M. Ambrus a exercé sa verve satirique dans des dialogues où il nous montre l'orgueil stupide d'un ancien juif converti et ennobli, fervent catholique et antisémite, « gentilhomme du pape, croix de l'ordre de Léopold et consul de Venezuela », et le snobisme de mauvais ton de ses filles. La satire atteint même la violence dans les *Idylles des rois* qui ridiculisent les petits princes des Balkans, toujours pressés d'argent ; mais leurs actes et leurs procédés manquent de ce réalisme

vigoureux qui caractérise les romans d'Ambrus qui a été mieux inspiré dans des récits amusants où l'ironie fine de l'observateur contemporain se mêle au charme des vieux contes. *Grisélidis* et *Cendrillon* sont deux œuvres qui montrent la maîtrise de M. Ambrus dans la transposition d'anciens récits dans un cadre moderne.

Dans *Grisélidis*,(1) le comte Walter, un vrai don Juan, sur la prière de ses sujets met fin à ses aventures et se marie. Il ne choisit pas une femme de sa condition, mais la fille d'un paysan. Après la naissance du premier enfant, les épreuves commencent : Walter veut se convaincre de l'amour et de la fidélité de Grisélidis. Il lui enlève leur petite fille, il la chasse, puis la rappelle pour servir celle qu'il a choisie. Grisélidis supporte tout : elle rentre en grâce. Mais alors c'est elle qui devient tyrannique, et acariâtre à tel point que son mari a peur d'elle, elle le maltraite et lui fait sentir sa force. Le prince est tout étourdi de ce changement ; Grisélidis alors lui explique que, toute paysanne qu'elle était, elle a été encore assez rusée pour se faire épouser par lui, qu'elle savait très bien qu'il ne ferait pas tuer leur enfant, que son mari ne se remarierait pas et qu'à la fin il la rappellerait. Tout ceci est conté avec beaucoup de charme, sans être saupoudré de réflexions philosophiques, ce qui est rare chez M. Ambrus.

C'est un réalisme tout différent que cultive M. Alexandre Bródy (né en 1863), l'écrivain le plus âpre de la jeune génération, mais qui plaît au lecteur par l'originalité de son style et la perspicacité de son observation psychologique. Les romans de M. Bródy font plutôt réfléchir qu'ils n'amusent ; cet écrivain n'a rien de l'humour qui caractérise ses grands contemporains, il n'a pas leur style non plus. A un genre nouveau, M. Bródy s'est efforcé de forger une langue nouvelle ; il ne faut donc pas s'étonner si son style choque les puristes par les éléments étrangers qu'il renferme.

Le terrain où Bródy se meut est la capitale modernisée de ces trente dernières années ; son observation se porte principalement sur le « faubourg Léopold », ce quartier de la haute banque et du gros commerce, sur l'Avenue Andrássy et sur la plage aristocratique d'Abbazzia.

(1) En français dans la *Revue de Hongrie* (1913).

Dans sa jeunesse, c'est surtout le monde médical qui l'a attiré ; les recherches de Charcot, l'étude des phénomènes mentaux ont inspiré plusieurs de ses romans. Son thème favori, c'est la décadence morale et physique, la ruine des individus et des familles. « C'est mon genre », dit-il dans une de ses nouvelles, « car ces choses sont en elles-mêmes tellement émouvantes qu'il est inutile d'être grand poète pour les orner. Elles agissent d'elles-mêmes sur le lecteur. » La vie des boursiers véreux, des aigrefins qui vivent de la crédulité d'autrui, la misère des étudiants pauvres, les mauvais traitements subis par les enfants en nourrice, le journalisme avec ses fatigues et ses déboires et la carrière des institutrices dans les petits villages : tout cela est minutieusement étudié et dépeint avec une hardiesse d'expression inconnue avant lui. Une de ses premières œuvres : *Le Docteur Faust*, est empreinte d'un véritable cynisme. Elle nous présente un neurologiste qui cherche une occasion d'exprérimenter les ravages faits par l'amour dans le cœur d'une jeune fille et les phases du mal. Le « sujet » trouvé, l'expérience commence : une pauvre orpheline tombe amoureuse du jeune médecin qui l'observe, lui la considère longtemps comme un « cas » intéressant, mais lorsque son assistant l'épouse, le jour se fait pour lui sur ses propres sentiments et il voit avec rage et désespoir que cette jeune femme est maintenant perdue pour lui à jamais. Dans un moment d'oubli, la jeune femme se donne à lui ; ils s'enfuient, mais pris de remords, le médecin abandonne sa proie qui meurt de désespoir.

Ce roman traduit une lecture assidue des œuvres de Charcot dont le nom revient souvent chez Bródy ; les études de ce Maître étaient alors nouvelles en Hongrie et le romancier a exploité ce filon à plusieurs reprises.

Le monde parlementaire, le monde de l'usure tout dépeints dans *La Chèvre d'argent*. Etant étudiant, Robin a aimé Piroska, en a fait sa maîtresse, puis l'a épousée. Devenu avocat, et resté toujours aussi pauvre, il sent sa fausse position peser lourdement sur lui. Un plaidoyer qu'il rédige pour un usurier donne une direction nouvelle à sa vie. Cet usurier a une petite fille, Hannah, belle, instruite, mais intrigante. Elle s'aperçoit vite que le jeune avocat a une belle intelligence ; un tel homme doit faire une brillante carrière parlementaire. Robin, fasciné par le nouveau genre de beauté de Hannah, quitte Piroska

pour l'épouser. Grâce à l'argent de l'usurier, il entre vite à la Chambre des députés et devient un personnage influent. Les manœuvres louches de certains politiciens sont décrites ici d'une toute autre façon que chez Mikszáth ; le ton narquois et l'humour de celui-ci sont remplacés par l'étalage des turpitudes, et par la scène, très réaliste, d'une séance où tous les tripotages sont exposés froidement. Robin, lorsqu'il se convainc enfin que sa femme et le vieil usurier se sont servis de son mandat pour lui faire commettre toutes sortes de malpropretés, est dégouté de la vie parlementaire. Sur les instances du Président du Conseil, il reste député, mais il se sépare de sa femme pour revenir à celle qu'il a abandonnée.

Dans un de ses derniers romans, *Le Chevalier du Jour*, Bródy nous dépeint la carrière d'un journaliste, Aurèle Asztalos, intelligent, pauvre, plein d'ambition, et qui ne dédaigne pas la protection des dames. L'une, la maîtresse d'un duc autrichien, ancienne comédienne, fille du peuple, sait faire agir le duc qui a des propriétés immenses en Hongrie, en faveur de son bien-aimé. Aurèle est élu député, il se voit déjà personnage influent, ministre. Mais Aurèle commet la faute de faire la cour à la comtesse Annie, orpheline chaperonnée par une Miss, qui tombe — un peu brusquement — amoureuse de lui.

Le frère d'Annie, un protestant ferme dans ses principes, insulte la maîtresse du duc et provoque le journaliste qui est tué dans le duel. — Tout l'intérêt du roman réside dans la tragédie de ce journaliste sans scrupules, qui se fait le défenseur de toutes les causes, mais qui est intelligent, bel-esprit, et assiégé de l'amour de deux femmes.

Mais Bródy, ancien journaliste, avait trop le respect de son métier pour ne pas mettre en face d'Aurèle un journaliste honnête. C'est Jean qui, tout pauvre qu'il est, poursuit un idéal presqu'irréalisable dans le monde des gazettes : un journal désintéressé, défendant les idées vraies, les causes justes et n'acceptant pas d'articles de réclame. Aussi sa vie n'est qu'un pèlerinage ; il ne reste jamais longtemps attaché à la même feuille. C'est lui le vrai « Chevalier du jour », celui qui défend chaque jour une idée et la jette dans la circulation ; c'est lui qui expose à son collègue sans moralité les doctrines du journalisme libéral, doctrines qu'il faut défendre même au

prix de sa vie ; c'est lui qui encourage Aurèle la dernière nuit avant le duel et par un pieux mensonge le décide à se montrer brave au dernier moment.

Les œuvres de Bródy, nous le voyons, se rapprochent beaucoup du drame à thèse sociale, et Bródy lui-même a tiré de ses romans et de ses nouvelles quelques fortes pièces qui ont remporté de francs succès.

*

Telles sont les grandes lignes du développement de la littérature hongroise dans ces trente dernières années. Les rares œuvres que l'on a traduites jusqu'ici en français ont pu convaincre d'éminents critiques que la littérature hongroise, littérature orientale par la langue, occidentale par l'inspiration, a des représentants dignes d'attirer notre attention. Déjà Saint-René Taillandier a dit de Petőfi « qu'une place lui est due parmi les maîtres de l'inspiration lyrique du XIXe siècle », et, de nos jours, Faguet trouve les conteurs Magyars « moins nébuleux que les Allemands, moins verbeux et surabondants que les Russes » et ajoute qu'« ils ne sont pas moins doués du profond sens poétique et du large sentiment de la nature ». On peut ajouter que la profonde transformation subie par la société hongroise depuis le Dualisme ne se reflète nulle part mieux que dans la littérature, et que la jeune génération continue vaillamment l'œuvre de ses aînées. Si son idéal est différent, si elle s'éloigne de la tradition, elle embrasse plus de manifestations de l'activité humaine, plus de palpitations de l'âme magyare ; son intérêt s'étend plus loin et sa compréhension est plus vaste.

I. KONT.

REVUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'affaire de l'emprunt hongrois vient de faire une nouvelle étape dans sa marche vers la réalisation. Après avoir pris leurs informations à Budapest et entendu les points de vue exposés par des hommes politiques appartenant aux divers partis politiques, ainsi que par les personnalités compétentes de notre vie économique et financière, les délégués de la Société des Nations se sont rendus à Londres où s'est réunie cette fois la Commission Financière de la Société des Nations, composée de MM. Nimayer (Angleterre), Parmentier (France), Bianchini (Italie), Ter Meulen (Hollande), Jansen (Belgique). Or, cette commission a terminé ses travaux et rédigé son rapport, non sans avoir pris l'avis des délégués du gouvernement hongrois: MM. Kállay, Walko, Teleszky, Popovics, Korányi, Schandl et Khuen-Hédervâry, sur la situation économique et financière de la Hongrie.

D'après la proposition de la Commission Financière de la Société des Nations, deux ans et demi devront suffire pour rétablir l'équilibre du budget hongrois, la somme de l'emprunt sollicité sera fixée à 250 millions de couronnes-or. Maintenant, c'est le tour au Conseil de la Société des Nations de discuter le rapport présenté par la Commission Financière de ladite Société. Le 10 décembre, MM. le comte Bethlen, Walko, Kállay, Khuen-Hédervâry et M. Angyán, chef du bureau de presse de la Présidence du Conseil, sont partis pour Paris, où siégera le Conseil de la Société des Nations, appelé à décider de la proposition susmentionnée. Peut-être nos délégués parviendront-ils à faire revenir le Conseil sur la proposition du gouvernement hongrois qui, comme on sait, envisagait un emprunt de 400 millions de couronnes-or et trois ans et demi pour l'œuvre de l'assainissement financier de notre pays. Quoiqu'il en soit, après la décision du Conseil de la Société des Nations, ce sera la Commission des Réparations qui aura le dernier mot, puisque c'est à elle que revient le droit d'autoriser la levée des droits d'hypothèque générale grevant, selon le traité de Trianon, tous les biens de la Hongrie.

M. de Kállay, ministre des Finances, en rendant compte des pourparlers avec la Commission Financière de la Société des Nations, a dit entre autres : « Du point de vue de l'emprunt, c'est pour nous

une satisfaction que les autorités financières de la S. des N. jugent la situation économique et financière de la Hongrie telle qu'un laps de temps aussi court puisse suffire à l'œuvre d'assainissement.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que, suivant l'opinion de la Commission Financière, la garantie des États étrangers ne sera pas nécessaire dans notre cas. D'autre part, une somme moindre signifie pour l'avenir des charges moindres, et les garanties, plus complètes, sont par le fait même plus rassurantes du point de vue des prêteurs. Ces garanties sont constituées par les recettes des douanes, de la régie des tabacs et du monopole du sel, ainsi que par l'impôt de consommation sur le sucre.

En outre, je tiens à rappeler que la Commission Financière de la S. des N. a envisagé la possibilité d'emprunts d'investition ultérieurs, à l'intention notamment des exploitations de l'État.

D'ailleurs, le projet d'assainissement élaboré par la Commission Financière correspond, en ce qui concerne la reconstruction elle-même, au projet du gouvernement hongrois. Il va de soi que les revenus de l'État devront être accrus, ce qui, en grande partie, résultera automatiquement de la stabilisation du change. Mais des sacrifices seront nécessaires. Le nombre des fonctionnaires, par exemple, devra encore être réduit, mais, d'autre part, il est indubitable que les traitements devront être relevés, ce qui sera rendu possible par les économies réalisées.

Quant à la planche aux billets, dès avant la réalisation de l'emprunt, il faudra qu'elle cesse de fonctionner, ce qui exigera un emprunt intérieur.

Le parlement devra donner au gouvernement l'autorisation nécessaire, et l'exécution du projet n'aura lieu, naturellement, que lorsque la loi à ce sujet aura été promulguée. En attendant, le gouvernement doit prendre les mesures préparatoires nécessaires . . .»

En commentant les pourparlers sur l'emprunt, l'Agence Reuter a trouvé bon de toucher à la question des rapports entre la Hongrie et ses voisins. En insistant sur la nécessité d'améliorer nos relations avec les États de la Petite Entente, on cherche à enfoncer des portes ouvertes. Il y a longtemps déjà que le gouvernement hongrois s'efforce d'arriver à une entente sur tous les problèmes de nature économique et politique, susceptibles de faire obstacle à l'établissement de rapports corrects et amicaux entre la Hongrie et ses voisins. Au temps où notre éminent collaborateur, M. Gustave Gratz, était ministre des Affaires étrangères, l'idée d'un rapprochement avec les États avoisinants prédominait dans la politique extérieure de la Hongrie. Le gouvernement actuel s'inspirant également du principe qu'une politique d'isolement ne saurait être que préjudiciable aux intérêts tant économiques que politiques du pays, le comte Bethlen engagea, dès son avènement au pouvoir, des pourparlers avec les représentants des États héritiers. Ses voyages à Genève lui en offrirent plus d'une occasion. C'est avec satisfaction qu'on peut constater que nos voisins sont aussi pénétrés du sentiment de la nécessité de relations loyales

et pouvant servir de base à une collaboration économique utile à tous les peuples. Il n'y a que la Yougoslavie qui, malheureusement, s'obstine encore à opposer des difficultés à cet égard.

Quant à la Tchéco-Slovaquie, les négociations engagées avec elle le 23 octobre, au sujet des questions ayant trait à la nationalité des optants hongrois, à l'assistance judiciaire réciproque, aux Archives et aux fondations, sont près d'être terminées. Les ministres de l'Instruction publique, M. le comte Klebelsberg, et de la Justice, M. Nagy, se sont rendus à Prague pour faire aboutir les projets élaborés par les délégations tchéco-slovaques et hongroises. Après leur arrivée, nos ministres se sont immédiatement mis en contact avec M. Benès, et le 5 et 6 décembre ont été consacrés à discuter toutes les questions en suspens ; plus tard, les ministres compétents tchèques prirent aussi part à ces débats. M. Nagy, ministre hongrois de la Justice, a déclaré qu'au cours des conférences on est parvenu à se mettre d'accord sur presque toutes les questions, à l'exception de trois dont l'une porte sur la date juridique du commencement de la nationalité ; l'autre sur la pension des anciens fonctionnaires hongrois ayant habité en Haute-Hongrie, mais ne pouvant pas démontrer qu'ils y étaient domiciliés; la troisième sur l'assistance judiciaire du droit d'exécution. M. Nagy fit encore cette déclaration importante que, pendant ces deux jours, le rapprochement tchéco-slovaque—hongrois a fait plus de progrès que durant les deux années passées. C'est un résultat très appréciable.

Pour ce qui est des pourparlers entamés le 14 novembre sur le trafic-frontière entre la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie, ils ont abouti à la conclusion d'un arrangement devant entrer en vigueur au mois de novembre. Afin d'en préciser la mise en pratique et de statuer sur certains passages du texte de l'accord, le gouvernement tchèque envoya des délégués à Budapest ; on peut espérer qu'après les pourparlers que ceux-ci eurent avec les délégués hongrois, les deux pays seront à l'avenir à l'abri des incidents de frontière qui, ces derniers temps, ont tant contribué à envenimer les rapports hongrois-tchèques.

Quant à la Roumanie, c'est avec plaisir que nous enregistrons la reprise des négociations interrompues au mois de novembre de l'année passée. En effet, le 15 novembre 1923, une commission hongroise, présidée par M. Wodianer, ministre plénipotentiaire, est partie pour Bucarest afin d'entamer des pourparlers portant sur toutes les questions demeurées en suspens par suite du traité de Trianon. Il y a lieu non seulement d'espérer que ces pourparlers feront naître une atmosphère amicale entre les deux pays qui ont un intérêt égal à parvenir à un rapprochement économique et politique.

La Roumanie est à même de nous fournir beaucoup de matières premières d'une importance décisive pour l'industrie hongroise ; d'autre part, la Hongrie peut exporter en Roumanie des produits ouvrés qui seront d'une utilité d'autant plus grande qu'ils contribueront au nivellement des prix dont le consommater roumain n'aura

qu'à se féliciter. Il est vrai qu'il semble y avoir un conflit d'intérêt entre les deux pays, puisque tous les deux ont un caractère éminemment agraire, mais il ne faut pas oublier que tant que la production de la Russie n'aura pas atteint celle d'autrefois, l'agriculture roumaine et l'agriculture hongroise trouveront aisément des débouchés pour écouler leurs produits superflus, sans parler des services que notre commerce de transit peut rendre aux intérêts agraires de la Roumanie.

En attendant, nous pouvons signaler un événement de bon augure pour les négociations en cours. Il s'agit de l'accord intervenu au sujet de l'échange des prisonniers politiques roumains et hongrois. Grâce à la bonne volonté des deux gouvernements, cette affaire pouvait enfin être menée à bonne fin. Il est seulement regrettable que les négociations dont dépendait la liberté d'un grand nombre de personnes, ont si longtemps traîné en longueur, prolongeant ainsi les souffrances des intéressés. Quoiqu'il en soit, le règlement définitif de cette question peut être considéré comme précurseur de l'amélioration prochaine des relations roumano-hongroises. Il faut encore dire que, du côté hongrois, le conseiller de légation, M. Gajzágó et, du côté roumain, S. Exc. M. Trajan Stircea, ministre de Roumanie à Budapest, et M. Davidesco, conseiller de la Légation de Roumanie en Hongrie ont déployé un zèle digne de toute louange pour faire aboutir l'échange des prisonniers.

La Hongrie a reçu trente prisonniers politiques, parmi eux huit personnes condamnées à la suite du célèbre procès de Kolozsvár. Ces huit condamnés sont, parmi les deux cents accusés, ceux qui avaient le plus longtemps langui en prison. Les prisonniers politiques roumains étaient au nombre de trente-quatre. La bonne volonté apportée par le gouvernement hongrois à la solution de cette question ressort du fait qu'en dehors de toute réciprocité, il a rendu la liberté à vingt-sept individus internés dans le camp de Zalaegerszeg qui ne pouvaient être considérés comme des prisonniers politiques, mais qui se réclamaient de leur nationalité roumaine.

SPECTATOR.

Le Rédacteur en chef et gérant :
G. DE HUSZÁR.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Fusion de la Banque Générale de Crédit Hongrois et de la Première Banque Hongroise d'Industrie. La Banque Générale de Crédit Hongrois a tenu, le 16 juin 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de 420,000.000 à 489,000.000 couronnes. Sur 105.000 des 172.500 titres nouvellement émis, à la valeur nominale de 400 cour., un droit de préférence sera assuré, à raison de 10 à 1, aux anciens actionnaires ; le reste de 67.500 actions servira, à raison de 5 à 1, à l'échange des actions de la Première Banque Hongroise d'Industrie contre celles de la Banque Générale de Crédit Hongrois. Dans ce but, le Conseil d'Administration de la Première Banque Hongroise d'Industrie a également décidé, le 16 juin 1923, de porter le capital social de 100,000.200 à 101,250.000 couronnes, pour faciliter ainsi l'opération technique de l'échange ; les nouvelles actions, au nombre de 4166, seront émises au prix de 8000 cour. En opérant la fusion de ces deux anciens établissements de très bon renom, les Conseils d'administration respectifs ont surtout été inspirés par des considérations de la nécessité le diminuer le nombre excessif des institutions financières en Hongrie, lequel n'est plus en proportion avec le territoire mutilé du pays.

La Société Anon. Hongroise de Navigation Fluviale et Maritime a tenu, le 26 mai, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de porter le prix des actions de 200 cour., valeur nominale, à 1000 cour. et d'émettre en même temps 294.000 nouveaux titres au prix de 1000 cour. chacun, valeur nominale. Les porteurs d'actions primitives ont un droit de souscription par préférence à la nouvelle émission, à raison de 1 à 1, au prix de 2000 cour. par action.

La Première Société An. de Lavage de Coton et de Commissions a tenu, le 25 mai 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter le fonds social de 50,000.000 à 200,000.000 de couronnes, en élevant le prix des 125 actions en circulation de 400 cour. à 1000 cour. Il a été procédé en même temps à l'émission de 75.000 nouvelles actions, au prix de 1000 cour. chacune, participant, à partir du 1er janvier 1923, au bénéfice de l'exerice courant. Les porteurs d'actions primitives ont un droit de souscription par préférence aux titres nouvellement émis.

La Banque d'Escompte et de Change a décidé, dans son assemblée générale ordinaire, tenue le 19 mai 1923, d'élever le capital-actions de la Banque à 600,000.000 couronnes. Un droit de souscription par préférence a été assuré aux anciens actionnaires, à raison de 2 à 1, sur les titres nouvellement émis, au prix de 3500 cour. chacun. MM. Robert Czeisel, Emile Friedländer, Dr. Géza Hári, Louis Reményi-Schneller, Roland Walko ont été nommés directeurs, MM. Ferdinand Hegyi, Emeric Kirchlechner, Charles Walko, sous-directeurs. Parmi ceux auxquels la procuration a été donnée, figure aussi M. Árpád Alloni, secrétaire de la Banque.

La Banque de la Patrie, Soc. Anon., a décidé, en son assemblée générale extraordinaire, tenue le 23 mai, de porter le capital-actions de la Banque à 700,000.000 cour. par l'émission de 125 nouveaux titres à 2000 cour., valeur nominale, et par l'élévation du prix des 225.000 actions en circulation de 1000 à 2000 couronnes. Le droit de souscription par préférence a été assuré aux porteurs d'actions primitives, à raison de 2 à 1, au prix de 7000 cour., sans frais.

Banque Lloyd, Soc. Anon. Dans sa séance, tenue le 11 juin 1923, le Conseil d'Administration de cet établissement financier a décidé de proposer à l'assemblée générale extraordinaire, convoquée pour le 3 juillet, d'élever le capital-actions de la Banque de 500,000.000 à un milliard de couronnes.

La Caisse d'Épargne de la Cité, Soc. Anon. a tenu, le 9 juin, un assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de 100,000.000 à 200,000.000 couronnes. Un droit à la souscription par préférence est assuré, à raison de 2 à 1, aux anciens porteurs d'actions, sur 100.000 titres nouvellement émis, participant au bénéfice de l'exercice courant, au prix net de 1500 cour. Le droit à la souscription par préférence peut être exercé du 12 au 21 juin. Par la transaction qui vient d'être opérée, les capitaux de la Caisse d'Épargne s'élèvent à peu près à 500,000.000 de couronnes.

La Banque Britannique-Hongroise a tenu, le 15 mai 1916, sous la présidence du comte Émeric Károlyi, son assemblée générale ordinaire. Il y fut décidé de verser, sur le bénéfice net de l'exercice 1922, montant à 132,359.375 cour., un dividende de 120 cour. par action. MM. le baron Auguste Haupt-Stummer, Léon Pauer de Budahegy et le Dr. Ernest Wittmann ont été élus membres du Conseil d'Administration.

Banque Mobiliaire, Soc. An. Dans l'assemblée générale ordinaire, tenue le 24 mai 1923, cette Société a décidé de payer le coupon de l'exercice 1922, à raison de 60 par action. Ont été élus dans le Conseil d'Administration M. Ignace Pál, directeur-gérant de la Société, et M. A. Langfelder, directeur de la succursale de Vienne.

La Banque Hongro-Allemande, Soc. Anon., a tenu, le 6 juin 1923, son assemblée générale ordinaire où le bilan de l'exercice de 1922 fut établi. Le bénéfice net se monte à 18,409.737 cour. ; le coupon sera payé à raison de 20%, c'est-à-dire 40 cour. Sur la proposition de M. Désiré Szász, directeur-gérant de la Banque, il fut décidé de porter le capital social de 100,000.000 à 200,000.000 couronnes. La somme des réserves et le capital-actions de la Banque s'élèvent ainsi à 420,000.000 couronnes.

Soc. Anon. pour l'Industrie Agricole. L'assemblée générale de cette entreprise décida, le 30 mai 1923, de verser, pour l'exercice de 1922, un dividende de 500 cour. (50%) par action. Le coupon est payé, à partir du 1er juin 1923, à la Banque Générale de Crédit Hongrois.

La Caisse d'Épargne Budapest—Lipótváros, Soc. Anon., a tenu, le 14 juin 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de 120,000.000 à 160,000.000 couronnes. Le droit de priorité peut être exercé, à raison de 6 à 1, au prix de 650 cour., du 19 au 27 juin, à la Caisse de l'établissement.

La Fabrique d'aéroplanes et de produits de bois Neuschloss-Lichtig a tenu, le 11 juin, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de 127,500.000 à 255,000.000 couronnes, par l'émission de 637.500 actions nouvelles. Un droit de souscription par préférence est assuré aux porteurs de titres anciens, à raison de 1 à 1, au prix de 890 cour. Le dividende pour l'exercice 1922 a été fixé à 20 cour. par action (10%).

Schlick-Nicholson, Soc. Anon. pour la Fabrication de machines, de wagons et Chantier naval. Cette Société a tenu, le 9 juin 1923, une assemblée générale où il fut décidé de verser un dividende, pour l'exercice 1922, de 80 cour. par actions. Le coupon est payé, à partir du 12 juin, à la Banque Hongro-Italienne, Soc. An., et à la Première Banque Hongroise d'Industrie.

Première Minoterie à Vapeur de Budapest, Soc. Anon. La Direction de cette entreprise a décidé de proposer à l'assemblée générale prochaine, un dividende de 250 cour. par action. En même temps, il sera proposé de porter le capital-actions à 840,000.000 couronnes

par l'émission de 280.000 nouveaux titres, au prix de 200 cour., valeur nominale, sur lesquels, à raison de 2 à 1, les anciens porteurs d'actions auront un droit de préférence.

S. A. Hongroise de Navigation continentale. Cette entreprise qui appartient à la sphère d'intérêts de la Banque Hongroise-Italienne, a décidé, le 18 mai 1923, de porter son capital-actions de 20,000.000 à 60,000.000 de couronnes.

La Fabrique Gschwindt, Soc. Anon., a tenu, le 19 mai 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé d'augmenter le fonds social de la Fabrique par l'élévation du prix des anciens actions à 1000 cour. Les porteurs d'actions primitives peuvent souscrire par préférence aux titres de la nouvelle émission, à raison de 2 à 1, en versant 10.000 cour.

L'Industrie d'Imprimerie sur étoffes, Soc. Anon., a tenu, le 16 juin 1923, son assemblée générale où il fut décidé de porter le capital-actions à 225,000.000 couronnes par l'émission de 75.000 nouveaux titres à 1000 cour., valeur nominale, et par l'élévation du prix des anciennes actions de 200 à 1000 couronnes. Un droit de souscription par préférence a été assuré aux porteurs d'actions primitives, à raison de 2 à 1. — Le bénéfice net de l'exercice 1922 se monte à 27,013.626 cour., le dividende a été fixé à 150 cour.

La Soc. Anon. Frankl A. Herm. et fils a décidé, dans son assemblée générale, tenue le 6 juin, de porter le capital-actions de 36,000.000 à 72,000.000 couronnes et de garantir un droit de priorité, sur les titres de la nouvelle émission, à raison de 1 à 1, aux anciens actionnaires. Le dividende de l'exercice de 1922 a été fixé à 150 cour. (73%).

La raffinerie d'Alcool de Barót, Soc. Anon. L'assemblée générale, tenue le 15 juin, a décidé de payer un dividende de 40 cour. pour l'exercice de 1921—1922 et d'augmenter le capital-actions de la Société. En élevant la valeur nominale des actions à 200 cour., on donnera, sur 3 titres, 2 nouveaux, au prix de 1200—1290 couronnes ; sur trois pièces du stock d'actions ainsi réalisé, il sera offert une action gratuite. Le droit de priorité peut être exercé à la Banque Hongro-Italienne, jusqu'au 28 juin.

La Caisse d'Épargne Unie de la Capitale de Budapest a convoqué, pour le 23 juin, une assemblée générale extraordinaire où elle proposera d'élever la valeur nominale des actions en circulation, de 600 à 1000 couronnes, et d'augmenter le capital-actions.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

La Banque Commerciale Hongroise de Pest a tenu, le 27 août 1923, sous la présidence de M. Philippe Weiss, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de la Banque de 600,000.000 à 800,000.000 couronnes. En opérant cette transaction, la Direction s'est inspirée du devoir qui lui incombe de pourvoir aux besoins de crédit toujours plus grands, résultant de l'augmentation du prix des matières premières, des articles industriels et de la récolte abondante de cette année. Les nouvelles actions, au nombre de 100.000, sont offertes de préférence aux anciens actionnaires, à raison de 3 à 1. Le prix d'émission est 180.000 cour., les nouvelles actions participent au bénéfice de l'exercice 1922. Le droit de préférence peut être exercé, à Budapest, à la Caisse spéciale de la Banque, à Vienne, à l'Allgemeine Österreichische Bodencredit-Anstalt, à la Wiener Bank-Verein et à la Zentraleuropäische Länderbank.

La Banque de Crédit Commercial a convoqué, pour le 15 septembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où le Conseil d'Administration proposera de porter le capital social à 200,000.000 couronnes.

« Mercur », Comptoir d'Escompte, Soc. Anon. Dans son assemblée générale extraordinaire, tenue le 5 septembre 1923, cette société a décidé de porter le capital-actions, de 200,000.000 à 500,000.000 cour. Les titres de la nouvelle émission sont offerts, de préférence, aux anciens actionnaires, au prix de 3000 cour. par pièce.

La Société Anon. Hongroise de Navigation Maritime « Levante » a décidé, dans son assemblée générale, tenue sous la présidence de M. le baron Adolphe Ullmann, de payer un dividende de 600 cour. pour l'exercice écoulé. MM. Tiburce de Scitovszky et Frédéric de Hoffmann furent élus membres du Conseil d'Administration.

Atlantica Trust, Soc. Anon. D'après le rapport de l'Administration, cette société anonyme a élargi le cadre de ses affaires d'une manière très considérable. Les diverses entreprises groupées autour d'elle ont fonctionné avec un grand succès. Selon les comptes soumis à l'Assemblée générale, le bénéfice net monte à 45,040.000 cour., non compris les 14,500.000 cour. versées aux fonds de réserve. Un dividende de 100 cour. (50%) fut payé par action, ce qui fait au total 35,000.000 cour. Faisons encore remarquer que le droit de préférence, garanti aux anciens actionnaires à propos de l'augmentation du capital-actions de la Société, peut être exercé, à raison de 5 à 1, au prix de 15.000 cour. La valeur nominale des titres anciens à 200 cour. sera portée à 1000 cour.

La Soc. Anon. d'Exploitation agricole et de Commerce « Naturalia » a décidé d'augmenter son fonds social de 5,000.000 à 15,000.000 cour. et d'offrir, à raison de 1 à 1, aux actionnaires anciens les titres nouvellement émis. Le président du Conseil d'Administration de

cette entreprise est M. Étienne Haller, ancien ministre ; son directeur M. le Dr. Emile Grünwald, jeune financier doué d'un grand talent.

Les Charbonnages d'Esztergom—Szászvár, Soc. Anon., a tenu, le 4 août 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter le capital-actions de la Société à 54,000.000 cour., par l'émission de 30.000 actions. Un droit de préférence a été assuré aux porteurs d'actions primitives sur tous les titres de la nouvelle émission.

La Fabrique Hongroise de Salami, Soc. Anon., a tenu, le 29 juillet 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital social de la Fabrique, de 300,000.000 à 500,000.000 couronnes. L'augmentation du capital social fut motivée par le puissant développement des entreprises nationales et étrangères associées à la Fabrique, ainsi que par l'achat de la plupart des actions de la Fabrique de Savon de Kolozsvár (Heinrich) et de l'établissement de Charcuterie Kuczik à Debreczen, existant depuis 1835.

La Première Compagnie Hongroise d'Assurances Générales a tenu son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer un dividende de 2000 cour. et d'élever le capital social de la Compagnie à 160,000.000 couronnes.

La Minoterie à Vapeur Victoria de Pest a tenu, le 26 juillet, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer un dividende de 1000 cour. par action (100.000 actions participant au bénéfice de l'exercice 1922, à 1000 = 100,000.000 cour.).

«Ofa» Holzindustrie A. G. Cette entreprise forestière a tenu, à Zurich, son assemblée générale où il fut décidé de payer un dividende de 3 francs suisses sur le bénéfice net de 348.321·38 fr. s. Les coupons sont payés à l'Industrie forestière du Pays, Soc. Anon. (V., Zoltán-u. 16.) par chèque tiré sur Zurich. Le capital social de l'entreprise fut porté à 7,000.000 francs suisses ; les actions ont été prises par un groupe de financiers suisses, réunis autour du Comptoir d'Escompte de Genève ; les anciens actionnaires reçoivent, sur 10 anciennes actions, une nouvelle, au prix de 5000 couronnes.

L'Établissement Industriel de Demecser, Soc. Anon., a tenu, le 11 août 1923, une assemblée générale où il fut résolu d'augmenter le capital-actions de 40,000.000 à 100,000.000 cour. L'établissement possède une exploitation agricole des plus modernes, d'une étendue de 26 âcres, à Demecser, qui sera mise en activité progressivement au cours de cette année.

La Fabrique de Salami Czinner et Cie, Soc. Anon., a tenu, le 12 juillet 1923, à Szeged, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever le capital social à 160,000.000 cour.

La Banque Hongro-Allemande, Soc. Anon., a tenu, le 25 août 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter, de 200,000.000 à 500,000.000 cour. le capital-actions. Le capital social et les réserves de la Banque s'élèvent ainsi à 1,320.000.000 cour. Sur chaque ancienne action, il sera donné une nouvelle, au prix de 3300 cour.

La Caisse d'Épargne de la Cité, Soc. Anon., a tenu, le 4 septembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter, de 2,000.000 à 8,000.000 cour. le capital-actions de la Société.

La Caisse d'Épargne Générale Hongroise, Soc. Anon., a décidé, dans son assemblée générale tenue le 31 août 1923, de porter le capital social, de 350,000.000 à 700,000.000 cour. Un droit de préférence est garanti aux porteurs d'actions primitives, au prix de 30.000 cour. et à raison de 2 à 1. La portion des titres nouvellement émis non prise par les anciens actionnaires sera placée chez un groupe de financiers étrangers disposant de grands capitaux. Après cette transaction, les capitaux de la Caisse d'Épargne Générale Hongroise s'éléveront à peu près à 15 milliards de couronnes.

La Fabrique de Machines Wörner J. et Cie, Soc. Anon., a tenu, le 27 août 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever le capital social à 165,000.000 cour. Les nouvelles actions sont émises au prix de 15.000 cour., à raison de 2 à 1. Le droit de priorité peut être exercé, du 3 au 12 septembre, à la Caisse de la Société (V., Váci-ut 48).

Banque d'Agriculteurs, Soc. Anon. Sous ce titre, on vient de créer, le 1er août 1923, un nouvel établissement de crédit avec un milliard de capital social. Ont été élus membres du Conseil d'Administration : comte Émeric Almásy, président, baron Clément Waldblott, vice-président, Joseph Bottlik, Jules Csobaji, comte Joseph Jankovich-Bésán, Nicolas Jókai-Szilágyi, Michel Koós, Alexandre Kovács Nagy, Maurice Lányi (directeur), baron Ferdinand Maillot, Alexandre Matlekovits, Ladislas Melczer, Tiburce Meczner, Étienne Mikecz, Émile Purgly, Maurice Putnoky, Thomas Szily, Jean Tankovics, baron Émeric Trauttenberg, Zoltán Urbánovits, baron Frédéric Waldblott, Tiburce Zsitvay. Voici les membres du Comité de Surveillance : Victor Kosinszky, André Csajka, dr. Eugène Drucker, Émeric Kern, Joseph Szirmay, dr. Guillaume Szende, Árpád Vitéz.

La Caisse d'Épargne de Budapest-Lipótváros, S. A., a tenu, le 30 août 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions de 160,000.000 à 250,000.000 cour.

La Banque Hongro-Américaine, S. A., a résolu, dans son assemblée générale tenue le 30 août 1923, d'élever son capital social à un milliard de couronnes, en offrant, sur chaque ancienne action, 5 nouvelles, au prix de 730 couronnes. Le droit de priorité doit être exercé, du 15 au 30 septembre, aux bureaux centraux de la Banque, IV. rue Semmelweis 2. MM. le prince Egon Hohenlohe et Béla de Pivny-Póka ont été élus membres du Conseil d'Administration.

Banque Hongroise d'Escompte et de Change. Le Conseil d'Administration de cet établisement a tenu, le 1er septembre 1923, une séance où il fut décidé de convoquer, pour le 10 septembre 1923, une assemblée générale extraordinaire et d'y proposer l'augmentation du capital social, de 600,000.000 à 800,000.000 cou-

ronnes. Les titres de la nouvelle émission, au nombre de 500.000, seront tous offerts, aux porteurs d'actions primitives.

La Société Anon. d'Assurances et de Contre-Assurances Sud-Est, l'ayant droit en Hongrie de la Société d'Assurances générales de Francfort, a décidé, dans son assemblée tenue le 22 août 1923, d'élever son capital social à 20,000.000 couronnes. On donne, sur deux anciennes actions, trois nouvelles, au prix de 3000 cour., participant au bénéfice de l'exercice courant.

Fabrique de Porcelaine de Herend, Soc. Anon. Cette entreprise dont les produits sont universellement connus et estimés, vient de se constituer en Soc. Anon., avec un capital-actions de 500,000.000 cour., sous le patronage de la Banque Lloyd et la Banque Mobile. M. Eugène de Farkasházy continuera à diriger la Fabrique. Ont été élus membres du Conseil d'Administration : Eugène Farkasházy, Sigismond Farkasházy, Edmond Fischer, Aladár Fónagy, Lehel Hédervary, Béla Horváth, Eugène Hubay, Charles Layer, Louis Pálmai, Alexius Petrovich, Ignace Pfeiffer, Jules Salusinszky, Arnaud Sebestyén, Gabriel Várady, Jules Végh.

Caisse d'Épargne Centrale de Hongrie. Le Conseil d'Administration de cet établissement a convoqué, pour le 18 septembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il sera proposé de porter le capital-actions de 180,000.000 à 240,000.000 cour. Les anciens actionnaires peuvent exercer leurs droits de préférence à raison de 3 à 1. En même temps le Conseil d'Administration demandera l'autorisation d'émettre, en temps opportun, des titres nouveaux d'une valeur de 60,000.000 couronnes.

Les Caves des Domaines Épiscopaux, S. A., a décidé, dans son assemblée générale extraordinaire, tenue le 11 septembre 1923, d'élever son capital-actions de 120,000.000 à 200,000.000 couronnes.

La Soc. An. de Pisciculture et de Commerce de poissons a tenu, le 4 septembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut résolu de porter le capital social de 40,000.000 à 120,000.000 cour., à raison de 1 à 2, au prix de 5000 couronnes (Banque Hongro-Italienne).

Soc. Anon. de grandes exploitations agricoles. Tel est le titre de la nouvelle entreprise qui a tenu, le 5 septembre, son assemblée générale constituante dans les locaux de la Banque Britannique-Hongroise. Cette Société, dont le capital-actions monte à 2 milliards, a pour but d'activer les intérêts agricoles et d'aider à industrialiser l'économie rurale. Des capitalistes anglais ont contribué à sa fondation et, sous peu, une Société analogue va être constituée à Londres. Sont membres du Conseil d'Administration : comte Émeric Károlyi (président), comte Charles Khuen-Hédervary, Simon de Krausz, etc.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

M. Jules de Walder, Président de la Première Union de Caisse d'Épargne Nationale et de la Banque de la Patrie. Le 28 septembre 1923, M. Jules de Walder, membre de la Chambre des Magnats, fut élu président par l'assemblée générale extraordinaire de la Première Union de Caisse d'Épargne Nationale et de la Banque de la Patrie. Cette élection est d'une grande portée économique en même temps que morale. Son importance économique réside dans le fait que ces deux établissements financiers de grande envergure, dirigés jusqu'ici par M. de Walder en qualité de vice-président, ont rempli presque une mission non seulement dans l'économie privée de la Hongrie, mais aussi dans les finances de l'État et de la Ville de Budapest. Son importance morale est mise en relief par la circonstance que M. de Walder, qui vient d'être investi de la haute dignité de la présidence, commença comme humble fonctionnaire sa carrière brillante dans ce même établissement financier.

La *Première Union de Caisse d'Épargne Nationale de Pest* a tenu, le 28 septembre 1923, sous la présidence de M. Jules de Walder, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'augmenter le capital social à 2.500.000.000 cour. Il sera émis 62.500 nouvelles actions et la valeur nominale des titres anciens sera élevée à 20.000 cour. Les porteurs d'actions primitives peuvent exercer leur droit de préférence, à raison de 2 à 1, en versant 516.000 cour. ; les titres nouvellement émis participent aux bénéfices de l'exercice de 1923.

La *Banque de la Patrie, Soc. Anon.*, a décidé, dans son assemblée générale extraordinaire, tenue le 28 septembre, d'élever le capital-actions de la banque à 1.600,000.000 cour. Un droit de préférence est assuré aux anciens actionnaires qui peuvent recevoir, sur 2 anciennes actions, une nouvelle, en versant 50.000 cour. par titre et 1700 cour. pour intérêts et droits. Avant la clôture de l'assemblée générale, le nouveau président de la Banque, M. Jules de Walder, membre de la Chambre des Magnats, fut chaleureusement salué par M. Charles de Szász, conseiller intime.

La *Première Fabrique de Spode et de Colle, Soc. Anon.*, a tenu, le 9 octobre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever de 100,000.000 à 320,000.000 cour. le capital-actions de la Société.

Ganz et Cie — Danubius, Soc. Anon. de fabrication de Machines, Wagons et de Chantier naval. Cette société a tenu, le 1er octobre 1923, une assemblée générale où il fut décidé d'élever le capital social, de 21.600.000 à 37.800.000 cour., en augmentant la valeur nominale de chaque action à 20.000 cour. et en émettant 162.000 titres nouveaux au prix de 20.000 cour., valeur nominale. Ces derniers participent déjà aux bénéfices de l'exercice 1923 et ont été offerts de préférence aux porteurs d'actions primitives, à raison de 1 à 6, au prix

tions du Conseil d'Administration furent adoptées. Conformément à ces propositions, les anciens actionnaires ont un droit de préférence, à raison de 3 à 1, sur les titres de la nouvelle émission, participant aux bénéfices de l'exercice 1923, au prix de 40.000 cour. par pièce.

Banque et Caisse d'Épargne Standard, Soc. Anon. Dans son assemblée générale, tenue le 25 septembre 1923, cet établissement financier a décidé de porter le capital-actions de 100,000.000 à 250,000.000 cour. Grâce à cette transaction, les fonds de réserve se montent à plus d'un milliard de couronnes.

La *Fabrique de Produits de menuiserie Malomsoky, Soc. Anon.*, a décidé, dans son assemblée générale du 28 septembre 1923, de porter le capital-actions à 60,000.000 cour. Un droit de préférence fut assuré aux anciens actionnaires sur les titres de la nouvelle émission, à raison de 5 à 1, au prix de 4500 cour.

La *Fabrique de tronçons de chapeaux et de chapeaux Hungária, Soc. Anon.*, a décidé d'augmenter le capital-actions, de 100,000.000 à 160,000.000 cour. L'admission à la Bourse des titres de la Société sera bientôt demandée.

La *Société Réunie des Forges de Rimamurány et de Salgótarján*, a tenu, le 9 octobre 1923, son assemblée générale ordinaire où il fut décidé de payer le coupon de l'exercice 1922—23 à raison de 300 cour. La production de la Société atteignit, durant l'exercice passé, deux tiers de celle des temps de paix. Eu égard à la baisse de la couronne et au programme des investitions considérables projetées par la Société, il fut en même temps décidé de porter, de 280,000.000 à 372,000.000 cour., le capital-actions par l'émission de 460.000 titres nouveaux, sur lesquels les anciens actionnaires auront un droit de préférence, à raison de 3 à 1.

La *Caisse d'Épargne Unie de la Capitale de Budapest* a tenu, sous la présidence de M. Albert de Berzeviczy, le 11 octobre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever à 600,000.000 cour. le fonds social de la Caisse d'Épargne.

La *Soc. Anon. d'Industrie d'Engrais Artificiel, d'Acides sulfuriques et de Produits chimiques Hungária* a tenu, le 21 septembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter à 77,340.000 cour. le fonds social par l'émission de 13.350 nouvelles actions au prix de 400 cour. chacune. La somme réalisée par cette émission sera affectée à l'achat par échange des actions de la *Fabrique de gélatine d'os des bouchers et charcutiers Pátria.* Le capital-actions global de la Société atteindra ainsi 154,680.000 cour.

La *Soc. Anon. d'Industrie Agricole* a décidé, dans son assemblée générale extraordinaire, tenue le 19 octobre, d'augmenter son capital-actions de 300,000.000 à 600,000.000 cour. Un droit de préférence a été assuré, sur toute la nouvelle émission, aux porteurs d'actions primitives, au prix de 25.000 cour.

La *Minoterie Étienne de Borsod-Miskolc et de Debrecen, Soc. Anon.*, a décidé, dans son assemblée générale extraordinaire, tenue le 10 octobre 1923, d'augmenter son capital-actions à 4.250,000.000.

Le droit de préférence, assuré aux anciens actionnaires, peut être exercé, du 15 au 23 octobre, à la Caisse d'effets de la *Banque de la Patrie, Soc. Anon.*

La *Première Fabrique de Bière citadine de Kőbánya et Soc. Anon. de Produits alimentaires St-Étienne* a tenu, le 15 octobre, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital social, de 82,500.000 à 123,750.000 cour. Il sera émis 41.250 nouvelles actions sur lesquelles les porteurs des titres primitifs auront un droit de préférence, à raison de 2 à 1, en versant 100.000 cour. par pièce à la Banque Générale de Crédit Hongrois ou à la Caisse de la Société.

Banque Transorient, Soc. Anon. La majorité des actions de cet établissement vient d'être acquise par un groupe de financiers qui ont porté, dans l'assemblée générale tenue le 8 août, le capital social à 400,000.000 cour., en instituant en outre un fonds de réserve montant également à 400,000.000 cour. Les nouveaux actionnaires de la Banque représentent des entreprises industrielles très considérables ; à leur tête se trouve M. le Comte Géza Apponyi, conseiller intime, M. le Comte Rodolphe Apponyi (président), M. le baron Zoltán Bánffy (vice-président), M. Désiré de Battlay (directeur-gérant), etc.

La *Fabrique de Verre de Zagyvapálfalva, S. A.*, a décidé, dans son assemblée générale extraordinaire, tenu le 10 septembre 1923, de porter son capital-actions de 30,000.000 à 60,000.000 couronnes.

La *Fabrique de Bière à Kőbánya, Soc. Anon.*, a porté son capital-actions à 640,000.000 cour. par l'émission de 180.000 titres nouveaux, à 2000 cour., valeur nominale et par l'augmentation du prix des anciennes actions, de 200 à 2000 cour.

La *Fabrique de Bière à Pécs, Soc. Anon.*, a décidé de porter son capital-actions à 560,000.000 cour. par l'émission de 150.000 titres nouveaux au prix de 2000 cour., valeur nominale, et par l'augmentation du prix des anciennes actions de 200 à 2000 cour.

La *Fabrique de Bière Royale à Nagykanizsa, Soc. Anon.*, a décidé, dans son assemblée extraordinaire, tenue le 28 septembre 1923, de porter son capital-actions, de 12,000.000 à 120,000.000 cour. par l'émission de 60.000 nouvelles actions au prix de 1000 cour., val. nom., et par l'augmentation du prix des anciens titres, au nombre de 60.000, de 200 à 1000 cour., val. nom.

La *Banque Union, Soc. Anon.*, a tenu, le 29 septembre 1923, une assemblée générale où il fut décidé d'élever le capital social à 500,000.000 cour. Le capital-actions et les fonds de réserve de la banque montent ainsi à un milliard et demi.

La *Banque Lloyd, Soc. Anon.* Le conseil d'Administration de cet établissement financier a tenu, sous la présidence de M. le baron Joseph Szterényi, ancien ministre du Commerce, une séance où M. Jules Salusinszky fut nommé vice-président, et M. Étienne Mándy vice-directeur général. M. Émeric de Dréhr, en reconnaissance de ses mérites nombreux autour de l'épanouissement de la Banque Lloyd, sera prochainement élu membre du Conseil d'Administration.

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum. Directeur d'imprimerie : I. Wózner.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

La *Banque Générale de Crédit Hongrois* a tenu, le 8 novembre 1923, sous la présidence du comte Antoine Cziráky, conseiller intime, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le fonds social de la Banque, de 488,666.400 à 550,000.000 couronnes, par l'émission de 153.334 actions nouvelles, au prix nominal de 400 cour. chacun, participant au dividende de 1923. Un paquet de 28.334 de titres nouveaux est pris sur son compte par un groupe étranger en rapport commercial intime avec la Banque, tandis que sur le restant de 150.000 nouvelles pièces, un droit de priorité est assuré, à raison de 10 à 1, au prix de 200.000 cour., aux porteurs d'actions primitives. Après cette transaction, les fonds (y compris les réserves) de l'établissement s'élèveront à peu près à 50 milliards.

La *Banque Lloyd, Soc. Anon*, a tenu, le 20 octobre 1923, sous la présidence du baron Joseph Szterényi, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter, d'un milliard, à deux et demi milliards de cour. le capital-actions de la Banque. Le Conseil d'Administration a été autorisé à effectuer éventuellement en deux termes l'augmentation du capital-actions. Cette fois, il ne sera émis que des titres de la valeur nominale d'un milliard, tous offerts aux anciens actionnaires, à raison de 1 à 1, au prix de 6000 cour. Les nouveaux titres participent, à partir du 1er janvier 1923, au dividende de l'exercice courant. Après cette transaction, les capitaux de la Banque d'élèveront à 17 milliards de cour.

La *Banque Britannique-Hongroise* a décidé de convoquer, pour le 24 novembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il sera proposé de porter le fonds social de la Banque, de 1 milliard 300 millions, à 2 milliards 400 millions de couronnes. D'après la proposition du Conseil d'Administration, il sera émis 650.000 nouvelles actions sur lesquelles, à raison de 2 à 1 et à un prix fixable plus tard, les anciens actionnaires auront un droit de préférence. En outre, il sera émis 450.000 actions qu'un groupe de financiers anglais et américains prendra sur son compte. Après cette transaction, les fonds de la Banque seront augmentés à peu près de 40 milliards de cour.

L'*Institut National de Crédit, Soc. Anon.*, a tenu, le 30 octobre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital social de l'Institut, de 600.000.000 à 1.800.000.000 cour. Les titres nouveaux ont été tous offerts aux porteurs d'actions primitives, à raison de 1 à 2, au prix d'émission de 5.000 cour. Le droit de préférence peut être exercé, du 1er au 30 novembre, à la Caisse Centrale de l'Institut (VI., Vilmos császár-ut 25.) et à toutes ses succursales.

L'*Union des Usines et des Exploitations forestières de Nasic* a décidé, dans son assemblée générale ordinaire du 27 octobre 1923, de verser un dividende de 3 francs suisses pour l'exercice 1922/23 sur le bénéfice net de 589.401·58 francs suisses. Le coupon est payé à la succursale

de Genève de la Banque de Paris et des Pays-Bas à la Banque de la Patrie, Budapest.

Constitution de la *Banque d'Industrie, Soc. Anon.* C'est sous ce nom que le Zentral Boden Credit Bank autrichien vient de créer, le 8 novembre 1923, son établissement autonome en Hongrie, sous la présidence de M. le Baron Rodolphe Tornyay-Schossberger. Le nouvel établissement — à la sphère d'intérêts duquel appartiennent déjà la Fabrique Hongroise de Salami, Soc. Anon., et l'entreprise en bâtiments du nouveau champ de course de chevaux — possède un capital entièrement versé de 3 milliards de couronnes. Le Directeur général de la Banque est M. Robert Tibor.

Usines Hongroises de Caoutchouc, Soc. Anon. Cette Société a tenu, le 3 novembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever le capital-actions à 900,000.000 cour. par l'émission de 150.000 nouveaux titres, au prix nominal de 2000 cour. et par l'augmentation du prix de 200 à 2000 cour., valeur nominale, des anciennes actions. Les nouveaux titres, participant au dividende de l'exercice 1923, sont tous offerts, à raison de 2 à 1, aux porteurs d'actions primitives.

La *Première Soc. Hongroise de Lavage de Laine et de Commissions* a tenu, le 2 novembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital social à 300,000.000 cour. par l'émission de 100.000 nouveaux titres, au prix nominal de 1000 cour., participant aux bénéfices de l'exercice 1924. Les nouveaux titres sont offerts de préférence aux porteurs d'actions primitives, à raison de 2 à 1, au prix de 15.000 cour., frais et droits y compris.

La *Soc. Anon. d'Agriculture et de Commerce «Naturalia»* a décidé, dans une assemblée générale extraordinaire, tenue le 20 octobre 1923, sous la présidence de Son Exc. M. Etienne Haller, à porter son capital-actions, de 15 à 100,000.000 cour. M. le Dr. Emile Grünwald, directeur général, a été élu vice-président de la Société.

La *Caisse d'Epargne et du Marché de Budapest, Soc. Anon*, a tenu, le 17 novembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé d'élever à 720,000.000 cour. le capital social de la Société. Le prix d'émission est de 3.000 cour.

Usines de Fer et d'Acier de Prakfalva du Comte Ladislas Csáky, Soc. Anon. Les comptes de l'excercice de 1922/23 de ces Usines accusent un bénéfice net de 100,929.930 cour; le coupon est payé à raison de 150 cour. (l'année passée, il fut de 32 cour.), à la Caisse d'Épargne de Budapest-Lipótváros, Soc. Anon.

Rodolphe Kissling et Fils. Lustrerie et Fabrique de Produits de Bronze, Soc. Anon. A l'assemblée générale extraordinaire, tenu le 3 novembre 1923, il fut décidé de porter à 40,000.000 cour. le fonds social de la fabrique. Le droit de préférence peut être exercé au prix de 3.000 cour., à raison de 1 à 1, à la Caisse d'Épargne Budapest-Lipótváros, Soc. Anon.

LA VIE FINANCIÈRE, COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

La *Société Financière Danubienne,* fondée en 1922, en Suisse, par un consortium qui s'était assuré un gros portefeuille de valeurs minières autrichiennes et hongroises, distribue un dividende de 12 francs par action de 100 frs.

Les actions de cette entreprise, qui avait très avantageusement placé les valeurs minières qu'elle détenait, seront prochainement cotées à Genève.

On annonce que la Banque Générale Hongroise de Crédit et la Banque Hongroise d'Escompte participeront à la Société Financière Danubienne avec un apport de 2 millions de francs suisses. La Kreditanstalt de Vienne, M. Lenoir, président de la Banque genevoise Odier, et M. Cheysson, de l'Union européenne (qui fut attaché à la conférence de la paix à la C. D. R.), s'intéressent également à cette entreprise.

Société anonyme Tabacus. Nous apprenons que la maison *M. L. Herzog & Cie,* qui occupe depuis plus d'un demi-siècle une position des plus éminentes dans le domaine du commerce international du tabac, a fondé, en association avec un groupe financier puissant, une société anonyme hollandaise sous la raison sociale de *Compagnie pour le Commerce du Tabac, Société anonyme Tabacus, ancienne maison M. L. Herzog & Cie Cavalla.* Siège social Amsterdam. Le capital social a été fixé à 1,500.000 florins hollandais entièrement versés, les fondateurs s'étant engagés à pourvoir aux besoins financiers de la société allant au-dessus de ce chiffre. Le Conseil d'administration se composerait de MM. Fritz Ehrenfest, directeur de la Société Autrichienne de Crédit pour le Commerce et l'Industrie ; Guillaume Földiák sen., directeur de la maison M. L. Herzog & Cie ; Charles de Gheest, administrateur de la Banque des Pays de l'Europe Centrale, Paris, Eugène Görög, directeur général, le baron Maurice Léopold Herzog, chef de la maison M. L. Herzog & Cie, Dr. Albert Hirch, chef de la maison Ignace Deutsch & Cie, Jules Klein et le baron Paul Kornfeld, directeur-gérants de la Banque Générale de Crédit Hongrois, Henry Laporte, directeur de la Banque des Pays de l'Europe Centrale, Paris, Jacques May, administrateur de la Banque Générale de Bulgarie, Sofia—Paris, C. E. Ter Meulen, chef de la maison Hope & Cie, Amsterdam, et Dr. Charles Wilhelm, avocat. M. Eugène Görög, ci-devant directeur général de la *Nicotea,* Société Anonyme Bulgare pour le Commerce de Tabac, Sofia, a été nommé directeur général de la nouvelle société.

Banque Hongro-Italienne, S. A. Le Conseil d'Administration de cet établissement financier a décidé, dans sa séance tenue sous la présidence de M. Camille Castiglioni, de convoquer, pour le 20 décembre, une assemblée générale extraordinaire où il sera proposé d'élever le capital-actions de 700,000.000 à 1.050,000.000 cour. Tous les nouveaux titres seront offerts aux anciens actionnaires, à raison de 2 à 1.

L'*Induslrie Sucrière Hongroise, Soc. Anon.*, a tenu, le 20 novembre 1923, une assemblée générale ordinaire où il fut décidé de verser un dividende de 3000 cour. par action pour l'exercice de 1922—1923, clos le 31 mars 1923. Le coupon fut payé à la Banque Générale de Crédit Hongrois.

La *Société des Charbonnages Hongrois d'Urikány, vallée du Zsil* a tenu, le 30 novembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où fut accepté la proposition du Conseil d'Administration de porter à 1.050,000.000 cour. le capital-actions. Il fut également décidé d'assurer un droit de préférence, sur 104.000 nouveaux titres, aux anciens actionnaires, à raison de 1 à 1, au prix de 12.000 cour.

Le *Moulin à Vapeur Victoria de Pest* a décidé, dans son assemblé générale tenue le 28 novembre, de porter son capital social de 600,000.000 cour. à 3 milliards de cour. Il fut émis 300.000 nouveaux titres, sur lesquels un droit de préférence a été assuré, à raison de 1 à 1, aux anciens actionnaires, au prix de 10.000 cour. La valeur nominale des anciens titres, au nombre de 300.000, a été augmentée de 2000 à 5000 cour. ; les fonds de réserve s'élèvent ainsi à 750,000.000 cour. Les capitaux-actions des dix moulins de province qui appartiennent à la sphère d'intérêts de la Victoria, montent à 4 milliards.

La *Fabrique de Cellulose de Brassó, Soc. Anon.* La Direction de cette fabrique a tenu, sous la présidence de M. le baron Adolphe Ullmann, une séance pour établir le bilan de l'exercice courant. Il y fut résolu de proposer à l'assemblée générale, convoquée pour le 21 décembre, de verser un dividende de 500 cour. par action et d'élever à 300,000.000 cour. le capital social, en portant de 200 à 2000 cour. la valeur nominale des anciennes actions et en émettant des titres nouveaux qui participeront au bénéfice de l'exercice 1923—24. Les nouveaux titres seront tous offerts aux porteurs d'actions primitives, à raison de 1 à 1, au prix de 3500 cour.

La *Banque d'Agriculteurs, Soc. Anon.* a tenu, le 20 novembre 1923, sous la présidence de M. le comte Émeric Almássy, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital social, de un milliard et demi, à deux milliards et demi de couronnes. Les nouveaux titres ont été offerts, de préférence, aux porteurs d'actions primitives, à raison de 2 à 3, au prix de 2000 cour.

La *Société Anonyme Hongroise de Navigation Maritime Levante* a tenu, le 12 décembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut résolu de porter le capital social de 10,000.000 à 150,000.000 cour., en élevant le prix des anciennes actions de 200 à 3000 cour., valeur nominale, et en émettant 200.000 titres nouveaux, participant au bénéfice de l'exercice 1923, au prix de 5000 cour. Les titres nouveaux sont tous offerts aux porteurs d'actions primitives, à raison de 1 à 4.

Une grande transaction entre l'Athenaeum et le Franklin. La Société Anon. d'Édition et d'Imprimerie Athenaeum et la Société Franklin ont décidé de créer une communauté d'intérêts entre les deux sociétés, en échangeant réciproquement une partie de leurs actions. Chacune des deux entreprises gardera son indépendance, mais par la mise en valeur de certains points de vue commerciaux, elles espèrent arriver à une réduction des frais de régie. La Société Franklin a déjà pris les résolutions nécessaires, en élevant son capital social ; maintenant, c'est l'Athenaeum qui vient de tenir une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital social de 30.000 à 80,000.000 cour., par l'émission de 250.000 actions nouvelles dont 150.000 sont offerts aux porteurs d'actions anciennes, à raison de 1 à 1, au prix de 100.000 cour., tandis que 100.000 actions passent dans le portefeuille de la Soc. Franklin. Le droit de préférence pouvait être exercé à la Banque Lloyd.

« Hermes » Banque Générale Hongroise de Change, Soc. Anon. Le Conseil d'Administration de cette Banque a décidé de convoquer, pour le 28 décembre 1923, une assemblée générale où il proposera un dividende de 400 cour. par action pour l'exercice 1922/23. Le Conseil d'Administration demandera en même temps l'autorisation de porter le capital social de la Banque à un milliard de couronnes, d'après des modalités à fixer ultérieurement.

La *Première Fabrique de Plumes d'acier, de Tiges et de Papier à copier Indigo Joseph Schuler* a tenu, le 27 novembre 1923, une assemblée générale où il fut résolu d'augmenter le capital social à 25.000.000 cour. Les porteurs d'actions primitives pouvaient exercer leur droit de préférence à raison de 1 à 1, contre payement de 12.500 cour.

La *Fabrique de Moteurs et de Machines, Soc. An.* (Szombathely) a tenu, le 6 décembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut décidé de porter le capital-actions à 45,000.000 cour. par l'émission de 150.000 actions nouvelles au prix de 2000 cour.

La *Soc. Anon. d'Industrie du Bois Hongro-Américaine* a augmenté son capital-actions de 15,000.000 à 45,000.000 cour. Sur chaque action primitive, on recevait une nouvelle, contre payement de 3000 cour. Le droit de préférence pouvait être exercé à la Banque Générale Hongroise de Change «Hermes».

Établissements Industriels Réunis Krausz-Moskovics, Soc. Anon. Cette Société a tenu, le 30 novembre 1923, sous la présidence de M. Elemir Balogh d'Almás, une assemblée générale où il fut décidé de payer un dividende de 80 cour. pour l'exercice de 1921/22, et un dividende de 200 cour. pour l'exercice de 1922/23. Il fut aussi résolu d'élever le capital-actions de la société de 14 à 24.000.000 cour. Voici les membres de la nouvelle direction: Elemir Balogh d'Almás, comte Emeric Csáky, Emeric Dréhr, Jules Engel de János, Ladislas Fürst de Marót, Etienne Görgey, baron Henri Gutmann de Gelse, Dr. Michel Koós, Dr. Béla Lévy, Dr. Nicolas Moskovits, Dr. Emile Nadányi, Josef Szalai, Dr. Charles Szász, comte Victor Széchenyi.

La *Société Anon. d'Assurances et de Réassurances Sud-Est* a décidé, dans son assemblée générale extraordinaire, tenue le 29 novembre 1923, de porter son capital-actions de 20,000 000 à 40,000.000 cour. Sur chaque action ancienne, on peut en recevoir une nouvelle, au prix de 3000 cour.

La *Banque Mobile* a tenu, le 12 décembre 1923, une assemblée générale extraordinaire où il fut résolu d'augmenter le capital-actions de 800,000.000 cour. à un milliard 800.000.000 cour. Cet établissement financier fut fondé en décembre 1922, avec un capital social de 400.000.000 cour., somme portée à 800.000.000 cour. en août 1923.

Levante, Società di Navigazione Fiumana. C'est sous ce titre que s'est constituée, le 10 décembre 1923, à Rome, une société de navigation, avec un capital de 3,500.000 de lires. Ont été élus membres du Conseil d'Administration: MM. le marquis Joseph di Bagno, le duc di Boncompagno-Boncampagni, le Comm. Albert Bottini, le Grand Off. Albert dei Baroni Fassini Camossi (président), Frédéric Hoffmann, Jules Klein, Guillaume Quastler, Tiburce Scitovszky. Le commissaire du gouvernement et M. le Comm. Ranieri-Babboni.

*

L'Association des Caisses d'Épargne et des Banques (TÉBE) a distribué, le 9 décembre 1923, 3000 paires de chaussures et 5000 paquets de linge parmi 8000 enfants nécessiteux de Budapest. La distribution eut lieu sous la coupole du palais de la Bourse de Budapest, en présence d'un public très nombreux. L'Association a voté une somme de 600,000.000 de couronnes pour soulager la misère dans la capitale; les frais des articles distribués ont été couverts de cette somme.

La Bibliothèque Publique de la Ville

appartient aux institutions le plus facilement utilisables de la capitale.

Composée de plus de 200.000 volumes, cette bibliothèque contient les ouvrages spéciaux à toute branche du savoir humain. Les salles de lecture sont ouvertes toute la journée et accessibles à tout le monde. Elle prête des livres à des conditions favorables. Elle a six succursales qui tiennent à la disposition des lecteurs les chefs-d'œuvres de la littérature ainsi que ceux des sciences.

La Bibliothèque Centrale se trouve : IV., Károlyi-utca 3.; elle est ouverte les jours ouvrables de 9 heures du matin à 7 heures du soir; les jours fériés, de 9 à 1 heures du matin. — Succursales : IV., Király Pál-utca 11.; VII., Almássy-tér; X., Százados-út 10.; IV., Városház-utca 10.; II., Szilágyi Dezső-tér 5. (Redoute de Bude); V., Vág-utca 12. (Maison populaire).

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum. Directeur d'imprimerie: I. Wózner.

